ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

OBSERVATION ECONOMIQUE

Collection publiée sous la direction d'André PIATIER

XXV

Paul GRAND-JEAN

GUERRES, FLUCTUATIONS ET CROISSANCE

Prix de thèse de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Caen
Ouvrage honoré d'une subvention du ministère de l'Éducation Nationale

Préface du Professeur A. COTTA

SEDES
PARIS

1968

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547027_0019

GUERRES, FLUCTUATIONS ET CROISSANCE

GUERRES, FLUCTUATIONS
ET CROISSANCE

OBSERVATION ECONOMIQUE

Collection publiée sous la direction d'André PIATIER

XXV

Paul GRAND-JEAN
Docteur ès-Sciences Economiques
Chargé de Cours à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Caen

GUERRES, FLUCTUATIONS ET CROISSANCE

Prix de thèse de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Caen
Ouvrage honoré d'une subvention du ministère de l'Éducation Nationale

Préface du Professeur A. COTTA

Société d'Edition d'Enseignement Supérieur
5, place de la Sorbonne - PARIS 5e

UNIV.
LEIDEN
BIBL.

A LA MÉMOIRE

DE MON GRAND-PÈRE

Rien n'est moins définitif et contestable que le plan d'un ouvrage.

Si le contenu en est une justification, les insatisfactions que l'auteur éprouve en relevant tout ce qu'il n'a pas ou mal dit s'accompagnent du regret de n'avoir pas su éviter et redresser les imperfections qui lui ont été signalées. Il apprécie d'autant plus les encouragements qui lui ont été prodigués. A ce titre, qu'il me soit permis d'exprimer toute ma reconnaissance à Monsieur le Professeur A. Pasquier, à Monsieur A. Piatier et à M. le Professeur A. Cotta.

Monsieur le Professeur A. Pasquier a bien voulu accepter de présider la thèse de doctorat que fut cet ouvrage.

Monsieur Piatier a mis à ma disposition les nombreux documents de guerre qu'il a rassemblés. Avec beaucoup de bienveillance, le spécialiste de l'économie de guerre qu'il est m'a considérablement aidé à préciser les idées que j'avais sur ce sujet.

Je remercie M. le Professeur A. Cotta qui, au cours de fréquents entretiens, a su me donner le goût de la rigueur et de la recherche. Il m'a appris que la forme n'est jamais entièrement dissociée des connaissances.

Paul Grand-Jean.

connaissance, et l'instinct d'agression éternellement soumis à la conquête numérique du milieu par l'espèce.

Ces deux causes ne sont que deux modalités à peine différentes de ce qui permet la conquête : l'attaque. Si on cède au plaisir de raisonner par catégories, l'Être et l'Avoir ne peuvent procéder que du « Donner » et du « Prendre ». L'espèce humaine n'a, jusqu'ici, progressé qu'à la mesure du « Prendre » ? C'est la même agression qui porte le savant et le guerrier et le choix entre les deux voies est affaire de neurones et non de conscience. Ce sont les deux « itinérants du songe et de l'action » qu'invoque St John Perse.

L'histoire économique est davantage celle des guerres que celle des paix. L'enfant ne s'y trompe pas. Jouer est d'abord jouer à la guerre. La paix n'est que le sommeil. L'histoire qu'on lui confie — celle qu'il écoute — est l'histoire vraie. Point de repos sans lutte. Point de paix sans guerre. Point d'évolution sans grandes guerres. La dimension des guerres est à la mesure de celles des nations ; elle est témoin de la connaissance accumulée. C'est dans le feu que l'intercession du savant et du guerrier devient intersection. L'homme se serait éteint depuis longtemps — comme d'autres espèces qu'il a détruites — s'il ne restait pas longtemps cet enfant qui joue au soldat, s'il avait abandonné le rêve de l'épopée.

Curieusement en l'apparence, l'histoire des guerres n'avait jamais fait l'objet d'étude sérieuse. L'économiste, certes, de sa hauteur pacifique pouvait légitimement porter un mépris voilé sur l'histoire événementielle des guerres. Mais sa critique eut été plus constructive, nul ne s'en serait plaint — même pas les historiens. Or, ce travail est désormais entrepris par Paul Grand-Jean. *Il reste partiel puisque seules les deux dernières guerres sont étudiées. Il l'est, il faut aussi le reconnaître, d'un point de vue plus propre à l'économiste qu'à l'historien. Et il fallait qu'il en soit ainsi. La distinction qui fonde le plan de l'ouvrage de* Paul Grand-Jean *est pleinement justifiée : la guerre a toujours exercé deux sortes d'effets : « pendant » et « après », sans qu'on sache très bien où finit cet après. Mais on sait au moins quel est le « pendant ».*

Les effets immédiats des guerres ont été analysés avec précision et bonheur par Paul Grand-Jean *qui a eu grand soin de ne pas lâcher en cours de route les bons concepts de la théorie de la croissance. Car il eut été une autre erreur que de vouloir considérer la croissance comme une conséquence presque exclusive des « dommages » causés par la guerre.* P. Grand-Jean *ne l'a pas commise. Mais ce n'est là que mérite par omission. Son apport personnel est dans la première analyse économique (à ma connaissance) des modifications — que l'auteur a baptisé effets — entraînées par l'état de guerre. L'effet de destruction est-il un dommage ? Il est encore trop tôt pour répondre. Mais l'effet de distorsion nous prouve — au moins — que les modifications de l'appareil de production (et donc des consommations finales et intermédiaires) peuvent être extraordinairement rapides. C'est dans cette rapidité qu'éclate la première caractéristique profonde de la guerre : la*

guerre est une contrainte qui libère de nombreuses autres contraintes. A voir ce que la guerre rend possible, le planificateur du temps de paix se prendrait à rêver. Mais comme chacun sait, les planificateurs ne rêvent pas.

Nous devons rester longtemps reconnaissants à Paul Grand-Jean *de nous avoir montré la contingence de nos problèmes. Lorsque la guerre éclate, les tableaux de ressources et emplois se dissolvent. Ce qui était contrainte absolue en temps de paix (abaissez la propension à consommer d'un demi-point ? vous n'y pensez pas ?) disparaît totalement. Les hommes reviennent à leur essence biologique. Le vrai état de siège est une kermesse héroïque où la consommation n'est plus une habitude.*

La mobilité des productions est encore plus étonnante quand on voit la difficulté de l'accroître en temps de paix. La grande mobilité des hommes est une conséquence de l'état de siège. Mais celle des biens ? Que vaut notre théorie du capital à l'épreuve de la guerre ? Il y aurait, ici, beaucoup à dire et, peut-être, que la « quantité de capital » est plus significative en ces périodes où la polyvalence des biens s'accroît. Mais ce serait oublier que les guerres se préparent.

Les effets médiats ou plus lointains des guerres sont étudiés avec le même soin par Paul Grand-Jean. *Et il retrouve alors la « Reconstruction » et les nombreux problèmes qu'elle pose à commencer par : Reconstruit-on vraiment ? — et si oui — quand a-t-on fini ? Le mérite essentiel de* Paul Grand-Jean *est, ici d'avoir su ne pas traiter, comme nous tous, de la guerre comme d'un phénomène à la durée définie. Destruction et Reconstruction ne sont pas deux épisodes mais une extrême aventure. La seconde vertu des guerres apparaît alors : elle détruit des biens que les hommes n'auraient pas détruits aussi vite alors qu'ils l'eussent dû. Parler de vertu de la guerre est, on le sait, dangereux. Et pourtant ! Qui ne voit que la guerre est utilisée par l'homme d'abord à prendre chez le voisin (des biens ou des connaissances), ensuite à se défaire plus vite de la partie de l'univers matériel qui obscurcissait sa vie et ses desseins.*

Après avoir lu Paul Grand-Jean *on saura ce qu'est une guerre gagnée : celle où meurent peu d'hommes (le moins possible) et où meurent le plus de biens (d'autant plus qu'il s'agit de biens vieux). Ainsi la France gagna-t-elle la guerre de 39-40 et perdit-elle celle de 1914. La guerre est une évolution démographique accélérée, des êtres et des choses.* P. Grand-Jean *nous l'a fait voir. Espérons que cette évidence — de tous les phénomènes les plus difficiles à faire émerger et partager — ne sera pas oubliée.*

Une certaine insatisfaction du lecteur demeurera à la fin de l'ouvrage — et c'est le dernier mérite de Paul Grand-Jean *— peut-être aussi grand que le choix de cette étude. Trop de problèmes sont posés dans ce domaine nouveau pour qu'il puisse en être autrement. L'insatisfaction est à la mesure de la densité du propos.*

Il reste à souhaiter que ce travail soit le début d'une analyse systématique des faits guerriers — de tous les faits guerriers — de leur préparation et de leurs exécutions diverses. Il resterait aussi à l'économiste, muni de plus de renseignements, à se prononcer sur des questions de détails telles que « Qu'en est-il de l'avenir des guerres » ? Jusqu'ici, une seule tentative de réponse lucide : celle de R. Aron. *Mais donne-t-il une réponse ? Si tout académicien est dans son épée, on se souviendra qu'à l'espérance d'un avenir sans guerre,* R. Aron *a ajouté un « je n'y crois pas ». Mais à quoi croit-il donc ? Est-ce là une périphrase dont la résignation serait tue, pour ne pas effaroucher ?*

S'il est possible de répondre, ce ne peut être, une fois encore, qu'en interrogeant l'histoire, après avoir apprécié les effets de la guerre. Deux positions intellectuelles sont possibles. La première est celle de Malraux *: « Et si l'histoire n'avait aucun sens » ? Et si les guerres n'étaient qu'accidents aléatoires dus à quelques hommes assez fous ou égoïstes pour croire que l'organisation délibérée et démesurée de la mort pouvait accroître et asseoir un pouvoir durable ? Si tel est le cas, alors l'économiste n'aurait qu'à affirmer son pacifisme et à en définir les vrais moyens, c'est-à-dire à montrer comment l'évolution économique pourrait se passer des guerres. Il aurait alors à fonder une politique économique de la destruction — qui reste à faire. Nous construisons aujourd'hui plus consciemment qu'hier. Mais nous détruisons avec autant d'inconséquence et, notamment, nous ne détruisons sans doute pas assez, ou pas assez vite.*

Mais il y a, en réalité, trop de difficultés pour faire nôtre cette hypothèse. Les guerres ont trop de prix pour qu'il en soit ainsi. Alors que toute évolution montre que la durée de la vie humaine est le bien le plus précieux, alors qu'il est possible d'interpréter l'accumulation de la connaissancee et des biens comme la condition permissive de l'éclosion, de la persistance et de la densité de la vie, alors que la rationalité croissante de nombreux comportements contraste toujours davantage avec la permanente stagnation de nos débats moraux, les guerres auraient dû depuis longtemps disparaître puisqu'elles sont œuvre de mort et, par là même, contraires à la finalité évolutive de l'espèce. On peut ne pas savoir si l'histoire a un sens. Il est difficile de penser que l'organisation périodique de la mort n'en a pas.

Si l'humanité a toujours payé ce prix, ce n'est sans doute pas par hasard, et il est difficile de croire que la condition de l'homme en soit la cause. Penser que l'acte guerrier est l'incarnation collective du sadisme que chacun porte en lui, n'éteint pas notre recherche des causes de la guerre, pas plus qu'elle ne peut étayer notre prévision de sa déchéance ou de sa permanence. Aujourd'hui même, il n'est que les conférences qui désarment — interminablement. Mais la guerre se prépare ou fleurit, et ce ne sont point les pétitions épidermiques qui ont quelque chance de les arrêter mais des

travaux lucides comme ceux de Paul Grand-Jean. *On aimerait, à cet égard, que* P. Grand-Jean *puisse, un jour, montrer que les effets des guerres ont évolué tout au long des de l'histoire connue, qu'aux guerres de conquêtes appelant des groupes sociaux de petite dimension, ont succédé des guerres nationales et, aujourd'hui, des guerres mondiales. Certes, les deux dernières guerres mondiales restaient de prédation et les marxistes ont eu raison de l'affirmer et de le démontrer. Mais il n'y eut pas — il n'y a plus dans la guerre que désir de prendre. L'évolution récente montre que les effets de redistribution des biens déjà produits et de rééquilibre démographique n'ont pas cessé de diminuer d'intensité alors que s'affermissaient les vertus de destruction des biens et de cohésion sociale à l'intérieur de ces groupes humains que l'on appelle des nations. Au sujet de ce siècle, seul* Niezsche *avait vu juste : notre siècle restait celui du nationalisme et appelait la guerre qui en raffermissait l'essence aussitôt qu'apparue.*

Les faits guerriers ne sauraient disparaître de sitôt. Bâtir des politiques économiques à l'abri du lemme de « la stratégie d'interdiction des conflits » est, indiscutablement, enfantin. Assumer l'avenir d'une nation est assumer celui d'un ensemble vraiment renouvelé : la mort a d'autres causes que la guerre. Aussi n'existe-t-il, en fait, que deux solutions possibles : ou bien se préparer réellement à la faire, ou bien s'y refuser. S'y préparer est dans la logique de notre temps. La guerre, les guerres resteront au cœur de notre évolution. Ses moyens seront à la mesure de la connaissance accumulée et, donc, de l'univers qu'elle fonde. Les armes auront une puissance appropriée au nombre d'hommes qu'il faudrait détruire pour prendre ou repartager les ressources. Dire que la bombe atomique rend impossibles les conflits rappelle autant de jugements analogues qu'il y eut d'armes nouvelles. Il y a moins de différence entre nos armements atomiques et nos bombes traditionnelles qu'il y en ait entre celles-ci et les armes blanches. Au surplus, si certains doutaient encore qu'on puisse les utiliser, qu'ils se rappellent que l'homme détient d'autres armes aussi puissantes qu'il ne cesse de perfectionner. Armer dans l'hypothèse de l'impossibilité de la guerre est dans le propre de notre génie « Faire sérieusement les choses futiles ».

Mais peut-être serait-il possible de « faire gaiement les choses sérieuses », c'est-à-dire d'abord de savoir vraiment que la guerre est déterminée par l'existence même des nations, et pas seulement du nationalisme. Ensuite, de substituer à ces grands vents de guerre d'autres vents mais de paix. Il faudrait, en un mot, que chacun daigne aimer suffisamment les fleurs pour que passent les fusils comme les nations et les idéologies. Mais qui peut — sinon le Poète — mourir gaiement ? Et s'il existe des poésies nationales, il n'existe pas des nations poétiques. Espérons seulement que le jour où les hommes auront assez de courage pour choisir aussi leur mort ils ne choisiront pas la guerre.

A. Cotta

INTRODUCTION

« La guerre est dans les esprits. » Elle est aussi dans les mémoires. Pourquoi ne serait-elle pas au centre des préoccupations d'un économiste ? Il partage alors un intérêt érigé en mode. L'actualité a fourni au terme « guerre » un nombre considérable de qualificatifs. Sujet de prédilection du cinéaste, du romancier et du journaliste, l'invocation de la guerre se prête à toutes les variations et permet de développer tous les thèmes.

Cet intérêt généralisé est nouveau. Il traduit assez bien le changement de dimension du sujet qui l'inspire. Quelques grandes peurs mythiques ont hanté les hommes depuis leur origine. Elles ont toutes eu le même objet : la disparition de l'espèce ; mais les phénomènes qui devaient entraîner cette disparition étaient différents : la peste, l'an 1000 et la faim en furent quelques-uns. Il ne semble pas que la guerre ait été, dans les temps reculés, l'objet d'une peur mythique. Elle l'est devenue avec l'extension des armes atomiques.

La guerre n'est pourtant pas un phénomène original dont l'apparition est liée aux perfectionnements techniques. La guerre trouve ses origines aux sources les plus lointaines de l'humanité. La guerre s'alimente de violence, et la violence est ancrée au plus profond de la nature humaine. La violence prend une forme particulière lorsqu'elle utilise les armes. Mais elle est toujours présente. Sous-jacent témoin des relations entre hommes, la violence étend son domaine jusqu'aux relations d'échange, prolégomènes des relations économiques.

Violence individuelle, violence collective, le débat s'organise entre l'homme et la nature, entre les hommes associés en groupes, entre les hommes isolés. Quelles que soient ses formes : lutte contre la rareté, recherche exacerbée du profit, révolutions ou guerres, la violence est toujours prête à se manifester bien que la morale, la civilisation ou les hommes la travestissent de bonnes intentions.

C'est un leurre de parler d'égalité. C'est un leurre puéril d'affirmer que les relations entre hommes sont des relations dénuées de force et du goût de la domination. On peut souhaiter aménager, canaliser la force pour qu'elle ne soit pas utilisée sous n'importe quel prétexte. C'est manquer de réalisme et de lucidité de penser pouvoir atteindre cet objectif sans que la bonne parole

ne soit soutenue par une force armée. Tous les organismes chargés d'assurer la paix commencent par essayer de se doter d'une armée. Les relations de contestation lourdes de conflits ne sont pas exceptionnelles. La violence est partout présente. La constatation n'est pas apologie. Mais refuser de constater c'est se condamner soit à l'utopie, soit à des analyses superficielles.

La peur collective de la guerre considérée comme une calamité capable d'entraîner la disparition de l'espèce est récente. On pourrait s'en étonner mais l'explication réside dans le changement des caractères de la guerre.

Au XVI[e] siècle la guerre n'était qu'affaire de mercenaires, les spécialistes du moyen âge, elle ne concernait que les pays directement engagés. A notre époque, la guerre redevient affaire de spécialistes, mais la guerre presse-bouton ne saurait laisser personne indifférent. L'intérêt est proportionnel à la puissance des armes. Peut-on penser que cette amplification du pouvoir destructeur des armes modifie la finalité des guerres ?

W. PETTY n'avait pas tout à fait tort en affirmant que dans l'échange l'un perd ce que l'autre gagne. Aussi séduisante, puissante et rigoureuse soit la démonstration théorique de l'avantage collectif par les coûts comparatifs, le doute reste présent dans l'esprit de la plupart des échangistes. A l'époque où écrivait PETTY les relations économiques entre les Nations étaient souvent soit l'origine, soit la conséquence d'une guerre ou d'une expédition de conquête. L'afflux des métaux précieux en Espagne et au Portugal peut être qualifié d'échange international, mais tout aussi bien de pillage des pays conquis. Certaines Compagnie d'Orient et Compagnie des Indes ont un nom et une puissance à résonance militaire. L'enrichissement de l'Europe au cours du XVII[e] siècle et même au cours des siècles suivants ne saurait être dissocié de la conquête et de la colonisation.

C'est une période au cours de laquelle les guerres ont proliféré avec une rapidité à peine égale à celle de l'apparition ou de la disparition de certaines royautés. Il est curieux de constater une relative concordance historique entre le nombre de guerres et l'enrichissement des pays belligérants et plus précisément de celui prenant l'initiative des combats. Cette concordance a conduit certains à voir dans la guerre la cause de la richesse des pays vainqueurs. La thèse inverse fut soutenue avec autant de conviction et le même luxe d'arguments.

L'enrichissement est à l'origine des guerres. La guerre est une aventure onéreuse. Aucun pays ne peut prendre l'initiative d'engager des combats réclamant autant d'hommes que de capitaux s'il ne dispose d'une richesse suffisante. L'opulence donne à l'agressivité, à l'orgueil ou à l'ambition l'occasion et les moyens de se satisfaire. La croissance économique débouche sur l'agression. La guerre serait alors une excroissance de l'expansion. L'économique est à l'origine du politique. Incapables de trouver sur leur propre

territoire les débouchés suffisants pour absorber l'excédent de leur production ou animés de l'esprit de conquête, forme générale de l'impérialisme économique, les pays riches sont des pays belligérants en puissance.

A l'opposé, certains prétendent que la recherche de la richesse est à l'origine des conflits. L'espèce humaine est particulièrement prolifique. Le rythme d'accroissement des richesses est plus lent que celui des besoins. De toute façon, l'augmentation rapide du volume des subsistances réclame un effort collectif que certains peuples refusent d'entreprendre d'autant plus qu'il est, à court terme au moins, incontestablement plus efficace et en tout cas plus simple de se procurer à l'extérieur ce que l'on n'a pas à l'intérieur, même si cette acquisition nécessite l'usage de la force. En ce cas, la guerre présente au moins trois avantages. Elle permet tout d'abord de réaliser l'ajustement nécessaire de la population au volume des ressources disponibles. Il faut remarquer à ce propos que les hommes ont réalisé en ce domaine des progrès considérables : une seule bombe nucléaire tue en un instant au moins autant d'hommes que la guerre de cent ans. La guerre permet ensuite d'obtenir à l'extérieur ce que l'on n'a pas sur place et par l'annexion donne une dimension nouvelle au pays conquérant. Enfin, la guerre nourrit la guerre. Les armées envahissant le territoire ennemi trouvent le gîte et le couvert sur place. Leur entretien est supporté presque entièrement par le pays envahi. Jusqu'à la première guerre mondiale le lieu des combats était en même temps et uniquement celui des destructions. Il suffisait de porter le combat en territoire ennemi pour que le coût de la guerre ne fût qu'un coût humain. Or, à un moment où les hommes sont en surnombre et où l'on accorde peu de prix à la vie humaine, les pertes entraînées par la guerre ne sont peut-être pas considérées comme un bienfait mais en tout cas comme sans conséquence durable.

Ce n'est qu'à partir de la première guerre mondiale que cette particularité fondamentale des guerres des siècles précédents a disparu. Même en cas de victoire, le pays vainqueur est plus pauvre à la fin des hostilités qu'il ne l'était avant l'ouverture des combats. Les Etats-Unis constituent une exception qui trouve son origine dans le fait qu'ils n'ont supporté ni invasion, ni destruction sur leur territoire. La guerre ne nourrit plus la guerre même si elle enrichit quelques individualités. Si la mort constitue la finalité de la guerre, les conflits du XX^e^ siècle sont l'expression d'un progrès considérable.

Mais la mort constitue-t-elle la finalité des guerres ? Les hommes n'ont pas fini de s'interroger sur leurs causes. Il est curieux ou inquiétant de constater que la plupart des auteurs trouvent dans les conséquences des conflits les causes des guerres. La guerre trouverait son origine dans les effets qu'elle entraîne et qui seraient alors les objectifs profonds poursuivis. Cette attitude

est inquiétante dans la mesure où aucune analyse rigoureuse de ces effets n'est effectuée.

En effet, comme pour tout phénomène appartenant à l'opinion publique les jugements portés sur la guerre sont aussi catégoriques que définitifs. Le polémologue et l'ignorant émettent des avis précis et bien arrêtés sur les conséquences des guerres. Ces avis prennent la forme d'un arrêt condamnant irrémédiablement la guerre.

Ce n'est pas être belliciste que de ne pas accepter de tels jugements dont l'inspiration est le plus souvent émotionnelle, toujours bien pensante mais rarement scientifique. Qui contesterait que la guerre est un phénomène monstrueux ? Est-on pour autant en droit de qualifier de catastrophiques tous les effets qui en résultent sans prendre l'élémentaire précaution d'en faire une analyse rigoureuse ? Cela permet d'avoir bonne conscience en partageant l'opinion commune, ce n'est pas pour autant un gage de certitude scientifique.

La guerre n'entraîne-t-elle que pertes, ruines, destruction ? Ne peut-on pas supposer que certaines conséquences sont économiquement favorables ? On peut noter à ce propos l'opposition existant entre la prospective et l'histoire. La prospective porte condamnation de la guerre nucléaire future qui entraînerait l'anéantissement du monde (1). L'histoire montre que de nombreuses inventions sont liées aux guerres. Mais si des conséquences économiques des guerres sont favorables, peut-on les dissocier de celles qui sont défavorables ? Au contraire, les effets entraînés par les guerres constituent-ils un ensemble identique de période en période et ne se différenciant que par l'intensité.

Si la dissociation est possible, n'existe-t-il pas un moyen d'obtenir les effets favorables sans faire la guerre ? A l'heure actuelle on parle volontiers d'une civilisation du gaspillage. La guerre est incontestablement le plus grand gaspillage que l'on puisse imaginer mais que l'on ne peut préconiser puisque la cruauté et la mort sont ses compagnons de toujours. On ne peut que souhaiter voir les hommes trouver un substitut à la guerre.

La croissance est un sujet aussi à la mode que la guerre. Les avis sont souvent catégoriques sans être fondés sur un raisonnement mais sur des convictions. Si les économistes contemporains n'ont pas beaucoup écrit sur la guerre, la littérature qu'ils consacrent à la croissance est fort abondante. Cette littérature est descriptive et s'efforce parfois d'être explicative. Comme pour la guerre, l'intérêt porté à la vie économique et plus particulièrement aux fluctuations et à la croissance s'est répandu. L'accroissement du taux de croissance est même devenu objet de promesses électorales. Les stratèges du café du commerce ne manipulent plus des

(1) M. G. Bouthoul se demande même s'il ne faut pas « Sauver la guerre ». Sauver une forme de guerre, celle permettant les ajustements de population sans mettre en péril l'avenir de l'univers.

armées mais des taux d'investissement. On n'est plus général ou colonel, mais président du conseil ou ministre des finances. Il arrive même que les généraux soient aussi des économistes, quand ils ne sont pas premier ministre.

Lorsque les militaires sont économistes toutes les conditions sont réunies pour que soit faite une analyse unitaire des guerres, des fluctuations et de la croissance. Les réponses à la question de savoir quelles sont les relations existant entre ces différents phénomènes sont toujours très spontanées. Elles sont soit l'aveu d'une ignorance qui cache mal un manque de curiosité étonnant, soit l'expression d'une opinion bien arrêtée mais souvent préconçue.

Pour franchir les frontières de l'émotion, de l'ambiguïté et des idéologies, pour essayer de passer du domaine de l'affirmation gratuite à celui de la conclusion démontrée, pour savoir plutôt que croire, il faut procéder à une étude dont l'objectivité trouve appui sur la mesure. En économie politique la mesure passe par la porte étroite des statistiques.

Nous ne possédons de statistiques nombreuses que pour les deux dernières guerres mondiales, ce qui limite le champ d'investigation. Ce choix trouve une justification supplémentaire dans la double particularité caractérisant ces deux conflits.

En premier lieu, ce sont des guerres totales (2). La distinction entre guerre militaire et guerre économique n'est possible que si la guerre n'est pas totale. Pour les deux guerres mondiales, on est incapable de distinguer l'effort économique de l'effort militaire. Le succès des armes n'est plus dû au seul talent des généraux et au courage des soldats, c'est aussi, c'est surtout le résultat de la puissance économique des pays engagés. J.B. Say affirmait que la force dispense d'intelligence, la puissance donne du génie aux stratèges. La guerre n'est plus comme autrefois la seule opposition de deux armées, c'est l'affrontement généralisé de deux peuples, de deux économies. C'est l'engagement de deux pays ou de deux blocs.

En second lieu, les deux guerres mondiales sont des guerres industrielles. La production et la consommation d'armes et de munitions atteignent des dimensions gigantesques. L'industrie doit fournir rapidement aux armées les armes et les munitions que les combats nécessitent. La constitution de stocks antérieurs n'est pas suffisante. Il faut produire au cours même des hostilités.

La constitution de stocks d'armes en période de paix est considéré comme un phénomène favorisant l'éclosion des conflits. Les deux dernières guerres mondiales apportent la preuve que quelle que soit soit l'importance des stocks d'armes et de munitions,

(2) Le terme « totales » doit être précisé. Les deux guerres mondiales n'ont pas été des guerres bactériologiques, l'emploi des gaz asphyxiants est resté limité. Elles ont été des guerres totales parce qu'elles ont mobilisé toute la population et toute la puissance économique des pays belligérants.

la poursuite des hostilités nécessite très rapidement la mobilisation de toutes les ressources des pays belligérants. Aucune guerre n'a pu être poursuivie sans restriction de la consommation. Il n'est pas certain que cette caractéristique des deux guerres mondiales soit celle d'une future guerre nucléaire. Il semble bien que les stocks d'armes nucléaires existant sont suffisants pour qu'un éventuel conflit atteigne sa fin ultime : l'anéantissement de l'espèce.

Peut-on parler des effets de la guerre ou doit-on conclure à la particularité des conséquences économiques des guerres ? La guerre est-elle inéluctable dans ses effets dont la nature reste toujours la même, ou bien, phénomène porté par l'histoire, faut-il conclure qu'il n'y a pas « la guerre » mais des guerres dont les conséquences sont variables selon les époques et les pays ?

Que les effets des guerres soient particularisés ou généralisés, personne n'en conteste l'importance. L'unanimité s'arrête là. Les avis divergent lorsqu'il s'agit de qualifier les relations existant entre les guerres, les fluctuations et la croissance. Cette divergence provient surtout du fait que de nombreux auteurs limitent leurs études à la seule période de guerre. Il semble pourtant indispensable d'analyser les effets différés des guerres, ne serait-ce que pour savoir si ceux qui soutiennent la thèse selon laquelle la guerre n'exerce aucun effet définitif majeur sur la croissance des pays belligérants ont ou non raison. Les effets différés sont-ils le simple prolongement des effets immédiats ? La réponse ne peut être donnée qu'après analyse détaillée des effets immédiats et des effets différés.

PREMIÈRE PARTIE

LES EFFETS IMMÉDIATS

« L'état de guerre veut des ressorts violents, et l'oubli de l'humain. »

Alain (Histoire de mes pensées).

« La guerre de l'avenir est la guerre économique, le combat en grand pour être ou ne pas être. »

Bismarck.

INTRODUCTION

SPÉCIFICITÉ ET NATURE DES EFFETS IMMÉDIATS

Ce combat en grand n'a aucune dimension commune avec les combats menés au moyen âge et jusqu'à l'aube du XX[e] siècle. Ses effets immédiats sont tout autres dans leur nature et leur intensité.

Par effets immédiats, nous entendons ceux entraînés directement ou indirectement par la guerre et qui cessent lorsque cessent les hostilités. Cette définition conduit à éliminer les effets entraînés par la préparation d'une guerre.

Nous nous proposons ici de répondre à la question de savoir si les effets immédiats d'une guerre sur l'économie varient selon les guerres et les pays belligérants, de préciser la nature et l'intensité de ces effets et de tenter de répondre à la question de savoir s'il existe une cause unique à ces effets.

La spécificité des effets immédiats :

Selon cette thèse chaque guerre aurait des effets particuliers et les conséquences économiques varieraient selon les pays belligérants.

On peut admettre deux types d'effets immédiats : ceux communs à toutes les guerres indépendamment de leur nature et de leur date et ceux qui sont nés de la nature particulière des guerres contemporaines.

Quelles que soient les époques, quels que soient les peuples en conflit, la guerre est apparue avec son cortège de morts et de destructions. Les guerres de la Révolution, les guerres napoléoniennes et les deux guerres mondiales ont eu de ce point de vue, les mêmes conséquences dramatiques pour tous les pays belligérants.

Lorsque la guerre a cessé d'être propre aux seuls militaires pour devenir totale et générale, à ces conséquences premières et inéluctables sont venues s'en ajouter d'autres tenant à la fois au « style » des guerres contemporaines et au fait que l'économie entière est mise au service des armées.

Dès lors s'est fait jour l'opinion selon laquelle chaque guerre aurait des effets particuliers, chaque pays belligérant aurait à supporter des conséquences variables selon son degré d'industrialisation, sa dimension ou son degré de préparation, selon le système économique auquel il appartient. Bref, les effets immédiats des guerres cessent d'être inéluctables et généraux pour devenir particuliers et spécifiques.

Qualifier une telle opinion, l'adopter ou la rejeter, implique que l'on connaisse avec quelque précision la nature et l'intensité des effets immédiats.

La nature et l'intensité des effets immédiats :

Il faut éliminer ici deux attitudes exclusives qui se présentent le plus souvent sous forme d'alternative : la guerre n'a que des effets dépressifs, la guerre n'a que des effets expansifs.

La première opinion est la plus répandue. Pour beaucoup d'économistes, la guerre reste encore un phénomène accidentel et erratique que l'on condamne en termes véhéments en faisant parler les morts et en affirmant que les dépenses de guerre sont totalement improductives. Présentés sous cette forme, les effets immédiats de la guerre ne peuvent être que dépressifs.

Certains auteurs comme W. Sombart, considérant que les effets dépressifs ont été largement décrits, les négligent et consacrent leurs analyses uniquement aux effets expansifs des guerres.

Ces deux attitudes sont insoutenables. Elles sont tout d'abord trop exclusives. Le fait de ne privilégier qu'un seul aspect des effets immédiats entraînés par la guerre conduit implicitement à formuler un jugement erroné sur les effets d'une guerre quant à la croissance.

Elles sont ensuite trop globales, les effets entraînés par la guerre sont à la fois nuancés, complexes et diversifiés. Le critère permettant de qualifier ces effets ne peut être un critère global.

De plus, parler des effets dépressifs ou expansifs d'une guerre ne permet pas de définir la nature de ces effets. Il y a ici confusion entre nature et qualité. Certains effets ont pour qualité (ou défaut) d'être expansifs (ou dépressifs), leur nature n'en est pas précisée pour autant. Quels sont ces effets dépressifs ou expansifs ? La réponse ne nous est pas fournie, pas plus que celle répondant à la question de savoir s'il existe des effets qui sont dans tous les cas et définitivement expansifs ou dépressifs.

Cette confusion et cette insuffisance proviennent du fait que la plupart des auteurs trouvent dans les dépenses de guerre la cause première sinon unique de ces effets.

Les effets d'une guerre sur l'économie dépendraient du volume et de la localisation des dépenses militaires. Il est difficile d'admettre que les conséquences économiques d'une guerre soient limitées aux chocs imposés par l'expansion ou la contraction des

dépenses militaires. S'il n'y avait pas conflit, les mêmes dépenses militaires entraîneraient-elles les mêmes effets ? Tout porte à croire que non. Par conséquent, il n'est pas interdit de penser que la guerre crée des conditions particulières qui font la spécificité des effets entraînés par les dépenses militaires. De plus, il est indispensable de prendre en considération les effets entraînés par la mobilisation d'une partie importante de la population active masculine.

Ceci nous conduit à penser qu'une analyse menée uniquement en termes monétaires est incomplète, elle peut même suggérer des conclusions erronées en offrant une vue particularisée de l'économie. Que penser alors du rôle joué par la monnaie en temps de guerre ? Nous tenterons, indirectement, de montrer que la monnaie n'est plus en temps de guerre le ressort essentiel de l'économie. Les problèmes financiers qui se posent ne sont que des conséquences, ils sont causés par des problèmes réels, matériels, qui sont seuls fondamentaux. Restreindre les problèmes économiques à la couverture monétaire des dépenses de guerre est une erreur.

Même si tous les problèmes monétaires sont réglés, il est douteux que les autorités puissent jouir d'une parfaite tranquillité. Les véritables limites de l'économie de guerre ne sont pas d'ordre monétaire, elles sont d'ordre matériel. L'économie dans son ensemble souffre d'une triple limitation, elle manque de matières premières, de main-d'œuvre et de temps ; elle souffre de « cette inadaptation fondamentale » dont souffrent déjà les hommes en temps de paix (1), à savoir que des biens économiques, des facteurs de production sont localisés dans certains secteurs, faisant défaut dans d'autres qui sont prioritaires, ils doivent y être transférés ; de plus, la guerre crée des besoins particuliers que l'économie ne peut « spontanément » satisfaire, pour ce faire elle doit être mobilisée.

L'économiste se pose déjà trois questions : les effets immédiats sont-ils spécifiques (propres à chaque guerre et à chaque pays), quelle est leur nature exacte et quel est le rôle tenu par la monnaie en temps de guerre ?

Il est possible de lui répondre, indirectement sans doute, mais avec quelque exactitude, en précisant les contatations souvent amères que l'homme de la rue fait à propos de la guerre.

Pour lui que signifie la guerre ? La mort et la ruine, la faim et un travail intense, une injustice intolérable et qui reste inexpliquée, l'intervention autoritaire de l'Etat. Comme toujours l'imagerie populaire n'est pas totalement infondée.

En effet, la guerre entraîne inexorablement la mort et la destruction. Mais les soldats qui sont morts, comme ceux qui ont

(1) Ces lignes nous ont été inspirées par le paragraphe consacré à « Activité économique et lutte contre la rareté », R. Barre, *Economie politique*, t. 1, coll. Thémis, 1re éd., p. 5 et suivantes.

donné la mort, sont équipés d'un armement moderne qu'il faut produire coûte que coûte. Cette production de matériel de guerre ne peut être obtenue qu'au détriment de la production de biens de consommation, la population sera privée du superflu ou de ce qui est considéré comme tel. L'économie n'est pas adaptée à une telle production, les points de friction sont d'autant plus nombreux que tout devient rare, qu'il faut impérativement assurer la production des secteurs prioritaires.

Ce sont les effets immédiats de la guerre, nous les analyserons dans les quatre chapitres suivants :

Chapitre I : Effet de destruction

Chapitre II : Effet de production

Chapitre III : Effet de restriction

Chapitre IV : Effet de distorsion.

CHAPITRE PREMIER

EFFET DE DESTRUCTION

A l'heure où l'on parle de balance des terreurs, de force de dissuasion autant que de désarmement et de coexistence pacifique, il n'est peut-être pas sans intérêt de connaître, d'apprécier, sinon de mesurer, l'importance des effets de destruction qu'entraîne une guerre. Pour définir ce concep et le rendre pleinement utilisable il faut éviter deux imprécisions, la première tient au contenu du terme, la seconde aux méthodes d'évaluation.

Tout d'abord le mot le plus couramment utilisé pour apprécier les effets de destruction d'une guerre est le terme de coût. Le contenu de ce concept est ambigu, il est employé dans deux optiques différentes, une optique exhaustive, une optique restrictive.

Dans une optique exhaustive, le concept de coût est, en employant une expression formulée à propos du secteur tertiaire, un concept « fourre-tout ». En effet le coût d'une guerre est constitué par les pertes en vies humaines, les destructions, les dépenses extraordinaires, les emprunts à l'étranger, ... tout ce que d'autres appellent des effets négatifs ou dépressifs.

La définition donnée par E.L. Bogart dans son ouvrage (1) caractérise une telle optique. Pour l'auteur, « le coût d'une guerre est mesuré en perte de vies, en destruction de biens, perte de prestige et d'efficacité économiques et abaissement des niveaux normaux de consommation ».

Les éléments constitutifs de cette définition sont pour le moins hétérogènes et ne manquent pas de suggérer quelques questions ne serait-ce que de savoir ce que l'auteur entend par « niveaux normaux » ou perte de prestige. De plus, elle nous propose un concept inutilisable puisque l'on ne peut le soumettre à aucune tentative de mesure.

Il nous semble par conséquent plus indiqué de choisir une optique restrictive consistant à ne prendre en considération que

(1) E. L. Bogart, *Direct and indirect costs of th great world war.*, 2e éd., New York, Oxford University press, 1920.

les pertes en vies humaines et les destructions matérielles entraînées par la guerre, c'est ce que nous entendrons par effets de destruction.

Ensuite, cette imprécision tenant au contenu du terme, s'accompagne le plus souvent d'une imprécision tenant aux méthodes d'évaluation. Des préoccupations essentiellement d'ordre monétaires ont conduit, au lendemain de la guerre de 1914, la plupart des économistes à tenter d'évaluer les pertes (au sens large du terme) supportées par un pays.

Une telle évaluation ne pouvait être faite qu'en termes monétaires, elle se proposait de mesurer « le prix des guerres » (2) et de permettre ainsi des comparaisons internationales quant au poids des guerres supporté par chaque pays belligérant. Elle fut à la base de la fixation du montant des réparations allemandes.

Il est une seconde méthode qui en fait n'est pas une méthode d'évaluation, mais une méthode d'appréciation, consistant à analyser les effets que peuvent avoir les pertes en hommes et les destructions matérielles sur l'ensemble de l'économie. Elle n'interdit pas toute comparaison entre les pays belligérants.

Le choix d'une des deux méthodes d'évaluation n'est justifié qu'en démontrant la faiblesse de la méthode exclue. Nous nous proposons de choisir l'évaluation réelle pour apprécier les effets de destruction après avoir exposée et critiquée l'évaluation monétaire.

SECTION I. — EVALUATION MONETAIRE

Cette méthode a pour but de mesurer le poids d'une guerre pour chaque pays belligérant. Elle fut essentiellement utilisée par des organismes internationaux chargés de fixer le montant des réparations que les pays vaincus devaient verser ou par des auteurs soucieux de montrer le caractère teratologique d'une guerre. Pour les uns et les autres, l'importance d'une guerre se traduit par un chiffre global, généralement astronomique, de francs, de dollars ou de livres.

Ce chiffre proposé à la réflexion des foules et aux critiques des experts était obtenu de deux façons différentes, la première consistait à attribuer directement une valeur monétaire aux pertes subies par un pays, la seconde se proposait de faire apparaître l'importance d'une guerre à travers des chiffres globaux supposés le plus souvent démonstratifs par eux-mêmes. Ces deux méthodes, même lorsqu'elles sons associées, ne manquent pas d'être insuffisantes.

---

(2) Kurt Heinig, *Le prix des guerres*, traduit de l'allemand par L. Jumell, Gallimard, Paris, 1962.

Sous-section I : Méthode directe
Sous-section II : Méthode indirecte
Sous-section III : Critique.

Sous-section I : Méthode directe

Cette méthode consiste à attribuer directement une valeur monétaire à toutes les pertes subies en hommes et en matériel et aux destructions supportées par les différents pays belligérants. Le problème essentiel soulevé par l'application d'une telle méthode tient au choix du critère d'évaluation utilisé.

Elle fut appliquée au lendemain des deux guerres mondiales, avec quelques variantes, le principe restant le même.

§ 1 : Après la première guerre

Au lendemain de la guerre 1914-1918, les tentatives les plus systématiques d'évaluation directe furent entreprises par J.-M. Clark (3), E.L. Bogart (4) et J.M. Keynes (5), dont nous allons brièvement analyser les travaux.

A) *La méthode de J.M. Clark :*

Elle fut exposée dans son ouvrage cité, l'auteur consacre son étude à tenter de mesurer le coût de la guerre pour le peuple américain.

1. *En ce qui concerne les biens,* J.M. Clark ne rencontre aucune difficulté pour la simple raison qu'il n'aborde pas le problème. La justification de cette insuffisance est implicitement contenue dans le titre de l'ouvrage, l'auteur limitant son étude au seul peuple américain et les Etats-Unis n'ayant connu aucune invasion, ni bombardement au cours de cette guerre, la question ne se pose donc pas.

2. *Pour évaluer le montant des pertes en vies humaines,* J.M. Clark propose d'utiliser une méthode bien connue des comptables : l'actualisation.

L'auteur soutient que pour obtenir la valeur monétaire des pertes en vies humaines, il suffit de capitaliser les revenus futurs qui auraient été perçus par les soldats tués à la guerre, de cette somme il faut ensuite soustraire le montant des revenus capitalisés qui auraient été consacrés à l'achat de biens de consommation. La différence de ces deux sommes représente, en termes monétaires,

(3) J. M. Clark, *The cost of the world war to the american people.*
(4) E. L. Bogart, *Direct and indirect costs of the great world war.*
(5) J. M. Keynes, *How to pay for the war.*

la charge que les survivants auront à supporter du fait de la mort de leurs compatriotes tués à la guerre.

Il faut préciser le but poursuivi par l'auteur et les hypothèses implicites qui délimitent cette méthode.

J.M. Clark tente d'apprécier la charge nette imposée aux survivants, pour ce faire, il choisit une date : la fin de la guerre, et fait les hypothèses suivantes :

— il est possible de calculer une durée de vie moyenne significative pour tous ;

— il est possible de calculer un revenu moyen qu'il n'est pas indispensable de pondérer selon les différences de revenu des catégories socio-professionnelles auxquelles appartenaient les soldats tués ;

— il est possible enfin de calculer une consommation moyenne et de l'exprimer en termes monétaires.

Toutes ces hypothèses, qui sont autant de difficultés, étant remplies, il est alors loisible de mesurer la charge que fait peser la guerre sur le peuple américain en entraînant la mort de quelques milliers de soldats. On pourrait même pousser le raisonnement jusqu'à répartir cette somme globale entre les différents membres de la population active encore vivants au moment où une telle évaluation est effectuée.

La tentative d'E.L. Bogart n'en est pas moins systématique.

B) *La méthode d'E.L. Bogart :*

L'auteur ne manque pas de souligner toutes les difficultés qu'il y a à évaluer les pertes de propriété entraînées par une guerre pour les pays belligérants. Son souci de rigueur ne dépasse pas cette prudente réserve et sans explication supplémentaire, E.L. Bogart estime que les pertes totales de propriété ont été les suivantes :

	Unité : millions de dollars
France	10 000
Russie	1 250
Empire britannique	1 750
Allemagne	1 750

Source : E. L. Bogart, *op. cit.*, p. 292.

Il semble difficile de tirer des conclusions vigoureuses à partir de données dont la valeur essentielle reste fonction du degré de confiance que l'on éprouve à l'encontre de l'auteur qui les propose.

Pour évaluer les pertes en vies humaines, E.L. Bogart attribue une valeur sociale moyenne aux citoyens des différents pays. Cette valeur varie selon le degré de développement des pays considérés, elle tente de tenir compte des différences de productivité des travailleurs dans chaque pays.

L'auteur dresse alors un tableau des pertes en vies humaines pour chaque pays belligérant, pour ce faire, il suffit de multiplier la valeur sociale par le nombre de tués.

Pays	Pertes	$ Evaluation	$ Total (en milliers)
U. S. A.	109 740	4 720	517 972
Grande-Bretagne	938 904	4 140	3 477 102
Allemagne	1 997 365	3 380	6 751 093
France	1 654 550	2 900	4 818 195
Autriche - Hongrie	1 132 500	2 720	3 080 400
Russie	4 012 064	2 020	8 104 369

Source : E. L. Bogart, *op. cit.*, p. 277.

C) *La méthode de J.M. Keynes :*

Les problèmes soulevés par l'évaluation des destructions provoquées par la guerre dans les différents pays belligérants et devant servir de base à la détermination du montant des réparations allemandes ont conduit J.M. Keynes à proposer une méthode d'appréciation.

Si J.M. Clark ne se préoccupe que d'évaluer les pertes en vies humaines, J.M. Keynes quant à lui, s'efforce exclusivement de mesurer les charges qu'ont à supporter les pays belligérants du fait des destructions de guerre.

Cette charge, Keynes l'assimile à ce qu'il appelle le « coût de reconstitution » et ce que l'on peut tout aussi bien appeler le « coût de remplacement ». Ce sont les sommes qu'un pays devra consacrer à la reconstruction des immeubles détruits et à la fabrication ou aux réparations des matériels totalement ou partiellement détruits, qui mesurent les pertes enregistrées par un pays.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale et pour les mêmes raisons : fixation du montant des réparations, un certain nombre de tentatives d'évaluations monétaires furent entreprises.

§ 2 : Après la seconde guerre

Deux traits caractéristiques différencient les tentatives d'évaluation postérieures à la seconde guerre de celles qui suivirent la première. Tout d'abord ces tentatives sont uniquement le fait d'organismes, le plus souvent internationaux. Nous ne connaissons aucun essai qui soit à porter au crédit d'un auteur isolé.

Ensuite, ces essais de mesure sont plus restreints en ce sens qu'ils ne concernent que les destructions matérielles. Aucune évaluation monétaire des pertes en vies humaines n'a été entreprise après 1945.

Deux exemples illustreront les efforts qui ont été entrepris en en ce sens. Le premier concerne les travaux de l'Institut International

des Finances Publiques, le second, ceux de la Commission Consultative des Dommages et Réparations en France.

A) *La méthode de l'Institut International de Finances Publiques :*

A son congrès tenu à La Haye en 1947 cet Institut se propose d'évaluer les dommages causés aux Nations alliées du fait de la guerre. L'unité monétaire adoptée est le dollar 1938. Pour les Nations alliées dans leur ensemble, les dommages de guerre sont évalués de la façon suivante :

	en millions de $	
Dommages matériels		
Pertes de propriété	53 734	
Défaut d'entretien et usure	7 993	
	61 727	
Désinvestissement extérieur	21 368	
TOTAL		83 095
Dommages financiers		
Coût direct de la guerre :		
Coût de l'Occupation	27 224	
Dépenses budgétaires de guerre	247 965	
TOTAL		275 189
Coût indirect de la guerre :		
Pensions	31 748	
Manque à gagner	13 974	
Autres dommages	2 729	
TOTAL		48 451

Source : Rapport du Congrès de La Haye, p. 7.

Soit un total général de 406-735 millions de dollars 1938.

Le tableau précédent appelle un certain nombre de réserves et de remarques :

— les réserves tiennent au fait qu'aucune précision n'est fournie concernant les méthodes d'évaluation des pertes de propriété, et que les plus grands doutes demeurent quant à l'appréciation du défaut d'entretien et de l'usure ;

— les remarques qu'appelle ce tableau concernent la composition très hétérogène des dommages de guerre. On trouve aussi bien le coût direct financier que le manque à gagner (au sujet duquel aucune précision n'est fournie). La conception du coût de la guerre est pour l'Institut International de Finances Publiques particulièrement exhaustive. La question se pose de savoir si pour l'économiste un tel concept est pleinement utilisable.

Les préoccupations et la conception de la Commission Consultative des Dommages et Réparations semblent très proches de celles de l'Institut International de Finances Publiques.

B) *La méthode de la Commission Consultative des Dommages et Réparations :*

Cette commission s'est proposée de chiffrer les dommages subis par la France du fait de la guerre et de l'occupation allemande.

Ces dommages sont globalement évalués à 1 440 milliards de francs 1939. Les spoliations s'élèvent à 690 milliards de francs, soit 47 % du total, les destructions sont évaluées à 539 milliards de francs, soit 37,4 % du total.

La conception de cette Commission est aussi exhaustive que celle ayant orienté les travaux de l'Institut International. Il suffit, par exemple, d'étudier de quelle manière ont été évaluées les charges supportées par le Trésor Français du fait de l'utilisation de la main-d'œuvre française par l'Allemagne.

Origine du dommage	Versements directement effectués par le Trésor	Autres charges supportées par le Trésor
	(en millions de francs 1938)	
Main-d'œuvre exploitée en France	5 668	437
Main-d'œuvre exploitée en Allemagne	3 997	2 925
Frais généraux communs	259	
	9 924	3 362

Source : Rapport Commission consultative, p. 187.

Ces sommes ont été utilisées à verser des salaires et des allocations temporaires aux ouvriers et aux familles d'ouvriers travaillant pour l'Allemagne.

La conception de cette Commission est aussi exhaustive que moins aussi douteuse, les chiffres sont fournis sans plus de précision sur la façon dont ils ont été obtenus, ainsi que les dommages imputables aux spoliations et aux destructions concernant les immeubles et le matériel militaires :

Dommages imputables aux spoliations
(Unité : million de francs 1939)

	Matériel d'armement	Matériel non d'armement	Total général
Armée de Terre	21 464	21 171	42 635
Marine	6 431	4 886	11 317
Armée de l'Air	5 069	5 602	10 671

Source : Rapport Commission consultative, p. 52.

Dommages imputables aux destructions

	Destructions immobilières	Destructions de matériel	Total
Armée de Terre	4 717	15 363	20 080
Marine	4 719	15 500	20 219
Armée de l'Air	5 005	469	5 474

Source : Rapport Commission consultative, pp. 87-88-89.

On se demande alors quelle utilisation ayant quelque rigueur il est possible de faire de telles données.

Beaucoup d'auteurs considèrent que l'évaluation directe des dommages subis par un pays traduit incomplètement la charge supportée par l'économie, cette évaluation est une indication partielle du coût d'une guerre. Ils proposent d'utiliser d'autres indicateurs qui, indirectement, traduisent le coût d'une guerre.

Sous-section II : Méthode indirecte

Les auteurs qui préconisent cette méthode ne prétendent pas évaluer les destructions et les pertes en vies humaines. Ils s'efforcent à travers les indicateurs qu'ils choisissent de montrer l'importance d'une guerre. Cette méthode sert en fait deux objectifs, analyser les effets dépressifs de la guerre et permettre une étude des problèmes financiers posés par la guerre.

Deux indicateurs sont principalement considérés comme significatifs en ce domaine, ce sont les dépenses de guerre et la dette publique.

§ 1 : Les dépenses de guerre

« Dépenses d'armement, dépenses de guerre, dépenses nées des suites, les trois postes sont liés et se chevauchent » (6). En logique, la question peut se poser de savoir s'il faut prendre en considération les dépenses nées de la préparation comme celles indispensables à la reconstruction ; lorsque l'on aborde le domaine de la mesure aucune hésitation n'est possible, seules doivent être prises en considération les dépenses réalisées pendant la guerre.

Nul ne peut indiquer de manière exacte, sinon arbitraire, la date exacte à partir de laquelle est entrepris un effort de préparation, pas plus que la durée des « suites » d'une guerre, par

(6) Kurt Heinig, *op. cit.*, p. 21.

conséquent le montant des dépenses de préparation et de reconstruction ne peut être précisé.

S'il est relativement aisé de déterminer la période pendant laquelle certaines dépenses sont « de guerre », il est beaucoup plus malaisé d'en préciser le contenu et d'en tirer les enseignements qu'elles sont censées fournir.

Le concept de « dépenses de guerre » est aussi élastique que celui de coût, son contenu et par suite sa signification ont varié de 1914 à 1939. Pour tenter de donner une vue complète des opinions autant que des faits, nous étudierons les dépenses de guerre de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945.

A) *Les dépenses de guerre de 1914 à 1918 :*

Les analyses les plus caractéristiques quant à la définition et aux évaluations des dépenses de guerre pour cette période sont le fait de E.L. Bogart.

1. *Définition*

L'auteur définit les dépenses de guerre en fonction de leur caractère extraordinaire. Il considère par hypothèse que les recettes budgétaires comme les dépenses de l'année précédant la déclaration de guerre, ici 1913, sont normales. Par conséquent, les dépenses de guerre pour l'année 1915 par exemple, seront obtenues par différence entre les dépenses totales effectivement inscrites au budget moins celles qui auraient été réalisées s'il n'y avait pas eu la guerre, c'est-à-dire celles de 1913. On peut schématiquement représenter ce procédé.

Dépenses de guerre 1915 = Dépenses budgétaires 1915
— Dépenses budgétaires 1913

En additionnant les dépenses de guerre de chaque année, l'auteur parvient à dégager ce qu'il appelle le « coût net de la guerre ».

2. *Evaluations*

Nous résumons sous forme de tableaux, le coût net de la guerre que Bogart a chiffré pour les différents pays belligérants (7) (unité : million de dollars).

ÉTATS-UNIS	Dépenses de guerre	Avances aux alliés	Total
1916-1917	423	885	1 308
1917-1918	8 242	4 739	12 981
Total	8 665	5 624	14 289

(7) Nous avons achevé nous-mêmes les calculs pour l'Allemagne et les Etats-Unis

GRANDE-BRETAGNE

Total des dépenses budgétaires de 1914 à 1919	48 966
moins dépenses normales de cinq années (1914)	4 937
Coût de la guerre	44 029

Source : E. L. Bogart, *op. cit.*, p. 41.

FRANCE

Total des dépenses budgétaires de 1914 à 1919	30 897
moins dépenses normales de cinq années (1913 : $ 1 013 386 240)	5 066
Coût de la guerre	25 812

Source : E. L. Bogart, *op. cit.*, p. 118.

ALLEMAGNE

Total des dépenses budgétaires de 1914 à 1919	36 275
moins dépenses normales de cinq ans	9 375
Coût net de la guerre	26 900

Quels sont les enseignements que l'on peut tirer de la comparaison de ces chiffres, quelle est leur signification exacte ?

3. *Enseignements*

Ils sont à la fois théoriques et historiques.

— Tout d'abord *théoriques*. Il semble difficile de tirer une conclusion théorique quelconque de l'analyse de E.L. Bogart. Le concept des dépenses budgétaires « normales » suscite les plus grandes réserves et le choix de l'année précédant la déclaration de guerre comme année de base ne fait que les accroître.

De plus, l'auteur ne fournit aucune précision sur l'emploi qui a été fait des sommes budgétairement dépensées. On ne peut donc rien dire de l'influence immédiate de la guerre sur la croissance des pays considérés.

Si les enseignements théoriques sont inexistants, les enseignements historiques sont-ils significatifs ?

— Ensuite *historiques*. Le coût net de la guerre étant exprimé dans la même unité pour tous les pays belligérants, nous sommes naturellement conduits à comparer l'importance relative de ce coût selon les pays. Une telle comparaison suscite des conclusions que peuvent surprendre dans leur rigueur.

La guerre 1914-1918 a « coûté » 80 % de plus à la Grande-Bretagne qu'elle n'a coûté à la France ou à l'Allemagne. Se pose la question de savoir dans quelle mesure les chiffres proposés par E.L. Bogart traduisent la charge que les pays belligérants ont eu à supporter à l'occasion de la guerre ; il semble difficile de les utiliser, par exemple, comme base de calcul des réparations dues par l'Allemagne aux autres pays belligérants.

Le concept de dépenses de guerre au cours de la seconde guerre mondiale est-il aussi pauvre de sens et d'enseignements ?

B) *Les dépenses de guerre de 1939 à 1945 :*

1. *Définitions*

Les conceptions de « dépenses de guerre » sont aussi variées que le nombre d'organismes officiels qui les enregistrent ou les auteurs qui les analysent.

— *En France,* sous la dénomination « Dépenses du Budget extraordinaire » sont inscrites les dépenses résultant des hostilités et les dépenses d'équipement et de reconstruction (civiles et militaires) (8). Si, comme chez Bogart, le caractère extraordinaire des dépenses budgétaires est conservé, le contenu est différent. Le caractère extraordinaire des dépenses ne résulte pas de leur montant excessif par rapport à une année de référence, il est fonction de la nature même des dépenses qui sont réalisées.

— *Aux Etats-Unis* (9) *et en Grande-Bretagne* (10), le terme de dépenses de guerre englobe toutes les charges occasionnées directement ou indirectement par la guerre. On retrouve en fait à peu près les mêmes catégories de dépenses que pour la France.

— *Pour l'U.R.S.S.* nous ne connaissons pas la conception officielle du terme. Pocopovicz quant à lui, adopte une optique beaucoup plus restrictive puisqu'il ne prend en considération que les dépenses militaires inscrites au budget (11).

2. *Evaluations*

En fonction des conceptions que nous venons d'énumérer, les dépenses de guerre ont été les suivantes pour les pays considérés :

---

(8) Cf. *Annuaire statistique de la France,* 1951, p. 308, note tableau 1.
(9) Cf. *Notes et études documentaires* 1947, n° 496, p. 5.
(10) K. Hancock et M. Gowing, *British war economy,* p. 347.
(11) N. Pocopovicz, *Histoire économique de l'U. R. S. S.,* p. 613.

Pays	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Grande-Bretagne (£ 10^6)	400	1 142	3 643	3 956	4 452		3 827
U.S.A. ($ 10^6)			6 301	26 011	72 109	87 039	90 029
U.R.S.S. (10^9 roubles) ..	39,2	56,8	90,5	108,4	124,7	137,7	128,2
France (F 10^6)	51 556	129 136	32 572	31 292	725 150	45 759	115 177
(frais d'Occupation) ..		80 650	143 500	155 426	21 441	188 933	4 030

Sources. — *Grande-Bretagne : British war economy*, K. Hancock et M. Gowing, H.M.S.O., Londres, 1949, p. 347.

U. S. A. : Notes et études documentaires, 1947, n° 496, p. 5.

U. R. S. S. : Histoire économique de l'U. R. S. S., S. N. Pocopovicz, Flammarion, Paris, 1952, p. 613.

France : Annuaire statistique rétrospectif, 1951, d'après le tableau 1, p. 304

3. *Enseignements*

a) *Théoriques* : sous cette forme, les chiffres qui nous sont proposés sont peu significatifs. Certains ne manquent pas de souligner que l'augmentation considérable des dépenses de guerre montre l'ampleur des sacrifices qu'impose la poursuite des hostilités. Admettons simplement qu'elles peuvent être un indicateur de l'effort de guerre consenti par un pays.

Lorsque les dépenses de guerre sont évaluées en pourcentage de dépenses budgétaires totales, l'importance des sommes consacrées à la poursuite des hostilités est plus nette.

Dépenses budgétaires totales

Pays	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Grande-Bretagne (£ 10^6)	1 068	1 831	3 884	4 788	5 286		
U.S.A. ($ 10^6)			12 711	32 397	78 179	93 744	100 405
U.R.S.S. (roubles 10^9) ..	153,3	174,4	203,2	182,8	210,0	263,9	298,6
France	150 116	203 560	120 820	133 249	160 453	258 557	465 392

Source : Id. tableau précédent.

En pourcentage des dépenses budgétaires totales, les dépenses de guerre ont été les suivantes (pour la France nous ne tenons pas compte des frais d'occupation) :

Pays	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Grande-Bretagne	37,4	62,5	94	83	84,5		
U.S.A.			41,8	78	91,6	93	90
U.R.S.S.	25,6	32,7	45	59	59,4	52,5	44,5
France	34,4	63,5	27	23,6	15,6	17,6	25,3

La différence entre les pourcentages des dépenses budgétaires consacrées à la guerre par les pays anglo-saxons et par la France et l'U.R.S.S. est remarquable. Les conceptions française et soviétique sont, nous l'avons signalé, plus restrictives que la conception anglo-saxonne. La question se pose, pourtant, de savoir si la différence de conception suffit à expliquer les différences de pourcentage.

Dans des pays où, en temps de paix, les dépenses budgétaires sont très faibles, l'Etat se bornant à assurer le fonctionnement des Administrations, les dépenses de guerre prendront une importance relative exorbitante. C'est le cas des pays anglo-saxons.

Par contre, lorsque les dépenses budgétaires sont, en temps de paix, très importantes, les dépenses de guerre auront une importance relative moindre.

Le niveau incompressible des dépenses budgétaires ordinaires en temps de guerre reste fonction du rôle joué par l'Etat en temps de paix.

b) *Polémographes :* deux questions se posent :

— quelle est l'évolution des dépenses de guerre ? Y a-t-il stabilisation après une période de préparation ? ;

— cette évolution est-elle différente selon le rôle joué par les pays belligérants ?

En réponse à la première question il faut remarquer que l'augmentation des dépenses de guerre est très rapide dans les premières années du conflit. Cette augmentation est réalisée en partie au moins au détriment des dépenses budgétaires ordinaires.

Cette hausse ne s'arrête qu'avec la fin de la guerre. Ce fait contredit l'opinion selon laquelle la hausse rapide des dépenses de guerre au cours des premiers mois d'un conflit a pour but de compenser le manque de préparation particulier à la majorité des pays belligérants. S'il en était ainsi, il devrait y avoir stabilisation des dépenses de guerre à un niveau qui serait le niveau de fonctionnement de l'économie de guerre.

Doit-on en conclure que les pays belligérants n'ont jamais été suffisamment équipés (au sens militaire du terme), ou plus simplement que les pertes en matériel étant de plus en plus intenses, il est indispensable d'accélérer et d'amplifier la production pour les compenser. La seconde explication semble la plus convaincante.

Pour répondre à la seconde question il faut considérer l'évolution des dépenses de guerre en France et la comparer à celle des dépenses américaine et britannique dont la conception est très proche de celle de la France.

Nous avons pris en considération les frais d'occupation pour analyser cette évolution.

Comparativement aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, la hausse des dépenses de guerre en France a été inférieure. Nous pouvons faire l'hypothèse selon laquelle les dépenses de guerre auraient eu en France le même rythme de croissance qu'aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne si notre pays avait continué la guerre. Cette hypothèse est étayée sur le fait que, au cours de la première année des hostilités, les dépenses de guerre avaient augmenté de la même manière dans les trois pays considérés.

Ceci étant, nous sommes conduits à poser la question de savoir si l'occupation, aussi pénible soit-elle, n'est pas préférable à la poursuite de la guerre. L'évolution des dépenses de guerre permet de le croire.

En ce qui concerne l'Union Soviétique, l'augmentation des dépenses militaires est beaucoup moins rapide parce qu'en 1939 l'U.R.S.S. avait entrepris un effort de préparation et que le niveau des dépenses de guerre était déjà élevé. De plus, la conception de S. Pocopovicz est très restrictive et ne prend pas en considération les charges indirectes, ni d'autres dépenses directement liées à la production de guerre et qui sont ventilées dans d'autres chapitres du budget. Il semble donc difficile de tirer quelque enseignement de l'évolution des dépenses de guerre soviétiques.

§ 2 : La dette publique

Analyser les dépenses de guerre sans traiter des recettes est apparu injustifié à certains auteurs. Ceux-ci considèrent que le meilleur indicateur de la charge créée par une guerre est la dette publique.

Cette méthode d'évaluation indirecte de la charge d'une guerre est, entre autres, préconisée par G. Jèze (12). L'auteur écrit : « Pour connaître les dépenses de guerre, il suffit de comparer le montant de la dette publique au début de la guerre... et à la fin de la guerre. La différence donne sensiblement le coût de la guerre. »

G. Jèze justifie cette méthode en montrant que le gouvernement français n'ayant perçu pendant la guerre comme recettes d'impôts des sommes à peines suffisantes au financement des dépenses ordinaires du temps de paix, a été contraint de recourir presque exclusivement à l'emprunt pour payer les frais de guerre.

A partir de cette définition, accroissement de la dette nationale, le coût des deux guerres mondiales a été le suivant pour les pays belligérants :

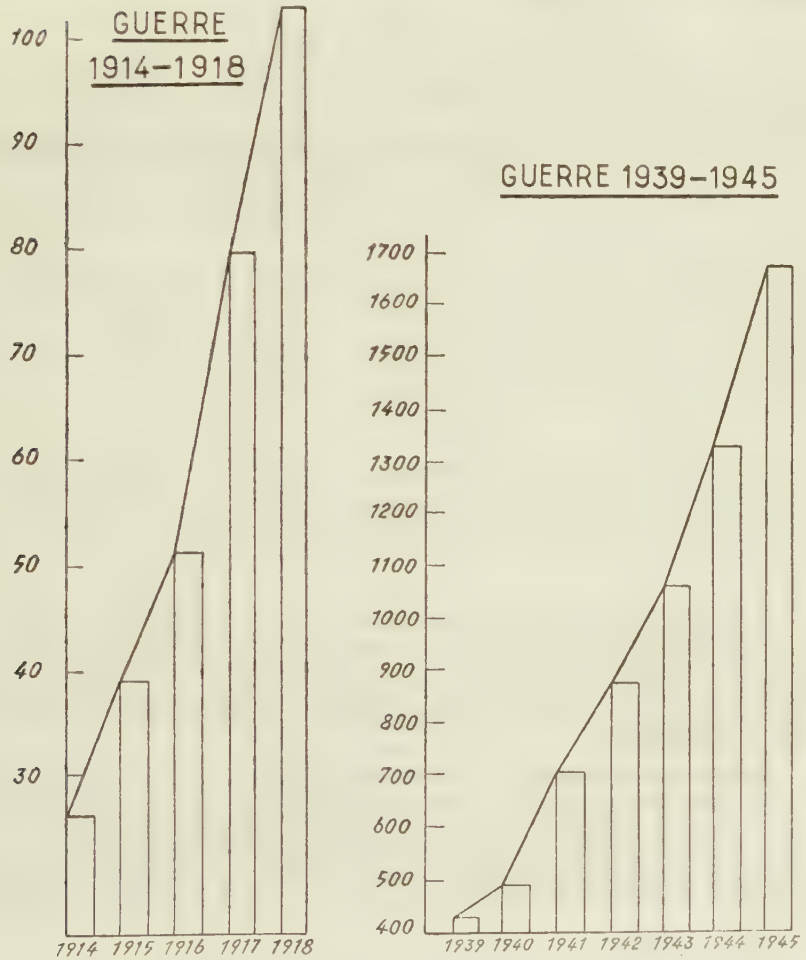
---

(12) G. Jeze, « Les dépenses de guerre de la France », *Dotation Carnegie*, P.U.F., Paris, 1926, p. 9.

Accroissement de la dette nationale (Unité : en millions)

	Grande-Bretagne (£)	U.S.A. $	France (F)	U.R.S.S. (roubles)	Allemagne (M)
1re guerre mondiale ..	7 173 (1)	23 106 (1)	144 334 (1)	25 578 (3)	—
2e guerre mondiale ..	16 044 (1)	241 460 (1)	1 121 521 (1)	125 274 (1)	180 700 (2)

Sources : (1) D'après M. Ezekiel : *Towards world prosperity*. Harper and Brothers, New York, 1947, p. 12.
(2) O. Natham : « Nazi war finance and banking », *N.B.E.R. occasional papers*, nº 20, p. 95.
(3) P. N. Apostol : « Russian public finance during the war », *Carnegie Endownent*, New Haven, 1928, p. 322.



Pour tirer tous les enseignements qu'une telle méthode d'évaluation peut réserver, il faut connaître l'évolution de la dette publique et sa composition à la fin de la guerre.

A) *Evolution de la dette publique :*

(Voir figure page 27.)

L'évolution de la dette publique renseigne sur l'intensité avec laquelle les gouvernements ont fait appel à l'emprunt pour financer les dépenses de guerre. Elle mesure l'écart croissant entre dépenses et recettes.

B) *Composition de la dette publique :*

Il s'agit de préciser l'importance de la dette externe par rapport à la dette totale.

1. *A la fin de la première guerre mondiale*

A la fin de 1919 les dettes internationales se répartissaient de la façon suivante :

Prêts à	Par U.S.A.	Par R.-U.	Par France	Total
	(Unité : millions de livres)			
Royaume-Uni	842			842
France	550	508		1 058
Italie	325	467	33	827
Russie	38	568	160	766
Belgique	80	98	90	268
Serbie - Yougoslavie	20	20	20	60
Autres alliés	35	79	50	164
	1 890	1 740	355	3 985

Source : J. M. KEYNES : *Les conséquences économiques de la paix,* p. 254.

La Grande-Bretagne n'était débitrice qu'à l'égard des Etats-Unis. Le montant de la dette extérieure par rapport à la dette totale de la Grande-Bretagne était en 1919 de l'ordre de 11,7 %, ceci sans tenir compte des créances que la Grande-Bretagne avait sur d'autres pays belligérants.

En ce qui concerne la France, la situation est toute différente. Au 30 juin 1924, d'après G. JÈZE (13), la dette française à l'égard de la Grande-Bretagne s'élevait à 61 960 millions de francs (en prenant comme taux de change 1 £ = 100 F.) et à 58 665 millions de francs à l'égard des Etats-Unis (1 $ = 20 F.), soit un total de

(13) *Op. cit.*, p. 49.

120 625 millions de francs. De ce total, il faut déduire le montant des créances que la France avait à l'égard d'un certain nombre de pays comme l'Italie, la Belgique, la Russie... et dont le total s'élevait à 15 133 millions de francs. Si l'on admet le jeu du principe de compensation (ce qui en l'occurence est plus que douteux), au 30 juin 1924 la dette extérieure effective de la France s'élevait à 105 492 millions de francs, c'est-à-dire qu'elle représentait 42 % de la dette publique totale (14). Ce pourcentage élevé montre combien la France avait dû faire appel à l'étranger pour financer ses dépenses de guerre.

Les Etats-Unis, quant à eux, n'avaient rien emprunté à l'extérieur. Leur dette publique était uniquement intérieure.

2. *A la fin de la seconde guerre mondiale*

La situation extérieure de la France n'a commencé à réellement se détériorer qu'à la fin de la guerre. En effet, l'endettement extérieur de la France s'est stabilisé à partir de 1942 aux environs de 6 000 millions de francs, en 1946, il s'élevait à 12 874 millions. Dès 1946 nous assistons à une hausse prodigieuse de la dette extérieure :

(en 10^6 F)

1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
12 874	6 500	5 748	5 376	5 875	8 606	220 606

Source : Annuaire statistique rétrospectif 1951, tableau 1, p. 296.

Cette hausse ne fait que traduire l'aide massive accordée par les Etats-Unis à la France. Alors qu'en 1941 la dette extérieure représentait à peine 1,8 % de la dette totale, en 1947 la part de la dette extérieure s'élevait à plus de 10 % pour atteindre plus de 30 % en 1949.

Par conséquent, à la fin de la seconde guerre mondiale, la situation monétaire extérieure de la France était meilleure qu'à l'issue de la première guerre, puisque son endettement extérieur s'élevait à 10 % seulement de l'endettement total, alors qu'en 1919 il représentait 42 %. L'occupation, en isolant la France du reste du monde, a provisoirement préservé ses finances externes et a, du même coup, accru l'effort de financement interne.

Cette situation est en partie due au fait que la France n'a que très faiblement profité de l'aide américaine accordée par le biais du Lend-Lease.

---

(14) Jusqu'en 1933 la dette extérieure n'avait pas été isolée et était comptabilisée une partie dans la dette à terme, l'autre dans les effets à payer.

Du 1er mai 1941 au 30 septembre 1949, la répartition du Lend-Lease par pays a été la suivante (en millions de dollars) :

Royaume-Uni	30 269,2	68,8 %
U.R.S.S.	10 801,1	24,6 %
Chine	631,5	1,5 %
France	1 406,6	3,2 %
Autres nations	843,3	1,9 %
Total	43 951,8	100,0 %

D'après les chiffres de *Notes et Etudes doucmentaires*, n° 496, 1947.

Comme au cours de la première guerre mondiale, c'est la Grande-Bretagne qui profita le plus de l'aide américaine.

C) *Enseignements :*

1. *Théoriques*

Les auteurs préconisant l'emploi du concept « dépenses de guerre » comme moyen de mesure du coût d'une guerre tentaient d'évaluer les charges qu'avait entraînées la guerre pour la population l'ayant supportée. On peut admettre que le montant de la dette publique à la fin de la guerre mesure le coût de cette guerre. Il est impossible d'affirmer que ce coût a été à la charge des générations qui ont vécu la guerre ; il est à la charge des générations futures qui auront à rembourser cette dette. Doit-on admettre que l'Etranger a supporté 42 % des charges qui ont pesé sur le peuple français au cours de la première guerre ?

Les seuls enseignements que l'on peut tirer de l'analyse de la dette publique au cours de la guerre n'expriment pas le coût de la guerre, ils ont trait à l'existence d'une limite au financement intérieur.

Cette limite n'est pas monétaire, elle est réelle. Le manque d'argent à l'intérieur n'est que l'expression d'une production limitée. En temps de guerre, les flux monétaires internationaux sont de même sens que les flux réels. Les Etats-Unis ont prêté des dollars à la Grande-Bretagne, ils ont aussi exporté vers elle des matières premières et des produits manufacturés. La balance des comptes et la balance des paiements sont de même signe

La dette publique est à la fois une solution et un problème. Une solution de guerre car elle assure à l'Etat l'argent dont il a besoin, un problème d'après-guerre car son remboursement ne manque pas de soulever de nombreuses difficultés surtout lorsqu'il s'agit d'une dette extérieure.

2. *Polémographes*

a) Le montant de la dette publique n'est pas l'expression de l'effort de guerre accompli par le pays considéré. Dans un pays

riche où le revenu moyen par tête est très élevé, il est possible de financer l'essentiel des dépenses de guerre par l'impôt, dans un pays plus pauvre où le revenu moyen par tête est moins élevé, le financement par l'impôt rencontre plus vite ses limites qui tiennent au fait qu'il est impossible de contracter la consommation par voie d'imposition, au-delà d'un niveau incompressible ; il faut alors faire appel à l'emprunt. L'effort de production peut être le même, les dépenses de guerre représenter le même pourcentage du revenu national, seul le financement aura été différent.

b) L'occupation a sur la dette publique des effets semblables à ceux qu'aurait la poursuite de la guerre, à savoir un gonflement rapide et important. En ce sens elle ne présente aucun avantage ; toutefois en interdisant au pays occupé de bénéficier d'une aide étrangère quelconque, elle sauvegarde provisoirement ses finances extérieures.

Conclusion de la sous-section II

La méthode d'évaluation indirecte du coût de la guerre n'est pas destinée à mesurer les pertes et les destructions, elle a pour but d'apprécier les charges entraînées par une guerre et supportées par l'économie.

Les auteurs utilisant cette méthode se proposent non seulement d'analyser les effets dépressifs de la guerre, mais sont surtout préoccupés par des problèmes financiers.

Quant au fait de savoir si les dépenses de guerre ou la dette publique traduisent les effets dépressifs d'une guerre, toutes les réserves doivent être formulées.

En ce qui concerne les problèmes financiers que l'analyse des dépenses de guerre ou de la dette publique suggère, les différents auteurs les limitent au nombre de deux : comment financer les dépenses et recherche de l'équilibre financier.

Les discussions relatives aux avantages respectifs de l'impôt ou de l'emprunt, des effets des uns et des autres, illustrent cette préoccupation. Il semble qu'il y ait eu une sorte de hantise de ne pas trouver l'argent nécessaire à la poursuite de la guerre.

La recherche de l'équilibre financier, égalité des dépenses et des recettes, a été souvent considérée comme une étape sinon comme une condition de l'équilibre économique. Il semblerait que la guerre n'aurait d'effet qu'en provoquant des déséquilibres financiers. Ces déséquilibres seraient forcément dépressifs.

La méthode d'évaluation indirecte est le complément logique de la méthode directe. Beaucoup d'auteurs font implicitement l'hypothèse selon laquelle la guerre a des effets négatifs parce qu'elle provoque des pertes en vies humaines et des destructions et qu'elle entraîne des dépenses extraordinaires. Peu résistent à la tentation d'utiliser un chiffre global, d'un maniement commode

et dont le montant astronomique dispense de démonstrations difficiles.

La question se pose pourtant de savoir si l'emploi d'une telle méthode permet effectivement de mesurer le coût d'une guerre et de qualifier avec quelque certitude de dépressifs les effets qu'un tel coût entraîne.

Sous-section III : Critique de cette méthode

Les critiques que l'on peut adresser à cette méthode tiennent à la fois aux critères d'évaluation mis en œuvre, aux hypothèses le plus souvent limitatives qui conditionnent le raisonnement et aux enseignements que les chiffres ainsi obtenus peuvent fournir.

§ 1 : Critique interne

Nous avons constaté que la méthode d'évaluation directe du coût d'une guerre tentait d'attribuer une valeur monétaire aux hommes et aux biens détruits. Le critère d'évaluation des uns et des autres suscite de nombreuses réserves.

A) *Critique de l'évaluation des pertes :*

J.M. Clark et E.L. Bogart ont attribué aux soldats tués à la guerre une valeur monétaire, leur choix reste arbitraire, il semble même assez peu justifié. J.M. Clark a exposé en détail la méthode d'évaluation qu'il a utilisée, nous allons en faire la critique.

L'auteur assimile la perte enregistrée par un pays belligérant à la suite de la mort d'un citoyen à la différence entre le montant des revenus capitalisés de ce citoyen et le montant des sommes qu'il aurait consacrées à la consommation.

1. *Cette méthode pêche par défaut.* Le choix du revenu comme premier élément d'évaluation est trop limitatif. En effet, dans l'industrie, le produit par tête est supérieur aux salaires versés aux travailleurs. La question se pose donc de savoir si pour la communauté dont la richesse est dans ce dont elle dispose ou pourrait disposer la perte qu'elle a à subir du fait de la disparition d'un travailleur est assimilable à la différence monétaire entre salaires et dépenses de consommation ; ne vaudrait-il pas mieux tenir compte de la différence entre production et consommation ?

Ceci serait possible dans la mesure où la perte d'un travailleur entraînerait une diminution proportionnelle du produit national net. Cette diminution suppose l'arrêt d'un certain volume d'outillage. Pour que ceci soit, il faut que soient réalisées deux hypothèses, tout d'abord qu'existe le plein emploi des hommes, enfin que les fonctions de production existant au moment de la disparition du

travailleur considéré restent les mêmes tout au long de la période envisagée. Ce qui ne manque pas d'être douteux.

2. *Cette méthode est fondée sur une hypothèse implicite :* fixité de la fonction de production, ce qui est exorbitant.

En effet, assimiler la perte de production entraînée par le décès d'un travailleur aux salaires qui lui auraient été versés, implique que l'auteur applique le principe de la productivité marginale, c'est-à-dire l'égalisation de la rémunération marginale accordée au capital et au travail et du produit marginal, c'est-à-dire l'existence d'une combinaison des facteurs de production optimale. Si la capitalisation se fait à partir de telles données, c'est-à-dire à partir d'une rémunération du facteur travail à un moment donné, cela suppose que cette rémunération est considérée comme constante pendant toute la durée couverte par la période de capitalisation, mettons trente ans. Si la rémunération du travail est considérée comme constante pendant toute cette période, c'est dire que la fonction de production reste la même, ce qui revient à nier et le progrès technique et l'amélioration de la productivité.

Si l'on admet que les entreprises changent de dimension pendant la période sur laquelle porte l'actualisation, par conséquent que l'entrepreneur a tendance à ne pas pérenniser des méthodes de production que la structure des prix relatifs des facteurs de production capital, travail, a rendues caduques, l'on admettra que l'hypothèse de l'auteur est exorbitante. Indépendamment des modifications pouvant intervenir dans les prix relatifs des facteurs de production, il est indispensable de prendre en considération les changements techniques susceptibles de se produire et propres à bouleverser une fonction de production donnée.

Si, malgré ces réserves, et comme le fait J.M. Clark (15), on estime « que le principe de la productivité marginale a une application suffisante pour justifier la prise en considération des salaires comme la meilleure mesure utilisable pour mesurer la perte de l'industrie entraînée par la mort » d'un certain nombre de travailleurs, on se pose la question de savoir si au lieu de choisir le salaire moyen comme base de calcul, il n'aurait pas été plus exact de distinguer un certain nombre de secteurs (agricole, industrie, mines, services...). En effet les pertes par secteur ont été variables, en France par exemple, le secteur agricole a été particulièrement touché par la première guerre mondiale, et les salaires sont différents de secteur à secteur. Il s'ensuit qu'une évaluation faite sans prendre ces précautions élémentaires ne peut fournir que des renseignements douteux.

Les chiffres ainsi obtenus sont grossiers et peuvent toujours prêter à contestation. Le coût de la guerre mesuré de cette façon ne peut fournir que des renseignements superficiels et conduire à des conclusions inexactes.

(15) J. M. Clark, *op. cit.*, p. 212.

Les critiques que l'on peut adresser aux évaluations des destructions sont-elles de même nature et aussi déterminantes ? Nous allons les analyser.

B) *Critique de l'évaluation des destructions :*

Les difficultés d'évaluation des biens matériels sont trop connues pour être à nouveau développées (16).

1. *Cette méthode d'évaluation pêche par excès.* En effet le coût de reconstitution mesure les sommes qui devront être dépensées pour reconstruire les bâtiments détruits, réparer ou remplacer le matériel hors d'usage. Or les bâtiments reconstruits et le matériel remplacé sont neufs, ils ont donc une productivité supérieure à celle des biens détruits.

2. *Cette méthode est souvent restrictive.* L'inventaire des destructions est presque toujours complet. Par contre, l'appréciation des spoliations suscite quelques réserves, en ce qui concerne les spoliations allemandes en France en particulier.

Sont considérés comme spoliations tous les prélèvements allemands non prévus dans les accords d'armistice. Cette définition toute juridique ne saurait être satisfaisante pour l'économiste qui la trouve trop restrictive, en effet, les produits fournis à l'Allemagne sans contrepartie, même si cette fourniture est juridiquement prévue, constituent en fait un prélèvement au sens économique du terme. Il s'ensuit que les estimations faites à partir de telles données sont trop restrictives.

Les méthodes d'évaluation directe des pertes et destructions provoquées par la guerre sont en elles-mêmes insuffisantes, les critères qu'elles utilisent ne leur procurent pas la rigueur que l'on est en droit d'exiger, elles fournissent des ordres de grandeur mais ne peuvent être le fondement d'une analyse rigoureuse.

§ 2 : Critique externe

Après avoir fait les réserves que nécessitaient les méthodes d'évaluation utilisées pour mesurer le coût d'une guerre, reste à savoir quelle est la valeur des renseignements que l'on peut tirer des chiffres qui ont été obtenus de cette manière.

Ces renseignements sont de deux ordres, ils consistent à comparer le coût de la guerre dans les différents pays belligérants et à tenter de qualifier les effets entraînés par un tel coût ; sont-ils totalement et définitivement dépressifs ou au contraire partiellement et temporairement expansifs ?

---

(16) Cf. en particulier R. Barre, *Cours d'Economie politique*, Thémis, t. 1, 1re édit., p. 226.

A) *Impossibilité d'une comparaison internationale :*

Il est difficile de trouver un concept qui soit totalement satisfaisant, en effet le contenu du « coût de la guerre » varie selon les pays et les auteurs. On peut admettre pourtant la possibilité de trouver un concept ayant une homogénéité internationale suffisante, les comparaisons ne sont pas pour autant réalisables, il semble même qu'elles se heurtent à des difficultés dont la conjonction les rend impossibles.

1. *Choix d'une unité*

Le coût d'une guerre est le plus souvent exprimé dans la monnaie nationale du pays considéré. La comparaison de l'importance relative du coût selon les différents pays implique le choix d'une unité de comparaison, admettons que ce soit le dollar 1929 par exemple.

Il est indispensable de choisir un taux de change afin de convertir en dollars le coût de la guerre initialement exprimé en francs ou en livres. Le choix de ce taux de change demeure arbitraire, quel qu'il soit il faussera toute comparaison et les conclusions découlant de telles analyses risquent fort d'être superficielles.

2. *Les comparaisons sont essentiellement globales*

Il est impossible de comparer le coût d'une guerre (pertes en hommes et destructions) soit au revenu national, soit au capital national, encore moins au volume de la population. Par conséquent, il est impossible de mesurer le coût d'une guerre selon la dimension des pays belligérants.

Les inégalités qui apparaissent sont des inégalités absolues, ce ne sont pas des inégalités relatives qui seules sont riches d'enseignements.

B) *Ambiguïté des effets résultant du coût d'une guerre :*

1. *L'évaluation monétaire voile le caractère définitif ou temporaire des pertes et destructions*

Les biens seront remplacés, les hommes ne le seront pas. Le fait de les évaluer les uns et les autres en monnaie laisse penser que ces pertes peuvent être compensées, cette évaluation monétaire cache la nature même des pertes qu'elle mesure.

Les conséquences économiques seraient totalement différentes pour deux pays de même dimension, ayant à supporter le même coût du fait de la guerre, mais dont l'un n'aurait perdu que des hommes et l'autre que des biens. Il existe une spécificité des effets selon la nature des pertes qu'une évaluation en termes monétaires ne traduit pas.

2. *Les effets résultant du coût d'une guerre sont-ils totalement dépressifs ?*

La réponse n'est pas douteuse en ce qui concerne les pertes en hommes et en capital ; elle devient plus difficile lorsque l'on considère les méthodes d'évaluation indirecte.

Il nous semble que les effets résultant du coût d'une guerre doivent être homogènes, en l'occurence tous dépressifs. Lorsque l'on désire apprécier les effets d'une guerre, l'ambiguïté n'est pas autorisée. Il est indispensable de nettement distinguer les effets dépressifs et les effets expansifs, or le concept « de coût » d'une guerre évalué à partir des dépenses extraordinaires est pour le moins ambigu.

Les auteurs qui choisissent les dépenses de guerre pour mesurer le coût d'une guerre sont victimes d'une double confusion :

a) la première consiste à confondre dépenses faites pendant la guerre et dépenses faites à propos de la guerre. Toutes les dépenses faites pendant la guerre, même lorsqu'elles sont qualifiées d'extraordinaires, ne sont pas des dépenses faites à propos de la guerre. Le moment où est faite une dépense ne porte pas en lui la cause et la destination de cette dépense.

Cette confusion se prolonge par une autre de même nature entre dépenses de guerre et dépenses publiques. La guerre ne coûte pas uniquement ce que l'Etat dépense, il est des dépenses privées (certains investissements) qui sont aussi des dépenses de guerre.

Les réserves qu'appelle cette première confusion ne sont toutefois pas suffisantes pour interdire l'emploi des dépenses de guerre comme outil de mesure du coût d'une guerre. Il en va autrement de la seconde confusion ;

b) elle consiste à assimiler dépenses de guerre et dépenses de destruction, c'est-à-dire ayant essentiellement des effets dépressifs. Une telle confusion est injustifiée et injustifiable. Il n'est pas question de nier que la production de guerre est essentiellement tournée vers la fabrication de biens et de produits dont les consommateurs finals n'ont aucune utilisation, mais il est trop simpliste d'identifier dépenses de guerre et dépenses de production de matériel de guerre. On oublie ainsi que pour réaliser une telle production, un certain nombre de dépenses d'équipement ont été nécessaires et que, par conséquent, dans les dépenses de guerre il est indispensable de tenir compte des dépenses d'investissement. Le matériel ainsi créé pourra servir en temps de paix soit sans subir de transformation, soit en entraînant quelques dépenses de conversion ; quoi qu'il en soit de telles dépenses, du simple point de vue du potentiel économique et de la capacité de production ne sont pas totalement négatives.

A titre d'exemple, citons les dépenses du gouvernement britannique en capital fixe pour la production de guerre.

(en 10^6 £)

1939-40	1940-41	1941-42	1942-43	1943-44	1944-45
23	78	70	38	16	12

Source : M. M. Postan, *British war production*, p. 448.

S'il était besoin d'une confirmation, les chiffres suivants nous la fourniraient :

Dépenses des U. S. A. en capital (militaire)
($ billions)

1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	
0,5	0,7	3,5	13,5	21,0	21,0	13,5	prix courants
0,4	0,6	2,9	11,0	18,9	21,0	15,0	prix 1929

Source : Income and wealth, série I, p. 312.

L'emploi du concept de dépenses de guerre pour mesurer le coût d'une guerre semble ambigu dans la mesure où l'on ignore quelle est l'utilisation exacte faite de ces sommes. Aucune conclusion précise ne peut être tirée des chiffres qui sont ainsi calculés.

Conclusion de la sous-section III :

Les insuffisances des évaluations monétaires sont d'ordre interne et externe. Sans être totalement inexactes, ces mesures restent soumises au choix arbitraire d'un critère d'évaluation, ce qui les privent de rigueur dans la mesure où ce choix n'est pas justifié et où le critère adopté est inexact.

D'un point de vue externe le coût d'une guerre ne permet pas lorsqu'on se borne à évaluer en termes monétaires de répondre aux questions de savoir quelle a été l'importance de la guerre pour les différents pays belligérants et quelles sont les conséquences exactes sur l'économie. L'économiste soucieux d'analyser les effets de la guerre sur l'économie ne peut utiliser une méthode aussi ambiguë sans risquer de se soumettre à l'imprécision et de parvenir à des conclusions partiellement erronées.

Conclusion de la Section I :

Les essais d'évaluation du coût de la guerre ont donné naissance à un concept vague et imprécis.

Ces tentatives étaient le fait d'auteurs se préoccupant de fournir un chiffre global susceptible de servir de base au calcul

des réparations que le pays vaincu devait verser. L'optique monétaire était alors tellement ancrée dans les esprits que le traité de Versailles prévoyait le versement de sommes d'argent en guise de réparations. On sait quelles furent les conséquences d'une telle attitude.

Cette méthode avait pour inconvénient de cacher la nature exacte des coûts de la guerre et par suite des effets qu'elle entraîne. Lorsque l'on cesse de mesurer pour répartir et que l'on commence à évaluer pour analyser, il faut abandonner l'évaluation monétaire au profit d'une évaluation réelle du coût de la guerre et des effets de destruction qu'elle entraîne.

SECTION II. — EVALUATION REELLE

Nous adopterons une conception restrictive du coût de la guerre en ne prenant en considération que les pertes en vies humaines et les destructions matérielles.

Cette analyse aura pour but d'analyser les effets entraînés par les pertes et les destructions. Nous nous proposons de savoir s'ils sont ou non définitivement dépressifs et de déterminer les pays belligérants qui ont le plus souffert des effets de destruction.

Sous-section I : Les pertes en vies humaines

Les pertes en vies humaines entraînées par les guerres ont été les plus décriées, les plus analysées, leur énormité même porte condamnation des guerres, leurs conséquences restent pourtant mal connues et souvent contradictoires selon les auteurs.

Nous étudierons :

§ 1 : Signification théorique des pertes humaines

§ 2 : Importance absolue des pertes en vies humaines

§ 3 : Importance relative.

§ 1 : Signification théorique des pertes en vies humaines

Le nombre élevé de morts qu'entraînent les guerres n'a pas manqué d'alimenter les analyses de nombreux auteurs économistes, sociologues et démographes.

Lorsque l'on analyse la croissance dans des pays développés, dans des économies industrialisées, on s'accorde à penser que les pertes en vies humaines ont des effets dépressifs. Quelques auteurs soutiennent pourtant la thèse selon laquelle parce que les guerres ont des effets démographiques dépressifs, elles ont une fonction particulière, voire des effets positifs sur la croissance économique des pays belligérants.

Parmi ces auteurs, le sociologue-polémologue qu'est M.G. Bouthoul tient une place à part (17). Nous allons exposer sa thèse et la critiquerons.

A) *La thèse de M. G. Bouthoul :*

1. *Exposé*

Dans son dernier ouvrage *Sauver la guerre,* l'auteur attribue à la guerre une fonction particulière et bien définie : celle d'assurer l'équilibre démo-économique dans certains pays belligérants. Lorsque les tensions démo-économiques sont trop intenses pour être contenues, la guerre servirait de soupape, d'exutoire et permettrait ainsi de trouver (temporairement) une solution à l'inflation démographique.

Il faut bien avouer que les pertes entraînées par les deux dernières guerres apparaissent comme une ponction importante dans les forces vives biologiques des pays belligérants. L'auteur pousse son argumentation très loin. Tous les efforts qui sous nos yeux sont faits pour limiter les armements et (peut-être) interdire les armes nucléaires, auraient pour but de contenir « les destructions dans des limites raisonnables » en un mot de « sauver la guerre » traditionnellement courtoise, cela va sans dire. Et M. G. Bouthoul pose la question (18) : « Pourquoi ? Tout simplement, à notre avis, parce qu'ils sentent (ils : les peuples et les gouvernements) obscurément qu'il n'existe aucune autre institution capable de la remplacer dans ses fonctions millénaires de rééquilibration et de réajustement démo-économique ».

Un tel réajustement a pour objet de ramener la population à un niveau plus approprié au montant des ressources existantes. Il semble qu'il y ait, en apparence au moins, une contradiction dans la démonstration de l'auteur ; en effet, « c'est lorsqu'ils sont au sein de l'abondance, que les Etats comme les Nations, se montrent le plus querelleurs » (19). Mais s'ils sont au sein de l'abondance, comment expliquer l'origine de cette tension démo-économique que la guerre a pour objet de faire disparaître ? En fait ce sont des facteurs psychologiques qui font que les réactions belliqueuses s'exacerbent et que les peuples ont recours aux extrêmes.

Peu importe d'ailleurs de savoir, ici, à quel moment (période d'opulence ou de pauvreté) se déclenche la guerre. Comme le fait remarquer M. G. Imbert (20) : « M. Gaston Bouthoul est en

(17) Cf. G. Bouthoul, *Cent millions de morts* (Sagittaire).
Id., *Huit mille traités de paix* (Julliard).
Id., *La guerre* (Payot, 1951).
Id., *Sauver la guerre* (B. Grasset, 1961).
(18) G. Bouthoul, *Sauver la guerre*, p. 277.
(19) G. Bouthoul, *La guerre*, p. 228.
(20) G. Imbert, *Des mouvements de longue durée. Kondratieff, La pensée universitaire*, Aix-en-Provence, 1959, p. 322.

définitive profondément empreint de la thèse de Malthus qui voit dans les calamités : guerres, fléaux, maladies, des moyens naturels d'élimination qui ramènent la population au niveau des subsistances. »

Partant d'une idée très proche de celle de M. G. Bouthoul, Mackinder (21) et à sa suite nombre de théoriciens allemands en sont arrivés à la théorie de l'espace vital. La pression démographique conduit les peuples à chercher au-delà de leurs frontières les ressources qui leur font défaut sur leur propre territoire. La guerre est le moyen logique, pour ne pas dire nécessaire, à l'obtention de telles ressources.

Pour M. G. Bouthoul la guerre est la solution aux pressions démographiques puisqu'elle tend à faire disparaître l'excédent de population. Pour les théoriciens de l'espace vital, la population étant considérée comme donnée, la guerre n'est plus qu'un moyen, non pas le moyen, d'obtenir à l'extérieur les ressources supplémentaires nécessaires au réajustement démo-économique.

L'analyse faite par M. Gaston Bouthoul sur la disparition des pressions démographiques par suite des pertes en vies humaines engendrées par la guerre, en un mot la fonction de réajustement démo-économique prêtée à la guerre, se fonde sur une analyse implicite des conséquences économiques immédiates entraînées par ces pertes.

2. *Conséquences économiques des pertes en hommes*

Tout porte à penser que l'auteur ne les a pas analysées de façon rigoureuse. La démonstration de l'auteur peut être résumée comme suit :

Etant donné l'état des ressources, des techniques de production du moment, la population dans son ensemble souffre d'une certaine insatisfaction due à la distorsion se manifestant entre la croissance des ressources disponibles et de la population. Cette insatisfaction est plus aiguë chez les jeunes que chez les personnes âgées dont les besoins sont moindres. Ce sentiment exacerbé conduit à la guerre. Celle-ci provoque la mort de nombreux hommes, essentiellement des hommes jeunes et d'âge mûr, ceux-là même qui étaient les plus insatisfaits, les plus impatients d'agir. Cette diminution de la population la ramène ainsi à un niveau plus approprié aux quantités de ressources existantes. En un mot et grossièrement c'est la thèse de Malthus.

Pour que ce raisonnement soit pleinement correct, il faut admettre, ce que les auteurs font implicitement, que les ressources restent les mêmes en quantité ou pour le moins que leur diminution est moins que proportionnelle à la diminution de la population. Ce qui revient à dire que la disparition d'une partie

(21) Cf. sur ce point, R. Aron, *Paix et guerre entre les Nations*, Calmann-Levy, Paris, 1962, p. 203 et suivantes.

importante de la main-d'œuvre n'entraîne pas corrélativement une contraction proportionnelle de la production.

Une telle proposition ne nous semble pas totalement et définitivement démonstrative.

B) *Critique :*

1. *Dans l'immédiat* et en temps de guerre, les pertes en vies humaines ont des conséquences qui interdisent de penser qu'il y a réajustement. En effet, la guerre provoque la mort d'hommes jeunes et vigoureux qui dans leur grande majorité produisent plus qu'ils ne consomment, ceux qui meurent en temps de guerre sont ceux qui produisent en temps de paix, ce sont eux qui ont la charge de produire pour les classes « stériles », les enfants et les personnes âgées. Prétendre que leur mort qui entraîne une diminution de la production supérieure à celle de la consommation est un moyen de réajustement démo-économique paraît être illogique même si les survivants sont moins agressifs.

Celui qui disparaît ne peut être remplacé car le pays en guerre est en état de plein emploi des hommes. La mort d'un combattant signifie ou que les forces armées sont amputées, face à l'ennemi, d'un soldat, ou, s'il est remplacé par un « civil », que le nombre de travailleurs occupés à produire, diminue d'une unité. Quoiqu'il en soit, le potentiel économique et militaire du pays se trouve diminué.

Il semble donc que dans l'immédiat, les pertes entraînées par la guerre n'ont pas des effets de réajustement, mais au contraire sont à l'origine de désajustements démo-économiques violents.

Cette thèse reprend-elle toute sa valeur à terme ? Il semble bien que non.

A terme, les pertes entraînées par la guerre agissent sur les taux de natalité, de nuptialité et de reproduction. L'opinion la plus couramment répandue admet qu'il y a de ce fait ralentissement de l'inflation démographique, ce ralentissement s'accompagne d'ailleurs d'un vieillissement de la population.

Ceci est-il un gage de validité des thèses malthusiennes ? L'analyse des conséquences provoquées par le vieillissement de la population et les faits contredisent cette proposition.

a) *Une population vieillie,* dont la consommation et les besoins restent supérieurs à sa production ne peut se satisfaire elle-même sans une dégradation progressive de son niveau de vie. Le fonctionnement de l'économie est dans ces conditions fondé sur le principe d'inertie, il n'y a aucun dynamisme autonome dans une économie dont la population considère le passé avec nostalgie.

b) *Les faits contredisent la thèse* selon laquelle les pertes humaines en temps de guerre ont pour effet de ralentir le taux de croissance de la population après-guerre.

Les années postérieures à la première guerre mondiale ont bien enregistré une diminution du taux de natalité, par contre au lendemain de 1945, l'apparition du « baby boom » contredit vigoureusement cette proposition.

Il est donc difficile de soutenir que les pertes en vies humaines pendant la guerre entraînent automatiquement les mêmes conséquences après-guerre, de ce fait la thèse basée sur cette proposition devient sans fondement.

Tous les effets économiques entraînés par les pertes en vies humaines sont, dans l'immédiat et à terme, dépressifs. Tous les hommes en âge de servir sous les drapeaux, tous ceux qui sont tués sur les champs de bataille constituent l'essentiel de la population active masculine, leur mort diminue d'autant et de façon irrémédiable la force de travail de l'économie, donc ses chances de croissance.

La question se pose maintenant de savoir quelle a été l'importance absolue, quel a été le nombre de victimes au cours des deux guerres. Le caractère teratogène des guerres est-il une fonction croissante de leur industrialisation ?

§ 2 : Importance absolue des pertes en vies humaines

Les guerres en dentelles, les guerres courtoises, celles qui n'étaient pas nationales et restaient le fait des princes sans être celui des peuples, se caractérisaient par leur durée. Elles duraient longtemps et se déroulaient souvent en plusieurs épisodes géographiquement localisés. Les guerres de notre siècle, que l'on qualifie volontiers d'industrielles, sont avant tout meurtrières. Tous les pays belligérants ont à supporter des pertes énormes, les blessés et les invalides rappellent à ceux qui seraient tentés d'oublier les atrocités de la guerre.

A) *Le caractère meurtrier des guerres contemporaines :*

Avant le XX^e^ siècle, les guerres n'entraînaient que la mort des militaires qui y participaient. Le perfectionnement des armes et la généralisation territoriale ont fait que les civils eux-mêmes ne sont plus à l'abri des coups ennemis et que lors de la seconde guerre, ils ont payé un très lourd tribut aux armes. Tout porte à croire d'ailleurs que si les circonstances conduisaient à une troisième guerre, les populations civiles constitueraient l'essentiel des victimes.

La guerre devient plus meurtrière au fil des siècles. On tente « de la sauver », de la rendre plus humaine, mais les efforts en la matière n'obtiennent que des résultats dérisoires.

Les efforts de la Croix-Rouge ont en particulier tendu à humaniser la guerre, non à restreindre le nombre de morts. Tout

se passe comme si l'on s'efforçait de mieux tuer. Une arme est d'autant plus perfectionnée qu'elle permet de tirer plus vite, plus loin et avec plus de précision, qu'elle permet de tuer davantage. Les chiffres suivants suffisent à traduire la progression meurtrière des guerres.

Les pertes entraînées par les guerres du XIX^e^ siècle sont évaluées (22) à 4 450 000 morts. La durée totale, en nombre de jours, peut être grossièrement évaluée à 13 250 jours. En moyenne, le nombre de morts par jour s'élève donc à 336.

La guerre de 1914-1918 a provoqué la mort de plus de dix millions d'hommes. Ainsi quatre ans de guerre ont entraîné des pertes humaines deux fois supérieures à celles résultant de plus d'un siècle de conflits dans le monde. Les pertes en vies humaines provoquées par la seconde guerre mondiale s'élèvent à plus de 13 millions de morts et ce, sans prendre en considération les pertes allemandes, qui s'élèvent à quelques 10 millions de morts, soit un total de 23 millions de morts, ce qui représente plus de la moitié de la population française en 1950.

Ces chiffres prennent une acuité accrue lorsque l'on calcule le nombre de tués par jour pour les deux guerres. La guerre de 1914-1918 a duré environ 1 600 jours, celle de 1939-1945, 1 800 jours. Le nombre de tués par jour pour la période de 1914-1918 s'élève à 6 250, il atteint le chiffre de 12 020 en moyenne pour la période 1939-1945, soit une agglomération comme Deauville-Trouville réunies rayée quotidiennement de la carte.

Tous les pays belligérants ont, dans des proportions différentes, enregistré un grand nombre de victimes.

B) *Répartition par pays des pertes en vies humaines :*

Pour les deux guerres mondiales, les pertes en vies humaines se répartissent comme suit :

Première guerre mondiale
(nombre de morts connus)

U. S. A.	Grande-Bretagne	France	Russie	Italie	Belgique
107 284	807 451	1 427 800	2 762 064	507 160	267 000

Serbie	Roumanie	Grèce	Portugal	Japon	Allemagne
707 343	339 717	15 000	4 000	300	1 611 104

Autriche-Hongrie	Turquie	Bulgarie
911 000	436 924	101 224

Source : E. L. Bogart, op. cit., p. 272.

(22) E. L. Bogart, *op. cit.*, p. 272.

Seconde guerre mondiale
(nombre de morts, 1re ligne militaires ; 2e ligne civils)

Belgique	Pays-Bas	France	Luxembourg	Norvège
9 000	3 000	238 000	3 500	2 000
50 000	197 000	415 000	1 500	6 600
59 000	200 000	653 000	5 000	8 600

Tchécoslovaquie	Yougoslavie	Albanie	Grèce	Gde-Bretagne
46 000	305 000	16 500	70 000	272 000
204 000	1 401 000	12 300	488 000	96 000
250 000	1 706 000	28 800	558 000	368 000

U. S. A.	Canada	Indes brit.	Afrique du S.	Allemagne
180 000	40 000	6 000	9 000	9 910 000
7 000	1 000			375 000
187 000	41 000	6 000	9 000	10 285 000

Australie	N.-Zélande	U. R. S. S.
12 000	10 000	7 000 000
		18 300 000 (2)
12 000	10 000	25 300 000

Source : *Revue d'Economie politique*, 1947, pp. 966-967.

(1) S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 84.

(2) Ce chiffre paraît exorbitant, il doit tenir compte des pertes de population par perte de territoire.

Les pertes entraînées doivent aussi prendre en considération le nombre de blessés et d'invalides par suite de guerre, qui resteront une charge pour le reste de la collectivité.

Le nombre d'invalides et de blessés pour les deux guerres se répartit comme suit :

Première guerre mondiale (sérieusement blessés)

U. S. A.	Grande-Bretagne	France	Russie	Italie
43 000	617 740	700 000	1 000 000	500 000

Belgique	Serbie	Roumanie	Grèce	Portugal
40 000	322 000	200 000	10 000	5 000

Japon	Allemagne	Autriche - Hongrie	Turquie	Bulgarie
909	1 600 000	850 000	107 772	300 000

Source : E. L. Bogart, *ibid.*

Seconde guerre mondiale
(sans faire la distinction entre forces armées et civiles) (23)

Belgique	France	Tchécoslovaquie	Yougoslavie	Albanie
125 000	438 000	115 000	425 000	7 200

Grèce	Grande-Bretagne	U. S. A.	Canada	Australie
880 000	366 000	477 000	54 000	16 000

Nouvelle-Zélande
19 000

Source : Revue d'économie politique, ibid.

Une première analyse des chiffres cités dans ces tableaux fait apparaître de profondes différences entre les pertes en vies humaines supportées par les pays belligérants. Le nombre des morts et des blessés varient dans des proportions allant de 1 à 200.

Ces différences sont dans le même sens au cours des deux guerres mondiales. A de rares exceptions, les pays qui ont eu les pertes les plus élevées au cours de la première guerre mondiale, ont eu également le plus grand nombre de tués au cours de la seconde, telles l'Allemagne ou l'U.R.S.S., inversement les Etats-Unis ont eu au cours des deux guerres fort peu de pertes.

Il serait hasardeux de vouloir tirer de ces différences des conclusions quant à la valeur respective des soldats allemands, russes ou américains. Il serait tout hasardeux de prétendre que certains pays ne font la guerre qu'avec des hommes et d'autres qu'en utilisant du matériel.

Ces écarts absolus expriment peut-être les différences tenant au volume de population des pays belligérants, les effets entraînés par les pertes en vies humaines seraient alors quantitativement équivalents. Pour répondre à cette question, il nous faut traiter de l'importance relative des pertes en vies humaines.

§ 3 : Importance relative des pertes en vies humaines

Les pays engagés dans un conflit sont de dimension différente. Le volume de la population est un facteur de dimension et de puissance économique. Les pertes en vies humaines sont une diminution définitive de la puissance économique des pays qui ont à les déplorer.

Cette diminution de la puissance économique est essentiellement inégale pour les pays belligérants. En effet, les pertes en

(23) Nous ne possédons aucun renseignement concernant l'U. R. S. S. Les statistiques allemandes estiment à 625 000 le nombre de blessés par bombardement lors de la seconde guerre mondiale.

vies humaines sont en termes relatifs, par rapport à la population totale et par rapport à la population active, très différentes selon les pays considérés.

A) *Par rapport à la population totale :*

Les deux guerres du xx[e] siècle sont particulièrement meurtrières, elles le sont de façon très inégale pour les différents pays belligérants. Le caractère meurtrier d'une guerre se mesure non seulement en termes absolus mais surtout en termes relatifs lorsqu'il s'agit de l'apprécier pour un pays en particulier.

Nous tenterons d'apprécier le caractère meurtrier de chacune des guerres pour chaque pays belligérant et le poids des deux guerres pour les principaux pays.

1. *L'importance des pertes au cours des guerres*

Pour les deux guerres mondiales, en pourcentage de la population totale à la veille de la guerre, les pertes en vies humaines ont été les suivantes dans les principaux pays belligérants :

	France	*Grande-Bretagne*	*Allemagne*	*U. R. S. S.*	*U. S. A.*
1re guerre	3,42	1,9	2,48	2,7	0,116
2e guerre	1,58	0,76	14,3	4,1	0,142

Ce tableau précise les écarts entre les charges relatives supportées par les différents pays belligérants. Les Etats-Unis n'ont enregistré que des pertes extrêmement faibles.

A partir de ce tableau on pourrait établir un classement des pays belligérants en fonction de l'importance relative des pertes subies par rapport à la population totale.

Dans l'ordre d'importance décroissante, le classement serait le suivant :

	1	2	3	4	5
1re guerre	France	Russie	Allemagne	Grande-Bretagne	U.S.A.
2e guerre	Allemagne	U.R.S.S.	France	Grande-Bretagne	U.S.A.

La différence de classement pour les deux guerres, surtout en ce qui concerne les trois premiers pays, la persistance d'une inégalité des effets meurtriers des deux guerres pour les pays belligérants, nous conduisent à étudier l'importance des pertes cumulées pour les deux guerres.

2. *Importance des pertes cumulées*

En moins d'une génération, les populations des quatre principaux pays belligérants ont eu à supporter les pertes occasionnées par deux guerres mondiales.

Les écarts enregistrés au cours de la première guerre mondiale ont-ils été confirmés au cours de la seconde ? Comment mesurer le retard de croissance de la population provoqué par les deux guerres ?

Les pertes cumulées pour les deux guerres en ce qui concerne les principaux pays belligérants se répartissent comme suit en termes absolus :

(en milliers)

U. R. S. S.	*U. S. A.*	*Allemagne*	*Grande-Bretagne*	*France*
9 800	294	11 896	1 175,4	2 080

Ces chiffres sont plus éloquents encore lorsqu'on évalue ces pertes en pourcentage de la population totale en 1940. Ce qui donne :

U. R. S. S.	*U. S. A.*	*Allemagne*	*Grande-Bretagne*	*France*
5,6	0,23	16,6	2,4	5,4

L'Allemagne détient le triste record absolu autant que relatif des pertes. Les chiffres concernant l'U.R.S.S. sont légèrement sous-évalués puisque nous n'avons tenu compte que des pertes militaires.

Peut-on évaluer le retard provoqué dans la croissance de la population par les pertes en hommes entraînées par les deux guerres ?

Cette mesure ne peut être qu'arbitraire, elle ne prétend pas exprimer ce qui a effectivement été, mais simplement fournir un terme de comparaison supplémentaire permettant de souligner les différences des effets dépressifs des guerres sur la population des pays belligérants.

Si l'on admet que les taux annuels d'accroissement naturel pour les pays considérés sont les suivants (24),

U. R. S. S.	*U. S. A.*	*Allemagne*	*Grande-Bretagne*	*France*
15,1 ‰	10,8 ‰	14,2 ‰	11,2 ‰	1,2 %

on peut grossièrement évaluer le retard de croissance (ou la durée de compensation) en années à :

U. R. S. S.	*U. S. A.*	*Allemagne*	*Grande-Bretagne*	*France*
4 ans	3 mois	10 ans	2 ans 6 mois	50 ans

(24) *Annuaire statistique de la France* 1961, partie internationale, p. 24. Nous avons choisi des taux antérieurs à la première guerre mondiale.

Aussi arbitraire et critiquable que soit cette évaluation, elle montre la durée très variable de la compensation des effets de la guerre sur la population des pays belligérants selon le dynamisme de ces populations. Les écarts sont très significatifs, ils traduisent peut-être l'importance réelle des pertes en hommes sur les pays considérés.

Ces écarts seront d'autant plus importants que la composition de la population sera différente de pays à pays.

B) *Par rapport à la population active :*

Evaluer les pertes en vies humaines par rapport à la population active tend à apprécier les charges supplémentaires que les survivants auront à supporter pour compenser la disparition d'une partie importante de la force de travail.

Pour les deux guerres mondiales et pour chaque pays belligérants le pourcentage des pertes en vies humaines par rapport à la population active se répartit comme suit :

	France	*Grande-Bretagne*	*Allemagne*	*U. R. S. S.*	*U. S. A.*
1re guerre	6,9	2,3	5,4	6	0,26
2e guerre	3,15	1,66	29,5	12	0,36

Quelle est la signification de ces pourcentages ?

1. *Pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre,* ce pourcentage mesure la charge supplémentaire que les survivants ont à accomplir pour qu'il n'y ait pas diminution corrélative de la production.

En effet, la période de guerre comme celle de l'immédiat après-guerre, se caractérise par le plein emploi, par conséquent l'économie se trouve privée d'une partie importante de sa force de travail qui aurait été effectivement occupée.

On peut donc conclure que les pertes en vies humaines entraînent soit une augmentation de la durée du travail, soit une diminution de la production proportionnelle au pourcentage des pertes par rapport à la population active. A moins, ce qui est implicitement exclu, que ne se produise une augmentation compensatrice de la productivité travail.

2. *A plus long terme,* le jugement que l'on peut porter sur les effets dépressifs des pertes en vies humaines doit être plus réservé.

Lorsque l'économie considérée souffre de chômage structurel, les pertes en vies humaines peuvent sans nul doute créer des occasions d'emploi.

Le cas de l'économie américaine est en l'occurence caractéristique. Les Etats-Unis souffrent traditionnellement de ce que certains ont appelé la plaie du capitalisme : un chômage chronique

et pratiquement inéliminable. Pour la période 1900-1907 le taux de chômage s'élevait à 3 % de la population active, il était de 5,1 % pour la période 1921-1929 (25). Le taux de chômage n'a jamais été inférieur à 3 % de la population active. Il est tentant de penser que les pertes entraînées par la guerre diminuent d'autant le taux de chômage dans le pays considéré.

Ce raisonnement en termes purement quantitatifs cesse d'être possible lorsque l'on considère l'aspect qualitatif du chômage. Nous avons en effet fait l'hypothèse implicite selon laquelle les soldats tués à la guerre libèrent un certain nombre d'emplois qui seront occupés par les survivants, peut-être par des chômeurs.

La question se pose de savoir si les chômeurs survivants ont la qualification nécessaire pour occuper les postes laissés vacants. Ils appartiennent à des catégories socio-professionnelles différentes de celles des soldats tués. La mobilité de la main-d'œuvre constituée par les chômeurs est très faible, il reste donc douteux que les pertes en vies humaines puissent diminuer le taux de chômage structurel dans les pays qui en souffrent.

Les effets dépressifs sans être aussi importants à long terme qu'ils le sont au cours de la guerre, restent pourtant durables et ralentissent l'expansion économique des pays belligérants.

Conclusion de la sous-section I :

Le caractère meurtrier des guerres s'est accentué avec l'industrialisation progressive des pays belligérants.

I. — Il semble pourtant que la thèse de Malthus, reprise sous une autre forme par M. G. Bouthoul, ne puisse trouver dans ce phénomène ni une justification, ni même un argument. La guerre ne résoud pas, ni dans l'immédiat, ni à terme, le problème du surnombre.

II. — Les pertes en hommes entraînées par les guerres varient en termes absolus selon les pays belligérants, en termes relatifs leurs effets dépendent du volume de la population, leur prolongement reste fonction du taux d'accroissement naturel de la population qui peut plus ou moins allonger la période de compensation.

III. — Les guerres ont entraîné des pertes en vies humaines dont l'importance est essentiellement inégale pour les différents pays belligérants. La seconde guerre mondiale a accentué et amplifié cette inégalité qui s'était manifestée au lendemain de la guerre 1914-1918. Il semblerait que la guerre ne soit meurtrière que pour certains peuples.

---

(25) Cf. sur ce point Bert Hickmann, *Growth and stibility of the post war economy* p. 22.

IV. — Quels que soient les critères d'appréciation choisis, les pays anglo-saxons semblent particulièrement privilégiés comparativement à l'Allemagne, l'U.R.S.S. et la France à un moindre degré.

Les raisons expliquant de telles différences sont nombreuses. Nous ne sommes pas certains de toutes les énumérer, elles tiennent à l'équipement, au nombre de soldats, au moment de la déclaration de guerre (les Etats-Unis ont combattu après que la guerre eut commencé depuis quelques mois), elles tiennent aussi à la localisation des champs de bataille.

Comme il est impossible de distinguer les causes économiques de celles qui sont militaires, voire diplomatiques, nous nous bornons à enregistrer les effets qui sont essentiellement économiques et inégaux.

Sous-section II : Les destructions

Tuer est le moyen le plus efficace de vaincre. Il est difficile de dominer définitivement les hommes sans les tuer. Il n'est pas certain que les destructions soient voulues pour elles-mêmes, elles sont un moyen d'affaiblir l'ennemi et de l'amener à capituler ; elles ne restent qu'un moyen, et seraient évitées, s'il existait un autre chemin vers la victoire. On prétend que les chercheurs américains comme les chercheurs soviétiques s'efforcent de trouver ou de mettre au point l'arme idéale, celle qui permettrait de tuer sans détruire.

Cette arme n'existant pas, les pays belligérants ont été amenés volontairement ou par la force des choses à détruire de nombreux immeubles, usines, villes et villages, à rendre inutilisables de grandes quantités de matériels.

Au fur et à mesure que les guerres deviennent plus industrielles, elles sont plus meurtrières et plus destructrices. La généralisation géographique des combats a fait apparaître un nouveau type de destructions. Pourtant quel que soit le type de destructions, leur signification économique reste la même et comme pour les pertes en vies humaines, l'inégalité est flagrante.

§ 1 : Typologie des destructions

Nous distinguerons deux types de destructions, les destructions de combat et les destructions stratégiques.

A) *Les destructions de combat :*

Définition. Nous appelons destructions de combat celles qui résultent directement du déroulement des batailles. Elles sont le fait de l'infanterie, l'artillerie et la cavalerie.

Objet. Les destructions de combat affectent sans aucune distinction tous les biens matériels, maisons d'habitation, usines, villes et villages autant que les cultures et l'infrastructure routière et ferroviaire. Elles se caractérisent par le fait qu'elles sont généralement totales, globales et systématiques. Les militaires au combat n'ont pas pour habitude de prendre des précautions.

Localisation géographique. Puisqu'elles sont le fait des combats, ces destructions sont habituellement localisées aux champs de bataille et à leurs environs. La carte des champs de bataille est aussi la carte des destructions de combat, c'est dire que lorsque la stratégie de la stabilisation du front prévalait, ces destructions étaient géographiquement limitées et ne concernaient pas les régions qui n'étaient pas sous le feu. Il en fut tout autrement lorsque prévalut la stratégie du mouvement.

B) *Les destructions stratégiques :*

Définition. Nous appelons destructions stratégiques celles résultant d'une action délibérée de l'ennemi tendant à diminuer le potentiel économique de l'adversaire dans le but de le contraindre à capituler. Elles ne sont pas propres à toutes les guerres et sont plus particulièrement apparues avec l'aviation et l'artillerie à très longue portée.

Objet. Visant plus particulièrement le potentiel du pays adverse, les destructions stratégiques portent en principe sur les unités économiques nécessaires au fonctionnement et au ravitaillement de l'appareil de production. C'est dire que les biens principalement visés par les bombardements sont les usines, les routes, les voies ferrées, les ports et les aérodromes, les centrales électriques, en un mot tout ce qui concorde à faire la puissance économique d'un pays.

Les destructions de maisons d'habitation, voire de monuments historiques, sont en principe le fait du hasard ou de la maladresse. A moins que le pays prenant l'initiative de telles destructions n'envisage de « porter un coup au moral des populations ennemies ».

Localisation. A la différence des destructions de combat, les destructions stratégiques si elles ne sont pas générales dans leur objet, le sont dans leurs effets et dans leurs manifestations géographiques.

Tout d'abord, elles ne sont pas propres aux seuls pays dont le territoire a servi de champ de bataille. Les pays non envahis ont à les supporter également.

Ensuite elles ne sont pas limitées à des régions particulières à l'intérieur des pays considérés, mais peuvent couvrir l'ensemble du territoire dans la mesure où existent des objectifs valables.

C) *Remarques :*

Nous formulerons ici deux remarques : la première tient à la relation entre les types de guerre et l'intensité des destructions, la seconde concerne le rôle joué par la distance.

1. *Destructions et types de guerre*

Pour un pays envahi, une guerre éclair est toujours préférable. En effet, un pays envahi supporte à la fois les destructions de combat et les destructions stratégiques.

Or le total des destructions est d'autant plus élevé et géographiquement généralisé que l'envahissement a été lent, progressif et complet. Un envahissement éclair ne rencontrant que des résistances isolées et sporadiques entraînera beaucoup moins de destructions de tous ordres qu'un envahissement progressif au cours duquel les défenseurs s'accrochent à chaque portion de terrain et que les destructions de combat viennent compléter les destructions stratégiques. De ce point de vue du moins, la défaite de 1940 ne présente pas que des inconvénients.

Il faudrait des études plus précises pour savoir si une guerre longue géographiquement limitée (stratégie du front stabilisé) entraîne plus de destructions qu'une guerre éclair géographiquement généralisée (stratégie du mouvement).

2. *Diminution du rôle joué par la distance*

Dans un monde, dont chacun sait depuis Valéry qu'il est fini, la distance cesse d'être une sécurité sinon un refuge. L'immensité russe a vaincu Napoléon comme elle a vaincu les Allemands, l'éloignement des Etats-Unis les a protégés des destructions sans pour autant les empêcher d'expédier des forteresses volantes sur le Japon et sur l'Allemagne.

Il reste que de 1914 à 1945 l'importance du facteur distance s'est dégradée. Lors de la première guerre mondiale, le survol de l'Angleterre par des avions allemands tenait de l'exploit, pendant la seconde, le bombardement du sol anglais relevait du quotidien banal. Les plaies laissées sur le territoire britannique par la seconde guerre mondiale ont presque fait du sol anglais un champ de bataille, du moins dans sa frange côtière, alors que de 1914 à 1918, l'Angleterre avait joui d'une sorte « d'immunité territoriale ».

Au fur et à mesure de l'accroissement en portée et en précision des armes lourdes, au fur et à mesure que le rayon d'action des bombardiers augmente, la distance tient une place de moins en moins importante en tant que facteur de « préservation » (26). Une telle considération ne manque pas d'avoir des répercussions

(26) On peut à ce propos noter que l'existence d'armes nucléaires en U. R. S. S. et les missiles à longue portée rendant vulnérables tous les points des Etats-Unis ont transformé les notions américaines de stratégie et ont fait que, pour la première fois peut-être, chaque citoyen américain se sent directement concerné par une guerre éventuelle.

profondes sur la stratégie militaire. Du même coup, elle rend moins riche la distinction entre pays envahis et non envahis, qui cachait mal une inégalité des effets de destructions entraînées par la guerre.

Il devient désormais difficile de distinguer les destructions de combat des destructions stratégiques dans la mesure où la notion de front, au sens où on l'entendait en 1914 et même en 1939, perd de sa précision ; il y a une multiplication des points et des zones de combat.

Différentes dans leurs objets et dans leur localisation, les destructions, qu'elles soient stratégiques ou de combat, restent très semblables dans leurs effets.

Lorsque nous traitons des effets des destructions, nous n'envisageons aucunement les conséquences militaires, à savoir si elles hâtent ou non l'issue de la guerre. Nous les analysons dans une optique strictement économique.

§ 2 : Signification économique

Les destructions entraînées par la guerre ont des conséquences d'ordre individuel et d'ordre collectif, en d'autres termes sur la consommation et sur la capacité de production.

A) *Effets sur la consommation :*

Les destructions portent essentiellement sur des biens de consommation durable. Les consommateurs brutalement privés de l'emploi des biens dont ils disposaient jusqu'alors ont deux solutions : soit les remplacer, soit s'en priver purement et simplement ou utiliser plus intensément des biens de même nature. En temps de guerre, le remplacement est impossible, c'est donc la seconde solution qui est adoptée.

1. *Le remplacement est impossible*

Le bon sens veut que tant que les hostilités n'ont pas cessé, les maisons d'habitation ne soient pas reconstruites à l'emplacement où elles furent détruites, à moins de prendre consciemment le risque de les exposer à de nouveaux bombardements, risque jamais pris.

Cet empêchement « stratégique » est d'une importance mineure comparativement à celui créé par les conditions économiques de guerre. L'économie n'a pas une capacité de production suffisante pour satisfaire la demande « normale » de biens de consommation durable, elle peut encore moins satisfaire une demande amplifiée par des besoins de remplacement artificiellement créés.

Le remplacement étant impossible au cours de la guerre sera différé à la fin des hostilités et augmentera d'autant la demande différée résultant de l'insatisfaction générale des consommateurs.

2. *Intensification de l'usage des biens existants*

Les biens détruits n'étant pas remplacés, les consommateurs utiliseront de façon plus intensive ceux dont ils disposent effectivement et prolongeront leur durée d'utilisation. Ce fait a pour conséquence d'accélérer l'usure des biens ainsi employés qui devront être remplacés dès la fin de la guerre.

B) *Effets sur la capacité de production :*

Nous devons distinguer les effets immédiats et ceux qui se manifestent après-guerre.

1. *Effets immédiats*

Nous ne faisons pas un bilan consistant à savoir si la capacité de production à la fin de la guerre est ou non supérieure à ce qu'elle était au début des hostilités.

Les destructions ont pour effet immédiat de restreindre la capacité de production. En effet, en temps de guerre, le capital est en situation de plein emploi, les investissements réalisés sont ceux qui sont absolument indispensables. Par conséquent, ou bien le matériel détruit n'est pas remplacé parce qu'il n'est pas indispensable, ou bien il l'est, ce qui restreint d'autant les investissements qui auraient été des investissements nets.

2. *A terme*

L'économie est à la fin de la guerre dotée d'un stock de besoins en investissements autonomes qui sont des investissements de remplacement.

Ce remplacement est artificiellement anticipé et a pour conséquence de diminuer de façon sensible l'âge moyen du capital national.

Il y a une profonde différence entre les effets entraînés par les pertes en vies humaines et ceux provoqués par les destructions. Cette différence réside dans le fait qu'un homme est irremplaçable, sa disparition est une amputation définitive de la capacité de production nationale, les biens matériels sont tous et toujours remplaçables. Leur disparition est seulement anticipée, cette anticipation restant fonction de la longévité des biens considérés. La diminution de capacité de production entraînée par les destructions est beaucoup moins durable que celle provoquée par les pertes en vies humaines.

§ 3 : Répartition géographique des destructions

Les pertes en vies humaines sont très inégales pour les différents pays belligérants ; il en est de même des destructions.

La distinction entre pays envahis et pays non envahis voile l'inégalité des destructions entre pays belligérants. Bien que les destructions stratégiques aient pris une importance accrue surtout

au cours de la seconde guerre mondiale, ce sont essentiellement les pays occupés qui ont à supporter les plus graves destructions, en fait, ils supportent les deux types de destructions.

Cette inégalité se traduit dans les chiffres calculés par l'Institut International de Finances Publiques (27). Cet institut estime que les dommages matériels causés par la seconde guerre mondiale se répartissent comme suit (en pourcentage) :

Anciens pays occupés	87 %
Grande-Bretagne	10,4 %
Autres pays d'Outre-Mer	2,6 %

Ces chiffres ne prennent pas en considération les destructions subies par l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Ce serait une erreur de penser que les pays non envahis et assez éloignés pour être à l'abri des coups ennemis n'ont eu à déplorer aucun dommage matériel. En particulier la guerre maritime a entraîné des pertes de navires relativement importantes.

Si on ne peut contester l'importance de telles pertes, du point de vue de la croissance économique, elles n'ont pas une influence profonde, c'est la raison pour laquelle nous ne les citons que pour mémoire (28).

Nous étudierons les destructions dans un pays non envahi : la Grande-Bretagne, et dans les trois principaux pays belligérants qui ont été envahis, soit au cours des deux guerres, soit au cours de l'une d'elle : la France, l'Allemagne et l'U.R.S.S.

A) *Les destructions en Grande-Bretagne :*

En dehors des Etats-Unis qui n'ont eu à supporter aucune destruction au cours des deux guerres parce qu'ils n'ont jamais

(27) Congrès de La Haye, septembre 1947, *Rapport général.*

(28) Navires perdus au cours de la seconde guerre :

Nationalité	Tonnage brut (en 10^3 tonnes)	% des pertes totales
Australie	44	0,19
Belgique	313	1,33
Canada	336	1,42
Danemark	518	2,19
Egypte	55	0,23
Etats-Unis	4 209	17,82
France	1 814	7,68
R.-U. et colonies	10 870	46,04
Grèce	1 178	4,99
Inde	56	0,24
Nouvelle-Zélande	32	0,14
Norvège	2 393	10,14
Pays-Bas	1 555	6,59
Yougoslavie	202	0,86
Union sud-africaine	33	0,14
Total	23 608	100,00

Source : Premier rapport de l'agence interalliée des réparations, 1946, p. 16.

été envahis et que l'éloignement les mettait à l'abri des coups ennemis, la Grande-Bretagne est le seul pays belligérant européen à n'avoir pas été envahi ni en 1914 ni en 1940.

1. *Au cours de la première guerre,* la Grande-Bretagne a bénéficié d'une immunité territoriale presque complète. Les raids allemands au-dessus du territoire anglais relevaient davantage d'une volonté de prestige ou de suprématie aérienne, que d'une volonté systématique de destruction.

La Grande-Bretagne est sortie du premier conflit mondial sans avoir à déplorer aucune destruction d'immeuble ou d'usine.

2. *Au cours de la seconde guerre,* les côtes anglaises ne furent plus totalement hors de portée de l'artillerie allemande, des rampes de lancement de V2 et de la Lutwaff. Pour n'être que stratégiques, les destructions supportées par la Grande-Bretagne n'en furent pas moins fort importantes.

Ces destructions se localisèrent surtout dans le Sud de l'île, la frange côtière méridionale fut en grande partie dévastée.

On estime que :

200 000 immeubles furent totalement détruits
4 500 000 immeubles furent partiellement détruits

Source : Revue d'Economie politique 1947, p. 939.

Comme en 1939 il existait treize millions d'immeubles, il apparaît que un immeuble sur soixante-cinq fut totalement détruit, soit 1,5 % environ. Ces chiffres ne prenant pas en considération les destructions d'infrastructure et d'usines ne peuvent donner qu'une idée défectueuse de l'importance des destructions en Grande-Bretagne.

B) *Les destructions en France :*

La France a eu le triste privilège d'être deux fois envahie en trente ans. Aussi les plaies laissées par les deux guerres mondiales sont-elles nombreuses et profondes dans notre pays.

1. *Au cours de la première guerre mondiale*

Les destructions subies par la France sont essentiellement des destructions de combat. Les fluctuations des batailles ont fait que les régions sous le feu ont été totalement dévastées, nous serions tentés de dire plusieurs fois dévastées.

Les dommages causés par la première guerre en France, se répartissent comme suit :

Départements sinistrés	13
Bâtiments totalement détruits	298 468
Bâtiments partiellement détruits	366 476
Total	664 944
Exploitations agricoles totalement sinistrées	42 331
Exploitations agricoles partiellement sinistrées	159 509
Exploitations industrielles et commerciales totalement sinistrées	4 486
Exploitations indus. et commerc. partiellement sinistrées	16 117

Source : Revue d'Economie politique 1947, p. 938.

Le nombre total des immeubles totalement détruits s'élève à 711 761. Comme le nombre total d'immeubles existant en 1914 s'élevait à neuf millions et demi, il apparaît qu'un immeuble sur quatorze a été totalement détruit, soit 7,5 % du total.

Les destructions ne furent pas limitées aux seuls immeubles, l'infrastructure économique eut à supporter la violence des combats. De 1914 à 1918, 2 091 ponts routiers ont été détruits, ce qui représente une brèche de 25 kilomètres.

La première guerre mondiale a donc entraîné des destructions importantes mais localement limitées ; la seconde guerre ne sera pas moins destructrice.

2. *Au cours de la seconde guerre mondiale*

La France eut à supporter des destructions de combat et des destructions stratégiques. Si les premiers mois de la guerre, ceux de la débacle, ne furent pas de ce point de vue particulièrement terribles, les derniers mois, ceux de la Libération pendant lesquels le territoire français fut l'enjeu des combats entre Alliés et Allemands, ont provoqué l'essentiel des destructions de combats.

De 1940 à 1945, les dommages matériels causés en France se répartissent comme suit :

Départements sinistrés	79
Bâtiments totalement détruits	444 800
Bâtiments partiellement détruits	1 555 400
Total	2 000 200
Exploitations agricoles totalement sinistrées	53 500
Exploitations agricoles partiellement sinistrées	154 500
Exploitations industrielles et commerciales totalement sinistrées	49 500
Exploitations industr. et commerc. partiellement sinistrées	114 000

Source : Revue d'Economie politique 1947, p. 938.

On compte que un immeuble sur vingt-deux a été entièrement détruit.

De 1939 à 1945, 2 500 ponts routiers représentant une brèche totale de 72 kilomètres ont été détruits. 582 ouvrages du réseau ferroviaire ont été détruits ; sur 9 700 kilomètres de voies navigables, 5 200 étaient totalement inutilisables. Nous n'avons pas le décompte des dommages subis par les ports, les aérodromes et les centrales électriques, les uns et les autres ont, avec les usines, constitué les objectifs de prédilection des bombardiers anglais et américains.

Bien qu'ayant connu une période de non belligérance juridique de 1940 à 1945, la France a eu à supporter pour la même période le poids des destructions de combat et des destructions stratégiques.

3. *La localisation des destructions*

La localisation des destructions en France au cours des deux guerres traduit le phénomène de **généralisation géographique** imputable aux destructions stratégiques.

De 1914 à 1918 treize départements seulement ont été sinistrés ; de 1939 à 1945, soixante-dix-neuf le furent. Les destructions se localisent de la façon suivante pour les deux guerres (cf. les cartes ci-jointes tirées de la *Revue d'Economie politique*, 1947, p. 942).

Les départements du Nord et de l'Est ont été dévastés au cours des deux guerres mondiales. Il y a donc une inégalité dans la répartition géographique des destructions, ce qui risque de provoquer des déséquilibres régionaux dans la mesure où ce sont les mêmes régions qui ont eu à supporter l'essentiel des destructions au cours des deux guerres.

4. *Importance économique des localisations*

Il est indispensable de connaître la dimension des unités détruites pour apprécier l'importance des destructions. S'il existe une inégalité géographique dans la répartition des destructions, il existe également une inégalité géographique dans l'importance des unités de production détruites.

C'est ainsi que les industries des départements envahis au cours de la première guerre représentaient un pourcentage important du potentiel économique français. Ces territoires fournissaient :

74 % de la production totale de houille
81 % de la production totale de fonte
63 % de la production totale d'acier
30 % de la production totale d'acide sulfurique
76 % de la production totale de sucre

Le nombre de bâtiments et d'usines détruits ne mesure pas l'importance exacte des destructions, ce nombre doit être pondéré par la dimension des unités considérées.

5. *L'impact de la seconde guerre*

Les destructions provoquées par la seconde guerre mondiale sont d'autant plus importantes qu'elles furent généralisées et qu'elles portèrent sur des bâtiments en parfait état, pour une dizaine de départements au moins.

La reconstruction des bâtiments dévastés au cours de la première guerre mondiale fut achevée aux environs de 1924. Les dix départements qui avaient été une première fois envahis et dévastés le furent à nouveau en 1940. C'est dire que les immeubles, les usines et les bâtiments qui au cours des années 1939-1940 furent détruits dans les départements frontaliers du Nord, de l'Est et du Nord-Est avaient à peine quinze ans d'âge ; ils étaient en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

Les destructions dans les départements frontaliers furent donc très importantes d'une part, parce que ces départements sont particulièrement industriels, d'autre part parce que les bâtiments détruits venaient d'être reconstruits et rénovés.

C) *Les destructions en Allemagne :*

1. *Au cours de la première guerre*

Les destructions furent peu importantes. L'Allemagne avait porté la guerre à l'extérieur de ses frontières préservant ainsi son territoire de combats forcément destructeurs.

Nous ne possédons pas de renseignements sur les pertes supportées par l'Allemagne pour cette période. Cependant, tout permet de penser qu'elles ne furent pas suffisamment importantes pour sensiblement ralentir le développement de l'économie allemande après guerre.

La seconde guerre mondiale fut beaucoup plus désastreuse.

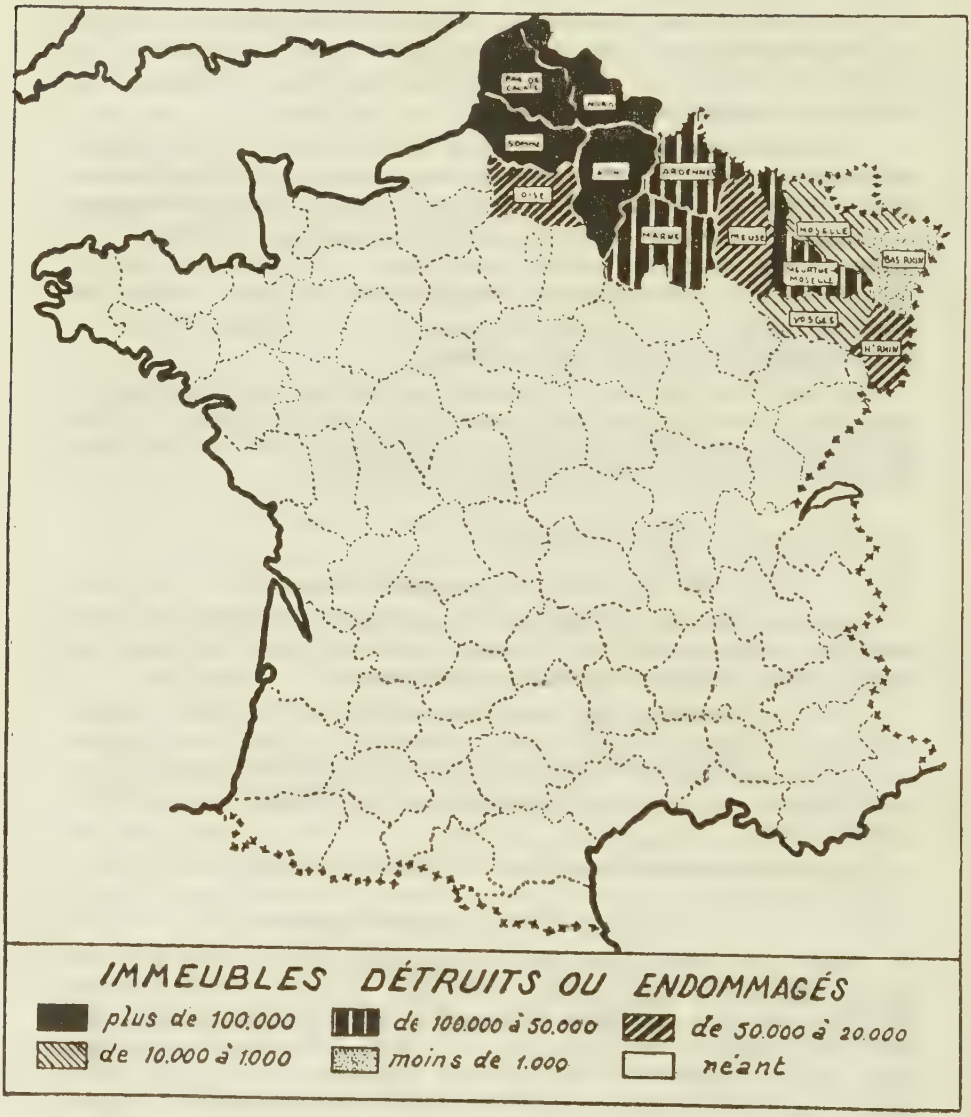
2. *Au cours de la seconde guerre*

Dans une lettre datée du 15 mars 1945, le ministre allemand de la production d'armement écrit (29) : « Les destructions de cette guerre dans les villes allemandes ne sont comparables qu'à celles de la guerre de trente ans. » Si cette comparaison a surtout une valeur indicative, elle montre cependant avec quel effroi même un ministre nazi prend conscience des destructions supportées par son pays. Selon les statistiques allemandes (29), 525 000 immeubles résidentiels ont été entièrement détruits pendant la guerre et 410 000 sérieusement endommagés.

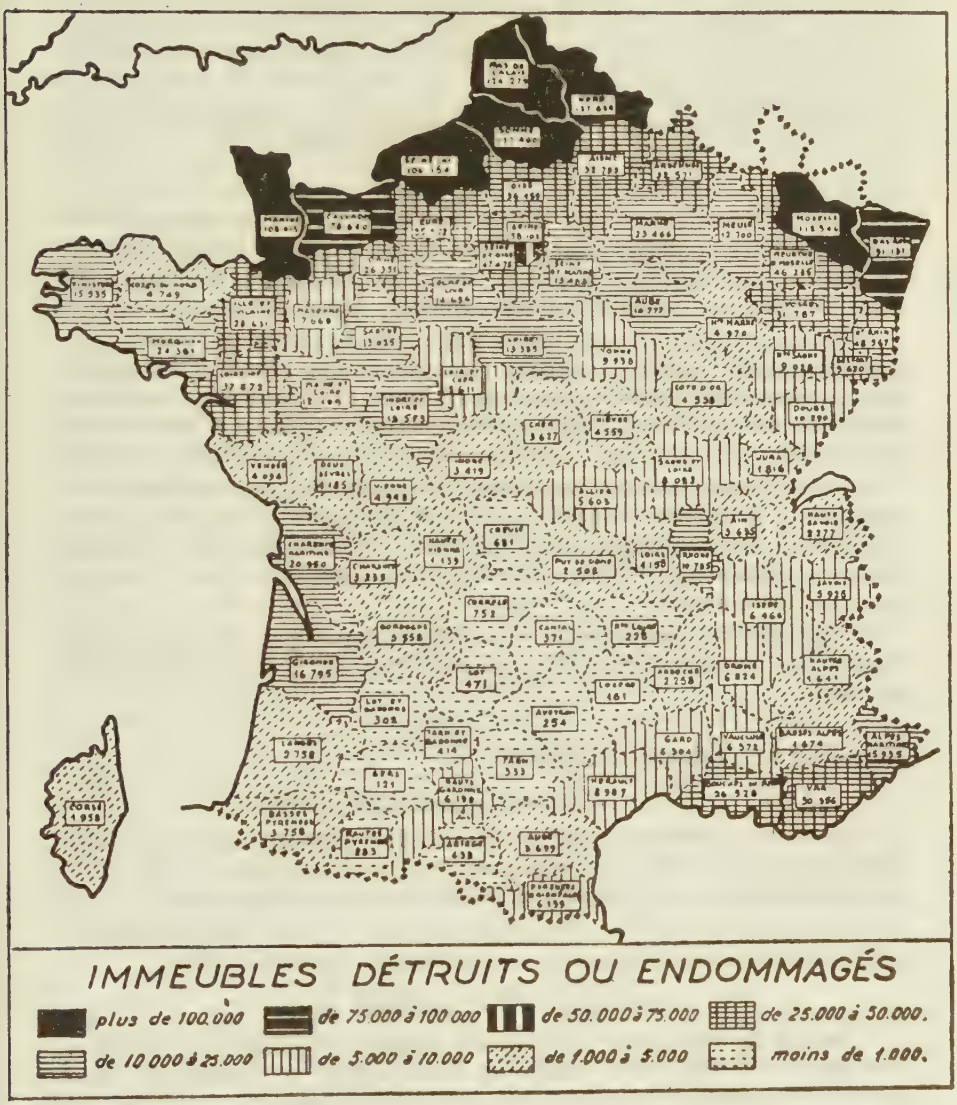
---

(29) *Documents*, A. Piatier.

DESTRUCTIONS DE LA GUERRE 1914-1918



DESTRUCTIONS DE LA GUERRE 1939-1945



Maisons d'habitation détruites par bombardement (*)

	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Destruction totale	95	1 669	11 387	182 303	187 454	33 791
Grave dommage (**) ...	204	2 290	17 989	113 336	177 032	22 460
Dommage moyen	205	1 228	9 459	91 518	219 369	18 580
Dommage léger	645	10 397	62 719	636 466	882 255	26 420

(*) Documents A Piatier.

(**) On considère comme perte totale les immeubles endommagés à plus de 80 %, grave dommage de 50 à 80 %, moyen de 20 à 50 %.

Ces chiffres ne nous fournissent que des renseignements concernant les maisons d'habitation. A ce bilan il faudrait ajouter toutes les destructions d'usines dans la Rhur par exemple, de voies ferrées, les installations portuaires, aérodromes...

Il n'est pas une ville, un village, un hameau qui n'ait eu à souffrir de la guerre. Lorsque l'armistice fut signé, l'Allemagne était entièrement bouleversée, son industrie démantelée, son infrastructure détruite. Tout était à reconstruire. A titre d'illustration, la capacité de production d'énergie électrique était réduite de 50 %.

L'Allemagne a eu à supporter le poids des destructions stratégiques qui furent systématiques, renouvelées et généralisées à l'ensemble du territoire et celui des destructions plus intenses encore provoquées par des combats acharnés au cours desquels rien ne fut épargné.

On peut estimer que le potentiel économique de l'Allemagne était à la fin de la guerre à peine 20 ou 30 % de ce qu'il était en 1939.

D) *Les destructions en U.R.S.S. :*

1. *Au cours de la première guerre*

Il est impossible de faire la part des destructions imputables à la guerre de 1914 et celles résultant de la révolution de 1917. Les statistiques sont d'ailleurs inexistantes en la matière.

On peut toutefois admettre qu'elles furent généralisées et concernèrent essentiellement les bâtiments agricoles (30).

2. *Au cours de la seconde guerre*

Avant de buter sur Stalingrad (débaptisée depuis), l'offensive allemande de 1941-1942 porta un coup sévère à l'économie soviétique. D'après S.N. Pocopovicz (31), le nombre de destructions

(30) On peut citer comme conséquences à la fois économiques et politiques de la première guerre les pertes de territoire au profit de la Pologne et de la Finlande estimées par S. Khon et Mayendorf (*The cost of the war to Russia*, Yale University Press, 1932, p. 165) à 15,4 % du territoire.

(31) S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 310 et suivantes.

fut considérable. 31 850 entreprises industrielles, occupant plus de quatre millions d'ouvriers, furent entièrement détruites. L'outillage et le matériel de 1 300 usines furent évacués dans l'Oural et en Sibérie. Dans les seuls bassins du Donets et de Moscou, 1 135 puits de mine furent dévastés. La production annuelle de ces puits s'élevait à 104 700 000 tonnes de charbon ; ils occupaient presque 340 000 ouvriers. En 1945 la production de fonte s'élevait à peine à 9 millions de tonnes, elle était de 15 millions en 1940, soit une diminution de 40 %, cette diminution étant le fait des destructions allemandes. Après la libération des régions occupées par les Allemands, d'après N. Voznessenki (32), il ne restait que 13 % des entreprises industrielles, le nombre de locomotives avait diminué de 15 %, le nombre de wagons de 20 %.

Les destructions allemandes ne se limitèrent pas aux immeubles et matériels industriels. Pour parvenir jusqu'à Léningrad, les troupes ont brûlé 70 000 hameaux ou villages, se sont emparés ou ont abattu 7 millions de chevaux (33), 17 millions de bêtes à cornes, 27 millions de brebis et de chèvres et 20 millions de porcs. Le cheptel mort ne fut pas épargné. 50 % des tracteurs furent détruits ou rendus inutilisables, plus de 42 % des moissonneuses-batteuses furent détruites.

Alors qu'en 1940 la production des régions envahies représentait 33 % de la production totale, à l'expiration du quatrième plan quinquennal en 1950, malgré un très violent effort de reconstruction, elle ne représentait que 21 %. C'est dire l'importance des pertes enregistrées dans ces régions et le poids énorme dont elles ont pesé sur la croissance de l'économie soviétique. Cette importance est d'autant plus grande que ces régions, comme le sont les départements français du Nord et de l'Est, constituaient le cœur de l'activité industrielle russe. Le capital accumulé au cours des deux premiers plans quinquennaux l'avait été, en particulier, dans ces régions. Ce qui revient à dire que le pays se voyait amputé d'un matériel en bon état.

L'importance économique des régions envahies et l'intensité des destructions eurent pour conséquence d'accélérer le développement de régions jusqu'alors retardées, elles eurent des effets de localisation.

3. *Effets de localisation*

Afin de compenser la perte de capacité de production résultant de l'invasion de l'Ouest et de continuer à approvisionner la population et l'armée, le gouvernement soviétique accentua l'effort de production des autres régions. Comme le fait remarquer N. Voznessenki, « la guerre nationale modifia la distribution géo-

(32) N. Voznessenki, *L'économie de guerre de l'U. R. S. S.*, Librairie de Médicis, 1948, p. 40.

(33) S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 178.

graphique des forces productives de l'U.R.S.S. ». On assiste en quelque sorte à une migration vers l'Est. Cet effort fut tel, que l'importance de la production des régions de la Volga, de l'Oural, de la Sibérie occidentale, du Kazalchstan et de l'Asie centrale, augmenta de 2,9 fois dans l'ensemble de la production industrielle de l'U.R.S.S. Cet effet de localisation provoqué par les destructions de guerre a une importance particulière dans la mesure où il a accéléré le développement de certaines régions plus déshéritées dont la croissance aurait été différée. En effet, sauf circonstances très particulières, la reconstruction des régions dévastées est toujours réalisée, alors que le développement de régions pauvres et éloignées n'aurait peut-être jamais été entrepris sans la pression des nécessités.

Il peut paraître paradoxal de soutenir que la faible industrialisation de certaines régions envahies est un avantage, dans la mesure où après la guerre, l'effort de reconstitution reste limité. L'effort pour reconstruire une cité essentiellement agricole et complètement détruite est moins important que celui à faire pour rebâtir une agglomération de même dimension, elle aussi complètement détruite, mais principalement industrielle.

Conclusion de la Sous-section II

Le rôle joué par la distance perd progressivement de son importance. On peut théoriquement penser que dans un proche avenir il deviendra insignifiant.

I. — Il a pourtant tenu une place prépondérante au cours des deux guerres mondiales. Les Etats-Unis, en particulier, ont été à l'abri des destructions de combat comme des destructions stratégiques, alors que la France, l'Allemagne, l'U.R.S.S. et à un moindre degré la Grande-Bretagne, parce qu'elle n'avait pas été envahie, devaient faire face aux problèmes de la reconstruction, problèmes d'autant plus nombreux que les destructions avaient été plus générales.

II. — L'importance des destruction varie dans chaque pays en fonction de leur localisation, de la richesse des régions dévastées et de la qualité des biens détruits. C'est la raison pour laquelle l'invasion au cours de la seconde guerre des départements frontaliers français où les bâtiments avaient été reconstruits après 1918, a été particulièrement désastreuse.

III. — Les destructions ont pour effet d'accélérer le remplacement de certains biens dont l'utilisation aurait été prolongée bien après la fin de la guerre. Le remplacement anticipé entraîne un rajeunissement du capital national.

IV. — Lorsqu'un pays est envahi, les destructions qu'il aura à supporter seront d'autant moins importantes que ce pays est agricole et que l'invasion est rapide.

Conclusion de la Section II

I . — Les pertes en hommes et les destructions causées par la guerre ont des effets dépressifs.

L'importance de ces effets est différente pour les pertes en hommes et les destructions. La perte d'un homme est irrémédiable, l'homme n'est jamais remplacé, les biens sont toujours remplacés.

La période pendant laquelle se font sentir les effets dépressifs dus aux pertes en vies humaines dépend en particulier du dynamisme de la population, du taux d'accroissement naturel entre autres.

A terme, les effets dépressifs provoqués par les destructions sont moins importants, ils sont fonction de la nature des biens détruits (agricoles ou industriels) et de leur qualité (âge moyen et longévité).

II. — Les pertes en hommes et les destructions causées par la guerre sont essentiellement inégales selon les pays. Cette inégalité est d'autant plus importante qu'elle est cumulée. En effet, ce sont les pays qui ont subi les pertes les plus élevées, en valeur absolue et en valeur relative, qui ont aussi supporté les destructions les plus nombreuses et les plus intenses. C'est le cas de la France, de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne, alors que les Etats-Unis n'ont eu à déplorer ni pertes énormes ni destructions massives.

III. — La seconde guerre mondiale a joué le rôle d'un amplificateur, un amplificateur de destructions, un amplificateur d'inégalité.

Un amplificateur de destructions puisque les bâtiments nouvellement reconstruits après 1918 ont été à nouveau détruits au cours de la période 1939-1945, en France surtout. Le montant des pertes et des destructions fut globalement beaucoup plus important au cours de la seconde guerre mondiale.

La seconde guerre fut un amplificateur d'inégalité. En effet, les différences enregistrées dans la répartition des pertes et des destructions provoquées par la première guerre furent les mêmes au cours de la seconde. Les pays qui ont le plus souffert des hostilités de 1914-1918 furent ceux qui subirent à nouveau le plus de pertes et de destructions de 1939 à 1945. Les différences relatives furent accentuées au profit des Etats-Unis.

CONCLUSION DU CHAPITRE PREMIER

(I) Le concept de coût est trop ambigu, son contenu trop vague pour qu'il puisse être utilisé pour apprécier les effets de destruction entraînés par une guerre.

Les auteurs qui utilisent ce concept se proposent, le plus souvent implicitement, de montrer les effets désastreux entraînés par une guerre, ils privilégient la mesure au détriment de l'analyse,

ils ont la hantise du global, du chiffre macrascopique qui dispense de toute démonstration.

Les effets de destruction sont plus spécifiques et diversifiés que ne le laisse apparaître une évaluation monétaire.

Ils sont particuliers à la guerre et non à chaque guerre, sous toutes les latitudes et à toutes les époques, la mort et les dévastations sont le coût réel de la guerre. Les effets de destruction sont surtout spécifiques dans leurs conséquences.

Lorsque l'on prétend qu'une guerre a coûté x milliards d'unités monétaires, en incluant dans cette somme les dépenses occasionnées par ce conflit, il est impossible de qualifier les effets provoqués par ce coût sur l'économie, sont-ils totalement dépressifs ou temporairement expansifs.

Par contre, lorsque le coût d'une guerre est mesuré en milliers de morts et d'immeubles détruits, il n'est pas douteux que ce coût exprime une perte nette, que les effets entraînés sont essentiellement dépressifs pour l'économie.

(II) Il semble qu'il y ait une loi de la guerre selon laquelle existe une corrélation étroite entre pertes en hommes et destructions matérielles. Cette conclusion résulte de l'analyse des effets de destruction dans les pays anglo-saxons et dans les autres pays belligérants.

Au cours des deux guerres mondiales ce sont les pays qui ont eu le plus de pertes en hommes qui ont également supporté le plus de destructions et inversement. Ce phénomène permet de préciser l'importance des destructions stratégiques.

Il n'est pas illogique de penser qu'un pays non envahi ait à supporter le poids de destructions stratégiques massives sans pour autant déplorer la mort de nombreuses victimes. Cette proposition reste toute théorique et ne trouve aucune confirmation dans les faits. La mort et la destruction vont toujours de pair.

Ce phénomène est un facteur puissant d'inégalité. Les pays européens ont eu seuls à supporter les effets de destruction entraînés par les deux guerres mondiales. Ce fait explique, en grande partie, les changements intervenus dans la répartition de la puissance économique mondiale et l'apparition de l'hégémonie américaine au détriment de l'Europe.

CHAPITRE II

EFFET DE PRODUCTION

« Dans cette guerre, la production est tout. »
Lloyd George.

INTRODUCTION.

Une opinion couramment répandue veut que la production de guerre varie avec le volume des dépenses militaires. Cette proposition peut être admise en toute première et grossière approximation, encore est-il indispensable de préciser de quoi dépend le volume des dépenses militaires que l'on ne peut considérer comme arbitrairement fixé.

1. *Importance des besoins militaires*

Les besoins en matériel ont crû de façon exponentielle de la première à la seconde guerre mondiale et l'on considérait qu'ils étaient déjà fort importants en 1914.

Au cours de la guerre 1914-1918, à un homme en campagne correspondaient quelques dizaines de kilos de matériel ; en 1939, le rapport est de l'ordre du quintal, pour un seul soldat il faut plus de cent kilogrammes de matériel.

De plus, la guerre ne peut supporter les délais nécessaires aux réparations, les munitions sont consommées par premier usage et les armes modernes sont d'autant plus efficaces qu'elles sont mieux approvisionnées en munitions. L'équipement complet d'une armée nécessite des vêtements, des armes, des munitions et des moyens de transport.

Tous ces faits concordent à rendre particulièrement importants en termes absolus les besoins militaires ; la satisfaction de ces besoins peut être diluée dans le temps, ce qui diminuerait l'intensité de l'effort de production à accomplir.

2. *Degré de préparation*

Parce que la guerre est une calamité, parce que le raisonnement veut que lorsqu'il existe un stock d'armes et de munitions tout

porte à les utiliser, donc à declencher une guerre, parce qu'il est difficile à un gouvernement d'ériger en préférence collective la production d'armement, la plupart des pays belligérants sont entrés en guerre sans aucune préparation particulière hormis l'Allemagne nazie.

Il serait erroné de penser qu'il n'existait aucun stock d'armes et de munitions à la veille des deux guerres. L'importance de la dotation initiale en matériel de guerre reste fonction de l'opinion qu'ont les techniciens de chaque pays sur les besoins militaires et la durée d'une guerre éventuelle. Quoiqu'il en soit, tous les stocks préexistants étaient insuffisants et la satisfaction des besoins de guerre réclama un violent effort de production de la part des pays belligérants.

La production de matériel de guerre peut être obtenue de deux manières différentes, soit en faisant de l'armement en surface, soit en faisant de l'armement en profondeur (1).

a) *Armement en surface*

C'est le procédé qui consiste à fabriquer des armes et des munitions en utilisant un matériel de production initialement destiné à la fabrication d'autres objets. Ce fut en particulier le cas en Allemagne où certaines usines de conserves fabriquaient des douilles d'obus.

b) *Armement en profondeur*

C'est le procédé qui consiste à intensifier et accélérer la production des usines spécialisées dans la fabrication de matériel de guerre. Ce procédé implique soit l'existence préalable des usines spécialisées, soit la possibilité de supporter le délai nécessaire à la création ou à l'extension de ces usines. Ce procédé fut plus particulièrement utilisé par les Etats-Unis qui profitèrent, au cours des deux guerres, du répit que leur laissait leur neutralité provisoire pour augmenter leur capacité de production de matériel de guerre.

Loin d'être exclusifs, ces deux procédés sont au contraire complémentaires. Il en est ainsi par exemple dans le cas de la fabrication des radars ou de l'équipement électrique des avions et des navires.

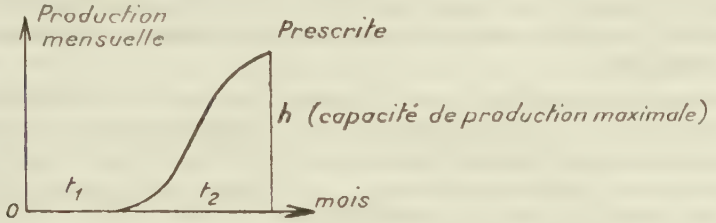
Quel que soit le procédé adopté, quel que soit le montant toujours insuffisant des stocks constitués, la question qui ne cesse de préoccuper les autorités au moment de la déclaration de guerre est de savoir au bout de combien de temps la production totale de matériel de guerre sera suffisante pour couvrir les besoins de guerre.

(1) Cf. sur ce point A. Piatier, Conférences à l'Ecole Supérieure de Guerre.

3. *Délai de production*

On estime souvent que le montant des stocks doit être suffisant pour que le pays en guerre puisse attendre le démarrage de la production de matériel de guerre. Ce délai est évalué à trois ou six mois (2).

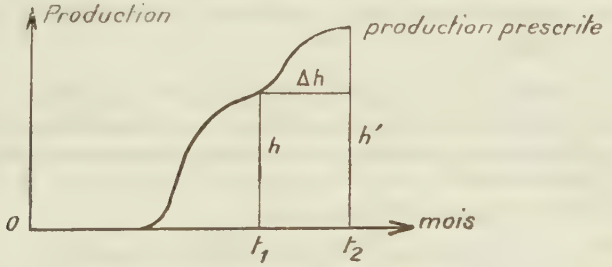
Il est possible de représenter schématiquement ce délai de la façon suivante (3) :



0 : déclaration de guerre ;
t_1 : délai de mise en route (conversion, mesures administratives, commandes...) ;
t_2 : période de production. Ce délai est essentiellement technique, il mesure la période de temps moyenne séparant l'entrée des inputs et la sortie des outputs.

La production considérée concerne le matériel de guerre, quant à la production prescrite c'est celle couvrant les besoins militaires.

Ce graphique ne prend en considération que les délais nécessaires en fonction d'une capacité de production donnée. Il peut se faire que cette capacité soit insuffisante pour obtenir la production prescrite, les délais seront alors allongés, le temps de mettre en marche de nouvelles usines ou de réaliser de nouveaux investissements en matériel, en un mot d'augmenter la capacité de production et de l'utiliser.



h : représente la capacité de production initiale ;
h' : représente la capacité de production finale ;
Δh : mesure l'accroissement de capacité ;
$0t_1$: représente le délai de mise en œuvre du matériel initial ;
$t_1\ t_2$: est le délai nécessaire à la réalisation des investissements complémentaires et à leur exploitation.

(2) A. Piatier, documents.
(3) *Ibid.*

Les délais seront d'autant plus longs que la capacité de production initiale est insuffisante.

4. *Prévision et diffusion des effets*

La matrice de Léontief peut être utilisée à des fins prévisionnelles. Elle permet en particulier de calculer les effets d'une variation de la demande finale sur les différents secteurs de l'économie (augmentation de la demande d'automobiles ou de stylos-bille), et d'évaluer les effets entraînés par la transformation d'un secteur de production.

Faisons l'hypothèse selon laquelle le secteur de production de matériel de guerre est assimilable à une entreprise multiproductrice. Il est loisible aux autorités concernées de calculer leurs besoins en main-d'œuvre, matières premières... nécessaires à la réalisation d'un programme de construction déterminé.

Une telle prévision faite en termes globaux ne satisfait qu'à moitié l'économiste qui se pose la question de savoir quels sont les secteurs qui sont concernés par un tel effort de production, en un mot quels sont les effets de diffusion de la production de guerre.

Cette analyse serait possible à partir d'une matrice de type Léontief à la condition de connaître exactement quels sont les secteurs qui produisent le matériel de guerre, ce que nous ignorons jusqu'à maintenant.

Lorsque sont déterminés ces secteurs dont les transformations sont autonomes et que, pour cette raison, on peut appeler moteurs, il reste à déterminer quels sont les secteurs mûs et les secteurs indifférents et par conséquent quels sont les effets pour l'industrie dans son ensemble (4).

Les conclusions qui peuvent être tirées de cette analyse ont-elles vocation de généralité ou bien sont-elles particulières à chaque guerre et à chaque pays ?

Pour répondre à cette série de questions : quelle est l'importance de la production de guerre, quels sont ses effets globaux sur l'industrie dans son ensemble et sur les divers secteurs de production de l'économie, et en nous efforçant d'apprécier la généralité des conclusions, nous étudierons :

Section I : La production de matériel de guerre

Section II : La production industrielle globale

Section III : La production industrielle sectorielle.

---

(4) Par secteurs mûs, nous entendons ceux qui sont en relation directe avec les secteurs moteurs et subissent immédiatement le contre-coup de leurs transformations. Par secteurs indifférents, nous entendons ceux qui n'ont aucun rapport avec les secteurs moteurs sinon par l'intermédiaire d'autres secteurs ; c'est une relation au second degré, et la répercussion des effets initiaux sur les secteurs indifférents reste aléatoire.

SECTION I. — LA PRODUCTION DE MATERIEL DE GUERRE

Napoléon employait encore, dit-on, des canons du modèle de ceux utilisés par Gribeauval. Si du premier inspecteur de l'artillerie (1776) au premier empereur, les « progrès » ont été insignifiants, il n'en fut pas de même de la première à la seconde guerre mondiale et ce dans tous les domaines.

Les destructions stratégiques furent beaucoup plus importantes au cours de la seconde guerre mondiale qu'elles n'avaient été de 1914 à 1918. Cette intensification traduit en partie l'apesantissement du matériel de guerre. Les armes de mort ont été perfectionnées et multipliées, les armes de destruction sont apparues massivement sur tous les champs de bataille et dans les cieux de tous les pays belligérants.

Au fur et à mesure que le matériel de guerre se perfectionna et et devint plus lourd, l'infanterie perdit de son importance au profit des autres armes, la cavalerie, l'artillerie, l'aviation et la marine. C'est dire que les armes collectives prirent le pas sur les armes individuelles, l'armement lourd sur l'armement léger.

Ceux qui cherchent des explications extra-militaires à la victoire alliée au cours des deux guerres, à la résistance prolongée des Allemands à partir de 1943, les trouveront peut-être dans la production de matériel léger et lourd des différents pays belligérants et dans la manière dont cette production a été obtenue.

Sous-section I : La production d'armement léger

Par armement léger, nous entendons toutes les armes individuelles et certaines armes collectives comme les F.M., mitrailleuses, mortiers et obusiers de petit calibre, et les munitions nécessaires à toutes les armes. Cette distinction se justifie par le fait que le matériel de production utilisé est relativement peu important.

La production d'armement léger des pays belligérants ne dépend pas uniquement de leur participation militaire plus ou moins intensive, elle reste aussi fonction de leur capacité de production. Pourtant quels que soient les écarts en volume, cette production connut un essor remarquable chez tous les pays belligérants.

§ 1 : La production en France

Nous consacrerons cette analyse à la production française pour la première guerre mondiale ; en effet nous manquons de renseignements en ce qui concerne la seconde ; de plus la guerre de 1939 fut tellement brève quant à notre participation militaire officielle que la production d'armement ne connut qu'une très brève période d'essor.

1. *En ce qui concerne la production d'armes,* nous avons une idée de l'effort qui a été accompli à travers les effectifs des arsenaux d'Etat.

Au 1er août 1914, les arsenaux d'Etat occupaient dans l'artillerie 16 500 ouvriers ; en 1920 leur nombre s'élevait à 120 000, soit une augmentation de 725 % environ (5). Cet effort fut tel que le nombre d'obus de 75 mm fabriqués dans les ateliers d'Etat augmenta de façon vertigineuse (6) :

Indice de la production d'obus de 75 mm (1914 = 100)

1914	1915	1916
100	2 900	48 100

2. *La production de poudre nécessaire* à la fabrication des munitions et des explosifs connut la même évolution et nécessita une violente augmentation de la main-d'œuvre. En 1914 les poudreries nationales occupaient 78 000 ouvriers. L'effectif passa en l'espace de trois ans à 125 000, soit un accroissement de 1 500 % environ (7).

Ces indices laissent penser que la production d'armement léger a été particulièrement intense en France au cours de la première guerre mondiale.

§ 2 : La production en Grande-Bretagne

Bien qu'ayant moins d'hommes mobilisés que la France, la Grande-Bretagne fit un très violent effort de production d'armement léger au cours des deux guerres.

A) *La production d'armes :*

La production d'armes individuelles et collectives a atteint des chiffres très importants au cours des deux guerres :

	1re guerre août 1914-nov. 1918	2e guerre sept. 1939-fin 1943
Fusils	3 954 000	1 855 000
Canons de 4,5 inches et plus	10 913	2 176
de moins de 4,5 inches	10 058	106 423
Canons de 0,303	240 506	849 923
Canons de 20 mm	—	117 788
Carabines	—	3 017 000
Obus complets	162 000 000	170 000 000

Source : W. Hornby, *Factories and plant.*, H.M.S.O., Londres, 1958, p. 28.

(5) Cf. sur ce point, C. Gaujoux, *L'effort de l'industrie française pendant la guerre*, p. 135 et suivantes.
(6) *Ibid.*
(7) *Ibid.*

Au cours de la seconde guerre mondiale, le nombre de fusils fabriqués est inférieur à celui de la première, par contre le nombre de carabines est nettement supérieur. Ce changement traduit la modernisation de l'armement de 1914 à 1939.

Le nombre d'armes collectives, essentiellement des canons, a augmenté dans des proportions vertigineuses. Cette augmentation serait plus importante encore si les chiffres concernant la seconde guerre mondiale ne s'arrêtaient pas à fin 1943.

Tout laisse penser qu'à cette production accrue d'armes correspond une production accrue de munitions et d'explosifs.

B) *La production de munitions* (8).

La production totale d'explosifs et de poudre (propellants : propulseur) a été la suivante pour les deux guerres :

	1re guerre août 1914-nov. 1918	2e guerre sept. 1939-fin 1943
Explosifs (tonnes)	560 187	569 000
Propellants (tonnes)	223 389	285 751
Bombes d'avions (tonnes) ..		940 000

Source : W. Hornby, *op. cit.*, p. 28.

Il faut remarquer que si la production a été, en termes absolus, plus importante de 1939 à 1943 qu'elle ne le fut de 1914 à 1918 (noter la production de bombes qui n'ont pas été fabriquées au cours de la première guerre), il semble que la Grande-Bretagne ait fait un effort plus intense de 1914 à 1918 que celui qu'elle fit de 1939 à 1943.

Deux raisons expliquent ce phénomène. En 1914 la production d'explosifs était très faible (16 923 tonnes) alors qu'en 1939 elle était déjà élevée. De plus, les Etats-Unis observèrent une plus longue période de neutralité, jusqu'en 1917, ce qui contraignit la Grande-Bretagne à faire face seule à ses besoins, alors que dès 1941 l'aide américaine soulagea fortement la production britannique.

La production commence à décroître un an ou deux avant la fin de la guerre. Ce fait semble curieux puisque c'est à cette époque justement que ce sont déclenchées les grandes offensives dont devait résulter la victoire. On ne peut l'expliquer qu'en admettant l'importance de l'aide américaine, peut-être la constitution de quelques stocks en vue des offensives décisives et une certaine prémonition ou une grande imprévoyance de la part des autorités responsables de l'organisation de la production.

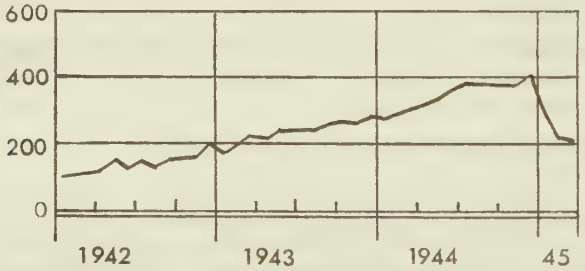
(8) Voir tableau 1 en annexe.

§ 3 : La production en Allemagne (9)

Alors qu'en 1939 les armées alliées étaient en train de s'équiper, les Allemands avaient déjà doté leurs troupes de l'armement nécessaire. De plus, beaucoup de généraux et de responsables nazis étaient ou s'étaient convaincus que la guerre serait courte. Pour ces raisons et parce qu'il existait des stocks importants, la production de matériel léger commença à augmenter avec un certain retard par rapport à celle des alliés. Il serait erroné de penser que l'Allemagne s'est bornée à produire pour compenser les pertes en armes et alimenter les armées en munitions. Les responsables allemands ont toujours eu le souci de constituer ou d'accroître les stocks existants.

A) *La production d'armes :*

La production d'armes représente 7 à 10 % (10) de la production de guerre totale. Son évolution fut la suivante au cours de la guerre (11) :



La production n'a cessé de croître jusqu'au début de 1945, époque à partir de laquelle la chute est brutale. Il faut toutefois remarquer qu'à la fin du premier trimestre 1945, la production d'armes était encore à un niveau supérieur à celui de 1941 et était le double de celui de 1940.

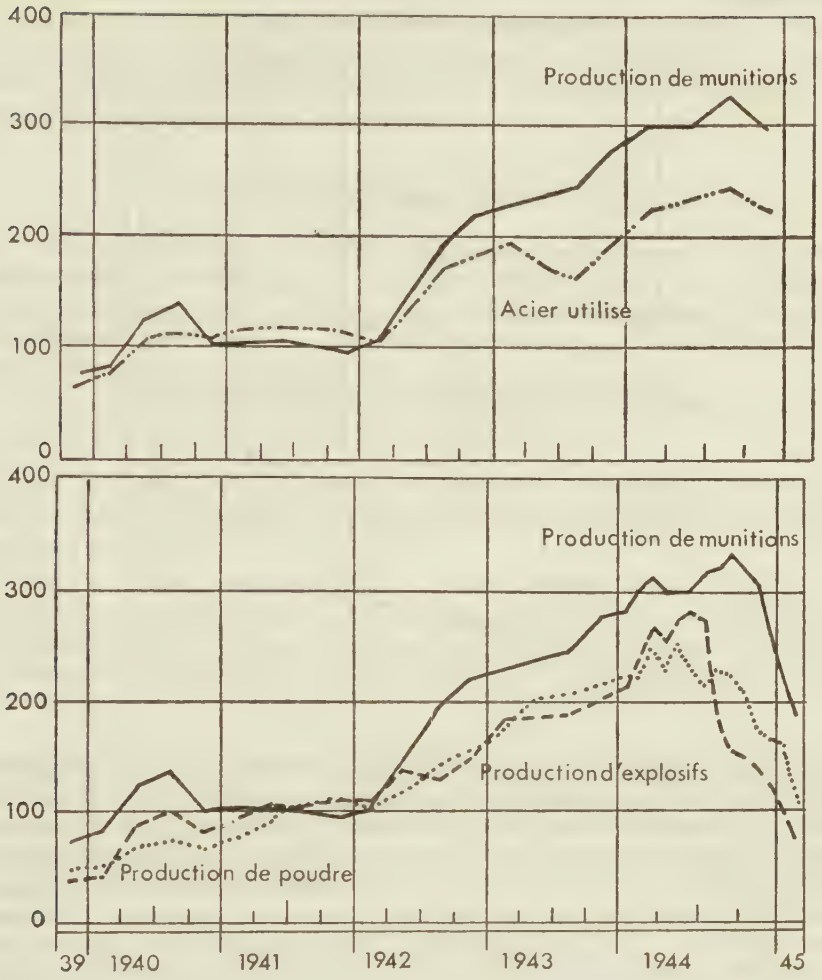
B) *La production de munitions :*

La production de munitions représente environ 27 % de la production de guerre totale (12). Bien qu'ayant au préalable constitué des stocks, l'Allemagne fut contrainte d'accélérer sa production de munitions et ce dans des proportions énormes comme font apparaître les graphiques suivants (13) :

---

(9) Nous ne possédons pas de renseignements pour la première guerre.
(10) Documents A. Piatier.
(11) Voir également tableau 2 en annexe.
(12) Documents A. Piatier.
(13) Voir également tableau 3 en annexe.

Janv-fév. 1942 = 100.

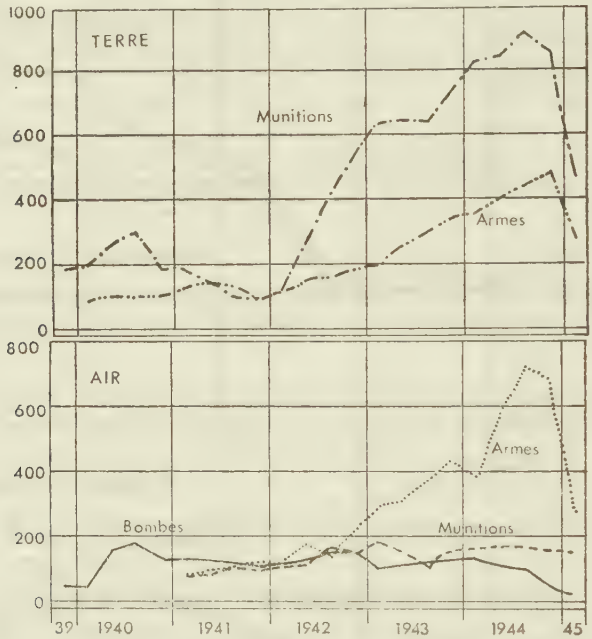


Nous constatons que l'effort de production allemand commence après 1941, deux raisons viennent expliquer ce phénomène. Jusqu'à cette époque, les Allemands ont utilisé les stocks préexistants sans trop se soucier de leur renouvellement, convaincus qu'ils étaient de la brièveté de la guerre. A la fin de 1941, les stratèges allemands commencèrent à admetre que la guerre durerait plus longtemps qu'ils ne l'avaient affirmé. A cette première raison vient s'en ajouter une seconde tenant à l'offensive allemande en Russie, qui nécessita de grandes quantités de munitions.

C) *Co-variation de la production d'armes et de munitions :*

Production d'armes et de munitions dans l'armée de terre et l'aviation :

Janv-fév. 1942 = 100 (14).



L'accroissement de la production de munitions pour l'armée de terre traduit l'intensification des combats terrestres. Ceci est confirmé par l'augmentation de la production d'armes pour la même période. Nous ne sommes pas éloignés de penser que cette production accrue d'armes exprime les pertes en hommes subies par l'Allemagne. Un soldat tué au combat l'est avec son arme qui n'est pas récupérée et ne peut être utilisée à nouveau. Les chefs nazis n'ont pas hésité à mobiliser de très jeunes hommes (16-17 ans) et d'autres plus âgés (45-50 ans) afin de compenser les pertes qu'ils enregistraient sur les différents champs de bataille. Ces nouveaux soldats devaient être armés, d'où la production accélérée d'armes.

La production d'armes destinée à l'aviation augmenta très rapidement à partir de 1942, ceci s'explique non seulement par les pertes supportées par les Allemands mais aussi par le fait qu'ils avaient perdu la suprématie aérienne. Contraints à la défensive aérienne, les Allemands utilisèrent et fabriquèrent surtout des chasseurs dont l'armement est très important.

(14) Voir également tableau 4 en annexe.

Ceci est confirmé par la diminution de la production de bombes qu'il est difficile d'employer sans avoir la suprématie aérienne.

Les variations de la production d'armes et de munitions dans son intensité et sa composition traduisent les fluctuations des combats. La défaite allemande apparaissait déjà en 1943 à travers la production d'armes et de munitions.

§ 4 : La production aux Etats-Unis

Si les Etats-Unis devaient équiper un nombre relativement peu important de soldats, ils devaient par contre produire assez d'armes et de munitions pour pouvoir venir en aide à leurs alliés. Ils tinrent ce rôle de fournisseur au cours des deux guerres, mais plus principalement au cours de la seconde.

Manquant de renseignements concernant la production d'armes, nous limiterons notre analyse aux munitions.

1. *Au cours de la première guerre,* la production de cuivre utilisé dans la fabrication des obus, des étuis et des balles augmenta de plus de 50 %.

La production de produits chimiques nécessaires à la fabrication des munitions augmenta dans des proportions considérables. La production de nitrate de soude entrant dans la composition de certains explosifs était de 625 000 tonnes en 1914 ; elle atteignait 1 218 423 tonnes en 1916, soit un accroissement de 93 %.

Ces chiffres permettent de penser que les Etats-Unis ont accompli un effort intense de production, cet effort fut de brève durée puisque les U.S.A. n'entrèrent en guerre qu'en avril 1917 et que leur neutralité leur interdisait de venir en aide à la France et à la Grande-Bretagne qui supportaient seules tout le poids de la guerre. Il en fut autrement de 1941 à 1945.

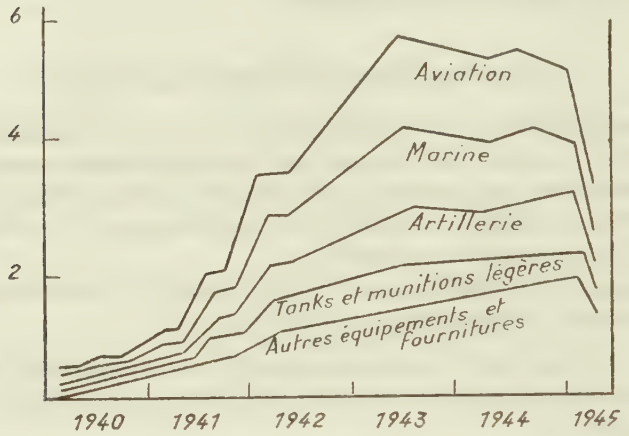
2. *La seconde guerre mondiale*

Lorsque les Etats-Unis rentrèrent en guerre pour la seconde fois, il n'existait pratiquement aucune usine fabriquant des munitions sur leur territoire. Les stocks s'élevaient à 500 millions de livres de poudre fraîche, dont 50 millions dataient d'ailleurs de la première guerre. On comprend dès lors, qu'étant plus engagés qu'en 1914 et n'ayant aucun stock, les Etats-Unis eurent à fournir un très violent effort de production. Dès 1940, 500 millions de dollars (15) étaient mensuellement consacrés à la fabrication de munitions. En 1941 les Etats-Unis fournissaient déjà 12 % de la production mondiale de munition ; en 1943 la proportion s'élevait à 40 %. On estime que

(15) W. Wright, *Economic history of the U. S. A.*, p. 805 et suivantes.

pour toute la guerre les Etats-Unis ont produit presque 50 % de toutes les munitions utilisées par les alliés.

3. *Evolution et répartition de la production de munitions*
(Billions de dollars constants)



La production maximale est atteinte à la fin du dernier trimestre 1943, elle se maintient à un niveau très élevé jusqu'au second trimestre 1945, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la guerre.

La hausse de la production est la même pour toutes les catégories de munitions jusqu'à la fin de 1942. A partir de cette date ce sont les munitions destinées à l'aviation et à la marine qui sont produites en plus grande quantité. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ayant conquis la suprématie aérienne, multiplièrent et intensifièrent les raids aériens sur les territoires allemands ou occupés par les nazis.

Le débarquement du 6 juin 1944 ne semble pas avoir entraîné une hausse particulière de la production de munitions. Bien au contraire, la production décroît depuis le début de 1944. Rien n'interdit de penser que l'augmentation rapide de la production de 1942 à la fin 1943 a permis de constituer des stocks assez importants pour couvrir les gigantesques besoins en munitions entraînés par le débarquement et l'invasion de l'Allemagne.

Evaluant en termes monétaires la production de munitions, l'auteur est amené à adopter une conception relativement extensive du terme ; il nous semble plus exact de parler de fournitures militaires puisque le ravitaillement en produits alimentaires et en essence est pris en considération. Il est possible malgré tout d'étudier la répartition des fournitures militaires entre les différentes catégories de produits et munitions.

En moyenne les fournitures totales se répartissent comme suit :

Fournitures logistiques	26,2 %
Munitions	73,8 %
dont aviation	23,9 %
marine	21,9 %
artillerie	5,8 %
cavalerie	11,6 %
infanterie	10,6 %

Source : D'après les chiffres de W. Wrigth, *op. cit.* p. 806.

Ce tableau souligne l'importance de l'aviation et de la marine qui ont en moyenne consommé 45 % de la production totale, alors que l'infanterie et l'artillerie ne représentent que 16,4 % du total. Ces pourcentages traduisent le degré de mécanisation de l'armée américaine.

Nous avons une idée du pourcentage que représentent les dépenses logistiques par rapport aux dépenses totales consacrées aux fournitures militaires (hormis l'armement lourd) ; un peu plus d'un quart de ces sommes est consacré au ravitaillement des armées en vivres et en essence.

Tous les pays belligérants ont consenti un effort marqué pour produire les armes et munitions indispensables à l'équipement individuel et à la poursuite des hostilités. Malgré les progrès et les améliorations réalisés en ce domaine, l'armement léger mérite le qualificatif de traditionnel. En effet la fabrication d'une carabine 7,62 mm ou d'un F.M. 24/29 ne réclame pas une technique et un équipement foncièrement différents de ceux nécessaires à la fabrication d'un Lebel ou d'un Springfield. De ce fait, malgré le concert « des voix de l'immobilisme et de la démagogie » selon l'expression du Général de Gaulle, on est en droit de penser que les autorités des pays belligérants, même les moins prévoyants, avaient constitué quelques stocks de cet armement traditionnel et que par conséquent les besoins furent moins immédiats. On est tout aussi en droit de penser que, les mêmes voix se faisant entendre, les stocks en armement lourd étaient pour ainsi dire inexistants, pas d'artillerie lourde avant 1914, pas d'aviation et de cavalerie avant 1939.

La production d'armement lourd réclamant un équipement et des techniques très particulières ne devait être entreprise que sous la pression des nécessités impérieuses de l'heure.

Sous-section II : La production d'armement lourd

Au lendemain de la première guerre mondiale une nouvelle stratégie prit naissance. Les Allemands étaient, à la veille de la seconde guerre mondiale, convaincus que la défensive et l'attente

constituaient une stratégie désuète. Les Français comme les Anglais et les Américains partageaient le sentiment réconfortant pour eux, qu'un tel style de combat était simplement en hibernation et que l'on aurait qu'à fourbir à nouveau canons de 75 mm et fusils au cas où un nouveau conflit éclaterait. La matérialisation de ce sentiment trouva son expression dans la ligne Maginot. L'Allemagne, par contre, se préparait à faire une telle guerre. Le grand stratège allemand qu'était le Général Von Metzech, écrivait : « Le grand cardinal de la guerre moderne est la plus grande mobilité sur terre et en l'air. »

En 1914 l'arme nouvelle fut le tank anglais utilisé en masse à Sedan le 20 mai 1917. Les véhicules à combustion interne créaient une stratégie nouvelle : la guerre des tanks. Un bataillon de tanks légers avec 506 hommes avait 134 fois la puissance de feu d'un régiment d'infanterie fort de 2 985 hommes. La position de l'Allemagne était à cet égard décisive. Les stratèges allemands avaient décidé de l'usage concentré de l'arme blindée, en ayant l'intelligence non pas d'adopter la vitesse des tanks aux lenteurs de l'infanterie, mais au contraire, de réclamer de celle-ci l'effort d'adaptation nécessaire ; ce qui les conduisirent à préconiser très tôt la motorisation de cette arme traditionnellement pédestre.

Cet état de fait comme cet état d'esprit ont rendu très déséquilibré le rapport des forces en présence au moment de la déclaration de guerre et ont imposé aux alliés un très violent effort de production pour équiper en armement lourd leurs armées de terre, de l'air et leur marine.

§ 1 : Les forces en présence

A) *Du côté allemand :*

Dès 1936 la production d'armement lourd fut intensifiée en Allemagne ; c'était à la fois un moyen efficace de résorber le chômage et de préparer vigoureusement la conquête d'un espace qu'Hitler appelait vital et qui s'averra être particulièrement meurtrier.

En 1938 un rapport du Ministre de l'armement (16) fait état de l'existence de 10 500 tanks. Selon ce rapport vingt divisions d'infanterie sont entièrement motorisées, 135 000 camions militaires sont déjà prêts à se lancer sur les routes de l'Europe, 40 000 automobiles et 60 000 motocyclettes sont stockées dans les hangars militaires.

Cette préparation intensive ne fut pas seulement limitée à l'armée de terre (17). En 1940, 31 000 pilotes certifiés pouvaient utiliser 2 280 terrains d'atterrissage. L'aviation allemande disposait de 9 000 avions militaires construits en 1939, plus ceux stockés auparavant et dont nous ignorons le montant.

(16) Documents A. Piatier.
(17) *Ibid.*

L'Allemagne était prête à entrer en guerre, les Alliés ne l'étaient pas.

B) *Du côté allié :*

A ce potentiel militaire impressionnant, les alliés n'avaient à opposer, aussi bien en 1914 qu'en 1939, que l'improvisation et la certitude que donne le bon droit. Sur le moment ce n'était pas suffisant. En 1940 l'armée américaine disposait d'environ 500 tanks et de 5 000 avions militaires. La France quant à elle possédait à la même époque 2 285 avions de combat de ligne, y compris ceux de l'aéronavale, c'est-à-dire qu'elle aurait eu du mal à faire atterrir un avion sur chacun des terrains d'atterrissage allemands.

Ce potentiel initial dérisoire devait amener les alliés à fournir un effort de production extraordinaire.

On a une idée de cet effort en considérant les besoins en matériels à partir des estimations établies au cours de 1940 pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (18) :

avions	50 000	chars de combat	9 200
moteurs d'avions ..	130 000	bâtiments de guerre ...	308
canons lourds	17 000		

Ces estimations élaborées à une époque où les Etats-Unis n'étaient pas encore en guerre devaient très rapidement apparaître totalement insuffisantes. Le Président Roosevelt estimait, sur rapport du Ministre de la Guerre, les besoins des Etats-Unis pour 1942 à 60 000 avions et à 45 000 tanks, pour 1943 les besoins étaient évalués à 75 000 tanks, 125 000 avions (19) et à 20 000 canons antiaériens.

L'énormité de ces chiffres pose la question de savoir dans quelle mesure les pays belligérants ont pu faire face à de tels besoins.

§ 2 : La cavalerie

Si l'apparition des tanks anglais marqua à Sedan en 1917 le tournant de la guerre, la production de véhicules blindés fut relativement limitée au cours de la première guerre. Le Grande-Bretagne détient le record de la production avec 2 619 tanks (20). Il ne nous semble donc pas que cette production ait eu une profonde influence sur l'économie britannique.

Au cours de la seconde guerre mondiale, la production de tanks et autres engins blindés fut essentiellement le fait des Anglo-saxons

(18) Revue *Defense*, National Defense advisory commission, numéro du 20-12-1940.
(19) D. M. Nelson, *Arsenal of democracy*, 1re édit., p. 41.
(20) D'après Hornby, *op. cit.*, p. 28.

et des Allemands ; la France n'a pas disposé des délais suffisants à la production de tanks en quantités importantes.

A) *La production des Anglo-saxons :*

1. *En Grande-Bretagne*

Au début de 1941, Lors Beaverbrook, alors Ministre de la guerre, avait annoncé la sortie de 30 000 chars d'ici la fin de 1943 ; au mois de mai de la même année, le « war concil » avait prévu la sortie de 14 000 tanks dans les dix-huit mois. Ces prévisions avaient un caractère d'optimisme que les faits démentirent rapidement.

La production britannique de chars s'élève à 22 641 engins de juin 1939 à fin 1943, soit une production mensuelle moyenne de plus de 420 unités.

2. *Aux Etats-Unis*

Les prévisions américaines en ce domaine sont plus précises. La production totale de chars est estimée à 85 000 unités (21) pour la période allant du 1er juillet 1940 à novembre 1943, soit une production mensuelle moyenne de plus de 2 000 engins. Sur cette base, on peut admettre que la production totale de chars est de l'ordre de 110 000 pour toute la guerre. Le fait que les Etats-Unis ne possédaient que 500 tanks au moment de la déclaration de guerre souligne l'intensité de l'effort accompli.

B) *La production allemande :*

De 1939 à avril 1945 la production allemande de « panzer » s'élève à 46 857 unités représentant 650 000 tonnes (22).

L'existence des stocks relativement importants existant à la déclaration de guerre, a stabilisé la production au niveau de 1939 jusqu'en 1941. Dès 1942 la conjonction de deux faits va entraîner une augmentation accélérée de la production.

En premier lieu, l'épuisement progressif des stocks constitués avant l'ouverture des hostilités fut accentué par la campagne de Russie. En deuxième lieu, l'arrivée au poste de ministre de la production de Speer, convaincu que la guerre serait longue, donna une impulsion nouvelle aux fabrications de « panzer ». Cette production ne cessa de croître jusqu'en janvier 1945 ; au mois de mars de la même année, elle était à un niveau encore supérieur à celui du mois de janvier 1943 (23).

---

(21) D'après Hornby, *op. cit.*, p. 48.

(22) *U.S. strategic bombing survey*, tables 104-105, pp. 278-280.

(23) Cette expansion de la production de chars de 1943 à 1945 conduit à poser la question de savoir quelle a été l'efficacité des bombardements alliés sur l'Allemagne, car, la remarque faite à propos de la production de blindés est valable pour l'ensemble de la production de guerre allemande qui jusqu'aux derniers mois ne cessa d'augmenter.

L'évolution de la production de « panzer » fut la suivante de 1941 à 1945 :

Pour les trois pays belligérants, la production de chars a été considérable, presque 200 000 tanks ont été fabriqués de 1939 à 1945. L'effort de production a été plus particulièrement intense aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne dont la préparation avait été négligée.

§ 3 : L'aviation

L'aviation eut ses premiers héros au cours de la guerre de 1914, ce n'est pourtant pas au cours de ce conflit qu'elle prit toute son importance économique. De 1914 à 1918 la Grande-Bretagne a produit 52 027 avions de combat. En ce qui concerne les productions française et américaine lors de la guerre, nous ne possédons pas de renseignements à ce sujet. On peut toutefois considérer que même en essor, ce secteur n'avait pas à cette époque une importance telle qu'il mobilisa une grande partie du potentiel économique de ces pays. En effet, les appareils à l'époque étaient des monoplaces du type monoplan ou biplan pesant au plus quelques centaines de kilogrammes et principalement constitués de toile et de bois, les seuls éléments métalliques étant le plus souvent ceux appartenant au moteur. Ils n'avaient en tous cas aucune dimension commune avec les avions de chasse ou les super-forteresses de plusieurs tonnes qui devaient sillonner les cieux des divers pays belligérants au cours de la guerre 1939-1945.

Seuls les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont construit des avions militaires en nombre important de 1939 à 1945.

A) *La production anglo-saxonne :*

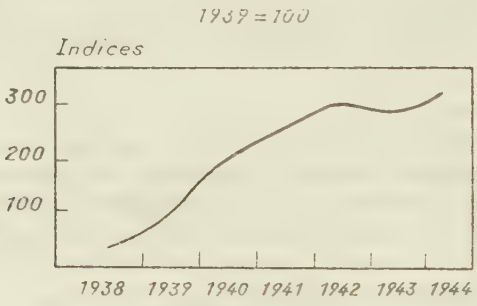
1. *Aux Etats-Unis*

Les auteurs s'accordent à penser que 300 000 appareils ont été fabriqués par les Etats-Unis de 1940 à 1945 (24). Cette production totale et gigantesque ne fut pas intégralement utilisée par l'aviation américaine. 34 500 appareils furent livrés aux Alliés des Etats-Unis dont 9 500 à la Grande-Bretagne.

En 1939 (25), 5 865 avions avaient été construits ; en 1944 la production aéronautique s'élève à 96 369 appareils, ce qui représente une augmentation de 1 530 % environ.

2. *En Grande-Bretagne*

La production aéronautique connut un essor particulier. La production totale de 1939 à 1944 s'élève à plus de 115 000 appareils. L'évolution de la production en indices a été la suivante (26) :



La baisse de production enregistrée en 1943 est due à des mesures de dispersion des usines en vue de limiter les dommages provoqués par les raids allemands.

La production annuelle a augmenté de plus de 230 % de 1939 à 1944, ce qui, pour la Grande-Bretagne privée de matériel et de matières premières, représente un très violent effort.

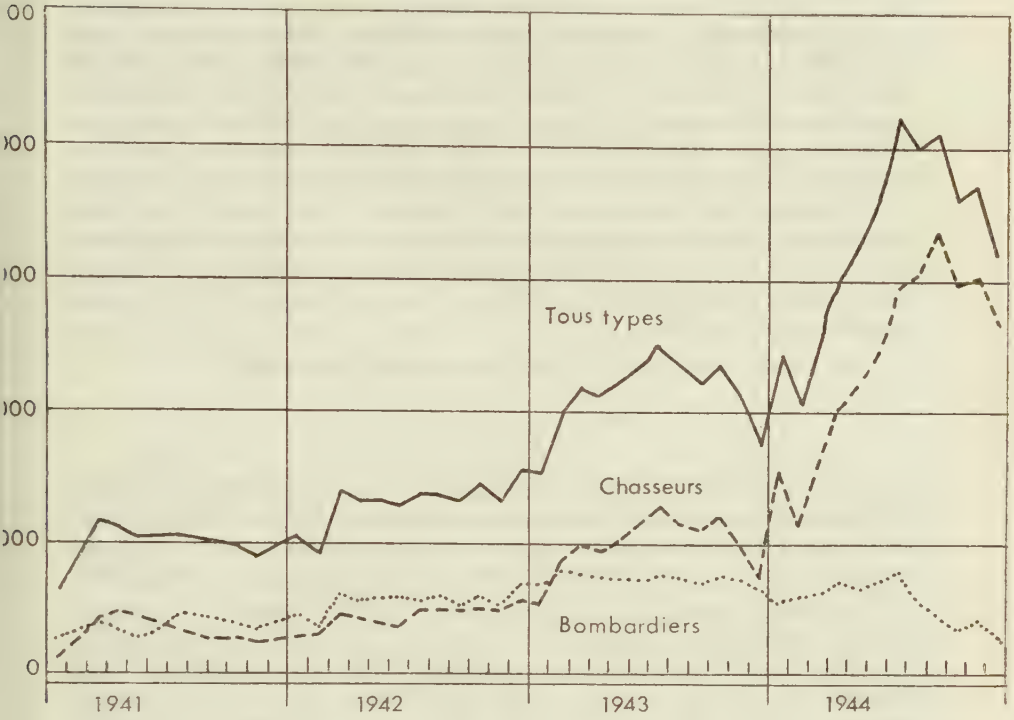
B) *La production allemande :*

En 1939 l'Allemagne était prête à mener la guerre selon la stratégie établie par les deux grands généraux nazis et qui consistait à combiner la cavalerie et l'aviation, les deux armes s'appuyant et se soutenant réciproquement. De plus, l'aviation devait aller détruire les centres vitaux des pays adverses.

(24) Cf. sur ce point W. Wright, *op, cit.*, p. 807.
(25) D. M. Nelson, *Arsenal of democracy*, p. 250.
(26) Voir également tableau 5 en annexe.

L'industrie aéronautique allemande avait donc entrepris son effort de production avant la déclaration de guerre. L'évolution de cette production fut la suivante (27) :

Production aéronautique allemande



Le graphique précédent appelle quelques remarques.

En premier lieu, la production resta relativement stable jusqu'à la fin de 1942, date à partir de laquelle elle augmenta très rapidement. Cette stabilité initiale est due à l'existence de stocks, mais surtout à la suprématie aérienne temporaire des Allemands.

En second lieu, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette hausse de la production à partir de 1943 est l'indice de la défaite prochaine des Allemands, car elle est dans sa composition l'expression de la défensive. Jusqu'en 1943 la production de bombardiers avait été supérieure à celle des avions de combat, cela signifiait que les Allemands installés sur des positions déterminées se préparaient à partir de ces bases, à aller bombarder le territoire de leurs adversaires. Cette initiative exprimait une supériorité passagère. Mais dès l'instant où les troupes allemandes furent contraintes à la défensive,

(27) Voir également tableau 6 en annexe.

il fut nécessaire d'accélérer la production d'avions de combat, complètement indispensable des chars et nécessaires pour entraver les raids alliés sur le territoire allemand.

***

La production allemande totale de 1939 à 1944 s'élevant à plus de 110 000 appareils, on peut estimer que de 1939 à 1945, 525 000 appareils militaires ont été construits aux Etats-Unis, en Allemagne et en Grande-Bretagne. En nous fondant sur les chiffres fournis par l'U.S. Strategic Bombing survey (28), on peut admettre, bien que l'approximation soit grossière, qu'un chasseur pèse environ 4 tonnes et un bombardier un peu plus de 20 tonnes en moyenne. Nous ignorons la répartition exacte de la production entre chasseurs et bombardiers, quoiqu'il en soit ces chiffres donnent une idée de l'importance que la production aéronautique a pu avoir dans les trois pays considérés.

La production navale n'eut pas moins d'importance.

§ 4 : La marine

L'expansion de la production navale est moins connue que celle de l'aéronautique ; elle n'en est pas moins importante. Ce qui semble différencier la production navale de la production aéronautique est que la première a commencé dès 1914 pour tous les pays belligérants.

En effet, aucun des pays en guerre, hormis peut-être les Etats-Unis, ne pouvait se suffire à lui-même et tous devaient importer de grandes quantités de matières premières ; les voies maritimes étant incertaines, chaque nation était contrainte de faire escorter ses convois de ravitaillement. C'est la raison pour laquelle les chantiers navals fabriquèrent au cours des deux guerres des bâtiments de commerce et des navires de guerre.

A) *Au cours de la première guerre mondiale :*

En 1914 le tonnage mondial s'élevait à cinquante millions de tonnes ; en 1919 il était de cinquante-sept millions. Cette augmentation du tonnage mondial est essentiellement due aux pays belligérants.

1. *La production américaine*

La flotte au long cours des Etats-Unis augmenta de 74 % du 1er juillet 1914 au 30 juin 1916 ((29). Cet accroissement du tonnage américain est dû au fait que 341 chantiers navals furent ouverts

(28) *U.S. strategic bombing survey*, pp. 276-277.

(29) Cf. Olphé Galliard, *Histoire économique et financière de la guerre*, chapitre sur les transports.

pendant la guerre, 1 248 cales de lancement ont été aménagées pour la même période. Le nombre d'ouvriers employés sur les chantiers navals passa de 45 000 en 1914 à 235 000 en 1918, soit une augmentation de 520 % environ. Au début de la guerre la flotte américaine représentait 10 % du tonnage mondial ; en 1918 les 27 300 bâtiments jaugeant 12,8 millions de tonneaux représentaient 24,8 % du tonnage mondial. Le tonnage américain a augmenté de presque trois millions de tonnes au cours de la guerre.

2. *La production britannique* (30)

De 1914 à 1918 la Gande-Bretagne a construit 1 661 bâtiments jaugeant 3,7 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation de 18,5 % par rapport à 1914. Quarante-neuf navires seulement furent construits par des chantiers d'Etat, les autres furent fabriqués sur des chantiers privés, ce qui laisse penser que ce sont surtout des bâtiments de commerce qui furent construits au cours de cette période.

3. *La production française* (31)

De tous les belligérants, la France fut seule à enregistrer une diminution de son tonnage total. La flotte française jaugeait cinq millions et demi de tonnes en 1914 ; à la fin de la guerre elle ne jaugeait plus que 1,8 million, soit une baisse de plus de 80 %.

De 1914 à 1918, la France n'a lancé que 226 navires à vapeur représentant 214 789 tonnes brutes, soit à peine 43 000 tonnes en moyenne par an, ce qui est insignifiant comparativement aux productions anglaise et américaine et très nettement insuffisant pour compenser les pertes entraînées par la guerre sous-marine.

Les difficultés imputables au manque de main-d'œuvre et à la pénurie de matières premières ne sont pas suffisantes pour expliquer cet état de fait. Le matériel et les chantiers navals étaient à la fois défectueux et désuets ; de plus, il semble que les autorités françaises de l'époque ne se soient pas particulièrement préoccupées de la construction navale.

B) *Au cours de la seconde guerre mondiale.*

La seconde guerre mondiale, créant des besoins gigantesques en matières premières, devait amener les pays belligérants à augmenter leur flotte de commerce. La guerre sur mer devenue beaucoup plus intense et la préparation des différents débarquements ont nécessité la construction d'un grand nombre de navires de guerre.

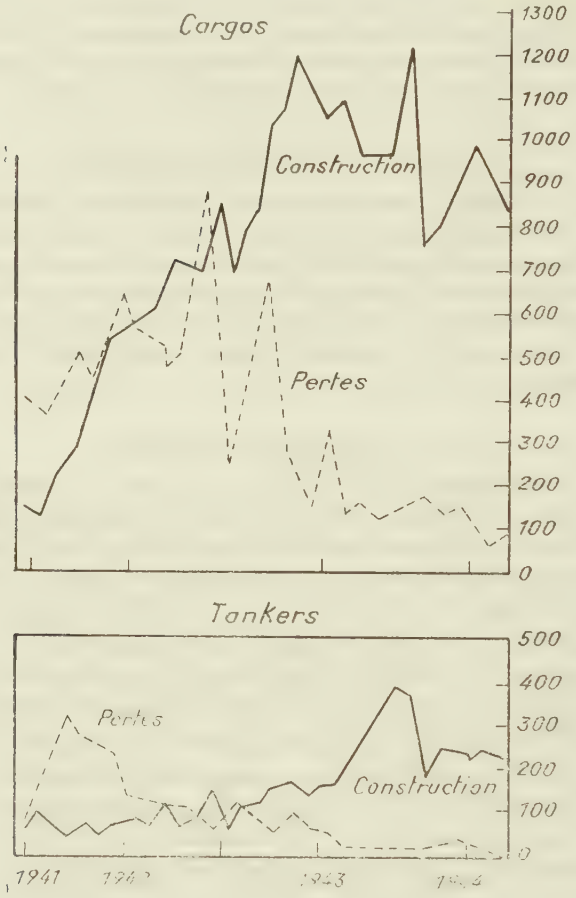
---

(30) Cf. Hornby, *op. cit.*, p. 28.
(31) Cf. A. Fontaine, *L'industrie française.*

1. *Construction de navires de commerce des pays alliés*

L'évolution fut la suivante :

(en milliers de tonnes brutes)



Ce graphique appelle deux remarques.

La première tient au rapport pertes/construction. Au début de la guerre, la production ne compensait pas les pertes infligées par les Allemands. Cet état de choses dure jusqu'en 1942 et ce malgré une augmentation très rapide de la production.

A partir de 1943 les constructions sont nettement supérieures aux pertes supportées par les Alliés, elles se maintiennent cependant à un niveau très élevé. Ceci s'explique par les besoins énormes en matières premières nécessitant un grand nombre de navires pour les transporter.

La seconde remarque concerne l'évolution des pertes infligées par les Allemands. Dès 1943, ils avaient perdu la bataille pour la suprématie maritime et ne pouvaient plus empêcher les nations alliées de se ravitailler en matières premières.

2. *La production britannique*

Dès le mois de septembre 1940, la Grande-Bretagne avait perdu 325 bâtiments. Pour compenser ces pertes, les Britanniques augmentèrent leur production au point que 4 490 navires de guerre furent construits de 1939 à fin 1943 ; ils jaugeaient 1 795 000 tonnes. Les bâtiments de commerce construits pour la même période jaugeaient 4,5 millions de tonnes brutes.

3. *La production américaine*

A la fin de la guerre (32) la production s'élevait à cinquante-trois millions millions de tonnes de jauge brute, ce qui représentait environ 13 billions de dollars. Il suffit de se souvenir que la capacité mondiale totale était en 1913 de 50 millions de tonnes pour avoir une idée de l'effort de construction accompli aux Etats-Unis de 1940 à 1945. Cet effort fut tel que les Etats-Unis avaient en 1945 une flotte marchande cinq fois supérieure à ce qu'elle était en 1941 ; elle représentait 50 % de la flotte mondiale.

En juillet 1940, la marine américaine comptait 383 bâtiments de guerre (33), en 1945 leur nombre s'élevait à 1 322, soit une augmentation de 245 %. Il semble pourtant que l'effort de production ait davantage concerné la construction de cargos.

4. *La production française*

A l'inverse des autres pays belligérants, la France enregistra, comme au cours de la première guerre mondiale, une diminution importante de sa flotte. A la fin de la guerre, la flotte française était amputée de moitié.

Les drames de Dunkerque, de Mers-el-Kebir et de Toulon ont privé la marine française de la quasi totalité de ses bâtiments de guerre ; on estime (34) à 1,5 million de tonnes les pertes ainsi subies.

De 1941 à 1945 aucun navire de commerce ne fut lancé en France. L'occupation allemande a eu pour conséquence de paralyser presque complètement la construction navale française déjà peu dynamique avant guerre.

Au cours des deux guerres mondiales, la Grande-Bretagne et les U.S.A. hormis la France, ont, malgré les pertes souvent importantes entraînées par les combats navals, augmenté le nombre et le tonnage

(32) Cf. W. Wright, *op. cit.*, p. 808.

(33) O. M. Nelson, *Arsenal of democracy*, p. 265.

(34) Congrès de Lisbonne 1952, Institut International de Finances publiques.

Note. — Il est difficile d'évaluer la production de guerre de l'U.R.S.S. En effet, on ne possède pas de renseignements précis en la matière, la notion de secret militaire

total de leurs navires. Cette augmentation concerne non seulement la marine de guerre mais aussi la marine commerciale. Ce fait aura des conséquences importantes sur le trafic maritime d'après guerre en assurant aux Anglo-Saxons une hégémonie incontestable.

Seule la France ne sut ou ne put pas profiter des circonstances exceptionnelles créées par les guerres pour accroître le nombre de ses navires et moderniser sa flotte, ce qui aura pour effet d'augmenter ses difficultés d'approvisionnement et de reconstruction.

Conclusion de la sous-section II

I. — La production d'armement lourd est la caractéristique principale de la seconde guerre mondiale. Le nombre et le poids des engins (tanks, avions, navires) fabriqués au cours de la période 1939-1945 ont fait des industries les produisant des secteurs majeurs des économies considérées.

II. — En ce qui concerne la construction navale, la seconde guerre mondiale apparaît comme un facteur d'inégalité accrue. Lors de la guerre 1914-1918, les pays anglo-saxons ont augmenté de façon importante leur flotte commerciale, la France quant à elle enregistra une diminution sensible du nombre de ses navires. Le même phénomène s'est produit pendant la guerre 1939-1945. Ce fait a donc

---

étant extensive. L'opinion la plus largement répandue affirme que malgré un effort énorme de la part des soviétiques, les alliés, plus principalement les Etats-Unis, ont fourni aux troupes soviétiques la plus grande partie du matériel dont elles avaient besoin pour vaincre.

Du 1er septembre 1941 au 30 septembre 1945, les Etats-Unis ont livré à l'U.R.S.S. :

14 795	avions,
7 056	tanks,
197	contre-torpilleurs,
105	sous-marins,
375 883	camions et automobiles,
345 735	tonnes d'explosifs,
2 670 000	tonnes de produits pétroliers,
4 800 000	tonnes d'acier,
4 778 000	tonnes de denrées alimentaires.

Source : S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 516.

Cette aide en nature a été renforcée par des ouvertures de crédits qui se sont révélés être des crédits non remboursables accordés par les Etats-Unis à l'Union Soviétique. Ces crédits s'élevaient à (en millions de $) :

	Matériel de guerre	Marchandises ordinaires
1941	29,5	—
1942	723,7	639,6
1943	1 291,1	1 674,8
1944	1 060,4	2 368,7
1945	732,9	639,1
1945 (juil.)-1948 (mars)	33,3	242,7

Source : ibid.

Certains vont jusqu'à dire que dans cette guerre, les Russes ont fourni les hommes, les Américains le matériel ; quoiqu'il en soit, l'aide américaine fut considérable.

accentué le déséquilibre qui avait pris naissance au profit des Anglo-Saxons au cours de la première guerre et que la seconde a confirmé et accentué.

III. — De tous les pays belligérants, seule la France n'a fabriqué ni tanks, ni avions, ni navires. On est en droit de penser que l'occupation a créé pour l'économie française des charges aussi importantes que celles qu'elle aurait eu à supporter pour produire l'armement lourd nécessaire à la poursuite de la guerre. Les conséquences sont toutefois totalement différentes ; non seulement la France a produit pour l'Allemagne, mais encore cet effort de production n'a pas entraîné de secteurs particuliers comme en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Allemagne même.

Il est regrettable que nous ne possédions pas de renseignements précis concernant la production soviétique d'armement lourd. Ceci nous interdit de tirer une conclusion générale qui aurait pu être la suivante si nous avions été certains que la production soviétique d'armement lourd a été très faible : seuls les pays non envahis ont produit de l'armement lourd, ce qui conduirait à penser que les conséquences de l'invasion même ne se limitent pas à des destructions mais entraînent des modifications profondes dans la composition de la production de guerre.

Sous-section III : La formation de la production d'armement

La manière dont a été obtenue la production d'armement est aussi importante que le volume de cette production. Le volume de la production détermine la dimension des secteurs intéressés par la fabrication des armements ; la manière dont cette fabrication a été réalisée est fonction de la technique utilisée, du nombre et de la capacité de production des entreprises productrices ; elle peut donc ultérieurement déterminer l'évolution du progrès technique.

§ 1 : Les secteurs intéressés par la production d'armement

La production d'armement léger et d'armement lourd intéresse un certain nombre de secteurs (ensemble d'industries produisant des biens semblables) dont l'importance économique est variable.

A) *La production d'armement léger :*

La fabrication d'armes et de munitions intéresse principalement deux secteurs : le secteur des produits chimiques et le secteur des industries mécaniques.

1. *Le secteur des industries mécaniques* est directement intéressé par la fabrication des armes traditionnelles que sont les fusils, les carabines ou les mitrailleuses. Bien que la production de ces armes ait été massive, nous ne pensons pas qu'elle ait eu une répercussion indirecte importante sur les secteurs de production qui sont

en amont des industries mécaniques, c'est-à-dire la sidérurgie et la grosse mécanique.

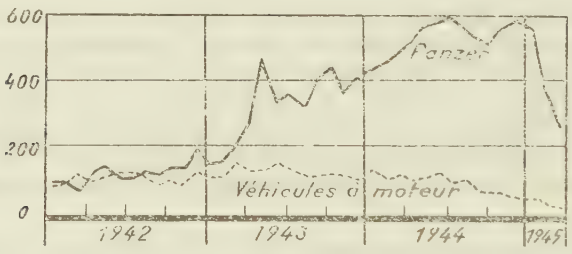
2. *Le secteur des produits chimiques* fournit les explosifs, la poudre et les détonateurs nécessaires à la fabrication des munitions. Il semble que ce soit surtout la chimie des produits minéraux qui soit plus particulièrement intéressée par la production de munitions, alors que la chimie des produits organiques bénéficie moins de l'impulsion de guerre.

B) *La production d'armement lourd :*

La production d'armement lourd a pour effet d'intéresser plus intensément un plus grand nombre de secteurs que la production d'armement léger.

1. *La production de tanks et d'engins blindés* intéresse directement le secteur automobile. Les Etats-Unis ont pu produire un nombre très important de tanks parce qu'il existait un secteur automobile presque gigantesque à la veille de 1939. Le matériel destiné à la fabrication des voitures de tourisme ou des camions est très facilement adapté à la production des tanks ; il s'ensuit une diminution corrélative de la fabrication d'automobiles. L'exemple de l'Allemagne est en la matière caractéristique.

Indices de production de Panzer et de véhicules à moteur :
Janvier 1942 = 100.



Source : Strategic bombing survey, p. 142.

L'importance (en nombre et en poids) de la production de tanks et d'engins blindés laisse penser que l'activité accrue et modifiée ainsi que les besoins intensifiés du secteur automobile auront eu des répercussions sur les secteurs situés en amont dans le processus de production et en particulier sur la grosse mécanique, la fonderie et les industries de première transformation des métaux ferreux et non ferreux, c'est-à-dire sur certaines branches de la métallurgie.

2. *La production aéronautique* est généralement considérée, comme le secteur automobile d'ailleurs, être un secteur autonome. L'importance de la production aéronautique au cours de la guerre et les besoins énormes qu'elle crée, auront des répercussions sur la

métallurgie (alliages, aluminium...) et sur les industries mécaniques (branche : moteur à combustion interne).

La fabrication d'un avion ne se limite pas à la cellule et aux moteurs ; les installations électriques ont une particulière importance ; de plus les installations au sol sont indispensables à l'utilisation des appareils en service. A titre d'illustration, signalons que les dépenses d'équipement et de construction dans l'industrie de la radio et du radar se sont élevées à 407,3 millions de livres en Grande-Bretagne de 1939 à 1945. Ces dépenses se répartissent de la manière suivante :

(en millions de livres)

1939	5,5	1942	83,0
1940	25,8	1943	116,1
1941	53,3	1944	123,6

Source : M. M. Postan, *op. cit.*, p. 359.

3. *Les constructions navales*

Les répercussions que pourra avoir une augmentation des constructions navales concerneront la fonderie, la métallurgie et la grosse mécanique.

4. *Les répercussions de la production d'armement*

La production de matériel de guerre a un effet immédiat sur les secteurs directement intéressés à la fabrication des armes et des munitions, c'est ce que certains auteurs appellent une onde primaire. Elle peut avoir également des répercussions sur les secteurs situés en amont des secteurs directement intéressés, c'est ce que nous appellerons l'onde secondaire. Cette répercussion n'est pas forcément automatique, elle est fonction de l'intensité particulière de la production de guerre. Si les Etats-Unis cessent de produire des voitures de tourisme pour fabriquer des tanks en utilisant les mêmes matières premières en nature et en quantité, les secteurs de production situés en amont ne ressentiront pas les effets de ce changement de production. Par contre, si la fabrication de tanks nécessite davantage de matières premières ou des produits différents de ceux antérieurement utilisés, il y aura répercussion.

En résumé, la répercussion des effets de la production d'armement aux secteurs non directement intéressés dépend :

— de l'accroissement de la production par rapport au niveau habituel, compte tenu qu'il peut y avoir une baisse corrélative de la production d'autres biens antérieurement fabriqués et nécessitant les mêmes matières premières ou produits semi-ouvrés ;

— de la nature des besoins en matières premières ou en produits semi-ouvrés nécessaires à la production. Si ces besoins sont totalement nouveaux, les secteurs situés en amont n'auront pas sim-

plement à fournir un effort d'augmentation de leur production, mais surtout un effort d'adaptation afin de satisfaire une demande nouvelle dans sa composition.

Le fait que certains secteurs de production de matériel de guerre aient des secteurs communs immédiatement situés en amont accentue encore l'effet de l'onde secondaire sur ces secteurs ; c'est le cas de la métallurgie qui enregistre les répercussions issues des industries fabriquant les tanks, les avions et les navires. Le nombre élevé de branches dans un secteur peut jouer le rôle d'amortisseur dans la mesure où ce ne sont pas les mêmes branches (métaux ferreux, métaux non ferreux) qui subissent le contre-coup de la production d'armement.

Après avoir déterminé quels sont les secteurs directement et indirectement intéressés par la production d'armement, il faut maintenant savoir quels sont les agents qui ont réalisé cette production.

§ 2 : Les agents de la production d'armement

Nous les étudierons de deux points de vue, du point de vue de leur statut juridique, du point de vue de leur dimension.

A) *Statut juridique :*

En temps de paix, la fabrication des armes et des munitions est, dans la grande majorité des pays, le fait d'entreprises d'Etat, ou, ce qui est plus rare, d'entreprises privées sous contrat.

En temps de guerre la capacité de production des entreprises d'Etat est insuffisante pour faire face aux besoins gigantesques de l'heure. Les entreprises privées appartenant aux secteurs directement intéressés par la production d'armement sont amenées à fabriquer le matériel de guerre que les entreprises d'Etat ne produisent pas en quantité suffisante.

B) *Dimension :*

L'opinion est couramment répandue selon laquelle la guerre ne profite qu'aux grandes entreprises ; contradictoirement certains n'hésitent pas à affirmer que la hausse très rapide des prix permet à de petites entreprises faiblement productives de survivre alors que les circonstances sont censées être particulièrement difficiles.

Que penser de ces opinions aussi contradictoires qu'exclusives. Il ne semble pas faire de doute que la production de matériel de guerre soit principalement le fait des grandes entreprises ; il est plus douteux que les petites entreprises puissent survivre en temps de guerre, au moins dans les secteurs produisant du matériel de guerre.

Le cas des Etats-Unis est caractéristique en ce domaine (35). A la fin de septembre 1941, sur la totalité des contrats de fournitures

(35) D. M. Nelson, *Arsenal of democracy*, p. 272 et suivantes.

d'armement et de munitions passés depuis le mois de juin 1940 par les ministères de la guerre et de la marine avec des entreprises privées, 78 % l'ont été avec seulement cinquante-six grandes entreprises. Cet état de fait est le prolongement de ce qui existait avant-guerre ; à cette époque une centaine de grandes entreprises détenaient à elles seules 82 % de tous les contrats importants de production militaire.

On considère qu'en 1941, il existait aux Etats-Unis 184 000 établissements manufacturiers ; au plus cent cinquante de ces établissements avaient signé des contrats de production d'armement avec le gouvernement américain.

Les raisons expliquant ce fait sont valables pour les Etats-Unis et pour les autres pays belligérants ; elles sont d'ordre administratif et d'ordre technique. L'Administration s'efforce de ne pas fragmenter et multiplier ses commandes. Les entreprises de petite dimension n'ont souvent ni la capacité, ni le matériel suffisants pour produire le matériel militaire.

Pourtant les besoins étant plus pressants, les difficultés plus grandes, une loi du Congrès du 11 juin 1942 décidait de mobiliser les petites entreprises et pour ce faire créait « The Smaller war plants division » qui avait pour tâche de trouver de quelle façon intéresser les petits établissements. En une année ce service signa 4 100 contrats pour une valeur de 750 millions de dollars et aida 4 200 entreprises à recevoir des sous-contrats pour une valeur de 250 millions de dollars. Malgré tout, les quantités produites par les petites entreprises restent peu importantes par rapport à l'ensemble de la production, les pourcentages varient selon les auteurs de 5 à 10 %.

Ce phénomène n'est pas particulier aux Etats-Unis. Si l'organisation de l'industrie d'armement était achevée dès 1939 en Allemagne, elle fut plus tardive en Grande-Bretagne. Au mois de mars 1941 un projet de concentration des industries de guerre au profit de certaines sociétés considérées comme « noyaux » fut mis en œuvre. Ce projet avait pour but d'augmenter la production, de standardiser et rationaliser les procédés techniques de fabrication et de ne pas avoir des ouvriers spécialisés en surnombre dans certains ateliers alors qu'ils faisaient défaut dans d'autres.

Ce projet de loi avait pour autre particularité d'accorder quatre à cinq mois de délai pour que cette concentration se fasse volontairement ; passé ce laps de temps des mesures gouvernementales impératives étaient prévues. Au mois de septembre 1941 ces mesures avaient permis de libérer 110 000 ouvriers et 2 millions de mètres carrés rendus disponibles pour stockage. A cette même date les deux tiers des concentrations prévues par le projet avaient été volontairement réalisés.

Quoiqu'il en soit le rôle joué par les petites entreprises dans la production d'armement reste très modeste et il semble difficile de

croire à l'opinion selon laquelle les petites entreprises peu productives profitent des circonstances de guerre. N'ayant qu'une activité fort réduite, elles sont au contraire appelées à rapidement disparaître. Il s'ensuit donc un mouvement de concentration qui s'est manifesté dans tous les pays belligérants et au cours des deux guerres.

Cette conclusion concerne les secteurs de production de matériel de guerre et ne prétend pas être générale.

§ 3 : Les moyens de production

La production accrue d'armement peut être obtenue soit par intensification de l'activité des entreprises déjà existantes, soit lorsque ce premier procédé est insuffisant, par création de nouvelles unités ou extension de la capacité de production des entreprises préexistantes. Ces deux procédés ne sont pas exclusifs mais complémentaires ; ils ne sont pas simultanés. L'accélération et l'intensification de la production dans les entreprises déjà existantes sont poussées au maximum avant que ne soit envisagée la création de nouvelles usines d'armement.

A) *Accélération de la production :*

Nous supposons qu'il existe une capacité de production inutilisée ; pour augmenter la fabrication d'armement il suffira d'utiliser pleinement cette capacité, le plus souvent en augmentant le volume de la main-d'œuvre.

Ce fut le cas de la production de poudre en France ; la main-d'œuvre utilisée dans les poudreries nationales augmenta de 1 530 % de 1914 à 1918, pour la même période 600 millions de francs furent investis en matériel.

Le cas le plus caractéristique est celui de la Grande-Bretagne au cours des premiers mois de la seconde guerre mondiale. L'augmentation de la construction navale fut facilitée par l'existence d'un chômage important puisqu'il s'élevait à 18 % des ouvriers inscrits et que la capacité de production était utilisée à 55 % seulement, à tel point que la construction navale entre 1935-1939 avait été inférieure à la moyenne 1911-1913.

Quels que soient les efforts faits pour accélérer et intensifier la production des unités existant au moment de la déclaration de guerre, les besoins d'armement sont trop importants et nécessitent la création de nouvelles usines.

B) *Création de nouvelles unités de production :*

La création de nouvelles unités de production est le plus souvent précédée par l'extension de la capacité de production des entreprises d'armement. C'est ainsi qu'en France (36) l'outillage

(36) C. Gaujoux, *L'effort de l'industrie française*, p. 135.

en action dans les manufactures nationales spécialisées dans l'artillerie représentait 7 260 CV ; en 1919 les mêmes manufactures utilisaient un outillage représentant 34 700 CV, soit une augmentation de 475 %. Cette extension n'est pas sans limite à la fois technique et géographique, de nouvelles usines sont créées.

En Grande-Bretagne (37), la production d'armes légères n'a été possible que grâce à la création de 25 usines d'Etat d'armement, ce qui représente un investissement global de 49 millions de livres sterling. Il en fut de même pour la production de munitions. De 1936 à 1945, 63 entreprises d'Etat ont été créées, soit un investissement total de 184 millions de livres. Pour la seule période 1939-1943, 50 millions ont été investis pour la création d'usines fabriquant des munitions.

Dès 1938, la Grande-Bretagne avait entrepris d'accroître sa capacité de production en matière de construction navale. Jusqu'en 1939 (38), 5 entreprises d'Etat avaient été ouvertes. C'est surtout à partir du mois de décembre 1940 que l'effort fut le plus remarquable. De décembre 1939 à décembre 1940, 21 « Royal factories » furent ouvertes, 8 autres le furent jusqu'en décembre 1941. En juin 1939, 144 700 ouvriers étaient employés sur les chantiers navals ; en juin 1943 leur nombre s'élevait à 272 300, ce qui représente une augmentation de 85 %. Les dépenses de l'Amirauté britannique en matériel et machines-outils pour la construction navale viennent confirmer cette expansion :

(en milliers de livres)

1940	1941	1942	1943	1944
259	869	1 245	4 002	4 090

Source : M. M. Postan, *op. cit.*, p. 204.

Le même effort a été accompli en matière d'aéronautique.

Si dès 1936 un programme d'expansion avait été entrepris, c'est surtout à partir de 1940 que l'effort s'accentua.

Les dépenses en capital (matériel et construction) dans l'aéronautique s'élèvent à 323 millions de livres pour la période 1940-1945. Elles se répartissent comme suit :

(Unité : million de livres)

Déc. 1939 à août 1940	Août 1941	Déc. 1942	Mars 1944	Sept. 1945
32	64	120	72	35

Source : W. Hornby, *op. cit.*, p. 211.

(37) Hornby, *op. cit.*, pp. 118 et 318.
(38) Hornby, *op. cit.*, p. 91.

Le capital total s'est ainsi accru de 430 % en 4 années de guerre. Nous ne possédons pas de renseignements précis en ce qui concerne les Etats-Unis.

Il semble difficile, faute de renseignements suffisants, de préciser le nombre d'usines d'armement qui ont été créées au cours des deux guerres dans les différents pays belligérants. Nous sommes contraints d'accepter une conclusion globale fondée sur les divers renseignements fragmentaires que nous possédons : la capacité de production d'armement s'est accrue pendant la guerre dans les divers pays belligérants, c'est dire que l'accélération de la production et l'existence d'une capacité inutilisée à la veille de la guerre ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins d'armement.

L'Allemagne semble faire exception. D'après le Ministre de la production d'armement, A. Speer (39), l'accroissement de la production au cours de la guerre a été obtenu par accélération des processus de production (diminution de la période de production) et par une utilisation permanente du matériel existant.

Cette exception est apparente, elle est le fait d'un décalage dans le temps de l'effort d'équipement. Les Allemands ont créé et équipé leurs usines d'armement avant la déclaration de guerre, les autres pays belligérants l'on fait pendant la guerre. Il n'y a donc pas d'exception, il n'y a qu'une différence de préparation.

§ 4 : Méthodes de production et progrès technique

Les besoins en armes et en munitions comme en armement lourd sont massifs. Ils doivent être satisfaits dans les meilleurs délais, ce qui incite à diminuer la période de production et à simplifier le plus possible les objets fabriqués comme les opérations de fabrication.

La production d'armement doit être une production standardisée. La standardisation diminue le nombre des opérations de production et facilite la fabrication en chaîne, par conséquent permet d'obtenir davantage de matériel en moins de temps. Cette raison suffirait à elle seule à justifier les efforts de standardisation qui ont été entrepris au cours des guerres. Il en est une seconde au moins aussi impérative, elle tient à la capacité d'utilisation du matériel par les soldats.

Il n'est pas besoin d'une très longue expérience de l'armée pour savoir qu'il n'y a rien de moins polyvalent qu'un militaire ; la spécialisation est une barrière à la mobilité. Il faut, comptent les programmes d'instruction, quatre mois pour former un artilleur, celui-ci est habitué à un matériel et risquerait fort de ne pas savoir utiliser un canon anti-aérien s'il est artilleur de campagne. La

(39) Interrogatoire A. Speer, documents A. Piatier.

formation commune de base a pour but d'apprendre la même chose à tout le monde. Le temps consacré à l'étude des armes ne permet d'en étudier qu'un fort petit nombre ; il est inutile d'en fabriquer davantage. Ce qui est déterminant pour un matériel simple comme les armes individuelles, l'est plus encore lorsqu'il s'agit de matériel lourd relativement très complexe.

Cette standardisation nécessaire tant du point de vue de la production que de l'utilisation est souvent à l'origine de grandes difficultés lorsque la fabrication est assurée par plusieurs entreprises privées. Le cas de la production aéronautique est caractéristique.

En Allemagne il existait seulement 4 types d'appareils : Messerschmitt, Heinkel, Dornier et Junker. Ces modèles étaient standardisés au point qu'il était possible d'effectuer aisément des changements d'outillage. Par contre, aux Etats-Unis existaient autant de types d'appareils que de marques, elles étaient fort nombreuses ; on peut signaler entre autres : Beech, Bell, Boeing, Consolidated, Douglas, Fairchild... Il était, par conséquent, difficile d'avoir une masse standardisée comme elle doit être en temps de guerre. En Grande-Bretagne existaient également 4 modèles d'appareils : Spitfire, Hurricane, Bleinheim et Wellington, mais beaucoup moins semblables entre eux que ne l'étaient les avions allemands, ce qui rendait particulièrement difficiles les substitutions éventuelles et nécessitait un effort d'adaptation long et coûteux.

Malgré tout, cette production de masse ne s'est pas réalisée sans une amélioration parfois très importante de la productivité.

B) *Progrès technique et productivité :*

Le progrès technique sera d'autant plus important que la fabrication du matériel considéré est complexe et qu'elle a été peu développée avant guerre. La fabrication d'un fusil ne peut être à l'origine de grands progrès techniques, le nombre d'opérations de production est relativement limité, de plus, même en temps de paix la production de fusils est assez développée.

Par contre la fabrication d'un tank ou d'un avion, étant très complexe et relativement peu développée en temps de paix (coût trop élevé), peut être à l'origine d'un progrès technique important. C'est sans doute la raison pour laquelle nous n'avons des exemples qui ne concernent que l'armement lourd.

Dans la construction navale, le cas de la France en 1914 et celui des Etats-Unis en 1940 sont les plus typiques.

A. Fontaine (40) rapporte que le chantier de Penhoët utilisa en 1917 une méthode de fabrication mettant en pratique les principes de taylorisation, ce nouveau procédé entraîna une économie de 215 380 heures d'usinage par bâtiment construit.

(40) A. Fontaine, *L'industrie française pendant la guerre*, p. 176.

Aux Etats-Unis (41), la construction d'un navire de ligne réclamait 35 semaines de travail ; en 1942, 105 jours suffisaient et en 1943, un navire de même type et de même tonnage était construit en 50 jours. En 1918, un navire de même type et d'un tonnage inférieur de moitié aurait nécessité dix mois de travail. C'est dire les progrès qui ont été réalisés en ce domaine.

Dans l'aéronautique, le fait que la production soit standardisée et l'application de quelques procédés nouveaux ont entraîné une amélioration sensible de la productivité.

Aux Etats-Unis (42), de 1940 à 1944, le coût d'un bombardier à longue portée tomba de 15,18 dollars à l'heure à 4,82 dollars, soit une baisse de 68 % environ, ce qui par appareil construit représentait une épargne moyenne de 500 000 $.

Dans les industries de l'armement les progrès ne furent pas moins sensibles. La marine américaine équipait ses navires de guerre de canons anti-aériens, les Œrlikon, tirant 450 à 600 coups-minute. Au début des hostilités, la fabrication des canons réclamait 240 opérations mécaniques différentes. Après un certain nombre d'expériences, le nombre d'opérations fut réduit à 90. On estime que l'épargne par canon fut de l'ordre de 200 $. Le temps de fabrication fut réduit de 35 heures sur les 132 nécessaires à la production au début de la guerre.

Cet ensemble de faits nous amène à accueillir avec beaucoup de réserves la proposition selon laquelle la guerre est une période de gaspillage. On peut admettre que les mêmes sommes et les mêmes efforts ayant été accomplis en temps de paix auraient entraîné des progrès plus sensibles. Cette conclusion étant purement gratuite ne saurait être significative.

Conclusion de la sous-section III

La manière de donner vaut mieux, dit-on, que ce que l'on donne, la manière de produire vaut-elle mieux que ce que l'on produit ?

Il serait indifférent, d'un point de vue strictement économique, de produire n'importe quel armement si le progrès technique réalisé à l'occasion de cette production est le même en nature et en importance. En effet, pour l'économie d'après guerre, il importe peu de fabriquer de l'artillerie plutôt que des tanks ou des mitrailleuses si les méthodes de fabrication dans les industries mécaniques restent les mêmes ou enregistrent les mêmes progrès.

En réalité il en va autrement. La nature et l'intensité du progrès technique dépend étroitement de la nature et des quantités de matériel de guerre fabriqué au cours des hostilités. Nous pensons que la production en masse d'armement lourd est plus génératrice

(41) D. M. Nelson, *Arsenal of democracy*, p. 265 et suivantes.
(42) *Ibid.*

de progrès technique que la production en masse d'armement léger, parce que la fabrication de matériel lourd est beaucoup plus complexe que celle de matériel léger et met en œuvre un matériel plus important.

Conclusion de la Section I.

La production de matériel de guerre en grande quantité a pour conséquence immédiate d'entraîner une augmentation de la capacité de production dans les secteurs intéressés.

Il n'est pas indifférent que le volume des dépenses militaires soit consacré à la production d'armement lourd ou d'armement léger. Les conséquences qui en résultent sont très différentes.

(I) La production d'armement lourd intéresse un nombre de secteurs plus important que la production d'armement léger. Non seulement le nombre de secteurs directement et immédiatement intéressés par la fabrication de matériel lourd est plus élevé que le nombre de ceux ayant à produire des armes et des munitions, mais surtout les effets de répercussion sont plus nombreux sur les secteurs situés en amont dans le processus de production.

Le volume de production d'armement lourd est par rapport au volume de la production nationale beaucoup plus important que celui de la production d'armement léger ; on peut estimer qu'en volume le rapport des productions d'armement léger et d'armement lourd est de l'ordre de 1 à 3. L'exemple suivant illustre la différence entre les volumes des productions d'armement lourd et d'armement léger.

La production allemande de « panzer » représente 650 000 tonnes, ce qui correspond à 92 millions de fusils de guerre pesant 7 kilogrammes en moyenne.

Cette différence de volume entraîne une différence d'intensité dans les effets de production et de répercussion provoqués par la production d'armement.

Ainsi les effets quantitatifs sont fonction dans leur intensité de la nature des matériels fabriqués et du volume de la production d'armement, il en est de même des effets qualitatifs.

(II) Par effets qualitatifs, nous entendons ceux concernant le progrès technique. L'armement lourd est porteur de progrès technique ; parce que sa fabrication est techniquement complexe et que son prix de revient est élevé, le matériel lourd est par nature générateur d'innovations techniques, les occasions sont plus nombreuses et les incitations plus vigoureuses.

(III) La guerre 1939-1945 a eu sur les économies des pays belligérants des effets plus profonds et plus nombreux que la guerre

1914-1918. En effet, comme lors de la première guerre mondiale, la production d'armement léger fut très importante, mais, alors qu'au cours de la guerre de 1914, la production d'armement lourd restait limitée aux constructions navales et de façon moins importante à l'aviation et aux tanks en petit nombre, elle fut particulièrement intensive de 1939 à 1945. Par conséquent aux effets entraînés par la production d'armement léger vinrent s'ajouter ceux résultant d'une forte production d'armement lourd.

On peut à ce propos remarquer que de tous les pays belligérants, seule la France n'a pas produit d'armement lourd, bien qu'elle ait supporté du fait de l'occupation des charges aussi élevées que celles qu'elle aurait eu en cas de fabrication de matériel de guerre. Rien n'interdit donc de penser qu'elle n'a pas enregistré les effets positifs (progrès) que peut entraîner une production intensive d'armement.

SECTION II. — LA PRODUCTION INDUSTRIELLE GLOBALE

On a soutenu la thèse selon laquelle la guerre surviendrait au cours des périodes de dépression. Un conflit armé aurait ainsi pour effet de permettre la liquidation des stocks existants et de relancer l'économie, plus particulièrement l'industrie.

Cette analyse pourrait être poursuivie en termes monétaires et se fonder sur le principe de multiplication. Considérant les dépenses militaires autonomes et les assimilant à un investissement et en admettant que joue le principe de multiplication, le revenu national devrait augmenter et en particulier la production industrielle, jusqu'à ce qu'ait été résorbé le chômage caractéristique de la dépression.

La question se pose de savoir dans quelle mesure cette thèse est soutenable, la guerre ne crée-t-elle pas une situation exceptionnelle telle que le principe de multiplication ne joue pas ou de manière très modérée.

Pour que les effets de multiplication susceptibles d'être entraînés par les dépenses militaires jouent pleinement, il est indispensable que l'économie considérée dispose de la totalité de sa capacité de production, c'est-à-dire que son territoire ne soit pas partiellement ou complètement envahi.

En admettant que la production d'armement puisse entraîner une augmentation de la production industrielle totale, il s'agit de connaître l'évolution et le taux de croissance de cette production, ce qui nous renseignerait sur le fait de savoir dans quelle mesure l'expansion de la production industrielle en temps de guerre est ou non plus intense que celle du temps de paix et s'il n'existe pas une relation étroite entre production d'armement et production indus-

trielle globale. Il peut se faire que la production d'armement n'ait aucun effet quantitatif sur la production industrielle totale, si elle entraîne corrélativement une contraction dans d'autres industries.

Nous étudierons la production industrielle globale des pays non envahis et des pays envahis.

Sous-section I : La production industrielle globale des pays non envahis

Trois pays n'ont pas été envahis au cours des deux guerres mondiales. Ce sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne jusqu'aux derniers mois de la guerre.

§ 1 : La production industrielle aux Etats-Unis

Les Etats-Unis sont considérés comme étant dotés de toutes les caractéristiques du capitalisme. On applique volontiers au capitalisme sinon aux autres pays capitalistes les conclusions qui concernent les Etats-Unis, sans prendre en considération leur situation particulière au cours des deux guerres.

A) *Les conditions favorables à l'expansion de guerre :*

A la veille et au cours des deux guerres mondiales, les Etats-Unis ont bénéficié d'un certain nombre de conditions qui ont largement facilité l'expansion industrielle.

Tout d'abord leur entrée en guerre différée jusqu'en 1917 et en 1941 leur a permis de faire de l'armement en profondeur, d'organiser leur production industrielle sans être pressés par les événements.

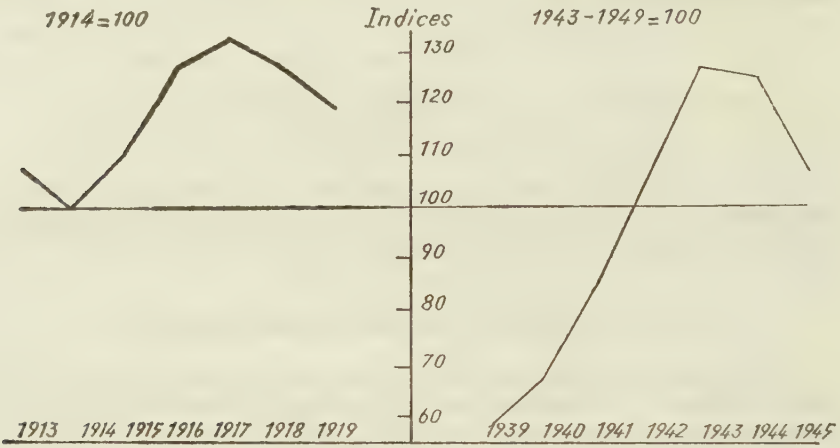
Ensuite l'existence à la veille des deux guerres, surtout en 1940, d'une capacité de production inutilisée, a rendu possible l'augmentation de la production industrielle sans qu'apparaissent les tensions limitatives résultant du plein emploi des hommes et du capital. Cette expansion accélérée de la production industrielle par utilisation complète de la capacité de production fut prolongée par des investissements importants.

A ces deux conditions favorables à l'expansion de guerre vient s'en ajouter une troisième tenant au fait que les Etats-Unis furent seuls de tous les pays belligérants à ne pas avoir supporté ni destructions de combat, ni destructions stratégiques. Ainsi leur appareil de production ne fut pas disloqué par les bombardements et les problèmes posés par la dispersion des industries stratégiques resta inconnu des autorités américaines.

Toutes les conditions étaient réunies pour que l'expansion de la production industrielle fut intense.

B) *La production industrielle au cours des deux guerres :*

L'évolution de la production industrielle globale fut la suivante en 1917 et en 1943 (43) :



Ceci ne signifie pas que les difficultés résultant d'une belligérance effective ont arrêté l'expansion de la production industrielle américaine. Les Etats-Unis avaient profité de leur neutralité et des premiers mois de la guerre pour équiper leurs industries d'armement.

La diminution de la production industrielle à partir de 1917 s'explique par le ralentissement de la production d'armement. En ce qui concerne la seconde guerre mondiale, nous pensons que la diminution de la production industrielle à partir de 1943 mesure le ralentissement non pas de la production d'armement, mais de la production d'équipement en matériel nécessaire à la fabrication d'armement. Les industries de guerre se sont équipées jusqu'en 1943, la conjonction de la production de guerre et de biens d'équipement explique l'expansion rapide de 1940 à 1943.

En second lieu nous remarquerons que l'augmentation de la production industrielle a été d'autant plus importante que la participation effective des U.S.A. a été intense et prolongée. La période d'essor a duré trois ans, de 1914 à 1917, lors de la première guerre mondiale ; elle a duré cinq ans lors de la seconde. Le taux de croissance annuel moyen au cours de la guerre de 1914-1918 a été de 9,7 % ; il fut de 11,8 % au cours de la période 1939-1945. La différence entre ces deux taux ne fait que confirmer la différence d'intensité de participation des Etats-Unis aux hostilités. On ne peut s'empêcher de penser qu'il existe un lien de causalité directe entre

(43) Voir également tableau 7 en annexe.

l'effort de guerre et la croissance de la production industrielle. Cette conclusion devient plus vigoureuse encore si l'on compare les taux de croissance annuels des deux périodes de guerre à des taux de croissance caractéristiques d'une période d'essor de temps de paix.

C) *Expansion de guerre, expansion de paix :*

Nous ne nous proposons ici qu'une comparaison des taux de croissance de la production industrielle en temps de guerre et en temps de paix, sans nous préoccuper de déterminer les styles et les causes de ces périodes d'essor.

Pour la période 1920-1929, le taux moyen de croissance annuelle de la production industrielle a été de l'ordre de 5 % (44). Ce taux comparé aux 9,7 et aux 11,8 % des périodes de guerre apparaît très faible. On peut prétendre qu'il est l'expression d'une moyenne de neuf années, alors que les calculs concernant les deux guerres portent sur six ans. Cette remarque ne nous semble pas totalement démonstrative pour la raison suivante : si l'on calcule le taux de croissance pour la période 1938-1947 on trouve un taux de 9,1 % ; or, dans cette période nous incluons la contraction de reconversion des années 1945-1947.

Notre conclusion se fera en deux points. En premier lieu, le taux de croissance de la production industrielle aux Etats-Unis a été d'autant plus élevé que leur effort de guerre a été important. En second lieu, les taux de croissance pour les deux guerres ont été plus élevés que ceux du temps de paix. Si l'on adoptait comme critère d'une période bénéfique la valeur du taux d'expansion, la guerre serait, pour les Etats-Unis, une incontestable période heureuse.

§ 2 : La production industrielle en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne n'a pas été envahie au cours des deux guerres mondiales, elle a pourtant eu à subir des destructions stratégiques importantes surtout de 1940 à 1945.

A) *Les conditions de l'expansion industrielle :*

La Grande-Bretagne avait tout, ou presque tout, à organiser lorsqu'elle déclara par deux fois la guerre. Dès 1934 elle avait inauguré une politique de réarmement dont la timidité n'égalait que l'inefficacité. L'hypothèse qu'il n'y aurait pas de guerre majeure demeurait ancrée dans les esprits comme dans les milieux officiels. Les obstacles d'ordre financier et politique ralentissaient tout effort d'organisation. Si à partir de 1938 ce qui était jusqu'alors une crainte hypothétique prit forme d'évidence cruelle, il était trop tard. Les concessions faites au Führer par le gouvernement Chamberlain s'expliquent en partie par la faiblesse militaire britannique, mais

(44) Le rapport au Congrès 1959 donne le chiffre de 4,5 % qui nous semble légèrement pessimiste.

aussi par l'inorganisation de l'industrie et les difficultés qu'il y avait à la mettre au service d'une production de guerre.

Non seulement l'inorganisation de l'industrie pour la production d'armement rendait difficile l'expansion industrielle pendant la guerre, mais la dépendance étroite de la Grande-Bretagne à l'égard de l'extérieur quant à son approvisionnement en matières premières accentuait encore cet état de choses.

Les conditions économiques prévalant en Grande-Bretagne à la veille et dans les premiers mois de la guerre étaient plus favorables à une contraction qu'à une expansion de la production industrielle.

B) *La production industrielle au cours des deux guerres :*

Nous manquons de renseignements précis en ce qui concerne l'évolution de la production industrielle globale de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945. Les indices de la production pour les années 1919 et 1946 permettent de penser qu'il y a eu stabilité, voire même une légère contraction de l'ordre de 4 % pour la seconde guerre mondiale.

Il est impossible de tirer une conclusion précise en ce domaine.

§ 3 : La production industrielle en Allemagne

Manquant des données nécessaires, nous ne traiterons pas de la première guerre mondiale.

L'évolution de la production industrielle en Allemagne présente l'intérêt de nous renseigner sur les effets quantitatifs que peut entraîner la production d'armement dans une économie dont les efforts des cinq années précédant la guerre avaient essentiellement tendu à la préparer à ce conflit.

La production industrielle (compte tenu de la production d'armement) a fait preuve d'une relative stabilité comme le traduit le tableau suivant :

Production industrielle civile

En milliards de Reich-Marks 1939					
1939	1940	1941	1942	1943	1944
106	97	98	98	96	95

Source : Documents, A. PIATIER.

Cette stabilité est doublement significative. Elle conduit tout d'abord à poser la question de savoir quelle fut l'efficacité des bombardements alliés sur l'industrie allemande. L'intensité des raids aériens, le volume et le poids des bombes déversées sur le territoire allemand laissent penser que l'industrie a subi des destructions énor-

mes ; on ne peut expliquer la stabilité de la production industrielle que par l'effort consenti par la population allemande et imposé aux pays sous la coupe nazie dont les travailleurs obligatoires étaient essentiellement occupés dans l'industrie.

Cette stabilité de la production industrielle civile signifie que l'accroissement de la production d'armement n'a eu aucun effet d'entraînement sur le reste de l'industrie. Il y a accroissement de la production d'armement et de la production industrielle « civile » dans la mesure où les industries de guerre sont obligées de s'équiper pour accroître leur production de matériel. Dès l'instant où cesse cet effort d'équipement, cet effet d'accélération, les seuls effets entraînés par la production d'armement sur le reste de la production industrielle passent par l'intermédiaire des secteurs situés en amont dans le processus de production et fournissant les matières premières ou les produits semi-manufacturés nécessaires à la fabrication du matériel militaire.

Si l'on tient compte de la production d'armement, la production industrielle globale a fortement augmenté en Allemagne au cours de la seconde guerre mondiale.

Conclusion de la sous-section I

La production industrielle a augmenté dans tous les pays belligérants. Seuls les Etats-Unis ont enregistré une hausse simultanée de la production industrielle civile et militaire ; ceci s'explique par le fait qu'il existait une capacité de production inutilisée à la veille des deux guerres qui leur a permis d'équiper les industries de guerre sans comprimer la production civile.

En Grande-Bretagne la production globale a augmenté moins rapidement que la production d'armement, la légère contraction de la production civile est imputable à la désorganisation de l'appareil de production et aux difficultés d'approvisionnement en matières premières.

En Allemagne, la production industrielle totale a augmenté au cours de la seconde guerre mondiale. Cet accroissement est le fait de la production d'armement, la production industrielle civile restant stable, l'effort d'équipement des industries de guerre ayant été accompli avant la déclaration de guerre.

Sous-section II : La production industrielle des pays envahis

Les pays envahis ont à résoudre les difficultés habituelles inhérentes à la production de guerre et qui tiennent à l'organisation de l'industrie en vue d'assurer la fabrication massive de matériel militaire et l'approvisionnement en matières premières. Ils ont à faire face à d'autres problèmes inconnus des pays non envahis.

L'invasion d'une partie du territoire a pour effet d'entraîner une diminution de la capacité de production totale de l'économie et par

conséquent de provoquer des déséquilibres régionaux nécessitant une réallocation des ressources. Ces difficultés supplémentaires sont autant de facteurs dépressifs.

La France et l'U.R.S.S. furent l'une et l'autre envahies. Nous serons amenés à distinguer pour ces deux pays la production des territoires envahis de celle des régions demeurées libres. On ne peut en effet plus considérer comme faisant partie de la production nationale celle obtenue sur des territoires soumis à une autorité qui impérativement fixe les normes de production et répartit les facteurs de production.

L'évolution de la production dans les régions non envahies traduit l'effet de production entraîné par la guerre, dans sa nature cet effet reste le même que pour les autres pays belligérants, dans son intensité il est tout autre.

Les seuls territoires non envahis auront à supporter la totalité de la guerre. Cet effort sera d'autant plus violent que les territoires occupés ont une grande importance relative et fournissent une proportion élevée de la production industrielle totale. On peut se poser la question de savoir s'il n'y a pas un seuil à partir duquel les territoires non envahis sont dans l'incapacité d'assurer la production d'armement.

§ 1 : La production française

La France fut envahie par les troupes allemandes en 1914 et en 1939. Au cours de la première guerre, l'invasion allemande fut contenue au Nord et à l'Est ; en 1940 elle ne devait s'arrêter qu'aux environs de Bordeaux et mettre fin à la belligérance officielle de la France.

Ce fait devait avoir des conséquences économiques profondes. La production industrielle de la France ne fut pas une production de guerre en ce sens que l'industrie n'eut à produire ni armement léger, ni armement lourd. Ceci conditionne toute l'évolution de la production industrielle de 1940 à 1945.

A) *La production industrielle de 1914 à 1918 :*

Les conditions économiques existant en 1914-1915 se caractérisent par deux traits : la désorganisation provoquée par la mobilisation et l'invasion des territoires les plus industriels.

L'organisation administrative de la mobilisation était fondée sur des critères d'ordre militaire. Tous les hommes en âge et physiquement aptes à porter les armes étaient mobilisés sans que soient pris en considération les besoins en main-d'œuvre indispensables au fonctionnement de l'économie, de l'industrie en particulier.

29 % des hommes employés dans l'industrie furent mobilisés. Cette mobilisation générale eut pour effet d'entraîner la fermeture d'un certain nombre d'usines dont quelques-unes étaient privées de plus de 50 % de leur personnel. C'est ainsi qu'en août 1914, 48 à

50 % des établissements industriels fermèrent leurs portes ; en 1915, 65 % des usines étaient en activité ; en janvier 1916 la proportion atteignait 80 %.

Les 10 départements envahis fournissaient en 1913 plus de 60 % de la production industrielle totale (45), en particulier plus de 75 % de la production de combustibles, 70 % des produits sidérurgiques, 94 % de la production de cuivre et 80 à 85 % des produits chimiques. Pour l'ensemble de l'industrie plus de 40 % de la force motrice installée en France se trouvaient dans les 10 départements envahis.

L'importance industrielle des territoires sous le feu a nécessité un effort de production particulièrement intense des régions non envahies. Sur la base de 100 en 1913, l'indice de la production industrielle était de 90 % en 1919, mais les départements du Nord et de l'Est ne fournissaient plus que 45 % du total. La production des territoires non envahis a augmenté d'environ 20 % de 1914 à 1919, soit un taux de croissance annuel moyen de 4 %. Ce taux avait été de 3 % environ de 1900 à 1913. On peut conclure que pour les territoires non envahis la guerre a entraîné une légère augmentation du taux de croissance de la production industrielle.

B) *La production industrielle de 1940 à 1945 :*

La presque totalité du territoire français ayant été envahi, il est impossible de distinguer la production industrielle selon territoires envahis et non envahis.

Les conditions prévalant à cette époque étaient particulièrement défavorables. Les troupes d'occupation avaient la direction de l'économie, l'appareil de production était désorganisé, le manque de main-d'œuvre et de matières premières interdisait tout effort de production. Plus de 950 000 travailleurs français étaient en Allemagne, soit 4,8 % de la population active masculine et la majeure partie de ces travailleurs pseudo-volontaires étaient des ouvriers de l'industrie. Cet ensemble de conditions suffit à expliquer que la production industrielle n'ait cessé de décroître de 1940 à 1945.

Indice général de la production industrielle
1938 : 100

1941	1942	1943	1944
65	59	54	41

Source : Annuaire statistique rétrospectif 1951, p. 128.

Nul ne contestera que la France ait eu à supporter de 1940 à 1945 des charges monétaires et réelles aussi importantes que celles qu'elle aurait dû supporter pour la poursuite de la guerre ; ces

(45) A. Fontaine, *L'industrie française pendant la guerre*, p. 42 et suivantes.

charges d'occupation avaient pour but de procurer aux nazis un certain nombre de fournitures et de produits. Aucune n'était destinée à produire de l'armement.

L'absence de production d'armement et la baisse continue de la production industrielle globale nous conduit à penser qu'il existe un lien de corrélation entre l'une et l'autre. En temps de guerre, la production d'armement est non seulement l'indice d'un engagement total de l'économie, mais encore le stimulant essentiel de la production industrielle. Que disparaisse ce stimulant et cesse la croissance de la production industrielle.

§ 2 : La production industrielle en U. R. S. S.

A) *Au cours de la première guerre :*

A la veille de la première guerre mondiale, l'industrie russe n'était pas comparable à celle des autres pays belligérants et ce en dépit des progrès importants qui avaient commencé avec le siècle. Le manque de capitaux, d'ouvriers spécialisés et de techniciens constituait un handicap difficile à surmonter. Les grandes entreprises en activité étaient pour la plupart constituées de capitaux étrangers : français, belges et anglais. La localisation de ces industries relevait de critères essentiellement géographiques (46) (ports, grands centres urbains), ce qui créait des déséquilibres régionaux.

Malgré tout, la production industrielle totale augmenta au cours des deux premières années de guerre (47).

Production de l'industrie russe
(Millions de roubles d'avant guerre)

	Grande industrie	Petite industrie	Totalité
1913	6 391	2 040	8 431
1914	6 429	2 000	8 429
1915	7 056	1 600	8 656
1916	7 420	1 800	9 220
1917	4 780	1 600	6 380
1918	2 160	1 500	3 660
1919	956	1 000	1 955
1920	818	900	1 718

Source : S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 261.

Ce tableau appelle les remarques suivantes. Jusqu'à ce qu'éclate la Révolution d'Octobre 1917, la production industrielle augmente de 9 % de 1914 à 1916. S. N. Pocopovicz estime (48) que de 1800 à

(46) Les sociétés étrangères se préoccupaient des débouchés extérieurs et des facilités de transport.

(47) Voir également tableau 8 en annexe.

(48) Après la révolution de 1917, la production industrielle totale diminua dans des proportions énormes, la désorganisation fut totale. On remarquera toutefois que c'est

1913 la production industrielle totale avait augmenté de 74,1 %, soit un taux de croissance annuelle de 6,9 %. Il semble donc que le taux de croissance des premières années de guerre fut beaucoup moins important que celui du temps de paix. Toutefois cette conclusion n'est pas totalement convaincante. En fait, seule la grande industrie a bénéficié de l'impulsion de guerre car elle seule était dotée d'un matériel relativement important et pouvait s'adapter aux exigences des circonstances ; cela était impossible à la petite industrie. En deux ans la production de la grande industrie augmenta de 16 % alors que celle de la petite industrie avait diminué de 10 %. Cette augmentation de la production est à la fois le fait d'un accroissement de la main-d'œuvre, de la durée de travail et d'une hausse de la productivité par tête dans la grande industrie (49).

En 1914, le nombre de journées de travail par ouvrier employé s'élevait à 244,8 ; en 1916 à 257,2 pour tomber à 219 dès 1918. De 1914 à 1916, le nombre d'ouvriers employés dans la grande industrie avait augmenté de 11 %. Plus caractéristique est la hausse du rendement moyen par ouvrier, de 1914 à 1915 l'accroissement de productivité était de 11,1 % et de 10,5 % de 1914 à 1916. Dès 1917 on enregistre une diminution du nombre de travailleurs dans l'industrie et de leur productivité moyenne.

On peut donc admettre que la Russie a été en état de belligérance jusqu'en 1917 seulement ; à partir de cette époque les conditions qui ont prévalu sur l'ensemble de l'ancien empire des Romanof sont trop exceptionnelles pour être considérées comme caractéristiques de l'économie d'un pays en guerre.

B) *De 1940 à 1945 :*

En 1940 l'état de l'industrie soviétique était beaucoup moins différent de celui des autres pays belligérants qu'il ne l'était en 1914.

Les trois premiers plans quinquennaux avaient pour principal objectif d'assurer l'industrialisation intensive de l'U.R.S.S. De plus, l'organisation de l'industrie convenait fort bien à la production de guerre.

L'invasion allemande porta un coup sévère à l'industrie soviétique. Les territoire envahis représentaient 33 % de la production industrielle totale. Comme pour la France lors de la première guerre mondiale, nous distinguerons la production des territoires occupés de celle des contrées demeurées sous le contrôle des autorités soviétiques. D'après Voznessenki (50), président de la Commission du Plan, la production industrielle a évolué de la manière suivante :

---

un phénomène inverse de celui qui s'est produit pendant la guerre qui caractérise la période révolutionnaire. Ce fut la petite industrie qui fut la moins sensible : ceci s'explique et par la dispersion des petites industries qui n'étaient pas concentrées comme les grandes dans quelques grands centres et par leur caractère individuel.

(49) Voir tableau 9 en annexe.

(50) N. Voznessenki, *L'économie de guerre de l'U. R. S. S.*, Librairie de Médicis, Paris, 1948, p. 35 et suivantes.

(en milliards de roubles 1926-1927)

	Territoires non occupés	Territoires occupés	Total
1940	92,8	45,7	138,5
1942	94,8	—	94,8
1943	108,2	2,7	110,9
1944	114,3	8,3	122,6
1945	113,5	13,5	127,0
1946	88,2	17,3	105,5
1947	105,7	23,0	128,7

La production industrielle a diminué de 9,2 % de 1940 à 1945. Cette diminution totale cache en fait une différence profonde entre territoires envahis et non occupés puisque la production des territoires occupés a diminué de 30 % pour la même période alors que celle des contrées demeurées libres à augmenté de 22 %. De 1937 à 1940 la production industrielle totale avait augmenté de 45 %, soit un taux annuel moyen de 11 %. C'est dire que la production des territoires non envahis a augmenté de 1940 à 1945 à un taux inférieur au taux de croissance de la production totale de temps de paix. Il faut cependant remarquer que les territoires non envahis étaient avant guerre les moins industrialisés, ce qui laisse penser que les difficultés étaient nombreuses et d'importance. Ces difficultés (éloignement et climat) sont demeurées pendant la guerre et ont ralenti l'expansion de l'industrie. Il est permis de penser que la même impulsion de guerre aurait entraîné des effets expansionnistes plus intenses dans les territoires envahis plus favorables à l'essor industriel.

Conclusion de la sous-section II

L'invasion partielle de la France en 1914 et de l'U.R.S.S. en 1940 a contraint les territoires non envahis à fournir un violent effort de production. Le taux de croissance de la production industrielle dans ces régions fut supérieur au taux de croissance du temps de paix.

La question se pose de savoir si le taux de croissance de la production industrielle aurait été supérieur à ce qu'il fut s'il n'y avait pas eu invasion.

L'effort de production de guerre, qui reste sensiblement le même qu'il y ait ou non invasion, étant concentré sur un plus petit nombre d'entreprises du fait de l'invasion devrait entraîner une croissance très rapide et intense de la production industrielle. En fait il n'en est rien.

La répartition géographique des industries n'est pas une équirépartition, chaque région ne constitue pas un ensemble économique autonome, la spécialisation régionale crée entre chaque département une interdépendance que l'invasion vient rompre. Par conséquent

l'essor industriel des régions non envahies est ralenti dans la mesure où les produits fournis par les régions envahies sont indispensables à la production industrielle des territoires sous occupation. Ce fut en particulier le cas de la France de 1914 à 1918 puisque les départements sous le feu fournissaient une grande partie des produits énergétiques et des produits semi-manufacturés.

Conclusion de la section II :

A) La production d'armement est un stimulant de la production industrielle totale. En effet la production industrielle a augmenté dans tous les pays belligérants (sous réserve de distinguer la production des territoires envahis de celle du reste du pays) qui ont produit du matériel de guerre. Une preuve *a contrario* de cette proposition nous est fournie par le cas de la France de 1940 à 1945 qui n'ayant produit aucun armement enregistra une baisse continue de sa production industrielle.

L'accroissement plus ou moins rapide de la production industrielle dépend de l'existence d'une capacité inutilisée et des possibilités d'approvisionnement en matières premières ; ce sont des conditions externes. D'un point de vue interne, cet accroissement sera d'autant plus intense que l'effet d'accélération entraîné par la production d'armement sera important.

Les Etats-Unis réunissaient toutes les conditions pour que l'expansion de la production industrielle fut particulièrement intense. L'existence d'une capacité importante de production inutilisée permettait d'équiper les industries de guerre dont la production en 1914 et en 1940 était dérisoire comparativement aux besoins à satisfaire et ce, sans avoir à comprimer la production de biens de consommation.

B) L'invasion soulève le problème de la dimension des nations belligérantes et de la répartition géographique des ressources naturelles.

La dimension des nations envahies détermine ce que nous appellerons *l'invasion de rupture*. Il n'est pas besoin qu'un pays soit totalement envahi pour qu'il soit contraint de renoncer à poursuivre la guerre faute de pouvoir produire l'armement nécessaire. Il existe une dimension minimale au-dessous de laquelle une nation cesse de pouvoir faire la guerre. Cette dimension minimale n'est pas un pourcentage déterminé et fixe de la superficie des territoires nationaux. Si 20 % du territoire belge sont envahis, tout laisse croire que la Belgique est vaincue, par contre si 20 % du territoire russe sont envahis, il n'est pas interdit de penser que l'U.R.S.S. continuera à se battre, l'absolu prend le pas sur le relatif.

L'importance des territoires envahis est pondérée par leur développement industriel. La répartition géographique des ressources naturelles rend très inégal le développement industriel des diffé-

rentes régions. Dans la mesure où les régions les plus industrialisées sont situées à la périphérie du pays en guerre l'invasion sera d'autant plus brève qu'elle sera déterminante en ses débuts. Les replis en deçà des frontières cessent d'être stratégiques pour devenir définitifs. Par contre, lorsque les régions industrialisées sont situées au centre ou loin des frontières menacées par l'invasion ennemie, les replis, forcément stratégiques pour les militaires, ne sont pas obligatoirement décisifs pour l'économie.

Si, en temps de guerre, on a produit davantage, reste à savoir si l'on a mieux produit ou aussi bien qu'en temps de paix. L'accroissement du total de la production doit être jugé en se référant à la « désirabilité » des changements dans la composition de ce total. En temps de guerre, sous la pression des nécessités, la production de matériel militaire est prioritaire, c'est dire que toutes les industries ne bénéficient pas de la même façon des circonstances exceptionnelles de cette période. Les effets sont variables selon les secteurs ; il y a croissance, mais croissance différentielle.

SECTION III. — LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

La proposition en vertu de laquelle la guerre provoque l'expansion de la production industrielle est généralement admise sans grande difficulté. Les avis sont beaucoup plus partagés lorsqu'il s'agit de qualifier cette expansion. Pourtant, l'opinion la plus répandue veut que l'expansion de guerre soit artificielle. Artificielle dans ses causes, nul ne saurait le contester ; artificielle dans ses manifestations, un certain nombre de précisions sont nécessaires avant d'accepter que l'expansion de guerre le soit.

Dire que l'expansion industrielle de guerre est artificielle dans ses manifestations signifie que les secteurs dont le taux de croissance est le plus élevé, les secteurs moteurs, ne sont pas les secteurs moteurs du temps de paix. Les écarts entre les taux de croissance des différents secteurs ne sont pas dans le même sens.

Parce qu'elle est artificielle, l'expansion de guerre ne peut être maintenue et poursuivie après la fin des hostilités ; les secteurs qui bénéficient de l'impulsion de guerre ne sont pas ou ne sont plus des secteurs dynamiques. Selon que l'on accepte ou non cette proposition on admet ou non que les effets immédiats de croissance sont ou ne sont pas durables.

Ces conclusions ne manquent pas d'intérêt ; elles restent toutefois hypothétiques et prêtent à contestation aussi longtemps que ne sont pas déterminés les secteurs en expansion et ceux enregistrant une contraction en temps de guerre.

Sous-section I : Les secteurs en expansion

Nous avons déterminé quels sont les secteurs directement ou indirectement intéressés par la production d'armement. Ce sont évidemment ces secteurs qui sont en expansion en temps de guerre ; il s'agit de préciser cette expansion dans ses modalités et dans son intensité.

La production d'armement intéresse en remontant le processus de production : les industries manufacturières, la métallurgie et les industries énergétiques. La production de munitions intéresse essentiellement les industries chimiques.

§ 1 : Les industries manufacturières

Les industries manufacturières sont directement intéressées par la fabrication des armes individuelles et de l'armement lourd. Elles représentent le point d'impact central de la production d'armement, point à partir duquel prennent naissance les effets de production se manifestant dans les autres secteurs de production.

A) *Aux Etats-Unis :*

La production des industries manufacturières a augmenté de façon importante au cours des deux guerres :

Indice de la production manufacturière (1939 : 100 ; 1914 : 100)

	juin 1943	1917
Tous produits manufacturés	201	130
produits durables	278	145
produits non durables	136	125

Sources : Pour 1914, Moore, *N.B.E.R. Occasionnal, paper* 18, p. 17.
Pour 1943, F.O. Mills, *N.B.E.R. Occasionnal, paper* 12, p.32.

De 1914 à 1917 la production de biens durables manufacturés a connu un taux de croissance annuel moyen de 13,2 %, celle des biens non durables de 7,8 %. De 1938 à 1944 le taux de croissance annuel moyen dans les industries manufacturières a été de 20 %.

Plus remarquables encore deviennent ces chiffres lorsqu'on les compare à ceux caractéristiques d'une période d'essor normal (normal : temps de paix) (51). De 1921 à 1929 le taux de croissance annuel moyen de la production manufacturière fut de 6,3 % et à peine de 12 % de 1933 à 1937. S. Kuznets estime que le taux de croissance annuel moyen à long terme est de l'ordre de 5 % dans les industries manufacturières. C'est dire que les taux d'expansion de

(51) S. Kuznets, *Income and welth*, Serie II, p. 100 et suivantes.

guerre sont non seulement supérieurs au taux à long terme, mais encore au taux des périodes d'essor du temps de paix.

Ces taux de croissance sont l'expression de l'effort de production d'armement lourd accompli par les Etats-Unis. La distorsion existant entre la croissance de la production de biens durables et non durables s'explique par le fait que la production de guerre concerne uniquement les biens durables. En particulier les matériels de transport ont connu une expansion remarquable. De 1914 à 1917 la production d'automobiles a plus que triplé (1914 : 569 054 ; 1917 : 1 878 778) (52) alors que la fabrication de locomotives a crû de 166 % (53).

Au cours de la seconde guerre mondiale, la production de tanks suffit à expliquer cette expansion, ainsi que la production des biens d'équipement et de transport. C'est ainsi que de 1939 à mars 1943 le nombre d'heures de travail a évolué de la manière suivante :

Toutes industries manufacturières	+ 99 %
De biens durables	+ 174 %
De biens non durables	+ 39 %
D'appareillage électrique	+ 226 %
Automobiles	+ 108 %
Equipement et transports	+ 1 558 %

Source : F. C. Mills, *op. cit.*, p. 35.

Ce sont les industries manufacturières lourdes, la grosse mécanique, qui ont connu l'expansion la plus remarquable. Cet essor est confirmé par l'accroissesment de la capacité de production dans ce secteur estimé à 50 % environ.

Sans être aussi intense qu'aux Etats-Unis l'expansion de la production manufacturière mérite d'être signalée dans d'autres pays belligérants, en Grande-Bretagne en particulier.

B) *En Grande-Bretagne :*

L'expansion de la production manufacturière en Grande-Bretagne fut ralentie par le manque de matières premières et la pénurie de main-d'œuvre. Dans la mesure où la guerre crée une situation de plein emploi de la main-d'œuvre, l'augmentation du volume de la main-d'œuvre occupée dans un secteur mesure l'expansion de ce secteur.

Au cours des deux guerres mondiales, différentes branches du secteur des industries manufacturières ont enregistré une augmentation du volume de la main-dœuvre employée.

(52) M. Baruch, *American industry in the war*, p. 389. Voir tableaux 10 et 11 en annexe.

(53) C. Wright, *op. cit.* Chapitre « Economic problems of the second world war ».

Pour la première guerre l'accroissement se répartit comme suit :

Nombre de personnes occupées
(en milliers)

	1911	1921	Accroiss^t	En %
Construction aéronautique et navale ...	637	887	+ 250	+ 39,3
Appareils électriques	80	166	+ 86	+ 107
Construction de véhicules	198	357	+ 159	+ 80,5

Source : D'après les chiffres de A. L. Bowley, *Some economic consequences of the war,* t. XXVII, p. 171.

On ne peut affirmer que la production dans les secteurs considérés ait augmenté dans les mêmes proportions et que la guerre soit la cause unique de cette augmentation, toutefois les présomptions en faveur de cette thèse semblent d'autant plus lourdes qu'elles trouvent confirmation dans l'évolution de l'emploi pour les branches considérées au cours de la seconde guerre mondiale.

Nombre de personnes employées
(en milliers)

	Juin 1939	Nov. 1946	Accroiss^t (en %)
Industries manufacturières en général	704,7	944,3	34,0
Industries de construction	49,0	66,5	35,7
Produits métalliques non ferreux .	55,9	87,3	57,1
Construction navale	144,7	219,8	51,9
Mécanique navale	52,2	70,2	34,5
Appareils électriques	195,9	265,5	35,5

Source : D'après les chiffres de M. Postan, *British war economy,* p. 385

De 1939 à 1946 le taux de croissance annuel moyen du volume de la main-d'œuvre employée dans ces industries est de l'ordre de 5,5 %. De 1920 à 1930 ce taux de croissance a été de 0,57 % pour l'ensemble de l'industrie. Le taux de croissance du volume de l'emploi a donc été presque dix fois supérieur pendant la guerre à ce qu'il fut pour le secteur industriel dans son ensemble pendant une période d'essor du temps de paix.

Sans vouloir tirer des conclusions ayant une rigueur mathématique que l'approximation des chiffres et les incertitudes des comparaisons interdisent d'avoir, il est permis de penser que le secteur des industries manufacturières a connu au cours des deux guerres une expansion plus intense que celle qui fut sienne en temps de paix.

Cette conclusion est renforcée par le nombre croissant de machines-outils en service dans ce secteur.

Les importations de machines-outils en provenance des Etats-Unis ont augmenté dans des proportions considérables ; elles traduisent l'essor qui a caractérisé ce secteur de 1914 à 1918.

Importations (en tonnes)
Indice 1914 : 100

1913	1914	1915	1916	1917	1918
3 852	4 833	20 742	21 983	15 860	19 379
80	100	429	455	324	400

Source : W. HORNBY, *Factories and plant*, p. 326.

Au cours de la seconde guerre mondiale, la production et les importations de machines-outils indispensables au fonctionnement des industries manufacturières se sont considérablement accrues au cours des premières années d'hostilité pendant lesquelles se réalisait l'équipement de ces industries (54).

L'augmentation de la production de machines-outils a été réalisée par intensification de la fabrication dans les usines existantes et par la création de nouvelles usines. Dès 1936 cet effort de création avait été entrepris, mais c'est surtout à partir de 1939 qu'il fut intense.

En 1936, 123 firmes employant 21 000 ouvriers consacraient leur activité à la fabrication de machines-outils. En 1942 leur nombre atteignait 335. En mars 1943 (55) le nombre de personnes employées à la production de machines-outils s'élevait à 68 000 ; ce chiffre record traduit l'expansion de ce secteur, d'autant qu'en mai 1945 le nombre d'ouvriers occupés dans ce secteur était encore de 45 000, soit plus du double qu'en 1935.

Nombre d'employés	Nombre d'usines		Accroissement
	1936	1942	
1 à 49	48	149	+ 101
50 à 99	28	72	+ 44
100 à 199	23	47	+ 24
200 à 299	11	26	+ 15
300 à 499	3	23	+ 20
500 à 749	3	6	+ 3
750 à 999		6	+ 6
1 000 à 2 000	7	5	— 2
au-dessus de 2 000		1	+ 1
Total	123	339	216

Source : W. HORNBY, *op. cit.*, p. 327.

(54) Voir également tableaux 11, 12 et 13 en annexe.
(55) Cf. sur ce point W. HORNBY, *op. cit.*, p. 338.

Le changement dans le nombre et la dimension des firmes composant ce secteur est au moins aussi caractéristique que l'évolution de la main-d'œuvre employée.

La création de ces usines représente un investissement global de plus de 286 millions de livres.

Si ces chiffres ne nous renseignent pas sur le taux d'expansion exact des industries manufacturières, ils confirment leur remarquable essor pendant la guerre.

La guerre a pour effet immédiat d'entraîner une expansion exceptionnelle du secteur des industries manufacturières, expansion qui s'accompagne d'une augmentation de la capacité de production de ce secteur.

§ 2 : Les industries métallurgiques

Ce sont celles qui ont pour objet d'extraire et de purifier les métaux. Elles sont directement intéressées par la production d'armement. Le secteur de la métallurgie est directement situé en amont des industries manufacturières, les effets enregistrés par ces industries se répercutent presque immédiatement sur la métallurgie qui les approvisionnent en matières premières ou en produits bruts.

Deux exemples caractéristiques illustreront l'expansion de la métallurgie au cours des deux guerres. Le choix de la France pour la première guerre et de l'U.R.S.S. pour la seconde est caractéristique dans la mesure où ces deux pays rencontraient des difficultés particulières pour assurer l'expansion de leur métallurgie.

A) *La métallurgie en France au cours de la première guerre :*

L'expansion de la métallurgie était rendue particulièrement difficile du fait de l'invasion allemande ; 60 % de la production étaient fournis par les départements envahis. De plus, la mobilisation d'une proportion importante des ouvriers employés dans la métallurgie entraîna la désorganisation de la production et la fermeture de nombreux établissements.

Les besoins étant particulièrement intenses, un vigoureux effort de réorganisation fut entrepris, au point que le volume de la main-d'œuvre occupée dans la métallurgie dépassa le niveau d'avant guerre.

Régions non envahies

	1919	1914	1915	1916	1917	1918
Nombre d'établissements ouverts (1)	100	66	79	84	87	87
Effectif du personnel employé (1) ..	100	63	110	159	150	120
Effectif pour la France entière (2) .	100	47	86	123	134	113

Sources : (1) A. Fontaine, *L'industrie française pendant la guerre*, p. 350.
(2) L. March, *Mouvements des prix et salaires pendant la guerre*, p. 149.

Il serait erroné de penser que le fait que le nombre d'établissements ouverts pendant la guerre n'ait jamais atteint le niveau d'avant guerre signifie que la production n'ait pas augmenté. En effet, ce sont les grandes entreprises qui sont demeurées ouvertes et leur extension a plus que compensé la diminution de production entraînée par la fermeture de petits établissements.

L'augmentation du volume de la main-d'œuvre occupée dans la métallurgie confirme cette proposition. En 1917 le nombre des ouvriers avait augmenté de 59 % par rapport à 1914, pour la France entière l'augmentation était de 23 %. Ceci signifie que l'augmentation de la main-d'œuvre dans les régions non envahies a compensé la perte entraînée par l'invasion des départements du Nord et de l'Est. Il ne suffisait pas d'augmenter le volume de la main-d'œuvre, encore fallait-il que les ouvriers supplémentaires aient à leur disposition l'outillage indispensable, ce qui impliquait une amélioration des techniques et la création de nouvelles usines, c'est-à-dire l'augmentation de la capacité de production.

A partir de 1916 une impulsion particulière fut donnée à l'amélioration des techniques de production et à la création de nouvelles entreprises équipées de façon moderne (56). De nouvelles entreprises sont créées à Limoges, Toulouse, Marseille et Lyon. La manifestation la plus importante dans la voie du perfectionnement et de la capacité accrue est la création de puissantes usines électro-métallurgiques. Deux usines de ce type sont construites dans l'Aude, deux autres dans l'Ariège, une dans la Haute-Garonne, dans cette région deux autres usines étaient en voie d'achèvement en 1920.

L'équipement de ces nouvelles unités de production était des plus modernes ; « les usines qui se créaient étaient obligées de demander aux Etats-Unis et à l'Angleterre les machines les plus récentes fournissant à la fois un travail plus précis et plus rapide » (57). Cette amélioration des techniques de production se manifeste également dans les autres entreprises qui renouvellent leurs méthodes de travail et « appliquent des principes jusque-là non réalisés » (58).

Le même effort d'équipement s'est manifesté dans les industries lourdes. La construction de hauts fourneaux pendant la guerre a eu pour conséquence d'augmenter la capacité de production de fonte de 590 000 par an, soit une hausse de 10 % environ (59). De plus, en 1919, douze hauts fourneaux étaient en voie d'achèvement.

En ce qui concerne l'acier, la même hausse est enregistrée. Le nombre d'appareils nouveaux construits et mis en service pendant la guerre a été le suivant (60) :

---

(56) Cf. sur ce point A. Fontaine, *op. cit.*, chapitre : « La métallurgie ».
C. Gaujoux, *op. cit.*, chapitre : « La production industrielle ».
(57) C. Gaujoux, *op. cit.*, p. 107.
(58) *Ibid.*
(59) A. Fontaine, *op. cit.*, p. 350 et suivantes.
(60) A. Fontaine, *op. cit.*, p. 370.

		Accroissement relatif
Fours Martin	109	94 %
Convertisseurs	56	114 %
Creusets	1 280	105 %
Fours électriques	11	75 %

Ces chiffres ne tiennent pas compte des appareils nouveaux destinés à remplacer des appareils hors d'usage. On peut donc considérer que la mise en service de ces appareils constitue presque intégralement une augmentation nette de la capacité de production d'acier. Cette augmentation de capacité de production annuelle est évaluée à 1 760 000 tonnes d'acier. On peut apprécier l'effort ainsi accompli si l'on se souvient que la production d'acier en France (pour la totalité du territoire) était en 1913 de 4 686 866 tonnes, chiffre record depuis 1910. Pour la même année (1913) la production de la France non envahie avait atteint le chiffre de 3 711 890 tonnes. On peut conclure que la France non envahie a, au cours de la guerre, augmenté sa capacité de production de 40 % environ.

Il est important de remarquer qu'au moment de l'armistice, en plus des appareils construits et mis en service pendant la guerre, il y avait :

41 fours Martin en construction
8 convertisseurs en construction
417 creusets en construction
11 fours électriques en construction

Source : A. FONTAINE, *op. cit.*, p. 387.

soit une augmentation supplémentaire de capacité de production de 10 % environ.

La métallurgie française a donc connu une expansion particulière (61) au cours de la première guerre et ce, malgré de nombreuses difficultés. L'U.R.S.S. a rencontré des difficultés du même ordre au cours de la seconde guerre mondiale ; elle eut à accomplir un effort similaire pour les surmonter.

B) *La production métallurgique en U.R.S.S. au cours de la seconde guerre :*

Le développement des industries métallurgiques fut avant même que ne se déclarât la guerre l'objectif principal des plans

(61) L'expansion des industries métallurgiques s'est également réalisée au cours de la seconde guerre mondiale. La production métallurgique était en 1942 (1938 : 100) à l'indice 130 alors que l'ensemble de l'industrie était à l'indice. 60. Cette expansion est surtout le fait des industries des métaux non ferreux. Il est douteux que cette expansion se soit accompagnée d'un accroissement de la capacité de production.

Production d'acier	60
Production d'aluminium	134
Usinage d'aluminium	232 (*Source :* Documents A. PIATIER).

quinquennaux. L'invasion allemande a contraint les autorités soviétiques à accélérer le développement de régions jusqu'alors moins exploitées. Ce développement fut basé une fois encore sur l'industrie lourde.

Le 9 février 1946, Staline déclarait devant la Commission électorale du Soviet suprême : « Le parti savait que la guerre était inéluctable, qu'on ne pourrait pas défendre le pays sans industrie lourde, qu'il fallait la développer au plus vite et que tout retard en ce domaine nous aurait fait perdre la guerre. » Cette déclaration résume ce que fut l'économie de guerre soviétique et dans quelle direction furent axés les efforts de l'industrie.

De 1941 à 1944 les installations ou les réinstallations d'entreprises industrielles ont atteint le chiffre de 77 milliards de roubles. On aura une idée de l'importance de ces dépenses si l'on se souvient qu'en 1940 le revenu national atteignait 128 milliards de roubles. Pour la même période, 2 250 entreprises nouvelles furent construites (62) et mises en service dans l'Est.

La plus grande partie des investissements réalisés au cours de cette période le furent dans l'industrie lourde ; il atteignaient (63) :

6 milliards de roubles dans la Volga,
16 milliards 300 millions dans l'Oural, ce qui représente une augmentation de 55 % par rapport à la moyenne annuelle d'avant guerre,
6 milliards de roubles dans la Sibérie, soit une hausse de 74 %,
2 milliards 700 millions en Transcaucasie.

Cet effort d'expansion de l'industrie lourde se traduit dans les seules régions orientales par la construction et la mise en service de 24 hauts fourneaux, de 128 fours Martin, 4 convertisseurs Bessemer, 70 fours électriques, 56 trains de laminoirs et 67 batteries à coke.

Pour l'ensemble de l'industrie lourde les investissements réalisés au cours de la guerre représentent une augmentation de 23 % par rapport aux investissements d'Etat annuellement réalisés en moyenne dans ce secteur avant guerre.

Ainsi les industries métallurgiques ont connu au cours des deux guerres et dans des pays aussi différents que le sont la France et l'U.R.S.S. une expansion plus intense que celle des années de paix. Cette conclusion acquiert toute sa généralité en prenant en considération l'accroissement de 44 % du volume de la main-d'œuvre dans ce secteur en Grande-Bretagne.

Les effets de cette expansion sont durables ; en effet non seulement la production métallurgique a augmenté, mais la capacité de production s'est accrue dans des proportions fort importantes.

---

(62) Cf. sur ce point N. Voznessenki, *L'économie de guerre de l'U. R. S. S.*, p. 50 et suivantes.

(63) N. Voznessenki, *op. cit.*, p. 38.

§ 3 : Les industries énergétiques

Dans l'appareil de production, les industries énergétiques sont situées en second rang en amont par rapport aux industries manufacturières. Les effets enregistrés par ce secteur trouvent leur origine directement dans les industries manufacturières qui ont, du fait de leur expansion autonome, un besoin accru d'énergie, et dans les industries métallurgiques dont l'expansion induite nécessite davantage d'énergie. C'est dire que les effets d'expansion enregistrés par les industries énergétiques sont des effets cumulés.

A) *Aux Etats-Unis :*

La production des principales matières énergétiques a connu l'évolution suivante au cours des deux guerres :

	1914	1915	1916	1917	1918
Houille	465 800	482 200	535 300	590 800	615 300
Pétrole brut	35 439	37 480	40 100	44 710	47 547
Energie électrique					
	1940	1941	1942	1943	1944
Houille	462 045	515 048	580 680	587 921	617 543
Pétrole brut	182 867	189 490	187 384	203 461	226 741
Energie électrique	179 907	208 306	233 146	267 540	279 521

Source : Annuaire statistique rétrospectif, pp. 66-70.
Pour la première guerre houille et lignite.
Unités : Houille et Pétrole : milliers de tonnes métriques.
Energie électrique : milliers de kilowatts/heure.

La production d'énergie électrique a augmenté de 80 % au cours de la guerre ; elle n'avait augmenté que de 40 % de 1933 à 1938. La production de houille avait augmenté de 12 % de 1905 à 1914 ; elle a augmenté de 33 % au cours de la première guerre ; cette production était restée stable au cours des années 30 ; elle augmenta de 20 % de 1939 à 1945.

L'expansion de la production de pétrole fut aussi remarquable au cours des deux guerres.

Les deux guerres mondiales ont entraîné une expansion accélérée de la production des produits énergétiques et de l'électricité.

Bien que l'expansion industrielle fut moins intense en France qu'elle ne le fut aux U.S.A., la production des industries énergétiques a fortement crû au cours des deux guerres.

B) *En France :*

La situation de la France est particulière du fait que les départements envahis fournissaient l'essentiel de l'énergie.

1. *Au cours de la première guerre*

Dès 1915 la production de charbon en France a diminué de 27 %. Malgré un accroissement sensible de la production des Houillères du Centre et de la région méditerranéenne, le déficit résultant de l'inactivité ou de l'invasion des régions du Nord et de l'Est, qui en 1913 produisaient 74% de la production totale de houille et 76,4 % de celle de coke (64) n'a pas été compensé. A titre d'illustration (65), citons la Société des Mines de la Loire dont la production passa de 780 200 tonnes en 1914 à 1 million de tonnes en 1917 ; la Compagnie des mines de la Grand-Combe dont la production au début de la guerre était de 848 516 tonnes pour être de 1 414 127 tonnes en 1918, soit une augmentation de 66,5 % ; enfin la Société des mines de Carmaux dont la production augmenta de 45 % de 1914 à 1918.

Malgré cet effort, la pénurie de charbon devint bientôt angoissante en France ; il n'est donc pas étonnant que les autorités se soient efforcées de pallier ce manque d'énergie en augmentant la production de houille blanche.

Avant la guerre, la France occupait le troisième rang des producteurs européens de houille blanche. Cette place cachait le retard pris par ce secteur par rapport à l'ensemble des autres pays, retard principalement imputable au manque d'initiatives privées entravées par une législation inadaptée dont la rigueur interdisait pratiquement l'utilisation des cours d'eau à des fins d'exploitation énergétique. Les besoins d'énergie et les conditions particulières au temps de guerre ont constitué un stimulant efficace pour toutes les industries de la houille blanche. Un journaliste a pu écrire (66) : « L'épreuve imposée au pays, loin de décourager les initiatives, en suscita de nouvelles et provoqua certaines entreprises que la paix n'avait pas réussi à faire éclore... Sans la guerre et les besoins qu'elle a créés plusieurs chûtes d'eau en cours d'installation auraient attendu longtemps peut-être leur réalisation et encore plus, sans doute, leur complète utilisation. »

Les installations stoppées en 1914 reprenaient dès 1915. Cet essor fut facilité par le Ministère des Travaux Publics qui communiqua aux entreprises tous les renseignements techniques et géologiques nécessaires et fournit une aide financière sous forme d'avances remboursables à long terme. Les barrières administratives furent assouplies sinon totalement supprimées, les autorisations de dérivation facilement accordées. D'autre part, les concessions étaient accordées pour 50 ou 75 ans, période suffisante à l'amortissement du capital investi.

---

(64) Cf. sur ce point Al Fontaine, *op. cit.*, pp. 41-42.
C. Gaujoux, *op. cit.*, p. 35 et suivantes.

(65) C. Gaujoux, *ibid.*

(66) Cité par C. Gaujoux, *op. cit.*, p. 61.

La puissance installée au cours de la guerre ou de l'immédiat après guerre (travaux commencés pendant les hostilités) est la suivante :

1916-1917	120 000 H.P.
1918	330 000
1919	175 000
1920	225 000

Source : C. GAUJOUX, *op. cit.*, p. 63.

Ces installations représentent un total de 850 000 H.P. Il faut remarquer que ces travaux se situent dans les Alpes, le Massif Central, les Vosges, le Jura et enfin dans l'Ouest. Aussi remarquable est l'effort financier consenti dans ces mêmes régions au développement de l'électro-chimie, de l'électro-métallurgie et au transport de la force. L'investissement total s'élève à 660 millions de francs, dont :

290 millions consacrés au transport de la force
145 » » à l'électro-chimie
190 » » à l'électro-métallurgie
35 » » à la traction électrique

Source : ibid.

Au début de 1920 les usines électriques hydrauliques en construction représentaient 345 000 kilowatts. La puissance totale en service était de 1 100 000 kilowatts. Il y avait en projet l'installation de générateurs dont la puissance totale atteignait le chiffre de 3 500 000 kilowatts. Les installations en cours en 1920 étaient dues à l'impulsion de guerre.

2. *Au cours de la seconde guerre mondiale*

Les conditions étaient semblables à celles qui avaient prévalu en 1914 ; les mêmes besoins en énergie se faisant sentir, la même substitution électricité-charbon s'opéra.

En 1939, la puissance installée des générateurs principaux était de 3 477 millions de kilowatts. En 1941 de nouvelles usines sont ouvertes, leur capacité de production annuelle correspond à 250 millions de kilowatts/heure, au mois de juillet de la même année une nouvelle tranche de 400 millions de kilowatts/heure était ajoutée, suivie de 600 millions en avril 1943.

On estime qu'à la fin de 1945 la capacité de production d'énergie électrique était accrue de 25 % par rapport à ce qu'elle était en 1940. Corrélativement la consommation en haute tension par groupe d'utilisateurs se modifia de la manière suivante :

	1938	1946
Transports et communications	116,1	143,1
Minerais, métallurgie	262,7	344,5
Industries mécaniques et électriques	80,8	106,4
Industries chimiques et parachimiques	213,0	246,2
Textiles et cuirs	52,5	71,7
Matériaux de construction	28,1	43,4

Source : R.E.P. 1947, p. 1254.

Comme les industries manufacturières et métallurgiques, les industries énergétiques connaissent en temps de guerre une expansion souvent supérieure à celle du temps de paix. Cette expansion de la production est, comme dans les autres secteurs, imputable à une intensification de la production des unités existantes, mais surtout à la création de nouvelles unités, ce qui signifie que le secteur des industries énergétiques accroît sa capacité de production au cours de la guerre.

§ 4 : Les industries chimiques

Les industries chimiques sont directement intéressées par la production de munitions et d'explosifs. Leur expansion se mesure par le développement de cette production. Les Etats-Unis ont enregistré une expansion considérable de leurs industries chimiques, la production d'aniline par exemple augmentant de plus de 1 500 % entre 1914 et 1917.

La Grande-Bretagne à un moindre degré connut un semblable essor, le nombre des ouvriers occupés dans les industries chimiques augmenta de 47 % de 1914 à 1918 et de 35 % de 1940 à 1945. Il nous semble pourtant que ce soit l'évolution des industries chimiques en France au cours de la première guerre mondiale qui soit la plus représentative du fait des conditions particulières qui prévalaient à cette époque.

En 1914 plus de 17 % des établissements (67) et de la main-d'œuvre (17,6 %) de l'industrie chimique se trouvaient en territoire envahi ou sous le feu. Ce furent donc les usines des régions demeurées libres qui durent accomplir un effort de production supplémentaire pour assurer la production d'explosifs et de munitions.

Pour l'ensemble de l'industrie chimique l'évolution fut la suivante (France entière) :

	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Nombre d'établissements ouverts	100	77	87	119	119	103
Effectif du personnel	100	66	93	89	90	90

Source : A. Fontaine, *op. cit.*, p. 240.

(67) Cf. A. Fontaine, *op. cit.*, p. 20.

Ce tableau appelle les remarques suivantes : on constate dès 1916 une reprise du nombre d'établissements ouverts ; en 1917 l'indice de la main-d'œuvre est de 119. Si l'on se souvient que le nombre d'établissements en territoire envahi représentait 17,2 % de la totalité et qu'ils furent en situation d'inactivité jusqu'en 1918, l'indice maximal du nombre d'établissements ouverts aurait dû être de 82,8 (100 — 17,2). Or, en 1916 cet indice est 87. La différence représente le nombre d'usines nouvelles qui ont été créées au cours de cette période.

En particulier de nouvelles usines (68) de fabrication d'acide sulfurique sont créées à Dijon, Rouen, Nantes, Bordeaux, Toulouse et Marseille. Des usines d'acide nitrique sont construites (69) dans le Dauphiné et les Hautes-Pyrénées.

En 1914 la production nationale d'acide sulfurique s'élevait à 1 160 000 tonnes ; à la fin de 1917 cette production atteignait le chiffre de 1 611 000 tonnes, soit une augmentation de 38,8 %. Cette expansion varie d'ailleurs de région à région :

	1914 (tonnes)	Fin 1917 (tonnes)	Accroiss' (en %)
Ouest (nouvelles usines à Landerneau, Dol, Paimbœuf)	130 000	215 000	65,5
Centre (pas d'usine nouvelle)	285 000	380 000	33,3
Sud-Ouest (nouvelles usines à Angoulême, Rochefort)	210 000	350 000	66,5
Midi et Sud-Est (nouvelles usines de Toulouse, La Lègue, Port-de-Bouc, Miramas, St-Chamas, Septennes, Sorgues)	125 000	500 000	300

Source : D'après les chiffres cités par C. Gaujoux, *op. cit.*, p. 113.

Ces chiffres sont confirmés par ceux concernant quelques grandes entreprises dont la production et la capacité se sont développées pendant la guerre.

1. Les Etablissements Kuhlmann construisirent (1915) en moins de huit mois deux usines d'oleum ; ils passèrent un certain nombre d'accords, entre autres, avec des sociétés métallurgiques de zinc et de plomb pour la fabrication de nouveaux produits comme le bichromate de soude qui jusque-là avait été importé d'Allemagne.

2. Quant à la Manufacture de Saint-Gobain, si sa production de glaces diminua au cours de la guerre, la fabrication de produits chimiques augmenta de 70 % de 1915 à 1916, les bénéfices réalisés passant de 3 440 000 francs en 1914 à 22 764 000 francs en 1916.

(68) Cf. sur ce point, A. Fontaine, *op. cit.*, p. 263.
(69) Cf. C. Gaujoux, *op. cit.*, p. 115.
A. Fontaine, *op. cit.*, p. 243.

3. Les Usines Péchiney augmentèrent leur capital dès 1914. Une première augmentation fut réalisée en 1914 puisque le capital passa de 10,5 millions de francs à 15,75 millions. De 1914 à 1916 le capital passa à 40 millions de francs pour atteindre 80 millions à la fin de 1917. De 1915 à 1916 les dépenses d'approvisionnement en matières premières augmentèrent de 150 %.

Le 22 janvier 1917 est créée la Compagnie Nationale des matières colorantes et des produits chimiques au capital de 40 millions de francs. Cette compagnie fonctionnait avec le concours du Syndicat national des matières colorantes. Elle a par la suite (1918) absorbé la Société des produits chimiques et colorants français et porté son capital à 100 millions de francs. Cette compagnie fit des efforts considérables pour lancer de nouveaux produits et fabriqua de nombreux produits chimiques intermédiaires. Les produits nouveaux fabriqués en grande quantité sont, entre autres, l'aspirine, l'antipyrine et la cyanamide granulée. La production de matières colorantes connut une expansion remarquable. En 1913, la France produisait 1 000 tonnes de matières colorantes artificielles ; en 1920 la production s'élevait à 7 350 tonnes et à 8 068 en 1922. Cet essor n'est d'ailleurs pas particulier à la France :

Production de matières colorantes artificielles (tonnes)

	1913	1920	1922
Etats-Unis	3 300	28 000	29 000
Grande-Bretagne	2 000	26 000	9 300
France	1 000	7 350	8 068

Source : A. FONTAINE, *op. cit.*, p. 265.

Ainsi, les industries chimiques ont connu un essor particulier en France de 1914 à 1918. Cette évolution n'est pas propre à notre pays. Toute production accrue de munitions et d'explosifs entraîne une expansion des industries chimiques, ce fait caractérise tous les pays belligérants y compris l'U.R.S.S. pour laquelle nous ne possédons en fait d'indications, qu'une déclaration d'intention faite par les autorités responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre du troisième plan quinquennal dominé par les ombres de la guerre et qui lancèrent le slogan : « Faire du troisième plan le plan de la chimie. » Tout porte à croire que les autorités soviétiques prirent les mesures nécessaires à la réalisation de ce projet.

Conclusion de la sous-section I

Les secteurs en expansion en temps de guerre déterminent l'intensité et la durée de l'essor de guerre.

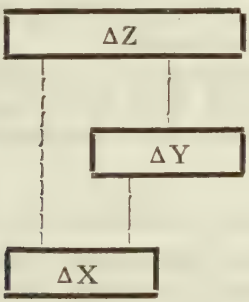
I. — Hormis le secteur des produits chimiques, les secteurs en expansion sont ceux produisant principalement des biens de pro-

duction ; c'est l'industrie lourde (au sens large) qui connaît une période d'essor en temps de guerre. Ceci s'explique par le fait que seules les industries manufacturières et les industries chimiques ont une expansion autonome, les autres secteurs en essor ont une expansion induite.

La production d'armement et de munitions est en temps de guerre spontanément et nécessairement accrue. Cette production intéressant directement les secteurs des industries manufacturières et chimiques fait que leur expansion est autonome ; elle est l'expression directe et immédiate de la production de guerre.

Ces secteurs étant en expansion ont des besoins accrus en matières premières, en biens d'équipement et en énergie ; pour les satisfaire les industries métallurgiques et énergétiques devront accroître leur production et souvent leur capacité de production. Mais l'expansion des secteurs métallurgiques et énergétiques est fonction de l'accroissement de production des industries chimiques et manufacturières par rapport au niveau d'avant guerre. En effet, si la production de guerre se substituait simplement à la production civile antérieurement obtenue, tout laisse penser que les effets enregistrés dans les industries métallurgiques et énergétiques seraient minimes. Il n'y aurait ni effet d'approvisionnement, ni effet d'accélération.

Les secteurs ayant une expansion induite sont tous situés en amont des secteurs directement intéressés par la production d'armement. On peut schématiquement représenter les effets expansifs en chaîne de la manière suivante :



Industries énergétiques.

Industries métallurgiques.

Industries manufacturières.

ΔX : accroissement des besoins en matières premières, biens d'équipement, énergie,

ΔY : accroissement de la production des industries métallurgiques entraînant un besoin accru en énergie,

ΔZ : accroissement de la production d'énergie (besoins en biens d'équipement).

Il est bien entendu que des effets en retour, *des effets de boomerang*, peuvent se manifester dans la mesure où l'équipement induit

des industries énergétiques et métallurgiques nécessite des produits manufacturés. Mesurer l'intensité et la durée d'une telle séquence semble impossible étant donné le nombre et l'état des statistiques dont nous disposons.

II. — Le taux d'expansion des secteurs considérés est supérieur à ce qu'il est en temps de paix. Les effets de cette expansion de la production en temps de guerre seront d'autant plus durables que l'accroissement de la production aura nécessité un effort d'équipement. Tous les secteurs ayant enregistré une augmentation de production pendant la guerre ont au moment de l'armistice une capacité de production accrue.

Cela signifie que la capacité de production habituellement inutilisée en vue de satisfaire une augmentation imprévisible de la demande n'a pas été suffisante pour faire face aux besoins extraordinaires du temps de guerre.

Il est généralement admis que les investissements de capacité ne sont réalisés que lorsque la demande supplémentaire motivant ces investissements est prévue durer assez longtemps pour que l'amortissement soit possible. Les entrepreneurs ne peuvent faire une telle prévision à propos de la demande de guerre.

Deux raisons particulières les incitent pourtant à réaliser ces investissements. En premier lieu les besoins de guerre étant impératifs, l'Etat est amené à accorder des avantages fiscaux importants aux entreprises qui investissent en vue de satisfaire ces besoins. En second lieu, les entreprises produisant du matériel de guerre, comme celles appartenant aux autres secteurs en expansion, réalisent des profits importants qui leur assurent une aisance financière leur permettant de réaliser des investissements massifs.

De plus, l'Etat, étant donné les circonstances, se substitue souvent aux entrepreneurs privés et investit dans les secteurs dont l'expansion est considérée comme indispensable à la production de guerre.

Sous-section II : Les secteurs en régression

Les secteurs n'ayant que des liaisons techniques indirectes et lointaines avec le secteur de production d'armement peuvent être considérés comme étant à l'abri des effets provoqués par les variations de la production de matériel de guerre. En fait, les seules relations techniques ne suffisent pas à expliquer toutes les liaisons d'interdépendance existant entre les différents secteurs de l'économie, de l'industrie en particulier. Tous les secteurs industriels subissent le contrecoup de la production d'armement ; les effets sont simplement différents selon les secteurs, leur éloignement et leur importance relative en temps de guerre.

La production d'armement est la motivation profonde de la production industrielle en temps de guerre. La production de biens de consommation devient secondaire ; il est donc permis de penser

que ce sont les secteurs produisant des biens de consommation qui connaîtront une période de contraction ou une expansion moins rapide. En fait, ce sont essentiellement les secteurs de biens de consommation qui connaissent en temps de guerre une période de régression.

§ 1 : Les industries textiles

La production textile n'a aucune relation technique avec les industries de matériel de guerre. Les besoins militaires en habillement restent minimes ; en effet si les stocks d'armes et de munitions sont toujours insuffisants, les stocks d'habillement militaire sont rarement épuisés et renouvelés. Par conséquent, les demandes de l'armée ne sont pas suffisantes pour provoquer une expansion particulière du secteur textile. Au contraire, le manque de main-d'œuvre et les difficultés d'approvisionnement en matières premières rendent presque impossible le maintien de la production au niveau d'avant guerre.

— *En Grande-Bretagne* où l'industrie textile était particulièrement développée, le nombre d'ouvriers occupés dans ce secteur a diminué de plus de 20 % au cours de la première guerre.

— *En Allemagne* la production textile n'a cessé de décroître au cours de la seconde guerre mondiale :

Production textile (en volume)
1939 = 100

1939	1940	1941	1942	1943	1944
100	94,3	95,5	87,3	87,1	79,4

Source : U.S. Strategic Bombing Survey, p. 27.

Cette contraction de la production textile en Allemagne est d'autant plus caractéristique qu'en 1939 déjà le niveau de production était à peine suffisant pour satisfaire la demande. La diminution de la production s'accentue au moment même où la production d'armement connaît un nouvel essor.

— *Aux Etats-Unis* où l'ensemble de la production a augmenté pendant la seconde guerre au taux annuel moyen de plus de 11 %, le taux de croissance annuel de la production textile ne fut que de 0,8 % de 1940 à 1945.

— *En France,* le secteur textile connut au cours des deux guerres une contraction assez sensible.

1. *Au cours de la première guerre mondiale*

Avant guerre, 914 000 personnes travaillaient dans les industries textiles, 11 millions de broches et 300 000 métiers étaient en

activité. Les pertes entraînées par l'envahissement du Nord, de l'Est et du Nord-Est représentaient 80 % des broches en service en 1914 et 66 % des métiers. On estime (70) que 47,2 % de la main-d'œuvre étaient en territoires envahis dont la production représentait 49,2 % de la production textile nationale.

On pourrait croire que l'importance relative accrue des usines textiles situées en territoire non envahi aurait eu pour effet d'augmenter leur production. En fait il n'en fut rien, comme le montre le tableau ci-dessous :

Pour la France non envahie (1914 = 100)

	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Nombre d'établissements ouverts	100	71	79	81	85	81
Effectif du personnel employé ..	100	63	76	81	81	80

Source : A. FONTAINE, *op. cit.*, p. 287.

Même en 1919 alors que les besoins étaient pressants, que de nombreuses usines du Nord avaient été détruites ou très fortement endommagées, aucune reprise ne se manifestât.

Pour l'ensemble de la France l'effectif du personnel employé dans le secteur textile ne dépassa jamais 75 % du total d'avant guerre. En 1919 la production textile totale était à l'indice 60 (1913 : 100).

Non seulement la production textile a diminué pendant la guerre, mais, ce qui est plus important, la capacité de production a également diminué. Aucun investissement n'a été réalisé, le remplacement du matériel en activité n'a pas été assuré. Les raisons à cet état de fait tiennent à la diminution de la production et aux difficultés financières qui en résultent. Cette conclusion n'est pas particulière au cas français.

2. *Au cours de la seconde guerre mondiale*

A la veille de la guerre l'industrie textile française transformait essentiellement des matières premières naturelles (laine, coton) dont la plus grande partie était importée. Les difficultés d'approvisionnement à l'étranger ont été telles que la production de textiles d'origine naturelle avait en 1942 diminué de 60 % par rapport à 1938.

Ce sont donc les textiles artificiels qui ont constitué l'essentiel de la production textile française. Le nylon, la fibrane et la rayonne sont des produits de guerre.

En avril 1942, à Roanne, fut mise en service l'usine France-Rayonne dont la capacité de production annuelle de fibrane est de

(70) Cf. sur ce point L. MARCH, *op. cit.*, p. 149.

l'ordre de 30 000 tonnes. Cette création illustre l'expansion de la production de textiles artificiels en France. La production mensuelle de textiles artificiels était en 1938 de 2 800 tonnes, en 1941 de 4 000 tonnes, en 1942 de 5 000 pour atteindre 6 000 tonnes en 1947.

La production textile a diminué dans son ensemble au cours de la période 1940-1945. Cette diminution est uniquement imputable aux produits textiles naturels, alors que la production de textiles artificiels augmentait.

Cette diminution de la production a été accompagnée d'une diminution importante de la capacité de production. Le matériel existant en 1945 avait diminué de la façon suivante par rapport à 1938 :

Lin - Chanvre	Broches	— 8 %
Coton	Broches à filer	— 11 %
	Broches à retordre	— 41 %
	Métiers à tisser ordinaires	— 18 %
	Métiers à tisser automatiques	+ 10 %
	Total des métiers à tisser	— 10 %
Laine	Broches (laine peignée)	— 8 %

Source : D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique rétrospectif* 1951, p. 153 et suivantes.

Nous manquons de renseignements en ce qui concerne la capacité de production des textiles artificiels. On peut admettre une augmentation de la capacité de production, cette augmentation restant inférieure à la diminution dans les textiles naturels.

La production des industries textiles de tous les pays belligérants a diminué au cours des deux guerres. Même aux Etats-Unis où l'industrie dans son ensemble a connu un essor particulier, ce secteur n'a pas connu l'expansion qu'une demande accrue aurait pû engendrer. Il semble donc qu'en temps de guerre le secteur textile soit condamné à fortement régresser en termes absolus aussi bien que relatifs. Cette régression sera d'autant plus durable que la diminution de la production s'est accompagnée d'une contraction du matériel de production.

§ 2 : Les industries alimentaires

La place tenue par les industries alimentaires dans l'économie de guerre d'un pays est modeste. Si l'intendance militaire passe quelques contrats d'approvisionnement avec les industries de l'alimentation l'importance des commandes de l'armée ne suffit pas à assurer l'expansion de ces industries. On peut même aller jusqu'à dire qu'il y a en termes globaux une simple transposition de com-

mande, les hommes sous les armes ayant, à peu de choses près, consommé les mêmes quantités que s'ils n'avaient pas été mobilisés.

Aux Etats-Unis, l'accroissement en volume de la production de produits alimentaires est de 8 % en 1943 par rapport à 1939. L'étude de l'évolution des industries alimentaires en France nous permettra de tirer des conclusions ayant un caractère général suffisant. En effet, les Etats-Unis étant la limite supérieure puisqu'ils ont bénéficié de circonstances extrêmement exceptionnelles, nous savons en première approximation que l'évolution la plus favorable est une stabilisation de la production au niveau d'avant guerre.

Nous ne possédons pas de statistiques concernant la production de biens alimentaires ; nous serons donc obligés de procéder par déduction à partir des renseignements en notre possession.

Le nombre d'établissements ouverts et l'effectif du personnel employé dans les industries alimentaires a évolué comme suit pour la France entière :

	1914	1915	1916	1917	1918
Nombre d'établissements ouverts..	100	84	90	92	88
Effectif du personnel employé	100	75	83	85	67

Source : A. FONTAINE, *op. cit.*, p. 217.

En nous fondant sur le fait que 17 % du personnel employé dans les industries alimentaires l'étaient dans les départements envahis, et sur les deux hypothèses suivantes, tout d'abord que la totalité de ce personnel ne travaille plus, ensuite qu'en temps de guerre l'évolution de la main-d'œuvre est particulièrement caractéristique du fait qu'il y a plein emploi, nous pouvons conclure quant à l'évolution des industries alimentaires pendant la guerre.

La contraction des industries alimentaires est moins intense que celle enregistrée par les industries textiles. Il y a à cela deux raisons. En premier lieu, la consommation de produits alimentaires atteint très rapidement un niveau incompressible. Par conséquent, dès l'instant où ce niveau incompressible est atteint, les industries alimentaires deviennent prioritaires et leur contraction ne peut se poursuivre.

En second lieu, les industries alimentaires éprouvent dans leur ensemble peu de difficultés à s'approvisionner en matières premières. Les produits qu'elles transforment sont essentiellement d'origine nationale, les importations de matières premières destinées aux industries de l'alimentation sont de moindre importance.

Ces deux raisons expliquent à la fois la faible contraction et la relative stabilité des industries alimentaires.

Nous ignorons l'évolution de la capacité de production de ce secteur. Rien n'interdit de penser qu'il n'y a pas eu une contraction majeure de la capacité de production dans ce secteur parce que la production est restée relativement stable et que le capital en activité dans ces industries est peu important.

§ 3 : La construction

Dans la construction nous incluons toutes les industries de l'ameublement qui sont complémentaires du bâtiment. L'évolution du bâtiment est un indice caractéristique de l'état de l'économie, l'adage populaire selon lequel lorsque le bâtiment va... n'est pas totalement sans fondement. En effet, la construction d'une maison d'habitation implique un effort d'équipement en mobilier, elle signifie aussi un niveau de vie assez élevé pour les particuliers qui entreprennent de tels travaux.

1. *Aux Etats-Unis,* si l'on prend pour base 100 le volume de la production du bâtiment des années 1914, 1921 et 1939, les indices de production sont les suivants :

1919	1929	1943
69	209	70

Source : Mills. N.B.E.R. Occasional paper nº 12 p. 30.

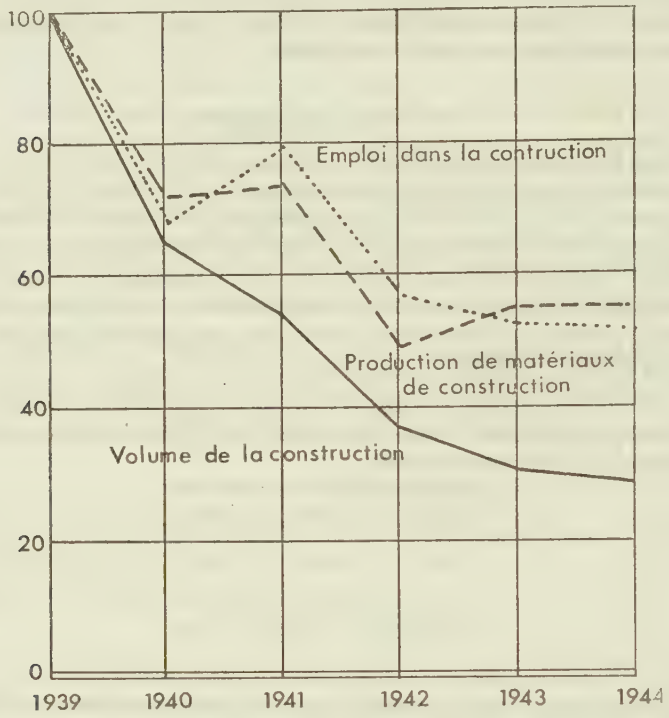
Non seulement la production dans le bâtiment était en 1919 et en 1943 inférieure de 30 % de ce qu'elle était à la veille des deux guerres alors qu'elle a plus que doublé de 1921 à 1929, mais, et c'est ce qui nous paraît le plus important, seules les industries du bâtiment ont enregistré une contraction au cours des deux guerres.

Ce fait souligne la particulière sensibilité du bâtiment et surtout l'autonomie de son évolution par rapport à l'évolution de l'ensemble de la production industrielle.

2. *En Allemagne,* le volume de la construction n'a cessé de diminuer au cours de la seconde guerre mondiale. Si l'on se souvient des destructions supportées par l'Allemagne à partir de 1942, la contraction de la construction apparaît encore plus significative. On peut prétendre que l'appréhension des bombardements incitait la population allemande à ne pas entreprendre de nouveaux travaux de construction, mais lorsqu'un pays est presque totalement dévasté la construction des immeubles d'habitation et des usines devrait assurer aux industries du bâtiment une relative stabilité.

Nous ne sommes pas éloignés de penser que la totalité de l'activité du bâtiment a été consacrée à la seule reconstruction des usines et malgré l'intensification des destructions, le volume de la construction n'a cessé de décroître.

Indices du volume de la construction, de l'emploi et de la production de matériaux de construction. 1939 : 100.



3. *En France,* la production des industries du bâtiment a enregistré la même contraction que dans les autres pays belligérants. Au cours de la première guerre mondiale l'évolution dans ce secteur apparaît dans le nombre des établissements ouverts et l'effectif du personnel employé. Pour la France entière l'évolution fut la suivante :

	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Nombre d'établissements ouverts.....	100	47	61	59	65	64	95
Effectif du personnel employé	100	26	39	46	52	60	117

Source : A. FONTAINE, *op. cit.*, p. 402.

L'écart entre l'évolution du nombre d'établissements ouverts et l'effectif du personnel employé conduit à penser que ce sont les entreprises les plus petites qui ont conservé un semblant d'activité. En fait, il n'y eut pendant la guerre aucune construction privée ; la

seule activité des entreprises de construction consista dans l'édification de barrages par quelques grandes entreprises et la construction d'usines. Ces travaux n'étaient pas suffisants pour assurer une activité normale à l'ensemble de la profession.

Au cours de la seconde guerre mondiale la production du bâtiment et des travaux publics était en 1944, 50 % inférieure à ce qu'elle était en 1938.

Ainsi, dans trois pays aussi différents que le sont les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, la production du bâtiment a connu une contraction très intense au cours des deux guerres.

Le taux de régression du bâtiment est supérieur au taux de régression des autres secteurs de production. Pour ce secteur, la capacité de production dépend surtout du volume de la main-d'œuvre employée ; on peut donc espérer que la contraction intense dont souffre ce secteur au cours de la guerre n'a pas de prolongement durable quant à sa capacité de production ; cette contraction ne sera pas durable et disparaîtra dès la fin de la guerre.

Conclusion de la sous-section II :

1. *Nature des secteurs en régression*

Tous les secteurs en régression au cours de la guerre produisent des biens de consommation. Ces secteurs mettent en œuvre un matériel qui comparativement à celui mis en œuvre dans les industries manufacturières, métallurgiques et énergétiques est peu important.

Ils se situent en aval de l'appareil de production en ce sens qu'ils utilisent des matières premières semi-ouvrées fournies par des secteurs de production comme les industries de transformation (boîtes de conserve) et un matériel léger que les industries mécaniques fournissent.

2. *Intensité de la régression*

L'intensité de la régression peut être appréciée par rapport à l'intensité d'expansion des autres secteurs de production et en fonction des produits fabriqués.

La régression des secteurs considérés est plus intense que l'expansion des secteurs bénéficiant de l'impulsion de guerre. Hormis les industries alimentaires et ce, pour des raisons particulières, les secteurs en régression enregistrent une contraction plus violente que celle que peut provoquer la crise la plus grave du temps de paix.

L'intensité de la régression est fonction des biens produits. Il existe, semble-t-il, et ceci ne manque pas d'être étonnant, une hiérarchie dans la régression qui est celle de la durée d'utilisation. Ce sont les industries qui fabriquent les produits les moins durables (alimentation) qui sont les moins en régression, par contre les industries

produisant les biens les plus durables (immeubles) connaissent une régression particulièrement intense.

Produits non durables	*Produits semi-durables*	*Produits durables*
stabilité, faible régression	régression moyenne	Très forte régression

Les raisons de ce phénomène tiennent davantage (uniquement) à la nature des produits fabriqués qu'aux techniques de production. On ne peut pas comprimer la consommation de produits alimentaires au-delà d'un niveau incompressible, il est toujours possible d'allonger la période d'utilisation d'un vêtement et de vivre plus nombreux dans une même pièce.

En période de pénurie comme est celle entraînée par la guerre, la hiérarchie dans la régression traduit la hiérarchie des besoins.

Conclusion de la section III :

1. Les secteurs en évolution sont caractéristiques, d'une part (hormis les produits chimiques), les secteurs en expansion fournissent des biens de production et ont un fort coefficient capitalistique, d'autre part les secteurs en régression sont ceux produisant des biens de consommation. Tout se passe comme s'il existait une double hiérarchie des besoins. Un groupe « besoins de guerre » et un autre groupe « besoins de consommation ». Le premier groupe est prioritaire. A l'intérieur de chaque groupe existe une hiérarchie des différents besoins.

Les secteurs en expansion sont situés en amont du secteur « production de guerre ». Leur expansion est due aux liaisons techniques existant entre les différentes branches.

On peut schématiquement admettre que les secteurs en régression sont en aval du secteur production de guerre. Leur régression n'est pas le fait de liaisons techniques. Elle s'explique par l'interdépendance générale qui existe entre tous les secteurs de l'économie et dont les liens essentiels sont le volume de la main-d'œuvre disponible et des matières premières utilisables. Lorsqu'il y a pénurie seuls les secteurs prioritaires sont en expansion (71).

2. Les effets de cette évolution sont à la fois immédiats et à terme.

Les effets immédiats affectent la composition de la production industrielle. Lorsqu'une économie est en croissance les secteurs moteurs (ceux dont l'expansion est la plus forte) exercent des effets

(71) Le secteur des services, mis à part la défense nationale, est en régression parce que dans la hiérarchie des besoins en temps de guerre ceux satisfaits par les services sont considérés comme secondaires. Par conséquent, la main-d'œuvre jusqu'alors utilisée dans ce secteur sera employée dans d'autres secteurs dont l'activité est primordiale.

Nous pensons que cette régression n'a pas de conséquences durables, en particulier qu'elle n'affecte pas de façon importante la capacité de production nationale.

d'entraînements sur d'autres secteurs dont l'essor est plus lent et qui sont mûs. En temps de guerre, les secteurs en expansion exercent un effet de bascule, leur croissance entraîne la contraction d'autres secteurs. Il s'ensuit que la production industrielle dans son ensemble est profondément modifiée dans sa composition. La part des industries lourdes et manufacturières augmente considérablement.

L'exemple de l'U.R.S.S. est en l'occurrence caractéristique.

D'après Voznessenki (72), « dans l'ensemble de la production industrielle de l'U.R.S.S., la part des industries de construction mécanique et de transformation des métaux passa de 36 % en 1940 à 57 % en 1942, avec une baisse correspondante de 34 % à 20 % de la part relative de l'industrie légère et alimentaire ». Cette modification est d'autant plus remarquable que la part des industries lourdes était déjà importante avant guerre. On peut admettre que la part relative des industries en expansion a augmenté de 15 à 20 % au moins dans la production industrielle totale.

Les effets à terme sont fonction du coefficient capitalistique des secteurs considérés. L'expansion comme la régression d'un secteur ne sont pas limitées à une augmentation ou à une réduction de la production, elles ont des conséquences sur la capacité de production.

Les effets sur l'évolution ultérieure des secteurs considérés seront d'autant plus durables que ces secteurs seront capitalistiques. L'intensité capitalistique d'un secteur dépend du matériel de production utilisé dans ce secteur. Un secteur fortement capitalistique emploie du matériel lourd. Plus un matériel est lourd, plus sa durée d'utilisation est longue, par conséquent les modifications dans la capacité de production d'un secteur capitalistique auront des conséquences durables.

Nous avons constaté que les secteurs en expansion (augmentation de la capacité de production) étaient plus fortement capitalistiques que les secteurs en régression (diminution de la capacité de production). Nous sommes donc conduits à penser que *les effets expansifs sont plus durables que les effets dépressifs.*

Conclusion du chapitre II :

Notre conclusion se développera en quatre points. Le premier point sera un jugement d'existence, les trois autres auront pour objet de répondre aux questions de savoir :

1. s'il y a croissance en temps de guerre ;

2. dans l'affirmative, cette croissance est-elle ou non semblable à celle du temps de paix ;

3. ce type de croissance est-il ou non temporaire ?

(72) N. Voznessenki, *L'économie de guerre de l'U. R. S. S.*, p. 38.

A) *Jugement d'existence :*

Dans tous les pays belligérants, l'effet de production fut le même sinon dans son intensité du moins dans ses manifestations. Les secteurs en expansion et ceux en régression (relative aux Etats-Unis) sont les mêmes quels que soient les pays considérés.

Si les effets de production entraînés par la seconde guerre mondiale sont plus intenses que ceux provoqués par la guerre 1914-1918, ils demeurent semblables dans leur nature et leur manifestation.

Cette généralité dans le temps et dans l'espace de l'effet de production mérite d'être soulignée ; elle en fait sa spécificité. Ce fait est d'autant plus remarquable que les pays considérés sont différents.

Certains pays ont été envahis, d'autres ne l'ont pas été. L'Allemagne avait entrepris la préparation de la guerre dès avant 1936, l'effet de production de 1940 à 1945 fut semblable dans ses manifestations à celui enregistré par les Etats-Unis. L'U.R.S.S. dont le régime était différent de celui des autres pays belligérants fut soumise aux mêmes effets.

Ni l'invasion, ni le degré de préparation, ni le régime économique ne sont des facteurs de différenciation ; ils expliquent en partie les écarts d'intensité *sans changer la nature des effets de production.*

B) *Existe-t-il une croissance en temps de guerre ?* Les avis sont partagés selon l'opinion que l'on a de ce qu'est la croissance.

Si la croissance est assimilée à l'expansion généralisée de la production industrielle, les réserves les plus expresses doivent être formulées. Cette expansion est essentiellement le fait de la production d'armement, de plus, elle reste géographiquement limitée aux régions qui ne sont pas envahies. Il faudrait supposer pour qu'une telle proposition soit totalement admise que tous les pays belligérants bénéficient de conditions aussi favorables que celles qui ont prévalu aux Etats-Unis pendant les deux guerres. Cette hypothèse est trop massive pour être soutenue.

Par contre, si l'on admet que la croissance est la marche vers la maturité et si l'on suit l'analyse de la croissance présentée par Rostow (73), il faut admettre qu'après un conflit la majorité des pays belligérants apparaissent plus « mûrs » et qu'il y a eu croissance. La maturité est définie comme « l'étape où une économie montre qu'elle a l'habileté technique et la volonté de produire non pas tout mais tout ce qu'elle choisit » (74).

A la fin d'une guerre, un pays belligérant dispose d'une capacité de production accrue, les industries de base, l'industrie lourde peut fabriquer et produire davantage. L'équipement accru des secteurs

(73) W. W. Rostow, *The stages of economic growth*, Cambridge University Press, 1960.

(74) *Ibid*, p. 10.

en expansion permettra une production plus importante et plus diversifiée et de satisfaire les besoins des industries en aval, celles dont la production a diminué.

Dans cette optique, il y a croissance ; nous ne nous posons pas la question de savoir si cette croissance est bonne ou mauvaise, de savoir si cette capacité de production accrue sera ou non utilisée et répond ou non aux besoins éventuels de l'économie.

La théorie de List et des protectionnistes sur les forces productives fournit tous les éléments conduisant à penser que la guerre, dans ses effets de production, est un facteur de croissance.

Cette conception dynamique de l'économie distingue la richesse de ses causes, elle distingue la production du pouvoir économique qui la produit. La thèse de List conduit essentiellement à soutenir qu'il importe davantage d'augmenter les forces productives plutôt que d'accroître les richesses elles-mêmes. Les richesses ne sont qu'une accumulation de valeurs échangeables, seules les forces productives permettent cette accumulation.

Pour List, une économie en croissance est une économie qui accroît sa capacité de production, autrement dit qui s'industrialise. La guerre en temps que facteur d'industrialisation est une cause de croissance.

Cette analyse de la croissance est faite en termes globaux, elle ne nous renseigne pas sur les modalités, sur le style de cette croissance. Si l'on admet qu'il y a croissance en temps de guerre, est-elle comparable dans ses modalités à celle du temps de paix ?

C. Clark (75) distingue trois groupes de secteurs, les secteurs à activités primaires, ceux ayant des activités industrielles (secondaires) et les secteurs dont l'activité consiste à rendre des services (tertiaires).

La croissance d'une économie développée se caractérise par une augmentation relative du volume de la main-d'œuvre du secteur tertiaire (activités de services) comparativement aux secteurs secondaire et primaire.

En temps de guerre le phénomène inverse se produit. Le volume de la main-d'œuvre occupée dans le secteur secondaire augmente non seulement par rapport à celui du secteur primaire, ce qui serait « normal », mais encore et surtout par rapport au secteur tertiaire, ce qui est une différence profonde avec l'évolution du temps de paix.

La croissance du temps de guerre est dans ses modalités différente de ce qu'elle est en temps de paix, doit-on pour autant penser que cette croissance est temporaire et ne peut continuer après la fin de la guerre.

C) *Pour ne pas être temporaire* l'expansion de guerre ne doit pas être inharmonieuse et artificielle.

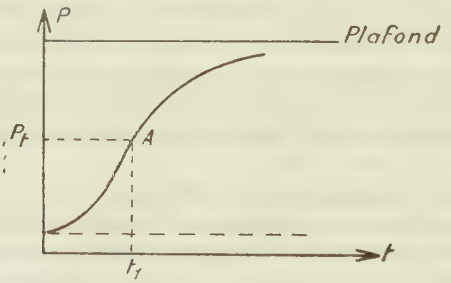
---

(75) C. Clark, *Les conditions du progrès économique*, traduction A. Morin-Rambert, 3e édit., P.U.F., 1960.

La croissance de guerre est inharmonieuse. Le « développement cesse d'être harmonieux lorsque la croissance d'un des secteurs se fait au détriment des autres et, donc, au détriment de la production tout entière » (76). Or, nous l'avons constaté, la croissance des secteurs (branches) bénéficiant de l'impulsion de guerre se fait aux dépens des autres secteurs de production. Cette distorsion crée des tensions qui très rapidement deviennent insupportables, même si en un premier temps ces secteurs exercent des effets d'entraînement, s'ils sont moteurs, ils « cessent de l'être pour devenir une force de freinage » (77).

On pourrait penser que les tensions résultant de la distorsion des croissances sectorielles étant jugulées, cette croissance pourrait se poursuivre après qu'aient disparu les conditions qui ont prévalu lors de son apparition. En fait il n'en est rien ; une telle expansion reste artificielle, elle est due à des secteurs dont l'essor rapide ne peut être que temporaire.

Le taux global de la production industrielle peut être considéré comme le résultat des taux de croissance des différentes branches constitutives de l'industrie. L'analyse économique moderne montre que la croissance d'un secteur est d'allure logistique (78), c'est-à-dire qu'elle est auto-freinée et que la production ne peut dépasser une valeur plafond.



La courbe représentative se compose de deux branches séparées par un point d'inflexion A. La première branche est celle où le taux de croissance est très élevé, il devient beaucoup plus faible par la suite.

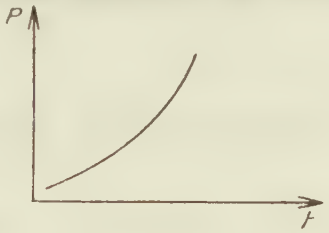
La croissance d'un ensemble est le résultat des croissances différentielles. On peut penser que la croissance de la production industrielle est de type exponentiel.

(76) A. Cotta, « Un modèle intersectoriel de croissance », *Economie appliquée*, n° 1-2, 1962, p. 210.

(77) *Ibid.*

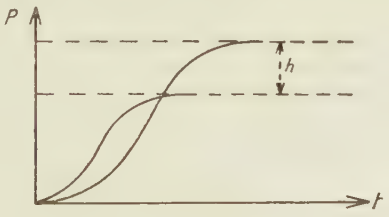
(78) Cf. sur ce point A. Cotta, *Economie appliquée*, *op. cit.*

Mathématiquement il est impossible de montrer qu'une exponentielle est la somme de plusieurs logistiques. En logique, on peut lever cette impossibilité en introduisant la notion de décalage. La croissance de l'ensemble est le résultat de la croissance des secteurs composant cet ensemble mais qui sont à des stades différents de développement. Certains sont dans une première phase de croissance avec un taux de croissance élevé ; d'autres sont en situation d'essor



ralenti. Par conséquent le caractère exponentiel de la croissance de l'ensemble est essentiellement le fait des secteurs qui doivent être des secteurs jeunes.

En temps de guerre la croissance de l'ensemble est principalement le fait de secteurs vieux, traditionnels (sidérurgie, métallurgie et manufactures) qui sont dans leur période de croissance autofreinée (seconde branche de la logistique). La croissance de l'ensemble a donc pour limite les limites propres aux secteurs qui font cette croissance. Même si l'on admet que la guerre provoque des sauts de plafond, ces changements de dimension ne sont pas suffisants pour assurer une croissance continue à longue échéance.



h mesure le saut de plafond provoqué par la guerre.

Quelques secteurs « jeunes » (chimie en 1914, aviation en 1939) connaissent en temps de guerre une expansion exponentielle ; on peut prévoir que cet essor continuera après la fin de la guerre. Le nombre et l'importance relative de ces secteurs sont trop peu élevés pour assurer une croissance continue de la production industrielle dans son ensemble.

Particulière dans ses modalités, temporaire et artificielle dans ses causes, dans la mesure où elle accroît la capacité de production

de l'économie, l'expansion industrielle de guerre peut être considérée comme un facteur de croissance.

Pourtant, même si une telle croissance était durable, il est douteux qu'elle soit délibérément adoptée par toutes les autorités préoccupées d'assurer le développement économique de leur pays. Il est impossible de faire abstraction des « coûts de contrainte » imposés à la population pour obtenir ce résultat et que seules des circonstances exceptionnelles permettent d'imposer.

CHAPITRE III

EFFET DE RESTRICTION

INTRODUCTION. — NÉCESSITÉ DES RESTRICTIONS

La restriction de la consommation est une nécessité de guerre. Restriction et contraction de la consommation sont souvent confondues, ce qui est une erreur.

Il y a contraction lorsque la consommation est comprimée jusqu'à un niveau inférieur à ce qu'il était avant guerre. Il y a restriction lorsqu'est arbitrairement créé un désajustement entre les niveaux de production et de consommation, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il y ait une diminution de la consommation. En effet, on peut supposer que la production augmente de 30 %, ce qui nécessite un travail accru et la distribution de revenus supplémentaires, et que la consommation ne puisse augmenter que de 4 ou 5 %, dans ce cas il y a restriction. La consommation est maintenue à un niveau inférieur à celui que permettrait le volume de la production. En temps de guerre, la contraction de la consommation implique nécessairement restriction puisque la production industrielle est en expansion. Il pourrait se faire qu'il y ait contraction sans qu'il y ait restriction pour autant, lors d'une crise violente par exemple, au cours de laquelle la production diminuerait plus rapidement que la consommation (épuisement des stocks).

En termes exclusivement quantitatifs, la restriction, la contraction de la consommation s'explique mal. Le facteur de désajustement entre volume de la production et volume de la consommation réside dans l'orientation de la production au profit des besoins militaires.

« La consommation est la fin et le but de toute production » (A. Smith). Lorsqu'elle cesse de l'être la restriction est une nécessité.

En temps de guerre la consommation (civile) n'est ni la fin, ni le but de la production ; produire c'est fabriquer du matériel militaire en quantités massives.

La restriction sera d'autant plus intense que les besoins militaires sont massifs et que les limites de la production sont contrai-

gnantes. Les besoins de l'armée et leur caractère impératif ont été souvent et longuement décrits. Les limites de la production sont à la fois techniques et artificielles (mobilisation) ; plus elles sont rigides et rapidement atteintes, plus la restriction sera impérative.

L'insatisfaction est le propre de tout consommateur. Les revendications de salaires traduisent habituellement cet état d'insatisfaction quasi permanent, la guerre exacerbe ce sentiment de frustration et il serait utopique d'attendre de ceux qui travaillent davantage une auto-restriction assez insupportable. Les autorités désireuses d'assurer en priorité la satisfaction des besoins militaires au détriment de la consommation « civile » devront mettre en œuvre les moyens de contrainte nécessaires. Ces moyens seront d'autant plus nombreux et impératifs que la consommation devra être restreinte, voire contractée.

SECTION I. — LA CONSOMMATION DE GUERRE

La période de guerre se caractérise par un mouvement de restriction de la consommation malgré l'effort de production parfois très intense dans l'agriculture.

Sous-section I : Restriction de la consommation

Jusqu'en 1914 les guerres étaient essentiellement affaire de militaires. Les seules répercussions ressenties par la population civile étaient d'ordre démographique. Les territoires qui n'étaient pas sous le feu ignoraient l'intensité des combats. De cette époque on a pu dire que les guerres étaient courtoises. Courtoises, elles l'étaient surtout pour les civils, les morts et les affamés étaient militaires, les gazettes rapportaient à des lecteurs souvent repus les péripéties de combats lointains ; le plus souvent la guerre nourrissait la guerre. L'affaire devint toute autre lorsque la guerre mobilisa l'essentiel des ressources et des forces vives de l'économie, dès lors chaque membre de la population eut à supporter une part du sacrifice commun nécessaire à la victoire.

Un problème nouveau surgit, celui de concilier les objectifs d'une production au service de l'armée et la satisfaction d'une demande de biens de consommation. Il semble difficile de produire massivement pour les armées et en même temps d'assurer une offre suffisante à la satisfaction de la demande civile. « Sous la pression du programme de production de guerre, le problème de la politique économique n'était pas de savoir quelle quantité de produit net l'activité du gouvernement produirait, c'était plutôt de savoir quelle quantité de biens de services le gouvernement avait besoin pour la poursuite de la guerre et ce qui resterait pour les autres besoins,

telles que la formation indispensable de capital et l'offre minimum de biens aux consommateurs finals » (1).

Dans ses termes le problème se posait de la même manière à chaque pays belligérant, la solution apportée variait selon les conditions prévalant dans chaque pays. Elle était fonction de l'intensité de l'effort de guerre, de sa durée et de la mobilisation plus ou moins totale de l'ensemble des ressources. L'invasion est ainsi un facteur supplémentaire de contraction de la consommation.

§ 1 : La consommation aux Etats-Unis

Hormis le bâtiment, la production des biens de consommation a augmenté au cours des deux guerres ; il serait paradoxal que la consommation eut diminué de 1940 à 1944.

Un premier indice de la hausse de la consommation au cours de la guerre est l'évolution des ventes des magasins de détail :

	Juin 1939	Juin 1940	Juin 1941	Juin 1942
Tous magasins de détail	100	109,9	129,1	131,7
Magasins de biens durables ...	100	116,3	153,0	92,9
Magasins de biens non durables	100	107,9	121,3	143,9

Source : N.B.E.R. Occasionnal paper n°. 11, p. 26. C. B. Whittlesey : « The effect of war on currency and deposits », New York, 1943.

Durant toute la période de neutralité diplomatique mais de préparation économique à la guerre, les ventes de biens durables furent toujours supérieures à celles des biens non durables. Dès 1942 la contraction de la consommation de biens durables apparaît alors que la consommation de produits non durables continue à augmenter.

On peut préciser l'évolution de la consommation en étudiant les achats par tête de tous les biens de consommation et services au prix de 1939 :

Avant guerre	508
1941	568
1942	558
1943	576
1944	589

Source : J. Hurtsfield, « The control of raw materials », *H.M.S.O.*, p. 125.

En pourcentage, l'évolution fut la suivante : de 1939 à 1941 la consommation augmenta de 12 %, de 1941 à 1944 de 4 % seulement, l'augmentation totale étant de 16 % de 1939 à 1944.

(1) S. Kuznets, *Income and wealth*, série I, Bowes and Bowes Cambridge, 1951, p. 208.

Ces chiffres appellent une remarque. 75 % de l'accroissement total de la consommation enregistré au cours de la guerre l'ont été de 1939 à 1941, c'est-à-dire pendant la période de neutralité des Etats-Unis ; 25 % de cette augmentation totale furent le fait des années postérieures à 1941, des années de guerre effective.

Une économie aussi opulente soit-elle peut difficilement assurer la satisfaction des besoins de consommation et des impératifs militaires. Dès l'instant où les Etats-Unis entrèrent effectivement en guerre, le niveau de la consommation resta pratiquement stable. La neutralité active apparaît ainsi comme une période heureuse autant pour les producteurs que pour les consommateurs américains.

Reste à savoir quels sont les secteurs de consommation qui ont connu un essor ou une contraction particulière au cours de cette période.

Changements en % d'achats par tête

	1939-1944	1941-1944
Alimentation	+ 8	+ 4
Boissons et tabac	+ 33	+ 19
Habillement, chaussures	+ 23	+ 9
Logement	+ 14	+ 9
Chauffage, énergie	+ 32	+ 18
Biens ménagers (élect., métal)	— 23	— 51
Biens ménagers (autres)	+ 26	+ 3
Autres effets personnels	+ 43	+ 18
Lecture	+ 24	+ 7
Loisirs	+ 10	+ 6
Véhicules motorisés, accessoires	— 52	— 61
Transports publics	+ 87	+ 59
Services postaux	+ 33	+ 17
Services divers	+ 19	+ 8
Consommation totale	+ 16	+ 4

Source : K. Hancock and M. Gowing, *op. cit.*, p. 500.

Deux secteurs de la consommation ont particulièrement souffert des conditions de guerre, ceux des biens ménagers et des véhicules motorisés. L'explication tient au fait que les appareillages ménagers électriques et métalliques furent produits en quantité restreinte, la capacité de production étant essentiellement consacrée à la fabrication de biens militaires, de même pour les automobiles dont on utilisa les chaînes de montage à la fabrication de tanks. Cette contraction eut pour conséquence une expansion très marquée des transports publics.

Il faut remarquer que l'accroissement de consommation dans l'alimentation est moins intense que celui de l'ensemble de tous les autres produits dont la consommation fut en expansion. Deux raisons justifient ce phénomène : la saturation des besoins alimen-

taires et la faible plasticité de l'agriculture à s'adapter aux besoins nouveaux. L'ensemble de la consommation des services a crû plus rapidement que celle des produits.

Le cas des Etats-Unis est exceptionnel ; seuls de tous les pays belligérants, ils ont pu au cours de la guerre accroître leur production de biens de consommation et de ce fait permettre une augmentation de la consommation.

Doit-on pour autant conclure qu'il n'y a pas eu restriction de la consommation aux Etats-Unis ?

De 1940 à 1944, le volume de la production industrielle a augmenté de 11,8 % par an, la consommation a augmenté de 3 % pour la même période. L'écart entre ces deux taux de croissance mesure approximativement le taux annuel de restriction de la consommation aux Etats-Unis. L'évolution parallèle de la production et de la consommation ne constitue pas une hypothèse suffisante massive et limitative pour priver cette conclusion de toute validité.

Si les consommateurs américains n'ont pas eu au cours de la guerre le niveau de vie que méritait leur activité, ceux des autres pays belligérants virent le volume des biens de consommation diminuer de façon telle qu'il fut rapidement inférieur au niveau d'avant guerre.

§ 2 : La consommation en Grande-Bretagne

On a souvent vanté la parfaite discipline et le sens civique des Anglais. Les restrictions à la consommation leur offrirent une occasion nouvelle de mettre ces qualités à l'épreuve, malgré l'effort tout particulier accompli dans l'agriculture et l'aide importante accordée par les Etats-Unis et par certains dominions.

Changements en % d'achats par tête

	1938-1944
Alimentation	— 11
Boissons et tabac	+ 8
Habillement, chaussures	— 34
Logement	+ 9
Chauffage, énergie	+ 2
Biens ménagers (électriques, métallurgiques)	— 82
Biens ménagers (autres)	— 51
Autres effets personnels	— 37
Lecture	+ 1
Loisirs	+ 10
Véhicules motorisés, accessoires	— 95
Transports publics	× 13
Services postaux	+ 8
Services divers	— 33
Consommation totale	— 16

Source : Hancock et M. Gowing, *op. cit.*, p. 500.

L'étude de cette régression par grands produits fait apparaître des écarts qui dans l'ensemble confirment la régression différentielle de certains secteurs de production, mais nous fournissent aussi des précisions supplémentaires. La métallurgie britannique a connu un essor tout particulier au cours de la guerre, cet essor n'a pas été suffisant pour satisfaire la demande civile et les besoins militaires ; il y eut une contraction de 95 % des achats de véhicules et de 82 % des biens ménagers métalliques. Ne pouvant consacrer les sommes nécessaires à la satisfaction de besoins essentiels, les Anglais utilisèrent cet excès (involontaire) de revenu au tabac, au cinéma, à la lecture (fort peu), au paiement des loyers plus élevés. La guerre introduisit ainsi une distorsion dans l'ensemble des valeurs relatives des différents biens et services. On pourrait considérer cette évolution comme l'expression d'un phénomène de croissance. En effet, en croissance la part relative des biens alimentaires dans la consommation totale ne cesse de diminuer. En temps de guerre il en est autrement, c'est l'insatisfaction contrainte des besoins les plus élémentaires (vêtement, alimentation...) qui entraîne un accroissement de la consommation de produits et services « plus riches ». Cette consommation n'est significative de croissance que lorsque l'ensemble des besoins élémentaires est pleinement satisfait.

S'il est intéressant de connaître l'intensité de la contraction par grands produits consommés, l'évolution de la consommation nous fournit des renseignements utiles.

Achats par tête de tous les biens
de consommation et services (en £ 1938)

Avant guerre	87,9
1941	74,4
1942	74,1
1943	71,7
1944	73,9

Source : J. HURTSFIELD, *op. cit.*, p. 125.

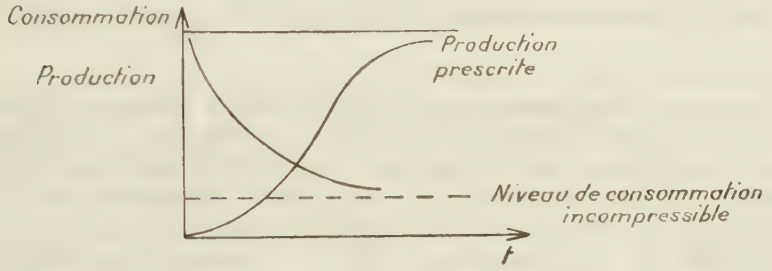
Des années d'avant guerre jusqu'à 1941, la consommation a diminué de 15 %, de 1941 à 1944 la diminution fut pratiquement nulle, de l'ordre de 1 %. Pour certains produits même, les vêtements masculins en particulier, les achats par tête ont augmenté de 4 % de 1941 à 1944. Ils avaient, il est vrai, diminué de 38 % de 1939 à 1941 (2).

Cette évolution, semblable dans ces moments à celle enregistrée aux Etats-Unis et qui se caractérise par une forte contraction de la

(2) J. HURTSFIELD, *The control of raw materials*, p. 457.

consommation dans les premiers mois de belligérance effective suivie d'une stabilisation relative jusqu'à la fin de la guerre, conduit à penser que *la proposition selon laquelle la consommation ne cesse de diminuer au fur et à mesure que se poursuit la guerre est erronée.*

En fait la période la plus difficile est celle du passage de l'économie de paix à l'économie de guerre. Une fois mis en place les organismes de guerres, lancées les productions militaires, équipées les unités de production indispensables à la fabrication des produits stratégiques, l'économie fonctionne à un niveau de consommation contractée mais stabilisée, dès l'instant où la production de guerre a atteint le niveau prescrit. On peut schématiquement représenter ce phénomène en reprenant le graphique de la page 69 et en le complétant :



La consommation tend asymptotiquement vers un plancher qui pourrait représenter le minimum physiologique, le niveau incompressible de consommation.

§ 3 : La consommation en France

En France la production des industries de consommation a fortement diminué, comme la flotte marchande a également diminué rendant plus difficile encore les importations de biens de consommation ; tout laisse penser que la contraction de la consommation fut intense. De plus cette contraction fut aggravée encore par le fait que des prélèvements furent pratiqués par les autorités en vue d'assurer le ravitaillement convenable des troupes. L'organisation parfois maladroite de l'intendance (majorations des effectifs par les officiers d'ordinaire, mauvaise distribution...) ne fit qu'accroître les difficultés. Un exemple caractéristique illustre ce fait : avant la guerre de 1914, la consommation quotidienne de viande était de 400 grammes, la consommation prévue par l'armée par jour et par hommes (3) était de 500 grammes, ce qui explique qu'il y eut par-

(3) L. March, *Le mouvement des prix et des salaires*, p. 45.

fois quelques gaspillages. En ce qui concerne la consommation de produits alimentaires les plus caractéristiques, la contraction de la consommation fut plus rigoureuse de 1939 à 1945 que de 1914 à 1918.

— Au cours des deux guerres, la consommation de froment a été la suivante :

(milliers de quintaux)

1913 ...	102 310	1939	70 326
1914 ...	93 916	1940	54 177
1915 ...	80 115	1941	59 841
1916 ...	84 495	1942	52 310
1917 ...	60 319	1943	60 772
1918 ...	51 331	1944	61 806

Source : Annuaire statistique de la France, 1951, tableau II, p. 258.

Pour la période 1900-1913, la consommation par tête et par an avait été de 2,45 quintaux en moyenne ; elle tomba à 1,9 de 1914 à 1918. De même de 1930 à 1940, la consommation moyenne par tête avait été de 2,11 quintaux par an, elle fut de 1,74 quintal au cours de la seconde guerre, soit une diminution moyenne de 20 %. La diminution de la consommation de blé n'apparaît pas toujours comme l'expression d'une dégradation du niveau de vie. Cette proposition est vraie dans la mesure où la diminution de cette consommation signifie qu'il y a eu transfert vers d'autres produits plus riches, la viande par exemple. En temps de guerre, il en est autrement. On peut dire que la diminution de consommation de froment est significative, d'autant qu'elle est accompagnée d'une diminution du même ordre de la consommation de viande (4) qui de 40,9 kilogrammes par habitant et par an en 1938 fut, en kilogrammes, de :

1939	1940	1941	1942	1943	1944
37,5	24,9	19,9	18,6	15,5	16,0

— En ce qui concerne les produits textiles, on peut chiffrer à 25 % la diminution de consommation de coton par tête et à presque 33 % la consommation de laine de 1914 à 1918 (5). Les pourcentages restent du même ordre pour la période 1940-1945.

D'une façon plus générale, l'évolution des disponibilités en produits agricoles et en produits industriels a été la suivante au cours de la seconde guerre mondiale :

(4) Cf. *Annuaire statistique de la France,* 1951, tableau XII, p. 122.
(5) Cf. *Annuaire statistique de la France,* 1951, tableau VII, pp. 268-269.

	Indices des disponibilités (juin 1938 = 100)		
	En produits agricoles	En produits industriels	Globales
Juin 1941	74	69	71
Juin 1942	67	58	62
Juin 1943	65	53	58
Juin 1944	70	32	48
Juin 1945	70	50	58
Juin 1946	80	95	89

Source : R.E.P., 1947, p. 1309.

On remarquera que les disponibilités en matières industrielles ont davantage et plus rapidement diminué que les disponibilités en produits agricoles.

Deux raisons expliquent ce phénomène. Tout d'abord la production de biens industriels de consommation a davantage subi le contrecoup de la guerre que la production agricole qui à la baisse bénéfice d'une certaine rigidité. En second lieu, les prélèvements allemands en produits industriels de toutes sortes ont été — semble-t-il — plus importants qu'en produits agricoles. Il faut toutefois remarquer que toutes les disponibilités n'ont pas été commercialisées. En particulier, il est indispensable de prendre en considération l'auto-consommation qui a permis aux agriculteurs de conserver un « niveau de consommation » supérieur en quantité et en qualité à celui des habitants des centres urbains. Cette auto-consommation diminue le montant des disponibilités.

Le tableau ci-dessus appelle une seconde remarque qui a trait à l'évolution de la contraction de la consommation. Nous constatons que cette régression ne cesse de s'accroître jusqu'en 1945. Il y a, en apparence au moins, une contradiction avec l'évolution de la consommation en Grande-Bretagne et les conclusions que nous en avons tirées. Cette contradiction n'est qu'apparente. Elle disparaît lorsque sont pris en considération les prélèvements allemands qui n'ont cessé d'augmenter au fil des années de guerre. Pour assurer aux populations allemandes un niveau de consommation relativement constant, les autorités d'occupation ont fait supporter à la population française la diminution de consommation entraînée par l'effort démesuré de production de guerre auquel la conjonction des forces alliées les avaient contraintes de recourir.

On constate, comme en Grande-Bretagne, que les loisirs, en particulier, le cinéma, connaissent un essor particulier au cours de cette période. Il y a deux raisons à cette expansion. Tout d'abord, les activités de loisir n'ont pas à souffrir de la pénurie de matières premières indispensables à la satisfaction des besoins de consommation en biens matériels. Ensuite, il y eut transfert de revenus

des dépenses de consommation de produits vers les dépenses de consommation de services.

Deux remarques serviront à conclure ce paragraphe concernant l'évolution de la consommation en France. En premier lieu on est en droit de penser que cette évolution a la même allure que celle enregistrée en Grande-Bretagne ; la contraction de la consommation est plus accentuée dans les premières années de guerre et se stabilise par la suite. La diminution continue de la consommation au cours des années 1942-1943 est essentiellement imputable aux prélèvements allemands, mais non plus à l'effort de production de guerre.

En second lieu, cette contraction de la consommation est comparable dans ses modalités à celle qui se manifesta en Grande-Bretagne. La diminution de consommation des produits industriels fut plus accentuée que celle des produits agricoles. Cette contraction s'accompagne en général d'une augmentation, en termes absolus et en termes relatifs, des dépenses de loisirs.

La France n'avait pas disposé des délais suffisants pour entreprendre un effort de production de guerre entraînant la contraction de la consommation jusqu'à un niveau presque incompressible. L'occupation allemande a eu pour effet de diluer dans le temps une contraction qui aurait été sans aucun doute plus brève mais plus violente.

§ 4 : La consommation en U. R. S. S.

Ce fut une constante de la politique économique soviétique de sacrifier les industries de consommation au profit des industries de production afin d'assurer un développement rapide de l'économie.

Les restrictions de la consommation étaient inscrites dans les plans quinquennaux et dans les faits avant que ne soit déclarée la guerre. « En Russie soviétique le développement industriel n'a pas été déterminé par les besoins de la population et du commerce extérieur, mais par les problèmes de la défense du pays » (6). Si la restriction de la consommation peut être considérée comme habituelle en U.R.S.S., il semble que la guerre l'ait accentuée au point d'en faire une contraction.

« Ce qui distingue la reproduction élargie à l'époque de l'économie de guerre, c'est la modification du rapport et de l'ampleur de l'accumulation et de la consommation individuelle au profit de la consommation spécifiquement militaire » (7). C'est dire qu'une plus grande partie de la production fut affectée aux dépenses d'armement.

---

(6) S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 316.
(7) N. Voznessenki, *op. cit.*, p. 23.

— La consommation de la population civile est estimée par Pocopovicz de la manière suivante (en millards de roubles courants) :

	1940	1942	1943
	123,0	128,3	134,4
Indice.....	109	105	100

Source : S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 468.

N. Voznessenki estime (8) que les prix des produits de consommation industriels et alimentaires ont augmenté de 120 % de 1940 à 1942. La consommation en roubles constants était à l'indice 45 en 1942 (1940 : 100). On est en droit de penser que la diminution de consommation fut la plus accentuée dans les premières années de guerre.

Faute de statistiques, il est impossible d'évaluer l'intensité relative de la contraction de la consommation de produits agricoles par rapport à celle de produits industriels. Un seul indice, bien fragile, ne nous interdit pas de penser que la diminution de produits agricoles fut moindre (9). En effet, le développement caractéristique des jardins potagers apparaît comme un élément de compensation en matière de consommation de produits agricoles ; aucun facteur du même genre ne peut être mis en lumière en ce qui concerne les produits industriels de consommation courante.

Conclusion de la sous-section I

A) *Généralité de l'effet de restriction :*

La guerre a sur la consommation des conséquences ayant quelque similitude avec celles entraînées par un investissement, la réalisation de l'un et de l'autre implique qu'est dégagée une épargne réelle, c'est-à-dire une restriction de la consommation.

Dans tous les pays belligérants, la consommation a été restreinte, voire contractée, au cours des deux guerres. Cette restriction de la consommation est d'intensité variable selon les pays belligérants. Elle dépend du volume de leurs ressources naturelles, de leur effort de guerre et des charges éventuelles dues à l'invasion ou à l'occupation. Ceci explique que la France, l'Allemagne et l'U.R.S.S. eurent à subir une restriction de consommation plus importante que celle supportée par la Grande-Bretagne soutenue par ses Dominions et malgré l'immense effort de guerre qu'elle accomplit. Seuls les Etats-Unis offrent la particularité d'enregistrer une augmentation de la consommation globale au cours de la guerre. Il serait erroné de penser qu'il n'y en eut pas pour autant restriction de la consom-

(8) N. Voznessenki, *op. cit.*, p. 91.
(9) S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 465.

mation. Les quantités de produits consacrées à la consommation étaient insuffisantes pour satisfaire la demande fonction des revenus monétaires distribués à l'occasion de la production.

B) *Diversification en fonction des produits :*

Les restrictions sont d'autant plus intenses que les biens considérés sont durables. Certains services, surtout de loisir, réclamant peu de main-d'œuvre et aucune matière première, sont en expansion surtout au cours de la seconde guerre.

Les raisons expliquant ce phénomène de diversification dans la restriction sont de deux ordres ; elles tiennent à la nature même des produits considérés et à leur importance dans la production de matériel de guerre.

La nature des biens considérés explique partiellement ce phénomène. En effet la durée de consommation est un facteur de diversification ; il est possible de prolonger l'utilisation des biens durables, celle des biens non durables est immédiate et définitive. De plus les biens de consommation non durables sont plus élémentaires et leur importance relative augmente au fur et à mesure que la consommation diminue pour atteindre le minimum incompressible.

L'importance relative de chaque catégorie de biens dans la production de guerre est un facteur supplémentaire de diversification. Les biens de consommation non durables sont essentiellement des produits agricoles. Leur utilisation dans la production de matériel de guerre est fort restreinte. Il n'y a donc aucun prélèvement effectué sur les quantités de biens non durables produites, hormis l'approvisionnement des armées.

Il en est différemment en ce qui concerne les biens de consommation durables. Tout d'abord, ils peuvent être, sous réserve de quelques transformations mineures, directement utilisés comme matériel de guerre (voitures automobiles par exemple).

Ensuite et enfin, les industries fournissant des biens de consommation durables sont fortement capitalistiques. La mobilisation de ce capital important est indispensable pour assurer la production de matériel de guerre. Ce matériel étant mis à la disposition des industries de guerre leur procure une capacité de production supplémentaire sans que soient réalisés des investissements toujours difficiles en temps de guerre.

Le fait que certains services (cinéma) soient en expansion pendant cette période signifie qu'il y a eu transport de consommation d'une catégorie de biens vers une autre catégorie. Les services rendus réclament en effet peu ou pas de matières premières. En cela se trouve la confirmation que la limite première à la consommation en temps de guerre est avant tout matérielle.

La consommation de produits agricoles est, nous l'avons remarqué, relativement stable pendant la guerre. En fait, cette stabilité de la consommation des produits agricoles cache les changements souvent profonds intervenus dans la production agricole.

Sous-section II : La production agricole

Les conditions de la production agricole en temps de guerre

Les besoins en produits alimentaires sont les moins compressibles ; ils sont particulièrement difficiles à satisfaire en temps de guerre.

La mobilisation d'une partie importante de la main-d'œuvre agricole soulève des problèmes délicats. Dans l'agriculture, la substitution mécanique-travail humain réclame des délais beaucoup plus longs que dans l'industrie. En effet, dans l'industrie l'effort d'équipement à la base de toute mécanisation a un caractère collectif ; dans l'agriculture, sauf cas particuliers, cet effort reste individuel.

De plus, la dimension des entreprises industrielles étant supérieure à celle des entreprises agricoles, leur assure une capacité financière suffisante pour réaliser des investissements importants. Il arrive qu'en temps de guerre les entreprises industrielles produisant des biens stratégiques bénéficient d'une aide gouvernementale dont les entreprises agricoles sont privées.

Enfin, le caractère annuel de la production agricole augmente sa rigidité et ses difficultés d'adaptation aux sollicitations du marché.

La mobilisation d'une partie de la main-d'œuvre agricole et la pression de besoins relativement incompressibles vont avoir pour conséquences de modifier la composition de la production agricole et de transformer parfois les méthodes de culture.

§ 1 : Modification de la composition de la production agricole

La production agricole totale se compose de la production végétale et de la production animale. La répartition entre l'une et l'autre production dépend de la nature des sols, de la demande et du volume de la main-d'œuvre dans l'agriculture. La conjonction de ces trois facteurs détermine en grande partie la composition de la production agricole totale.

Sans avoir la prétention de faire une analyse exhaustive de l'économie agricole, on peut admettre que la production animale réclame moins de main-d'œuvre que la production végétale. Par conséquent, la mobilisation d'une partie de la main-d'œuvre agricole aura des effets dépressifs variables pour la production animale et pour la production végétale. Ces effets seront différents et particu-

larisés par les conditions spécifiques prévalant dans chaque pays belligérant.

A) *La production agricole en France :*

Le caractère traditionnaliste et peu progressif de l'agriculture française à la veille des deux guerres a été maintes fois dénoncé et décrit. La polyculture et la petite dimension des exploitations rendaient plus difficile encore l'adaptation de l'agriculture aux circonstances de guerre.

Il faut tout d'abord remarquer la diminution au cours des deux guerres de la surface des terres labourables avec une augmentation corrélative des prés, pâturages, herbages et landes.

Répartition des surfaces consacrées aux :
(unité : milliers d'hectares)

	Terres labourables	Landes	Prés herbagers Pâturages	Bois
1913	23 651	3 793	10 048	9 887
1919	21 743	5 023	10 554	9 887
1940	18 911	6 299	11 848	10 250
1946	17 964	6 509	12 224	10 788

Source : Annuaire statistique de la France, 1961, tableau I, p. 97.

La diminution des terres labourables s'élève à 1 908 000 hectares pour la première guerre mondiale et à 547 000 pour la période 1940-1946. Le sens de cette évolution est celui de la tendance générale ; depuis 1920 les surfaces consacrées aux terres labourables diminuent lentement mais de façon continue (1920, 22 590 000 ha ; 1930, 21 791 000 ; 1939, 19 486 000 ; 1950, 18 573 000). Par contre l'intensité de cette diminution est anormale, elle est imputable aux circonstances exceptionnelles dues à la guerre. Tout porte à croire que ce sont les terres les plus fertiles qui ont été conservées et que par conséquent le rendement moyen à l'hectare a augmenté indépendamment des progrès qui ont pu être réalisés dans les méthodes de culture.

La cause principale de cette modification de la répartition des terres doit être recherchée dans la diminution de la main-d'œuvre et les lenteurs de la mécanisation. Cette modification est un indice des changements qui interviennent dans l'importance relative des productions animale et végétale.

1. *En ce qui concerne la production animale,* une difficulté subsiste sur le contenu exact du concept « production ». Doit-on admettre que la production s'identifie aux quantités de viande consommées ou à l'accroissement du cheptel vif ? Le fait de choisir

l'un ou l'autre concept conduit à des conclusions totalement opposées.

En effet, au cours des deux guerres mondiales, les quantités de viande abattue ont fortement diminué, plus particulièrement au cours de la seconde :

Quantité de viande abattue (en milliers de tonnes)

1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
1 551	1 076	958	926	823	723	838

Source : Annuaire statistique de la France, 1951, tableau XII, p. 122.

La conclusion est une évidence ; il y a eu une forte diminution de la production.

Mais la contradiction surgit si l'on adopte comme contenu de la production l'accroissement du montant du cheptel. En effet, au cours des deux guerres, l'effectif des animaux de ferme fut le suivant :

en milliers

	Espèce chevaline	Espèce bovine		Espèce chevaline	Espèce bovine
1914	2 205	12 668	1940	2 115	14 381
1915	2 209	12 520	1941	2 193	15 515
1916	2 246	12 342	1942	2 190	15 806
1917	2 303	12 242	1943	2 120	14 516
1918	2 233	12 251	1944	2 046	13 480
1919	2 413	12 374	1945	2 257	14 273

Source : Annuaire statistique de la France, 1951, tableau X, p. 119.

Cette contradiction toute apparente ne résiste pas à une analyse plus poussée. Le raisonnement consistant à soutenir que la production animale fut en augmentation pendant les deux guerres puisque, sauf pour l'espèce bovine de 1914 à 1919, l'effectif des animaux fut pendant les années de guerre toujours supérieur à ce qu'il était au moment de la déclaration de guerre, souffre d'un vice rédhibitoire, il est incomplet. On ne peut considérer limitativement comme étant la production animale le seul accroissement de l'effectif du cheptel sans tenir compte des quantités de viande abattue et inversement. La difficulté tient au fait que l'effectif est fourni en nombre de têtes et les quantités en tonnes, on ne peut donc donner que le sens de l'évolution sans pouvoir mesurer exactement son intensité.

Quoiqu'il en soit, la production animale n'a pas enregistré une contraction majeure au cours de la guerre. Pour admettre cette

proposition, il est indispensable de prendre en considération les quantités de viande abattue et le renouvellement, voire l'accroissement du cheptel.

2. *En ce qui concerne la production végétale,* indépendamment des effets dépressifs exercés par la mobilisation d'une partie de la main-d'œuvre masculine, les mesures administratives visant à réglementer les prix des différents produits eurent des effets de distorsion, particulièrement au cours de la première guerre mondiale.

Pour faciliter le ravitaillement de la France et inciter les agriculteurs à accroître certaines de leurs productions, un décret du 1er août 1914 supprima les droits d'entrée sur les farines, les grains, les viandes frigorifiées et les pommes de terre. Le même décret interdisait la sortie des produits d'alimentation. Les autorités gouvernementales s'efforçaient ainsi d'augmenter l'offre à l'intérieur et par la concurrence des produits étrangers d'inciter les agriculteurs à pratiquer des prix « raisonnables ». Les événements devaient faire apparaître l'insuffisance de ces mesures. Dès le 15 octobre 1915 une loi prescrivit la taxation du blé.

Cette loi fixait le prix maximum du blé à 30 francs le quintal, de plus elle accordait aux préfets le droit de réquisition au prix fixé. Le 29 juillet 1916 une nouvelle loi fixait le prix du blé à 33 francs le quintal. Le prix des autres céréales restait libre. Une loi en date du 20 novembre 1917 accordait aux préfets le droit de réquisition sur toutes les céréales pour le compte de l'Etat à des prix fixés.

Cet ensemble de mesures eut pour conséquence de modifier la répartition des productions céréalières au profit des céréales secondaires qui tendirent à se substituer au blé. En 1914, la production de blé (10) était plus de sept fois supérieure à celle de seigle et 60 % celle de l'avoine ; en 1917 elle était à peine cinq fois supérieure à celle de seigle et 1,5 % au-dessus de celle d'avoine (36,6 millions de quintaux contre 31,1).

Il semble bien que cette évolution soit particulière à la première guerre mondiale. En effet, au cours de la période 1939-1945 l'évolution fut toute autre. Un ensemble de mesures réglementant la taxation de tous les prix furent prises. La plus importante d'entre elles est le décret du 9 novembre 1939 prévoyant le blocage des prix. Ces réglementations eurent pour effet d'éviter les déformations des rapports économiques qui se sont manifestées au cours de la première guerre.

En 1944 l'indice des superficies cultivées était de 84 (1938 : 100) pour le blé et de 71 pour les céréales secondaires. En 1943 la production de blé à l'indice 87 (1939 : 100), celle de seigle à l'indice 48 et celle de l'avoine avait atteint l'indice 61,5 (11).

(10) D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique de la France*, 1961, tableau IX, pp. 105-106.

(11) D'après les chiffres cités dans la *Revue d'Economie politique*, 1947, p. 1214.

Il faut noter l'extraordinaire expansion que prit la production des oléagineux alimentaires au cours de la seconde guerre mondiale et ce, sous l'influence de pressantes nécessités :

Production d'oléagineux alimentaires (en milliers de quintaux)

1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946
78	78	129	308	322	512	914	400

Source : Annuaire statistique de la France, 1961, tableau XII, p. 109.

Cette expansion apparaît plus remarquable encore lorsque l'on se souvient que le chiffre record atteint entre les deux guerres était de 463 000 quintaux en 1920. Il est bon de signaler qu'un tel essor n'a rien de spontané. La détérioration de nos relations commerciales et l'impérieuse nécessité de satisfaire les besoins domestiques jusqu'alors assurés par les importations ont conduit les autorités administratives à prendre des mesures vigoureuses (12), allant du contrat de culture jusqu'à l'imposition brutale. Il demeure qu'une telle production ne résista pas à la reprise de relations commerciales normales.

3. *Les conséquences de cette évolution sont un accroissement* de l'importance relative de la production animale par rapport à la production végétale.

Au cours de la première guerre mondiale, la part relative de la production végétale dans la production agricole totale a diminué de 3 à 4 %. L'évolution est plus caractéristique encore pour la période 1939-1945.

Pour 1935-1938 et 1945-1949, la production agricole globale se répartissait comme suit :

	1935-1938	1945-1949
Production animale	31,2 %	39 %
Production végétale	68,8 %	61 %

Source : J. C. Toutain, *Economie appliquée*, 1952, TT 125, p. 170.

Cette modification de la production agricole n'est pas spécifique du temps de guerre. Elle se produit en temps de paix également. La signification économique de ce même phénomène est cependant fort différente pour chaque période.

De 1920-1924 à 1925-1935, en termes globaux, la production végétale passait de 67,8 à 64,4 % de la production totale ; cette proportion augmentait à nouveau à 68,8 % pour la période 1935-1938. La guerre a accentué un mouvement existant déjà en temps

(12) *Ibid.*

de paix. Cette évolution est tout à fait normale dans des pays développés où la consommation de produits « riches » (la viande) tend à se substituer à celle de produits plus élémentaires (le pain) au fur et à mesure que le revenu par tête augmente. L'accentuation de ce mouvement en temps de guerre, pour des raisons essentiellement différentes (manque de main-d'œuvre), est plus paradoxale. Des circonstances exceptionnelles que chacun s'accorde à trouver anormales, accélèrent l'évolution considérée comme normale d'un phénomène caractéristique de la croissance.

4. *Remarques*

Les conditions et les facteurs de cette évolution nous conduisent à formuler deux remarques. La première concerne les effets particuliers que peut avoir la réglementation des prix agricoles, la seconde a trait au pouvoir social des agriculteurs en temps de guerre.

Au cours de la première guerre mondiale, la fixation des prix de certains produits agricoles eut pour conséquence de restreindre leur production au profit d'autres produits dont les prix étaient restés libres et par conséquent en hausse. Ceci ne peut se produire qu'en temps de guerre, c'est-à-dire de pénurie relative, période pendant laquelle les agriculteurs ne se préoccupent pas de trouver des débouchés à leur production ; ils ont alors intérêt à cultiver les produits les plus rémunérateurs, ceux dont le prix est le plus élevé.

Dès l'instant où l'offre devient excédentaire, c'est-à-dire où la fixation des prix a pour but non plus de protéger les consommateurs mais d'assurer un revenu minimum aux producteurs, la réglementation des prix (assortie d'un achat gouvernemental) provoque alors un effet inverse. Les agriculteurs produisent, sans se soucier de la demande, des produits (le blé, la betterave sucrière, le lait dans un proche avenir) qui sont parfois excédentaires et ce, au détriment d'autres produits dont la rémunération est plus aléatoire ou dont la culture est plus délicate.

Dans les deux cas se produit un effet de bascule. Dans le premier cas (guerre) ce sont les produits dont les prix sont libres qui sont le plus cultivés ; dans le second cas, ce sont les produits dont les prix sont fixés et les débouchés assurés que les agriculteurs cultivent en grandes quantités.

Cet exemple illustre les difficultés et les dangers d'une politique superficielle des prix agricoles. Il permet aussi d'apprécier « le pouvoir social » des agriculteurs et son évolution éventuelle.

Au cours des guerres, le secteur agricole est par rapport à l'ensemble de l'économie un secteur en expansion (du point de vue « social »). Cette situation favorable est due à une pénurie relative des produits agricoles. Que disparaisse cette pénurie et se détériore la position de force du secteur agricole qui devient alors un secteur en régression. Dans le premier cas, le prix taxé apparaît être un prix plafond, dans le second cas il est une sorte de prix plancher, élément

d'un revenu que les agriculteurs voudraient voir garanti, quant à son minimum au moins.

B) *La production agricole aux Etats-Unis :*

On a parfois écrit que pour l'agriculteur américain l'augmentation de la production était un indice de mauvaise gestion. Ceci traduit simplement le souci constant et fondé qu'ont les agriculteurs américains de trouver un débouché. La capacité de production agricole est nettement supérieure au volume de la demande interne à satisfaire ; aussi la guerre est-elle une occasion d'accroître les exportations vers d'autres pays belligérants dont la production n'est plus suffisante. Pour ce faire il était indispensable de mettre en place une organisation assurant la commercialisation et la répartition des denrées agricoles.

1. *La production végétale*

Sous l'impulsion d'H. Hoover (13) et dans le cadre de la Food Administration fut créée, le 12 août 1916, la Grain Corporation, au capital de cinquante millions de dollars souscrits par le gouvernement et dont l'objectif était double : fixation des prix et achats massifs des produits essentiels (froment). Pour stimuler la production de froment, la Food Administration garantit en 1917 le prix du bushel de blé à deux dollars vingt. Il semble que cette mesure provoquée par la contraction des années 1916-1917 ait eu un effet positif puisque la production de froment passa de 173,3 millions de quintaux en 1917 à 250 millions en 1918 et 263 millions en 1919, alors que la production record avant guerre avait été de 200 millions de quintaux en 1901, la production moyenne étant de 180 millions de quintaux environ. La production de froment au cours des deux guerres fut la suivante :

(Unité : millions de quintaux)

1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
207,8	242,5	279,2	173,2	173,3	250,8	263,5
1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
201,7	221,7	256,4	263,8	229,6	288,5	301,6

Source : Annuaire statistique de la France, 1961, tableau I, p. 49.

La production des autres céréales, en particulier de l'avoine, augmenta pendant la guerre dans des proportions variables mais toujours inférieures à celles de la production de froment. Il est certain qu'étant donné le degré de mécanisation de l'agriculture

(13) Cf. sur ce point Olphé Galhiard, *Histoire économique et financière de la guerre* 1914-1918, Rivière, Paris, 1925, chapitre : « La consommation ».

américaine la guerre ne provoqua pas de problèmes de main-d'œuvre comparables à ceux apparus en France ; il semble au contraire qu'elle libéra les énergies contenues et que la production se développa sans restriction en utilisant la capacité maximale.

2. *La production animale*

La production animale augmenta bien que la pénurie de main-d'œuvre ne joua pas le rôle de stimulant qui fut le sien en France. Le nombre de bovins et le nombre de porcs, deux espèces caractéristiques aux Etats-Unis, augmenta rapidement lors de la seconde guerre mondiale comme le montre le tableau suivant :

en 10»	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946
Bovins .	68 197	71 461	75 162	79 114	82 364	81 909	85 573	82 434
Porcs ..	50 012	54 256	60 377	73 736	83 852	59 759	62 344	61 301

Source : Annuaire statistique de la France, 1951, tableau XXV, pp. 436*, 437*, 438*, 439*, 440*.

Le chiffre record de l'effectif de l'espèce bovine de 1920 à 1939 fut de 67 929 000 en 1935, pour l'espèce porcine et pour la même période, l'effectif record fut 59 344 000 têtes, l'effectif moyen était de 48 millions de têtes. Ces chiffres illustrent l'essor tout particulier pris par ces espèces au cours de la guerre.

Williamson (14) estime pour sa part que la seconde guerre mondiale créa des demandes au-dessus de la capacité productive et distributive de l'économie américaine. En 1945, selon l'auteur, la production agricole était de 50 % supérieure à ce qui avait été produit avant guerre et de 1939 à 1944 l'accroissement de la production agricole fut plus du double de ce qu'elle avait été au cours des vingt années antérieures.

Cet essor fulgurant de la production agricole se traduit dans l'évolution du revenu global fermier ; en 1914 ce revenu atteignait le chiffre de 7 000 000 000 de dollars ; en 1919 il était de 17 000 000 000, soit une augmentation de 143 % ; de 1939 à 1944 la hausse fut de 156 % (15).

Les deux guerres mondiales ont été pour l'agriculture américaine des périodes d'essor intense ; en fait on peut aller jusqu'à affirmer que l'agriculture américaine ne connaît de période d'expansion qu'en temps de guerre. La raison tient à la quasi-saturation du marché des produits agricoles aux Etats-Unis, saturation qui disparaît grâce aux exportations, dès que commencent les hostilités, ce qui libère les agriculteurs de la hantise du débouché. Le caractère

(14) Williamson, *The growth of the american economy*, New York, p. 670 et suivantes.
(15) Ces évaluations sont faites par Williamson à prix courants. Il est nécessaire de les déflater pour avoir l'évolution à prix constants.

industriel de la production agricole aux Etats-Unis et le faible rôle joué par la main-d'œuvre font que les modifications dans la composition de la production agricole qui s'étaient produites en France furent atténuées. La production animale reste toutefois primordiale.

C) *La production agricole en Grande-Bretagne :*

Pour la Grande-Bretagne, la production agricole revêt en temps de guerre une importance particulière puisqu'elle est très dépendante de l'étranger quant à son ravitaillement. Le problème était spécialement aigu, il s'est posé au cours des deux guerres dans les termes suivants : sous peine de mobiliser au détriment de l'approvisionnement en matières premières indispensables à la production de guerre une partie de la flotte marchande britannique en la consacrant à des transports de produits agricoles, il fallait augmenter l'autonomie agricole de la Grande-Bretagne, par conséquent, accroître la production agricole dans des proportions jamais atteintes jusqu'alors.

L'expansion de la production agricole fut généralisée au cours des deux guerres. Si nous évaluons en pourcentage l'accroissement de la production ou de l'effectif du cheptel vif de la dernière année de guerre par rapport à l'année d'avant guerre (1913-1918) (1939-1946), l'évolution fut la suivante, au cours des deux guerres :

	Froment	Pommes de terre	Avoine	Orge	Bovins (1)	Porcs (2)	Ovins (3)
1re guerre .	+ 63,5	+ 38,9	+ 50,5	+ 0,7	— 0,01	— 18,2	— 17
2e guerre .	+ 37,2	+ 99,9	+ 50,5	+ 141	+ 4,1	— 50	— 40

Source : D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique de la France* 1951, de la page 386* à la page 440*.

(1) de 1910 à 1920 (2) de 1915 à 1920 (3) de 1915 à 1920.

— Le manque de blé étant pressant au cours de la première guerre, le gouvernement fut conduit à prendre des mesures économiques énergiques en vue d'encourager cette culture, la principale consistait à garantir aux agriculteurs un prix minimum ; en 1916 le prix minimum garanti était de 78 shilling par « quarter » (1,13 litre), en 1917, 60 shilling, en 1918, 55 shilling. Il semble que les mêmes principes aient présidé à l'élaboration de la politique des prix au cours de la seconde guerre mondiale. En 1940, le Ministre de l'alimentation déclarait (16) : «En ce qui concerne les producteurs nationaux, nous n'avons pas procédé sur la base de payer le minimum qui est payable. Nous avons cherché à trouver un prix tel qu'il encouragera leurs efforts futurs. »

(16) Cité par K. Hancock et M. Gowing, *British war economy*, H.M.S.O., Londres, 1949.

— A. J. Youngson (17) estime qu'à la fin de 1944 la production agricole nette à prix constants avait augmenté de 35 % par rapport à 1939. Cet accroissement cache les distorsions qui se sont produites entre production animale et production végétale.

Les Britanniques ont sacrifié la plus grande partie de leur troupeau au cours de la seconde guerre. Ce phénomène traduit parfaitement un comportement logique. Le cheptel vif fut considéré comme un stock dans lequel on puisait au fur et à mesure que les besoins s'en faisaient sentir. Il était hors de question d'assurer l'expansion ou même le remplacement de biens déjà existants au détriment d'autres produits indispensables. Cette attitude consiste à assurer la satisfaction des besoins immédiats sans réserver les possibilités de reproduction pour l'avenir. Cette attitude était renforcée par la suspension des importations de viande.

Il s'ensuit que l'évolution relative des productions animale et végétale fut l'inverse en Grande-Bretagne de ce qu'elle fut en France et aux Etats-Unis, c'est-à-dire que la guerre provoqua une diminution relative de la production animale par rapport à la production végétale.

D) *La production agricole en U.R.S.S. :*

En temps de paix, maintenant encore, l'agriculture soviétique connaît de nombreuses difficultés ; celles qu'elle eut à résoudre au cours des deux guerres, principalement pendant la seconde, furent d'un autre ordre et d'une autre intensité.

1. *Au cours de la première guerre*

On ne peut, en ce qui concerne la première guerre, faire la part de ce qui est le fait de la guerre de celui de la révolution. La régression est très marquée jusqu'en 1922. En 1922 la production de céréales était de 42 % inférieure à ce qu'elle était en 1913. De 1916 à 1922 la diminution du nombre de têtes fut de :

Chevaux	32,5 %
Bêtes à cornes .	24,4 %
Ovins	24,9 %
Porcs	37,8 %

Source : S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 111.

La guerre comme la révolution eurent une action désintégrante sur l'agriculture russe. On estime que 40 % de la population active masculine dans l'agriculture avaient été mobilisés. S. N. Pocopovicz estime qu'en 1913, 105 millions d'hectares étaient cultivés ; en 1922

(17) A. J. Youngson, *The british economy*, Allen and Unvin Ltd, Londres, 1960 chapitre : « The war economy ».

il y en avait à peine 78 millions. La production globale en roubles 1926/1927 a diminué de plus de 20 % (18).

Les conditions qui ont caractérisé cette période sont, nous semble-t-il, trop particulières pour que l'on puisse tirer des conclusions censées, être générales ou propres à l'économie de guerre.

2. *Au cours de la seconde guerre*

La période de 1939 à 1945 fut essentiellement une période de guerre : reste à savoir si l'évolution de la production agricole soviétique a quelques similitudes avec celle des autres pays belligérants occidentaux.

Le trait marquant de l'agriculture soviétique au cours de la deuxième guerre mondiale a été imprimé par l'invasion allemande des régions occidentales. La situation géographique de ces régions en avait fait les plus riches. S'il était possible, quoique extrêmement difficile, de transférer dans l'Est un certain nombre d'usines, il était impossible d'obtenir dans l'immédiat une production de froment sur les terres gelées de la Sibérie, ni d'y faire vivre un troupeau. L'invasion et les destructions allemandes signifient donc une perte sèche pour l'agriculture soviétique.

Les occupants avaient saisi (19) ou abattus :

7 millions de chevaux,
17 millions de bêtes à cornes,
27 millions d'ovins,
20 millions de porcs.

Ces pertes expliquent en partie la régression de l'effectif du cheptel vif qui atteint de 1941 à 1945 :

48,8 % pour les chevaux,
16,1 % pour les bêtes à cornes,
25,4 % pour les ovins,
62,9 % pour les porcs.

La production végétale diminua également dans des proportions importantes. En 1940 les surfaces cultivées s'élevaient à 151 millions d'hectares ; en 1945 cette surface atteignait à peine 104 millions d'hectares, soit une régression de 31 %. La production de céréales de 1 190 millions de quintaux en 1940 était de 670 millions en 1945, ce qui représente une diminution de 43,5 %.

Si nous calculons un taux de régression moyen pondéré par l'importance relative des différentes espèces dans le troupeau total, on trouve que la production animale a diminué de 30,8 % de 1940 à 1945 (20) alors que la production végétale a diminué de 40 % environ. On aurait pu penser que les destructions allemandes et les

(18) Cf. sur ce point S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 106.
(19) Sur ce point, cf. S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 178 et suivantes.

réquisitions d'animaux auraient eu pour conséquence d'accentuer la régression de la production animale par rapport à la production végétale. Il n'en fut rien ; comme en France et aux Etats-Unis la production animale resta privilégiée par rapport à la production végétale. Quoiqu'il en soit, la population agricole soviétique était fort près de la famine, ne bénéficiant pas de l'aide étrangère (américaine) dont la population urbaine jouissait en matière d'alimentation. Ce fait explique peut-être une part des réticences que manifeste la population agricole lorsque le gouvernement soviétique lui demande de nouveaux sacrifices pour réaliser des progrès dont elle doute devoir bénéficier.

*
**

Le sens de l'évolution de la production industrielle fut le même pour tous les pays belligérants ; il en est autrement pour l'agriculture.

En effet, la production agricole des pays belligérants qui n'ont pas été envahis a augmenté dans des proportion importantes ; celles des pays qui ont connu l'occupation a diminué. L'occupation ne suffit pas à totalement expliquer ce phénomène, d'autres raisons sont à l'origine de l'expansion agricole américaine et anglaise et de la régression soviétique et française.

Les taux relatifs d'expansion ou de régression des productions animale et végétale, mis à part le cas de la Grande-Bretagne, sont différents, l'écart étant toujours en faveur de la production animale. Là aussi les raisons varient selon les pays, le phénomène reste le même. Le cas de la Grande-Bretagne est trop particulier pour ôter à ce phénomène son caractère de généralité ; la production de viande britannique représente un infini pourcentage de la consommation de viande ; lorsque les relations commerciales sont interrompues, il devient nécessaire de sacrifier le troupeau à la satisfaction des besoins de consommation extrêmement pressants.

Trois raisons concourent principalement à modifier la composition de la production agricole en temps de guerre. En premier lieu le manque de main-d'œuvre conduit à cultiver les produits réclamant le moins de soins, à développer la production animale plus que la production végétale.

En deuxième lieu, les modifications se produisant dans la structure des prix relatifs agricoles — certains sont taxés, d'autres ne le sont pas — incitent les agriculteurs à cultiver les produits dont les prix sont les plus élevés dans la mesure où ils sont assurés d'un débouché. Ces distorsions entre prix agricoles peuvent disparaître losqu'il existe une taxation générale. La répartition des cultures se fera dès lors — indépendamment des raisons techniques — en fonction de la demande.

---

(20) $\frac{49 \times 20 + 16 \times 55 + 25 \times 91 + 63 \times 28}{194}$

En dernier lieu, la demande accrue de certains produits de consommation courante ou devenus insuffisants par suite de la rupture des relations commerciales internationales conduit les agriculteurs à cultiver ces produits alors qu'ils ne les cultivaient pas initialement.

Il peut se faire que les effets de ces trois facteurs soient concordants, c'est-à-dire que les difficultés de main-d'œuvre, la recherche d'un débouché rémunérateur ou les variations de la demande accentuent la distorsion entre production animale et production végétale. Il peut se faire que ces trois facteurs aient des effets compensateurs et amortissent les écarts entre production animale et végétale.

Les modifications dans la composition de la production agricole s'accompagnent généralement et pour des raisons semblables d'une transformation dans les méthodes de culture.

§ 2 : Transformation des méthodes de culture

La production agricole est fort peu capitalistique, surtout en France. Le travail humain est essentiel. La mobilisation de nombreux agriculteurs a eu pour effet d'obliger les femmes et les enfants à se substituer aux agriculteurs mobilisés ; pourtant, malgré cet effort de compensation et l'activité accrue des travailleurs agricoles non mobilisés, la production agricole demeurait insuffisante. Il fallait par conséquent mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production plus efficaces et répondant à un double objectif : réclamer moins de main-d'œuvre et permettre de produire les biens adaptés à une demande nouvelle dans sa structure et son intensité.

Cet objectif perçu de façon instinctive par les agriculteurs et les autorités publiques n'a jamais été formalisé ; les efforts en ce domaine restèrent dispersés et dans leur direction et quant aux agents qui les entreprirent.

La guerre, malgré les lenteurs et les difficultés d'équipement inhérentes à l'agriculture, créa des conditions relativement favorables à la modernisation et à la mécanisation de l'agriculture. Les besoins très pressants en produits agricoles et les difficultés de production conduisent les autorités à organiser et à favoriser la mécanisation de l'agriculture.

De plus les agriculteurs disposent d'une aisance financière que leur procure la hausse souvent rapide des denrées agricoles et qu'ils ne connaissent pas en temps de paix.

Il serait erroné de penser qu'il y a eu une mutation ; les évolutions dans l'agriculture ont pour caractéristique inhérente la lenteur ; la guerre a accéléré cette évolution. Cette accélération est variable selon les pays belligérants, elle dépend de l'état de l'agriculture à la veille de la guerre et de l'esprit d'entreprise des agriculteurs.

A) *La mécanisation en France :*

On a trop décrit l'esprit pusillanime et l'inertie des agriculteurs français à la veille de la première guerre mondiale autant que de la seconde pour qu'il soit besoin d'y insister. Il serait erroné de croire que les guerres ont provoqué une révolution dans les méthodes de production de l'agriculture française. Mais comparativement à la stagnation qui avait marqué les années de paix, les efforts entrepris au cours des deux conflits et dans des circonstances difficiles méritent d'être signalés.

1. *De 1914 à 1918*

Dès 1916 (21) les autorités gouvernementales furent, sous la pression des nécessités, contraintes de prendre un certain nombre de mesures afin d'inciter les agriculteurs à améliorer leurs méthodes de production. Une loi du 2 janvier 1917 accorda un crédit de 30 millions en vue de faciliter les achats de machines agricoles. 12 millions furent consacrés à l'achat de 600 tracteurs et plus de 9 millions aux dépenses d'exploitation prises en charge par l'Etat. De plus des facilités substantielles étaient accordées aux agriculteurs qui désiraient faire labourer mécaniquement leurs terres sans acheter de tracteurs. L'Etat proposait un prix forfaitaire de 60 à 70 francs l'hectare labouré alors que le prix de revient réel pour labourer un hectare variait de 100 à 140 francs. Par conséquent l'Etat accordait une aide minimale de 30 francs par hectare à ceux qui laboureraient mécaniquement. Malgré ces conditions favorables le succès de cette tentative de mécanisation resta limité. Il existait, semble-t-il, sinon une sorte de crainte, du moins une inertie certaine à l'encontre du travail mécanisé.

Au cours de la même période 1914-1918, les cultures furent plus intensives. Cette intensification rendit plus nécessaire l'emploi des engrais chimiques. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières entraînèrent une diminution des livraisons d'engrais à base d'azote, d'acide phosphorique et de phosphore. Pour pallier ces difficultés, fut créé en 1918 l'Office central des produits chimiques agricoles doté d'un crédit de 100 millions de francs. Cet office était chargé de l'achat, la fabrication et la distribution des engrais chimiques. Il devait, à partir de 1920, enregistrer des résultats fort encourageants.

2. *De 1939 à 1945*

La proximité de la seconde guerre mondiale fait que l'on considère cette période comme particulièrement difficile pour l'agriculture et que l'opinion la plus répandue consiste à souligner la régression de la mécanisation (22). Il n'est pas dans notre propos de mettre un optimisme forcené au service d'une démonstration qui

(21) Cf. sur ce point Auge-Laribe, *L'Agriculture française pendant la guerre.*
(22) Cf. sur ce point, *Revue d'Economie politique*, 1947, p. 1208 et suivantes.

tend à être objective. Il suffit cependant de considérer les chiffres, dont certains sont cités par les auteurs les plus pessimistes, pour admettre qu'un effort de mécanisation certain a été fait au cours de la seconde guerre mondiale.

	Semoirs	Tracteurs	Moissonneuses	Batteuses	Moteurs électriques
1929	322,1	25,6	430,3	203,4	159,5
1946	384,9	56,5	501,1	206,1	471,6
Accroissement en %	19,4	121	19,2	1,3	171

Source : Annuaire statistique de la France, 1961, tableau II, p. 99 (chiffres en millier).

Ces accroissements inégaux restent dans leur ensemble modestes. Au cours de la guerre, plus précisément de 1941 à 1945 (23), 5 992 tracteurs furent ajoutés au parc, soit une augmentation de 11,9 % de 1940 à 1945. De plus, il faut ajouter 7 095 tracteurs importés du 1er septembre 1944 au 31 décembre 1945. En 1929, aucun motoculteur n'était en œuvre, en 1946 il y en avait 19 700 dont 5 334 furent construits au cours de la guerre. Etant donné les conditions extrêmement difficiles qui étaient celles prévalant à cette époque, on est en droit d'admettre que l'effort de mécanisation fut, comparativement à ce qu'il avait été en temps de paix, particulièrement intense, bien qu'il ne puisse être comparé à l'effort britannique dans le même domaine.

B) *La mécanisation en Grande-Bretagne :*

La production agricole est pour la Grande-Bretagne d'une importance stratégique. En effet, étant tributaire de l'étranger pour s'approvisionner en produits agricoles, la Grande-Bretagne ne pouvait consacrer la totalité de ses navires à l'importation des matières premières industrielles. L'accroissement de la production agricole était doublement nécessaire, il devait permettre d'assurer l'alimentation de la population et de libérer un certain nombre de cargos afin de les consacrer au transport des matières premières industrielles.

Toutefois il n'était pas question d'opérer un transfert massif de main-d'œuvre dans le secteur agricole bien qu'il fut considéré comme prioritaire. La solution consistait en une mécanisation intensive de la production. En 1940 le nombre de tracteurs utilisés en Grande-Bretagne était de 60 000 environ (24) ; à la fin de la guerre ce nombre était de 190 000, soit une augmentation de plus de 200 %.

(23) *Ibid.*

(24) Cf. sur ce point, A. Y. Yougson, *The british economy*, chapitre : « The war economy », p. 421 et suivantes.

Cette mécanisation poussée entraîna une augmentation de la productivité par homme de 10 à 15 % (25). La force de travail dans l'agriculture passa de 711 000 personnes en 1939 à 887 000 en 1945 (26), soit une accroissement de presque 24 %. Ce phénomène mérite d'être signalé, c'est un des rares exemples que l'on ait d'une augmentation de la force de travail dans l'agriculture en même temps qu'une intense mécanisation. Il traduit toute l'importance que les Britanniques accordèrent à l'agriculture au cours de la guerre.

C) *La mécanisation aux Etats-Unis :*

L'agriculture américaine est caractérisée par une intense mécanisation associée à des méthodes de production scientifiques très développées. A l'inverse de celle de la Grande-Bretagne, l'agriculture américaine était excédentaire.

L'impulsion provoquée par la première guerre mondiale fut trop modeste pour entraîner des changements sensibles dans les méthodes de production et une intensification de la mécanisation.

En effet, les exportations de produits agricoles à destination de la Grande-Bretagne et de la France en particulier fournissaient simplement les débouchés nécessaires à la liquidation des excédents. La demande, même accrue, pouvait être satisfaite par l'utilisation normale de la capacité de production existante. Ceci explique sans doute qu'aucun progrès technique remarquable n'ait été enregistré au cours de cette période.

Il en fut autrement durant la seconde guerre mondiale. On estime généralement que la demande de produits agricoles était supérieure à la capacité de production de l'agriculture américaine (27). Par conséquent, les agriculteurs américains eurent à résoudre des problèmes semblables à ceux posés aux agriculteurs français et anglais : produire le plus possible sans souci des débouchés. Les organismes de direction dont la création avait été improvisée en 1917 étaient en place. L'utilisation des « combines » se généralisa, des entreprises de grande dimension utilisèrent à l'échelle industrielle les procédés mécaniques (28) les plus modernes et les plus productifs. Le travail strictement manuel disparut presque entièrement, même pour la cueillette du coton (29).

Cette mécanisation accrue s'accompagna d'une intensification de l'emploi des engrais chimiques. Le volume d'engrais chimiques utilisés augmenta de 85 % de 1939 à 1945 (30), la quantité de chaux employée s'accrût de 170 %.

---

(25) *Ibid.*

(26) *Ibid.*

(27) Cf. sur ce point en particulier, *The growth of the american economy*, édité par Williamson, chapitre : « L'agriculture dans une économie industrielle ».

(28) Cf. sur ce point en particulier, *The growth of the american economy*, édité par Williamson, chapitre : « L'agriculture dans une économie industrielle ».

(29) Wright, *op. cit.*, chapitre XXI : « Agriculture since », 1860.

(30) Wright, *op. cit.*, p. 170.

Williamson estime que la force de travail dans l'agriculture américaine s'accrût, malgré une mécanisation développée, de 10 % de 1939 à 1945. Il n'est pas certain que la mécanisation intensive de l'agriculture américaine ait normalement dû entraîner une diminution de la main-d'œuvre. La contraction de la force de travail dans l'agriculture s'était faite avant guerre ; il n'y avait donc aucun chômage déguisé ; chaque personne occupée dans ce secteur était pleinement employée ; par conséquent l'augmentation du nombre de tracteurs entraîne une augmentation correspondante du nombre d'équipages nécessaires à l'utilisation d'un tracteur. Il n'y a substitution que lorsqu'il existe un chômage déguisé, lorsqu'il y a plein emploi la complémentarité est la règle.

On peut estimer que la productivité par tête a augmenté de 15 % au cours de la guerre, ce qui est remarquable dans un pays dont la productivité agricole par homme est la plus élevée du monde.

D) *Les méthodes de production en U.R.S.S. :*

Depuis 1917 l'agriculture reste la pierre d'achoppement de l'économie soviétique. Malgré tous les efforts entrepris, toutes les mesures mises en œuvre, dont certaines furent draconiennes, l'agriculture n'a jamais été un sujet de satisfaction en U.R.S.S. En effet l'expansion de ce secteur reste faible comparée à celle dont s'enorgueillit l'industrie. On connaît (31) les réformes profondes et définitives prises dans le domaine agricole. Au-delà des mesures circonstancielles et politiques, l'intention profonde des gouvernants soviétiques est la mise en place de grandes unités de production agricole fortement mécanisées, en fait la recherche d'une productivité élevée.

En ce qui concerne l'effort de mécanisation accompli en U.R.S.S. au cours de la seconde guerre mondiale, nous possédons des statistiques trop fragmentaires qui permettent seulement des suppositions mais ne nous autorisent aucunement à tirer des conclusions incontestables.

En 1940, 10 000 fermes collectives seulement étaient électrifiées ; en 1945 leur nombre s'élevait à 12 984 (32), soit une augmentation de plus de 29 %. Plus caractéristique nous semble être l'accroissement de puissance des stations électriques rurales qui de 275 000 Kw en 1940 s'élevait à 340 000 Kw en 1945, ce qui représente un accroissement de 23,6 %. Ces chiffres ne sont qu'un indice, pour être pleinement démonstratifs ils devraient être confirmés par d'autres statistiques qui font défaut. Les événements postérieurs à la guerre laissent penser que la mécanisation et l'amélioration des techniques de production agricole n'ont pas été particulièrement intenses pendant la guerre.

(31) Cf. sur ce point M. Dobb, *Soviet economic developpment since* 1917, chapitre « Le problème de l'industrialisation ».

(32) S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 183.

Conclusion de la sous-section II

A) *Mécanisation et main-d'œuvre :*

On considère généralement que la mécanisation entraîne une diminution du volume de la main-d'œuvre occupée dans l'agriculture. Cette opinion est renforcée par le cas de la France. Dans la mesure où l'on admet que c'est le manque de main-d'œuvre provoqué par la guerre qui a en France entraîné le début de la mécanisation de l'agriculture, on est conduit à penser que le travail mécanique s'est substitué au travail humain.

L'évolution de la mécanisation et de la main-d'œuvre en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis contredit la proposition en vertu de laquelle il y a substitution du travail mécanique au travail humain. Dans l'un et l'autre pays, la mécanisation de l'agriculture s'est accompagnée d'une augmentation du volume de la main-d'œuvre.

Cette contradiction n'est qu'apparente ; elle se fonde sur le fait qu'en France la majorité des agriculteurs sont en situation de chômage déguisé, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne tous les agriculteurs sont pleinement occupés.

Lorsqu'il y a chômage déguisé, l'utilisation d'un engin mécanique interdit à des agriculteurs déjà sous-employés de poursuivre leur activité. Lorsqu'il y a plein emploi, l'utilisation d'un engin mécanique nécessite une main-d'œuvre supplémentaire, au minimum celle indispensable à assurer le fonctionnement de ces tracteurs. Nous supposons implicitement que la main-d'œuvre initialement occupée ne peut être employée à la conduite des tracteurs, par exemple, et que le travail effectué par les engins mécaniques ne se substitue pas au travail accompli par les agriculteurs. Ceci revient à dire que la mécanisation doit être relativement avancée, ce qui n'était pas le cas en France.

Les conditions très différentes existant dans l'agriculture française et dans les agricultures anglaise et américaine ont fait que la guerre a eu sur ces agriculteurs des effets semblables quant à leur mécanisation et des effets inverses en ce qui concerne la main-d'œuvre.

B) *Mouvements comparés de la production agricole et de la production industrielle :*

L'évolution comparée de la production agricole et de la production industrielle montre la relative rigidité aussi bien en essor qu'en régression de l'agriculture. Au moins en ce qui concerne la demande, la guerre doit être considérée comme un facteur d'impulsion de la production agricole. Or si l'on compare le taux de croissance de la production agricole aux Etats-Unis au taux de croissance de la production des secteurs industriels bénéficiant de l'impulsion de guerre, on constate un écart important : pour l'agriculture le taux moyen annuel de croissance au cours de la seconde guerre mondiale fut de 9,5 % environ, pour l'industrie en général il fut de 11,8 % et

pour certains secteurs comme la métallurgie de 20 %. On ne peut nier que toutes les conditions indispensables à une expansion rapide de la production agricole étaient alors réunies aux Etats-Unis (technique avancée, pas de recherche de débouchés, mécanisation poussée...). L'exemple de la Grande-Bretagne ne fait que confirmer cette conclusion : la croissance de la production agricole est moins rapide et moins intense que celle d'autres secteurs.

Ce qui est vrai en essor l'est aussi en régression ; l'exemple de l'agriculture française est à ce propos significatif. L'existence d'une demande accrue pendant la guerre ne semble pas avoir été un facteur exceptionnel et par conséquent spécialement favorable à l'agriculture française qui, en temps normal et à la veille des deux guerres, ne se préoccupait pas spécialement de trouver des débouchés. La guerre a au contraire rendu plus difficiles les conditions de production en déprimant l'offre de main-d'œuvre ; on peut au contraire considérer que si la guerre a été pour l'agriculture française l'occasion d'une mécanisation accrue, elle fut un facteur dépressif du point de vue de la production et non plus de la technique.

Or nous constatons que la contraction enregistrée par l'agriculture est inférieure à celle qu'eurent à subir les industries textiles, elles aussi déprimées par la guerre.

En période d'expansion comme en période de contraction, l'agriculture fait preuve de rigidité. L'explication est double : en essor joue la loi des rendements décroissants, en contraction celle des rendements croissants des terres cultivées. Il faut aussi remarquer que l'amélioration de la productivité *pour une même surface cultivée* est très lente alors qu'elle peut être beaucoup plus rapide dans l'industrie. Tous les efforts entrepris au cours de la guerre pour améliorer la productivité par tête (mécanisation) et par hectare (engrais) en Grande-Bretagne n'ont eu pour résultat qu'une hausse totale de 15 % de la productivité de 1939 à 1946. Cette rigidité de la production agricole a donc deux raisons : les terres nouvellement cultivées sont moins fertiles, l'amélioration de la productivité est très lente et difficile dans l'agriculture.

Conclusion de la section I :

Les difficultés et les lenteurs pour accroître la production agricole ne sont pas un facteur d'amplification du taux de restriction ou de contraction de la consommation. Deux raisons expliquent ce phénomène.

En premier lieu, la part tenue par les produits alimentaires dans la consommation totale est relativement faible. La contraction de la consommation est principalement imputable aux produits de consommation d'origine industrielle. On peut admettre toutefois que s'il y a eu une contraction majeure des quantités de produits alimentaires consommés, il y eut une modification dans la répartition des produits alimentaires consommés, diminution des quantités de

viande et augmentation corrélative des pommes de terre et des produits céréaliers.

En deuxième lieu, le secteur agricole étant peu capitalistique et les produits agricoles n'étant pas directement utilisés dans la production de matériel de guerre, ne font pas l'objet de prélèvements au profit du secteur « production de guerre ». De plus les effets dépressifs ressentis par le secteur agricole ne se manifestent que par l'intermédiaire de la main-d'œuvre, c'est dire qu'ils sont moindres que dans les secteurs fabriquant des produits de consommation industriels qui manquent à la fois de main-d'œuvre et de matières premières.

L'intensité de contraction dans la consommation dépend essentiellement de l'effort de guerre accompli par le pays considéré. La durée des hostilités ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution de l'effet de restriction. Le taux de contraction de la consommation est fonction de la durée de consommation des biens considérés. Les biens dont la durée d'utilisation la plus longue sont ceux dont la consommation est la plus restreinte.

La restriction de la consommation n'est pas le résultat du comportement spontané du consommateur. Il est difficile de faire admettre la faim, le froid et l'inconfort à ceux qui travaillent plus qu'ils n'ont jamais travaillé. La consommation ne sera restreinte que par voie de contrainte.

SECTION II. — LES MOYENS DE CONTRAINTE

Il serait erroné de penser que les moyens de contrainte mis en œuvre dans le but de diminuer la consommation sont l'expression d'une politique déterminée ou d'une volonté arrêtée. Ils sont dus en fait à l'improvisation et à des tâtonnements qui en font souvent des mécanismes d'ajustement (l'inflation) plus que les moyens élaborés d'une politique économique mûrement réfléchie. Cet état de choses explique sans doute certaines contradictions dans l'application de moyens de contrainte dont les effets sont parfois opposés. On peut s'étonner que les autorités ayant la charge de mettre en œuvre tous les moyens économiques nécessaires à la poursuite de la guerre n'aient pas réussi à élaborer une politique ayant un minimum de continuité.

Les limites à cet étonnement tiennent dans l'incapacité quasi complète où lesdites autorités étaient de fixer des objectifs économiques précis puisque aucune analyse n'avait été entreprise. En premier lieu, on ignorait s'il fallait ou non restreindre la consommation de tel ou tel produit. En second lieu, même lorsque cette détermination était faite, le plus grand doute demeurait quant au taux de contraction à obtenir. Par conséquent les moyens de contrainte utilisés étaient suggérés par les circonstances ; il était

exceptionnel qu'ils fussent la manifestation d'un raisonnement analytique rigoureux.

On comprend dès lors que toute politique de contraction de la consommation fît appel à des moyens de contrainte essentiellement globaux. Il serait exagéré d'affirmer que lors des deux guerres les autorités de quelque pays que ce soit aient combiné les moyens de contrainte dont elles disposaient. Nous ne serions pas éloignés de penser que lorsqu'une telle combinaison s'est produite, ce fut principalement le fait du hasard.

Les mesures de restriction prises par les autorités l'étaient en réaction à un état de fait le plus souvent imprévu. Les circonstances sollicitaient des mesures d'ajustement. Lorsqu'un produit était rare, les tensions se manifestant sur le marché devaient être directement contrôlées sous peine de rapidement devenir insupportables.

Ces mesures sont des mesures de crise ; elles ont pour but de résoudre immédiatement les problèmes qui se posent avec acuité ; de ce fait elles sont trop fragmentaires pour réaliser la contraction totale de la consommation. Le problème est beaucoup plus complexe et général ; il existe des tensions qui ne sont pas toutes perçues par les autorités ou sont à l'état latent, en prévision celles-ci sont amenées à prendre des mesures de contrainte indirecte dont les effets sont censés être plus généraux. Il peut même se faire que certaines contraintes ayant pour effet de restreindre la consommation agissent sans qu'elles aient été voulues ; elles se manifestent de la même manière qu'un anti-corps apparaît sans que l'individu l'ait voulu, réaction spontanée et autonome de l'organisme en vue de rétablir un équilibre compromis.

Sous-section I : Les moyens de contrainte directe

Les moyens de contrainte directe consistent essentiellement en des mesures d'ordre administratif fixant les quotas de consommation de certains produits. Ces mesures ont un double caractère de contrainte ; tout d'abord parce qu'elles sont en général assorties de sanctions parfois judiciaires, ensuite et enfin parce que les quotas de consommation sont fixés en dessous du niveau habituel de consommation des produits considérés. Elles sont directes parce qu'elles fixent en termes réels le niveau de consommation à ne pas dépasser sans faire appel aux mécanismes monétaires et indépendamment du niveau de revenu des consommateurs. Le marché, au sens économique du terme, disparaît, il devient simplement un lieu de distribution. Le rationnement constitue l'essentiel des moyens de contrainte directe.

Les moyens de contrainte directe sont au service d'une politique de rationnement dont les caractéristiques sont fonction de son contenu, des modalités de sa mise en œuvre et des conditions d'efficacité.

§ 1 : Le contenu d'une politique de rationnement

Le plus souvent ce contenu est déterminé par les circonstances lorsque l'imprévoyance en matière économique est la règle. Il s'agit tout d'abord d'établir la liste des produits qui seront rationnés, de savoir ensuite comment sera assuré ce rationnement.

On peut admettre, ce qui est semble-t-il une preuve d'optimisme, qu'il est possible de prévoir la demande et l'offre globales des produits qui risquent d'être rares. Cette prévision réalisée, soit par extrapolation, soit par enquête, il reste à déterminer de quelle manière sera assuré ce rationnement. Tout dépend de la nature des produits considérés. Lorsqu'il s'agit de produits qui sont essentiellement des biens de consommation, le rationnement se fait au niveau de la distribution et tend à être ce que nous appellerons un « rationnement-répartition ». Lorsque les produits rares sont polyvalents, à savoir qu'ils peuvent être utilisés soit à la fabrication de biens de consommation, soit à la production de matériel de guerre, le rationnement se fait alors au niveau non plus de la distribution aux utilisateurs finals, mais au niveau de la production.

A) *Rationnement-répartition :*

La seule rareté n'est pas suffisante pour justifier des mesures de rationnement, encore faut-il que les produits qui en sont l'objet soient indispensables pour l'ensemble des consommateurs.

Seuls les produits de consommation courante feront l'objet de mesures de rationnement au niveau de la distribution. Etant donné une certaine quantité de biens déjà produits ou sur le point de l'être, les mesures de rationnement tendront à assurer une équirépartition de ce stock. Deux possibilités peuvent être choisies.

Ou la totalité du stock est répartie entre les différents consommateurs, en ce cas la part attribuée à chaque consommateur est un maximum, ou bien, une partie seulement du stock de produits disponibles est répartie, le reste du stock restant à la libre disposition des utilisateurs finals, en ce cas la part attribuée à chaque consommateur apparaît être minimum.

La seconde solution ne peut être préconisée que sous certaines conditions. Les produits rationnés peuvent être en quantités insuffisantes pour satisfaire la totalité de la demande, mais en quantités excédentaires si l'on n'assure que le minimum de la consommation. Choisir d'assurer un minimum alors qu'il existe encore des quantités disponibles et les laisser à la libre disposition des consommateurs en fonction de leurs revenus suppose que les biens considérés ne sont pas de toute première nécessité.

Quoiqu'il en soit de ces difficultés, elles restent mineures, comparées à celles qui surgissent lorsqu'il s'agit de rationner des produits polyvalents.

B) *Rationnement au niveau de la production :*

Les produits considérés sont essentiellement des matières premières ; ils sont polyvalents lorsque l'on peut les utiliser dans la fabrication de plusieurs produits que nous appellerons secondaires.

Il peut se faire que les produits secondaires soient à la fois des biens de consommation et du matériel de guerre ; quoiqu'il en soit, la répartition entre les différents secteurs de production est subordonnée à la connaissance approfondie de l'économie de guerre, elle suppose connus les besoins des divers secteurs et choisi un critère de répartition qui ne relève pas du seul instinct du ministre de la production ou de l'industrie.

Cette politique de rationnement est plus volontariste que la précédente, elle est au service de ce que, dans le jargon des planificateurs, l'on appelle les grandes options nationales. Elle ne peut et ne doit être isolée. Elle se propose en fait de dégager, en restreignant la consommation, une épargne réelle et de l'affecter à des secteurs dont la production est en temps de guerre considérée comme prioritaire.

Lorsqu'est défini, s'il ne l'a jamais été, le contenu cohérent d'une politique de rationnement, il reste à la mettre en pratique. Les modalités de mise en œuvre sont différentes selon les pays.

§ 2 : Les modalités de mise en œuvre

Hormis l'Allemagne et l'U.R.S.S. pour lesquelles nous manquons de renseignements, seules la France et la Grande-Bretagne ont mis en œuvre une politique systématique de rationnement.

A) *Le rationnement en France :*

Il semble que dans notre pays ce soit le rationnement-répartition qui fut le plus systématiquement appliqué.

Le rationnement des produits alimentaires suppose une étude préalable du minimum alimentaire nécessaire. Ce minimum peut être apprécié d'un point de vue quantitatif et d'un point de vue qualitatif. Dans le premiers cas, on s'efforce simplement que les consommateurs n'éprouvent pas les désagréments de la faim. Dans le second cas, on tend à déterminer une ration alimentaire dont la composition assure le nombre de calories nécessaires et contient les vitamines et tous les produits indispensables.

Le point de vue qualitatif nécessite des connaissances diététiques que les autorités administratives ne possédaient pas. De plus, même en toute connaissance de cause, l'application rigoureuse d'une politique diététique est difficilement réalisable pour ne pas dire impossible en période de guerre. Pour ces deux raisons, méconnaissance et incapacité, les autorités administratives furent conduites à prendre principalement en considération l'aspect quantitatif du rationnement, à pratiquer la politique de « l'estomac rempli ».

On ne peut contester que quelques efforts pour rendre sélective cette politique de rationnement n'aient été entrepris. En effet les rations attribuées variaient en quantité selon les catégories socio-professionnelles (travailleurs de force) ou selon l'âge (vieillards, enfants). Louables dans leur principe, ces tentatives de sélectivité restèrent en pratique peu efficaces ; il y eut le plus souvent redistribution à l'intérieur des familles.

Le principe directeur de la politique de rationnement en France semble avoir été une équi-répartition des produits rares et nécessaires.

B) *Le rationnement en Grande-Bretagne :*

Les moyens de contrainte directe mis en œuvre en Grande-Bretagne sont plus élaborés et semblent avoir été plus efficaces. Ils forment ce que l'on a coutume d'appeler le « systeme utility » (33).

Le systeme utility consiste à établir en temps de pénurie une liste-type de produits industriels qui soient avantageux pour les consommateurs (qualité...) et facilement contrôlables par l'administration. Il faut immédiatement remarquer que ce système concerne les produits industriels alors que le système de rationnement français prenait en considération les biens de consommation courante (alimentaires). Ce système sera par conséquent complété par des mesures de rationnement portant sur les produits alimentaires.

Le systeme utility est une combinaison des deux types de rationnement : rationnement-répartition, rationnement-limitation de la production.

Le systeme utility date de septembre 1941. Il fut précédé d'une période de tâtonnements datant de 1929, époque à partir de laquelle « le Committee of imperial defence » recherchait les remèdes possibles à une inflation de guerre. Initialement prévu pour assurer une production maximale et une répartition optimale des vêtements, le systeme utility fut par la suite étendu à l'ensemble de la consommation civile de produits industriels. Pour apprécier l'efficacité de ce système, il faut l'étudier du point de vue des producteurs et du point de vue des consommateurs.

1. Du point de vue du consommateur, pour être « utile » un produit devait avoir un certain nombre de qualités spécifiques. Il devait non seulement être bon marché mais aussi d'une qualité déterminée par des normes établies par le gouvernement, qualité que les autorités ne manquaient pas de vérifier. Des comités professionnels établirent — après un long travail — les spécifications qui furent à la base du systeme utility.

Au cours de l'année 1942 furent établies les « austerity regulations » qui fixèrent quatre types de restrictions. En premier lieu était prévue la suppression des garnitures vestimentaires inutiles.

(33) J. R. Bernard, *Le « system utility », institution caractéristique et fondamentale de l'économie britannique*, A. Colin, Paris, 1953.

On préconisait ensuite l'économie de certaines matières premières réservées à l'industrie de guerre, tel que l'acier, par exemple. Le troisième type de restriction avait pour but de simplifier le « style » des vêtements. Enfin, en vue d'encourager les programmes de production à long terme de produits standardisés, le nombre de modèles pouvant être commercialisés fut limité. Le système très souple dans son principe fut adapté à chaque industrie.

2. Du point de vue des producteurs (34) le système utilisé apparut rapidement comme un des plus puissants facteurs de standardisation dans l'industrie textile. Un certain nombres de firmes avaient été choisies pour fabriquer des vêtements répondant aux normes du systeme utility. Ces entreprises s'engageaient à fabriquer plus de 75 % de leur production selon les normes imposées. Ces fabricants étaient choisis parmi ceux qui employaient plus de dix ouvriers. Au milieu de 1942, 1 863 firmes employant 216 200 travailleurs avaient adhéré au systeme utility. Il restait 2 300 firmes de moindre importance qui n'avaient pas été désignées pour faire partie de ce cartel d'un nouveau genre.

Deux faits ici méritent d'être signalés. Le premier est le contrôle effectivement exercé par les autorités en ce qui concerne les quatre règles de restriction et les prix pratiqués. Des comités locaux exerçaient une surveillance dont les sanctions pouvaient aller jusqu'à l'emprisonnement (35). De 1940 à 1946 le nombre de contraventions s'éleva à 4 106, dont 32 peines d'emprisonnement.

Le second fait caractéristique est le traitement préférentiel dont bénéficièrent les firmes adhérentes en ce qui concerne l'approvisionnement en matières indispensables à la production des quotités fixées. Dans la mesure où les stocks n'étaient pas épuisés, les firmes non adhérentes au système avaient la possibilité de s'approvisionner Ce traitement préférentiel eut pour résultat d'assurer la prépondérance des entreprises soumises au systeme utility. Au milieu de 1942, le systeme utility couvrit 84 % de la production textile. Ce chiffre est confirmé par l'évolution des ventes sur le marché intérieur des tissus fabriqués par des firmes adhérant au systeme utility.

% par rapport au total des tissus vendus par des firmes « utility »

	Tissus de laine	*Tissus de coton*
1942/2e semestre	80	80
1943	73	79
1944	65	84
1945/1er semestre	76	86
1945/2e semestre	83	82

Source : J. R. Bernard, *op. cit.*, p. 41.

(34) Cf. sur ce point J. R. Bernard, *op. cit.*, p. 36 et suivantes.
(35) Cf. J. R. Bernard, *op. cit.*, p. 9.

Ces achats étaient effectués sur présentation de coupons (tickets). Au début des hostilités les consommateurs furent dotés d'un certain nombre de coupons qui leur donnaient droit à l'achat d'une quantité déterminée de tissus ; cette quantité fut, à l'époque, fixée aux deux tiers de la consommation d'avant guerre. Lorsque les difficultés devinrent plus aiguës, le quota de consommation fut réduit. Cette fixation des quantités consommables fut accompagnée de mesures tendant à la stabilisation des prix.

En ce point nous sommes conduits à remarquer que la fixation généralisée pour l'ensemble des consommateurs d'un niveau moyen de consommation (même contractée) n'est « équitable » qu'en ce qui concerne les produits de première nécessité dont la demande en fonction des revenus est relativement rigide. Pour ces produits la différenciation par rapport aux revenus se fait surtout en fonction de la qualité, voire de la simple présentation des produits consommés, dont la nature reste la même.

Simple politique de rationnement « à la française » ou systeme utility plus raffiné à l'anglaise, il reste que toute mesure de contraction directe de la consommation doit bénéficier d'un certain nombre de conditions pour qu'elle soit tout à la fois supportée et efficace.

§ 3 : Conditions d'efficacité

Un certain nombre de conditions doivent être réunies pour que l'application des mesures de contrainte directe de la consommation soit pleinement efficace. Ces conditions sont au nombre de quatre.

1. Il faut que toutes les quantités disponibles des produits rationnés soient commercialisées afin d'éviter que n'apparaisse parallèlement au marché officiel un marché « noir ». Dans la mesure où les producteurs ont la possibilité de garder par-devers eux une certaine quantité de produits rares, on est en droit de se demander par quels moyens et pour quelles raisons il est possible de les empêcher de les écouler sur un marché parallèle. Il semble difficile de préconiser une solution autre que celle consistant à réquisitionner les productions obtenues par des entreprises privées. Nous trouvons ici une explication partielle aux difficultés rencontrées en matière de rationnement des produits alimentaires. Le contrôle de la production agricole est pratiquement impossible à réaliser et il existera toujours un marché parallèle des produits agricoles. Par contre on comprend mieux que le rationnement des produits de consommation industriels soit plus aisément réalisable dans la mesure où le contrôle de la production industrielle est plus facile à exercer.

Il n'y a pas de politique de rationnement-répartition réellement efficace qui ne nécessite un contrôle de la production. C'est la raison pour laquelle nous pensons que le systeme utility est un meilleur moyen de contrainte de la consommation via la production qu'un rationnement isolé de la consommation. Toutefois il ne faudrait pas

croire qu'une telle politique n'est limitée par aucune condition d'existence et d'efficacité.

2. J. R. Bernard (36) considère que deux autres conditions au moins sont fondamentales. Il faut une économie de pénurie tout d'abord et la coopération des industriels et si possible des consommateurs ensuite. La première condition nous semble être une condition d'existence ; que disparaisse le manque de matières premières et de facteurs de production et disparaît aussi la possibilité non seulement de rationner mais encore d'imposer des normes de production restrictives.

3. Quant à la coopération des producteurs et éventuellement des consommateurs, condition d'efficacité du systeme utility, nous pensons ou qu'il est banal de la signaler comme telle ou qu'il est utopique de penser qu'elle pourra être obtenue spontanément sans incitation particulière et indispensable. Incitation que l'on peut trouver soit dans un traitement préférentiel en matière d'approvisionnement, soit dans des dégrèvements fiscaux toujours bien considérés par les entrepreneurs.

4. Nous pensons quant à nous qu'il ne peut pas y avoir de politique de rationnement quelle qu'elle soit sans un contrôle des prix. Si les prix restent libres, leur hausse exagérée tend à vider de toute signification l'effort d'équi-répartition que toute politique de rationnement se propose, plus ou moins, d'atteindre. La capacité d'acheter redevient alors principalement fonction du niveau de revenu. Il peut même se faire que certaines catégories de consommateurs ne puissent acheter les quantités de produits auxquelles ils ont droit en vertu des coupons qu'ils détiennent. Il est indispensable dans l'élaboration de cette politique des prix de prendre en considération non seulement l'intérêt des consommateurs mais aussi le point de vue des producteurs. Assurés qu'ils sont de trouver un débouché à leur production, les entrepreneurs négligeront la qualité des produits fabriqués si les prix fixés ne leur laissent pas un profit suffisant. Ceci nous conduit à penser que l'établissement des prix doit se faire en tenant compte des marges bénéficiaires professionnelles habituellement pratiquées dans la branche considérée.

Conclusion de la sous-section I

Les moyens de contrainte directe sont lourds et difficilement applicables. Ils sont lourds parce qu'ils réclament un appareillage administratif volumineux et entraînent des dépenses supplémentaires. Ils sont difficilement applicables parce que les conditions qui déterminent leur efficacité sont trop nombreuses et exceptionnelles pour que l'on puisse préconiser l'application de tels moyens aussitôt que se manifestent des tensions de rareté à propos d'un produit ou d'un groupe de produits. De plus, du fait même qu'ils sont arbi-

(36) J. R. Bernard, *op. cit.*, p. 25.

traires et contraignants, de tels moyens nécessitent la mise en place d'un système de contrôle et de répression des fraudes.

Or, de telles mesures de contrôle et de répression ne sont admises et supportées qu'en temps de guerre ou dans un Etat policier.

Les moyens de contrainte directe ne peuvent être employés isolément ; ils n'ont en eux-mêmes aucune signification. Cette proposition est particulièrement valable en ce qui concerne les produits industriels de consommation. Ce serait un non-sens de restreindre l'utilisation de certaines matières premières nécessaires à la fabrication de biens de consommation, si parallèlement n'était pas élaboré un plan cohérent de production utilisant lesdites matières premières. Le corollaire nécessaire du rationnement est l'affectation impérative des produits rationnés aux secteurs de production prioritaires. Une telle affectation n'est significative que dans la mesure où les secteurs bénéficiaires sont susceptibles de pleinement utiliser les quantités qui leur sont affectées, ce qui suppose une capacité de production suffisante (matériel et main-d'œuvre). Il semble qu'en ce domaine quelques erreurs importantes aient été commises, la mobilisation de quantités massives de matières premières au profit de secteurs fabriquant du matériel de guerre était absurde dans la mesure où ces secteurs ne disposaient ni du matériel, ni de la main-d'œuvre nécessaires à assurer le volume de production suffisant pour utiliser la totalité des matières premières affectées.

Même si toutes les conditions d'existence et d'efficacité sont remplies pour que soit instaurée une véritable politique de rationnement, il nous semble que ce moyen direct de contraction de la consommation n'est pas, à lui seul, suffisant pour assurer l'ajustement contraignant consommation-production. Les raisons de cette insuffisance tiennent à la lourdeur de l'appareil administratif indispensable à la mise en œuvre d'une telle politique et au fait qu'à la limite on aboutirait à une planification quasi-complète de la consommation. Ceci explique, en partie au moins, que des moyens moins volontaristes et plus indirects servent à réaliser cet ajustement indispensable.

Sous-section II : Les moyens de contrainte indirecte

Ces moyens ont pour but de restreindre la consommation, non pas en fixant des quotas de consommation déterminés, mais en agissant sur le pouvoir d'achat des consommateurs, en le réduisant dans des proportions telles que le volume de la consommation ne soit pas disproportionné par rapport à celui des disponibilités en biens de consommation. Les moyens de contrainte indirecte sont essentiellement des moyens monétaires ; ils ne s'attaquent pas directement aux flux réels ; ils tendent à agir sur les flux monétaires qui, par contrecoup, répercuteront les effets voulus sur les flux réels.

De tous les moyens indirects de contrainte, nous n'en retiendrons qu'un : l'inflation. Les raisons qui justifient ce choix sont de trois ordres. En premier lieu, l'inflation est le moyen le plus général qui soit ; elle concerne tous les produits et tous les individus.

En second lieu, l'inflation est peut-être, indépendamment de sa généralité, le moyen le plus efficace puisqu'elle est, ici du moins, un mécanisme d'ajustement quotidien, enregistrant toutes les fluctuations de la conjoncture.

Enfin, et c'est une particularité remarquable comme moyen de contrainte, l'inflation n'est pas un élément positif d'une politique de restriction, phénomène autogène, elle est combattue par les autorités mêmes qui s'efforcent de restreindre la consommation. Il y a là, du moins en apparence, un paradoxe qui mérite notre attention.

Il est des propositions que l'opinion commune érige en vérité sans prendre le soin de les vérifier sinon de les démontrer. S'il n'est aucunement besoin d'une démonstration rigoureuse pour admettre que les guerres sont des périodes d'inflation, il devient plus délicat de s'entendre sur la nature exacte de cette inflation, ses caractéristiques, ses causes et ses effets. Cette confusion résulte, en partie du moins, de l'ambiguïté du terme suivi ou précédé d'épithètes aussi nombreuses que variées.

Définissons l'inflation par son expression la plus connue et la plus courante : la hausse des prix. Se pose alors la question de savoir quelle est la « fonction momentanée » (37) de l'inflation. Après avoir précisé cette fonction momentanée, nous sommes amenés à savoir si l'inflation n'est pas une nécessité de guerre et à préciser quelles sont ses causes, ses effets et les mesures de contrôle mises en œuvre. Ce sera l'objet des cinq paragraphes suivants.

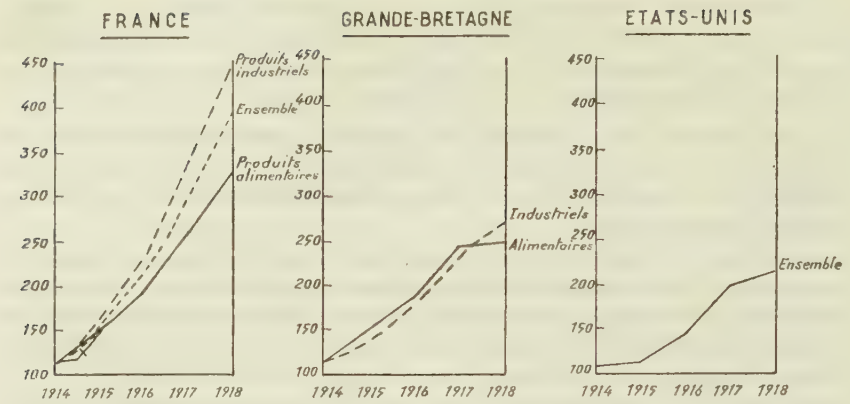
§ 1 : Fonction momentanée de l'inflation

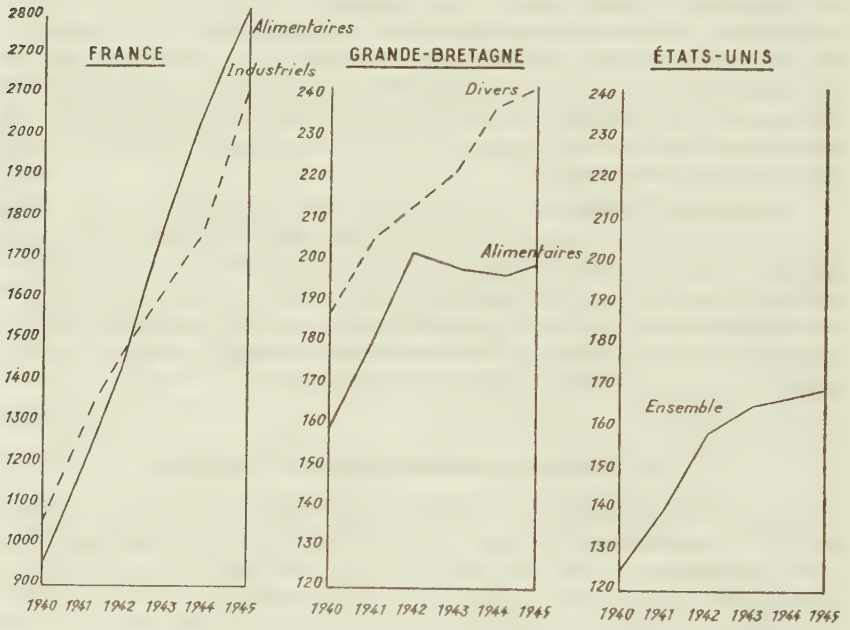
En temps de guerre, l'inflation (la hausse des prix) a pour fonction momentanée d'assurer la restriction de la consommation. Cette fonction est à la fois générale et sélective. Elle est générale parce qu'elle s'applique à tous les consommateurs et à tous les produits. Elle est sélective dans la mesure où la hausse des prix des divers produits est différente. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que la hausse des prix soit particulièrement importante et qu'il y ait détérioration du pouvoir d'achat.

A) *La hausse des prix en temps de guerre :*

Il est inutile d'insister sur un phénomène qui est particulièrement connu. L'évolution des prix de gros en France, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne a été la suivante :

(37) Cf. P. Biacabe, *Analyses contemporaines de l'inflation*, Sirey, Paris, 1962. Introduction.





L'évolution des prix de gros est significative ; elle n'enregistre pas comme celle des prix de détail les fluctuations de cours imputables à l'appareil de distribution. La hausse des prix de gros traduit la pénurie croissante des produits considérés.

Les graphiques précédents soulignent l'importance de l'inflation au cours des deux guerres ; cette constatation en elle-même banale prend toute sa signification lorsque l'on compare la hausse des prix dans les différents pays belligérants et selon les catégories de produits.

L'inflation fut particulièrement intense en France, moindre en Grande-Bretagne et relativement faible (toutes proportions gardées) aux Etats-Unis. Ce phénomène nous paraît extrêmement caractéristique. En effet, le classement des trois pays considérés en fonction de l'intensité de l'inflation concorde pour les deux guerres avec le classement que l'on pourrait établir en fonction de l'intensité de la restriction, voire de la contraction de la consommation. La contraction de la consommation a été plus intense en France qu'elle ne le fut en Grande-Bretagne, plus encore qu'aux Etats-Unis où la consommation fut simplement restreinte. Or l'inflation semble avoir été plus intense en France qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ce qui nous conduit à penser que ce simple lien de concordance pourrait bien être un lien de corrélation. En tout état de cause, il n'y a pas de contradiction entre l'évolution de l'inflation et l'effet de restriction dans les pays considérés.

La même concordance existe entre la hausse des prix et le taux de restriction de la consommation des produits correspondants. La consommation des produits alimentaires fut moins restreinte que celle des produits industriels. Si l'inflation est un moyen de contrainte indirecte de la consommation, la hausse des prix des produits alimentaires doit être moins intense que celle des produits industriels.

Les graphiques précédents confirment ce phénomène en ce qui concerne l'évolution des prix en France de 1914 à 1918 et en Grande-Bretagne au cours des deux guerres (38).

La hausse des prix correspond à la restriction de la consommation par produits et par pays. Peut-on en conclure que l'inflation est un moyen de contrainte ; il faut pour cela qu'elle entraîne une diminution du pouvoir d'achat global.

B) *Diminution du pouvoir d'achat :*

La diminution du pouvoir d'achat est d'autant plus rapide que la hausse des prix n'est pas compensée par une hausse des revenus disponibles des consommateurs. En temps de guerre, les consommateurs ayant la plus grande faculté d'obtenir une augmentation rapide de leurs revenus nominaux sont les salariés. En montrant que le pouvoir d'achat ou le revenu réel des salariés diminue, on montre, *a fortiori*, que le pouvoir d'achat des autres catégories de consommateurs moins aptes à obtenir une hausse de leurs revenus monétaires diminue aussi.

Cette hausse des prix n'est déterminante que dans la mesure où l'augmentation de la propension moyenne à consommer n'a pas pour

(38) L'évolution des prix en France de 1939 à 1945 ne contredit pas notre thèse ; la hausse des prix des produits alimentaires supérieure à celle des produits industriels n'est pas totalement significative, elle dépend trop des mesures de contrôle variables selon les produits.

effet de compenser la diminution du pouvoir d'achat. Lorsque cette diminution est telle que les consommateurs sont contraints de consacrer la totalité de leurs disponibilités monétaires pour obtenir le même volume de biens de consommation, la critique précédente devient sans objet. Or les écarts entre l'évolution des prix et des salaires sont trop importants pour qu'une augmentation considérable de la propension moyenne à consommer puisse compenser la diminution du pouvoir d'achat et entraîner une stabilisation du volume de consommation.

L'inflation a donc bien pour fonction momentanée de restreindre la consommation ; cette fonction en fait-elle pour autant un moyen nécessaire, il est, semble-t-il, possible de répondre par l'affirmative.

§ 2 : Inflation nécessaire

L'inflation est généralement considérée comme un mal, il ne semble pourtant pas déraisonnable de la préconiser en temps de guerre. Deux raisons justifient cette proposition.

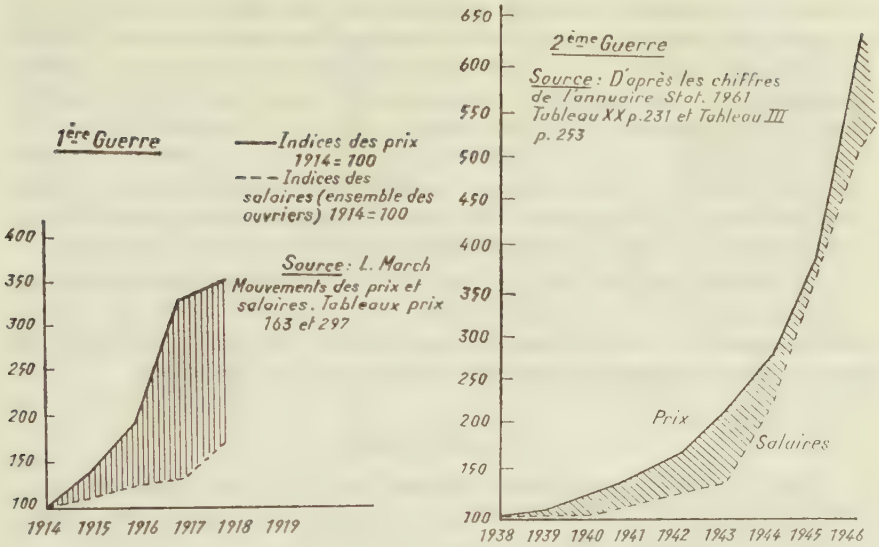
— *En premier lieu,* l'ensemble des autres moyens de contrainte directe et indirecte sont insuffisants pour assurer une restriction de la consommation.

Les limites des moyens de contrainte directe tiennent à leur lourdeur et à leur rigidité. Il est impossible d'entièrement planifier la consommation.

Les limites des moyens indirects pour être plus vagues n'en sont pas moins contraignantes. Les moyens de contrainte indirecte le plus souvent utilisés mettent en œuvre le contrôle des revenus directement ou indirectement, par l'imposition.

Ces deux procédés se heurtent à des limites d'ordre économique et psychologique qui les rendent insuffisants. Il est difficile de fixer de stabiliser les salaires à un niveau jugé insuffisant alors que l'économie réclame un effort gigantesque de production. La rémunération monétaire reste l'incitation indispensable à une activité prolongée et plus difficile de production. Bien que l'on ne puisse mettre en doute le patriotisme des salariés de tous les pays belligérants au cours des guerres, ce n'est pas faire preuve d'un pessimisme injustifié ou d'un réalisme exacerbé que d'affirmer que la hausse des salaires est un complément non négligeable du patriotisme pour réclamer un effort accru. Dans ces conditions, il semble pour le moins inopportun de pratiquer une politique de stabilisation des revenus.

L'évolution des prix et des salaires en France est en l'occurrence démonstrative :



Les graphiques précédents conduisent à penser que le rôle joué par l'inflation comme moyen de contrainte indirecte a été plus important au cours de la première guerre mondiale. Ce phénomène trouve son explication dans le fait que les moyens de contrainte directe ont été plus nombreux et plus efficaces au cours de la seconde guerre qu'ils ne le furent de 1914 à 1918.

Ce raisonnement mené en termes monétaires prête le flanc à la critique selon laquelle une diminution du pouvoir d'achat n'entraîne pas forcément une diminution de la consommation réelle ; en effet, les consommateurs peuvent consacrer une plus grande partie de leurs revenus monétaires à l'achat de biens de consommation, c'est-à-dire augmenter leur propension moyenne à consommer.

En ce qui concerne le prélèvement de revenu exercé par l'intermédiaire de l'impôt direct, il se heurte non seulement aux limites propres au contrôle direct du revenu, mais à d'autres limites d'ordre technique. Le paiement de l'impôt est annuel, par conséquent la diminution de la capacité d'acheter ne s'exerce qu'au moment du paiement, ce qui s'explique par l'imprévision notoire des contribuables qui dans leur ensemble attendent « le dernier moment ». De plus l'assiette de l'impôt est établie sur les revenus de l'année précédente, le prélèvement ainsi exercé est insuffisant puisqu'en temps de guerre les revenus monétaires augmentent rapidement.

L'inflation apparaît comme le complément nécessaire de tous les autres moyens de contrainte.

— *En second lieu,* seule l'inflation permet de concilier l'incitation à travailler davantage et la restriction de la consommation.

L'illusion monétaire joue en l'occurrence un rôle primordial. Les salariés sont incités à travailler davantage dans la mesure où ils ont l'impression que leurs revenus augmentent. La hausse des salaires nominaux est suffisante pour assurer une telle illusion. La perception par les salariés de la détérioration de leur pouvoir d'achat est lente. Leurs revenus monétaires étant en hausse, ils gardent l'espoir que les salaires évolueront aussi rapidement que les prix. De plus, l'augmentation de la durée de travail entraîne une rémunération supplémentaire, seul moyen de lutter contre la hausse des prix.

L'inflation est, de par sa fonction momentanée, nécessaire en temps de guerre ; on admet volontiers qu'elle est inévitable, indépendamment de son caractère fonctionnel nécessaire, puisque la guerre réunit toutes les conditions génératrices d'inflation.

§ 3 : Les causes

Les causes de l'inflation diffèrent selon les auteurs. On peut schématiquement et grossièrement distinguer deux types de causes, les causes monétaires et les causes réelles (39).

A) *Les causes monétaires :*

Ce sont les auteurs partisans de la théorie quantitative de la monnaie qui font de l'accroissement du volume de la monnaie en circulation ou du déficit budgétaire une cause de l'inflation.

Il est incontestable que le volume de la monnaie en circulation et le déficit budgétaire augmentent considérablement au cours de la guerre.

Billets en circulation au cours des deux guerres

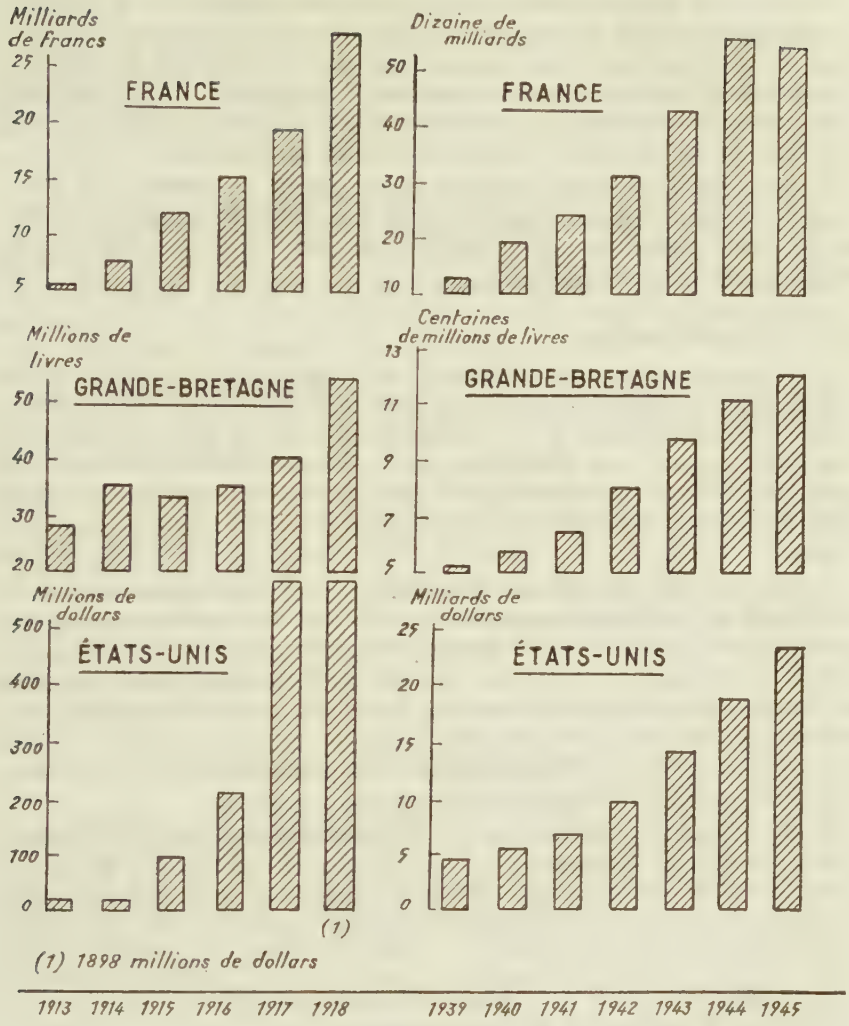
(Voir graphique ci-contre)

Le déficit budgétaire a augmenté dans des proportions considérables. Ces augmentations sont tout à fait exceptionnelles. En ce qui concerne le volume de la monnaie en circulation, l'exemple des Etats-Unis est significatif.

De 1914 à 1918 le volume de monnaie en circulation augmenta de 13 % par an. Pour la période 1939-1942 le taux de croissance annuel fut de 23 %, l'année 1942 atteignant le chiffre record de 41 %. Ces chiffres prennent un relief particulier lorsqu'on les compare au taux de croissance annuel de la monnaie en circulation de 1892 à 1942 qui fut de 6 % en moyenne, alors que pour les années de prospérité 1922-1929 ce taux n'atteignit que 3 %. Cet accroissement de la monnaie en circulation s'accompagne généralement d'une diminution relative des réserves en or des banques d'émission.

---

(39) Cf. P. Biacabe, *Analyses contemporaines de l'inflation*, Sirey, Paris, 1952. A. Y. Brown, *The great inflation* 1939-1945, Oxford University Press, Londres, 1955.



(1) 1898 millions de dollars

Sauf aux Etats-Unis où l'encaisse des Federal reserve Banks augmenta au cours des deux guerres dans des proportions inférieures à celles du volume de la monnaie en circulation, les réserves des banques centrales ont diminué de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945. Ainsi en France où l'encaisse d'or de la Banque de France a diminué de 1 448,8 tonnes de 1940 à 1945, pour la même période, la masse monétaire avait augmenté de 296 % (40).

(40) D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique de la France*, 1961, tableau VII, p. 326.

Pour les quantitativistes ou les auteurs soutenant des thèses dérivées, la simple augmentation de la masse monétaire suffit à provoquer l'inflation. Sans vouloir faire la critique des hypothèses implicites et explicites sur lesquelles repose cette thèse, on peut remarquer qu'une telle analyse laisse dans l'ombre l'utilisation qui est faite de la monnaie supplémentaire en circulation.

On peut seulement admettre qu'en temps de guerre il y a covariation entre le mouvement des prix et celui de la masse monétaire et du déficit budgétaire, il est difficile de prouver qu'il existe un lien de causalité fermement établi.

B) *Les causes réelles :*

Si l'on adopte la thèse d'excès de la demande, de « la rupture d'équivalence entre revenu monétaire et revenu réel disponible » selon l'expression de M. A. Barrère, la guerre réunit toutes les conditions pour que l'inflation soit particulièrement intense. En effet, les revenus monétaires distribués ne cessent d'augmenter alors que l'offre de produits de consommation reste particulièrement rigide.

Les revenus monétaires distribués et suceptibles de soutenir la demande de biens de consommation n'ont pour contrepartie qu'une production de matériel de guerre. Le caractère inflationniste des dépenses de guerre a souvent été décrit. Elles permettent en effet de financer une production énorme dont la caractéristique essentielle est de ne pas être utilisable par les consommateurs finals. Il y a accroissement des revenus distribués sans augmentation correspondante des quantités consommables.

On a parfois soutenu que les dépenses d'investissement avaient un caractère inflationniste. A la différence des dépenses de guerre leur caractère inflationniste disparaît lorsque l'on prend en considération une période suffisamment longue pour que les investissements deviennent « productifs ». Les dépenses de guerre, quelle que soit la période envisagée, ne sont jamais productives, elles permettent seulement la fabrication de biens de destruction inutilisables sur le marché de la consommation.

Nous avons là un premier élément de distorsion entre Demande et Offre de biens de consommation, cette distorsion est d'autant plus intense que l'Offre est particulièrement rigide.

Cette rigidité est imputable à trois raisons différentes.

— *Tout d'abord à la pénurie de matières premières.* Plus qu'en temps de paix les difficultés d'approvisionnement en matières premières créent des goulots d'étranglement nombreux et importants. L'état de l'économie en temps de guerre est un état de pénurie généralisée. Ceci explique, en partie au moins, que l'inflation puisse s'étendre à tous les secteurs, même s'il y a transfert d'une partie de

la demande d'un secteur à un autre. Il existe par conséquent un facteur de rigidité à l'intérieur de l'économie dû au manque de matières premières. Cet état de pénurie est accentué par les réquisitions administratives faites au profit des secteurs de production de guerre qui diminuent d'autant les approvisionnements des secteurs de consommation.

— *Ensuite au plein emploi de la main-d'œuvre.* La mobilisation d'une partie importante de la main-d'œuvre et l'expansion rapide des industries de guerre font que l'économie dans son ensemble manque de main-d'œuvre, ce qui, indépendamment de la pénurie de matières premières, rend pratiquement impossible l'augmentation de la production de biens de consommation.

— *Enfin, l'affectation aux secteurs stratégiques* de la main-d'œuvre et des matières premières accentue la rigidité de l'offre de biens de consommation.

Les conditions nécessaires à la distorsion entre flux monétaires de revenus et flux réels d'offre de biens de consommation sont toutes réunies, l'inflation est l'état naturel de la guerre.

Les diverses catégories sociales ont une capacité d'adaptation à cet état naturel variable selon leur importance relative dans l'économie de guerre, les effets de l'inflation sur la répartition des revenus dépendront de cette importance.

§ 4 : Les effets de l'inflation

Il est indispensable de distinguer les effets de l'inflation de sa fonction momentanée. La fonction de l'inflation est, en temps de guerre du moins, de restreindre la consommation. Ses effets se manifestent à propos de la mise en œuvre des mécanismes de restriction de la consommation ; ils concernent essentiellement la répartition du revenu national.

Lorsque le revenu national évolue, qu'il soit en croissance ou en contraction, la répartition fonctionnelle et personnelle reste la même en pourcentage si les mécanismes de répartition sont de même nature et de même intensité.

Sans vouloir faire de l'inflation un mécanisme de répartition, il faut pourtant admettre qu'elle crée des conditions suffisamment exceptionnelles pour que le jeu des mécanismes traditionnels soit quelque peu perturbé.

En ce domaine l'exemple des Etats-Unis semble particulièrement caractéristique. Etant le pays où l'inflation fut la plus faible, les effets de l'inflation sur la répartition du revenu national y seront les moins intenses et ne peuvent être que plus accentués dans les autres pays belligérants.

La répartition du revenu national se décompose de la façon suivante :

Source : S. KUZNETS, Income and wealth, série II.

Au cours de la guerre la part des salaires n'a cessé d'augmenter par rapport à celle des autres catégories de revenus. Cette modification de la répartition du revenu national trouve une explication (non pas la seule) dans l'inflation.

Les titulaires de revenus n'ont pas un comportement identique ; certains sont plus agressifs et ont plus de pouvoir pour revendiquer une part plus importante du revenu national ; c'est le cas des salariés.

Les thèses de H. Aujac, Duessenberry et Holzman qui traitent de l'inflation en termes de comportement des groupes sociaux semblent pouvoir être utilisées ici. En temps de guerre et en période d'inflation, le comportement des salariés est un comportement de rupture. Toutes les conditions sont réalisées pour accroître leur pouvoir, il y a plein emploi et de leur volonté de travailler dépend l'issue de la guerre ; par conséquent la hausse des salaires est indispensable. En ce qui concerne les entrepreneurs leur situation dans l'économie est également stratégique, l'imposition sur les bénéfices de guerre vient tempérer le caractère excessif des profits.

Les autres titulaires des autres revenus (rentes et intérêts) ne peuvent avoir qu'un comportement d'adaptation sinon de renoncement. Leur situation dans l'économie devient secondaire en temps de guerre.

Cette explication en termes de comportements sociaux cache, nous semble-t-il, une autre explication en termes de facteurs de production. En temps de guerre le travail est le facteur de production le plus indispensable parce qu'il devient le plus rare ; on comprend alors qu'il soit le mieux rémunéré.

L'inflation ayant une fonction économique nécessaire en temps de guerre, la question se pose de savoir si le fait de vouloir la contrôler n'est pas une aberration ou la preuve flagrante que l'analyse économique qui a prévalu au cours des deux guerres était essentiellement monétaire. En fait les mesures mises en œuvre pour contrôler l'inflation trouvent leur justification dans les objectifs profonds qu'elles poursuivent.

§ 5 : Les mesures de contrôle

Lorsque l'on envisage de contrôler l'inflation, l'objectif ultime que se proposent d'atteindre les autorités qui instaurent cette politique est d'éviter que ce phénomène cumulatif qu'est l'inflation ne prenne trop d'ampleur et n'ait des effets insupportables.

Nous allons préciser ces deux objectifs et étudier ensuite les mesures mises en œuvre pour les atteindre.

A) *Les objectifs poursuivis :*

L'inflation, surtout en temps de guerre, est un phénomène qui tend spontanément à prendre une ampleur exorbitante et de ce fait à avoir des conséquences que la « justice sociale » ne saurait tolérer.

La hausse des prix provoque une hausse des salaires plus ou moins compensatrice. L'inflation étant nécessaire, la contraction de la consommation indispensable, il s'ensuivra une nouvelle hausse

des prix souvent plus intense que la précédente, c'est ainsi que s'amorce la spirale prix-salaires, cette course « poursuite » (!) que tous les journalistes (économiques) se plaisent à décrire.

Il est incontestable qu'un tel phénomène de type explosif ne peut être abandonné aux seuls mécanismes spontanés de l'économie sans risquer de dégénérer en crise. Les mesures prises à ce propos n'ont pas pour but de faire disparaître l'inflation mais de la rendre supportable et de la contenir dans des limites que l'on n'ose qualifier de raisonnables.

Une seconde catégorie d'objectifs est poursuivie lorsque l'on tend à contrôler l'inflation. Les différentes catégories de revenus ayant une inégale capacité de résistance, voire d'adaptation à l'inflation, il arrive que la hausse des prix a pour effet de diminuer la consommation des catégories les moins favorisées de revenus dans des proportions qui sont insupportables. Il est du devoir des autorités publiques d'assurer à ces catégories de consommateurs le minimum essentiel, c'est-à-dire de préserver une partie de leur pouvoir d'achat, de freiner la hausse des prix des produits les plus indispensables.

Chacun de ces objectifs qui ne sont pas nécessairement explicités, ne nécessite pas un ensemble de mesures spécifiques. Les mêmes mesures de contrôle peuvent servir à la fois les deux objectifs que nous avons exposés.

B) *Les mesures mises en œuvre* ne s'attaquent pas aux causes de l'inflation ; il semble que tout se passe comme si l'inflation était considérée comme un état pénible que l'on souhaite transitoire mais dont on doit pour l'instant s'accommoder.

En temps de guerre, les mesures indirectes de contrôle de l'inflation (imposition, taux d'escompte...) sont trop inefficaces pour être étudiées en détail. Les mesures directes nous semblent beaucoup plus significatives ; elles se ramènent à contrôler les prix et les revenus.

Le contrôle des prix poursuit un double objectif, juguler tout d'abord la spirale inflationniste en fixant un des éléments de la poursuite prix-salaires, assurer ensuite un minimum de pouvoir d'achat aux catégories de consommateurs les plus défavorisés.

La question se pose ici de savoir si la politique suivie est par ou pour les prix (41). Le contenu d'une telle politique est différent. En agissant par les prix, les autorités publiques sont conduites à différencier les prix selon l'importance des produits considérés pour assurer à la fois la restriction nécessaire de la consommation et un minimum de consommation à ceux que les seuls mécanismes économiques condamneraient à mourir de faim.

---

(41) Cf. A. Piatier, *L'économie de guerre*, p. 235.

La politique de contrôle « pour les prix » se propose de stopper la spirale inflationniste. Les prix sont fixés pour eux-mêmes, il n'y a pas de différenciation selon les produits, les mesures de fixation des prix sont d'ordre général, elles tendent soit à stabiliser l'ensemble des prix, soit à ralentir leur hausse.

Il reste qu'en temps de guerre comme en temps de paix d'ailleurs, le contrôle des prix est plus complexe que la majorité des autorités ont bien voulu le considérer.

Le contrôle des revenus a pour but, indépendamment d'une diminution éventuelle du pouvoir d'achat, d'éviter que ne se déclare ou ne se développe la spirale inflationniste. Dans cette optique particulière le contrôle des revenus se réduit à la fixation d'un niveau maximum des salaires et des profits.

Le contrôle des profits se fait essentiellement par prélèvement fiscal. Le contrôle des salaires est plus aisé parce que seuls les salaires sont effectivement et pleinement contrôlables, le plus souvent les autorités compétentes fixent de façon globale le niveau des salaires, soit par indexation, soit en déterminant avec précision le montant des salaires.

Conclusion de la sous-section II

L'inflation est un moyen de contrainte indirecte de la consommation indispensable pour compléter les effets de contraction propres au rationnement.

Sa caractéristique essentielle est d'être nécessaire. En effet, les moyens de contrainte directe sont insuffisants pour assurer un taux de restriction convenable de la consommation.

La bonne volonté et le patriotisme étant en matière économique beaucoup plus illusoires que réels, se pose la question de savoir comment il fut possible de concilier deux objectifs apparemment contradictoires : augmenter l'effort de production, diminuer la consommation. L'inflation paraît être ce moyen de conciliation. L'illusion monétaire joue le rôle d'un anesthésique, les salariés recevant un revenu monétaire en croissance perçoivent avec moins d'acuité la détérioration réelle et progressive de leur niveau de vie et travaillent davantage.

Le taux d'inflation concorde avec le taux de restriction de la consommation. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis où la consommation fut relativement peu restreinte, l'inflation resta assez faible. Il en fut autrement en France où l'inflation et les restrictions furent particulièrement intenses.

La hausse des prix des différents produits concorde avec la restriction différenciée. Les produits de consommation dont la restriction fut la plus intense sont ceux dont les prix ont le plus augmenté.

L'inflation étant en elle-même un mécanisme aveugle et cumulatif, ses effets sont souvent insupportables et nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures dont la complexité est souvent méconnue.

Conclusion du chapitre III

La restriction de la consommation est souvent et à tort considérée comme un phénomène particulier et propre à la guerre. En elle-même la restriction est un phénomène économique habituel dans la mesure où tout investissement implique une épargne réelle, une privation de consommation. Par contre l'intensité avec laquelle se manifeste la restriction est particulière au temps de guerre ; elle est accentuée par le fait qu'elle est artificielle.

La restriction n'est pas uniforme pour tous les produits de consommation. La durée d'utilisation, le caractère plus ou moins stratégique et l'incompressibilité des besoins sont autant de facteurs de différenciation de l'intensité de la restriction selon les produits considérés. A ces facteurs généraux à tous les pays belligérants, il faut ajouter ceux qui leur sont particuliers et qui tiennent à l'état de leur agriculture et à leurs ressources naturelles en général. Ces particularités provoquent des différences quant à l'intensité de la restriction ; elles ne changent rien à la nature de l'effet de restriction qui porte sur les mêmes catégories de produits dans tous les pays belligérants. Il peut se faire que la consommation de certains produits soit restreinte sans qu'il y ait pénurie de main-d'œuvre ou de matières premières, mais parce que le matériel utilisé pour leur fabrication est employé à la production d'armement.

La restriction de la consommation n'est pas chose aisée à obtenir d'autant plus qu'en temps de guerre elle est associée, pour la grande majorité des consommateurs, à un effort accru. La spontanéité n'étant pas la règle commune en la matière, la mise en œuvre de moyens de contrainte devient rapidement nécessaire.

L'étude des différents moyens de contrainte utilisés pour restreindre la consommation nous apprend qu'il est illusoire de penser qu'il existe une solution unique au problème posé. Seule la combinaison des moyens directs et indirects peut conduire à l'adoption d'une politique de restriction qui soit autre chose que l'expression d'une improvisation hâtive ou d'un ajustement rendu nécessaire par les circonstances.

L'existence comme la mise en œuvre de cette politique de restriction de la consommation implique la connaissance préalable et l'analyse des mécanismes de l'économie en temps de guerre. Le choix des objectifs à atteindre dépend avant tout du contexte économique. Ces objectifs ne sont en effet que les étapes indispensables d'une politique plus générale consistant à mobiliser l'ensemble de

l'économie au profit d'un objectif socialement considéré comme premier. Il reste qu'une politique de restriction n'a aucune signification en elle-même si elle n'a pas pour but de servir des objectifs supérieurs, les investissements par exemple. Les moyens de contrainte utilisés doivent être au service d'une politique générale.

La restriction de la consommation n'est ni naturelle, ni spontanée. Toutes les incitations monétaires tendent à favoriser l'expansion des secteurs produisant des biens de consommation ; lorsque l'économie est dans son ensemble arbitrairement et artificiellement orientée vers un autre type de production, cette orientation ne va pas sans créer un effet de distorsion.

CHAPITRE IV

EFFET DE DISTORSION

Quel que soit le système considéré, l'activité d'une économie nationale a pour objectif ultime de satisfaire les besoins des consommateurs. Les mécanismes, ceux du marché comme ceux du Plan, tendent à assurer les ajustements nécessaires. Il existe des tensions, ce sont essentiellement des tensions de rareté.

Dans une économie en croissance se produisent des distorsions dues au différences entre les taux de croissance sectorielle. L'économie de guerre peut être considérée comme une économie en croissance en ce sens que les taux d'évolution des différents secteurs sont parfois très éloignés les uns des autres. Ces effets de distorsion de secteur à secteur sont plus importants en temps de guerre parce qu'ils sont « artificiellement » créés, brusques et plus nombreux.

A. — *En temps de guerre les effets de distorsion sont d'origine exogène.* Les distorsions apparaissant dans une économie en croissance sont le fait d'écarts entre les taux de croissance de certains secteurs. Ces écarts trouvent leur origine dans le fonctionnement spontané de l'économie ; ce sont des désajustements d'origine endogène.

En temps de guerre, les distorsions de secteur à secteur sont non seulement dues à des tensions de rareté plus sensibles selon certains secteurs, mais surtout au fait que les secteurs de guerre prennent une importance particulière telle qu'ils doivent avoir un taux de croissance exceptionnellement élevé. Ces taux de croissance particuliers ne sont pas l'expression de l'évolution naturelle de l'économie ; ils sont arbitrairement imposés par les nécessités de la guerre et les objectifs à atteindre qui ne sont pas économiques.

B. — *En temps de guerre les distorsions sont plus brusques qu'en temps de paix.* En effet, non seulement les distorsions sont d'origine exogène, mais les écarts entre taux de croissance ou de régression sont beaucoup plus importants. Ces écarts sont nécessaires pour atteindre le plus rapidement possible l'objectif majeur :

la production de matériel de guerre. Ordinairement le temps dilue les effets des distorsions, en période de guerre le temps devient un facteur d'amplification, les délais d'ajustements doivent être les plus brefs possibles.

De plus, indépendamment du facteur temps, certains secteurs sont brutalement et totalement désorganisés, ce qui crée des distorsions supplémentaires.

C. — *Les effets de distorsion sont plus nombreux en temps de guerre.* Ces distorsions se situent au niveau de la consommation, de la production et des rapports production-consommation.

Au niveau de la consommation, nous avons pu constater que le taux de restriction variait selon les produits, par conséquent selon les secteurs. Il se produit ainsi des désajustements de secteur à secteur qu'il est assez difficile de résoudre.

Au niveau de la production, les distorsions sont encore plus nombreuses et plus profondes. Les liaisons d'interdépendance existant initialement entre les différents secteurs changent de nature et d'identité. Elles changent de nature dans la mesure où restant techniques elles cessent d'être économiques. Par exemple, en temps de paix, les liaisons d'interdépendance entre le secteur des produits chimiques et celui de l'automobile ou de la métallurgie sont pour le moins lâches. Elles deviennent fort étroites en temps de guerre si l'on veut bien admettre que la fabrication de tanks ou d'armes automatiques implique une production correspondante de munitions, donc de produits chimiques. Ces liaisons nouvelles dans leur nature et leur intensité sont à l'origine des distorsions importantes puisqu'elles créent des complémentarités et des substitutions jusqu'alors inexistantes.

Au niveau des rapports production-consommation, de nombreuses distorsions apparaissent. La consommation doit, par la force des choses, être adaptée à la production. Les mécanismes d'ajustement habituels perdent de leur efficacité ou disparaissent totalement. Les prix cessent d'avoir une signification exclusivement économique, le marché prend essentiellement un caractère géographique. Les relations entre producteurs et consommateurs cessent d'être des relations de discussion pour devenir des relations de domination, les producteurs imposant volume et qualité.

L'existence de toutes les distorsions que nous avons schématiquement invoquées implique pour qu'elles disparaissent à moindre coût une planification généralisée de l'économie. Il n'est pas dans nos intentions de traiter du conflit libéralisme-étatisation. En période de guerre, l'intervention de l'Etat paraît non seulement souhaitable mais encore nécessaire. Les mécanismes de l'économie libérale ne sont absolument pas adaptés à l'économie de guerre. Dans la mesure où les ajustements indispensables ne peuvent être

obtenus de façon spontanée, où les objectifs à atteindre sont impérativement fixés, la planification autoritaire devient une nécessité.

En particulier, la planification aurait pour objet de mieux résoudre les problèmes posés par la mobilisation et l'affectation des facteurs de production et des ressources qui sont à la base de toute l'économie de guerre.

Sous l'angle de la production, dont tout dépend en définitive, nous allons tenter d'étudier les problèmes posés par l'allocation de la main-d'œuvre et des ressources en temps de guerre. Il convient de garder présent à l'esprit que ces problèmes sont le résultat de distorsions globales et sectorielles ; globales car il y a distorsion entre offre et demande, sectorielles car l'allocation aux différents secteurs n'est plus fonction de leur importance économique mais du caractère plus ou moins stratégique des produits qu'ils fabriquent.

Nous étudierons en deux sections : Effets de distorsion et de main-d'œuvre ; Effets de distorsion et ressources naturelles.

SECTION I. — EFFETS DE DISTORSION ET MAIN-D'ŒUVRE

L'industrialisation des guerres a modifié le rôle des hommes. Jusqu'au XX[e] siècle la guerre avait uniquement besoin de soldats. Depuis 1914 les soldats ne peuvent vaincre que si les ouvriers sont assez nombreux et assez habiles pour leur fournir des armes et le matériel suffisant. Le courage a besoin d'être armé, équipé et soutenu.

Bien que le rôle des hommes soit modifié, que tous ne soient pas appelés à se sacrifier, tous sont appelés à participer ; la guerre reste encore affaire de nombre. Pour reprendre l'expression de W. Oualid, « au premier rang des facteurs de guerre demeure l'homme ».

La guerre a sur la main-d'œuvre deux effets de distorsion : un effet de distorsion globale, un effet de distorsion sectorielle.

Sous-section I : Effets de distorsion globale

Par distorsion globale nous entendons distorsion entre offre et demande de main-d'œuvre. La guerre crée très rapidement une situation de plein emploi, mieux une situation de pénurie de main-d'œuvre. Il y a là un premier effet de distorsion, celui du nombre ; il en existe un second, celui de la capacité. Les besoins en main-d'œuvre sont différents dans leur nature à ceux que peut satisfaire la main-d'œuvre susceptible de s'offrir sur le marché.

Les origines sont aussi variées que les solutions qui ont été adoptées pour résoudre les problèmes posés par ces distorsions. Les deux paragraphes suivants auront pour objet l'étude des unes et des autres.

§ 1 : Les origines

En considérant les deux types de distorsions ci-dessus envisagés, nous sommes conduits à trouver deux origines différentes : origines quantitatives, origines qualitatives.

A) *Distorsions d'origine quantitative :*

Les militaires de métier n'étant pas assez nombreux pour faire seuls la guerre servent à encadrer les réservistes qui sont mobilisés dès la déclaration des hostilités. La mobilisation a pour effet immédiat de prélever une partie importante de la main-d'œuvre pour la consacrer à des activités essentiellement improductives.

1. *Importance quantitative de la mobilisation*

En milliers le nombre d'hommes mobilisés fut le suivant (1) :

	France	Grande-Bretagne	U.S.A.
1914	7 935	—	—
1940	4 070	4 472	11 400

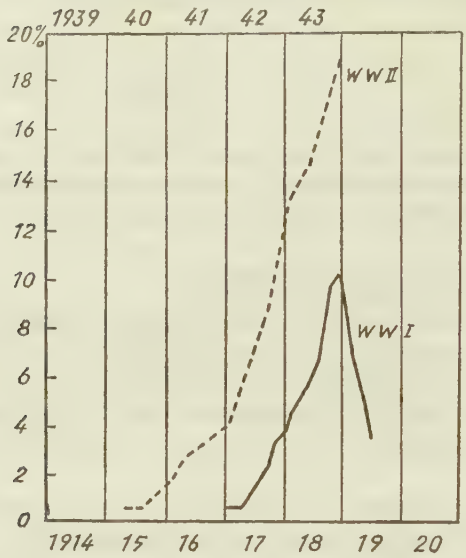
Sources : France : A. Fontaine, *op. cit.*, p. 57, *Revue d'économie politique*, 1947, p. 821.
Grande-Bretagne : Hancock and Gowing, *op. cit.*, p. 78. U. S. A. : Williamson, *op. cit.*, p. 915.

Ces chiffres deviennent plus caractéristiques lorsqu'on les rapporte à la population active totale (I) des pays considérés et à la population active masculine (II) :

		France	Grande-Bretagne	U.S.A.
I	1914	36 %		
	1940	20 %	21 %	26,6 %
II	1914	58 %		
	1940	32,4 %	47,6 %	44,8 %

(1) Les chiffres concernant l'Allemagne et l'U. R. S. S. nous font défaut, ainsi que ceux ayant trait à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis pour 1914. Leur connaissance ne changerait rien au raisonnement.

Force de travail civile dans l'armée
(en pourcentage)



Source : C. D. Long, Labor force in war time america. N.B.E.R. nº 14, New York, 1944.

Les forces armées occupent un pourcentage fort important de la population masculine active. A elle seule, et en considérant que l'activité économique restât la même, la mobilisation suffirait à expliquer l'apparition de distorsions globales. Ces distorsions deviennent plus profondes encore dans la mesure où la demande de main-d'œuvre s'accroît.

2. *Accroissement de la demande de main-d'œuvre*

Il semble difficile d'évaluer avec précision cet accroissement de la demande de main-d'œuvre. On peut toutefois fournir les raisons pour lesquelles les besoins en main-d'œuvre sont supérieurs à ce qu'ils sont en temps de paix.

Il faut ici éliminer ce qui apparaît être une contradiction : l'existence d'un chômage dans les premiers mois de guerre. Cette contradiction n'est pas définitive puisque le chômage est essentiellement temporaire. En effet les techniques de mobilisation sont uniquement administratives, étant donné l'importance relative du nombre d'hommes mobilisés par rapport à l'ensemble, il s'ensuit une désorganisation complète de la vie économique.

Bon nombre de petites et moyennes entreprises ayant 40 ou 50 % de leurs employés appelés sous les drapeaux sont contraintes

de fermer leurs portes, d'autant que des difficultés d'approvisionnement en matières premières viennent s'ajouter à celles posées par la main-d'œuvre ; il s'ensuit qu'un nombre important de travailleurs sont sans travail. Cette cessation est temporaire, elle disparaît dès que l'économie s'est adaptée aux nouvelles conditions d'activité. Il reste que pendant ce délai d'adaptation et tant que l'économie n'a pas pris son rythme de guerre, un certain nombre de travailleurs se trouvent sans emploi.

Cette période d'ajustement étant écoulée, la demande de main-d'œuvre prend une ampleur inaccoutumée. Non seulement il y a eu diminution du volume de main-d'œuvre initialement employée, mais l'activité générale s'intensifiant, les besoins deviennent de plus en plus pressants. La main-d'œuvre libérée par les entreprises ayant fermé leurs portes est rapidement absorbée par celles bénéficiant de l'impulsion de guerre.

La demande de main-d'œuvre est d'autant plus importante que l'économie de guerre est « labour extensive ». Le temps joue un rôle primordial en période de guerre ; il faut produire beaucoup et très vite, surtout lorsque le pays ne s'est pas préparé à supporter un conflit. Or les investissements nécessaires ne sont pas immédiatement réalisés, soit qu'ils soient trop onéreux, soit par suite de délais techniques. Dès lors les entrepreneurs sont amenés à utiliser le capital existant (modifié) de la façon la plus intensive possible. Le rapport capital/travail diminue de façon sensible puisque pour une même quantité de capital on utilise davantage de travail. Nous ne raisonnons pas ici en termes de productivité moyenne, l'augmentation de production est due à une augmentation du volume de la main-d'œuvre et de la durée d'utilisation du capital existant.

La diminution du volume de la main-d'œuvre provoquée par la mobilisation et la demande accrue de travail nécessaire à la poursuite de l'effort de production de guerre sont à l'origine des distorsions globales d'ordre quantitatif. Au moins aussi importantes nous semblent être les distorsions d'ordre qualitatif.

B) *Distorsions d'origine qualitative :*

« La quantité de ceux qui peuvent partir en guerre dans une société civilisée est, par rapport à la population totale, nécessairement plus réduite que dans une société primitive... Dès que l'ouvrier quitte l'atelier, la seule source de son revenu est complètement tarie. La nature ne fait rien pour lui » (2).

Si l'on peut suivre A. Smith lorsque traitant du rapport soldats/forgerons il conclut au fait que dans une société industrielle, dirait R. Aron, le pourcentage des soldats par rapport aux forgerons doit être moindre que dans une société primitive, les raisons qu'il avance (source de revenu tarie) ne sauraient entraîner notre accord. Tout d'abord nous raisonnons en termes globaux, c'est dire que les

(2) A. Smith, *The wealth of nations*, Livre II, p. 136.

ouvriers-soldats peuvent être nombre pour nombre remplacés, et ce, par des personnes jusqu'alors inactives ; par conséquent il peut se faire que le revenu global reste le même. De plus, ce sont des raisons d'ordre qualitatif, dont A. Smith ne traite pas, qui semblent en l'occurrence déterminantes. Ces raisons tiennent aux distorsions d'origine qualitative qui se manifestent en temps de guerre et qui peuvent devenir insupportables. L'origine de ces distorsions réside dans l'aptitude de la main-d'œuvre de remplacement et dans la nature des besoins en main-d'œuvre en période de guerre.

1. *Aptitudes de la main-d'œuvre de remplacement*

Il peut paraître banal de constater que les hommes mobilisés constituent l'essentiel de la main-d'œuvre masculine. La quasi-totalité des hommes de 18 à 30 ou 40 ans se trouve sous les drapeaux. Il est par conséquent impossible que les ouvriers devenus soldats soient remplacés par des hommes ayant le même âge qu'eux.

a) La qualité physique de la main-d'œuvre de remplacement est nécessairement inférieure à celle des hommes mobilisés. Cette infériorité tient à l'âge ou au sexe. A un moment où la résistance et l'effort sont impératifs, il n'est pas sans intérêt de prendre en considération les aptitudes physiques de la force de travail, ne serait-ce que pour adopter des horaires ou des méthodes de travail adéquats.

b) La qualification professionnelle de la main-d'œuvre de remplacement est différente en nature et en qualité de celle de l'ensemble des hommes mobilisés. Elle est différente en nature, soit parce que la main-d'œuvre de remplacement appartient à des secteurs d'activité différents de ceux auxquels appartenaient les ouvriers à remplacer, soit parce qu'elle était jusqu'alors inactive. Elle est différente en qualité parce que même si cette nouvelle force de travail appartient aux mêmes secteurs, sa formation professionnelle reste ou à faire (manœuvres promus ouvriers spécialisés) ou ancienne (retraités reprenant de l'activité), *a fortiori* lorsque les nouveaux ouvriers n'ont jamais travaillé.

Pourtant même si le remplacement de la main-d'œuvre mobilisée se réalisait pleinement en quantité et en qualité, c'est-à-dire s'il y avait autant d'ouvriers qu'avant la mobilisation et que les nouveaux travailleurs soient physiquement et professionnellement aptes à rendre les mêmes services, il n'y en aurait pas moins des distorsions globales d'origine qualitative dues à la nature des besoins en main-d'œuvre au cours de la guerre.

2. *La nature des besoins en main-d'œuvre*

En période de guerre il y a une incapacité globale de la main-d'œuvre à satisfaire les besoins de l'économie. Ces besoins sont en effet fort différents de ceux particuliers au temps de paix.

Le travail en temps de guerre est surtout un travail manuel, d'abord parce que le capital est chose rare et qu'il y a substitution travail/capital, ensuite parce que la production de guerre en elle-même nécessite une grande quantité de travail manuel. Or la structure de la population active est devenue telle en temps de paix que l'offre de travail manuel reste insuffisante. Elle l'est non seulement parce que la qualification professionnelle imposée en temps de paix apparaît comme un facteur de rigidité en nécessitant une reconversion parfois difficile, mais aussi et surtout parce que l'attrait d'un travail pénible dans un secteur comme celui de l'industrie lourde est très faible.

Deux raisons tenant à la nature des besoins de main-d'œuvre en temps de guerre (qualification technique, pénibilité des conditions de travail) font que même si quantitativement le volume de main-d'œuvre disponible est suffisant, cette main-d'œuvre ne peut ou ne veut pas occuper les emplois qui s'offrent à elle.

Les distorsions globales en matière de main-d'œuvre ont deux origines différentes et complémentaires. Les solutions apportées à ces distorsions n'ont pas entièrement réussi à les faire disparaître, elles sont à peine parvenues à les rendre supportables. L'objet du paragraphe suivant sera l'étude de ces solutions.

§ 2 : Les solutions

Pas plus qu'en d'autres domaines les solutions apportées aux problèmes posés par la main-d'œuvre ne furent l'expression, au cours des deux guerres mondiales, d'une politique mûrement et longuement élaborée. Bien au contraire, il semble qu'elles furent, plus que tout autres, le fait de l'improvisation la plus délirante lorsque des mesures d'ordre administratif furent prises ou plus simplement dues à des forces plus ou moins spontanées telles que l'incitation monétaire à travailler ou la nécessité où se trouvaient beaucoup d'épouses à occuper un emploi afin de subvenir aux besoins élémentaires familiaux à la suite du départ du chef de famille pour l'armée.

Certains s'étonneront de ce que des problèmes aussi vitaux du point de vue de l'économie de guerre aient été abandonnés aux mécanismes d'un libéralisme exacerbé et en l'occurrence insuffisant. Le manque de temps ne suffit pas à tempérer un étonnement pour le moins critique. Les raisons profondes à cet état de choses tiennent au fait qu'aucune analyse préalable et précise des distorsions susceptibles d'apparaître n'a été faite. Les problèmes furent résolus au fur et à mesure de leur apparition.

Les distorsion globales sont d'origine quantitative et d'origine qualitative, les solutions seront aussi quantitatives et qualitatives, elles concerneront :

A. — La mobilisation de la main-d'œuvre ;

B. — La formation de la main-d'œuvre,

elles ont pour conséquence d'entraîner :

C. — Des effets de rémanence.

A) *La mobilisation de la main-d'œuvre :*

Quatre possibilités différentes peuvent s'offrir pour mettre fin aux distorsions d'origine globale. Chacune d'elle est isolément insuffisante pour parvenir à une telle fin, surtout les deux premières. Leur combinaison peut avoir quelque efficacité. Ces quatre possibilités sont, dans l'ordre d'importance croissante :

1. Le taux de croissance naturelle de la population.
2. L'existence d'un chômage préalable.
3. L'augmentation de la durée de travail.
4. La mobilisation d'une main-d'œuvre inactive.

1. *Taux de croissance naturelle de la population*

Ce qui semble ici le plus caractéristique, c'est le taux de croissance naturelle de la population active. Chaque année le volume de la population active augmente d'un certain pourcentage. Si les autorités administratives ont la sagesse de ne pas mobiliser les jeunes hommes venus en âge de travailler, ou de libérer un nombre correspondant de soldats plus âgés, la population active augmentant l'offre de travail augmentera d'autant.

Cette solution, aussi séduisante soit-elle, souffre de limites trop importantes pour être préconisée et suffire à faire disparaître les distorsions d'origine quantitative. Ces limites sont de deux ordres :

— disproportion entre l'accroissement de main-d'œuvre ainsi obtenu et les besoins engendrée du seul fait de la mobilisation. On serait tenté de dire que l'offre accrue de main-d'œuvre est dérisoire par rapport aux besoins à satisfaire immédiatement. La France a, par exemple, mobilisé en 1939 plus de 32 % de sa population active et 20 % de la population totale ; le taux d'accroissement naturel de la population était à l'époque de — 0,4 %. Cet exemple est assez caractéristique pour se passer de commentaire.

Il faut toutefois signaler qu'au cours de la première guerre mondiale où ils furent militairement peu engagés, les Etats-Unis ont bénéficié d'un taux de croissance assez élevé pour grandement faciliter la solution des problèmes de main-d'œuvre ;

— délais d'utilisation beaucoup trop longs. Les besoins en main-d'œuvre sont massifs et immédiats. L'offre de main-d'œuvre supplémentaire est distillée dans le temps par l'accroissement naturel de la population.

2. *L'existence d'un chômage préalable*

Lorsqu'une économie fonctionne en état plus ou moins chronique de sous-emploi de la main-d'œuvre, la mobilisation exerce une

ponction qui a pour effet d'occuper la main-d'œuvre excédentaire et d'établir un état de plein emploi que l'économie de paix s'était avérée incapable de créer, sinon de maintenir. Cette solution est d'autant plus pratique que le chômage existant a un caractère plus ou moins permanent. Deux exemples, dont le second est le plus remarquable, illustrent cette proposition.

Au cours de la première guerre mondiale, le nombre de chômeurs secourus à Paris a diminué de 95 % environ. Il était de 168 352 au 1er août 1914 et de 14 698 au 1er janvier 1918 (3). On peut considérer que ce nombre exprime le niveau incompressible du chômage.

C'est surtout le cas des Etats-Unis au cours de la seconde guerre qui montre combien l'existence d'un chômage préalable facilite la solution des problèmes posés par la main-d'œuvre (4).

Malgré le New Deal et toutes les mesures prises en ce domaine, en 1940 il y avait huit millions de chômeurs, soit quelques 15 % de la population active ; en 1941 il n'y en avait plus que 5,5 millions et en 1944 leur nombre était inférieur à un million. Cette diminution du chômage est particulièrement remarquable dans un pays qui n'est jamais parvenu à résoudre complètement ce problème.

Une remarque mérite d'être faite en ce point. Il reste à démontrer que la mobilisation a indirectement créé un nombre d'emplois permettant d'occuper la totalité ou partie de la main-d'œuvre en chômage. La création d'emplois ne fait pas de doute. Ce qui est plus douteux c'est l'occupation par la main-d'œuvre en chômage de ces emplois. En effet la plupart des chômeurs considérés sont en âge d'être mobilisés et par conséquent dans l'impossibilité de tenir un emploi quelconque. Nous sommes ainsi conduits à conclure que le chômage ne joue pas, en l'occurrence, le rôle d'un réservoir de main-d'œuvre, mais celui d'un amortisseur en ne laissant filtrer qu'une partie de la demande. Si sur les dix millions d'hommes mobilisés aux Etats-Unis cinq millions étaient d'anciens chômeurs, le nombre d'emplois à combler serait de cinq millions seulement. On ne peut affirmer que ce sont les chômeurs qui ont remplacé les hommes mobilisés. Par contre ce ne serait pas une mauvaise solution, semble-t-il, que de mobiliser tous les chômeurs existants avant tous les autres ouvriers.

3. *L'augmentation de la durée de travail*

Les ouvriers restant en activité travaillent plus longtemps dans le but de compenser la perte de travail entraînée par la mobilisation de leurs collègues. Cette solution a l'avantage de ne pas provoquer de perturbations dans le processus de production.

---

(3) Cf. sur ce point, L. Fauvel, *Problèmes économiques de la guerre totale*, p. 207.

(4) Cf. Williamson, *Economic history of U. S. A.*, chapitre : « Le travail après 1919. » W. Wright, *Economic history of the States*, p. 814 et suivantes.

La durée de travail augmenta dans la plupart des pays belligérants. En Grande-Bretagne (5) au cours de la première guerre, pendant les dix-huit premiers mois d'hostilité, les semaines de travail étaient de plus de 77 heures. Ce régime étant vite devenu intenable, la durée hebdomadaire fut réduite à 74 heures puis à 66, à partir de septembre 1916 elle fut de 60 heures. Quoiqu'il en soit l'augmentation de la durée de travail fut considérable puisque avant 1914 la durée moyenne de la semaine de travail était de 50 heures.

Aux Etats-Unis les problèmes de main-d'œuvre se posèrent surtout au cours de la seconde guerre mondiale (6). Dans les secteurs les plus prioritaires comme les industries manufacturières, la durée hebdomadaire de travail était de 39 heures en 1939 ; elle passa à 41 heures à la fin de 1941 pour atteindre 45 heures à partir d'avril 1943 jusqu'à la fin des hostilités.

Ces deux exemples sont caractéristiques. Il faut ici remarquer que l'augmentation de la durée de travail, indépendamment des limites physiques bien évidentes, souffre de limites techniques qui font qu'elle ne peut être utilisée indéfiniment. En effet, lorsque l'industrie se mécanise, le nombre se substitue souvent à la durée. Une complémentarité technique se crée entre les différents ouvriers d'une même chaîne de montage par exemple ; si l'un ou plusieurs d'entre eux viennent à manquer, les autres sont immobilisés.

Le nombre est, d'un point de vue technique, indispensable, le travail accru des ouvriers restant en activité n'est pas suffisant pour résoudre les problèmes de main-d'œuvre, « un homme travaillant dix heures fera moins que dix hommes travaillant une heure ». Le nombre restant un facteur de succès, en définitive le problème essentiel demeure celui consistant à trouver une main-d'œuvre supplémentaire ; c'est le but de la mobilisation de la main-d'œuvre.

4. *Mobilisation de la main-d'œuvre*

Même en U.R.S.S. la conscription de tous les éléments constitutifs de la population active apparaît comme une solution ultime à laquelle il est impossible de recourir de façon totale. La question se pose de savoir de quelle façon se réalisa cette mobilisation et quels furent les éléments de la population qui la composèrent. Nous traiterons donc des deux points :

a) Modalités de la mobilisation,

b) Composition de la main-d'œuvre mobilisée.

a) *Modalités*

Il est deux manières différentes de parvenir à obtenir une main-d'œuvre supplémentaire ou de disposer de celle existante dans les meilleures conditions.

---

(5) S. J. Chapman, *Labour and capital after the war*, Londres, 1918, p. 81 et suivantes.
(6) W. Wright, *Economic history of the States*, pp. 814-815.

La première manière est toute impérative, c'est celle utilisée en Union Soviétique et en Allemagne. Elle consiste à déterminer de façon autoritaire les conditions et les normes de travail.

— En Union Soviétique (7) « dès le 20 décembre 1938 le gouvernement avait décidé de doter à partir du 15 janvier 1939 tous les ouvriers... d'un livret de travail ». Cette mesure fut assortie d'une interdiction faite à toutes les entreprises d'embaucher des ouvriers qui ne présenteraient pas ce livret. De plus un décret du 26 juin 1940 maintenait sur place ouvriers et employés, l'abandon non motivé de l'entreprise pouvait valoir 2 à 4 mois de prison à l'ouvrier coupable de cette infraction.

Ce décret était, le 19 octobre 1940, complété par un autre texte qui autorisait le transfert autoritaire des ouvriers et des employés selon les besoins, soit des secteurs, soit des régions.

Un dernier texte enfin pris en 1941 prévoyait la suspension des congés pour tous les ouvriers et employés.

Selon N. Voznessenki (8) le décret de mobilisation générale de la main-d'œuvre pris en 1943 par le Présidium du Soviet Suprême procura plus de 7,6 millions de travailleurs, dont 1,32 à l'industrie.

— En Allemagne (9) tous les jeunes gens de moins de 18 ans étaient soumis à un service obligatoire de six mois de travail. En 1938 ces jeunes constituaient 207 bataillons totalisant 1 410 compagnies à 120 hommes en moyenne par compagnie, ce qui représentait une formidable réserve de main-d'œuvre disponible. Un décret du mois de février 1938 étendit le service obligatoire aux femmes âgées de moins de 25 ans qui pouvaient s'adonner à des travaux agricoles ou autres (construction de digues...).

Dans des pays de tradition plus libérale, de telles mesures n'étaient pas à envisager. Quelles furent les incitations qui conduisirent une main-d'œuvre supplémentaire à se présenter sur le marché, c'est la seconde modalité de mobilisation.

Deux types d'incitations ont drainé une main-d'œuvre supplémentaire.

En premier lieu les salaires nominaux sont en hausse rapide au cours des guerres ; beaucoup de femmes, ou même d'autres éléments constitutifs de la population active qui, jusqu'alors, n'avaient trouvé aucun intérêt à travailler, sont attirés par des salaires qui ne sont en rien comparables avec ceux auxquels ils étaient accoutumés. L'illusion monétaire, dont nous avons eu l'occasion de traiter, joue ici le rôle d'appât.

En second lieu, la détérioration du niveau de vie de nombreux ménages provoquée par la mobilisation du chef de famille contraint

(7) Cf. S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 424 et suivantes et N. Voznessenki, *op. cit.*, chapitre : « L'organisation du travail ».

(8) N. Voznessenki, *op. cit.*, chapitre : « L'organisation du travail ».

(9) Cf. sur ce point A. Piatier, *L'économie de guerre*, p. 134 et suivantes.

l'épouse à accepter un emploi en vue de compenser cette diminution du pouvoir d'achat familial (10).

La combinaison de ces deux motifs accompagnée de quelques mesures, telles que les affectations spéciales, a suffi en économie libérale à drainer une main-d'œuvre supplémentaire dont le volume fut (presque) suffisant pour répondre aux besoins de guerre. Reste à savoir quels furent les éléments composant cette main-d'œuvre supplémentaire.

b) *Composition de la main-d'œuvre mobilisée*

Les réservoirs de main-d'œuvre, selon la terminologie de certains auteurs, sont principalement composés de vieillards, d'enfants, de femmes et accessoirement d'étrangers qui sont le plus souvent des indigènes. Ce sont surtout les femmes qui ont constitué l'essentiel de la main-d'œuvre supplémentaire.

— *Au cours de la première guerre,* c'est en France et en Grande-Bretagne que le travail féminin fut le plus considérable. En France (11) le nombre de femmes ayant une activité rémunérée s'élevait avant guerre à 4 874 474 ; en juillet 1917 leur effectif atteignait 6 268 810, soit une augmentation de près de 29 %. Ce qui est plus remarquable, c'est le changement dans les proportions respectives main-d'œuvre masculine - main-d'œuvre féminine par rapport à la main-d'œuvre totale, changement qui a résulté de l'accroissement sensible du travail féminin. Le tableau suivant résume cette évolution.

	Main-d'œuvre								
	En chiffres absolus			Base 100 avant-guerre			En % du total		
	Hommes	Femmes	Total	H	F	T	H	F	T
Avant-guerre	10 374 850	4 874 740	15 249 590	100	100	100	68,1	31,9	100
Juillet 1917	9 325 120	6 268 810	15 593 930	90	129	102	59,8	40,2	100

Source : A. Fontaine, *op. cit.*, p. 74.

En Grande-Bretagne (12) deux millions de femmes occupèrent un emploi dans l'industrie ; 515 000 remplaçaient complètement des ouvriers appelés sous les drapeaux.

Malgré l'importance de l'accroissement de la main-d'œuvre féminine au cours de la première guerre mondiale, c'est surtout la période 1939-1946 qui a marqué l'essor du travail féminin.

(10) Nous traitons ici uniquement des incitations économiques. Il est bien entendu que des motifs d'ordre sociologique, voire patriotique, ne manquent pas d'inciter de nombreuses personnes à travailler.

(11) Cf. A. Fontaine, *L'industrie française pendant la guerre*, p. 73.

(12) S. Chapman, *op. cit.*, p. 81.

— *Les besoins en main-d'œuvre* furent plus intenses au cours de la seconde guerre mondiale qu'ils ne l'avaient jamais été auparavant ; non seulement parce que les armées mobilisaient davantage d'hommes, mais aussi et surtout parce que la production de matériel de guerre réclamait de plus en plus d'ouvriers.

Trois pays surtout ont fait appel à la main-d'œuvre féminine ; ce sont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

En Grande-Bretagne (13) le nombre de femmes ayant une activité rémunérée augmenta de quelques 48 % de juin 1939 à juin 1943. Le tableau ci-dessous résume l'évolution de la main-d'œuvre pour la période considérée.

(en milliers)	Hommes	Femmes	Total	Base 100			En % du total		
				H	F	T	H	F	T
Juin 1939	14 656	5 094	19 750	100	100	100	74	26	100
Juin 1943	15 032	7 254	22 286	103	148	112	67,5	32,5	100

Source : D'après les chiffres cités par Hancock et Gowing, *op. cit.*, p. 78.

Plus de 50 % des hommes mobilisés furent directement remplacés par des femmes. Ces chiffres apparaissent d'autant plus caractéristiques que l'emploi de la main-d'œuvre féminine était déjà important avant guerre.

Aux Etats-Unis où les femmes avaient pris l'habitude d'occuper un emploi bien avant que n'éclate le second conflit mondial, l'existence d'un chômage important ne fut pas, nous l'avons vu, suffisante à résoudre le problème de main-d'œuvre.

W. Wright (14) estime que de 1941 à 1942 l'emploi s'accrût de 6,4 millions de personnes, or pour la même période le nombre de femmes et de jeunes filles nouvellement occupées atteignait 6 millions ; c'est dire que l'accroissement de l'emploi est essentiellement le fait de la main-d'œuvre féminine.

Ce fait nous semble doublement important ; tout d'abord parce qu'il confirme les réserves que nous avions formulées quant au remplacement des hommes mobilisés grâce à l'existence d'un chômage antérieur, enfin parce qu'il prouve que dans un pays où le travail féminin est déjà fort développé les femmes constituent une réserve de main-d'œuvre d'une importance primordiale.

En Union Soviétique le travail féminin n'est pas, même en temps de paix, considéré comme exceptionnel. Plus encore qu'aux Etats-Unis les femmes occupent des emplois dans tous les secteurs de l'activité. Le nombre de femmes n'ayant pas un emploi rémunéré

(13) Hancock et Gowing, *op. cit.*, p. 78.
(14) W. Wright, *op. cit.*, p. 814.

est fort restreint, par conséquent les femmes ne constituent pas la même réserve de main-d'œuvre que dans les autres pays belligérants où le travail féminin est moins répandu.

Pourtant (15) si en 1940, 38 % des travailleurs dans l'industrie étaient des femmes, en 1942 le pourcentage passe à 53 % alors que dans l'agriculture les pourcentages étaient respectivement de 52 % en 1939 et 71 % en 1943. C'est dire combien les femmes russes ont contribué à l'effort collectif.

Malgré la participation exceptionnelle des femmes, les besoins en main-d'œuvre étaient tels en U.R.S.S. que les autorités soviétiques furent contraintes de rechercher une main-d'œuvre supplémentaire parmi les enfants et les vieillards.

En 1940, 6 % seulement (16) des travailleurs avaient moins de 18 ans, la proportion sera de 15 % en 1942. Pour la même période le pourcentage des travailleurs de 18 à 49 ans passa de 85 % en 1939 à 73 % en 1942. Les ouvriers de plus de cinquante ans représentaient en 1942 12 % des travailleurs, alors qu'en 1939 il étaient à peine 9 %.

Par conséquent, le manque de main-d'œuvre féminine, réserve habituelle dans les autres pays belligérants, a conduit les autorités soviétiques à faire appel aux enfants et aux vieillards.

*
**

La guerre crée des conditions économiques telles que le nombre d'hommes dont dispose une économie devient en définitive un des facteurs de puissance essentiels. Que ce soit de manière autoritaire ou par voie d'incitation, la guerre provoque la mobilisation quantitative d'une main-d'œuvre supplémentaire dont les femmes constituent l'essentiel.

C'est un phénomène de notre époque que de voir les femmes participer de façon aussi intensive quoique indirecte aux guerres. Parce qu'il était un auteur comique et exagérément optimiste, Aristophane dans son *Lysistrata,* tentait de montrer comment les femmes pourraient empêcher la guerre ; parce qu'il est dramaturge et, peut-être, injuste, Malaparte affirme que « les femmes aussi ont perdu la guerre » ; devant les efforts et les sacrifices consentis par toutes les femmes de tous les pays, n'est-il pas plus exact de dire que les femmes aussi ont gagné la guerre ?

P. de Coubertin affirmait qu'il suffisait de participer, en période de guerre ; la participation réclame une capacité que la seule bonne volonté ne suffit pas à procurer. Pour ceux qui acceptent de travailler et qui jusqu'alors n'avaient occupé aucun emploi, la première

(15) N. Voznessenki, *op. cit.*, p. 82 et suivantes.
(16) *Ibid.*

question qui se pose est de savoir ce qu'ils sont capables de faire. C'est tout le problème de la formation de la main-d'œuvre.

B) *La formation de la main-d'œuvre :*

Il faut ici éliminer une contradiction préliminaire : celle présentée par ceux qui affirment qu'en période de guerre la formation de la main-d'œuvre nouvelle réclamant trop de temps, celle-ci doit être utilisée telle quelle ; ceci implique une mécanisation accrue. En effet, l'emploi d'une main-d'œuvre non qualifiée signifie, ou bien qu'elle est utilisée à de simples travaux de manutention, ou bien qu'elle a à remplir des tâches faciles telles que le travail à la chaîne. Or la mise en œuvre d'une chaîne de montage nécessite des capitaux énormes dont on dispose rarement en temps de guerre.

La formation de la main-d'œuvre reste donc une nécessité impérieuse. Il faut avouer que, sauf en Allemagne et en U.R.S.S., cette formation fut le plus souvent laissée à l'ingéniosité des entrepreneurs. Deux solutions complémentaires ont été adoptées dans les différents pays belligérants :

1. La promotion accélérée
2. L'apprentissage accéléré.

1. *La promotion accélérée*

Cette solution consiste à promouvoir au rang de cadre ou de contremaître les ouvriers déjà en activité et non mobilisés ou mobilisés sur place, dans les usines embauchant une main-d'œuvre nouvelle et non qualifiée. Cette nouvelle main-d'œuvre est, dans un premier temps, occupée à des tâches subalternes, puis, pour les plus doués du moins, promue au rang d'ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés après une période de six mois ou plus.

Il est certain que cette formation de la main-d'œuvre par encadrement et observation, en travaillant « au tas », ne donne que des résultats médiocres. La qualité du travail obtenu par la suite n'est pas parfaite. Toutefois, cette solution avait l'avantage de ne pas mobiliser une main-d'œuvre spécialisée déjà rare pour la consacrer à la formation d'ouvriers débutants et de désorganiser davantage encore la production. Pour beaucoup la formation au cours de la production présentait l'avantage incontestable de la simultanéité.

Ce système de formation fut celui qui prévalut en France et en Grande-Bretagne au cours de la première guerre mondiale ; il fut également appliqué aux Etats-Unis pendant la seconde guerre.

Les imperfections notoires d'un tel système (mauvaise formation pour ne pas dire ignorance totale) ont fait qu'il est rapidement apparu comme un moyen subsidiaire de formation de la main-d'œuvre. L'apprentissage accéléré fut dans la plupart des pays belligérants le moyen efficace de formation.

2. *L'apprentissage accéléré*

Ce système consiste à affecter la main-d'œuvre nouvellement recrutée dans des centres où des instructeurs plus ou moins spécialisés la forment dans des délais variant de trois à six mois.

Les programmes de ces stages de formation sont établis par les autorités administratives, ils sont fonction des besoins prévus. Ils peuvent être généraux si les stages sont préparatoires, ce qui fut le cas en Allemagne et en Union Soviétique, ou particularisés comme en France au cours des quelques mois que dura la seconde guerre mondiale, et aux Etats-Unis, sous la direction de la « War Manpower Commission ».

Le cas de la France mérite d'être signalé. Sous l'impulsion de Raoul Dautry, alors ministre de l'armement, chaque usine d'armement fut dotée d'un centre d'apprentissage dans lequel la main-d'œuvre recrutée bénéficiait d'une formation accélérée de six mois au bout desquels elle était considérée comme qualifiée. Cette formation était relativement très particulière puisque chaque centre dépendait étroitement de l'usine d'armement tutrice.

Les instructeurs n'étaient pas, le plus souvent, des professionnels de l'enseignement. La majorité était constituée d'ouvriers hautement qualifiés qui avaient été mobilisés sur place quel que soit leur âge (U.R.S.S., Allemagne) ou qui étaient comme en France « affectés spéciaux ». Ingénieurs et cadres supérieurs constituaient l'encadrement indispensable de ces centres d'apprentissage accéléré.

Ce système avait, par rapport au précédent, l'avantage d'assurer une qualité de formation supérieure à celle obtenue de toute autre manière. Les ouvriers sortant de tels centres, sans mériter le titre d'ouvriers spécialisés P 1 ou P 2, avaient une qualification suffisante pour assurer des tâches complexes telles que tournage, fraisage et rectification pour ne prendre des exemple que dans la mécanique.

Il avait pour inconvénient de distraire de la production une partie importante des meilleurs ouvriers spécialisés pour les consacrer à l'instruction. Cette diminution provisoire de la main-d'œuvre qualifiée était d'autant plus sensible que la pénurie de spécialistes sévissait dans de nombreux secteurs. Il fallait par conséquent que l'économie puisse fonctionner pendant six mois au moins sans cette main-d'œuvre spécialisée.

En temps de guerre, deux problèmes se posent en matière de formation de main-d'œuvre : la rapidité et simultanément assurer une production minimale. Aucun des deux systèmes de formation que nous avons envisagés ne donne pleine satisfaction ; aucun ne fut utilisé de façon exclusive. Leur combinaison, le plus souvent involontaire, a toutefois permis, sinon de résoudre, du moins de rendre supportables les distorsions d'origine qualitative qui se sont manifestées au cours des guerres.

Les solutions apportées aux distorsions d'origine quantitative aussi bien que qualitative ont pour effet de permettre le fonctionnement de l'économie en période de guerre ; elles ont aussi des effets plus lointains et dont l'importance mérite d'être signalée.

C) *Effets de rémanence :*

Par effets de rémanence nous entendons des effets qui continuent à se manifester alors que les causes et les circonstances particulières qui ont présidé à leur apparition ont disparu ou se sont profondément transformées. Ce sont donc ceux qui dureront après la guerre. Il nous semble opportun de les traiter ici parce qu'ils sont directement et très étroitement liés aux solutions apportées aux problèmes de la main-d'œuvre. Leur existence même laisse penser qu'ils peuvent être après guerre à l'origine de distorsions globales dont la cause et les modalités doivent être recherchées au cours de la guerre.

Ces effets de rémanence sont à la fois quantitatifs et qualitatifs.

1. *Effets de rémanence quantitatifs*

Si le départ aux armées d'un certain nombre d'ouvriers provoque une demande de main-d'œuvre accrue telle que le volume de la main-d'œuvre nouvellement occupée soit supérieur, en termes absolus, à celui de la main-d'œuvre mobilisée, la libération à la fin de la guerre de tous ceux qui ne sont pas militaires de profession ne provoque pas une contraction nombre pour nombre de la main-d'œuvre effectivement occupée. La mobilisation entraîne au moins remplacement nombre pour nombre, la démobilisation n'entraîne pas une contraction correspondante. A la fin des hostilités le volume de la main-d'œuvre effectivement occupée est supérieur à celui d'avant guerre.

Les raisons expliquant ce phénomène sont de deux ordres. En premier lieu les besoins en main-d'œuvre sont considérables dans l'immédiat après guerre. Les impératifs de la reconstruction réclament une main-d'œuvre accrue.

En second lieu, les femmes ayant pris l'habitude de travailler pendant la guerre ne sont pas, pour la plupart, disposées à abandonner un emploi ayant quelque peu modifié leur mode de vie et procurant au ménage un salaire d'appoint parfois important.

Le phénomène suivant se produit : les ouvriers fraîchement démobilisés sont accueillis comme il convient à ceux qui ont risqué leur vie, ils retrouvent immédiatement et automatiquement leur emploi. Les ouvriers (ouvrières) ayant commencé à travailler au cours de la guerre renoncent ou refusent de quitter leur emploi. Le résultat se traduit par une augmentation nette du volume de la main-d'œuvre.

2. *Effets de rémanence qualitatifs*

La main-d'œuvre supplémentaire utilisée pendant la guerre n'est pas dans le même état qu'elle serait si elle n'avait occupé aucun emploi. Or cette force de travail supplémentaire continue, nous l'avons vu, à avoir une activité lorsque les hostilités sont terminées. Par conséquent la qualification moyenne de la main-d'œuvre après guerre est supérieure et différente à ce qu'elle aurait été s'il n'y avait pas eu de guerre.

— La qualification moyenne est supérieure parce qu'il y a eu formation accélérée de cette main-d'œuvre supplémentaire, parce que même s'il n'y a pas eu formation systématique, le simple fait d'avoir eu une activité pendant plusieurs mois voire plusieurs années a « dégrossi » cette main-d'œuvre et augmenté son habileté.

— Mais cette qualification est différente parce que l'activité de la main-d'œuvre en temps de guerre est autre que ce qu'elle est en temps de paix. Cette qualification introduit, peut-être, un facteur de rigidité en ce qui concerne la main-d'œuvre et pose des problèmes de reconversion.

Parce qu'une main-d'œuvre supplémentaire a pris pendant la guerre des habitudes de travail, dans l'immédiat après guerre il y a davantage d'ouvriers occupés dans l'économie, leur habileté est supérieure à ce qu'elle aurait été s'il n'y avait eu la guerre, peut-être n'est-elle pas tout à fait adaptée aux besoins de cette période de transition.

Cette distorsion globale d'après guerre peut être d'autant plus sensible qu'elle s'accompagne d'une distorsion sectorielle qui prend naissance dans les effets de rémanence dus aux distorsions sectorielles du temps de guerre.

Sous-section II : Effets de distorsion sectorielle

Les ajustements de secteur à secteur sont toujours plus faciles à obtenir en essor qu'en contraction. Ils sont particulièrement difficiles lorsque les évolutions respectives des différents secteurs sont très éloignées pour ne pas dire contradictoires.

En période d'essor, les distorsions proviennent d'écarts entre les taux de croissance de secteurs différents mais souvent complémentaires ; toutefois, sauf cas très exceptionnel, tous les secteurs sont en croissance. En période de guerre, les distorsions proviennent non seulement des mêmes types d'écarts, mais elles sont compliquées du fait que la croissance nécessaire d'un certain nombre de secteurs implique la régression d'autres secteurs qui, du seul point de vue économique, peuvent être considérés comme au moins aussi impor-

tants. Les ajustements à réaliser sont d'autant plus délicats qu'ils nécessitent une régression non spontanée de bon nombre de branches.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, les évolutions différenciées des divers secteurs nécessitent le transfert d'une partie de la force de travail des branches en régression vers celles dont l'expansion est indispensable pour assurer la production de guerre.

Les problèmes d'allocation et de transfert de la main-d'œuvre ne sont que le prolongement des distorsions sectorielles qui prennent naissance au cours de la guerre. Ils mettent en lumière toute l'importance de la mobilité de la main-d'œuvre.

Il faut préciser quelles sont les causes des distorsions sectorielles et quels furent les mécanismes d'allocation de la main-d'œuvre utilisés au cours des deux guerres mondiales dans les pays belligérants.

§ 1 : Causes des distorsions sectorielles

La guerre déforme l'offre et la demande de main-d'œuvre à l'échelon global ; elle déforme aussi l'importance relative des différents secteurs de l'économie et modifie la mobilité de la main-d'œuvre.

Trois facteurs sont à l'origine des distorsions sectorielles, les deux premiers ne font que traduire des tensions de rareté numériques, le dernier tient à la mobilité restreinte de la main-d'œuvre. Ces trois causes de distorsion sont :

A. — Existence de secteurs prioritaires

B. — Existence de secteurs déficitaires

C. — Mobilité restreinte de la main-d'œuvre.

A) *Existence de secteurs prioritaires :*

Sont prioritaires les secteurs dont la production est indispensable à la poursuite de la guerre, s'il n'est pas nécessaire que les secteurs prioritaires soient ceux dont la production est en expansion en période de guerre, tout porte à croire cependant que le caractère de priorité s'accompagne (presque) toujours d'expansion.

Lorsque la main-d'œuvre fait défaut, l'augmentation du nombre de personnes employées dans un secteur est un indice vigoureux de l'importance toute particulière de ce secteur en temps de guerre.

Deux exemples pris dans deux pays différents suffiront à déterminer les secteurs qui furent prioritaires au cours de la première et de la seconde guerre mondiale.

1. *Au cours de la première guerre*

a) *En France* l'indice du volume de l'emploi dans différentes industries était le suivant en 1914 et en 1918 (base 100 avant guerre) :

	Août 1914	1918
Industries de l'alimentation	53	69
Industries chimiques	45	114
Industries textiles	42	60
Métallurgie	39	134
Bâtiment	19	40
Manutention, transports	49	87
Commerces divers	48	69
Ensemble	37	91

Source : L. March, *Mouvement des prix et des salaires*, p. 151.

Il y avait eu, en 1914, désorganisation de la production. La rapidité et l'intensité avec lesquelles certaines industries ont repris un rythme normal de production et atteint un volume d'emploi important traduisent leur caractère prioritaire pour cette période. En France, les industries métallurgiques et chimiques ont enregistré un accroissement du volume de main-d'œuvre qui a nécessité l'allocation d'une partie de la main-d'œuvre nouvellement occupée, mais également le transfert d'une partie de la main-d'œuvre initialement occupée dans d'autres secteurs.

Il y a eu allocation d'une partie de la main-d'œuvre nouvellement employée puisque en 1918 les indices du personnel féminin dans les industries métallurgiques et chimiques étaient respectivement (base 100 : 1914) 913 et 164, c'est-à-dire nettement supérieurs aux indices concernant le volume total de l'emploi.

Il y a eu transfert dans la mesure où l'augmentation de main-d'œuvre dans ces deux secteurs réunis est supérieure à l'accroissement de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie. On est en droit de penser que ce sont les industries qui ont enregistré les plus fortes contractions qui ont fourni cette main-d'œuvre complémentaire (17).

b) *Une évolution similaire s'est produite en Grande-Bretagne.* Bien que les chiffres considérés prennent en considération une décennie, nous sommes fondés à croire que les changements majeurs intervenus au cours de cette période sont le fait de la guerre.

(17) Une étude plus systméatique devrait tenter d'évaluer ces transferts de main-d'œuvre pendant la guerre en prenant en considération les secteurs d'origine. Faute de données, nous sommes contraintes de faire des suppositions au sujet de ces transferts.

Distribution, par secteurs, du nombre de personnes occupées
(en milliers)

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	1911	1921	1911	1921	1911	1921
- I -						
Charbon	968	1 126	3	6	971	1 132
Fer et acier	165	232	1	7	166	239
Constructions navales, engineering	629	845	8	42	637	887
Appareils électriques	69	127	11	39	80	166
Véhicules	187	326	11	31	198	357
Autres industries métallurgiques	365	374	70	102	435	476
Produits chimiques et explosifs	107	148	25	50	132	198
Caoutchouc	58	76	1	4	59	80
Chemins de fer	451	531	4	17	455	548
Autres transports	571	607	6	20	577	627
Défenses	206	285			206	394
Administration	429	633	76	185	505	818
Total	4 204	5 310	216	512	4 420	5 822
- II -						
Mobilier, vaisselle	189	158	47	51	236	209
Bâtiment, construction	858	749	3	9	861	758
Agriculture	1 135	1 038	95	85	1 230	1 123
Textiles	517	489	656	654	1 173	1 123
Vêtements	346	312	703	503	1 049	815
Industries alimentaires	213	231	124	147	337	378
Boissons, tabac	113	110	26	53	139	163
Autres industries	1 256	1 253	262	348	1 518	1 601
Commerce, finance, affaires	1 649	1 533	464	742	2 113	2 275
Professions libérales	324	334	353	416	677	750
Loisirs	53	78	18	38	71	96
Domesticité	597	518	1 864	1 507	2 461	2 025
Total	7 250	6 803	4 615	4 553	11 865	11 356
TOTAL GÉNÉRAL	11 454	12 113	4 831	5 065	16 285	17 178

Source : A. L. Bowley, *Some economic consequences of the war*, tableau XXVII, p. 171.

Ce tableau fournit trois renseignements.

En premier lieu il fait apparaître les secteurs prioritaires au cours de la première guerre, ce sont les secteurs du groupe I.

En second lieu on constate que l'accroissement de la main-d'œuvre dans ces secteurs prioritaires est dû, pour la plus grande partie, à la main-d'œuvre masculine. Ceci nous conduit à penser que la main-d'œuvre nouvellement occupée essentiellement constituée de femmes ne fut pas directement employée dans les secteurs prioritaires. Elle fut affectée à des secteurs dont l'activité peut être considérée comme secondaire en temps de guerre. Cette affectation permit ainsi de libérer une partie de la main-d'œuvre masculine

initialement occupée dans ces secteurs et de la transférer vers des branches prioritaires.

Enfin, ce transfert de main-d'œuvre des secteurs secondaires vers les secteurs prioritaires est confirmé par le fait que l'accroissement de main-d'œuvre dans les secteurs du groupe I a été supérieur à l'accroissement de la main-d'œuvre pour l'ensemble de l'économie.

2. *Au cours de la seconde guerre mondiale*

La seconde guerre mondiale a également provoqué des distorsions sectorielles, l'exemple de la Grande-Bretagne est en l'occurrence caractéristique. En distinguant trois groupes d'industries, l'évolution et la répartition de la main-d'œuvre furent les suivantes :

(en milliers)	Juin 1939	Juin 1943
Groupe I		
Total	3 106	5 233
Hommes	2 600	3 305
Femmes	606	1 928
Groupe II		
Total	4 683	5 027
Hommes	4 096	3 686
Femmes	587	1 341
Groupe III		
Total	10 131	6 861
Hommes	6 387	3 430
Femmes	3 744	3 431
Total général	17 920	17 121

Groupe I : metal, manufacture, engineering, vehicles, aircraft, chemicals...
Groupe II : agriculture, mining, services govt, water, electricity...
Groupe III : food, drink, textiles, commerce...

Source : D'après les chiffres de K. Hancock et M. Gowing, *British war economy,* p. 78.

Les industries constituant le groupe I sont celles qui furent prioritaires ; celles comprises dans le groupe II ont bénéficié de l'impulsion de guerre. Quant aux dernières elles furent sacrifiées parce que considérées comme secondaires au cours de cette période.

Ce tableau confirme les conclusions tirées à l'issue de l'étude de la première guerre mondiale. Les secteurs prioritaires ont bénéficié d'un accroissement important de main-d'œuvre. Si une partie de cette augmentation trouve son origine dans la main-d'œuvre nouvellement occupée, l'essentiel est le fait d'un transfert de main-d'œuvre

se réalisant des industries du groupe III (industries de consommation et services) vers celles du groupe I de production de matériel de guerre.

Il faut remarquer ici que l'arrivée sur le marché d'une main-d'œuvre nouvelle se réalise surtout dans le groupe II.

La main-d'œuvre féminine libère ainsi une partie de la main-d'œuvre masculine qui est bientôt occupée dans le groupe I.

En résumé l'accroissement de main-d'œuvre dans les industries du groupe I est obtenu par accroissement spontané de la main-d'œuvre, ensuite par transfert du travailleur masculin en provenance du groupe III et dont le départ n'est pas compensé par l'arrivée d'une main-d'œuvre féminine de remplacement, par transfert enfin de travailleurs masculins en provenance des industries du groupe II mais dont le départ est plus que compensé par l'arrivée d'une main-d'œuvre féminine.

En ce point, une conclusion s'impose : l'accroissement de main-d'œuvre dans les secteurs prioritaires est supérieur à l'accroissement de main-d'œuvre dans l'économie, par conséquent il y a eu transfert d'une quantité de main-d'œuvre des secteurs secondaires (services, industries de consommation) vers les secteurs prioritaires (industries de production de matériel de guerre). En réalité le mouvement est plus complexe, le transfert n'est pas seulement le fait d'une insuffisance quantitative, ce transfert n'est souvent possible que dans la mesure où l'arrivée d'une main-d'œuvre féminine dans les secteurs secondaires libère et remplace la main-d'œuvre masculine qui sera employée dans les secteurs prioritaires.

Ce serait une erreur de penser que les distorsions sectorielles ont pour unique origine l'existence de secteurs prioritaires et que pour qu'elles disparaissent ils suffit d'allouer et de transférer la main-d'œuvre suffisante. L'allocation ne présente pas à premier abord de difficultés majeures, le transfert semble plus délicat car il crée un déficit de main-d'œuvre dans les secteurs origine, d'autant qu'un tel déficit peut exister sans qu'il y ait eu transfert et c'est une cause supplémentaire de distorsion.

B) *Existence de secteurs déficitaires :*

Par secteurs déficitaires nous entendons des secteurs dont l'activité en temps de guerre n'est pas considérée comme indispensable à l'obtention de la victoire, mais qui même pour fonctionner au rythme ralenti imposé par les circonstances exceptionnelles souffrent d'un déficit de main-d'œuvre.

Dans le cas précédent les secteurs considérés connaissent une pénurie de main-d'œuvre parce qu'ils étaient prioritaires et par voie de conséquence en expansion ; dans le cas présent, les secteurs considérés bien que n'étant pas prioritaires, n'en sont pas moins déficitaires.

Deux causes sont à l'origine de l'apparition de secteurs déficitaires non prioritaires. Ce sont :

1. L'existence d'un minimum incompressible d'activité
2. Les effets inégaux de la mobilisation.

1. *Minimum incompressible d'activité*

Cette incompressibilité est due à la complémentarité et aux besoins de consommation.

a) La complémentarité, du moins l'interdépendance entre les différents secteurs, fait que la compression du volume de la main-d'œuvre dans un secteur ne peut être poursuivie au-delà d'un certain point, point de rupture, sans risquer de voir l'ensemble de l'économie totalement désorganisé. Il est impossible de fermer les portes de toutes les usines appartenant à des secteurs non prioritaires pour affecter leur main-d'œuvre à ces secteurs.

Il semble toutefois que l'interdépendance entre les divers secteurs ne soit pas suffisante pour expliquer totalement l'existence d'un minimum incompressible d'activité, les besoins en biens de consommation sont à l'origine d'une telle activité.

b) Les besoins en biens de consommation. Nous avons constaté que ce sont les secteurs produisant des biens de consommation qui connaissant une contraction fort importante pendant la guerre. La main-d'œuvre transférée vers les secteurs prioritaires était originairement occupée dans ces secteurs. L'existence d'un minimum incompressible de consommation implique un minimum d'activité, par conséquent un minimum de main-d'œuvre dans les secteurs de biens de consommation.

Si l'existence d'un minimum d'activité n'est pas suffisante à expliquer le caractère déficitaire de certain secteurs, c'est une condition nécessaire à son apparition, elle rend plus sensible encore l'inégalité des effets de la mobilisation.

2. *Effets inégaux de la mobilisation*

Il y a inégalité des effets de la mobilisation lorsque le pourcentage des hommes mobilisés d'un secteur par rapport à la totalité des hommes mobilisés est supérieur au pourcentage de la main-d'œuvre occupée dans ce secteur par rapport à la main-d'œuvre totale. La mobilisation provoque des distorsions sectorielles en modifiant la pondération relative des différents secteurs.

La structure de la main-d'œuvre est modifiée dans la mesure où la mobilisation change les proportions entre les volumes de main-d'œuvre appartenant aux différents secteurs.

— Considérons, à titre indicatif, le cas de la France au cours de la première guerre mondiale et tentons d'apprécier en termes

relatifs les effets de la mobilisation sur les différents secteurs. Le tableau suivant traduit ces résultats :

	Main-d'œuvre avant-guerre (en milliers) 1	En % du total 2	Hommes mobilisés 3	En % du total 4	Par rapport à 2 5
Agriculture	8 917	39	3 586	45,3	+
Industrie	7 486	34,2	2 338	29,4	—
Commerce	2 053	9,3	842	10,6	+
Domesticité	929	4,3	23	0,3	—
Professions libérales	483	2,2	212	2,6	+
Mines et carrières	281	1,3	168	2,1	+
Services publics	1 221	5,6	222	2,7	—
Transports	887	4,1	543	6,8	+
Total	21 837	100	7 935	100	

Source : D'après les chiffres cités par A. FONTAINE, *L'industrie française pendant la guerre*, p. 57.

L'agriculture représente 39 % de la main-d'œuvre totale, or le nombre d'agriculteurs mobilisés représente 45,3 % du nombre total d'hommes appelés sous les drapeaux. Les secteurs affectés du signe + sont ceux qui ont eu, du point de vue de la main-d'œuvre, à supporter une charge disproportionnée (au sens étroit du mot) par rapport à leur importance relative dans l'économie.

— Les raisons à ces différences entre répartition sectorielle de la main-d'œuvre et répartition sectorielle du nombre d'hommes mobilisés tiennent à la composition par âge et par sexe de la main-d'œuvre occupée dans les différents secteurs. Si nous considérons le secteur « domesticité » dont la main-d'œuvre est principalement composée de femmes et d'hommes âgés, il est fort compréhensible que le pourcentage par rapport au total de soldats originaires de ce secteur soit faible.

Les mécanismes de mobilisation ayant un caractère « automatique » et ne pratiquant aucune différenciation selon les secteurs d'activité, créent de ce fait des distorsions sectorielles dont les effets sont variables.

— En admettant que la « structure » de l'économie de guerre soit différente de celle de l'économie de paix, en ce sens que les proportions et les relations des divers secteurs sont différentes, il est souhaitable que le pourcentage des hommes mobilisés dans l'industrie par rapport au total des mobilisés soit inférieur au pourcentage de la main-d'œuvre occupée dans ce secteur puisque l'importance relative de l'industrie dans son ensemble augmente fortement depuis la guerre.

Toutefois, il peut se faire que la main-d'œuvre restante dans les secteurs secondaires ne soit pas suffisante à assurer la production minimale indispensable (agriculture) ou soit pléthorique pour la période considérée (domesticité).

Au total, parce que en temps de guerre certains secteurs sont prioritaires, d'autres déficitaires dans la mesure où ils doivent fournir une production minimale et où les effets dus à la mobilisation s'exercent de façon inégale, un des problèmes essentiels restant à résoudre est celui de la mobilité de la main-d'œuvre.

C) *Mobilité restreinte de la main-d'œuvre :*

L'affectation de la main-d'œuvre dans les secteurs prioritaires se fait surtout par transfert d'une main-d'œuvre en provenance, soit de secteurs pléthoriques, soit de secteurs déficitaires, mais libérée par une main-d'œuvre nouvelle. Mais un tel transfert suppose que la main-d'œuvre disponible est suffisamment mobile. Or les distorsions sectorielles imputables aux différences de besoins sont plus sensibles encore du fait de la relativement faible mobilité de la main-d'œuvre.

Deux facteurs jouent pour restreindre la mobilité de la main-d'œuvre en temps de guerre :

1. Qualification préexistante de la main-d'œuvre le transfert ;

2. Spécificité des besoins en main-d'œuvre des secteurs prioritaires.

1. *Qualification préexistante de la main-d'œuvre de transfert*

Les problèmes de mobilité ne concernent pas la main-d'œuvre nouvelle qui, n'étant pas formée, sera utilisée et utilisable dans n'importe quel secteur, sous réserve de capacité physique.

Par contre la formation acquise de la main-d'œuvre de transfert apparaît comme un facteur de rigidité.

Il semble y avoir contradiction dans le fait de dire que la qualification est un facteur de rigidité. Cette contradiction n'est qu'apparente, tout est fonction du degré de qualification. Un degré élevé de qualification est un facteur certain de mobilité, les ouvriers hautement qualifiés, P 1 ou P 2, étant susceptibles et capables d'occuper un emploi dans de nombreux secteurs. Par contre un faible degré de qualification est un facteur de rigidité. En effet les ouvriers peu qualifiés et occupant depuis longtemps le même emploi hésitent à l'abandonner, d'autant que leur embauche est le plus souvent soumis à une reconversion indispensable.

Or, en temps de guerre, la main-d'œuvre disponible dans les secteurs en régression et susceptible d'être transférée vers les secteurs prioritaires est peu qualifiée. En effet lorsqu'un secteur est

régression, ce sont les ouvriers dont la production est la plus faible, la qualification la moins élevée, qui sont les moins rémunérés et seront peut-être licenciés.

On est en droit de penser qu'une telle main-d'œuvre, même libérée par le secteur qui l'utilise, n'en est pas pour autant utilisable par d'autres secteurs souffrant d'un manque de main-d'œuvre, d'autant que les besoins des secteurs prioritaires sont spécifiques.

2. *Spécificité des besoins des secteurs prioritaires*

Les secteurs prioritaires n'ont pas besoin de n'importe quelle main-d'œuvre. Leurs besoins sont précis, particuliers et spécifiques. Ces besoins sont déterminés à la fois par les vides créés du fait de la mobilisation et par les emplois nouveaux nécessaires à l'accroissement de production. C'est dire qu'il faut de nombreux ouvriers spécialisés dans des activités particulières. Les manœuvres et manutentionnaires ne font pas défaut, par contre tourneurs, fraiseurs ou soudeurs à l'arc sont en nombre insuffisant.

Cette spécificité des besoins en main-d'œuvre des secteurs prioritaires augmente encore les distorsions sectorielles en rendant techniquement difficile, voire impossible, l'utilisation immédiate d'une main-d'œuvre « transférable ».

En résumé la mobilité technique (18) de la main-d'œuvre est non seulement fonction du degré élevé de qualification des ouvriers, mais aussi de la faible spécificité des besoins des secteurs manquant de main-d'œuvre. En temps de guerre aucune de ces deux conditions n'est pleinement remplie, ce qui explique le plus grand nombre des difficultés soulevées par les transferts de main-d'œuvre.

Malgré toutes ces difficultés, il y eut transfert et allocation de main-d'œuvre dans les secteurs prioritaires ; il reste à étudier les mécanismes qui ont permis cette allocation.

§ 2 : Mécanismes d'allocation de la main-d'œuvre

Les difficultés dues à la rigidité relative de la main-d'œuvre, les besoins des secteurs prioritaires, ont suscité chez les autorités responsables de l'économie deux attitudes que certains considèrent opposées et qui sont en fait complémentaires. La première attitude qu'il est possible de qualifier de volontariste consiste à affecter impérativement, par voie d'oukaz, la main-d'œuvre nécessaire dans les secteurs prioritaires.

La seconde attitude, plus libérale, consiste à faire confiance aux mécanismes traditionnels du marché qui, par voie d'incitation, tendent à réaliser l'affectation de la main-d'œuvre disponible dans les secteurs où elle fait défaut.

---

(18) Nous ne traitons pas du problème de la mobilité géographique dont la solution ne manque pas de soulever de nombreuses difficultés.

A) *L'allocation autoritaire :*

Nous l'avons définie comme l'affectation par voie d'autorité de la main-d'œuvre nécessaire. Cette méthode n'est applicable qu'à des secteurs particuliers et semble difficilement généralisable à toute l'économie.

L'affectation impérative peut porter soit sur la totalité de la main-d'œuvre nécessaire aux secteurs prioritaires, soit sur certaines catégories professionnelles ; elle n'en reste pas moins limitée.

1. *Affectation généralisée dans les secteurs prioritaires*

Pour éviter la désorganisation provoquée par la mobilisation et assurer une production minimale, les autorités soviétiques (19) prirent le 26 juin 1940 un décret qui maintenait obligatoirement « ouvriers et employés dans les établissements où ils travaillaient au moment de la publication du décret ».

Cette mesure prise en prévision de la guerre ne fut pas suffisante pour satisfaire les besoins en main-d'œuvre des secteurs stratégiques (20). « Le 26 décembre 1941, tous les ouvriers et employés occupés dans les entreprises travaillant pour la défense nationale furent mobilisés sur place pour toute la durée de la guerre. » Cette mesure autoritaire était assortie de sanctions telles que des peines de prison allant de 5 à 8 ans pour les ouvriers désertant leur emploi sans raison.

Cette méthode d'affectation est en fait une méthode d'immobilisation, elle vise à éviter une diminution éventuelle du volume de la main-d'œuvre occupée dans les secteurs de production de matériel de guerre. Elle n'organise pas l'expansion de tels secteurs et doit s'accompagner de mesures plus particulières.

2. *Affectations spéciales*

Les mesures administratives organisant les affectations spéciales visent à assurer l'expansion des secteurs prioritaires par transfert de main-d'œuvre ; elles concernent certaines catégories professionnelles dont la qualification élevée les rend indispensables.

— En France, les affectations spéciales furent largement utilisées au cours de la seconde guerre mondiale. Etaient affectés spéciaux les ouvriers spécialisés ayant une haute qualification technique et souvent trop âgés pour être mobilisés. Les secteurs bénéficiant de ce transfert de main-d'œuvre étaient ceux fabricant des armes et des munitions. Bon nombre de ces affectés spéciaux étaient employés à dispenser des cours de formation accélérée dans des centres d'apprentissage hâtivement organisés (21). Le reste des ouvriers affectés spéciaux étaient employés, soit à l'encadrement de

(19) Cf. sur ce point S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 424 et suivantes.
(20) Cf. sur ce point S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 424 et suivantes.
(21) Cf. *supra*, p. 224.

la nouvelle main-d'œuvre, soit à des travaux précis réclamant une grande habileté.

Plus rigoureuses dans leurs principes et plus amples dans leurs objets sont les affectations spéciales prévues par le décret du 19 octobre 1940 pris par le Présidium du Soviet Suprême (22). Ce décret autorisait « le transfert obligatoire des ingénieurs, techniciens, contremaîtres, employés et ouvriers qualifiés d'un établissement dans un autre. »

Si le principe peut sembler condamnable, ce qui est implicitement le cas de l'auteur, les raisons sont suffisamment explicites pour justifier, nous semble-t-il, de telles mesures (23). En effet il est pour le moins paradoxal d'admettre en temps de guerre la mobilisation d'un certain nombre d'hommes dont le sort est de se faire tuer et de se récrier devant la mobilisation, voire le transfert, de spécialistes dont le rôle ne manque pas d'importance.

3. *Limites de l'allocation autoritaire*

Ces limites tiennent à la mise en œuvre et à l'objet d'une telle allocation.

— Limites tenant à la mise en œuvre. Il est impossible, surtout dans une économie libérale, d'organiser une planification totale de la main-d'œuvre en temps de guerre. Les lourdeurs administratives qu'entraîneraient une telle planification nécessiteraient trop de temps et mobiliseraient trop de personnel. Les seules mesures convenables en la matière sont celles visant à éviter les hémorragies de main-d'œuvre dans les secteurs les plus stratégiques, aucune ne peut organiser un transfert global d'un secteur à l'autre.

— Limites tenant à l'objet. Nous avons constaté la spécificité des besoins en main-d'œuvre des secteurs prioritaires. L'allocation impérative a pour but de transférer des catégories professionnelles très particulières dont les besoins ont été inventoriés. En effet les besoins en manœuvres et manutentionnaires sont beaucoup plus confus que ceux concernant les ingénieurs ou les contremaîtres et en ce cas l'allocation impérative risque de ne pas être opportune ou trop difficile.

Du fait des limites qu'elle rencontre tant dans sa mie en œuvre que dans l'objet poursuivi, l'allocation impérative de main-d'œuvre ne suffit pas à porter remède à toutes les distorsions sectorielles existant en temps de guerre. L'incitation apparaît dès lors comme une méthode d'allocation complémentaire et nécessaire dans la mesure où la première laisse en suspens un grand nombre de problèmes.

---

(22) Cf. S. N. Pocopovicz, *op. cit.*, p. 425.
(23) *Ibid.*

B) *L'allocation par voie d'incitations :*

L'incitation consiste à attirer dans les secteurs prioritaires la main-d'œuvre disponible, voire occupée dans d'autres secteurs. Le moyen mis en œuvre est essentiellement monétaire, c'est l'attrait d'un salaire monétaire exceptionnel.

1. *La différenciation des salaires est nécessaire*

La différenciation des salaires est habituellement imputable à des différences de productivité. En temps de guerre l'écart entre les salaires des différents secteurs exprime l'importance relative de chacun d'eux dans les circonstances exceptionnelles de cette époque. Il ne s'agit plus de productivité individuelle, mais d'importance sectorielle.

La hausse des salaires en temps de guerre est due à la fois à l'inflation et à la rareté de la main-d'œuvre. Nous avons eu l'occasion de traiter de la hausse des salaires et de l'inflation. Il nous faut aborder ici la hausse des salaires, fonction de la rareté de la main-d'œuvre.

La hausse généralisée des salaires a pour fonction d'attirer une main-d'œuvre supplémentaire sur le marché du travail. La hausse différenciée des salaires a pour fonction d'allouer de façon différenciée la main-d'œuvre, qu'elle soit de transfert ou de remplacement. Ce sont les secteurs prioritaires qui accordent les salaires les plus élevés, et ce, pour deux raisons différentes.

a) Les secteurs prioritaires sont ceux dont les besoins en main-d'œuvre sont les plus pressants parce qu'ils sont les seuls à être en expansion pendant la guerre. De plus la rareté prend ici un aspect catastrophique si elle dure. Par conséquent les entrepreneurs, spontanément ou contraints, s'efforceront d'obtenir « à n'importe quel prix » la main-d'œuvre dont ils ont besoin. Ils sont donc amenés à accorder des salaires supérieurs à ceux accordés dans d'autres secteurs afin de conserver la main-d'œuvre déjà en place et d'attirer une main-d'œuvre supplémentaire séduite par des gains exceptionnels.

L'écart entre les salaires devra être d'autant plus important que l'emploi proposé est pénible et temporaire. En effet, une main-d'œuvre de transfert ne peut être attirée par un emploi temporaire (la plupart de ceux des industries de guerre le sont) que par des gains exceptionnels.

b) Les secteurs prioritaires sont les seuls à pouvoir offrir des salaires élevés parce qu'ils sont les seuls à connaître un essor tel qu'aucune difficulté financière ne s'y pose. Les bénéfices réalisés par les entreprises appartenant aux secteurs de production de guerre n'ont rien de comparable avec ceux des entreprises appartenant à des secteurs provisoirement en régression.

Un exemple choisi pour chacune des deux guerres mondiales illustre les différenciations de salaires qui se sont produites au cours de ces périodes. Le premier exemple concerne l'évolution des salaires en France, le second celle des salaires aux Etats-Unis. L'un et l'autre nous semblent d'autant plus caractéristiques qu'ils concernent des pays et des périodes où l'allocation de la main-d'œuvre s'est essentiellement faite par différenciation des salaires.

2. *Au cours de la première guerre mondiale,* aucune mesure autoritaire n'a été prise en vue d'affecter la main-d'œuvre indispensable dans les secteurs prioritaires. Cette affectation se fit grâce à la différenciation des salaires de secteur à secteur.

Une différence sensible apparaît entre l'évolution de l'indice des salaires dans les industries de guerre et pour l'ensemble des ouvriers (24).

	Avant-guerre	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Industries de guerre ..	100		125	160	240	320	400
Ensemble des ouvriers	100	110	125	130	175	250	360

Source : L. March, *op. cit.*, pp. 276 et 297.

Il faut tout d'abord remarquer que l'écart entre les deux indices est amoindri du fait que dans le calcul de l'indice des salaires de l'ensemble des ouvriers est pris en considération le salaire accordé dans les industries de guerre.

Il faut ensuite remarquer que la différenciation des salaires ne se manifeste qu'à partir de 1916. Ce délai a été nécessaire à l'organisation des industries de guerre et à l'apparition des besoins en main-d'œuvre, puisque jusqu'en 1916 existait un chômage relativement important, mais dès lors l'écart s'accroît pour se stabiliser à partir de 1918.

Le fait qu'il y ait à partir de cette date mouvement parallèle des indices confirme que la différenciation des salaires en faveur des industries prioritaires ne dure que pendant la guerre. On est en droit de penser qu'après la signature de l'armistice la différenciation des salaires se fait en sens inverse en faveur des industries de reconstruction et au détriment des industries de guerre dont le volume de main-d'œuvre est désormais excessif par rapport aux besoins qu'elles ont à satisfaire.

La même différenciation des salaires s'est produite au cours de la seconde guerre mondiale et aux Etats-Unis.

(24) Cf. sur ce point, L. March, *Mouvements des prix et des salaires pendant la guerre* p. 254 et suivantes.

3. *Au cours de la seconde guerre mondiale,* toutes les industries américaines connurent une période d'expansion. Les écarts entre les taux de croissance des différents secteurs restent fonction de leur importance relative dans l'économie de guerre.

Sont considérées comme prioritaires les industries dont le volume de l'emploi augmente davantage que le volume de l'emploi global. Or une corrélation certaine existe entre augmentation du volume de l'emploi et celle des salaires, ce fait est d'autant plus caractéristique que la diminution relative du volume de l'emploi s'accompagne d'une même diminution relative des salaires. Le tableau suivant résume cette évolution.

Accroissement en % de 1939 à mars 1943

	Emploi (man/hours week)	Gains horaires moyens
Industries manufacturières		
Toutes les industries manufacturières	+ 99	+ 53
Produits durables	+ **174**	+ **54**
Produits non durables	+ 39	+ 37
Fer et acier	+ 116	+ 38
Appareillage électrique	+ 226	+ 39
Automobiles	+ 108	+ 37
Equipement transport (exclus. auto.)	+ **1 558**	+ **56**
Produit textile tissé	+ 26	+ 44
Produits alimentaires	+ 16	+ 30
Produits chimiques	+ **190**	+ **41**
Produits pétroliers	+ 35	+ 24
Caoutchouc	+ 88	+ 31
Industries non manufacturières		
Mines d'anthracite	+ 33	+ 15
Mines de charbon bitumineux	+ 55	+ 30
Mines minerais métalliques	+ 24	+ 34
Extraction pétrolière	— 12	+ 22
Services publics		
P.T.T.	+ 28	+ 7
Electricité	— 10	+ 18
Chemins de fer et transports urbains	+ 24	+ 22
Commerce		
Gros	— 3	+ 28
Détail	— 6	+ 23
Services		
Hôtels	0	+ 30
Teinturerie, blanchisserie	+ 20	+ 21

Source : F. C. Mills, « Prices in a war economy », *N.B.E.R.*, occl. papers, n° 12, pp. 35 et 37.

L'augmentation de l'emploi (due à une augmentation de la durée de travail, mais surtout à l'accroissement du volume de la main-d'œuvre) dans les industries manufacturières a été plus importante que partout ailleurs (99 %), de même l'augmentation des salaires fut également la plus forte (53 %).

A l'intérieur même du groupe des industries manufacturières, les différences entre l'accroissement de l'emploi et l'augmentation de salaires vont de pair. C'est ainsi que les industries d'équipement de transport ont enregistré un accroissement de l'emploi de 1 558 % et ont accordé une augmentation de salaire de 56 %. A l'inverse, les industries de produits alimentaires n'ont enregistré qu'une augmentation de l'emploi de 16 %.

Il n'est pas interdit de penser que certaines industries ou certains services ont été contraints d'augmenter les salaires versés à leurs ouvriers ou employés afin de conserver le minimum de main-d'œuvre indispensable à leur fonctionnement.

Les exemples concernant la France et les Etats-Unis nous permettent de conclure qu'en période de pénurie ou simplement de plein emploi, l'accroissement de la main-d'œuvre dans un secteur ne peut être obtenu que par une augmentation des salaires supérieure à celle accordée dans les autres secteurs. Cette différenciation nécessaire des salaires au cours de la guerre rend plus difficile encore le contrôle des revenus, moyen de lutte contre l'inflation.

4. *Différenciation des salaires et contrôle des revenus*

Afin d'éviter ce que l'on a coutume d'appeler la spirale inflationniste, les autorités administratives des différents pays belligérants ont été contraintes de prendre des mesures de contrôle direct, voire de fixation des salaires.

Deux possibilités s'ouvrent aux législateurs, soit un contrôle généralisé de tous les salaires du temps de paix, soit la fixation de certains salaires seulement. Les deux cas soulèvent de multiples difficultés.

— La première méthode de contrôle global impose pendant la guerre une différenciation des salaires propre au temps de paix, c'est-à-dire qui favorise l'allocation de la main-d'œuvre dans les secteurs tertiaires. Ceci est incompatible avec les besoins de guerre puisque la différenciation des salaires est toute autre au cours de ces périodes et tend à assurer l'affectation de la main-d'œuvre dans des secteurs différents.

— La seconde méthode de contrôle, appelons-la différentielle, ne se heurte pas aux difficultés précédentes, puisque les salaires sont fixés de façon différente selon qu'ils concernent ou non des secteurs prioritaires. Il n'en reste pas moins vrai qu'elle est difficilement applicable dans la mesure où toute différenciation autoritaire ne manquera pas d'être considérée comme une injustice sociale légalisée.

Les autorités ne sont toutefois pas totalement désarmées. La solution consiste à laisser les salaires libres jusqu'à ce que la différenciation sectorielle se soit établie en faveur des secteurs prioritaires, dès lors un contrôle, voire une fixation généralisée des salaires semble possible.

Qu'elle soit réalisée par voie de décrets et d'incitation, l'allocation de la main-d'œuvre dans les secteurs prioritaires soulève une multitude de problèmes. Nous pensons que des solutions données à ces problèmes dépend pour une grande partie, sinon le succès des armes, du moins l'efficience de l'effort collectif que la guerre impose.

De plus, comme pour les distorsions globales, il existe des effets de rémanence qui font que la structure des salaires après guerre porte les traces de la guerre et que certains secteurs sont dotés d'une main-d'œuvre excessive. Il est permis de penser que bon nombre des problèmes de reconversion qui ont préoccupé tant d'auteurs trouvent leur origine dans l'allocation de la main-d'œuvre dans les secteurs prioritaires au cours de la guerre.

*
**

En créant un état généralisé de pénurie de main-d'œuvre, la guerre prouve, s'il en était encore besoin, que l'homme est un facteur important, sinon le plus important de l'économie.

Les guerres ont provoqué deux changements majeurs et définitifs : l'importance accrue de la main-d'œuvre féminine et les rapports nouveaux entre travail et capital.

— Jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, le travail féminin surtout dans l'industrie, était considéré comme un travail d'appoint, le plus souvent sous-rémunéré. La proportion des femmes dans la main-d'œuvre totale effectivement occupée était fort restreinte.

Il y a, en apparence du moins, un paradoxe à ce que la main-d'œuvre féminine, dont la capacité physique est quand même moindre que celle des hommes et dont les aptitudes techniques sont plus limitées, soit davantage utilisée lorsque les circonstances sont particulièrement pénibles, alors que son emploi demeurait restreint lorsque les conditions de travail étaient plus supportables.

Ce changement majeur (augmentation de la main-d'œuvre féminine) est aussi un changement définitif puisque le travail féminin n'a pas cessé avec les hostilités. Cet effet de rémanence est d'importance puisqu'il provoque une mutation de la structure de la main-d'œuvre dans l'économie.

— Les rapports entre travail et capital sont modifiés pendant les guerres d'un point de vue technique et du point de vue de leurs relations.

D'un point de vue technique, le rapport travail/capital augmente du fait que l'accroissement du volume de la main-d'œuvre

est plus rapide et plus important que l'accroissement de l'ensemble des moyens de production. En effet la main-d'œuvre existe, il suffit de la mobiliser. La création de capital est due à une épargne réelle et en temps de guerre l'essentiel de l'épargne réelle qui est dégagée est consacrée à la production de matériel de guerre.

Du point de vue des relations entre travail et capital, il n'est pas sans intérêt de constater que les ouvriers ont pris conscience de leur pouvoir au cours des guerres. La position du travail par rapport au capital s'est renforcée pour deux raisons. Tout d'abord parce que le travail a, pendant la guerre, la vigueur que donne la rareté, ensuite et surtout parce que les travailleurs se sont organisés, que le nombre d'adhérents aux syndicats a considérablement augmenté.

Les distorsions concernant la main-d'œuvre surmontées, tous les problèmes de production n'en sont pas résolus pour autant. En effet, pour des raisons parfois différentes, les distorsions concernant les matières premières sont aussi nombreuses et aussi importantes. Nous ne sommes pas loin de penser qu'il existe, en temps de guerre, une corrélation positive entre l'accroissement de la main-d'œuvre et celui des matières premières. En effet, les secteurs connaissant une expansion particulièrre, ayant donc besoin d'une main-d'œuvre accrue, sont tous des secteurs de production et principalement des industries de transformation. Si l'accroissement de main-d'œuvre se produisait dans le secteur des services, il n'y aurait pas un accroissement corrélatif des besoins en matières premières.

SECTION II. — EFFETS DE DISTORSION ET RESSOURCES NATURELLES

Si l'industrialisation des guerres a modifié le rôle des hommes en faisant du nombre un facteur de succès, elle a donné à la dimension des pays belligérants une importance particulière (25).

Indépendamment de la capacité de production énorme indispensable à la fourniture du matériel de guerre, l'immensité assure l'autonomie par la diversité des ressources naturelles.

Peu de pays ont une étendue telle que leur territoire renferme toutes les ressources naturelles nécessaires à l'activité économique. Seuls les pays ayant une dimension continentale ont la possibilité de trouver dans leur sous-sol les minerais les plus divers, de plus la situation géographique, voire climatique, reste un facteur déterminant du volume et de la diversité des ressources naturelles.

Même dans un pays dont les ressources naturelles seraient suffisamment diverses pour satisfaire en nombre et en quantité les besoins de l'économie considérée, tous les problèmes n'en seraient

(25) Nous ne traitons pas de l'aspect stratégique de la dimension respective des pays belligérants mais des seules conséquences économiques.

pas résolus pour autant. Il existe en effet des distorsions entre les différents secteurs dont l'importance relative et les besoins en matières premières sont inégaux et varient selon qu'ils produisent ou non du matériel de guerre.

Comme pour la main-d'œuvre la guerre provoque en matières de ressources naturelles des effets de distorsion globale et des effets de distorsion sectorielle.

Sous-section I : Effets de distorsion globale

La guerre déforme, transforme l'offre de matières premières et les besoins de l'économie. Il se produit une distorsion entre l'offre et la demande globale de matières premières. Les besoins en matières premières sont fortement accrus alors que l'offre tend à devenir de plus en plus rigide.

Les causes de ces distorsions sont autres que celles concernant la main-d'œuvre, les solutions qui furent apportées ne manquèrent pas, le plus souvent, d'ingéniosité. Nous traiterons :

§ 1 : Les causes

La guerre en nécessitant la mobilisation d'un grand nombre d'hommes exerce directement un prélèvement de main-d'œuvre ; elle crée en ce qui concerne les matières premières de nouvelles conditions d'approvisionnement et d'emploi qui font apparaître une pénurie généralisée de matières premières.

Les facteurs qui sont à l'origine des distorsions globales tiennent à la fois :

A. — Situation nationale des pays belligérants

B. — Situation internationale

C. — Besoins militaires.

A) *Situation nationale des pays belligérants :*

Les problèmes posés par l'approvisionnement en matières premières seront moins nombreux et importants au cours de la guerre, si le degré de dépendance du pays considéré est minime dès le temps de paix. L'autonomie économique d'un pays est fonction de sa dimension et de sa spécialisation.

1. *La dimension, facteur d'autonomie potentielle*

Un pays très étendu possède un stock de ressources naturelles dont la diversité lui assure un degré élevé d'indépendance vis-à-vis du reste du monde. Ce n'est pas par hasard que la doctrine de

l'isolationnisme a pris naissance aux Etats-Unis dont le sous-sol renferme (26) :

37 % du charbon du monde
27 % du minerai de fer
63 % du pétrole
28 % du cuivre
26 % du plomb
32 % du zinc
78 % du soufre
31 % du phosphate.

La diversité des ressources naturelles est fonction de la dimension du pays considéré, elle est un facteur important de son autonomie. En effet, comme il existe une complémentarité entre différents facteurs de production, il existe une complémentarité technique entre les ressources naturelles. Que pourrait faire un pays dont le sous-sol ne renfermerait que de la houille et aucun autre minerai, fer ou cuivre. Le manque d'un seul minerai peut entraîner la paralysie partielle de l'économie.

Il est évident qu'aucun pays, aussi étendu soit-il, ne peut posséder toutes les ressources naturelles, encore moins les exploiter, d'autant que la spécialisation internationale le conduit à n'exploiter que les ressources les plus rentables.

2. *La spécialisation internationale, facteur de dépendance*

Quelles que soient les théories choisies pour expliquer la spécialisation internationale, il reste qu'aucun pays n'a économiquement intérêt à exploiter toutes ses ressources naturelles. A des degrés différents, tout pays est dépendant de l'extérieur.

L'autarcie préconisée par F. List et condition première de l'autonomie, donc de la sécurité d'un pays, n'est pas une politique économique (économique : au sens étroit du terme), c'est l'expression d'une volonté d'indépendance mise au service d'objectifs qui ne sont pas exclusivement économiques et sont davantage « impérialistes ».

La spécialisation internationale est telle que les pays belligérants sont le plus souvent concurrents sur le marché international, même lorsqu'ils sont alliés.

Cette concurrence s'exerce sur les produits de consommation, essentiellement les produits agricoles, et sur les matières premières.

— Parce que tous les pays belligérants sont industriels, leurs besoins en produits agricoles sont souvent couverts par des importations. Lors des deux guerres mondiales, l'alliance des Etats-Unis avec la France et la Grande-Bretagne a largement facilité l'approvisionnement en produits agricoles. Il faut toutefois remarquer que

(26) Cf. W. Childs et W. T. Stone, *Towards a dynamic America*, p. 26.

les problèmes soulevés par le transport sont fort importants et parfois insolubles.

— C'est surtout en ce qui concerne les matières premières que les pays belligérants sont concurrents. Cette concurrence tient à la fois à leur situation géographique et à leur niveau de développement qui font que leurs besoins portent sur les mêmes produits.

a) Mis à part les Etats-Unis dont l'étendue et le développement ont permis l'obtention de la quasi-totalité des matières premières, les autres pays belligérants ont une dimension et sont situés sous des latitudes qui font que leur sous-sol est, à des degrés différents, privé des mêmes matières premières.

b) De plus, les besoins des pays belligérants sont semblables parce que tous les pays belligérants sont industriels. En effet, si les pays antagonistes étaient différemment développés, tout laisse penser que leurs besoins en matières premières seraient différents. Mais, les principaux pays engagés dans les deux conflits mondiaux avaient, sinon le même degré de développement, du moins un développement semblable dans sa nature ; ils étaient tous industrialisés.

Par conséquent, dès le temps de paix, les pays belligérants étaient concurrents en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières. Or la guerre ne fait qu'exacerber des difficultés existant déjà en temps de paix, d'autant que la situation internationale, politique et militaire, détériore les moyens d'approvisionnement habituels.

B) *La situation internationale :*

C'est une idée communément répandue que celle distinguant l'aspect militaire et l'aspect économique d'une guerre. Cette distinction nous semble inopportune, il n'y a plus une guerre menée par les militaires, une autre qui serait d'une nature différente parce qu'elle s'attaque à l'économie du pays adverse. Les partisans d'une telle distinction auraient quelques difficultés à préciser les limites de l'une et de l'autre. La guerre est un tout, c'est un moment de violence dont les limites sont la violence, tous les moyens permettant d'obtenir la victoire peuvent être utilisés, les seules limites à leur emploi résident dans la propre volonté de chacun des pays belligérants.

Parmi les moyens susceptibles de favoriser le sort des armes, la privation du pays adverse des matières premières indispensables à son effort en est un fort important.

Cette privation peut se faire de façon indirecte par le jeu des alliances et d'une manière beaucoup plus directe par la lutte sur mer.

1. *Le jeu des alliances.* Avant ou pendant les hostilités, les pays belligérants s'adonnent avec frénésie au jeu subtil des alliances.

— Le but d'une alliance est d'obtenir, soit un engagement actif, soit une neutralité bienveillante d'un certain nombre de pays qui présentent l'intérêt d'être la source de matières premières ou des pays de transit presque obligatoires. Certains traités plus ambitieux se proposent même d'imposer le blocus aussi complet que possible d'un pays adverse. Ce fut le cas pour l'Allemagne lors de la première guerre mondiale.

A contrario, la seconde facette d'un tel genre de traités est d'assurer aux pays signataires le privilège d'un approvisionnement devenu stratégique et d'organiser une entr'aide efficace.

— L'efficacité de toutes les alliances lorsque les hostilités sont engagées semble douteuse. Il est pratiquement impossible d'empêcher les pays neutres ou ceux non engagés dans le conflit considéré de ne pas commercer avec les pays adverses. De plus, la preuve n'est pas à faire que le commerce international réserve, en temps de guerre de confortables gains aux pays qui le pratiquent.

Dès lors le moyen le plus efficace de priver l'adversaire des matières premières qu'il n'a pas sur son territoire consiste à interdire l'accès de ce territoire aux moyens de transport le ravitaillant en matières premières.

2. *Les besoins militaires sont des besoins en matières premières.* Une des caractéristiques des deux guerres mondiales est la profusion de matériel et de munitions utilisés.

Le matériel militaire tend de plus en plus à devenir du matériel lourd, les quantités de munitions sont fonction de la puissance de feu accrue des armes utilisées. L'acier, l'aluminium, le cuivre, tous les alliages nouveaux sont largement employés dans la fabrication des tanks, navires, avions et armes légères. La fabrication de munitions réclame des produits chimiques particuliers, que ce soit de l'aniline ou de la mélinite.

3. *Les besoins militaires sont massifs, immédiats et renouvelés.* Ils sont massifs parce que les stocks existants sont dérisoires comparativement à la consommation quotidienne d'armes et de munitions que provoque un conflit.

Ces besoins sont immédiats, de la rapidité de leur satisfaction dépend le succès des armées, le temps joue contre le pays démuni de matières premières.

Ces besoins sont enfin renouvelés, il ne s'agit pas en fait d'équiper une armée, il s'agit d'alimenter en armes et en munitions des hommes dont l'activité essentielle consiste à utiliser sans ménagement aucun ces armes et ces munitions. A titre d'illustration, il suffit de savoir que la production quotidienne allemande d'armes et de munitions compensait à peine les pertes et la consommation des armées engagées.

En bref, parce que les pays belligérants ne sont pas « naturellement » autonomes, parce que l'approvisionnement en matières

premières est rendu difficile et qu'en même temps les besoins sont plus importants et pressants, se produisent des distorsions globales entre offre et demande de matières premières.

Pas plus que pour la main-d'œuvre, ces distorsions ne sont supportables pour l'économie d'un pays en guerre. Elles nécessitent des mesures immédiates et vigoureuses qui ont pour but d'assurer le ravitaillement du pays en matières premières.

§ 2 : Le ravitaillement en matières premières

Il est difficile de décréter la mobilisation générale de toute la population. Il ne semble pas impossible de prendre toutes les mesures, aussi autoritaires soient-elles, pour assurer le ravitaillement en matières premières. Pas plus qu'en ce qui concerne la main-d'œuvre, il n'y eut d'études préalables et systématiques des besoins en matières premières, ce qui fait que la plupart des solutions apportées à ces problèmes sont le fruit de l'improvisation.

Les moyens de ravitaillement en temps de guerre sont de quatre types différents (27) :

A. — Transformation
B. — Augmentation de la production
C. — Importation
D. — Produits de remplacement.

A) *Transformation :*

Par transformation nous entendons utilisation de matières premières déjà intégrées à des objets dont l'emploi en temps de guerre n'est pas justifié. Cette méthode d'approvisionnement en matières premières revêt deux formes :

1. La récupération
2. La mobilisation d'objets civils.

1. *La récupération*

Ce procédé fut particulièrement utilisé en Allemagne au cours de la seconde guerre mondiale. Il consiste à récupérer, soit des déchets, soit à prélever sur des objets hors d'usage un certain nombre de produits contenant des matières premières indispensables et après transformation mécanique et chimique à récupérer ces matières premières.

Une telle solution ne peut être que temporaire, de plus en nécessitant une main-d'œuvre parfois nombreuse elle est forcément limitée. Il semble toutefois qu'elle présente plus d'intérêt que la mobilisation.

---

(27) Cf. sur ce point, L. Fauvel, *Problèmes économiques de la guerre totale*, chapitre : « Le problème des matières premières ».
J. Burnham, *Total war*, chapitre : « State control of industry ».

2. *La mobilisation d'objets civils*

Considérant que l'emploi par la population civile d'un grand nombre d'objets contenant une quantité importante de matières premières n'est plus justifié en temps de guerre alors que l'industrie d'armement en manque, les autorités peuvent prendre la décision imposant la mobilisation de tels objets.

La légende veut que les femmes grecques aient sacrifié leur chevelure à tisser les voiles que les guerriers réclamaient, la réalité, plus prosaïque, a voulu que quelques ménagères aient sacrifié leurs batteries de cuisine de cuivre à la fabrication d'obus.

Ce procédé ne peut être utilisé qu'en des circonstances très exceptionnelles et offre un intérêt fort limité. Plus efficace est la méthode consistant à augmenter la production.

B) *Augmentation de la production :*

Nous avons admis que la spécialisation internationale conduit certains pays à ne pas exploiter toutes les ressources naturelles. Si l'augmentation de la production de produits agricoles est soumise aux conditions climatiques et à l'existence d'une main-d'œuvre suffisante, l'accroissement de production des matières premières industrielles apparaît beaucoup plus aléatoire. Trois conditions, qui sont trois limites, sont nécessaires à l'utilisation de ce procédé.

1. *La richesse du sous-sol* conditionne le taux d'accroissement de la production des matières premières déjà exploitées et l'exploitation éventuelle de nouvelles mines. L'existence dans le sous-sol des matières premières nécessaires est bien évidemment une condition *sine qua non*, la prospection préalable et la connaissance parfaite des richesses minières du pays sont des conditions peu souvent remplies ; en admettant qu'elles le soient, l'exploitation de nouvelles mines n'en est pas pour autant possible, encore faut-il que la main-d'œuvre nécessaire existe.

2. *Le problème de la main-d'œuvre* revêt un double aspect : elle doit être suffisante et qualifiée. Si cette condition n'est pas aussi déterminante que la précédente, elle n'en reste pas moins importante surtout dans une économie souffrant d'un état de pénurie généralisée de main-d'œuvre.

Les problèmes de main-d'œuvre ne sont pas les seuls à rendre difficile l'augmentation de la production ; ceux en rapport avec le matériel apparaissent primordiaux.

3. *Le matériel nécessaire à l'exploitation* de nouvelles usines doit être créé de toutes pièces ; de plus il serait inutile, sinon stupide, d'entreprendre l'extraction d'un nouveau minerai sans en assurer le raffinage et l'utilisation ultérieure. Or l'ensemble de l'industrie minière est équipée de manière à traiter certaines catégories de minerais ; il est douteux que cet équipement puisse être utilisé

au traitement de nouveaux minerais d'autant que le plein emploi du matériel existant est à envisager.

Par conséquent le traitement du minerai extrait nécessitera des investissements majeurs que l'économie n'est pas, en temps de guerre, capable de supporter surtout que la durée d'exploitation d'un tel équipement risque d'être limitée à la période des hostilités puisque sa rentabilité insuffisante en temps de paix.

L'obtention de matières premières par augmentation et diversification de la production est un procédé soumis à trop de conditions pour être susceptible de résoudre le problème de l'approvisionnement en matières premières. L'importation est une meilleure solution.

C) *L'importation :*

Dans l'immédiat, cette solution est la meilleure, non seulement le pays importateur obtient les matières premières indispensables mais c'est aussi un moyen détourné de résoudre ses problèmes de main-d'œuvre et de capital dans la mesure où les matières premières importées ont nécessité beaucoup de travail et la mise en œuvre d'un matériel important, qui aurait diminué d'autant le potentiel du pays importateur s'il avait dû extraire et transformer lui-même ces matières premières.

Quelles sont les limites et les conséquences de cette solution qui, dans l'immédiat, est la meilleure.

1. *Les limites*

Les premières limites tiennent, bien entendu, à la situation internationale et aux difficultés diplomatiques et militaires ou de sécurité que la guerre provoque. Ces conditions nouvelles et en elles-mêmes limitatives étant définies, il reste que l'importation n'est pas une solution illimitée ; ses limites sont à la fois financières et matérielles.

a) *Limites financières*

Les réserves en devises étrangères des pays belligérants sont très rapidement épuisées en temps de guerre, surtout que les relations commerciales étant totalement désorganisées, les exportations deviennent dérisoires.

On est en droit de penser qu'étant démuni de devises, le pays considéré devra cesser ses importations. En fait il n'en est rien pour les deux raisons suivantes :

— Tout d'abord, quelques pays belligérants ont un empire outre-mer et c'est le propre des relations coloniales que les colonies approvisionnent la métropole en matières premières contre paiement en monnaie nationale. Au cours de la seconde guerre mondiale (28), la Grande-Bretagne par le simple jeu des balances sterling a pu obtenir de grandes quantités de matières premières et de produits agricoles.

— Ensuite parce qu'en temps de guerre les pays belligérants n'hésitent pas à emprunter.

Les crédits accordés sont d'autant plus importants qu'ils sont avantageux ; en effet les pays exportateurs de matières premières subissent habituellement les conditions imposées par les pays industriels qui veulent bien leur acheter des matières premières. Aussi saisissent-ils l'occasion qui leur est offerte par la guerre de fixer à leur tour les conditions des contrats.

Une autre raison vient expliquer la facilité financière internationale en temps de guerre, c'est le rôle déterminant joué par les Etats-Unis au cours des deux conflits mondiaux, du second particulièrement. Au moment où ils sortirent de leur neutralité, les Etats-Unis votèrent le 11 mars 1941 le lend-lease. Il était prévu une ouverture de crédit de sept billions de dollars destinés à faciliter l'approvisionnement des pays alliés « dont la défense apparaîtrait comme vitale pour celle des U.S.A. ». Au mois d'octobre de la même année, six billions supplémentaires furent votés.

Les difficultés financières ne constituent pas un empêchement majeur à l'approvisionnement en matières premières pendant la guerre. Les problèmes financiers ne sont pas résolus, ils sont différés.

Si les contraintes d'ordre monétaire sont aisément contournées, il en est autrement des contraintes matérielles qui sont en définitive la véritable limite à l'approvisionnement en matières premières par l'importation.

b) *Limites matérielles*

Ces limites sont au nombre de trois, elles tiennent au caractère pondéreux des matières transportées, à la capacité de transport des pays belligérants et à la distance séparant les pays originaires des destinataires.

— Le caractère pondéreux des matières premières augmente encore les difficultés de transport en rendant particulièrement pénibles, lentes et coûteuses les opérations de chargement et de déchargement. De plus se pose le problème du stockage temporaire des produits importés.

Par conséquent, le caractère pondéreux des matières premières apparaît sinon comme une limite du moins comme une difficulté majeure de l'importation du fait qu'il nécessite et de main-d'œuvre et du temps.

— Les pays belligérants importateurs ont le plus souvent une flotte marchande insuffisante pour assurer leur ravitaillement complet en matières premières. Ils sont donc contraints de confier le transport de ces produits à des pays ayant la capacité de le

(28) Cf. J. de Sailly, *La livre sterling*, p. 72.

faire, puisqu'ils sont eux-mêmes incapables de se doter de cette flotte en temps de guerre.

Non seulement la capacité de transport maritime de chaque pays belligérant est insuffisante, mais il peut se faire qu'il y ait une insuffisance généralisée des moyens de transport dans le monde surtout que la distance joue un rôle primordial.

— Les pays exportateurs de matières premières sont la plupart du temps très éloignés des pays importateurs. La distance accroît les risques de transport, mais surtout les délais de livraison et ralentit la rotation des navires. Le temps passé en mer est du temps perdu.

L'importation apparaît comme une solution efficace aux distorsions globales concernant les matières premières ; ses seules limites réellement importantes sont d'ordre matériel. Si dans l'immédiat ce procédé de ravitaillement présente un intérêt incontestable, ses conséquences à plus longue échéance méritent réflexion.

2. *Les conséquences*

Si les conséquences ne sont pas immédiates dans le temps puisqu'elles ne se manifestent qu'après la guerre, elles le sont quant à leur origine ; elles découlent en effet directement de l'importance et des modalités des importations du temps de guerre. Ces conséquences sont à la fois nationales et internationales.

a) *Conséquences nationales*

Les pays belligérants contraints de se procurer des matières premières par l'importation furent obligés d'emprunter soit auprès des pays exportateurs eux-mêmes, soit auprès d'autres puissances. Cette solution idéale à court terme soulève par la suite des problèmes nombreux et parfois insolubles.

Le remboursement d'une dette internationale implique qu'une fois les hostilités terminées, la balance des paiements du pays emprunteur soit excédentaire afin de se procurer les devises indispensables. Or la plupart des pays belligérants ne peuvent obtenir cet excédent que par leur balance commerciale et il ne semble pas qu'un pays en pleine reconstruction puisse aisément obtenir ce résultat. Le problème des réparations allemandes en est l'illustration.

Ce remboursement des dettes internationales étant sinon impossible du moins fort lent et difficile, il s'ensuit que les pays industriels qui ont importé de grandes quantités de matières premières deviennent des pays emprunteurs. Ce fut le cas de la France et de la Grande-Bretagne qui, au lendemain de la première guerre mondiale, de pays vieux créditeurs devinrent débiteurs de façon presque chronique, avec toutes les conséquences que cela comporte.

b) *Conséquences internationales* (29)

Elles sont au nombre de trois

— du multilatéralisme au bilatéralisme

— l'Europe débitrice

— l'hégémonie des Etats-Unis.

— Au lendemain des guerres les relations économiques internationales se caractérisent par la multiplication des accords de commerce bilatéraux. L'existence d'une dette conduit le pays emprunteur comme le pays créditeur à passer des accords de commerce. Le premier est en situation de dépendance vis-à-vis du second qui tend à prolonger en temps de paix une situation avantageuse.

— Jusqu'en 1914 l'Europe dans son ensemble était créditrice ; le traité de Versailles signait une situation nouvelle : celle faisant de l'Europe un ensemble débiteur. Les rapports de crédit et de débit entre les divers pays furent totalement modifiés. L'Europe perdit sa position dominante dans le monde au profit des Etats-Unis.

— L'hégémonie américaine a pris naissance au cours de la première guerre mondiale. Non seulement les Etats-Unis ont assuré leur propre ravitaillement en matières premières, mais ils ont accordé des crédits importants aux pays européens. La seconde guerre mondiale a accentué la position dominante des Etats-Unis en faisant du dollar une monnaie rare et demandée.

L'approvisionnement en matières premières par l'importation, en différant dans le temps la solution des problèmes financiers que son extension provoque, rencontre surtout des obstacles matériels. Les conséquences après guerre sont trop importantes pour ne pas être prises en considération au cours même des hostilités.

Quoiqu'il en soit, cette solution n'est pas totalement suffisante à satisfaire les besoins en matières premières des pays belligérants pour lesquels il reste une dernière solution, celle consistant à utiliser les produits de remplacement.

D) *Les produits de remplacement :*

Nous avons, jusqu'à présent, traité des solutions consistant à augmenter l'offre des matières premières nécessaires. Lorsque la demande continue à être supérieure à l'offre, le renoncement n'est pas la seule solution. Il est possible de modifier sinon le volume de la demande du moins sa nature en la faisant porter sur des produits différents que l'économie peut offrir ; il est possible de substituer aux matières premières manquantes des produits ayant des qualités proches et pouvant être utilisés aux mêmes fins. Le caractère essentiel de ces produits de remplacement

(29) Cf. sur ce point, N. Campagna, *Le pertubazioni della guerra sul sistema economico.*

tient au fait qu'ils sont obtenus de manière artificielle par voie de transformation mécanique ou chimique.

Ces produits sont destinés à remplacer soit des biens de consommation, soit des matières premières. L'utilisation de ce procédé n'est pas sans limites, il présente l'intérêt d'avoir des effets de rémanence non négligeables.

1. *Succédanés et biens de consommation* (30)

Il faut distinguer les produits alimentaires et les biens de consommation durables.

En ce qui concerne les produits alimentaires, la substitution est assez difficile. Le seul exemple de succédané qui mérite d'être pris en considération est celui de la saccharine dont le pouvoir succrant est évalué à trois cents fois celui du sucre mais qui n'est pas un aliment puisqu'elle est éliminée du corps sans avoir subi aucune altération. Dans le domaine des corps gras, la synthèse des acides gras mérite d'être signalée.

Les exemples sont plus nombreux en ce qui concerne les produits de consommation durable. Des innovations majeures furent faites dans les textiles artificiels permettant l'utilisation du bois (fibrane), du lait, de la cellulose, voire de la paille.

L'utilisation des produits de remplacement fut surtout développée dans les industries de guerre où les besoins impérieux devaient être satisfaits.

2. *Ersatz et matières premières* (31)

Nous ne nous proposons pas de faire le bilan des découvertes faites au cours des deux guerres. Elles concernent les carburants (hydrogénation de la houille, carbonisation du lignite), les explosifs (utilisation des nitrates et des chlorates, énergie atomique...), l'utilisation des résines et des plastiques dans la fabrication de certaines pièces ; en ce qui concerne les produits pharmaceutiques, la guerre a entraîné l'utilisation systématique des sulfamides (32).

Il n'est pas sans intérêt, nous semble-t-il, de savoir dans quelle mesure la guerre a favorisé ces innovations. Trois points méritent notre attention :

a) la guerre crée des besoins particuliers ;

b) la guerre crée des conditions d'expérimentation exceptionnelles ;

c) les conditions financières sont favorables.

---

(30) Cf. sur ce point A. Piatier, *L'économie de guerre*, p. 160 et suivantes et L. Fauvel, *op. cit.*, p. 41 et suivantes.

(31) Cf. sur ce point A. Piatier, *L'économie de guerre*, p. 160 et suivantes et L. Fauvel, *op. cit.*, p. 41 et suivantes.

(32) Cfl C. Wright, *op. cit.*, p. 818.

a) La guerre crée des besoins particuliers. Non seulement l'économie ne peut satisfaire les besoins habituels en matières premières, mais encore apparaissent des besoins nouveaux en matière d'alliages (résistance à la chaleur, à la perforation...), de produits chimiques (nouveaux explosifs ayant un pouvoir détonnant accru...). Il s'ensuit que l'orientation de la recherche appliquée et fondamentale est modifiée, la recherche est elle-même intensifiée.

b) La guerre crée des conditions exceptionnelles d'expérimentation. Les circonstances sont telles qu'un grand nombre d'expériences peuvent être faites et renouvelées sans que des impératifs de sécurité viennent en limiter la portée d'autant que lesdites expériences sont le plus souvent faites sur l'adversaire.

Le moraliste condamnera ce fait ; l'économiste se borne à l'enregistrer, il ne lui est toutefois pas interdit d'avoir une morale.

c) Les conditions financières sont favorables. En effet les agents appelés à entreprendre de telles recherches relèvent le plus souvent des autorités publiques. Leur conception de la rentabilité est beaucoup plus large que celle des entreprises privées.

De plus, les recherches sont faites dans des secteurs directement intéressés par la guerre, c'est-à-dire en expansion rapide et réalisant des profits énormes sur lesquels des sommes importantes peuvent être prélevées et consacrées à la recherche.

Enfin les besoins sont tellement impérieux qu'indépendamment de toute considération monétaire, la recherche est une nécessité.

La guerre a donc permis de réaliser des innovations qui n'auraient pas eu lieu sans ces événements ou auraient réclamé des délais beaucoup plus longs. Se pose alors la question de savoir quelles sont les limites du procédé « par remplacement » et ce qui en reste lorsque les hostilités ont cessé.

3. *Les limites*

L'utilisation des produits de remplacement est un procédé d'ajustement de l'offre et de la demande de matières premières. La demande est une limite en ce sens qu'elle est particularisée et ne porte que sur certaines catégories de biens : ceux qui font défaut.

Il serait donc erroné de penser que la guerre favorise l'apparition d'une multiplicité de produits nouveaux.

Plus importantes sont les limites tenant aux conditions de la recherche et de son exploitation. En effet, l'utilisation extensive de ce procédé suppose l'existence préalable des laboratoires et des savants ainsi que des usines capables de produire à l'échelle industrielle. Il est hors de question de créer *ex nihilo* de telles unités et ce faute de temps et de moyens matériels.

En temps de paix, il y a innovation dans la mesure où le produit nouveau peut être exploité industriellement ; il en est

de même en temps de guerre mais pour des raisons différentes. La condition d'industrialisation du temps de paix est d'ordre monétaire, c'est le gage d'une rentabilité indispensable. En temps de guerre cette condition est strictement d'ordre matériel. Il y a innovation dans la mesure où le produit nouveau peut être industriellement exploité avec le matériel déjà existant puisque il est impossible de créer un matériel nouveau même en vue d'une rentabilité éventuelle très élevée.

Ceci conduit à penser qu'à la fin de la guerre existe un stock d'innovations potentielles. En effet, il est possible qu'un certain nombre de produits ou de méthodes de fabrication aient été découverts au cours de la guerre et n'aient pas été exploités faute de matériel. Tout permet de croire qu'ils le seront lorsque les conditions économiques étant redevenues normales, il sera possible de créer le matériel indispensable à leur utilisation, sous réserve que la rentabilité monétaire d'une telle opération soit suffisante.

S'il reste un stock d'innovations potentielles, que reste-t-il des innovations réalisées ?

4. *Les effets de rémanence*

Comme il existe des innovations potentielles, il existe des innovations rémanentes : ce sont celles dont l'exploitation continue alors même que les conditions qui ont présidé à leur apparition ont disparu.

— Cette rémanence est fonction soit de la rentabilité monétaire de l'innovation considérée, soit de son caractère fondamental ou stratégique.

Si les considérations monétaires ne sont pas de circonstance en temps de guerre, elles redeviennent primordiales en temps de paix surtout pour les entreprises privées. Un produit nouveau continuera à être exploité dans la mesure où il continue à être demandé et où les coûts de fabrication ne sont pas prohibitifs.

Il peut se faire pourtant que l'exploitation d'un produit nouveau dont le coût de production est très élevé et les débouchés restreints continue après guerre. Il s'agit alors d'un produit fondamental ou dont la production ou la simple détention sont considérées comme vitales pour la sécurité du pays.

— Ces raisons suffisent à expliquer, semble-t-il, le fait que les produits de remplacement de consommation cessent d'être, dans leur majorité, utilisés dès que des conditions normales sont rétablies, alors que les produits « militaires » ont une longévité beaucoup plus longue.

Les premiers sont fabriqués par des entrepreneurs privés et, mis à part la fibrane et certains produits pharmaceutiques, ne connaissent auprès des consommateurs qu'une vogue très modérée.

En ce qui concerne les seconds, ils sont produits par l'Etat ou sur commandes publiques et ont un caractère stratégique certain.

De plus, l'importance des moyens nécessaires interdit leur production aux entreprises privées. L'énergie atomique ne peut pas être une affaire privée, elle est du domaine du secteur public.

Pour l'analyse économique, trois solutions méritent d'être retenues : l'augmentation de la production, l'importation et le remplacement. Les deux dernières, parce qu'elles furent les plus utilisées, laissèrent des traces profondes et durables dans l'économie et modifièrent ainsi les conditions de la croissance des pays belligérants.

Ces modifications sont d'autant plus profondes qu'elles sont inégalement réparties selon les secteurs. En effet, s'il existe un état de pénurie généralisée des matières premières, les besoins varient selon les secteurs en fonction de leur importance relative dans l'économie de guerre.

Sous-section II : Effets de distorsion sectorielle

Les distorsions sectorielles sont d'autant plus apparentes que le manque de matières premières est important. En temps de paix, les distorsions de secteur à secteur ne sont pas dues à un manque de matières premières ; en temps de guerre la pénurie de matières premières accroît encore cette distorsion en affectant de façon impérative les produits indispensables aux secteurs prioritaires.

Nous étudierons les origines de ces distorsions et les modalités d'affectation des matières premières aux différents secteurs selon leurs besoins et leur importance.

§ 1 : Les origines

Les distorsions sectorielles sont à la fois dues à la concurrence entre secteurs prioritaires et à la nature des produits utilisés.

A) *Concurrence entre secteurs prioritaires :*

Nous avons eu l'occasion de remarquer que les secteurs prioritaires, parce que leur production est indispensable à la poursuite de la guerre, étaient tous des secteurs de production.

Il n'est pas interdit de penser que dans certaines conditions les secteurs rendant des services (enseignement) soient considérés comme prioritaires et bénéficient de mesures de faveur. En temps de guerre, toutes les industries fabriquant du matériel de guerre (armes et munitions) sont prioritaires et sont de ce fait concurrentes.

— Il ne peut y avoir concurrence qu'entre les secteurs prioritaires. En effet, parce qu'ils sont prioritaires, les secteurs considérés ont une position dominante par rapport aux autres secteurs dont la production est moins stratégique.

Mais lorsque chaque industrie fabrique un matériel indispensable, le partage de priorité n'est pas aisé à faire. Pour quelles raisons, les secteurs sont-ils concurrents ?

Tout d'abord parce qu'ils utilisent tous des matières premières. Leur expansion est soumise à l'attribution de quantités de plus en plus importantes de matières premières. La relation volume de production-volume de matières premières est strictement proportionnelle.

Ensuite et enfin parce qu'existe un état de pénurie généralisée de matières premières. Les capacités limitées d'approvisionnement font qu'il n'est pas possible de satisfaire pleinement les demandes de tous les secteurs prioritaires à la fois. En effet, si par exemple la quasi totalité des navires est consacrée au transport de produits chimiques, il n'est pas question de ravitailler le pays en minerai de fer. Cet état de concurrence disparaît dès l'instant où les capacités d'approvisionnement sont suffisantes ; il reste pourtant fonction de la nature des produits utilisés dans chaque secteur.

B) *Nature des produits utilisés :*

Chaque secteur utilise un produit particulier que n'utilise pas, le plus souvent, un autre secteur prioritaire. L'existence d'un excédent de matières premières dans un secteur prioritaire a pour seule conséquence de libérer une capacité d'approvisionnement qui sera utilisée en ravitaillement de secteurs déficitaires.

— La particularité des matières premières employées dans chaque secteur accroît la rigidité des distorsions entre les différents secteurs dues à la rareté relative de ces matières premières. La spécificité des produits utilisés interdit toute osmose de secteur à secteur, de sorte qu'il peut se faire que certaines branches sont chroniquement excédentaires alors que d'autres sont chroniquement déficitaires.

— La guerre exacerbant les besoins et rendant plus difficiles les conditions d'approvisionnement fait que les secteurs initialement excédentaires tendent à couvrir leurs besoins, alors que les secteurs déficitaires risquent de le devenir de plus en plus, ce qui accroît les causes de distorsion en différenciant les conditions d'expansion.

— De plus, si les secteurs prioritaires en temps de guerre ont entre eux une complémentarité « militaire », d'un point de vue technique ils sont étrangers les uns aux autres. Les besoins en matières premières des industries fabriquant de la poudre ou des explosifs sont totalement différents de celles construisant des tanks ou des radars.

Si initialement existe une distorsion entre ces secteurs imputable à des difficultés d'approvisionnement en matières premières, rien ne permet de croire que le mouvement ne sera pas cumulatif au cours de la guerre. La spécificité des produits utilisés est un facteur d'étanchéité entre les secteurs prioritaires, cette étanchéité

accroît les distorsions sectorielles dans la mesure où elle ne permet pas de répartir les excédents susceptibles d'exister dans certains secteurs et où la guerre accentue les écarts.

Dans ces conditions, l'affectation des matières premières aux différents secteurs ne manque pas de soulever des difficultés si nombreuses et importantes que seul l'Etat est capable de les surmonter.

§ 2 : L'affectation des matières premières

Les mécanismes habituels d'allocation des matières premières ne jouent pas, en temps de guerre, le rôle qui est le leur en temps de paix. De plus, les difficultés tenant aux distorsions entre les secteurs et à la nature même des matières premières font que des modalités d'affectation sont particulières au temps de guerre.

A) *L'affectation est obligatoirement autoritaire :*

L'ensemble des auteurs (33) s'accordent pour affirmer qu'en temps de guerre l'Etat se doit de prendre en main la répartition des matières premières entre les différents secteurs. Aucun d'entre eux n'analyse les raisons profondes qui rendent obligatoirement autoritaire cette affectation.

Deux raisons au moins justifient cette répartition impérative des matières premières. La première tient à l'impossibilité où se trouve l'économie de satisfaire à la fois les besoins des industries de guerre et des industries civiles. La seconde raison réside dans la disparition des mécanismes monétaires d'affectation.

1. *Incompatibilité entre besoins civils et besoins militaires*

Le plus souvent l'expansion des secteurs prioritaires se fait au détriment des secteurs produisant des biens de consommation. On admet volontiers que la contraction de la consommation ne peut être spontanée. Un des moyens indirects d'obtenir cette contraction est de diminuer la production. Pour qu'il y ait incompatibilité, encore faut-il que les besoins civils et militaires portent sur les mêmes produits. Tout laisse croire qu'il en est ainsi en ce qui concerne, par exemple, l'acier, l'aluminium, le cuivre et certains produits chimiques. Dès lors, étant donné que tous les besoins ne peuvent être pleinement et équitablement satisfaits, il est indispensable d'user de mesures autoritaires allouant aux secteurs prioritaires les quantités nécessaires à leur production.

(33) Cf. entre autres, B. Crowel et R. F. Wilson, *How America went to war*, chapitre : « Priority ».

B. M. Baruch, *American industry in the war*, chapitre : « The program of requirements ».

J. Hurstfield, *The control of raw materials*, chapitre : « Planification des besoins de guerre ».

Le tableau suivant illustre de manière éloquente l'importance de la consommation pour les besoins de guerre par rapport à la consommation civile.

Consommation d'acier et d'aluminium pour les besoins de guerre en pourcentage de la consommation totale en Grande-Bretagne

	1940	1941	1942	1943	1944
Acier	49,4	62,6	70,4	72,2	69,5
Aluminium	95,0	97,6	98,5	99	97,1

Source : J. Hurstfield, *The control of raw materials*, pp. 99-100.

Le pourcentage des quantités de matières premières allouées à chaque secteur n'est pas fonction de l'importance relative de chacun d'eux dans l'économie.

Parce qu'elle est volontairement inégalitaire, l'allocation des matières premières en temps de guerre doit être autoritaire, surtout que les mécanismes habituels d'affectation ont perdu presque toute signification.

2. *Insuffisance des mécanismes monétaires d'allocation*

Il n'y a plus à proprement parler de marché national de matières premières, par conséquent les prix ont perdu toute signification comme mécanisme d'ajustement de l'offre et de la demande.

— Il n'y a plus de marché national puisque la guerre a désorganisé l'ensemble des relations commerciales. Les difficultés d'approvisionnement ont fait de l'Etat un monopsoneur qui fixe lui-même le prix de vente des matières premières.

— Les prix de vente ne permettent pas une allocation satisfaisante des matières premières. En effet, tous les secteurs ont la capacité financière de se procurer les quantités de matières premières dont ils ont besoin.

En temps de paix la capacité d'achat des différentes entreprises est liée à son volume de production et à sa productivité. En temps de guerre la capacité d'achat est relativement indépendante du volume de production d'abord parce que les prix de détail augmentent plus rapidement que les prix de gros, ensuite parce que les prévisions des entrepreneurs les conduisent à penser que la hausse des prix tendra à se maintenir sinon à s'amplifier. Ayant enregistré une hausse importante de leurs prix de vente, leur élasticité d'anticipation étant fortement positive, les entrepreneurs auront tendance à constituer des stocks de produits finis et pour ce faire à beaucoup acheter de matières premières, voire même à constituer des stocks de matières premières dans la mesure où ils envisagent une hausse rapide et continue de leur prix, ce qui est fort vraisemblable en temps de guerre.

Par conséquent l'incompatibilité entre les besoins civils et militaires et le fait que les prix ne contraignent pas les entrepreneurs fabriquant des produits de consommation à n'acheter que les quantités restreintes que la hiérarchie des besoins de guerre leur attribue, conduisent nécessairement les autorités à prendre les mesures impératives allouant les matières premières aux différents secteurs selon l'importance qui leur est attribuée.

Cette répartition autoritaire rencontre des difficultés particulières, indépendamment de celles propres à toute répartition autoritaire tenant aux lourdeurs administratives lorsque l'Etat prend en main la quasi-totalité de l'économie.

B) *Les difficultés particulières :*

En ce qui concerne la main-d'œuvre, les distorsions entre secteurs étaient en partie résolues par transfert d'une partie de la main-d'œuvre des secteurs secondaires (au sens habituel du terme) vers les secteurs prioritaires. Ce transfert est possible parce que la main-d'œuvre est polyvalente, c'est-à-dire qu'elle peut être utilisée dans plusieurs secteurs.

— Le degré de polyvalence, donc de transférabilité des matières premières est très inférieur à celui de la main-d'œuvre. L'existence d'un excédent dans un secteur ou un groupe de secteurs ne permet pas de résoudre par transfert le déficit existant dans un autre groupe de secteurs dont les besoins sont spécifiques.

— Cette non transférabilité complique particulièrement les problèmes de planification. Pour éviter toute difficulté, il faudrait établir une double hiérarchie, une hiérarchie des besoins selon les secteurs et une hiérarchie des matières premières.

— L'élaboration d'une hiérarchie des besoins suppose qu'a été fait l'inventaire des besoins des différents secteurs et qu'a été choisi un critère de priorité.

L'utilisation d'une matrice Léontieff ou plus simplement les méthodes de programmation linéaire permettent de fixer approximativement les quantités de matières premières nécessaires à la réalisation d'un programme de production. Le critère de priorité sera choisi en fonction, par exemple, de l'importance militaire des produits fabriqués.

— Parallèlement à cette hiérarchie des besoins et comme son prolongement, doit être établie une hiérarchie des matières premières. En effet, les capacités d'approvisionnement étant limitées, les matières premières peu transférables de secteur à secteur, il apparaît indispensable de pouvoir se procurer toutes les matières premières en quantités suffisantes. Or il n'est pas douteux que cet approvisionnement généralisé est impossible ; il faudra par conséquent sacrifier le ravitaillement en produits secondaires au profit de produits plus indispensables.

La première liste réglemente la répartition d'un même produit entre les différents secteurs. La seconde liste fixe l'importance relative des diverses matières premières. La connaissance de l'une et de l'autre hiérarchie est indispensable à une politique efficace d'allocation des matières premières.

C) *Les solutions adoptées :*

Elles sont fonction des circonstances et de la situation particulière de chaque pays belligérant. L'intérêt consiste à essayer de dégager une méthode ou quelques principes directeurs et non à faire un fastidieux historique de toutes les mesures circonstantielles qui ont été prises en la matière.

Deux exemples retiendront notre attention, celui des Etats-Unis au cours de la première guerre mondiale et de la France au cours de la seconde.

1. *Aux Etats-Unis* (34), malgré tout l'attachement des autorités aux libertés économiques, le gouvernement fut rapidement contraint de prendre des mesures réglementant l'emploi des matières premières au cours de la première guerre mondiale.

Le « War industry Board » fut chargé par sa « priority Division » :

— d'analyser les besoins du gouvernement, des alliés et de la population civile ;

— d'étudier les moyens d'étendre l'approvisionnement en matières premières en vue de la satisfaction de ces besoins ;

— de promulguer des règles et des solutions pour éviter les pertes ou les mauvais usages.

Pour ce faire, le « War industry Board » devait contrôler l'accès aux matières premières et en assurer la répartition. L'Etat devenait acheteur unique et vendeur unique. Seul l'Etat a le droit et la possibilité d'acheter des matières premières à l'étranger, à l'intérieur toutes les matières premières devaient être présentées au bureau officiel ayant la charge d'un produit.

La répartition se faisait à partir d'une liste de préférence. Le « War industry Board » établit deux listes de préférence en classant à l'intérieur de chacune d'elle les industries selon leur importance pour la poursuite de la guerre.

La liste n° 1 concernait quarante cinq industries dont la production apparaissait exceptionnellement importante au gouvernement et auxquelles on accordait automatiquement des matières premières par priorité.

---

(34) Cf. sur ce point, F. Crowel et R. F. Wilson, *How America went to war*, chapitre : « Priority ».

B. M. Baruch, *American industry in the war*, première partie : « The war industry board ».

La liste n° 2 portait sur soixante treize branches d'industrie et concernait quelque 7 000 usines manufacturières. Il ne leur était accordé des matières premières qu'en fonction des stocks existants.

Du 25 septembre 1917 au 11 novembre 1918, 191 966 certificats de priorité furent accordés aux industries de la liste n° 1.

De l'expérience américaine, il est possible de tirer les enseignements suivants :

— nécessité d'élaborer un programme d'approvisionnement en relation étroite avec le programme de production militaire ;

— établir une liste des industries automatiquement prioritaires et choisir des critères de distribution favorisant systématiquement les industries de guerre. Ce qui implique que l'Etat a le monopole et le monopsone des matières premières.

L'expérience française pour être différente n'en est pas moins riche d'enseignements.

2. *En France* (35) dès le début des hostilités, la pénurie de matières premières se fit sentir ; les prélèvements exercés par les troupes d'occupation accentuèrent encore cette pénurie. Cette situation a présidé à la naissance le 10 septembre 1940 de l'Office Central de Répartition des Produits industriels (O.C.R.P.I.) dont le but était de :

« tirer le meilleur parti possible de toutes les ressources en » matières premières dont nous pouvons disposer, et d'en discipliner » la consommation en vue de satisfaire les besoins les plus urgents » et les plus essentiels à la vie du Pays ».

Un arrêté du 25 mars 1941 définit le statut de la section centrale de l'O.C.R.P.I. Les attributions de cette section centrale consistent à faire des études et des enquêtes sur les besoins et l'emploi des différentes matières premières et à assurer la coordination entre les diverses sections de répartition de l'office.

La création des sections de répartition est fonction de l'apparition de la pénurie des différentes matières premières. De septembre 1940 à juillet 1941 douze sections de répartition couvrant la quasi-totalité des matières premières furent créées.

L'action des répartiteurs est à la fois négative et positive. Négative dans la mesure où elle interdit la libre disposition des matières premières ; positive en assurant la répartition entre les utilisateurs finals. Cette répartition est basée sur le critère « répartition des activités ». Elle peut se faire en deux temps :

— une répartition primaire consistant (36) « à attribuer des contingents globaux aux différents secteurs économiques » ;

---

(35) Cf. sur ce point, *Notes et études documentaires*, n° 690 du 11 août 1947 et n° 1101 du 30 mars 1949.

(36) Cf. *Notes et études documentaires*, n° 1101, p. 5.

— une répartition secondaire « qui a pour but de sous-répartir les contingents globaux entre les entreprises des secteurs auxquels sont affectés les contingents de la répartition primaire ».

La pénurie croissante de matières premières multipliant le nombre des répartitions autoritaires conduisit naturellement le Ministre de la Production Industrielle à établir des plans d'aménagement de la production (37). Dès la fin 1941, les programmes de fabrication furent généralisés. Ces programmes sont classés en trois types :

a) programmes devis-matières. « Ils fixent les quantités de produits alloués pour la période de leur exécution » (38) ;

b) programmes impératifs non exclusifs. Ils « visent un produit ou un groupe de produits déterminés » (39) mais laissent la possibilité de fabriquer ce ou ces produits en dehors du programme ;

c) programmes impératifs exclusifs (40). Ces programmes concernent également un produit ou un groupe de produits, mais ils fixent de façon impérative les quantités, les modalités et les agents chargés de la production.

La réglementation française apparaît plus souple que la réglementation américaine ; elle est beaucoup moins systématique dans la mesure où elle ne tend pas à favoriser certains secteurs, il n'y a pas de secteurs prioritaires. En fait elle semble être un ajustement diversifié de la demande à une offre restreinte. L'allocation des matières premières aux différents secteurs est assortie de programmes de fabrication assurant la meilleure utilisation possible des quantités allouées.

Les solutions française et américaine ont un point commun, l'une et l'autre ont fait apparaître la nécessité d'élaborer non seulement un plan de répartition des matières premières mais également un programme de production.

Elles présentent aussi quelques différences. Le programme de production américain est impératif et ne concerne que les secteurs prioritaires. De plus, les programmes de production donnent naissance à des programmes d'approvisionnement en matières premières. L'ajustement se fait donc d'une façon bilatérale, par action sur la demande et sur l'offre, la répartition autoritaire ayant pour but de favoriser systématiquement les secteurs prioritaires.

En France il n'y a pas de secteur prioritaire (la guerre est terminée) ; l'allocation autoritaire a pour but essentiel d'assurer un minimum d'activité à l'ensemble des secteurs essentiels. Les programmes de production sont établis en fonction des quantités de matières premières existantes, il n'y a aucun programme

(37) *Ibid*, p. 18.
(38) *Ibid.*
(39) *Ibid.*
(40) *Ibid.*

d'approvisionnement élaboré en fonction des besoins projetés des secteurs essentiels. L'ajustement se fait donc de manière unilatérale par action sur la demande, l'offre étant considérée comme donnée.

CONCLUSION DU CHAPITRE IV

(I) La guerre crée un état généralisé de pénurie de main-d'œuvre et de matières premières. Cet effet de distorsion globale est la conséquence immédiate et spontanée de l'état de guerre, les besoins en hommes sont accrus, de même que les besoins en ressources naturelles dont l'offre, de plus, est très souvent restreinte.

Plus importants sont les effets de distorsion sectorielle ; en effet, ils ne résultent pas de désajustements de croissance ; ce n'est pas une inharmonie due à des taux de croissance différents.

Ce désajustement, cette distorsion sectorielle est voulue et imposée. Elle est voulue dans la mesure où la croissance naturelle des différents secteurs ne peut satisfaire les besoins militaires. Ces besoins sont particuliers et ne peuvent être satisfaits que par l'expansion de certains secteurs, expansion qui se réalise au détriment d'autres secteurs.

Elle est imposée parce que les mécanismes habituels sont insuffisants pour réaliser cette croissance différentielle jugée nécessaire à l'obtention de la victoire.

Tout laisse penser que les résultats souhaités seront plus rapidement obtenus et à moindre coût si l'ensemble de l'activité économique est planifiée. Les mesures isolées et circonstancielles condamnent l'économie à supporter des retards qui peuvent être déterminants quant à l'issue du conflit.

La planification concerne plus particulièrement la main-d'œuvre et les matières premières dont l'allocation conditionne la croissance différentielle des secteurs.

(II) *Les problèmes soulevés* par les matières premières sont beaucoup plus difficiles à résoudre que ceux concernant la main-d'œuvre.

1. Tout d'abord, quant à l'approvisionnement global. Les possibilités d'accroître l'emploi sont plus nombreuses que celles d'augmenter les quantités de ressources disponibles ; elles sont surtout plus faciles à mettre en œuvre.

La main-d'œuvre de réserve est, semble-t-il, toute disposée à accomplir un effort important ; elle est d'ailleurs intéressée au succès national. Le ravitaillement en matières premières dépend pour la plupart des pays belligérants du bon vouloir de pays étrangers parfois hostiles.

De plus, si l'utilisation de la main-d'œuvre est durable, le problème des matières premières n'est jamais résolu ; il se renou-

velle quotidiennement, chaque jour, il faut trouver les ressources qui seront utilisées demain.

2. Quant à l'allocation aux secteurs prioritaires, l'allocation de la main-d'œuvre se fait de façon autoritaire, mais surtout par différenciation des salaires ; de plus il peut y avoir transfert d'un secteur à un autre.

L'affectation des ressources ne peut être qu'autoritaire. Elle nécessite une planification d'autant plus précise qu'il ne peut pas y avoir transfert de secteur à secteur parce que les besoins de chaque secteur sont spécifiques et que le degré de polyvalence des matières premières est très faible.

(III) *Les solutions apportées* à ces problèmes ont, par l'intermédiaire des effets de rémanence, des conséquences différentes sur l'avenir économique du pays considéré.

1. En ce qui concerne les matières premières, les conséquences sont d'ordre interne par les produits de remplacement, d'ordre externe par l'importation. D'ordre interne parce que la recherche de produits de remplacement peut conduire à réaliser certaines innovations, voire à détenir un stock d'innovations potentielles susceptibles de trouver une application prochaine.

Mais cet effet positif ne doit pas empêcher de prendre en considération un effet d'ordre externe et négatif. Les importations massives faites par la plupart des pays belligérants et les conditions financières qu'ils ont dû consentir, ont détérioré leur balance des paiements et en ont fait sinon des pays chroniquement débiteurs, du moins des débiteurs à long terme.

2. En ce qui concerne la main-d'œuvre, les conséquences sont uniquement d'ordre interne. A la fin d'un conflit le pays est doté d'une main-d'œuvre supplémentaire qui n'aurait jamais occupé un emploi sans les conditions particulières créées par la guerre. De plus, cette main-d'œuvre supplémentaire n'est pas totalement sans qualification. Plusieurs années d'activité l'ont pour le moins « dégrossie ».

Si les distorsions disparaissent avec la guerre, leurs effets laissent dans les économies des traces profondes et durables qui marquent de leur empreinte l'évolution ultérieure des pays belligérants.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette conclusion se ramène à trois propositions et à une question :

I) En temps de guerre la monnaie est un voile.

II) « Il n'est de richesse que d'hommes. »

III) L'étendue reste un facteur de sécurité.

IV) Existe-t-il de bonnes guerres ?

I) *La monnaie est un voile,* elle ne permet pas de mesurer les pertes subies par les pays belligérants et l'effort qu'ils ont accompli. De plus la monnaie n'est pas indispensable à la poursuite d'une guerre.

1) On ne peut mesurer en termes monétaires les pertes subies par les pays belligérants non seulement parce que les critères d'appréciation sont tous insatisfaisants, mais surtout parce que de telles mesures ne renseignent aucunement sur l'importance réelle des pertes en hommes et en capital.

2) Le montant des dépenses budgétaires ou de la dette publique n'exprime absolument pas l'effort de guerre accompli par le pays. Les restrictions supportées par la population civile ne se traduisent pas en termes monétaires. Le volume de la production des industries de guerre n'est pas fonction des dépenses gouvernementales consacrées à ces industries, il dépend davantage des quantités de main-d'œuvre et de matières premières qu'il est possible d'affecter à ces industries.

3) Le manque d'argent n'a empêché aucun pays d'entreprendre ou de poursuivre une guerre.

Le manque de monnaie nationale est résolu par l'émission, le manque de devises internationales trouve sa solution soit dans le crédit (paiement différé de marchandises importées), soit dans l'emprunt auprès de pays détenant une devise clé (le dollar par exemple). Les conditions d'emprunt ou de crédit sont peut-être exorbitantes, il reste que dans l'immédiat le manque d'argent n'est pas un empêchement dirrimant.

Les limites profondes sont d'ordre matériel. Lorsque tous les hommes sont occupés à la limite de leur résistance, lorsque tous les navires sont chargés de matières premières, voguent aussi rapidement que possible et que, malgré tout, les besoins indispensables à la production de guerre ne sont pas couverts, la détention d'un stock d'or ou d'importantes réserves de devises ne peuvent ni faire davantage travailler les hommes ni accélérer la rotation des navires.

Ces différentes raisons nous conduisent à penser que sous peine d'imprécision ou d'erreur, il est indispensable de raisonner en termes réels pour apprécier les effets immédiats de la guerre.

II) *« Il n'est de richesse que d'hommes. »*

La guerre pose le problème du nombre sous deux aspects différents, en premier lieu elle ne résoud pas la question du surnombre, en second lieu elle fait apparaître l'importance du nombre.

1. *La guerre ne résoud pas,* quoi qu'en pense M. G. Bouthoul, le problème du surnombre ni dans l'immédiat ni à terme. En fait d'exutoire la guerre ne joue qu'un rôle fort modeste.

a) Dans l'immédiat, les analyses de type malthusien considèrent que les tensions démo-économiques résultent d'une disproportion du nombre d'hommes par rapport au volume des ressources disponibles. La solution consiste soit à augmenter le volume des ressources, soit à diminuer le nombre d'hommes. La première solution étant impossible, il ne reste qu'à appliquer la seconde. Il n'est pas question de nier l'importance du nombre de victimes provoquées par la guerre, mais de contester la thèse selon laquelle la mort de milliers d'hommes est une solution aux tensions démo-économiques.

Pour qu'une telle solution soit valable, encore faut-il que le volume de ressources disponibles ne diminue pas plus que proportionnellement. Or les restrictions qu'impose la guerre portent à croire que les ressources disponibles pour la consommation civile sont insuffisantes pour faire disparaître toute tension démo-économique.

Il faudrait non seulement un nombre élevé de morts mais encore que les conditions « d'exécution » n'entraînent aucune diminution des quantités de produits consommables. Les partisans d'une thèse aussi outrancière seraient acculés à préconiser le génocide.

Se pose immédiatement la question de savoir si une solution aussi extrême aurait des effets durables.

b) A terme, il reste douteux que les effets démographiques des guerres soient importants et durables. L'opinion couramment répandue veut que les hommes tués au combat étant jeunes il y ait disparition immédiate d'une fraction importante de la population, mais surtout une diminution certaine de la capacité de reproduction de la population et de ce fait un frein aux tensions démo-économiques.

L'existence d'un « baby-boom » manifeste après 1945 dans tous les pays belligérants interdit à cette proposition d'être définitivement démonstrative.

2. *La guerre souligne l'importance du nombre*

Cette proposition se développera en trois étapes. Tout d'abord, nous tenterons de montrer que le nombre de militaires n'a pas diminué, ensuite que l'absence d'une arme décisive fait du nombre un facteur déterminant, enfin que le volume de la main-d'œuvre disponible est primordial.

a) Il est incontestable que les deux guerres mondiales ont un caractère industriel et que le nombre et la perfection des armes se sont accrus, la preuve reste à faire qu'il y a eu substitution du matériel aux hommes. Tout porte à croire, au contraire, que la quantité accrue de matériel mis en œuvre nécessite un nombre élevé d'hommes nécessaires à son emploi.

La guerre de 1914 comme celle de 1939 furent des guerres industrielles, elles n'étaient pas encore des guerres presse-boutons. Le nombre total d'hommes mobilisés n'est pas très différents pour les deux guerres, il est pourtant certain que la seconde guerre mondiale fut beaucoup plus « industrielle » que la première.

Le caractère industriel d'une guerre ne diminue en rien le nombre de soldats nécessaires à sa poursuite.

b) En définitive, le nombre d'hommes sous les armes est le facteur déterminant de la victoire. Deux raisons viennent étayer cette affirmation.

— En premier lieu, tous les pays belligérants avaient atteint un degré de développement suffisant pour équiper de façon relativement semblable leurs armées. Le degré de préparation et l'organisation préalable donnent un avantage temporaire au pays qui en bénéficie. Mais en dernier ressort, ce sont les armées les plus nombreuses, à équipement sensiblement égal, qui triomphent. Au cours des deux guerres mondiales, les Allemands, fort bien équipés, ont succombé sous le nombre.

— En deuxième lieu, aucun des pays belligérants ne détenait « l'arme décisive ». Une arme peut être considérée comme décisive dans la mesure où elle fournit à un pays un avantage décisif que lui refuse le petit nombre de ses soldats.

Une arme est décisive soit par sa nouveauté, soit par sa puissance de destruction. Elle crée un déséquilibre que le nombre ne peut compenser. Or, au cours des deux guerres mondiales, aucun des pays belligérants ne possédait au départ une telle arme. L'apparition des tanks anglais en 1917 ne peut être considérée comme l'avènement d'une arme décisive. Au risque de provoquer de violentes contestations, on peut affirmer que la victoire de 1918 reste celle du plus grand nombre, l'utilisation de l'arme blindée en a seulement avancé l'avènement.

L'arme atomique apparaît être déterminante. Elle annule et rend dérisoire l'avantage que donne le nombre. Six cents millions de Chinois ne peuvent rien contre quelques bombes atomiques, par contre, en Corée où était utilisé l'armement classique, ils ont tenu en échec parce qu'ils étaient plus nombreux, les soldats américains vraisemblablement mieux équipés (41).

Il reste que jusqu'à l'issue de la seconde guerre mondiale, jusqu'à l'apparition de l'arme atomique, le plus grand nombre

---

(41) Les accords sur la cessation des expériences atomiques ont connu grande publicité. Les Chinois quant à eux surenchérissent et proposent d'entreprendre des discussions sur le désarmement et la destruction des armes atomiques. Pour l'heure, il nous semble difficile qu'un tel accord puisse intervenir. Il créerait en effet un déséquilibre insupportable en ramenant le rapport des forces en présence à celui du nombre des hommes équipés en armes classiques. Dès lors, l'hégémonie chinoise serait incontestable, non seulement les Etats-Unis ne peuvent accepter une telle situation mais l'ensemble des pays occidentaux voire l'U. R. S. S. ne sauraient y souscrire.

était un facteur déterminant de puissance sinon de succès en cas de conflit.

La guerre industrielle a besoin d'autant de soldats que la guerre courtoise, elle nécessite davantage de main-d'œuvre.

c) *Le volume de la main-d'œuvre disponible est primordial.* Ci-dessus nous avons soutenu qu'à équipement sensiblement égal, le nombre d'hommes armés était déterminant. Le plus souvent l'équipement se réalise au cours des hostilités et il doit être constamment renouvelé. S'il est difficile de fixer un rapport souhaitable forgerons/soldats, il est presque banal de souligner l'importance que revêt la main-d'œuvre de remplacement et celle de transfert ; il est indispensable qu'existe une réserve de main-d'œuvre. Plus cette réserve sera importante, plus la solution des problèmes de production sera aisée. De plus, en temps de guerre, se produit une substitution du travail au capital.

La plus grande partie de l'épargne réelle dégagée par la contraction de la consommation civile est consacrée à la production de biens militaires. Seuls les investissements les plus indispensables sont réalisés. L'accroissement de la production industrielle dans les secteurs prioritaires se fait essentiellement par augmentation du volume de la main-d'œuvre alors que le capital mis en œuvre reste sensiblement le même ou n'est pas accru de façon proportionnelle à l'augmentation de production. L'emploi d'une main-d'œuvre importante est, dans certaines industries du moins (appareillage électrique, montage, petite mécanique...) un moyen de faire face au manque de matériel.

On peut ici conclure que jusqu'en 1945 il n'était pas de pays industriel pauvre en hommes capable de gagner une guerre totale. Il est évident que depuis lors, l'existence de la bombe atomique a quelque peu tempéré la rigueur de cette conclusion, comme elle a tempéré le rôle tenu par l'étendue.

III) *L'étendue reste un facteur de sécurité* (42).

Le monde est à l'échelle des moyens de transport. Nul ne conteste que la distance soit de moins en moins un facteur de sécurité, pourtant au cours des deux guerres mondiales, l'étendue est restée un facteur de sécurité, sécurité militaire d'une part, sécurité économique d'autre part.

1) *L'étendue reste un facteur de sécurité militaire.*

Dans le chapitre premier nous avons distingué les destructions stratégiques des destructions de combat. L'étendue reste un facteur de sécurité dans la mesure où elle met à l'abri des destructions stratégiques un des pays belligérants.

(42) Cette proposition n'est justifiée que dans le cas des guerres conventionnelles. Elle tombe dès l'instant où l'on envisage l'emploi de missiles à longue portée. Les Etats-Unis ne sont plus à l'abri des coups soviétiques.

a) L'étendue permet la dispersion des usines et des unités stratégiques. Cette dispersion fait qu'aucun objectif majeur n'est offert aux coups de l'ennemi. De plus, tout objectif détruit n'entraîne pas, du fait de sa faible importance, une désorganisation totale du système de production.

La dispersion présente de nombreux inconvénients économiques qui en font ses limites, aussi est-ce l'éloignement qui nous paraît primordial.

b) L'éloignement d'un des pays belligérants des champs de bataille ou des positions tenues par le pays adverse fait qu'il peut être hors de portée des coups de l'ennemi. Ce fut le cas des Etats-Unis au cours des deux guerres et à un moindre degré de la Grande-Bretagne pendant le premier conflit mondial.

c) Signalons pour mémoire les difficultés insurmontables qu'il y a à contrôler militairement des territoires immenses. Il suffit de se souvenir de l'invasion allemande en U.R.S.S. et de Stalingrad.

L'étendue n'est pas seulement un facteur de sécurité militaire, elle assure aussi l'indépendance économique.

2) *L'étendue est un facteur de sécurité économique.*

Il n'est pas de sécurité sans indépendance. L'étendue assure à un pays une large autonomie économique.

La production industrielle d'un pays est tributaire de son approvisionnement en matières premières. En temps de guerre il ne s'agit pas de détenir une ou plusieurs matières premières, il est indispensable de disposer de toutes celles qui sont nécessaires à la production du matériel militaire (armes, munitions, moyens de transport). Or, l'approvisionnement par l'importation est matériellement limité. Cette limite est d'autant plus importante qu'il y a un grand nombre et de grosses quantités à importer.

Un pays industriel étendu est de ce point de vue très indépendant. L'étendue est un gage de diversité des ressources du sous-sol. Pourtant ce facteur de sécurité économique restera potentiel si l'exploitation de ces ressources n'a pas été entreprise avant que n'éclate le conflit.

Un pays réunissant tous les facteurs importants pour la poursuite d'un conflit, un pays industriel riche d'hommes et étendu, peut-il tirer profit d'une guerre ?

IV) *Existe-t-il de bonnes guerres ?*

Que faut-il entendre par « bonnes guerres » ? Comme tous les jugements normatifs, celui tendant à qualifier « d'économiquement bonne » une guerre, varie selon le moment où il est formulé. Il faut donc choisir une date à laquelle un tel jugement pourrait être prononcé : nous choisirons ici celle de l'armistice. La justification de ce choix réside dans le fait que nous n'avons traité

que des effets immédiats, mais qu'il n'est pas prématuré et inutile de juger de l'ensemble des effets immédiats d'une guerre.

Une seconde question se pose : celle de savoir sur quels critères établir un tel jugement. Une guerre est-elle « bonne » lorsque l'économie dans son ensemble est dans une meilleure situation après guerre que ce qu'elle était avant guerre ou ce qu'elle aurait été s'il n'y avait eu conflit. Il semble difficile de choisir un critère global, on peut toutefois formuler une série de conditions relatives à chacun des effets immédiats entraînés par la guerre et de la combinaison de ces conditions conclure à l'existence ou à l'absence de « bonnes guerres ».

1. *Effets de destruction.* Un pays ruiné, détruit, dont la préoccupation immédiate est d'enterrer les morts, peut difficilement admettre que la guerre soit bénéfique.

Deux conditions apparaissent :

a) pas d'invasion ou une invasion fulgurante dont les méfaits sont moindres que ceux entraînés par une invasion lente et progressive, de plus l'étendue doit être suffisante pour rendre minimes les destructions stratégiques ;

b) le nombre des victimes doit être, en termes relatifs, peu élevé ; disons qu'il ne doit pas dépasser le pourcentage de chômage structurel dans l'économie. De ce point de vue seuls les Etats-Unis n'ont pas eu à subir les effets de destruction et ont par conséquent connu deux bonnes guerres.

Il est impossible de porter un jugement aussi définitif en ce qui concerne les effets de production.

2. *Effets de production.*

Il faut répondre à deux questions :

a) Quid de la capacité totale de production du pays considéré ;

b) Quid de l'importance relative des différents secteurs à l'issue du conflit.

a) A la première question, on ne peut répondre qu'en distinguant les pays envahis de ceux qui ne l'ont pas été. En ce qui concerne les premiers, tout dépend de l'importance des destructions et aucune réponse définitive ne peut être donnée.

Par contre, les pays belligérants non envahis ou ayant connu de faibles destructions stratégiques ont une capacité totale de production fortement accrue à l'issue de la guerre. C'est le cas des Etats-Unis au cours des deux guerres, de la France au cours de la première.

Si l'on adopte la thèse de F. List selon laquelle ce qui est le plus important pour un pays c'est sa capacité de production, la guerre fut bénéfique pour la France et les Etats-Unis.

b) La guerre modifie l'importance relative des différents secteurs. Les secteurs bénéficiant de l'impulsion de guerre peuvent-ils assurer une croissance accélérée par la suite, sont-ils moteurs ? Non, si l'on considère que la plupart d'entre eux étaient avant guerre entrés dans une phase de croissance auto-freinée et que l'impulsion de guerre n'a eu pour effet que de provoquer un saut de plafond. Rien ne permet de croire que la croissance de ces secteurs continuera après la guerre.

On peut toutefois penser que la dimension accrue de ces secteurs facilitera la croissance ultérieure d'autres secteurs plus ou moins directement dépendants. S'il est admis que la croissance de l'industrie lourde n'est pas en elle-même motrice pour le reste de l'économie, il reste acquis que sa dimension est une condition de la croissance économique.

3. *Effets de restriction.* L'avenir économique à long terme d'un pays est relativement indépendant des souffrances supportées par sa population. Les traces laissées par les restrictions ne sont ni profondes, ni durables, surtout en ce qui concerne les biens de consommation non durables.

4. *Effets de distorsion.* Ils ont un aspect négatif et deux prolongements positifs.

— *L'aspect négatif* est constitué par la dette externe qui a pris naissance à l'occasion des importations parfois massives de matières premières. Ces dettes à long terme détériorent de façon presque chronique la balance des paiements des pays belligérants contraints à importer des matières premières pendant la guerre. Un tel déficit accroît le degré de dépendance à l'égard de l'étranger, sans compter les nombreuses difficultés que soulève le remboursement d'une telle dette.

— *L'aspect positif* est double, il porte sur la main-d'œuvre d'une part, sur les innovations d'autre part.

— Le volume de la main-d'œuvre disponible à la fin d'une guerre est supérieur à ce qu'il aurait été s'il n'y avait pas eu de conflit. Il se produit en effet un phénomène de rémanence touchant la main-d'œuvre supplémentaire (les femmes) ayant occupé un emploi au cours des hostilités.

— La pénurie des matières premières a intensifié la recherche de produits de remplacement et de méthodes de production plus perfectionnées. En ce domaine la guerre se solde par un stock d'innovations potentielles et d'innovations réalisées.

De ce point de vue, une guerre peut être considérée comme bonne si :

— le nombre d'innovations réalisées et potentielles est supérieur au nombre d'innovations qu'il y aurait eu s'il n'y avait pas eu de conflit ;

— les innovations réalisées sont pour la plupart rémanentes, c'est-à-dire subsistent une fois disparues les circonstances de guerre ;

— les innovations potentielles sont susceptibles d'être réalisées à brève échéance.

Après avoir énuméré toutes les conditions pour qu'une guerre soit profitable, la conclusion qui découle de cette énumération a la portée d'un verdict. Aucun pays belligérant ne peut bénéficier de toutes les conditions qui font économiquement « bonne » une guerre.

Comme tout verdict, celui-ci comporte une exception et des degrés. Les Etats-Unis constituent l'exception. Les deux guerres mondiales ont été dans leurs effets immédiats économiquement profitables aux U.S.A. ; pas d'invasion, un essor industriel exceptionnel, une position largement créditrice, un stock important d'innovations, la guerre fut incontestablement bénéfique.

Est-ce à dire que pour tous les autres pays belligérants la guerre fut totalement mauvaise ? Tout jugement global formulé à l'issue d'une guerre se doit d'être tempéré. Tous les effets ne sont pas exclusivement négatifs, il peut se faire par exemple que les effets de production compensent les effets de destruction.

Seule une étude systématique et approfondie concernant chaque pays belligérant pourrait permettre de porter un jugement qui ne soit pas superficiel sur le caractère plus ou moins bénéfique de la guerre pour chacun d'eux.

***

Pour tous, sinon pour les enfants des écoles qui l'apprennent et pour les anciens combattants qui la racontent, la guerre est finie. Chez certains gouvernants apparaît une volonté déterminée « de rétablir le plus rapidement possible des conditions normales ». Leur programme de « rétablissement économique » risque fort d'échouer s'il se borne à être un programme de reconstruction et de reconversion sans tenir compte des effets différés des guerres.

SECONDE PARTIE

LES EFFETS DIFFÉRÉS

« Le temps qui meut et dispose de tout. »

P. CLAUDEL.

INTRODUCTION

Dupont White prétend que : « La guerre est un fléau, non pas en soi, mais lorsque la victoire reste au barbare » (1). Bastiat attache naïvement la même valeur féconde au succès des armes : « Quand deux races, l'une victorieuse et oisive, l'autre vaincue et humiliée, occupent le sol, tout ce qui éveille les désirs, les sympathies, est le partage de la première. A elle loisirs, fêtes, goûts des arts, richesses, exercices militaires, tournois, grâce, élégance, littérature, poésie. A la race conquise, des mains calleuses, des huttes désolées, des vêtements répugnants » (2).

Est-ce à dire que les effets de la guerre sont différents si le pays belligérant est vainqueur ou bien vaincu, le sort des armes aurait-il des prolongements économiques aussi catégoriques et opposés selon qu'il fut heureux ou malheureux ?

La réponse n'est ni unique, ni définitive. A une époque où la victoire avait pour seule conséquence l'annexion des territoires et l'asservissement des populations, où la guerre était affaire de princes, tout au plus de militaires, mais ne mettait en cause ni l'économie des nations ni l'énergie des peuples, où la stratégie prévalait sur la puissance, ses effets économiques étaient totalement opposés selon l'issue des combats. La victoire militaire était aussi une victoire économique, elle enrichissait le vainqueur.

A un moment où la guerre est totale, affrontement collectif généralisé, où la puissance du matériel triomphe le plus souvent de la sagacité de l'homme, la victoire des armes inscrit-elle sur les traits des économies des pays belligérants des effets semblables à ceux engendrés par la défaite ? L'économie de la Grande-Bretagne ou de la France victorieuse est-elle si différente de celle de l'Allemagne vaincue ? La guerre a-t-elle des effets économiques différents des effets immédiats parce qu'ils sont différés ? Ce critère de distinction d'ordre temporel est-il aussi banal qu'il semble ou cache-t-il une différence de nature ?

---

(1) Cité par Ed. Silberner : *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques*, chapitre : « Les Protectionnistes ».

(2) Bastiat, *Harmonies économiques*, t. VI, 8e édition, Guillaumin et Cie, éditeurs, Paris, 1881, p. 589.

Les réponses à cette série de questions intéressent autant l'historien que l'économiste d'action ou le théoricien.

L'historien fait volontiers de la durée un des traits caractéristiques sinon le trait caractéristique des guerres. Celles-ci sont désignées par le nombre d'années qu'elles ont ensanglantées — guerre de trente ans et de cent ans — ou par les millésimes limites marquant leur commencement et leur fin — guerres de 1914-1918 et de 1939-1945.

La durée économique d'une guerre a-t-elle les mêmes dimensions temporelles que la durée juridique ou diplomatique, de quoi dépend-elle ? Beaucoup d'historiens ont cessé de faire ce que l'on a coutume d'appeler de l'histoire historisante ou événementielle. Ils s'efforcent d'analyser les causes et les effets des guerres. Pourtant nombre d'entre eux limitent leurs analyses aux prolongements juridiques ou diplomatiques et à des considérations économiques vagues et parfois surprenantes. Cette analyse économique est-elle épuisée lorsqu'ont été disséquées, jaugées et critiquées les modifications de frontières, évaluées, estimées et inventoriées les pertes ou annexions de ressources naturelles ? L'attitude de l'historien n'est pas en ce domaine plus surprenante que celle de « l'économiste » d'action.

Il est curieux de constater que la politique économique, disons les interventions économiques pour conserver aux faits une juste mesure, ait été jusqu'à une époque récente le fait de personnalités pour lesquelles l'économie politique pouvait être, dans un salon, un sujet de conversation parfois intéressant. Les lendemains de guerre où l'on déchante après s'être grisé dans l'euphorie de la victoire voient les peuples et les gouvernants prêts à accomplir des miracles. Pour ce faire, il faut que toutes les énergies soient dirigées, canalisées et orientées vers un but précis. Encore faut-il qu'un tel but soit désigné. Il ne peut l'être que s'il existe une politique économique. Les résultats risquent d'être fort décevants si les objectifs d'une telle politique sont limités à la reconstruction et à la reconversion.

De plus, le choix des moyens d'action dépendant des tendances spontanées de l'économie, il s'agit de savoir si pour les connaître il suffit d'avoir assez de mémoire pour se souvenir de celles qui prévalaient avant guerre et assez d'innocence pour penser qu'elles prévaudront encore après guerre.

La responsabilité d'une telle attitude n'incombe pas aux seuls historiens ou hommes d'action, nous serions tentés de dire qu'elle ne leur incombe que très faiblement. Il ne peut y avoir de politique économique efficace si l'analyse théorique qui en est le support indispensable est défaillante. L'historien ne peut enseigner que les conclusions proposées par l'économiste. Or, la majorité des économistes traitant des effets des guerres n'ont soutenu que deux thèses contradictoires.

La première consiste à soutenir que la guerre est un accident qui n'engendre aucun changement majeur et définitif sur le style et l'intensité de la croissance des pays belligérants. Elle nie l'existence et la spécificité des effets différés autres que ceux propres à la reconstruction et à la reconversion. Les auteurs soutenant cette thèse supposent que les effets différés compensent purement et simplement les effets immédiats et tendent à rétablir les conditions existantes antérieurement. Cet accident qu'est la guerre serait, du point de vue économique, superficiel. Implicitement, les économistes partisans d'une telle théorie supposent que les conditions économiques prévalant avant guerre sont perpétuelles, ils leur accordent une perénnité qui les érige au rang d'une orthodoxie et estiment que leur rétablissement est un gage de réussite. En ce cas la guerre ne modifierait pas le déroulement du cours de l'histoire économique. On ne peut s'empêcher de songer à un film. Au cours de la projection est proposée une scène sans aucune relation avec le reste du scénario. Il est possible de couper cette scène, de raccorder les deux extrémités du film et de le projeter à nouveau sans que les spectateurs comprennent moins bien son déroulement. La guerre serait une scène plus ou moins aberrante de l'histoire économique, mais il n'est pas certain que l'on puisse la supprimer sans que le déroulement du film de l'histoire ne soit pas moins compréhensible.

La seconde thèse est l'opposée de la première. Au lieu de faire de la guerre un accident sans répercussion économique profonde et définitive, certains économistes affirment que les guerres sont le plus souvent un produit de l'histoire, pour eux les effets différés confirment et amplifient les effets immédiats. Ils entraînent ainsi des transformations définitives et majeures. Les auteurs d'inspiration malthusienne sont en particulier de vigoureux défenseurs de cette thèse. Ils estiment que les effets décélérateurs de la croissance démographique entraînés par les pertes en hommes au cours de la guerre se prolongent et s'amplifient souvent par l'intermédiaire du taux de natalité. Certains auteurs qui ne sont pas uniquement des économistes mais emploient des arguments économiques qu'ils jugent démonstratifs vont jusqu'à faire l'apologie de la guerre. Ils la considèrent indispensable et bénéfique.

Les deux thèses proposées sont à la fois trop exclusives et souvent trop idéologiques pour pouvoir être acceptées telles quelles. Elles soulèvent directement ou indirectement une série de questions dont les réponses partielles peuvent constituer l'embryon d'une troisième thèse. Résumons cet ensemble de questions :

I. — Existe-t-il des effets différés ?

II. — Dans l'affirmative, quels sont les liens de causalité ou de dépendance entre la guerre et ces effets ?

III. — Si la guerre est à l'origine d'un mouvement économique particulier, ne va-t-elle pas créer des conditions favorables à l'instabilité et à l'amplification des fluctuations ?

Pour répondre à ces trois questions, nous étudierons :

Chapitre I : Caractéristiques des économies après-guerre.

Chapitre II : La thèse du rattrapage.

Chapitre III : Effet de stabilisation.

CHAPITRE PREMIER

CARACTÉRISTIQUES DES ÉCONOMIES APRÈS GUERRE

Avant de vouloir ou de pouvoir démontrer que la guerre est à l'origine d'une transformation économique, il est indispensable de savoir si les économies des pays belligérants sont profondément et durablement différentes après guerre par rapport à ce qu'elles étaient avant guerre. Existe-t-il des caractéristiques économiques qui soient propres aux seules périodes d'après guerre et suffisamment durables pour que l'on puisse admettre qu'il s'est produit une modification profonde ? Si la guerre n'est pas un simple accident dont les répercussions économiques sont limitées à ses seuls effets immédiats, les économies des pays belligérants doivent au lendemain des hostilités porter son sceau indélébile. Les caractéristiques des économies après guerre résultent-elles directement ou indirectement de l'état antérieur de belligérance ou sont-elles différentes au lendemain de chacune des deux guerres ?

Dans le premier cas les effets différés seraient dûs au phénomène guerre, dans le second cas ils dépendraient davantage de l'intensité et de la nature des effets immédiats provoqués par la guerre que de l'état de belligérance lui-même.

L'étude des caractéristiques des économies après guerre est beaucoup trop vaste pour que nous puissions la traiter de façon exhaustive, aussi la limiterons-nous à celles qui sont le plus significatives. Si la guerre a entraîné des modifications profondes et définitives, celles-ci apparaîtront à travers :

I. — Les indicateurs de croissance.

II. — Les types d'organisation.

III. — Les relations internationales.

L'étude de ces modifications fera l'objet de trois sections.

SECTION I : MODIFICATIONS DES INDICATEURS DE CROISSANCE

La croissance est un phénomène complexe que l'on peut saisir à différents niveaux. Quel que soit le niveau de compréhension

choisi, la croissance est un phénomène durable en ce sens qu'on ne peut la saisir qu'en prenant en considération une période de temps déterminée et en procédant par comparaison.

Du point de vue de la croissance, les caractéristiques des économies après-guerre peuvent être en elles-mêmes significatives, elles prennent toutefois une signification plus profonde lorsqu'on les compare à celles prévalant avant guerre.

Quelles sont ces caractéristiques ? La croissance est un phénomène global, elle s'exprime par un changement de dimension des économies considérées. La croissance est aussi un phénomène individuel et s'exprime alors par une modification du bien-être de chaque individu. Toutefois les modifications de dimension et de bien-être ne renseignent pas sur celles concernant la productivité et la répartition du revenu national, modifications qui sont également l'expression de la croissance.

Sous-section I : Modification des dimensions des économies

Les discussions portant sur le choix du ou des critères permettant de définir ou de mesurer la dimension d'une économie ne sont pas épuisées. Les avantages et les limites respectifs de l'étendue de la population ou du volume de la production ont des partisans et des adversaires résolus. Il faut avouer que nombre de ces discussions sont ou stériles ou puériles, elles ont quelques similitudes avec celles portant sur les critères possibles du sous-développement. Comme en ce domaine, quel que soit le critère adopté, la liste des « grands » pays reste sensiblement la même.

Les difficultés et les réserves sont d'un autre ordre lorsque du simple concept de la dimension on passe au concept de puissance ou que l'on s'efforce d'établir une liste hiérarchisée des différents pays en fonction de leur dimension. Le choix du critère oriente la comparaison. La Chine communiste ne sera pas le plus grand pays selon que l'on prendra en considération la population ou le volume de la production industrielle.

Par contre les comparaisons dans le temps et pour une même économie sont toujours possibles et valables sous réserve de porter sur des agrégats homogènes (qu'il n'y ait pas eu d'annexion de territoire par exemple). De telles comparaisons permettent de mesurer les changements de dimension d'une économie, en d'autres termes d'apprécier sa croissance globale.

Quels sont les indicateurs de dimension les plus caractéristiques ? Nous choisirons, arbitrairement sans doute, le revenu national, la production agricole et la production industrielle. L'étude de l'évolution du revenu national, de la production agricole et de la production industrielle au lendemain des deux guerres mondiales

fera l'objet des trois paragraphes suivants. Un quatrième paragraphe sera consacré à la modification de la composition du revenu national.

§ 1 : Evolution du revenu national

L'évolution du revenu national est sinon un des meilleurs indicateurs de croissance du moins l'un des plus employés. Cette évolution exprime la croissance dans la mesure où cet agrégat est évalué à prix constants.

Les difficultés que l'on rencontre pour déflater le revenu national toujours saisi à prix courants sont nombreuses et variées. Les différences d'évaluation imputables au choix d'un déflateur ne sont pas toujours suffisantes pour interdire toute comparaison. Si les comparaisons internationales sont souvent douteuses, les comparaisons temporelles sont valables dans la mesure où le déflateur utilié reste le même et partant, le revenu homogène.

Pour mieux faire apparaître la particularité ou la similitude de l'évolution du revenu national après les deux guerres, nous la comparerons à celle de la période précédant la guerre.

Il faut choisir une période suffisamment longue pour qu'il soit possible de parler de tendance, en l'occurence, la décennie semble un minimum impératif. Nous comparerons donc l'évolution du revenu national pour les périodes antérieure et postérieure aux deux guerres mondiales.

La guerre de 1939-1945 fut du point de vue de l'intensité des effets immédiats assez différent de ce que fut la guerre de 1914-1918. Cette différence dans le temps s'est accompagnée d'une différence entre les pays belligérants. Il nous paraît indispensable d'analyser l'évolution du revenu national de deux pays belligérants pour lesquels les effets immédiats furent sensiblement différents, la France et les Etats-Unis.

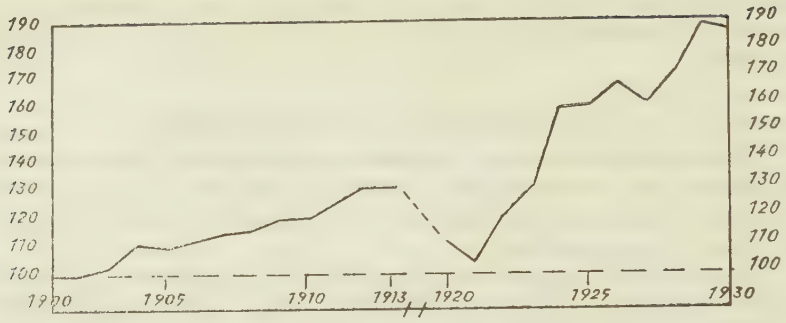
A) *Le revenu national après la première guerre mondiale :*

— *En France,* l'évolution du revenu national avant et après guerre, peut se résumer dans le tableau et le graphique suivants :

Indices du revenu national à prix constants 1938
1901 = 100

1901	100	1909	120	1922	121,4
1902	100	1910	120	1923	131,4
1903	103	1911	125	1924	159
1904	111	1912	131,4	1925	160
1905	110	1913	131,4	1926	168
1906	112,5			1927	161,5
1907	115	1920	112,5	1928	171
1908	116	1921	105	1929	189

Source : Calculs effectués d'après les chiffres de *l'Annuaire statistique de la France,* 1961, p. 360, série Sauvy.



Une période de croissance se caractérise par l'augmentation cumulée du revenu et par le taux moyen de croissance annuel pour toute la période. C'est ce dernier taux qui est le plus caractéristique pour une période considérée. Le tableau ci-après permet d'effectuer une comparaison des périodes antérieure et postérieure à la première guerre mondiale.

	Croissance cumulée	Taux annuel moyen
Avant guerre	1901-1913 31 %	2,2 %
Après guerre	1920-1930 65 %	4,66 %

Il nous sera reproché d'avoir arbitrairement arrêté notre étude à l'année 1930 et par conséquent d'avoir exagéré la croissance du revenu national puisque nous n'avons pas pris en considération la contraction entraînée par la crise des années trente. Pour qu'un tel reproche soit totalement déterminant et prive de toute valeur la comparaison que nous faisons, il faudrait que soit apportée la preuve certaine que la crise de 1929 est due à la guerre et que l'influence de la guerre se prolonge jusqu'en 1935 par exemple. Dans la mesure où une telle preuve n'est pas attribuée, il serait pour le moins tout aussi arbitraire de prolonger la période sous étude au-delà de 1930. Par conséquent la comparaison des deux périodes permet de conclure à une accélération sensible de la croissance du revenu national en France après 1918.

Qu'en est-il aux Etats-Unis ?

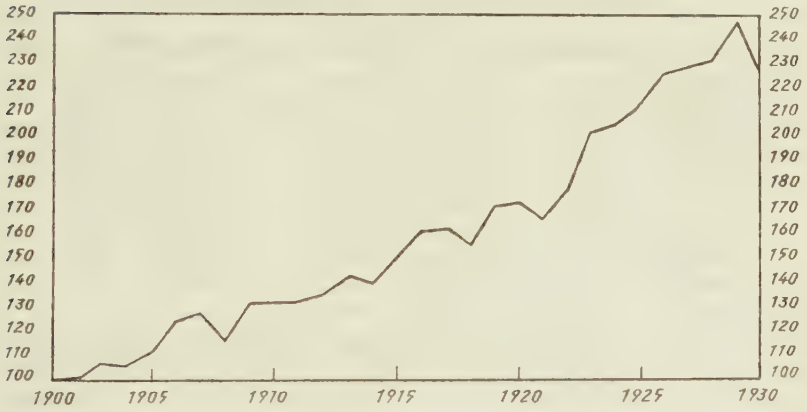
— *Aux Etats-Unis*, pour la même période, l'évolution du revenu fut la suivante :

Indices du revenu national brut à prix constants 1929
1901 = 100

1901	100	1911	132,3	1921	166
1902	102	1912	135	1922	178
1903	107	1913	143	1923	202
1904	106	1914	140	1924	206
1905	112	1915	150	1925	213
1906	124,2	1916	162,5	1926	227
1907	127,8	1917	163,6	1927	229
1908	116	1918	156,2	1928	232
1909	132	1919	171,5	1929	248
1910	132,5	1920	173,4	1930	229

Source : Calculs effectués à partir des chiffres de S. KUZNETS, *Capital in the American Economy.*

Indice du revenu national brut à prix constants 1929
1901 = 100



Comme pour la France, la comparaison de l'évolution du revenu national avant et après guerre sera faite par l'intermédiaire du taux moyen annuel de croissance.

	Croissance cumulée	Taux moyen annuel
Avant guerre	1901-1914 40 %	2,43 %
Après guerre	1918-1929 45 %	3,78 %

Il y a eu accélération de la croissance du revenu national après 1918. Avant la guerre, le taux de croissance moyen était légèrement supérieur aux Etats-Unis à ce qu'il était en France,

pour la période postérieure aux hostilités, l'écart est en sens inverse. Cette inversion est due au fait qu'au cours de la guerre le revenu national avait augmenté aux Etats-Unis, il avait diminué en France. Par conséquent, le niveau de départ était plus bas en France et l'accélération de la croissance avait toutes chances d'être supérieure.

Il reste que dans les deux pays belligérants la croissance du revenu national fut accélérée après la première guerre mondiale. C'est là une des premières caractéristiques des économies après 1918. Ce phénomène peut être caractéristique des lendemains de guerre s'il s'est reproduit après 1945.

B) *Après la seconde guerre mondiale :*

Comme précédemment, nous analyserons l'évolution du revenu national en France et aux Etats-Unis.

— *En France,* l'évolution fut la suivante :

Indices du revenu national à prix constants 1938
1932 = 100

1932	100	1942	59,8	1952	123
1933	100,2	1943	56,7	1953	126,5
1934	98,7	1944	48	1954	133,6
1935	94,5	1945	52	1955	141,2
1936	93,4	1946	79	1956	149
1937	96,5	1947	85,6	1957	158
1938	95,5	1948	92	1958	159,8
1939	102	1949	104	1959	162
1940	84,4	1950	112,5	1960	171
1941	66,7	1951	120		

Source : D'après les chiffres de *l'Annuaire statistique de la France,* 1961, p. 360, série P. Sauvy.

La comparaison des deux périodes soulève ici quelques difficultés qui sont dues au fait que de 1930 à 1939 le revenu national est pratiquement resté constant, c'est-à-dire que le taux moyen annuel fut nul. Malgré tout, afin de rendre cette comparaison possible et plus significative, nous allons calculer un taux de croissance moyen pour la période 1936-1939. Ces deux dates sont caractéristiques puisque 1936 est l'année au cours de laquelle le revenu national fut le plus bas et 1939 celle où il fut le plus élevé.

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1936-1939 10 %	3,2 %
Après guerre	1946-1960 116 %	5,65 %

L'accélération de la croissance apparaît d'autant plus importante que la période prise en considération après guerre est de quatorze ans et que celle caractérisant l'avant-guerre est particulièrement privilégiée.

Cette accélération peut être considérée comme exceptionnelle et surtout imputable au fait que de 1930 à 1938 le dynamisme de l'économie française fut inexistant. L'économie américaine est quant à elle réputée pour sa vigueur, il s'agit de savoir si la période postérieure à 1945 se caractérise de la même manière.

— *Les Etats-Unis* n'ont pas connu l'invasion allemande et aucune destruction ou diminution de leur capacité de production ne sont à déplorer. On peut aller jusqu'à dire sans courir le risque de trop exagérer que les Etats-Unis n'ont enregistré que les effets bénéfiques de la guerre. L'évolution du revenu national fut la suivante :

Indices du revenu national brut à prix constants 1929
1932 = 100

1932	100	1940	161	1948	224
1933	99	1941	180	1949	216
1934	107,5	1942	175	1950	244
1935	118,5	1943	174	1951	252
1936	131	1944	180	1952	254
1937	143,5	1945	185	1953	260
1938	136,2	1946	214,2	1954	263
1939	148	1947	216	1955	285

Source : S. Kuznets, *op. cit.* (*supra*), p. 487.

Les deux périodes à comparer se caractérisent de la manière suivante :

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1932-1939 48 %	5,7 %
Après guerre	1946-1955 39 %	3,4 %

La comparaison des deux périodes fait apparaître un ralentissement de la croissance après 1945. Il est indispensable de formuler quelques réserves quant au taux de croissance moyen de la période 1932-1939. Ce taux est exagéré, en effet, le revenu national américain fut en 1932 le plus bas de toute la période 1920-1939. Si l'on avait choisi 1930 comme année de base, la croissance cumulée pour la période 1930-1939 aurait été de 9 % seulement, elle aurait été nulle si l'on avait choisi 1929. Par conséquent, s'il est difficile

d'affirmer qu'il y a eu accélération de la croissance, il est interdit de prétendre qu'il y a eu ralentissement. La conclusion reste fonction de la prise ou non en considération de la crise de 1929.

Si la comparaison des deux périodes antérieure et postérieure à la guerre est difficile, celle portant sur l'évolution du revenu national en France et aux Etats-Unis est possible. Comme au lendemain de la première guerre le taux de croissance moyen est en France supérieur à ce qu'il est aux Etats-Unis. Il y a en l'occurence inversion puisque le taux de croissance moyen pour la période d'expansion la plus intense d'avant-guerre était plus élevé aux Etats-Unis.

Pour ne pas alourdir le raisonnement, nous ne traiterons pas de l'évolution du revenu national dans les autres pays belligérants. Cette évolution est semblable à celle qui s'est produite en France et aux Etats-Unis, c'est-à-dire qu'il y a eu accélération de la croissance du revenu national (1).

L'accélération de la croissance du revenu national au lendemain des deux guerres mondiales est une des caractéristiques des économies.

Au cours de la guerre, l'évolution de la production agricole et celle de la production industrielle sont assez dissemblables, le sont-elles autant après guerre ? De plus, s'il y eut accélération de la croissance du revenu national, il s'agit de savoir si ce phénomène est ou non principalement imputable à l'agriculture ou à l'industrie.

§ 2 : Evolution de la production agricole

La part relative de la production agricole dans la production totale diminue au fur et à mesure que la croissance d'une économie s'accélère. Cette diminution relative n'interdit pas de penser qu'en termes absolus la production agricole augmente. La guerre n'exerce sur l'agriculture que des effets relativement limités par l'intermédiaire de la main-d'œuvre. Lorsque les hommes sont démobilisés et les prisonniers libérés, l'évolution de la production agricole reprend-elle un cours normal ou est-elle définitivement marquée par la guerre ?

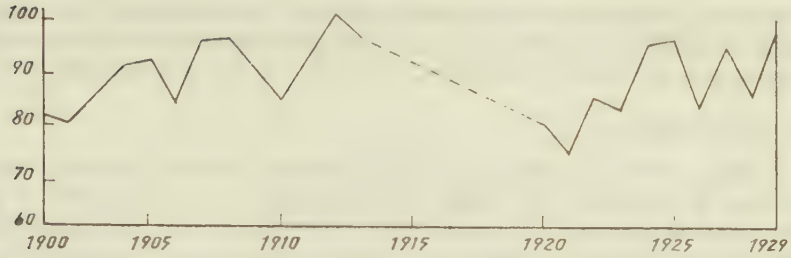
Afin de conserver au raisonnement une homogénéité indispensable, nous étudierons l'évolution de la production agricole en France et aux Etats-Unis au lendemain des deux guerres mondiales.

A) *Après 1918 :*

— *En France.* Un très grand nombre d'agriculteurs avaient été mobilisés en 1914. Peut-on penser que leur retour dans leur foyer a été l'occasion d'une reprise de la croissance de la production agricole ? L'évolution est représentée sur le graphique suivant.

(1) Cf. sur ce point A. Y. Youngson, *The british economy* 1920-1957, Appendix p. 269.

Indice de la production agricole
1938 = 100



Source : D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique de la France 1961*, p. 365.

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1901-1913 18,5 %	1,42 %
Après guerre	1920-1929 22,5 %	1,89 %

Le taux de croissance moyen d'après guerre est très légèrement supérieur à ce qu'il était avant guerre. Le graphique ci-dessus montre que la ligne de tendance se situe à un niveau inférieur à ce qu'il aurait été s'il n'y avait pas eu la guerre. La guerre a rompu l'évolution de la production agricole, après l'armistice cette évolution a repris un rythme légèrement supérieur mais le volume moyen de la production agricole est longtemps resté inférieur au volume moyen d'avant guerre, ce qui revient à dire que la tendance longue est à un niveau inférieur à celui qui aurait pu prévaloir sans la guerre.

— *Aux Etats-Unis.* La part relative de la production agricole dans la production totale n'a cessé de diminuer depuis le début de ce siècle. La guerre a amplifié et accéléré ce mouvement.

Pourcentage de la part de l'agriculture dans le revenu national

Décade	
1899-1908	16,7
1904-1913	17,0
1909-1918	17,7
1914-1923	15,2
1919-1928	12,2

Source : S. Kuznets, *Income and wealth*, serie II, p. 89.

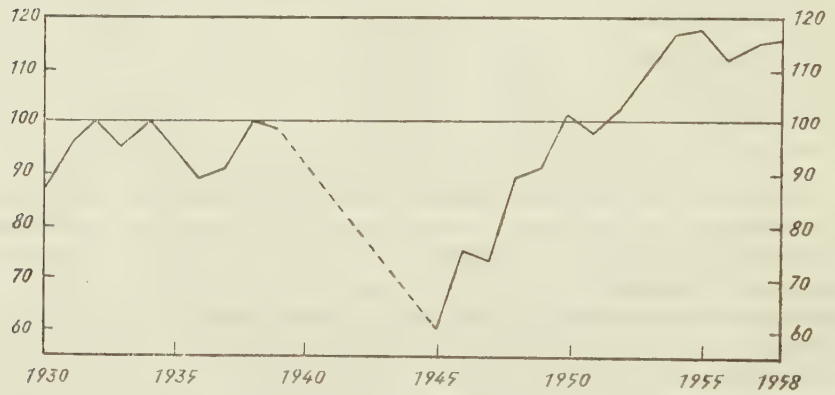
La guerre de 1914-1918 a temporairement augmenté la part relative de la production agricole, mais dès que sont rétablies les conditions économiques de temps de paix on enregistre une diminution sensible de cette part. Il y eut une légère accélération de la croissance qui fut très inférieure à celle du revenu national.

B) *Après 1945 :*

Nous avons pu constater que la seconde guerre mondiale avait eu sur le moment des effets plus intenses sur l'agriculture que ceux entraînés par la première. L'évolution de la production agricole après 1945 confirmera-t-elle les conclusions suggérées par celle postérieure à 1918 ?

— *En France,* l'évolution de la production agricole fut la suivante :

Indices de la production agricole
1938 = 100



Source : D'après les chiffres de l'*Annaire statistique de la France 1961.*

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1930-1939 14 %	1,46 %
Après guerre	1946-1959 59 %	3,63 %

Le taux de croissance moyen est après 1945 deux fois plus élevé qu'il ne l'a été pour la décennie précédant le second conflit mondial. Cette accélération de la croissance est très supérieure à celle enregistrée après 1918.

— *Comme lors de la première guerre mondiale,* la production agricole américaine a connu un essor relativement exceptionnel de 1939 à 1945. En effet, la part relative de la production agricole dans le revenu national a légèrement augmenté comme le montre le tableau suivant :

Décade	
1924-1933	8,7
1929-1938	8,5
1934-1943	9,2
1939-1948	9,4

Source : S. KUZNETS, *Income and wealth,* série II,. p. 89.

La période de guerre a provoqué un renversement de tendance. Jusqu'à 1938 la part de l'agriculture avait lentement diminué. De 1938 à 1945 elle a de nouveau augmenté au détriment des services et de la construction. Le mouvement de diminution relative a repris après 1945 bien que le taux de croissance moyen de la production agricole ait augmenté.

Dans ses effets immédiats, la guerre apparaît comme un facteur retardateur de la diminution de la part relative. Malgré un accroissement du taux moyen de croissance, on enregistre sitôt après l'armistice une amplification du mouvement de baisse relative.

On a dit des deux guerres mondiales qu'elles avaient été des guerres industrielles ; on souligne ainsi l'importance de leurs effets immédiats sur l'industrie sans répondre à la question de savoir dans quelle mesure l'évolution de la production industrielle s'est ou non trouvée modifiée.

§ 3 : Evolution de la production industrielle

Hormis la Russie au moment où s'est déclarée la première guerre mondiale, tous les pays belligérants étaient des pays industriels ayant déjà atteint un degré élevé de développement lorsqu'ils sont entrés en guerre. L'effort accompli au cours des hostilités a-t-il des prolongements après guerre ou parce qu'il a une origine essentiellement temporaire n'a-t-il que des effets temporaires ? Les effets immédiats concernant l'industrie ont été très différents au cours des deux guerres mondiales, cette différence d'intensité est-elle à l'origine d'une différence d'évolution de la production industrielle au lendemain des deux guerres ?

A) *Après la première guerre mondiale :*

— L'évolution de la production industrielle en France fut la suivante :

Indices de la production industrielle
1938 = 100

Pour apprécier les modifications éventuelles qui se sont produites dans l'évolution de la production industrielle, il est indispensable de faire apparaître les caractéristiques de cette évolution pour la période d'avant-guerre.

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1900-1913 51 %	3,22 %
Après guerre	1920-1930 98 %	7,07 %

Le taux de croissance moyen est après guerre deux fois plus élevé que celui caractérisant la décennie d'avant guerre. L'accélération de la croissance de la production industrielle est beaucoup plus élevée que celle du revenu national et de la production agricole, ce qui laisse penser que les mouvements de la production industrielle ont été plus profondément modifiés que ceux de la production agricole.

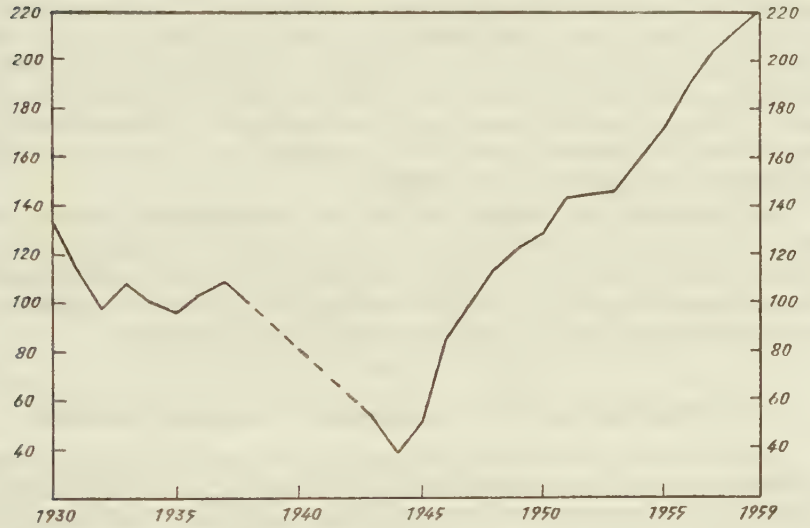
— *Aux Etats-Unis,* la production industrielle a augmenté de 9,7 % par an au cours de la guerre. Pour la période 1930-1939, le taux de croissance annuel est de l'ordre de 5 %. Il n'y a pas eu accélération importante de la croissance de la production industrielle puisque le taux moyen d'avant guerre avoisinait 4,5 %. Il faut toutefois souligner que le taux de croissance ayant été parti-

culièrement élevé pendant les hostilités, le niveau atteint par la production industrielle en 1918 est supérieur à celui qui aurait été atteint s'il n'y avait pas eu la guerre et si le taux de croissance antérieur s'était maintenu.

B) *Au lendemain de la seconde guerre mondiale :*

La production industrielle devait connaître un essor particulier. L'évolution fut la suivante en France :

Indice de la production industrielle
1938 = 100



Ssure : Annuaire statistique de la France, 1961, p. 365.

Les chiffres confirment et précisent les conclusions suggérées par le graphique ci-dessus :

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1930-1939 15 %	— 1,39 %
Après guerre	1946-1959 162 %	7,69 %

L'accélération de la croissance de la production industrielle est exceptionnelle. Même si l'on ne prenait en considération que la période postérieure à la crise de 1929, le taux de croissance moyen d'avant-guerre ne serait pas supérieur à 1.

En conservant au terme toute sa vigueur nous sommes en droit de parler de mutation. Mutation qui apparaît d'autant plus importante lorsque l'on se souvient que le taux de croissance moyen pour la période 1900-1913 était de 3,22 %. Ainsi après les deux guerres mondiales, le taux de croissance moyen de la production industrielle fut supérieur à 7 %.

— Le taux de croissance moyen de la production industrielle américaine ne fut pas supérieur à 3 % pour la période 1925-1940. G. HICKMANN (1 bis) estime que le taux s'élève à 4,5 % par an pour la période 1948-1953 et à 3,5 % de 1953 à 1957, soit un taux de 4 % de 1948 à 1957. Cette accélération est d'autant plus importante que le taux moyen de croissance fut supérieur à 11 % au cours de la guerre. La production industrielle se situe à la fin de la guerre à un niveau supérieur à celui qui aurait été atteint s'il n'y avait pas eu la guerre et si le taux de croissance antérieur s'était maintenu. Ce fait combiné avec l'accélération de la croissance de la production industrielle permet de conclure qu'il y a eu une modification profonde dans l'industrie.

La croissance du revenu national, de la production agricole et de la production industrielle fut plus rapide au lendemain des deux guerres qu'elle ne l'avait été au cours des périodes précédentes. L'évolution différente de l'agriculture et de l'industrie conduit à une modification de la composition du revenu national.

§ 4 : Modification de la composition du revenu national

La croissance du revenu national s'accompagne toujours d'une modification de sa composition au profit de la production industrielle et au détriment de la production agricole. C'est sous une forme plus brève la thèse de C. CLARK analysant l'évolution des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Cette modification fut beaucoup plus intense après guerre qu'elle ne le fut au cours d'une période de croissance de temps de paix.

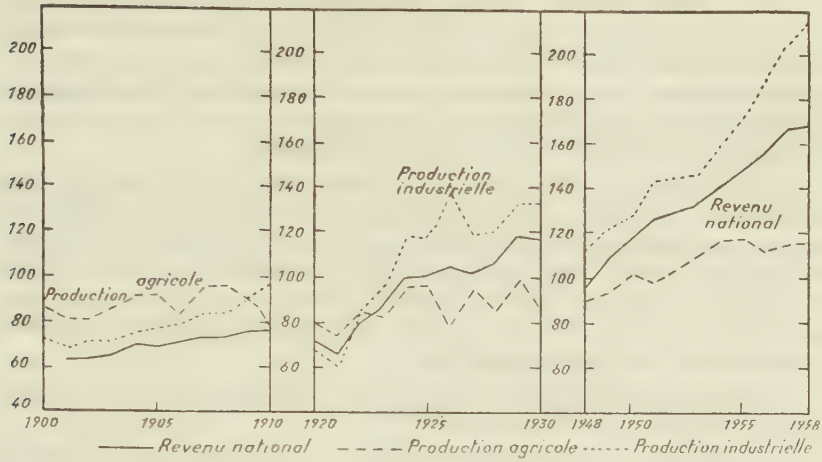
Sur un même graphique est tracée l'évolution du revenu national, de la production agricole et de la production industrielle pour la décennie 1900-1910 et pour les deux périodes d'après guerre 1920-1930, 1948-1959. Bien que raisonnant exclusivement sur le cas de la France, les conclusions qu'inspire l'analyse de ce graphique ont vocation de généralité.

De 1900 à 1910 les évolutions de la production agricole, de la production industrielle et du revenu national sont, en gros, parallèles. En 1920, le niveau atteint par la production industrielle est inférieur à celui de la production agricole. Dès 1922, les distorsions de croissance vont en s'amplifiant et la hausse du revenu

(1 bis) G. HICKMAN : *Growth and Stability in postwar Economy*. Brookings Institution, Washington, 1960.

Indices du Revenu National de la production agricole et de la production industrielle

1938 = 100



—— Revenu national
---- Production agricole
..... Production industrielle

Source : D'après les chiffres de l'*Annaire statistique de la France 1961*, p. 365.

national devient uniquement le fait de l'industrie. De 1948 à 1958, bien que la production agricole fut en hausse rapide, l'écart de croissance entre la production agricole et la production industrielle reste important. C'est l'accroissement très rapide et très important de la production industrielle qui a entraîné la hausse exceptionnelle du revenu national.

M. F. Perroux écrit : « ce qui croît change en croissant », l'augmentation du revenu national étant particulièrement rapide après un conflit, il est évident que la modification de sa composition sera profonde. Ce mouvement n'est pas en lui-même particulièrement caractéristique, il le devient lorsque l'on mesure l'écart entre les taux de croissance de la production industrielle et de la production agricole avant et après guerre.

$$\varepsilon = \text{taux de croissance moyen de la production industrielle} - \text{taux de croissance moyen de la production agricole}$$

ε avant 1914	=	3,2	—	1,42	=	1,78 %
ε après 1914	=	7,07	—	1,89	=	5,18 %
ε avant 1939	=	1	—	1,46	=	— 0,46 %
ε après 1945	=	7,69	—	3,63	=	4,04 %

Avant 1914, le taux moyen de croissance était de 2,2 %, il s'élevait à 4,66 % après la guerre, soit un peu plus du double de celui d'avant guerre. Le taux moyen de modification s'élevait à 1,78 % avant guerre, le taux de croissance du revenu national ayant doublé, on peut admettre que le taux de modification aurait dû doubler, en fait, il a pratiquement triplé. Cette accélération apparaît comme une caractéristique des économies d'après-guerre, caractéristique particulièrement importante après 1945, comparativement à l'évolution de la période 1930-1940.

Les périodes postérieures aux deux guerres mondiales sont caractérisées par une accélération de la croissance des économies des pays belligérants, accélération beaucoup plus importante après 1945 qu'après 1918. De plus, les effets d'accélération de la croissance sont beaucoup plus intenses dans l'industrie que dans l'agriculture, ce qui a pour conséquence de profondément modifier la composition du revenu national.

Ce changement de dimension fut-il accompagné d'un changement de bien-être aussi profond ?

La croissance cesse d'être un ordre de grandeur pour devenir une réalité appréciée lorsqu'aux changements de dimension des économies nationales correspond un mieux-être individuel. La croissance devient développement lorsque l'évolution des indicateurs de bien-être concorde avec l'évolution en hausse des indicateurs de dimension.

Sous-section II Modification du bien-être individuel

Il n'est pas dans notre propos d'aborder le problème du « welfare ». Nous considèrerons, de façon arbitraire sans doute, qu'il y a eu développement lorsque les deux indicateurs de bien-être que nous choisissons, le revenu réel par tête et le capital par tête, ont augmenté au cours de la période sous étude.

§ 1 : L'évolution du revenu par tête

Le revenu individuel est à la fois fonction du montant du revenu national et du volume de la population. L'évolution du revenu par tête dépend donc de l'évolution du revenu national et de la population. Il pourrait se faire, c'est une hypothèse gratuite, que la guerre n'ait aucune influence sur l'évolution postérieure du revenu national, mais entraînant une diminution du volume de la population, il s'ensuivrait une augmentation du revenu par tête. Les auteurs qui soutiennent des thèses de type malthusien font implicitement un tel raisonnement.

Quoiqu'il en soit des effets éventuels des guerres concernant les tensions démo-économiques, il reste à savoir si la combinaison des

effets sur le revenu national et des effets démographiques a des conséquences tangibles sur l'évolution du revenu par tête.

A) *Après la première guerre mondiale :*

Nous analyserons l'évolution du revenu individuel en France et aux Etats-Unis après 1918.

— *En France* (2), le revenu par habitant à prix constants a augmenté de plus de 34 % de 1901 à 1913. La comparaison de l'évolution du revenu individuel avant et après guerre permet de caractériser la période d'après-guerre.

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1901-1913 34 %	2,3 %
Après guerre	1920-1929 43,5 %	3,67 %

La comparaison des deux taux de croissance permet de conclure qu'il y a eu accélération de la croissance du revenu individuel. Nous remarquerons que le taux de croissance du revenu individuel est inférieur après guerre au taux de croissance du revenu national ; l'inverse est la caractéristique de la période d'avant guerre.

— *Aux Etats-Unis* (3), de 1901 à 1913, le revenu brut par tête a augmenté de 15 %, soit un taux annuel de croissance à peine supérieur à 1 %. De 1918 à 1927, le revenu par tête a augmenté de 23 %, ce qui représente un taux moyen de 2,3 %. Comparativement à la période d'avant guerre, la croissance du revenu individuel fut beaucoup plus rapide. Cette accélération est d'autant plus significative qu'au cours de la guerre, le taux de croissance moyen s'élevait à 1,6 % par an, c'est-à-dire qu'il était supérieur au taux moyen de croissance annuel de la période de paix.

Par conséquent, le niveau atteint en 1918 fut supérieur à celui qui aurait été si le taux de croissance du temps de paix s'était maintenu et s'il n'y avait pas eu la guerre ; de plus, le rythme de croissance pour la période d'après-guerre fut beaucoup plus rapide. La modification du bien-être individuel semble profonde, il faut toutefois remarquer que comme en France le taux de croissance du revenu par tête est inférieur au taux de croissance du revenu national ; la même différence existait déjà avant guerre, ce qui n'était pas le cas en France.

(2) D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique de la France*, 1961, p. 360, série A. Sauvy.

(3) D'après les chiffres de S. Kuznets, *Capital in the american economy*, pp. 633-634.

B) *Après la seconde guerre mondiale* (4) :

— Comme dans tous les pays industriels la crise des années trente a entraîné en France une diminution du revenu individuel, aussi la décennie 1930-1939 enregistre-t-elle une contraction du revenu par habitant.

	Croissance cumulée	Taux moyen
Avant guerre	1930-1939 — 0,5 %	0
Après guerre	1946-1959 91 %	5,1 %

L'accélération de la croissance fut évidente et exceptionnelle. Il nous sera reproché d'avoir utilisé une période de référence qui n'est pas significative puisque marquée par la crise de 1929. Si nous prenons en considération la période 1936-1939, le taux annuel moyen de croissance du revenu par habitant s'élève à 3,2 %. Ce taux est particulièrement élevé puisqu'en 1936 le revenu par habitant fut le plus bas depuis 1925. Par conséquent, bien que moins intense, le phénomène d'accélération reste encore très important, le taux de croissance annuel moyen étant après guerre 59 % supérieur à celui de 1936-1939.

— Aux Etats-Unis, l'évolution du revenu par tête peut se résumer de la façon suivante :

Période	Croissance cumulée	Taux moyen
1930-1940	15 %	1,41 %
1940-1945	14 %	2,6 %
1945-1953	20 %	2,6 %

L'accélération de la croissance est très importante, le taux d'après-guerre est supérieur de 84,5 % à celui d'avant guerre. Cette accélération est d'autant plus remarquable que le taux de croissance moyen fut de 2,6 % au cours de la guerre.

En France et aux Etats-Unis, l'accélération de la croissance du revenu individuel fut plus intense après 1945 qu'après 1918. Cette augmentation du revenu par tête n'est réellement significative de croissance que si le stock de biens durables à la disposition de chaque individu s'est accru au cours de la période considérée.

(4) Cf. sur ce point les deux ouvrages cités aux précédents alinéas.

§ 2 : L'évolution du capital par tête

Il n'est pas commun de considérer le capital par tête comme un indicateur de bien-être. La distinction entre capital de jouissance et capital de production est théoriquement possible. Hormis certains biens dont la nature même est d'être essentiellement et uniquement des biens de production, il en est d'autres dont la finalité de l'emploi fait seule qu'ils sont ou capitaux de jouissance ou capitaux de production (5). Le plan d'utilisation d'un bien détermine le caractère de capital de jouissance ou de capital de production.

La question se pose de savoir si au niveau global il est possible de faire le partage entre les achats de biens capitaux de jouissance et biens capitaux de production. Le premier critère de distinction que l'on puisse proposer tient aux catégories d'acheteurs. C'est ainsi que les achats de biens capitaux effectués par les ménages sont, sauf cas exceptionnels, des capitaux de jouissance ; de même les achats de biens longs faits par les entreprises sont des achats de capitaux de production.

A ce premier critère de distinction fondé sur les agents, s'en ajoute un second tenant aux caractéristiques techniques des biens. Tout laisse penser qu'un camion de 10 tonnes est un bien capital de production, inversement un appareil de télévision est, sauf cas exceptionnels, un bien de jouissance. A la limite peuvent être considérés comme biens capitaux de jouissance tous les biens de consommation durable. Le capital de jouissance d'un sujet économique pourrait ainsi se définir comme la somme cumulée des achats de biens de consommation durable.

Deux questions se posent ici : tout d'abord, dans quelle mesure le capital par tête est-il un indicateur de bien-être, ensuite, sommes-nous capables sinon de mesurer, du moins d'apprécier l'évolution du capital par tête ?

A) *Le capital par tête est un indicateur de bien-être.* Deux sujets économiques, deux ménages, percevant mensuellement ou annuellement un même revenu n'ont pas le même niveau de vie, le même degré de bien-être, si le premier dispose de ce que l'on appelle habituellement « tout le confort » et le second doit progressivement « s'équiper ». Le capital de jouissance dont un sujet économique dispose pondère le revenu qu'il perçoit.

La structure des dépenses des consommateurs pour un niveau de revenu donné est fonction du montant de capital (meubles, appareils ménagers, voiture automobile...) dont ils disposent.

Nous pensons que la hausse du revenu par tête est d'autant plus significative de développement qu'elle s'accompagne d'une hausse du capital par tête.

---

(5) Cf. sur ce point A. Cotta, *La dépréciation du capital et le sujet économique.* Introduction.

B) Il est très difficile de mesurer le capital de jouissance par tête, aussi bien au lendemain des deux guerres qu'à la veille de chacune d'elles. Nous avons admis que le capital de jouissance d'un sujet économique est égal à la somme cumulée des achats de biens de consommation durable effectués par le sujet considéré au cours d'une période antérieure.

Par conséquent, lorsque les achats de biens de consommation durable sont, pendant une période de cinq ans par exemple, particulièrement intenses, plus intenses que l'augmentation de la population, tout conduit à penser qu'il y a eu au cours de cette période soit accroissement du capital de jouissance par tête, soit rénovation presque complète de ce capital.

Au lendemain des deux guerres mondiales, les achats de biens de consommation durable ont rapidement et intensément augmenté. Ainsi au cours des périodes d'après-guerre le capital de jouissance à la disposition des sujets économiques est à la fois supérieur et de meilleure qualité qu'avant guerre. Les effets de « bien-être » seront d'autant plus durables que la longévité des biens capitaux est grande. Comme pour les indicateurs de dimension et pour le revenu par tête, les effets dûs à la seconde guerre sont beaucoup plus importants.

Les achats de biens de consommation durable que ce soient des biens d'ameublement, des appareils ménagers ou des voitures automobiles, ont augmenté à un rythme très rapide après 1945. Le revenu par tête étant en expansion accélérée, les effets de croissance dûs à la hausse du capital et du revenu sont cumulatifs.

Du point de vue collectif, les périodes d'après-guerre sont caractérisées par une accélération de la croissance des économies des pays belligérants, du point de vue individuel, par une amélioration du bien-être qui se traduit par une augmentation du revenu et du capital par tête.

Nul économiste ne pourrait préconiser une méthode de croissance qui réclamerait un effort supplémentaire des travailleurs. Il est souvent possible de produire davantage sous réserve de travailler davantage. Les changements de dimension des indicateurs de croissance ne deviennent pleinement significatifs que dans la mesure où ils s'accompagnent de modifications positives de la productivité des facteurs de production. Il n'y a pas de croissance durable, de croissance valable sans progrès technique et amélioration de la productivité.

Après les bouleversements que sont les guerres et au cours des périodes d'expansion rapide qui les suivent, quelle est l'évolution de la productivité, n'est-elle pas aussi intense que celle de la croissance ou reste-t-elle graduelle et lente ?

Sous-section III : Evolution de la productivité

La notion de productivité est ambiguë, elle s'exprime en nature mais on doit la mesurer en termes monétaires. C'est une notion uniquement comparative, comparaison d'un même rapport à deux moments différents ou dans deux pays différents. Il est impossible d'affirmer qu'à un moment donné la productivité est égale à (x), on peut simplement dire qu'en 1939 la productivité est en France supérieure à ce qu'elle était en 1910 ou qu'elle est inférieure à celle des Etats-Unis à la même date.

Il semble nécessaire de distinguer la productivité dans l'agriculture et dans l'industrie. En effet, l'évolution est différente dans chaque secteur, non seulement la nature du travail dans l'agriculture est autre que celle du travail dans l'industrie, mais encore le rapport travail/capital et le rapport capital/produit sont très différents dans chaque secteur.

Gardant présentes à l'esprit les limites et les réserves auxquelles une telle étude est sujette, nous analyserons l'évolution de la productivité dans l'agriculture et dans l'industrie afin de savoir quelles sont les modifications qui ont pu se produire au lendemain de la guerre dans chacun des secteurs.

§ 1 : La productivité dans l'agriculture

Les études faites en France par M. J.C. Toutain et aux Etats-Unis par S. Fabricant (6) portent sur l'évolution de la productivité du facteur travail. S. Fabricant soutient la proposition selon laquelle le temps gagné dans la production agricole a permis le transfert de la main-d'œuvre dans d'autres secteurs. Les conclusions que l'on peut tirer de telles analyses ne sont totalement significatives que dans la mesure où l'on ne fait pas de l'amélioration de la qualité du travail agricole la cause unique de l'accroissement de productivité. En effet, le matériel utilisé en 1950 est supérieur à celui employé en 1900. Le facteur travail bénéficie de l'accroissement de productivité en partie imputable au facteur capital. Dans la mesure où l'imputation reste arbitraire, nous pensons qu'il est préférable d'analyser la productivité globale des facteurs.

Cette imputation étant faite, il reste à savoir quelle fut l'évolution de la productivité agricole après les deux guerres mondiales en France et aux Etats-Unis.

A) *Après 1918 :*

D'après J.C. Toutain, le produit final par personne active a augmenté de 7 % de 1905 à 1914, il a diminué de 5 % de 1920

(6) J. C. Toutain, *Economie appliquée.*
S. Fabricant, « Labor savings in american industry », *N.B.E.R. occasional paper*, n° 23, p. 43.

à 1924 et augmenté à nouveau de 37 % de 1925 à 1939. Si à partir de ces chiffres on calcule des taux annuels d'évolution, nous avons les résultats suivants :

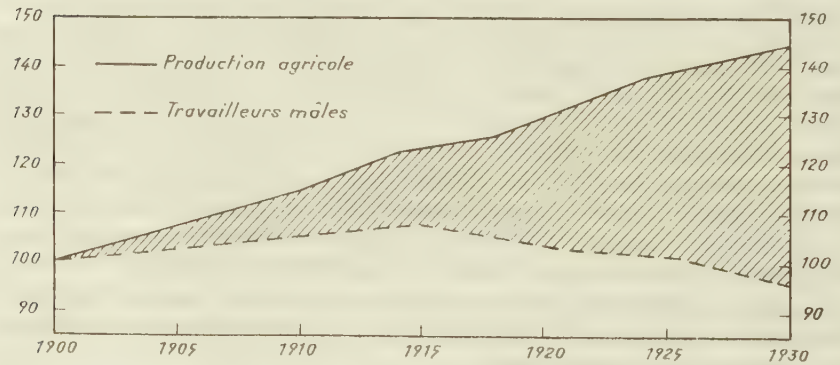
1905-1914	+ 0,67 %
1920-1924	— 0,98 %
1925-1934	+ 3,2 %

Il y a apparemment accélération de la croissance de la productivité, pourtant étant donné la diminution de la productivité de 1920 à 1924 imputable au retour massif des agriculteurs mobilisés, il est plus sage de penser que la période 1926-1934 est une période de rattrapage, non une période de mutation.

Sans parler de mutation, il faut toutefois remarquer qu'il s'est produit une accélération de la productivité. Ce changement mérite d'autant plus d'être souligné que l'agriculture française a été de tous temps réputée pour son faible dynamisme et ses lenteurs à progresser.

— *Aux Etats-Unis* au contraire, l'agriculture est renommée pour sa vigueur et la rapidité de ses progrès. Le graphique suivant montre l'évolution de la productivité depuis 1900. La partie hachurée représentant l'écart toujours croissant entre l'indice (1900 = 100) du volume de la production agricole et le nombre de travailleurs mâles occupés dans l'agriculture indique, grossièrement sans doute, l'amélioration de la productivité par travailleur.

Indices de la production agricole et du nombre de travailleurs mâles
1900 = 100



Source : D'après les chiffres de S. Fabricant, *op. cit.* p. 43.

Il y a amplification de l'accroissement de la productivité à partir de 1915. Il semble que la guerre ait eu sur l'évolution de la productivité agricole des effets beaucoup plus importants aux Etats-Unis qu'ils ne le furent en France.

Les effets immédiats de la seconde guerre mondiale furent plus intenses dans l'agriculture qu'ils ne l'avaient été au cours de la guerre 1914-1918. La question se pose de savoir si les effets de production peuvent avoir des prolongements et des répercussions sur la productivité après guerre.

B) *Après 1945 :*

— *Aux Etats-Unis* le nombre de personnes employées dans l'agriculture a rapidement diminué après 1945 alors qu'il avait augmenté au cours de la guerre (7). Bien que la hausse de la productivité ait été très intense de 1940 à 1945, elle se maintint après la signature de l'armistice soutenue par une demande externe très importante permettant une production massive sans que se pose, provisoirement au moins, le problème des débouchés.

— *En France* (8), les progrès de la productivité furent particulièrement intenses.

D'après les calculs effectués par J.C. Toutain (9), le produit par personne active a évolué de la manière suivante :

1935-1939	+ 11 %
1945-1949	— 24 %
1950-1954	+ 58 %

Même si l'on considère qu'au cours de la période 1950-1954 l'accroissement exceptionnel de la productivité est pour moitié imputable à un effort de rattrapage, disons de compensation, nous pouvons admettre sans risque d'erreur grave que la hausse spontanée ou autonome de productivité est de 22 %. Ce taux d'expansion est le double de celui qui caractérise la période 1935-1939, il est le plus élevé de tous les taux calculés par l'auteur.

L'importance de l'écart entre ce taux et l'ensemble des autres taux de croissance de la productivité agricole permet d'affirmer qu'il y a eu dans ce domaine une modification majeure. Cette modification semble d'autant plus profonde qu'elle s'est accompagnée d'une augmentation de 36 % du produit final pour cette période, ce qui souligne le caractère profond et « sain » de ce changement. En effet, il aurait pu se faire qu'un tel accroissement de productivité ait été obtenu par une forte diminution du nombre de travailleurs et une stabilisation du produit final. En ce cas, l'augmentation de la productivité par tête serait, nous semble-t-il, artificielle, elle exprimerait simplement et seulement une diminution progressive du chômage déguisé dans l'agriculture.

Par contre, lorsque l'augmentation du produit final est plus rapide que la diminution du nombre de travailleurs, nous sommes

(7) Cf. chapitre III, 1re partie : « La production agricole ».
(8) Cf. *Etudes et Conjonctures*, n° 5, mai 1962.
(9) J. C. Toutain, *op. cit.*, p. 207.

en droit de penser qu'il y a eu une augmentation effective de la productivité par tête et non une simple liquidation du chômage déguisé, c'est-à-dire que chaque travailleur sait mieux travailler. L'amélioration de la productivité en situation de plein emploi des travailleurs est beaucoup plus significative que lorsque chaque travailleur est en situation de chômage déguisé.

Par conséquent, l'amélioration de la productivité agricole en France est à la fois imputable à une diminution du chômage déguisé (exode de la main-d'œuvre agricole) et à un accroissement du rendement individuel. Cet accroissement est en grande partie imputable à la mécanisation dans l'agriculture et aux changements de techniques de production dans ce secteur.

Les effets immédiats de la guerre étant beaucoup plus intenses dans l'industrie que dans l'agriculture, les découvertes faites au cours des guerres étant surtout industrielles, la productivité industrielle fut-elle après guerre plus ou moins rapide que la productivité agricole ?

§ 2 : La productivité dans l'industrie

On peut admettre que l'accroissement de la productivité agricole est une condition du transfert éventuel de la main-d'œuvre agricole vers le secteur industriel ; on pourrait de même supposer que l'augmentation de la productivité industrielle est une condition du passage d'une partie de la main-d'œuvre du secteur industriel vers celui des services. Limiter le rôle de l'amélioration de la productivité industrielle dans la croissance à une condition permissive d'un éventuel transfert de main-d'œuvre est exorbitant. En termes absolus, le nombre de travailleurs dans l'industrie augmente de façon continue. De plus, c'est l'accroissement industriel qui fait le dynamisme de la croissance et assure sa continuité. Il est nécessaire que la productivité augmente rapidement pour que l'accroissement souhaité de revenu réel par tête ne réclame pas d'effort supplémentaire. Il est donc indispensable de connaître sinon les causes, du moins les périodes d'amélioration accélérée de la productivité.

Les circonstances exceptionnelles qui caractérisent la guerre et l'immédiat après guerre sont propices à la réalisation de bouleversements, bouleversements souvent favorables à une augmentation de la productivité industrielle.

Le manque de renseignements impose de limiter l'étude de la productivité industrielle au lendemain de la seconde guerre mondiale (10).

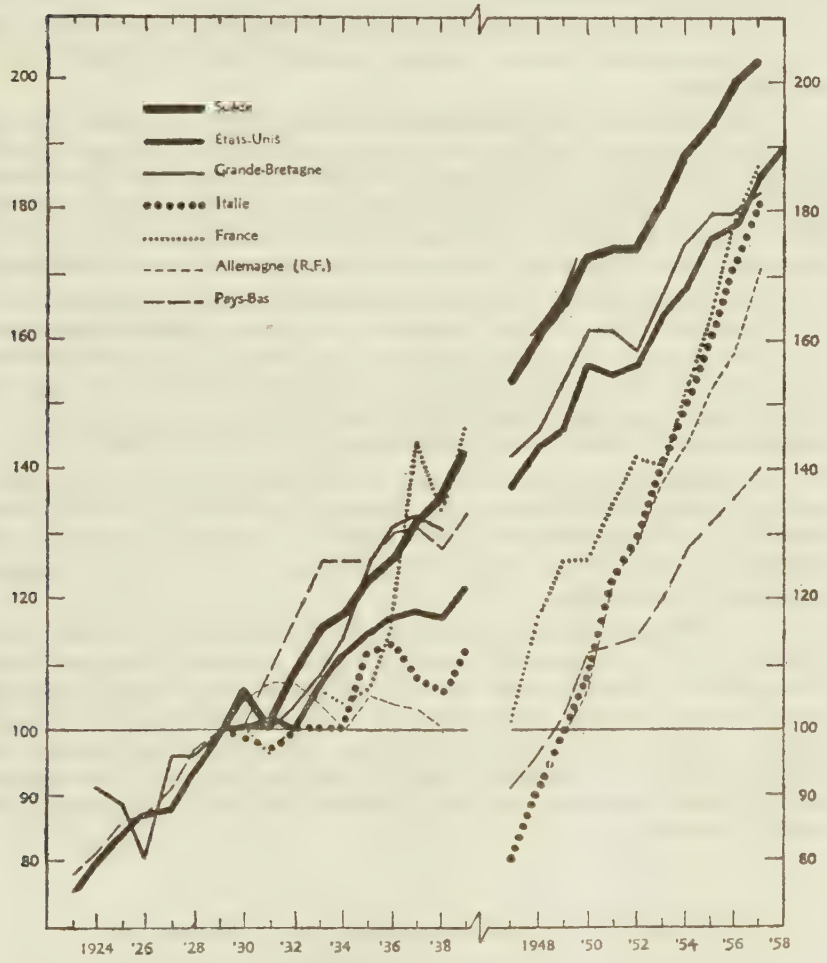
---

(10) Nous puisons l'essentiel des données dans le n° 6 de la *Revue Informations statistiques*, nov.-déc. 1960, Office statistique des Communautés européennes.

L'évolution de la productivité industrielle « calculée autant que possible par heure de travail » a évolué de la manière suivante dans les sept pays suivants :

Productivité horaire industrielle

(Base 1929 = 100



Les conclusions que nous pouvons tirer de ce graphique ne sont autres que celles des auteurs de l'article cité. Elles sont au nombre de deux :

i) L'accroissement de la productivité a été le plus élevé dans les pays qui ont été le plus directement engagés dans les hostilités proprement dites (comme le graphique a été établi sur échelle

semi-logarithmique, une pente identique correspond à un taux d'accroissement identique).

ii) L'accroissement a été d'autant plus élevé que le niveau de départ — 1950 pour l'Allemagne, 1947 pour les autres pays — était plus bas. Le graphique suggère enfin que le processus de rattrapage s'est étendu sur une période beaucoup plus longue que l'immédiat après guerre (11). »

Il nous semble possible d'accentuer les différences entre les pays belligérants et ceux moins économiquement engagés dans les hostilités.

L'évolution de la productivité après guerre en Suède et aux Pays-Bas ne semble pas avoir été particulièrement marquée par la guerre. Le taux de croissance de la productivité est approximativement le même et en ce qui concerne les Pays-Bas le niveau d'évolution est inférieur à ce qu'il aurait été s'il n'y avait pas eu la guerre sans qu'il y ait pour autant accélération de la croissance.

Le niveau atteint par la productivité en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis est en 1947 supérieur à celui de 1938. Malgré cet accroissement, le taux de croissance (la pente) de la productivité est dans ces deux pays supérieur à ce qu'il était avant guerre. Il y a donc eu une modification profonde de l'évolution de la productivité industrielle en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

La même conclusion s'impose en ce qui concerne l'Allemagne dont la productivité était restée stagnante de 1929 à 1938. L'évolution de la productivité après 1950 se réalise à un taux de croissance supérieur à celui d'avant guerre. Il en est de même en France et en Italie.

Les périodes d'après-guerre sont caractérisées par une accélération de la croissance sous tous ses aspects. Lorsque nous avons étudié l'évolution du revenu individuel nous avons raisonné sur un revenu moyen. Cette moyenne cache les différences de revenu existantes entre diverses catégories de titulaires et la question se pose de savoir si les périodes d'expansion que sont les après guerre sont ou non marquées par une modification de la répartition du revenu national.

Sous-section IV : Modification de la répartition du revenu national

On a souvent dit que la guerre ne profitait qu'aux « capitalistes » et bon nombre d'auteurs ne manquent pas de souligner les injustices sociales qu'elle entraîne. La véhémence des termes est-elle ou non justifiée par les faits ou cache-t-elle simplement l'inconsistance du raisonnement ? Les effets immédiats sont-ils

(11) *Informations statistiques*, p. 550.

confirmés par l'évolution de la répartition du revenu national au lendemain des deux guerres ?

La distinction traditionnelle entre répartition fonctionnelle et répartition personnelle est ici peu utilisable. En nous inspirant de l'ouvrage de MM. J. Marchal et J. Lecaillon, nous nous efforcerons d'analyser les modifications de la répartition du revenu national entre les diverses catégories de participants et à l'intérieur de chaque catégorie, et de savoir s'il y a eu, ou non, rétrécissement de l'éventail des salaires.

§ 1 : Répartition entre chaque catégorie de participants

S. Kuznets (12) distingue cinq types ou catégories de revenus entre lesquels est distribué le revenu national. Ce sont : les revenus des employés, le revenu des entrepreneurs, les dividendes, les intérêts et la rente.

Les résultats obtenus par l'auteur sont résumés dans le tableau suivant :

Distribution du revenu national par type de revenu
Prix courants (en %)

Période	1 Salaires	2 Revenu entrep[2]	3 Revenu service	4 Dividendes	5 Intérêts	6 Rente (loyer)	7 Revenu propriété
(*a*)							
1909-1918	56,2	24,6	80,8	6,1	5,4	7,6	19,1
1914-1923	59,2	22,5	81,7	5,6	5,6	7,2	18,3
1919-1928	61,7	19,5	81,2	5,6	6,1	7,1	18,8
1924-1933	63,1	16,6	79,7	6,5	7,8	5,9	20,3
1929-1938	64,9	15,9	80,8	6,6	8,4	4,3	19,2
(*b*)							
1929-1938	64,1	14,7	78,8	6,1	10,0	5,1	21,2
1934-1943	67,5	16,7	84,3	1,7	6,6	4,4	15,7
1939-1948	69,6	18,4	88,0	3,5	4,5	4,0	12,0

Source : S. Kuznets, *op. cit.* (*supra*), p. 136.
(*a*) Basés sur les estimations du N.B.E.R.
(*b*) Basés sur les estimations du département du commerce.

Les modifications dans la distribution du revenu national peuvent être appréciées à deux niveaux différents, modification de la répartition du revenu entre travail et capital (13) et modification

(12) S. Kuznets, *Income and wealth*, série II, p. 131 et suivantes.

(13) Il est sans doute exagéré d'assimiler à un revenu du travail le revenu des entrepreneurs ; cette exagération est surtout apparente. Les entrepreneurs individuels assurent en effet un travail de direction dont la rémunération n'est pas un revenu de capital. De plus, l'auteur inclut les agriculteurs dans cette catégorie ce qui donne une raison supplémentaire pour réaliser cette assimilation.

de la part relative de chaque catégorie de revenu à l'intérieur d'un même type de revenu.

A) *Modification du rapport revenus du travail, revenus du capital* (col. 3 et 7) :

La première conclusion suggérée par la lecture du tableau précédent est qu'il n'existe aucune tendance particulière de ce rapport jusqu'à la décade 1929-1938. La part relative des « revenus des services » et de ceux « de la propriété » est stable jusqu'à cette époque. « Ce n'est que dans les décades reflétant la seconde guerre mondiale et l'après-guerre que la part des revenus de la propriété diminue fortement, avec une hausse correspondante des revenus de service » (14).

L'auteur considère que deux raisons expliquent ce phénomène. La première tient « au déclin du rapport capital produit, largement provoqué par la formidable expansion de la production au cours des années de guerre sans un accroissement correspondant du stock de capital » (15). La seconde raison tient au maintien d'un taux d'intérêt relativement bas et partant à la faible rémunération du capital. Cette politique gouvernementale avait pour but de faciliter le financement de la guerre.

Kuznets estime que si une telle politique n'avait pas été mise en œuvre et que si aucune pression n'avait été exercée pour utiliser plus complètement le stock de capital existant, le rapport capital produit serait resté stable ou aurait augmenté, ce qui aurait eu pour conséquence d'assurer la constance de la part relative des revenus de la propriété et des services.

Une telle modification ne semble pas particulière aux Etats-Unis. Le cas américain est l'illustration d'une évolution qui s'est déroulée dans tous les pays belligérants pour les mêmes raisons que celles avancées par Kuznets.

Cette modification de la part relative des revenus de la propriété et des services ne cache-t-elle pas une modification de la part relative des éléments constitutifs de chaque catégorie de revenu ?

B) *Modification de la répartition à l'intérieur de chaque catégorie :*

En ce qui concerne « le revenu des services » nous devons distinguer deux périodes : celle que nous appellerons la période de référence et qui va jusqu'à 1938 et la période de guerre et d'après-guerre.

Au cours de la période 1909-1938 la part du revenu des entrepreneurs dans le revenu national n'a cessé de diminuer. Kuznets

(14) S. Kuznets, *op. cit.*, p. 136.
(15) S. Kuznets, *op. cit.*, p. 137.

estime que ce déclin est dû à la diminution de l'importance relative des entreprises individuelles et à l'accroissement des firmes sous forme de société.

Au cours de la guerre et de l'après-guerre cette part a augmenté ; il y a donc eu renversement de tendance. Cette augmentation est due à la hausse des prix dont les agriculteurs ont bénéficié.

La part relative du revenu des « employés » n'a cessé d'augmenter depuis 1900. Cet accroissement est plus rapide au cours de la guerre et de l'après-guerre.

De 1900 à 1938, l'augmentation de la part relative des revenus des « employés » fut accompagnée d'une diminution presque correspondante de celle du revenu des entrepreneurs. Ce mouvement relatif des revenus ne fait que traduire le mouvement relatif de la main-d'œuvre dans chacun des groupes. De 1900 à 1938, le pourcentage du nombre de personnes rangées dans le groupe « employés » n'a cessé d'augmenter alors que celui du nombre d'entrepreneurs ne cessait de diminuer.

Au cours de la guerre le pourcentage du nombre d'employés augmentait de quelques 2 %, la part relative de leur revenu augmentait d'un peu plus de 4 %. Pour la même période, le pourcentage du nombre d'entrepreneurs diminuait d'un peu plus de 1 %, la part relative de leur revenu augmentait de 4 % environ. C'est dire que le taux de rémunération des entrepreneurs a augmenté plus rapidement que celui des employés.

Jusqu'en 1938, l'accroissement de la part relative du revenu des employés ne traduisait qu'un mouvement de main-d'œuvre. A partir de 1938 cet accroissement est en partie imputable à une augmentation du taux de rémunération des employés. Pour la même période le taux de rémunération des entrepreneurs a également augmenté mais beaucoup plus intensément puisque leur nombre a diminué. La guerre a donc davantage « profité » aux entrepreneurs.

L'accroissement du taux de rémunération de la catégorie « revenu de service » s'est en partie réalisé au détriment de la catégorie « revenu de la propriété ». La diminution de la part relative des revenus de la propriété est la résultante d'une évolution différente des éléments constitutifs de cette catégorie.

La tendance générale est une baisse constante du montant des rentes (agriculture, logement) dans l'ensemble des revenus de propriété avec une augmentation corrélative de la part des dividendes et des intérêts. Ce mouvement reflète l'importance croissante des sociétés et des établissements publics. Cette évolution s'est maintenue jusqu'en 1938. A partir de cette date la part relative des rentes reste relativement stable, celle des intérêts et des dividendes diminue rapidement. Il y a donc renversement de la tendance et nous sommes conduits à conclure que ce sont les sociétés et les établissements publics qui ont supporté (financiè-

rement) une partie de l'effort de guerre. Ce mouvement s'explique en partie par la politique suivie par le gouvernement qui a imposé un taux d'intérêt relativement bas.

La guerre n'a pas seulement entraîné une modification de la répartition globale du revenu national et à l'intérieur de chaque grande catégorie de revenu, elle s'accompagne, semble-t-il, d'une diminution de la dispersion autour du revenu moyen.

§ 2 : Diminution de l'inégalité des revenus

La part que représentent les revenus les plus élevés dans le revenu total diminue progressivement comme diminue progressivement celle représentant les revenus les plus bas. Ce mouvement d'égalisation des revenus personnels est imputable en partie à la politique fiscale des gouvernements, en partie aux mesures de redistribution du revenu national qui semblent surtout caractériser la période postérieure à la seconde guerre mondiale.

Indépendamment de ces raisons d'ordre politique, ce mouvement d'égalisation est également dû au rétrécissement de l'éventail des salaires aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

A) *Rétrécissement de l'éventail des salaires dans le secteur public :*

La disparité entre les salaires des fonctionnaires de l'Administration existant en fonction de leur ancienneté ou de leur rang hiérarchique a fortement diminué au lendemain des deux guerres mondiales.

En 1938, l'élève instituteur (indice net 185) percevait un émolument mensuel 50 % inférieur à celui perçu par un administrateur civil à ses débuts (indice net 300). En 1951, l'écart représente à peine 40 % des émoluments de l'administrateur. Le tassement des rémunérations est beaucoup plus important lorsque l'on compare la rémunération des fonctionnaires aux indices nets 185 et 500 avant et après guerre.

Cette tendance à une diminution de la disparité entre salaires est plus sensible dans le secteur privé.

B) *Dans le secteur privé :*

Nous ne distinguerons pas les salaires des différents secteurs, seuls seront retenus les salaires des deux catégories professionnelles que constituent les manœuvres et les ouvriers qualifiés.

MM. J. Marchal et J. Lecaillon (16) ont établi le tableau suivant à partir des statistiques des prud'hommes :

(16) J. Marchal et J. Lecaillon, *op. cit.*, p. 360.

Indices des taux horaires - France entière
Octobre 1938 = 100

Dates	Professionnel (ouvrier qualifié)	Manœuvre
Octobre 1939	103	103
» 1940	104	103
» 1944	231	248
» 1946	527	499
» 1947	625	690
» 1948	1 004	1 039
» 1949	1 037	1 067
» 1950	1 127	1 289
» 1951	1 618	1 737
» 1952	1 690	1 801

Source : J. Marchal et J. Lecaillon, *op. cit.*, p. 360.

Depuis 1947 la disparité entre les taux horaires de rémunération des ouvriers qualifiés et les manœuvres n'a cessé de diminuer puisque l'augmentation du salaire des manœuvres a été plus rapide que celle du salaire des ouvriers qualifiés. Cette évolution semble relativement paradoxale dans la mesure où la pénurie d'ouvriers qualifiés est une des caractéristiques des périodes d'après-guerre.

La régression de la disparité apparaît plus importante encore lorsque l'on compare la rémunération des « ouvriers » à celle des cadres. MM. J. Marchal et J. Lecaillon (17) font état d'un indice hiérarchique de rémunération relatif à la métallurgie de la région parisienne. Le salaire des manœuvres sert de base 100 pour calculer l'indice de disparité.

Années	Manœuvre	Professionnel	Ingénieur débutant	Ingénieur deux ans	Ingénieur huit ans	Ingénieur en chef
1914	100	188	200	300	400 à 600	900 à 1 200
1920	100	150	138	170	244	
1921	100	158	187	210	350	480 à 660
1927	100	159				
1936	100	147	174	209	274	
1938	100	141	160	189	247	
1943	100	148	147	176	248	
1945	100	170	185	230	330	400 à 600
Juil. 1946	100	143	155	193	316	
Déc. 1947	100	142	153	184	291	
Sept. 1948	100	140	150	181	282	
Mars 1951	100		200	240	360	400 à 800

Source : J. Marchal et J. Lecaillon, *op. cit.*, p. 428.

(17) J. Marchal et J. Lecaillon, *op. cit.*, p. 428.

La première constatation qu'inspire ce tableau est la dégradation de la situation relative des cadres depuis 1914. Les auteurs formulent un certain nombre de réserves quant à la poursuite de la dégradation de la situation des cadres depuis 1936-1938. Leurs réserves aussi démonstratives soient-elles ne tiennent pas compte du fait que la dégradation de la situation des cadres s'est essentiellement produite au cours des deux guerres et des deux immédiats après-guerre, surtout après 1918.

Les conclusions tirées à propos de l'étude de la répartition du revenu national aux Etats-Unis et de la diminution de l'inégalité des revenus en France ont vocation de généralité. L'intensité des modifications est variable dans chaque pays belligérant, il reste que dans leur sens, ces modifications demeurent semblables, ce qui permet d'en faire une caractéristique des économies d'après guerre.

Cette modification de la répartition du revenu national ne traduit-elle pas une modification des types d'organisation des économies des pays belligérants ?

SECTION II : MODIFICATION DES TYPES D'ORGANISATION

On distingue traditionnellement deux types d'organisation, les économies centralisées et les économies décentralisées. Ces types purs sont théoriques et dans la réalité chaque économie est une combinaison dans laquelle dominent plus ou moins les traits caractéristiques de l'un ou l'autre type d'organisation.

Chaque type d'organisation indépendamment des traits qui le singularisent se caractérise sinon par sa permanence du moins par la relative stabilité des conditions d'encadrement de l'activité économique, des mécanismes d'ajustement et des rapports entre les divers agents ou unités économiques.

Les modifications des types d'organisation sont par essence, sauf cas exceptionnels où l'on parle de révolution (1917 en U.R.S.S.), lentes et partant peu perceptibles et perçues. La routine et le conformisme président à cette évolution. La guerre n'est-elle pas l'occasion unique de briser les traditions et les habitudes et de modifier ainsi les types d'organisation ? Les changements d'organisation entraînés par la guerre sont-ils provisoires et disparaissent-ils lorsque la paix est rétablie ? N'y a-t-il pas des modifications dont l'origine soit postérieure à la guerre mais favorisée par les conditions particulières caractérisant les périodes d'après-guerre ?

Sur quel type d'organisation la guerre exerce-t-elle les plus profonds changements ? Deux caractéristiques des types d'organisation après guerre permettent de répondre à cette série de questions, elles tiennent au rôle joué par l'Etat et à celui tenu par les syndicats.

Sous-section I : Le rôle de l'Etat

Un des traits dominants caractérisant les deux types d'organisation est le rôle différent tenu et attribué à l'Etat dans chacun d'eux. En systématisant on peut admettre que dans une économie centralisée le rôle de l'Etat est la règle, dans une économie décentralisée il est l'exception. Comment la guerre modifie-t-elle le rôle de l'Etat, dans quelle mesure ces modifications sont-elles temporaires, n'ont-elles pas des prolongements après guerre ?

§ 1 : La guerre nécessite l'intervention de l'Etat

Il faut constater que nombre d'auteurs d'inspiration libérale contestent la nécessité, voire l'utilité, de l'intervention publique. En cas de difficultés économiques profondes et durables, aucun d'entre eux n'a soutenu la thèse de la non intervention de l'Etat dans le domaine économique en temps de guerre, bien que la majorité d'entre eux n'aient pas manqué de critiquer les formes et les résultats de cette intervention. Quelles sont les raisons faisant cette unanimité ? Elles sont au moins au nombre de deux et tiennent au fait que les guerres modernes concernent les pays belligérants en tant que totalité et collectivité et que seules les décisions publiques sont suffisamment autoritaires pour être réductrices d'opposition.

A) *Nécessité d'unification des efforts individuels :*

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner que les guerres modernes ne sont plus l'affrontement limité de deux princes ou de deux armées, elles sont devenues l'opposition totale de deux peuples, de leurs ressources et de leur énergie. La mobilisation générale est celle de tous les hommes comme de toutes les possibilités économiques.

Une économie décentralisée est par essence moins apte à réaliser spontanément un effort collectif orienté vers un but unitaire. Les centres de décision sont multiples, leurs relations sont souvent antagoniques. Pour que soit réalisé un minimum de cohérence et que tous les efforts convergent à la concrétisation d'un même objectif (la victoire), il est nécessaire de centraliser toutes les décisions et qu'une autorité unitaire attribue à chaque secteur un objectif partiel à atteindre. Seul l'Etat peut remplir ces fonctions d'unification.

En temps de guerre les économies de type décentralisé doivent réaliser une modification profonde de leur organisation puisque l'Etat est appelé à prendre en main l'essentiel de la vie économique afin d'unifier les efforts que tous sont disposés à accomplir.

A ce besoin d'unification s'en ajoute un autre : l'autorité.

B) *L'Etat réducteur d'antagonismes :*

L'autorité de l'Etat s'exerce au moins dans deux domaines nouveaux en temps de guerre, dans le domaine de la consommation et dans celui de l'allocation des facteurs de production.

La restriction de la consommation n'est ni spontanée ni réalisable par le seul mécanisme de l'inflation. L'Etat est amené à rationner les produits les plus rares afin d'assurer une consommation minimale à toutes les catégories de consommateurs. Pour les mêmes raisons et afin d'éviter une trop grande dégradation de la monnaie, l'Etat fixe les prix maxima qui doivent être pratiqués sur le marché.

Dans le but d'assurer la production des secteurs prioritaires, les autorités publiques sont souvent conduites à allouer elles-mêmes à chaque secteur les quantités de matières premières les plus rares.

Il est évident que l'intervention de l'Etat ne se limite pas aux mesures prises dans le domaine de la consommation et celui de l'allocation des matières premières. Quels que soient le nombre et la nature des mesures d'intervention gouvernementale prises en temps de guerre, elles ne seront une caractéristique des économies d'après-guerre que si leur caractère exceptionnel ne les rend pas essentiellement temporaires, si quelques-unes survivent aux conditions particulières qui les ont engendrées.

§ 2 : Mesures rémanentes

Si l'unanimité est aisément réalisée en ce qui concerne l'intervention nécessaire de l'Etat au cours des hostilités, les discussions qui se veulent doctrinales et les oppositions polémiques surgissent à nouveau quand il s'agit de savoir si cette intervention doit ou non se poursuivre lorsque la paix est rétablie. Du résultat de ces discussions, des hommes qui sont au pouvoir et des conditions économiques dépend le nombre de mesures d'intervention publique prises au cours de la guerre qui seront encore appliquées après guerre.

Les périodes postérieures à la première et à la seconde guerres mondiales sont de ce point de vue fort différentes.

A) *Après 1918 :*

L'opinion commune comme celle des économistes libéraux d'alors n'admettaient une intervention systématique et permanente de l'Etat que dans deux domaines, celui de la monnaie et celui des relations économiques internationales.

Toutes les mesures concernant la fixation des salaires, les investissements, l'allocation des matières premières, le contrôle des prix... qui avaient été prises au cours de la guerre furent rapidement abandonnées. Si quelques-unes d'entre elles furent

encore appliquées, c'est qu'elles répondaient à une nécessité précise due aux conditions particulières de l'heure. Le catéchisme des économistes restait encore la non intervention de l'Etat. Toutefois, bon nombre d'entrepreneurs ayant collaboré avec l'Etat pendant la guerre, considéraient de façon différente son éventuelle intervention et n'y étaient plus aussi systématiquement opposés. La guerre avait en la manière créé un précédent qui pouvait à la rigueur servir de référence.

Malgré tout et jusqu'aux années trente, celles de la crise mondiale, l'intervention publique restait l'exception. Qu'en est-il après 1945 ?

B) *Après la seconde guerre mondiale :*

La crise de 1929 a provoqué dans tous les pays qui ont eu à la supporter une intervention prolongée et généralisée de l'Etat, cette intervention restait toutefois justifiée par des conditions économiques relativement exceptionnelles ; elle n'était pas encore érigée au rang de constante des économies capitalistes.

La guerre 1939-1945 plus que celle de 1914-1918 a généralisé l'intervention publique à tous les domaines et à tous les secteurs de l'économie. Dans tous les pays belligérants l'économie fut centralisée, et, à la différence du premier après guerre, la période postérieure à 1945 fut marquée par la prolongation en temps de paix de mesures d'intervention prises au cours des hostilités. C'est dire que le rôle de l'Etat ne fut plus justifié par les circonstances mais devint une nouvelle constante de l'activité économique. Il y a en l'occurence un changement profond et définitif comparativement à ce qui existait en 1938.

Non seulement furent maintenues après des mesures prises en temps de guerre mais des décisions nouvelles et importantes assignèrent à l'Etat un rôle beaucoup plus étendu dans de nombreux pays belligérants.

§ 3 : Les mesures nouvelles

Sans aller jusqu'à dire qu'aucune mesure nouvelle accroissant le rôle de l'Etat n'a été prise après 1918, nous devons constater que leur nombre et leur importance sont particulièrement restreints. De plus, aucune d'entre elles ne perdaient ce caractère temporaire qui à la limite apparaissait comme une condition de son adoption. Qu'en est-il après la seconde guerre mondiale ? La période postérieure à 1945 est caractérisée par une vague de nationalisations et par des mesures d'ordre social qui ne manquent pas d'avoir des répercussions économiques.

A) *Les nationalisations :*

De 1936 à 1938 furent effectuées en France un certain nombre de nationalisations que certains considèrent comme des pseudo-

nationalisations (18) et dont le champ d'application restait limité aux domaines du crédit, de l'armement et des transports.

Après la fin de la guerre, pour des raisons à la fois politiques (collaboration), économiques et doctrinales, un nombre important de secteurs furent touchés par les nationalisations, ce sont les secteurs de l'énergie, des transports, de la mécanique (Renault), des réalisations scientifiques, du crédit, des assurances et même de l'agriculture.

Ce mouvement de nationalisation n'est pas particulier à la France ; après l'armistice, la Grande-Bretagne, sous l'impulsion du gouvernement travailliste a entrepris de nationaliser la Banque d'Angleterre, les houillères, le gaz et l'électricité, les transports aériens et la sidérurgie.

Les nationalisations ont accru la part du secteur public dans la production nationale. Il serait toutefois erroné de limiter le rôle accru de l'Etat à la part qu'il prend dans la production industrielle. L'Etat intervient également dans le domaine social, soit directement, soit indirectement.

B) *Les mesures d'ordre social :*

Elle sont de deux ordres et concernent la redistribution du revenu national et la santé publique.

Ce que l'on appelle les revenus de transfert ont pris une importance relative exceptionnelle depuis 1946. Les notions de salaire minimum garanti (19) et de retraite des vieux ont été concrétisées depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans le domaine de la santé publique, si le rôle de l'Etat ne fut pas nouveau dans sa nature, il le fut incontestablement dans son intensité. La sécurité sociale et divers autres organismes ont permis aux Français de prendre un soin tout particulier de leur santé. Les progrès réalisés en ce domaine ont été remarquables, ils ne furent pas particuliers à notre pays.

La guerre a fait surseoir aux discussions doctrinales sur le fait de savoir quelle est l'utilité et l'efficacité de l'intervention publique. A la fin des hostilités, l'Etat était investi « de pouvoirs économiques identiques à ceux qu'il détenait dans les pays où, depuis plusieurs années déjà, l'économie dirigée avait remplacé l'économie libérale » (20). Une des caractéristiques essentielles de l'économie libérale tient au rôle qui est assigné à l'individu, l'économie libérale n'est pas une économie de groupes. La guerre a modifié le rôle de l'Etat, quel est celui des groupes et en particulier celui des syndicats ?

(18) Cf. sur ce point R. Barre, *Economie politique*, Thémis, t. 1, p. 417.
(19) Loi du 11 juillet 1950.
(20) A. Pasquier, *Les doctrines sociales en France*, 1930-1950, p. 68.

Sous-section II : Le rôle des syndicats

Il est couramment admis que le monde ouvrier prend conscience de sa puissance lorsque les circonstances sont exceptionnelles. Cette prise de conscience s'accompagne généralement d'une organisation accrue des syndicats et partant de leur rôle. A l'heure actuelle ce devient un lieu commun d'affirmer que les revendications syndicales cessent d'être principalement salariales pour porter sur l'organisation de l'activité économique.

§ 1 : Les syndicats et les salaires après guerre

La détermination du montant des salaires n'est pas chose aisée ni en théorie ni en partique. Ce montant reste l'objet de discussions, de tractations et de conciliations réciproques entre les deux parties contractantes. Il dépend également des conditions économiques du moment et du fait de savoir si ces discussions s'opèrent à l'échelon collectif ou individuel.

A) *Les périodes d'après-guerre sont favorables aux revendications salariales :*

La détermination du montant des salaires est le résultat des discussions entre offreurs (travailleurs) et demandeurs (entrepreneurs) de travail. Il dépend non seulement de leur pouvoir respectif mais aussi des conditions du moment qui déterminent en grande partie le pouvoir de résistance de chaque partie.

Les périodes d'après-guerre sont politiquement et économiquement favorables aux revendications salariales.

Politiquement, le monde ouvrier est en position de force du fait qu'il a conscience d'avoir supporté l'essentiel de l'effort de guerre et qu'il considèrerait comme une injustice profonde la stagnation de son revenu. L'ensemble de l'opinion publique y compris celle des autorités, voire des entrepreneurs, accueille favorablement toutes les revendications et un refus d'augmentation ne saurait être toléré.

A ces raisons d'ordre politique ou social que certains considèrent comme secondaires ou banales, s'en ajoutent d'autres qui sont essentiellement économiques. Comme les périodes de guerre, celles d'après-guerre sont caractérisées par le plein emploi. Les nécessités de la reconstruction et les besoins d'une production en plein essor entraînent une pénurie généralisée de la main-d'œuvre. Cette situation de plein emploi favorise les revendications de salaire.

Il n'est pas certain que les hausses de salaire obtenues compensent l'augmentation des prix qui les justifient. Il reste

qu'elles traduisent la puissance accrue des syndicats puisque après les deux guerres mondiales la détermination du montant des salaires devint partiellement collective.

B) *Négociation de salaire et conventions collectives :*

Les conventions collectives ont pour but de fixer les conditions de travail et le montant des salaires entre un syndicat et un employeur ou un groupe d'employeurs.

Si les conventions collectives ne sont pas d'origine récente puisqu'en France la Convention d'Arras concernant les mines fut signée en 1891 et qu'en Grande-Bretagne les « collective agreements » sont légaux depuis 1871, leur extension date surtout du lendemain de la première guerre mondiale, leur généralisation du lendemain de la seconde.

En France la loi du 25 mars 1919 « suscita le développement des conventions (collectives) et des lois postérieures déterminèrent le rôle respectif du Gouvernement et des syndicats dans leur élaboration et leur application » (21). L'application de ces conventions collectives restait limitée à un certain nombre de secteurs, elles n'étaient pas impératives et n'étaient obligatoires que pour les membres du ou des syndicats ayant signé ces conventions.

En 1936, 1938 et 1946, de nouveaux régimes furent signés et de nouvelles modifications furent apportées au statut des conventions collectives. La loi du 11 février a élargi leur champ d'application au point que l'on peut parler de généralisation. A partir de 1951, le nombre de conventions signées à l'échelle nationale ou régionale n'a cessé d'augmenter.

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne l'importance des conventions collectives est au moins aussi grande qu'en France. Certains secteurs de l'économie américaine comme les mines, les transports maritimes et les chemins de fer ont plus de 95 % de leurs salariés sous le régime des conventions collectives.

La signature de ces conventions se fait le plus souvent entre syndicats ouvriers et syndicats d'entrepreneurs. Ce mouvement trouve en partie les raisons de son extension dans l'organisation accrue du monde patronal. En 1919, sous l'impulsion du Ministre du Commerce, M. Clémentel, fut créée la Confédération Générale de la Production Française remplacée, en 1946, par la Confédération Nationale du Patronat Français.

L'action des syndicats ne se limite pas à la fixation des salaires, elle tend de plus à intervenir dans l'organisation de l'activité économique.

---

(21) R. Barre, *Economie politique*, Thémis, t. 2, p. 93.

§ 2 : Le rôle des syndicats dans l'organisation de l'activité économique

C'est peut-être une loi du développement économique que de voir les syndicats ouvriers ajouter à leurs revendications salariales des revendications réclamant le droit de participer à l'organisation de l'activité économique.

Cette participation peut se réaliser à deux échelons différents, à l'échelon de l'entreprise et à celui de la nation.

A) *Organisation du travail et Comités d'entreprise :*

En 1941, le Gouvernement de Vichy avait instauré les Comités d'Etablissement. La loi du 12 février 1945 reprenant cette idée créa les Comités d'Entreprise. Ces comités ont pour but sinon d'associer directement et complètement les ouvriers à la gestion des entreprises du moins de les faire participer aux résolutions de problèmes délicats et de leur permettre de discuter les questions relatives aux conditions de travail.

Sans porter un jugement quelconque sur le rôle effectivement tenu par les Comités d'Entreprise, leur création est le signe d'une évolution vers la participation ouvrière à la gestion d'entreprise. Ce mouvement n'est pas isolé, il existe en particulier en Grande-Bretagne et en Allemagne occidentale où la cogestion fut instaurée en 1951.

Les syndicats veulent davantage encore, ils souhaitent et s'efforcent d'obtenir bien que cela entraîne des difficultés et soulève des réticences, leur participation à l'élaboration de la politique économique nationale.

B) *La planification et le rôle des syndicats :*

La tendance est récente et il est difficile d'affirmer qu'elle est un produit de la guerre. Il faut toutefois constater que les syndicats sont de plus en plus associés sinon à la prise de décision, du moins aux discussions préalables concernant les grands choix économiques nationaux. Les difficultés sont aussi nombreuses que variées, elles tiennent à l'engagement ou au non-engagement politique. Au fur et à mesure que le rôle de l'Etat se développe, il est logique de voir dans les économies occidentales se développer le rôle des syndicats.

Au lendemain des deux guerres mondiales, principalement de la seconde, le rôle tenu par l'Etat aussi bien que par les syndicats s'est considérablement accru. Les économies des anciens pays belligérants sont moins décentralisées et moins individualistes, il y a donc eu une modification de l'organisation économique, et on peut admettre sans risque de contradiction qu'une telle modification ne se serait pas produite (pas aussi rapidement) s'il n'y avait eu la guerre pour nécessiter l'intervention publique et créer

les conditions favorables à son maintien et à l'extension du rôle et de la puissance des syndicats.

Le fonctionnement interne des économies des pays belligérants est modifié, tout laisse penser que la guerre n'a pas seulement modifié les types d'organisation mais a également eu des répercussions sur les relations extérieures des différents pays engagés dans les deux derniers conflits mondiaux.

SECTION III : MODIFICATIONS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Les relations économiques internationales sont des relations d'inégalité. L'effet de domination s'exerce non seulement d'une économie à l'autre mais aussi d'un continent à l'autre. L'histoire des relations économiques internationales n'est que la suite chronologique des apparitions et des déclins des hégémonies nationales et commerciales.

Quel peut être le rôle joué par les deux guerres mondiales, marquent-elles la fin d'une hégémonie pour favoriser l'établissement d'une domination qui sans elles aurait été plus tardive ou différente ? La différence d'intensité des deux guerres mondiales a-t-elle entraîné des conséquences différentes ? La réponse à ces questions se fera en deux étapes : I : 1918, fin des hégmonies française, anglaise et allemande en Europe et dans le monde ; II : 1945, fin de l'hégémonie européenne et début de la domination américaine.

Sous-section I 1918, fin des hégémonies française, anglaise et allemande en Europe et dans le monde

La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne étaient en 1913 considérées comme les trois pays « leader » de l'économie européenne et même de l'économie mondiale. Tous trois ont accompli un effort gigantesque et épuisant au cours de la guerre, cet effort a eu des répercussions profondes sur l'économie interne de chacun d'eux ; a-t-il eu des prolongements catégoriques sur leur situation respective au sein des économies européennes et mondiales ? 1918 marque semble-t-il la fin de leur hégémonie et ce fait dans toute sa brutalité pose la question de savoir dans quelle mesure la guerre a accéléré le déclin relatif de ces économies, en est-elle la cause unique ?

§ 1 : La fin d'une hégémonie

Il est difficile de trouver un indicateur significatif de l'hégémonie d'un pays dans le commerce international. Malgré toutes les réserves que l'on peut formuler quant à ce choix, il semble

que la part relative des exportations et des importations imputable à chaque pays permette sinon de mesurer du moins d'apprécier correctement le déclin de l'hégémonie des pays considérés.

A) *Les exportations :*

L'évolution des exportations de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne a été la suivante de 1913 à 1928 :

PAYS	Exportation de chacun des pays en pourcentage du total des exportations européennes		Exportations de chacun des pays à destination de l'Europe en pourcentage de leurs exportations totales	
	1913	1928	1913	1928
France	13,6	13,7	66,6	62,5
Grande-Bretagne	26,1	23,6	30,1	31,6
Allemagne	24,7	29,3	66,3	69,9
Total	64,4	56,6	51,7	52,2

Source : O. N. U., *Growth and Stagnation in the European economy*, Genève, 1954, p. 171.

Tandis que la part relative des exportations françaises, anglaises et allemandes par rapport à l'ensemble des exportations européennes diminuait de 7,8 % de 1918 à 1928, le montant des exportations des trois pays considérés à destination de l'Europe augmentait très légèrement.

Ces deux faits conduisent à des conclusions apparemment opposées. Le premier permet de souligner le déclin de la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le second de conclure à un renforcement de leur domination au sein même de l'Europe. Cette seconde conclusion est trop hâtive pour être totalement démonstrative. Car si en 1913 les exportations françaises, anglaises et allemandes en Europe représentaient 69,5 % des importations totales des autres pays européens, en 1928 elles ne représentaient plus que 53,6 % (22) du même ensemble. L'accroissement du pourcentage des exportations des trois pays considérés à destination de l'Europe ne fait que traduire, en termes relatifs, le rétrécissement de leurs débouchés.

Nous sommes fondés à conclure à un déclin profond de l'importance relative des exportations des trois principaux pays belligérants et industriels qui, jusqu'en 1913, étaient traditionnelle-

(22) Pourcentages établis à partir des chiffres de l'O.N.U., *op. cit., suppra*, p. 170 et suivantes.

ment considérés comme dominants aussi bien en Europe que dans le reste du monde. Plus caractéristique encore est l'évolution de leurs importations.

B) *Les importations :*

Ayant eu à supporter un violent effort de guerre prolongé par un effort de reconstruction, on comprend que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne (23) aient consacré l'essentiel de leur

PAYS	Pourcentage des importations par rapport au total des importations européennes		Pourcentage des importations par rapport au total des exportations de tous les pays européens	
	1913	1928	1913	1928
France	13,3	11,2	12,9	9,6
Grande-Bretagne	26,9	27,6	21	21,4
Allemagne	21,2	17,8	18	16,1
Total	61,4	56,6	51,9	47,1

Source : D'après les chiffres de l'O. N. U., *op. cit.*, pp. 170-172.

production à la satisfaction de la demande interne. On comprendrait aussi que leurs besoins étant particulièrement pressants, le volume important de leurs importations soit une des causes de l'expansion du commerce international mondial. En est-il ainsi ? Il suffit de mesurer la part relative des importations françaises, anglaises et allemandes par rapport au montant total des importations européennes et à l'ensemble des exportations de tous les pays européens.

Pas plus à l'encontre des pays européens qu'à celui du reste du monde, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne sont restées les bons clients qu'elles étaient en 1913. De plus, leur degré de dépendance à l'égard des autres pays européens a augmenté, en 1913, 40,6 % de leurs importations étaient d'origine européenne, en 1928, ce pourcentage s'élevait à 42,4 %.

Ainsi, parce que le développement du commerce mondial comme celui du commerce européen s'est fait sans la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, il s'est fait en partie contre elles. Les unes comme les autres ont perdu une part importante de ce qui constituait partiellement leur domination, la part relative

(23) L'Allemagne était censée exporter les plus grandes quantités possibles puisque contrainte de réparer les dommages causés par la guerre. Sans juger au fond de l'efficacité des mesures mises en œuvre, nous devons constater que la part des exportations allemandes à l'égard de l'Europe n'a que faiblement augmenté.

de leurs exportations et de leurs importations a profondément diminué. Leur hégémonie commerciale dans le monde et en Europe a cessé lors de la signature de l'armistice. Existe-t-il une relation entre cette nouvelle situation et la guerre ?

§ 2 : La guerre, cause de ce déclin

La France, l'Allemagne et à un moindre degré la Grande-Bretagne, sont sorties épuisées de la première guerre mondiale. Leurs situations internes respectives suffisent-elles à expliquer entièrement la détérioration de leur position de domination, ne doit-on pas prendre en considération des facteurs propres aux autres partenaires du commerce international ?

A) *Facteurs internes :*

Au lendemain de la première guerre mondiale, les pays belligérants considérés n'étaient ni en état d'exporter ni en état d'importer.

— Ils n'étaient pas en état d'exporter parce que les besoins de reconstruction et ceux d'une demande différée importante absorbaient la quasi totalité de la production. La France comme l'Allemagne et à un moindre degré la Grande-Bretagne ont enregistré des destructions relativement importantes de 1914 à 1918. Leur capacité de production était insuffisante pour satisfaire à la fois les besoins de reconstruction et ceux d'une population dont la consommation avait été restreinte. Par conséquent, les quantités de produits disponibles pour l'exportation étaient relativement limitées.

Ce fait explique en grande partie semble-t-il la diminution de l'importance relative des exportations des pays considérés (24).

— Ces pays n'étaient pas davantage en état d'importer pour deux raisons différentes, indépendamment de celle tenant à la stagnation de leurs exportations.

En premier lieu, ils avaient liquidé au cours des hostilités tous leurs avoirs à l'étranger et ne possédaient plus aucune réserve de devises, leur endettement à l'égard des pays exportateurs de matières premières était parfois très important. Devenues débitrices, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ne pouvaient plus financer leurs importations que par les devises qu'elles recevaient en compensation de leurs exportations, ce qui restait limité.

En second lieu, la hausse rapide des prix au cours de la guerre et dans l'immédiat après guerre a pour conséquence de créer toutes les conditions à l'établissement d'un taux de change défavorable aux anciens pays belligérants. La dégradation de la monnaie entraîne une diminution du pouvoir d'achat.

---

(24) Il explique aussi l'échec des tentatives de mise en œuvre des réparations.

A ces raisons d'ordre interne s'en ajoutent d'autres tenant aux nouvelles conditions internationales.

B) *Facteurs externes :*

Au fur et à mesure que se dégradait la situation relative de la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, celle des Etats-Unis et d'autres pays comme le Japon s'améliorait. Les raisons de cette amélioration relative sont au moins au nombre de deux.

La première tient au fait qu'en temps de guerre les pays non engagés ont une position dominante puisqu'ils fournissent soit des matières premières, soit des produits semi-finis ou finis aux pays belligérants aux conditions qu'ils imposent. Cet avantage ne disparaît pas forcément lorsque la paix est rétablie, les difficultés de reconstruction ne font souvent que l'accroître.

La seconde raison est due aux nouveaux circuits commerciaux établis au cours des hostilités et au fait que les flottes commerciales des trois pays considérés ne constituent plus l'essentiel de la flotte commerciale mondiale. Certains pays ont pris l'habitude de s'approvisionner auprès des Etats-Unis ou du Japon et maintiennent des relations commerciales établies au cours de la guerre. Ils appartiennent à de nouvelles zones monétaires ce qui ne facilite pas le rétablissement de relations commerciales interrompues par la guerre. Les Etats-Unis, le Japon et les petits pays non engagés ont ainsi instauré des relations commerciales avec des pays antérieurement clients de la France ou de la Grande-Bretagne. Les trois grands pays européens apparaissaient souvent comme des « nouveaux venus » sur le marché mondial.

La guerre de 1914-1918 a signé la fin de l'hégémonie française, anglaise et allemande en Europe et dans le monde ; la seconde guerre mondiale a-t-elle confirmé et amplifié ces conséquences ou au contraire a-t-elle instauré une nouvelle distribution des forces ?

Sous-section II : 1945, fin de l'hégémonie européenne, renforcement de la domination américaine

La crise de 1929 a profondément bouleversé l'économie américaine, les pays européens furent moins marqués. Au cours de la guerre 1939-1945, l'aide américaine en matériel et en hommes a fortement accéléré la victoire alliée. Lorsque la guerre fut terminée, les économies européennes étaient dans leur ensemble incapables de satisfaire leur demande intérieure et d'assurer seules leur reconstruction. L'aide américaine était indispensable. La situation créée par la guerre devait avoir une double conséquence. L'Europe perdait le reste d'hégémonie qui était encore la sienne

dans le monde en 1938. Le déclin de l'hégémonie européenne s'accompagnait d'une dépendance croissante à l'égard des Etats-Unis.

§ 1 : Déclin de l'hégémonie européenne dans le monde

1918 a marqué la fin de la domination mondiale et européenne des grandes nations européennes engagées dans la guerre. Pourtant le commerce européen avait continué à se développer grâce au dynamisme d'économies plus petites qui avaient été moins bouleversées par la guerre. 1945 marque une étape décisive dans le déclin de l'hégémonie européenne. Cette étape est caractérisée par une diminution profonde de la part du commerce européen dans le commerce mondial et par une transformation politique et économique des relations de l'Europe avec les territoires d'outre-mer.

A) *Diminution de la part du commerce européen dans le commerce mondial :*

Le tableau suivant résume l'évolution des exportations mondiales et européennes depuis 1910.

Valeur des exportations mondiales à l'exclusion du commerce intra-européen = 100

	Exportations en provenance de			
	Commerce entre pays non européens	Pays non européens vers Europe	Europe vers pays non européens	Commerce intra-européen
1909-1913	25	45	30	50
1925-1938	40	35	25	10 - 15
1948-1950	50	30	20	25-30

Source : O. N. U., *Growth and stagnation in the European economy*, Genève, 1954, p. 170.

La part totale du commerce européen avec le reste du monde représentait 60 % du commerce mondial (compte non tenu du commerce intra-européen) au cours des années trente ; la proportion était de l'ordre de 50 % après la guerre. De plus, la part du commerce intra-européen par rapport au commerce du reste du monde diminuait de 10 à 20 % pour la même période. Ces

chiffres soulignent le déclin de l'importance des relations commerciales européennes. A l'image de la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne après la première guerre mondiale, l'Europe dans son ensemble a cessé (temporairement) d'être le continent dominant qu'elle était jusqu'aux années trente. Aux yeux mêmes des pays d'outre-mer, les pays européens ne jouissent plus du prestige qui était le leur avant la guerre.

B) *La perte des territoires d'outre-mer :*

C'est une des caractéristiques de la période postérieure à 1945 de voir les pays d'outre-mer colonisés ou sous « la protection » des pays européens réclamer leur indépendance politique. Les raisons à ces revendications sont peut-être pour la plupart d'ordre politique, pourtant la situation économique difficile pour tous les pays européens ayant des colonies n'est pas du tout étrangère à ce mouvement. La France comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie ne pouvaient apporter qu'une aide modérée au développement des pays d'outre-mer qui avaient encore le statut de colonie ou de protectorat. Les liens juridiques et une situation de fait datant d'une époque révolue ne pouvaient être maintenus quand les conditions économiques qui avaient présidé à leur élaboration eurent disparu.

C'est le déclin d'un continent que la seconde guerre mondiale a entraîné, continent qui fut celui où eurent lieu les combats et où furent enregistrées les ruines de la guerre. L'Europe avait cessé d'être par elle-même, pour qu'elle retrouve sa grandeur il fallait la construire. La disparition de la domination européenne même lorsqu'elle s'accompagne de l'accession à l'indépendance politique d'un certain nombre de pays n'entraîne pas la fin de toute domination économique dans le monde. Elle apparaît au contraire comme l'occasion unique et inespérée de renforcer la domination naissante de l'économie américaine.

§ 2 : Renforcement de la domination américaine

L'isolationnisme connaît encore de vigoureux partisans aux Etats-Unis. La doctrine de Monroë n'a pas été abandonnée sans difficulté. Il semble que ceux qui ont décidé de l'abandonner l'aient fait dans la mesure où cet abandon s'accompagnait de ou signifiait la domination américaine sur une grande partie du monde. Les circonstances ont servi une volonté consciente ou inexprimée de domination. Le paternalisme a cessé d'être affectueux pour devenir envahissant. La domination américaine s'exerce aussi bien à l'égard des pays européens qu'à l'égard des pays non européens.

A) *La domination américaine sur les pays européens :*

Au lendemain de la première guerre mondiale les grands pays européens ont connu des difficultés profondes telles qu'ils durent

faire appel aux petits pays de l'Europe dont la situation était meilleure pour restaurer leur économie. A la fin de la seconde guerre, ce ne sont plus la France, la Grande-Bretagne qui éprouvent des difficultés à restaurer leur économie, c'est l'Europe dans sa quasi-totalité qui doit relever les ruines qui jonchent le territoire de tous les pays petits ou grands. L'aide que les petits pays européens avait apportée aux trois grands pays industriels après 1918 ne put s'exercer après 1945. L'Europe dut se tourner vers le nouveau monde pour trouver les produits qu'elle ne pouvait temporairement fabriquer.

La domination américaine à l'égard de l'Europe avait un double fondement, il était d'ordre réel et d'ordre monétaire.

Seuls les Etats-Unis pouvaient fournir en quantités suffisantes les produits manufacturés ou semi-facturés et certaines matières premières indispensables à la reconstruction de l'Europe. La domination qu'ils exerçaient ainsi était d'ordre matériel.

Fournisseurs presque uniques des pays européens, les Etats-Unis voyaient leur position dominante renforcée du fait de l'incapacité de payer dans laquelle se trouvaient les pays européens. La pénurie de dollars est un phénomène trop connu et décrit pour que nous y consacrions de longs développements. Notons cependant que pour des raisons diverses, l'Europe ne pouvait exporter ni vers les Etats-Unis ni vers les pays d'Amérique du Sud, par conséquent leurs disponibilités en dollars étaient particulièrement faibles. L'Europe se trouvait dans la situation d'un client désargenté contraint de s'approvisionner auprès d'un fournisseur unique.

Pour remédier à cet état de fait il fallut que les Etats-Unis offrent une aide matérielle et monétaire aux pays européens. Ce fut l'objet de l'aide Marshall de fournir à certains pays européens du matériel, des crédits et des dons en dollars. Quels que soient les motifs et les raisons ayant inspiré cette aide, même si l'on admet comme le fait M. F. Perroux (25) que l'aide Marshall est la preuve que l'Europe est nécessaire au monde, il reste que dans l'immédiat au moins, cette aide est l'expression de la situation privilégiée et de la domination flagrante des Etats-Unis à l'égard de l'Europe après 1945. Cette domination a trouvé un champ d'application plus neuf et plus vaste dans le reste du monde.

B) *La domination américaine à l'égard du reste du monde :*

La fin de l'hégémonie européenne et la domination américaine à l'égard de l'Europe ne sont pas suffisantes pour expliquer la domination américaine à l'égard d'une partie du reste du monde. Il est trop facile d'affirmer que les Etats-Unis ont remplacé l'Europe. Les pays dominés restent les mêmes, les dominants ont changé. Une telle affirmation cache la difficulté qu'il y a à répondre

(25) F. Perroux, *Le Plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde*, Médicis, Paris. 1948.

à la question de savoir comment et pourquoi les Etats-Unis ont exercé cette domination. Deux raisons permettent, semble-t-il, de fournir un début de réponse à cette question.

Tout d'abord les raisons d'ordre économique tiennent essentiellement au fait que les pays non européens ne pouvaient que s'approvisionner aux Etats-Unis puisque les grands pays industriels européens étaient temporairement dans l'incapacité d'offrir les produits manufacturés faisant antérieurement l'objet de leurs exportations.

Ensuite un certain nombre de raisons doctrinales ou politiques variant selon l'état des tensions Est-Ouest et l'évolution de la guerre froide ou de la coexistence pacifique expliquent les dons et les prêts liés que les Etats-Unis ont accordé aux pays sous-développés. La lutte contre le communisme en Amérique Latine, en Extrême-Orient ou au Moyen-Orient a souvent pris la forme de l'aide économique.

Ces deux ensembles de raisons ont assuré aux Etats-Unis une position dominante à l'égard du monde non européen. Cette domination d'un continent à l'égard d'autres continents n'est peut-être pas le résultat direct de la guerre. Le profond bouleversement entraîné par les hostilités fut toutefois un élément déterminant et un facteur décisif à l'établissement de cette hégémonie nouvelle.

CONCLUSION DU CHAPITRE PREMIER

Les économies des pays belligérants ont après guerre un certain nombre de traits caractéristiques dont l'importance tient autant à la nouveauté qu'à l'accélération d'une évolution antérieure.

Trois caractéristiques méritent d'être soulignées ; elles concernent l'évolution de la croissance, les types d'organisation et les relations internationales.

La croissance des économies des pays belligérants est au cours de la période d'après-guerre beaucoup plus rapide qu'elle ne l'est avant guerre. Les manifestations de cette croissance accélérée se traduisent par une augmentation de la dimension des économies considérées et du bien-être individuel. L'accélération de la croissance étant inférieure dans l'agriculture à ce qu'elle est dans l'industrie, il s'ensuit une modification parfois profonde de la part relative de la production industrielle et de la production agricole dans la production totale.

Les rapports existants entre les différentes catégories de revenus ont été modifiés au cours et après la guerre. Deux traits sont particulièrement caractéristiques en ce domaine. Tout d'abord la part relative des « revenus des services » (du travail) selon l'expression de S. Kuznets a augmenté au détriment de celle des revenus de la propriété. Cette évolution est sans doute le résultat

d'une modification des rapports de force entre les titulaires des deux types de revenu et des conditions économiques favorables aux revendications salariales. A l'intérieur de la catégorie « revenu du travail », l'éventail des rémunérations est plus restreint après guerre qu'avant guerre.,

La croissance rapide de la production s'est accompagnée d'une augmentation intense de la productivité surtout au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Certains ont prétendu établir une loi selon laquelle le développement économique d'une nation s'accompagne d'une intervention croissante de l'Etat dans l'activité économique. Il semble que le champ d'application de cette intervention soit resté limité jusqu'aux années trente. Le grand bouleversement qu'entraîne une guerre est l'occasion unique et exceptionnelle permettant et nécessitant souvent l'intervention de l'Etat. La preuve reste à faire que sans la guerre le rôle joué par le secteur public aurait été le même à une époque déterminée. Nous pensons, quant à nous, que la guerre a très largement accéléré cette évolution, dans certains cas, elle en est même la cause. L'évolution interne des économies et la modification de leur type d'organisation furent accompagnées d'un changement de leurs relations internationales. Ce changement a entraîné des répercussions profondes sur la situation respective des différents pays belligérants et non belligérants.

La guerre de 1914 a sonné le glas de la domination des trois grands pays européens industriels. Leur hégémonie déclinante ne trouvait plus à l'intérieur les raisons et les forces de rétablir une situation extérieure florissante née dans l'euphorie des premières années du siècle. Ce fut l'occasion pour les petits pays d'Europe moins bouleversés par les soubresauts de la guerre d'acquérir une situation relativement favorable. De ce fait l'Europe était encore à l'échelle des continents, la grande Europe, bloc imposant aux décisions déterminantes et dominantes.

La guerre de 1939 a réclamé l'engagement total de tous les pays européens dont l'épuisement n'avait d'égal que l'effort démesuré qu'ils avaient eu à fournir au cours des hostilités. L'armistice de 1945 signait la fin d'une sorte d'hégémonie européenne. La guerre a entraîné une redistribution mondiale des forces. Pantelante, ruinée, jonchée de ruines et de morts, l'Europe devait se reconstruire et ne pouvait avoir comme ambition que de bien le faire en acceptant l'aide (paternelle) des Etats-Unis et en renonçant provisoirement au moins au rôle attirant mais difficile et épuisant de continent dominant. Ce rôle, les Etats-Unis ont décidé et ont été conduits à le jouer. Il y aurait beaucoup à dire sur leur talent ; il reste qu'ils ont assumé une partie de l'effort de reconstruction européenne en multipliant parallèlement leurs relations avec le reste du monde dont le commerce connut une remarquable expansion.

Les caractéristiques des économies d'après-guerre présentent deux traits significatifs qui soulignent les différences dans le temps et dans l'espace des effets de la guerre.

Sous réserve de quelques exceptions, les modifications enregistrées après la seconde guerre mondiale sont beaucoup plus profondes que celles caractérisant la période postérieure à 1918.

Après les deux guerres mondiales, les modifications enregistrées par les différents pays belligérants varient d'intensité selon qu'ils furent ou non envahis. Les pays belligérants ayant supporté des destructions importantes connaissent des modifications plus intenses que celles caractérisant les économies des pays non envahis.

Les différences d'intensité des modifications enregistrées dans les divers pays belligérants au lendemain des deux guerres mondiales laissent penser qu'il existe des relations de causalité entre la guerre et les modifications d'après-guerre. Nous sommes alors fondés à parler des effets différés des guerres.

Certains nieront l'existence de ces effets différés aussi longtemps que ne seront pas apportées les preuves des changements intervenus après guerre et du lien de causalité faisant de la guerre la cause unique ou principale de ces changements.

Nous savons à présent que les économies des pays belligérants sont au lendemain des guerres profondément différentes de ce qu'elles étaient avant guerre ou de ce qu'elles auraient pu être si les conditions et l'évolution d'avant-guerre s'étaient maintenues. Il reste à préciser dans quelle mesure et par quels mécanismes la guerre a pu entraîner cette modification. Ce sera l'objet du chapitre suivant consacré aux effets de rattrapage.

CHAPITRE II

LA THÈSE DU RATTRAPAGE

Les modifications économiques survenues après les deux guerres mondiales ont beaucoup plus été vécues qu'analysées. Lorsqu'elles le furent, les analyses se limitaient le plus souvent à une description détaillée des faits et à une justification ou une critique véhémentes de mesures d'intervention publique ou internationale. Aucune analyse systématique des mécanismes d'enchaînement n'a été faite. Les questions qui se posent sont pourtant aussi nombreuses que variées : la guerre est-elle la cause de ces changements, pourquoi, comment ? Cette absence d'analyse trouve sa justification dans le fait que l'on raisonne habituellement sur des tranches de l'histoire et que l'on utilise les outils traditionnels pour expliquer un phénomène historique particulier. Ces outils ne sont pas toujours adaptés à l'objet pour lequel ils sont utilisés. Dans le but d'éviter cet inconvénient, on propose souvent une explication qui présente l'avantage d'être aussi particulière que le phénomène historique qu'elle éclaire. La particularité de la période d'après-guerre n'est contestée par personne. L'explication la plus communément donnée de cette particularité est que la période considérée est une période de rattrapage.

Il semble que cette explication satisfasse autant l'économiste de profession que l'homme de la rue et que du fait de sa simplicité elle ne mérite pas de longs développements. Cette attitude est-elle justifiée ? Que faut-il entendre par rattrapage ? Peut-on trouver une justification analytique à cette thèse ? Permet-elle d'expliquer pleinement toutes les modifications enregistrées au cours de la période dite de rattrapage ? Répondre à ces questions nous conduira à traiter de trois sections : I : Exposé analytique du rattrapage ; II : Justification analytique de rattrapage ; III : Jugement critique de la thèse du rattrapage.

SECTION I : EXPOSE DE LA THESE DU RATTRAPAGE

La thèse du rattrapage n'a pas été exposée de manière définie. Elle est souvent avancée lorsque l'on s'efforce d'expliquer un

certain nombre de phénomènes particuliers à l'immédiat après guerre. L'exposer soulève au moins deux difficultés, la première tient au fait de savoir quelles sont les raisons, en vertu de quel principe y a-t-il rattrapage ; la seconde est de savoir si le concept de rattrapage permet de déterminer la fin de la période dite de rattrapage et de mesurer l'intensité ou la rapidité avec laquelle cette fin est atteinte et de mettre en lumière la relation existant entre différentes périodes historiques.

Que faut-il entendre par période de rattrapage ? Il est possible de donner une définition assez générale pour ne pas être compromettante. La période de rattrapage est la période au cours de laquelle est instaurée une situation dont l'établissement a été différé ou rétablie une situation détériorée au cours de la guerre. Implicitement une telle définition fait appel au principe qui explique l'apparition de ce phénomène.

Sous-section I : Principe de compensation ou de réaction et rattrapage (1)

Le principe de réaction établit que lorsque s'exerce ou est exercée une action extérieure et violente sur un ensemble, cet ensemble réagit afin de rétablir un équilibre rompu ou des conditions habituelles et durables. Ce principe veut que des forces directement opposées aient des effets directement opposés. C'est en quelque sorte ce qui se passe dans le corps humain en cas d'infection. Les effets de rattrapage ont une grande similitude avec la sécrétion des anti-corps.

Pour, en une première approche, admettre la validité de ce principe dans le cas de la guerre et de l'immédiat après guerre, il faut montrer que la guerre crée des conditions « anormales » et que la période de rattrapage a pour effet de rétablir une situation détériorée.

§ 1 : La guerre crée des conditions insupportables

Le but final poursuivi par l'activité économique au cours des hostilités est profondément différent de celui poursuivi en temps de paix. Nous avons remarqué que la guerre entraînait des effets de restriction et des effets de distorsion.

A) *Les effets de restriction et la demande différée :*

Au cours de la guerre, la consommation individuelle n'est satisfaite que dans la mesure où les besoins militaires considérés comme prioritaires l'ont été. L'économie de guerre est une économie

(1) Sur les différents types d'équilibre, de compensation, de fusion et d'accumulation cf. G. Granger : *Méthodologie économique*.

de plein emploi et de pénurie. Les deux catégories de besoins ne peuvent être simultanément satisfaits, il s'ensuit que la consommation est restreinte au profit des besoins militaires.

Cet état de fait n'est pas obtenu spontanément. L'intervention de l'Etat et l'inflation jouent en l'occurence un rôle déterminant. La situation ainsi créée est doublement insupportable.

Tout d'abord parce que pour des consommateurs ayant connu un niveau de vie antérieur supérieur, la restriction de la consommation est particulièrement pénible, car elle s'accompagne de regrets.

Ensuite parce qu'un violent effort de production est demandé à ces mêmes consommateurs et qu'il est difficile de faire longuement et simultanément supporter un effort physique violent et une diminution de la consommation.

L'état d'insatisfaction ainsi créé devient rapidement insupportable et lorsque les contraintes extérieures disparaissent, tout est mis en œuvre pour que soient satisfaits les besoins latents des consommateurs.

Pour certains, la restriction de la consommation est une « action » suffisante pour donner naissance à une réaction de sens inverse et compensatoire. Toutefois tout conduit à penser que les effets de rattrapage ne sont pas limités au seul domaine de la consommation. Il est possible de trouver dans les effets de distorsion une cause profonde des effets de rattrapage.

B) *Les effets de distorsion :*

Il existe des relations d'interdépendance entre les différents secteurs de production d'une économie et des rapports de proportionnalité entre leurs productions. La structure des échanges interindustriels est stable. Elle est l'expression de relations de complémentarité et de substitution entre les produits des différents secteurs.

L'évolution de cet ensemble est lente. Les modifications internes sont le fruit d'une logique sinon d'une loi du développement économique. Or, les effets de distorsion dans l'évolution sectorielle ont pour conséquence de profondément modifier les relations d'interdépendance et les rapports de proportionnalité.

Ces modifications sont à la fois insupportables et temporaires dans leur origine. Elles sont insupportables parce qu'elles ne répondent pas à la logique interne du fonctionnement habituel du système ; elles ne sont pas le fruit d'une évolution mais arbitrairement massivement et autoritairement imposées de l'extérieur par l'Etat en vue d'atteindre un résultat déterminé. Elles sont de ce fait temporaires dans leur origine. En effet, l'Etat favorise l'expansion des secteurs stratégiques au détriment des secteurs fabriquant des biens de consommation aussi longtemps que dure la guerre. Avec la fin des hostilités cesse la priorité des secteurs produisant des biens militaires.

Parce que leur origine est temporaire et artificielle et parce qu'ils sont insupportables, en partie au moins, dans leurs conséquences, les effets de distorsion apparus au cours de la guerre donnent naissance à des effets inverses et compensatoires.

Ainsi la guerre engendre un certain nombre de conditions qui pour beaucoup sont insupportables en temps de paix. Il reste à savoir si la période de rattrapage restaure par réaction totalement ou en partie les conditions détériorées et différées.

§ 2 : Rattrapage et rétablissement de conditions « normales »

Ce n'est pas sans raison que l'on parle de crise de reconversion au lendemain de chaque guerre. La reconversion est le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix. Elle marque le début de la période de rattrapage, c'est-à-dire la fin des restrictions autoritaires et des distorsions artificielles et imposées.

A) *La fin des restrictions arbitraires :*

La justification profonde des restrictions en temps de guerre tient à la nécessité où se trouve l'Etat d'affecter la plus grande partie de la production nationale à la satisfaction des besoins militaires au détriment de ceux de la consommation. Les hostilités terminées, l'affectation autoritaire d'une partie de la production à des fins de destruction n'est plus justifiée et ne serait pas acceptée. Toute la production est consacrée à satisfaire directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, les besoins de consommation. Cela ne signifie pas que la demande soit immédiatement satisfaite et qu'il n'y ait plus aucune restriction. Cela signifie simplement que l'effort de production est totalement consacré à la satisfaction de la demande.

B) *La fin des distorsions imposées :*

Le jeu habituel des mécanismes économiques peut entraîner des distorsions entre différents secteurs. On dit alors que la croissance est déséquilibrée, qu'elle n'est pas harmonisée. Ce déséquilibre est parfois durable ; il reste que son origine est endogène, elle est le fait du fonctionnement plus ou moins désajusté des différents secteurs.

Les distorsions caractéristiques des périodes de guerre ont quelquefois une origine endogène. Elles sont le plus souvent le fruit d'une volonté étatique favorisant délibérément l'activité de certains secteurs au détriment de celle de certains autres moins importants en de telles circonstances.

La période de reconversion est bien celle d'une « démobilisation » de l'économie, mais c'est aussi celle au cours de laquelle est entrepris le rajustement des différents secteurs, où sont compensées les distorsions engendrées par la guerre. Elle est en cela une période ou le début d'une période de rattrapage.

Nous n'avons retenu que deux phénomènes particulièrement caractéristiques de la période de guerre pour présenter la thèse du rattrapage et le principe de compensation. Certains ne sont pas éloignés de penser que l'application du principe de réaction ou de compensation est beaucoup plus systématique au cours de la période de rattrapage.

§ 3 : L'hypothèse du rattrapage systématique

Lorsqu'une idée est érigée au rang de principe d'explication, elle se voit doter d'un pouvoir surprenant, celui de tout expliquer, même ce pourquoi elle n'est d'aucun secours. Il semble que la thèse du rattrapage ait bénéficié de cette faculté et ait systématiquement été employée pour expliquer tous les phénomènes de l'immédiat après guerre. Quel est le contenu d'une telle hypothèse ? Quelles peuvent être les justifications historiques ?

A) *Contenu de l'hypothèse :*

L'hypothèse du rattrapage systématique semble avoir un double contenu.

— En premier lieu, le principe de compensation ou de réaction s'appliquerait dans tous les domaines. C'est-à-dire qu'il se produirait un rajustement général de tous les ensembles et que l'évolution des flux tendrait à ce rajustement. La consommation, la production, les importations, les exportations, les investissements et l'épargne supporteraient les effets de cette réaction compensatoire. Tous les effets immédiats de la guerre ayant un caractère inhabituel (2) seraient progressivement éliminés. Il existerait non seulement un lien de causalité entre effets immédiats et effets de rattrapage mais aussi un lien « d'intensité ». On est ainsi conduit à penser que les effets de rattrapage sont les symétriques inversés des effets immédiats. La diversité des effets immédiats selon les guerres et les pays belligérants se prolonge par la diversité des effets de rattrapage.

— En second lieu, il semble que la thèse du rattrapage ne soit pas uniquement proposée comme explication de l'évolution d'après-guerre. Certains auteurs ne sont pas loin de penser sinon de prétendre que les effets de rattrapage se manifestent au lendemain de toute crise quelle que soit son origine.

Lorsque Abramovitz (3) soutient la thèse en vertu de laquelle à une violente dépression fait suite une violente expansion, il admet implicitement que les premières années d'expansion ont pour effet sinon pour but de combler le retard de croissance provoqué par la dépression antérieure. Si d'une simple analyse purement descrip-

(2) L'inhabituel étant défini par rapport à la période d'avant-guerre.

(3) Cf. *Hearings, Before the joint economic committee.* Congrès des Etats-Unis, 1re session du LXXXVIe Congrès, 2e partie, p. 411 et suivantes, p. 461.

tive nous tentons de passer à une analyse que l'on souhaite explicative, il faut faire du lien d'antécédence un lien de causalité. C'est parce qu'il y a eu une violente dépression qu'il y a une violente expansion. Il y a non seulement correspondance de degré, mais aussi des mécanismes. L'origine de l'expansion rapide se trouve, en partie du moins, dans la violence et la nature de la dépression.

Les effets de rattrapage seraient systématiques aussi bien en ce qui concerne leur domaine d'application qu'en ce qui concerne les périodes qu'ils caractérisent. Dès l'instant où se produit une perturbation d'origine endogène ou exogène, l'ensemble de l'économie réagirait pour éliminer les effets néfastes de cette perturbation.

Sans vouloir discuter de la validité du fondement théorique de cette thèse et de sa généralisation systématique, nous sommes fondés à nous demander si elle trouve dans l'histoire économique quelques justifications lui assurant un support minimum.

B) *Justifications historiques :*

Deux justifications historiques peuvent être apportées à l'appui de la thèse du rattrapage systématique.

— Tout d'abord, tout porte à croire que les effets de rattrapage ont été beaucoup plus intenses après la seconde guerre mondiale qu'avant. Il suffit en effet de comparer l'évolution de l'économie française au lendemain des deux guerres pour parvenir à cette conclusion. Les effets immédiats entraînés par la guerre de 1939 furent beaucoup plus intenses que ceux provoqués par la grande guerre. Ce fait plaide en faveur de la thèse du rattrapage systématique puisque à des effets immédiats d'intensité différente correspondent des effets de rattrapage également d'intensité différente.

— Ensuite, à la diversité des effets immédiats dans les différents pays belligérants correspond une même diversité des effets de rattrapage. Les effets immédiats entraînés par les deux guerres mondiales en France et aux Etats-Unis sans être de nature différente furent d'intensité très variable. Or, dans la conclusion du chapitre précédent, nous avons remarqué que les modifications au lendemain des deux guerres furent assez différentes en France et aux Etats-Unis. Cette différence est le plus souvent une différence d'intensité, ainsi la hausse du revenu national après 1945 fut plus rapide en France qu'aux Etats-Unis. Au cours de la guerre, le revenu national avait diminué en France, il avait augmenté aux Etats-Unis. Cette évolution différente des revenus nationaux au cours des hostilités est à l'origine des écarts compensatoires enregistrés après guerre.

On a, jusqu'à présent, admis de façon implicite, que les effets de rattrapage avaient pour but de rétablir des conditions perturbées par la guerre ou d'établir une situation différée du fait des hostilités. C'est donc supposer que la période de rattrapage est essentiellement une période transitoire et temporaire. Comment, pourquoi et à quel moment affirmer que cessent les effets de rattrapage ?

Sous-section II : La fin de la période de rattrapage

Si donner une définition de la période de rattrapage ne présente pas de difficultés graves, celles-ci deviennent tout autres lorsqu'il s'agit de savoir à quel moment « sont rétablies les conditions d'avant-guerre » ou est « établie une situation différée du fait de la guerre ». Tout le problème réside dans le fait de déterminer une situation de référence significative et mesurable.

§ 1 : Détermination d'une situation de référence

La période de rattrapage est terminée lorsqu'est atteinte une situation dite de référence et dont la détermination plus ou moins arbitraire la rend plus ou moins significative.

Deux possibilités s'offrent pour choisir une situation de référence, ou l'on prend en considération la situation d'une année jugée caractéristique, ou bien est choisie comme significative la situation qui aurait prévalu s'il n'y avait pas eu la guerre. L'une et l'autre possibilités ne sont pas sans inconvénients. Il semble pourtant que la seconde soit moins défectueuse que la première.

A) *Choix d'une année particulière :*

Lorsque l'on choisit comme critère de référence une situation particulière prévalant au cours d'une année jugée caractéristique, on se soumet à tous les inconvénients de l'arbitraire et de la fixité. Les inconvénients tenant à l'arbitraire du choix effectué sont trop connus pour que l'on y insiste. L'année de référence peut être soit exceptionnellement bonne ou inversement, dans les deux cas, la comparaison est faussée soit par excès, soit par défaut. Quand une telle solution est adoptée, l'année de référence qui est le plus souvent choisie est celle précédant la déclaration de guerre, en France, 1938 semble être une année de prédilection pour les statisticiens qui calculent la majorité des indices avec 1938 comme base 100.

Les inconvénients tenant à la fixité ont été moins décrits. Lorsque l'on adopte une année comme élément de référence, on choisit comme critère de détermination un niveau, un moment d'une évolution. Ce qui, implicitement, suppose que l'on fait totalement abstraction de ce qui s'est passé au cours des années d'avant guerre et de guerre. Il y aurait eu une sorte de stabilisation ou d'uniformisation des conditions d'avant guerre. La période de guerre est considérée comme n'ayant jamais existé. Cette attitude a quelques similitudes avec celle d'un monteur de cinéma. Dans un film, les images qui sont jugées mauvaises ou devoir être censurées

sont coupées, puis les deux extrémités du film sont raccordées. Choisir une année antérieure à la déclaration de guerre comme terme de référence revient à faire une coupure dans le film de l'évolution économique et à tenter un raccord 1914-1925 par exemple, 1925 étant l'année où le niveau de consommation ou de revenu est le même qu'en 1914. La décennie 1915-1924 est ainsi effacée de la carte du temps, en 1925 la croissance peut reprendre comme si rien ne s'était passé ; les hommes ont seulement vieilli de dix ans.

Graphiquement, la période de rattrapage se déterminerait de la façon suivante dans le cas du revenu national par exemple :

t_0 : niveau du revenu national l'année de la déclaration de guerre.
t_1 : fin de la guerre, début de la période de rattrapage.
t_2 : fin de la période de rattrapage.

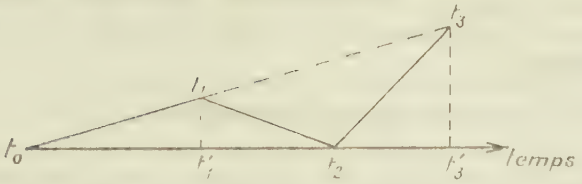
En t_2 le revenu national a atteint le niveau qui était le sien l'année de la déclaration de guerre.

La détermination d'une telle situation de référence est trop peu significative pour que l'on puisse faire autre chose que des comparaisons. Il est impossible de parvenir à des conclusions ne souffrant d'aucun vice rédhibitoire originel. Est-il possible de déterminer une situation qui soit plus significative ?

B) *Extrapolation d'une situation de référence :*

Déterminer une situation de référence par extrapolation revient à déterminer une situation qui aurait pu prévaloir si la guerre n'avait pas eu lieu et si l'évolution de la période antérieure à la déclaration de guerre s'était maintenue.

Pour admettre que l'évolution antérieure à la déclaration de de guerre ait pu se maintenir il faut supposer qu'elle a la force d'une tendance. Nous sommes ainsi ramenés au problème de la détermination d'une tendance. Il faut que la période d'avant guerre prise en considération soit suffisamment longue pour que l'évolution qui la caractérise ait les signes d'une tendance, c'est-à-dire qu'elle soit durable et irréversible. Il semble que l'on doive choisir une décennie comme période minimale à partir de laquelle soit établie une tendance servant de base d'extrapolation. Nous dirons alors que la période de rattrapage est terminée lorsqu'est atteinte la ligne de tendance extrapolée. Graphiquement, la détermination de la fin de la période de rattrapage peut se représenter de la manière suivante :



t_0t_1 : tendance pour la décennie d'avant-guerre.
t_1t_2 : période de guerre (t'_1, déclaration de guerre ; t_2, armistice).
t_1t_3 : tendance extrapolée.
t_2t_3 : période de rattrapage.

Une telle méthode de détermination de la fin de la période de rattrapage n'est pas sans présenter quelques inconvénients.

Le principal est celui propre à toute prévision à moyen terme. Pour qu'une extrapolation couvrant une décennie environ ne soit pas totalement dépourvue de signification, il est indispensable de faire l'hypothèse en vertu de laquelle l'évolution moyenne ayant caractérisé les dix dernières années se maintiendra (se serait maintenue) sans modification majeure au cours de la décennie couverte par la prévision. Une telle hypothèse est sans nul doute limitative, surtout lorsqu'il s'agit de comparer une situation effectivement réalisée et une situation qui aurait pu l'être. Pourtant, certaines critiques comme celle consistant à affirmer qu'il aurait pu se produire une crise dont la violence aurait eu des conséquences plus intenses que celles entraînées par la guerre et la reconversion, nous semble puérile et fort peu significative.

Nous adopterons quant à nous cette méthode de détermination qui en plus de ses avantages théoriques (tenir compte de la tendance) nous offre celui de pouvoir tenter de mesurer effectivement la durée d'une période de rattrapage.

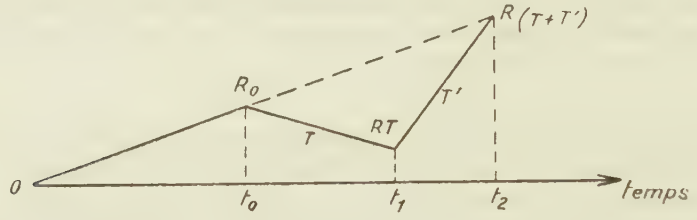
§ 2 : Essai de mesure d'une période de ratrapage

Il n'existe pas une seule période de rattrapage. Il nous semble plus judicieux de parler de plusieurs périodes de rattrapage. Il est autant de périodes de rattrapage qu'il est d'agrégats ou d'ensembles dont l'évolution est significative et caractéristique de l'évolution de l'économie dans sa totalité. Pas plus qu'il n'y a un seul indicateur de croissance, il n'y a une seule fin de la période de rattrapage. Tout est fonction du choix qui est fait de l'indicateur jugé le plus caractéristique. En l'occurence, ce peut être le revenu national. Selon les indicateurs choisis et malgré les différences qui s'ensuivent, les diverses périodes de rattrapage sont étroitement dépendantes les unes des autres et les écarts de durée ne sont pas tellement lourds de signification.

Comment mesurer une période de rattrapage ? Il faut établir une formule et voir dans quelle mesure elle peut être numériquement appliquée.

A) *Etablissement d'une formule de mesure :*

En raisonnant sur le cas du revenu national, il faut établir une relation entre l'évolution de cet agrégat au cours des trois périodes considérées. Graphiquement, la relation est la suivante :



t_0 : déclaration de guerre.
$0t_0$: période d'avant-guerre servant de base d'extrapolation.
t_1 : fin de la guerre.
t_2 : fin de la période de rattrapage.
$t_0t_1 = T$ = durée de la guerre.
$t_1t_2 = T'$ = durée de la période de rattrapage.
R_0 : revenu national au moment de la déclaration de guerre.
R_T : revenu national à la fin de la guerre.
$R_{(T+T')}$: revenu national à la fin de la période de rattrapage.

Hypothèses :

Nous supposons que la croissance (ou la décroissance) s'effectue à taux constant pour chacune des trois périodes considérées :

i_1 : taux de croissance d'avant guerre ;
i_2 : taux de croissance au cours de la guerre ;
i_3 : taux de croissance d'après-guerre.

De plus, i_1 est considéré comme le taux de croissance de tendance à partir duquel nous extrapolons le revenu qui aurait été atteint s'il n'y avait pas eu la guerre.

Equations :

$$[1] \quad R_{(T+T')} = R_0 e^{i_1 (T+T')}$$
$$[2] \quad R^{(T+T')} = R_T e^{i_3 T'}$$
$$[3] \quad R^T = R_0 e^{i_2 T}$$

En remplaçant dans [2] R par sa valeur dans [3] nous avons :

$$[4] \quad R^{(T+T')} = R_0 e^{(i_2 T + i_3 T_i)}$$

En égalisant (1) et (4) nous avons :

$$[5] \qquad R_0 e^{i_1(T+T')} = R_0 e^{(i_2 T + i_3 T')}$$

Nous pouvons simplifier par R_0 et e, ce qui conduit à conclure que les exposants de e sont égaux, par conséquent :

$$[6] \qquad i_1(T + T') = i_2 T + i_3 T'$$

En développant nous trouvons :

$$T'(i_3 - i_1) = (i_1 - i_2)T$$

$$\boxed{T' = \frac{(i_1 - i_2)}{(i_3 - i_1)} T}$$

Nous avons ainsi une formule permettant de calculer la durée de la période de rattrapage pour un agrégat considéré. Il est possible de dissocier cet agrégat ou d'en choisir un autre ; dans tous les cas, le principe d'établissement de la formule reste le même.

B) *Application numérique :*

Il est possible de calculer la durée de la période de rattrapage pour le revenu national français après la première guerre mondiale.

$$T = 4 \text{ ans} ;$$
$$i_1 = + 2{,}2\ \% ;$$
$$i_2 = - 7{,}8\ \% ;$$
$$i_3 = + 4{,}7\ \%.$$

$$T' = \frac{2{,}2 - (-7{,}8)}{4{,}7 - 2{,}2} 4 = \frac{10}{2{,}5} \times 4 = 16 \text{ ans}$$

La fin dela période de rattrapage se situerait aux environs de l'année 1934. Ce qui revient à dire que, de 1913 à 1934, la croissance du revenu national français se serait effectuée au taux annuel moyen de 2,2 %.

Pour la seconde guerre mondiale, le calcul est le suivant :

$$T = 5 \text{ ans}$$
$$i_1 = + 1\%$$
$$i_2 = - 8{,}4\%$$
$$i_3 = + 5{,}7\%.$$

$$T' = \frac{1 - (-8{,}4)}{5{,}7 - 1} = \frac{9{,}4}{4{,}7} \times 5 = 10 \text{ ans}$$

On peut donc admettre qu'en 1955 la période de rattrapage était terminée. Quelle est la signification économique de cette durée ?

C) *Interprétation économique :*

La durée de la période de rattrapage dépend de T, de la durée de la guerre et des taux de croissance de chacune des trois périodes considérées.

T, i_1 et i_2 sont donnés, par contre, il faut expliquer i_3.

On peut faire l'hypothèse en vertu de laquelle le coefficient de capital reste le même au cours des trois périodes sous étude. Il est possible d'utiliser la formulation de la croissance présentée par Harrod. Nous aurons :

$$i\,C = s_1 \qquad i_2C = s_2 \qquad i_3C = s_3$$

s_1, s_2 et s_3 étant les propensions à épargner au cours des trois périodes. On peut écrire $\frac{i_1}{i_3} = \frac{s_1}{s_3}$, le rapport des taux de croissance avant et après guerre est égal au rapport des propensions à épargner pour les mêmes périodes. Dans la formule, il est possible de remplacer i_1, i_2 et i_3 par s_1, s_2 et s_3 puisque

$$i_1 = \frac{s_1}{C}\ ,\ i_2 = \frac{s_2}{C} \text{ et } i_3 = \frac{s_3}{C}.$$

Nous sommes conduits à conclure que la période de rattrapage sera d'autant plus brève que la propension à épargner après guerre sera plus élevée comparativement à ce qu'elle était avant guerre. Nous sommes en fait au cœur du problème car on ne peut accepter cette conclusion sans poser la question de savoir de quelle façon va être déterminée cette propension à épargner, quel emploi sera fait de l'épargne réelle ainsi dégagée ?

A ces questions, certains partisans de la thèse du rattrapage ne peuvent répondre, puisqu'ils se contentent de proposer cette thèse sans aucune justification analytique.

SECTION II : JUSTIFICATION ANALYTIQUE DE LA THESE DE RATTRAPAGE

On admet aisément que la période d'après-guerre soit l'occasion de restaurer des conditions économiques « normales ». L'explication selon laquelle c'est dans le principe de réaction ou de compensation qu'il faut trouver l'origine des effets de rattrapage est analytiquement trop ambiguë et imprécise pour que l'on ne s'interroge pas sur le fait de savoir quelle est la cause profonde de ce mouvement globalement qualifié de rattrapage et qu'est-ce qui en détermine la durée.

Au principe de réaction doit être combiné un principe plus connu des économistes : celui d'accélération. La période de rattra-

page n'est-elle pas une période au cours de laquelle joue en grand le mécanisme d'accélération, du fait même que l'économie redevient une économie dans laquelle la demande de biens de consommation est à nouveau le but ultime de l'activité ? Dès lors, c'est l'offre qui permettra de satisfaire immédiatement ou de différer encore une demande exacerbée.

Sous-section I : La demande, cause véritable du phénomène

Du point de vue de la croissance, le phénomène le plus caractéristique est la hausse du revenu national. Dans des économies ayant atteint un certain niveau de développement, ce que F. List appelle la maturité, la demande est une des causes profondes de cette hausse. Les entrepreneurs ne sont plus préoccupés par la recherche de débouchés en voie de saturation. Qu'importe les modifications des types d'organisation et des relations économiques internationales si la demande étant saturée, l'augmentation de la production n'est plus souhaitée ni souhaitable. C'est parce que la demande est après guerre particulièrement vigoureuse que la croissance est rapide. La guerre a en effet modifié la capacité et la volonté d'acheter des consommateurs. Quels sont les faits qui rendent durablement vigoureuse la demande d'après guerre. Il semble qu'il faille prendre en considération une modification de la fonction de demande par rapport au revenu et un changement dans le comportement de l'ensemble des consommateurs.

§ 1 : Modification de la fonction de Demande par rapport au revenu

On peut admettre qu'il existe une fonction de demande individuelle et une fonction de demande globale. La première a pour but de faire apparaître et de mesurer les liaisons existant entre la demande et le montant du revenu. La seconde mesure les mêmes liaisons mais du point de vue global, ce qui a pour conséquence de prendre en considération la répartition du revenu national.

A) *La fonction de demande individuelle :*

On admet généralement que la demande pour une période considérée (t) dépend du revenu de cette période, de celui de la période passée ($t - 1$) et de la période à venir ($t + 1$). La fonction de demande peut s'écrire : $D_t = f(Y_{t-2}, Y_t, Y_{t+1})$, Y étant le revenu.

La guerre a amplifié l'importance du revenu antérieurement perçu. En effet, les restrictions imposées aux consommateurs au cours de la guerre ont pour conséquence de gonfler artificiellement les disponibilités monétaires. Il existe, à la fin des hostilités, une épargne monétaire qui au cours de la période de rattrapage accroît le revenu monétaire disponible des consommateurs.

Par conséquent, du fait de l'existence d'une épargne monétaire antérieurement et artificiellement constituée, la capacité d'acheter est dans les premiers mois de la période de rattrapage du moins, supérieure à celle accordée par les revenus de la période considérée.

Cet accroissement, dû à un $(Y_{t}-_{n})$, est amplifié du fait de l'anticipation, c'est-à-dire que la demande dépend du revenu escompté pour la période future.

Le mécanisme est le suivant : les besoins de consommation étant particulièrement intenses, les consommateurs s'efforcent d'augmenter leur pouvoir d'achat, ayant épuisé leurs ressources disponibles, ils envisagent d'utiliser les ressources que leur offre le crédit. La demande de crédit est fonction du volume de revenu escompté. Or, le montant du revenu attendu sera d'autant plus élevé que l'élasticité d'anticipation est grande et que la hausse antérieure du revenu est importante.

Les conditions d'après-guerre sont particulièrement favorables à des anticipations amplificatrices. Les revenus monétaires augmentent rapidement et l'euphorie des lendemains de guerre porte à croire que cette hausse se maintiendra longtemps encore, s'accélérera peut-être. Ainsi, la demande de crédit sera importante.

L'existence d'une épargne monétaire et l'anticipation optimiste des revenus tendent à amplifier la demande individuelle. Les modifications dans la répartition des revenus ont des conséquences sur la demande globale.

B) *Modification de la demande globale :*

Il n'y a pas une fonction de demande unique, tout du moins est-elle arbitraire et peu significative. On peut à la rigueur admettre qu'il existe une fonction de demande pour chaque catégorie de revenus ou pour chaque niveau de revenu. La demande globale varie en fonction de la répartition des revenus. Il n'est pas indifférent du point de vue de la consommation globale que la répartition soit égalitaire ou fortement inégalitaire. Le volume de la consommation et les produits consommés sont différents selon la distribution des revenus. La guerre a entraîné deux modifications dans la répartition des revenus, deux modifications dont les effets concordent pour rendre plus égalitaire la distribution des revenus. Quelles sont ces modifications ?

— En premier lieu, le nombre de titulaires de revenus est plus élevé après guerre qu'il ne l'était avant l'ouverture des hostilités. Nous avons montré que l'augmentation du volume de la main-d'œuvre pendant la guerre avait des effets de rémanence souvent intenses. Ce phénomène a pour conséquence de rendre plus égalitaire la répartition des revenus. En effet, pour un revenu global donné, la part attribuée à chaque catégorie (« socio-professionnelle ») est en partie fonction de son pouvoir de discussion. Il est évident que ce sont les catégories dont l'activité est parti-

culièrement importante qui obtiennent une part fort élevée du revenu global. Le fait d'être effectivement occupé et de participer directement au processus de production crée un pouvoir compensateur, c'est-à-dire augmente l'égalisation de la répartition.

— En second lieu, nous avons constaté que l'éventail des salaires est plus restreint après guerre. La différenciation des rémunérations est moins accentuée. Cette égalisation progressive des taux de salaire est accélérée pendant la guerre puisque l'importance relative du manœuvre ou du manutentionnaire augmente par rapport à celle du contremaître ou du chef de service.

Par conséquent, la guerre, en augmentant le nombre de titulaires « directs » de revenu et en accélérant la fermeture de l'éventail des salaires, accentue l'égalisation de la répartition des revenus entre chaque catégorie socio-professionnelle et à l'intérieur de chacune d'elle.

Ce fait a pour conséquence de modifier l'intensité et la composition de la demande globale. Tout laisse penser que la demande d'après-guerre est plus intense qu'elle n'aurait été pour le même niveau de revenu s'il n'y avait pas eu la guerre. De plus, les produits demandés sont différents. On peut admettre qu'il y a une modification de la demande non seulement par rapport au revenu mais aussi par rapport aux prix. La caractéristique nouvelle tient au fait que la demande est de plus en plus rigide. Les raisons expliquant cette rigidité accrue de la demande par rapport aux prix tiennent aux modifications de la répartition du revenu national qui accroît l'importance des catégories de revenu modeste ; elles tiennent également aux changements intervenus dans le comportement de l'ensemble des consommateurs.

§ 2 : Modification du comportement des consommateurs

Les guerres, surtout la seconde, ont eu sur le comportement collectif des consommateurs deux conséquences principales : elles ont créé tout d'abord une atmosphère d'incertitude qui tendit à exacerber la demande, elles ont accentué le rôle tenu par les femmes.

A) *Climat d'incertitude :*

La volonté d'acheter des consommateurs dépend de la confiance qu'ils ont dans l'avenir et dans la monnaie.

En 1939, comme en 1914 d'ailleurs, les hommes se sont battus, convaincus ou pour se convaincre que cette guerre était la dernière. Qu'ils fussent ou non certains de la véracité de cette proposition, leur comportement au lendemain de l'une et l'autre guerre relève plus du « carpe diem » que d'une confiance béate dans un avenir atomisé ou simplement indéterminé. La seconde guerre mondiale a multiplié les interrogations parfois angoissées du lendemain.

On peut regretter, analyser, romancer peut-être, cette fureur de vivre qui s'empare des « jeunes » générations au lendemain des guerres et cette disparition de la notion d'économie (épargne) chère à certains. Ce fait existe dans toute sa brutalité avec toutes les conséquences qu'il comporte. Ce sujet concerne plus la littérature sociologique et romancée que la littérature économique.

Plus importante nous semble être la perte de confiance dans la monnaie. La hausse accélérée des prix au cours de la guerre et après la fin des hostilités, la dégradation progressive du pouvoir d'achat de la monnaie, font que les consommateurs hésitent à constituer une épargne monétaire dont la valeur en termes réels devient dérisoire quelques mois après.

La hausse durable des prix crée toutes les conditions pour que l'ensemble des consommateurs soient convaincus que l'évolution antérieure se maintiendra dans le même sens au cours de la période à venir, c'est-à-dire que leur élasticité d'anticipation (4) est positive, elle est souvent supérieure à 1 s'ils envisagent une accélération de la hausse des prix. Il s'ensuit que, sans qu'il y ait fuite devant la monnaie, la vitesse de circulation de celle-ci augmente, ce qui pèse sur la demande.

Ainsi l'incertitude de l'avenir et la perte de confiance dans la monnaie ont pour effet d'amplifier la volonté d'acheter des consommateurs. Ce phénomène est accentué du fait du rôle tenu par les femmes.

B) *Le rôle tenu par les femmes a pour effet d'amplifier la demande :*

Hegel prétend que les femmes ont des idées mais n'ont pas d'idéal. Sans adopter la seconde partie de cette proposition, on ne peut que partager sans réserve la première partie. Chacun sait qu'en matière de consommation les femmes ont des idées à la fois nombreuses et variées. Si, en ce domaine, la guerre ne leur suggère pas de nouvelles idées, elle leur fournit l'occasion d'en concrétiser quelques-unes.

Nous avons remarqué que l'augmentation du volume de la main-d'œuvre est principalement le fait d'un accroissement de l'emploi féminin. Non seulement un plus grand nombre de femmes ont travaillé pendant la guerre, mais elles ont continué à occuper un emploi après que les hostilités eurent cessé. Cet essor du travail féminin est particulièrement intense au cours et au lendemain des guerres. Les femmes deviennent ainsi personnellement titulaires d'un revenu. Ce fait modifie quelque peu leur attitude de consommatrices ; non seulement le budget des ménages a augmenté de volume, mais les femmes en consacrent une partie à des achats soit spécifiquement féminins, soit ménagers. La demande est par conséquent intensifiée et de composition différente.

---

(4) Elasticité d'anticipation $\varepsilon = \frac{\Delta P_p}{\Delta P_e} = \frac{\text{variation des prix prévus}}{\text{variation des prix enregistrés}}$

Toutes les conditions sont réunies pour que la demande soit particulièrement vigoureuse dans l'immédiat après-guerre. La force de la demande est autonome et c'est en cela qu'elle est la cause du mouvement de rattrapage. On peut supposer un cas limite pour lequel le volume total de la demande serait D. Pour qu'une telle demande soit satisfaite, il faudrait que le revenu national soit R. En supposant, ce qui est —nous le savons — exorbitant, que cette demande reste constante, nous pouvons admettre que le revenu national augmentera jusqu'à atteindre R. Dans l'immédiat après guerre, la demande est D, mais le revenu est nettement inférieur à R. Par conséquent, aussi longtemps que le revenu R ne sera pas atteint, la demande D sera considérée comme le moteur profond de la croissance et il pourra y avoir croissance.

Il serait vain de ne considérer que la demande pour expliquer le mouvement de rattrapage caractéristique de l'après-guerre. Ce mouvement se définit par son intensité et par sa durée. Nous avons montré qu'il existe une liaison étroite et logique entre durée et intensité. La durée est inversement proportionnelle à l'intensité. Il reste à expliquer pour quelles raisons les périodes de rattrapage ont des durées différentes après chaque guerre et dans les divers pays belligérants. On ne peut répondre à cette question en prétextant la différence d'intensité de la demande. En effet, la demande est la cause nécessaire de la croissance ; elle n'en est pas la cause suffisante. Il existe dans tous les pays sous-développés une demande insatisfaite très importante. Il n'en reste pas moins que le taux de croissance est dans certains d'entre eux très faible. Si les entrepreneurs n'augmentent pas leur production lorsque la demande est stationnaire, le fait quelle soit très importante n'implique pas que l'accroissement de la production soit possible et réalisable. La croissance exprime une augmentation effective de la production. L'enchaînement est le suivant : la demande en expansion incite les entrepreneurs à produire davantage, c'est en cela qu'elle est la cause de la croissance et c'est l'accroissement effectif de la production qui fait la croissance, c'est-à-dire qui en détermine le taux.

Quels sont les facteurs déterminant l'intensité de la croissance au cours de la période de rattrapage ? Quels sont ceux qui font que cette période est plus ou moins longue ?

Sous-section II : L'offre détermine la durée de la période de rattrapage

La période de rattrapage est d'autant plus brève que le taux de croissance est élevé. Le taux de croissance dépend essentiellement de l'évolution du volume de la production. Sous quelles conditions le taux de croissance peut-il être élevé ? Supposons une économie dans laquelle existe une capacité de production excé-

dentaire (chômage et suréquipement), admettons qu'il y ait une augmentation brutale de la demande. Rien ne s'oppose à ce que l'augmentation de la production ne soit immédiate et intense dans la mesure de l'excédent de capacité. On peut même admettre que jusqu'au plein emploi, la totalité de l'augmentation de production est consacrée à la consommation. Il peut se faire, et c'est le cas habituel, que cette augmentation de production ne soit pas suffisante, dès lors joue l'effet d'accélération puisque nous avons atteint le plein emploi. En ce point, le taux de croissance sera vraisemblablement moins élevé puisqu'il existe des contraintes techniques qui font que l'augmentation de la production doit être précédée d'un accroissement de la capacité de production. Le plein emploi détermine le taux de croissance.

Les solutions apportées aux problèmes posés par cette situation, les moyens et les manières de dépasser ou de surpasser le plein emploi conditionnent l'allure et l'intensité de la croissance à venir.

Les conditions de l'immédiat après-guerre favorisent-elles une croissance rapide ? La production est-elle on non susceptible de croître immédiatement et rapidement ? Si la situation économique est une situation de plein emploi, de quelle manière est résolu le problème consistant à augmenter la capacité de production ; en d'autres termes, quels sont les besoins en investissements et les investissements réalisés ?

§ 1 : Rigidité de la production dans l'immédiat après-guerre

La production est rigide lorsqu'il est impossible d'accroître son volume immédiatement et rapidement, c'est-à-dire lorsque l'économie est dans son ensemble en situation de plein emploi alors qu'il existe une demande importante insatisfaite. Le plein emploi n'est pas la seule cause de rigidité. Il en existe d'autres tenant par exemple aux difficultés d'approvisionnement en matières premières. Ces dernières sont souvent moins contraignantes et moins durables que celles imputables au plein emploi.

La rigidité de la production est différente dans l'agriculture et dans l'industrie.

A) *Rigidité de la production agricole* (5) :

Il existe des facteurs de rigidité qui sont « naturels » et tiennent à l'annualité des récoltes et à la loi des rendements décroissants. Ils ne sont pas en rapport direct avec la guerre. Il est d'autres facteurs de rigidité directement imputables à la guerre. Ce sont l'exode rural et la détérioration des prix agricoles par rapport à l'ensemble des autres prix.

(5) Cf. 1re partie, chapitre III : « Conclusion de la Section I ».

L'exode rural fut particulièrement intense, surtout en France, au lendemain des deux guerres. Ce sont uniquement les « jeunes » qui abandonnent la terre. Or, ce sont eux dont le dynamisme et la productivité sont le plus élevés. Il est douteux que les agriculteurs âgés aient l'énergie, la force et la volonté suffisantes pour accroître leur production et améliorer leurs méthodes.

Ils y seront d'autant moins incités que pour un temps les prix des produits agricoles font l'objet de mesures de contrôle. L'opinion selon laquelle les agriculteurs ont « profité » de la guerre est couramment répandue. A la fin de la guerre, leur situation se détériore mais pas suffisamment pour les conduire à accomplir un effort violent de production. Dans les pays anglo-saxons où la productivité fut fortement accrue pendant la guerre, il était difficile de réaliser des progrès sensibles dans l'immédiat après guerre. Il existait par conséquent une rigidité certaine de la production.

De plus, la recherche d'un revenu minimum garanti conduit la plupart des agriculteurs à ne pas entreprendre de cultures nouvelles pour lesquelles ils ne sont pas assurés de trouver immédiatement un débouché rémunérateur.

La rigidité de la production agricole n'est véritablement ressentie que lorsqu'il s'agit de satisfaire une demande dont l'augmentation est plus intense et rapide que l'accroissement possible de la production. En matière de consommation de produits agricoles, tout laisse penser que les variations ne sont ni très intenses ni très brusques. Par conséquent la rigidité de la production agricole soulève rarement des problèmes soudains et insurmontables. Qu'en est-il de la production industrielle ?

B) *La rigidité de la production industrielle :*

La guerre a eu des effets plus profonds sur la production industrielle. Tout laisse penser que la production après guerre sera plus ou moins fonction de l'intensité, de la durée et des prolongements des effets de production et de distorsion provoqués par la guerre. On peut grossièrement admettre que la rigidité de la production industrielle a un double aspect, elle est à la fois globale et sectorielle. Dans un cas comme dans l'autre, la rigidité est absolue, c'est-à-dire que la production ne peut augmenter rapidement ; elle est également relative ce qui revient à dire que l'accroissement effectif de la production est insuffisant pour satisfaire la demande différée et la demande actuelle.

1. *Rigidité globale*

L'ensemble de la production industrielle de biens de consommation augmente à un taux qui peut être exceptionnellement élevé mais qui reste toutefois inférieur à ce qu'il pourrait être si l'industrie n'était pas en situation de plein emploi. Cette rigidité absolue apparaît d'autant plus contraignante qu'il existe une demande insatisfaite fort importante.

En dehors du fait que tout le capital de production est employé et qu'il est insuffisant, deux raisons supplémentaires viennent accroître cette rigidité. Il y a pénurie de main-d'œuvre et de matières premières.

— Il peut sembler paradoxal de soutenir que le manque de main-d'œuvre est une cause de rigidité de l'offre de produits industriels de consommation alors que le nombre de personnes effectivement employées dans l'économie augmente et qu'en France au moins l'exode rural accroît encore le volume de la main-d'œuvre industrielle. Les besoins en produits industriels de consommation sont particulièrement intenses. De plus, les destructions et partant, la reconstruction, mobilise une partie importante de la main-d'œuvre employée. Cette situation est propre aux pays qui ont à assurer la reconstruction ou la reconstitution d'une partie de leur capital national.

— Le manque de matières premières est sans doute un facteur de rigidité plus important encore que la pénurie de main-d'œuvre. En effet, il est toujours possible d'allonger la durée de la période de travail, il est impossible de fabriquer un produit quelconque si l'on ne dispose pas des matières premières nécessaires. Les même raisons, hormis l'insécurité, expliquent la pénurie de matières premières pendant et après la guerre. Les besoins en matières premières sont disproportionnés comparativement à la capacité nationale d'approvisionnement. Indépendamment de la capacité de production de l'économie nationale, les difficultés d'extraction, de transformation et d'importation des matières premières ralentissent le rythme de croissance de la production de produits industriels de consommation.

L'ensemble des industries fabriquant des produits de consommation ont supporté le contrecoup de la guerre, mais les effets de production et de distorsion n'ont pas été homogènes et semblables pour tous les secteurs ; il s'ensuit que les désajustements entre offre et demande varient de secteur à secteur.

2. *Rigidité sectorielle*

Il faut, parmi les industries produisant des biens de consommation, en distinguer deux catégories. La première catégorie est constituée par l'ensemble des industries dont la capacité de production a été utilisée à la production de matériel de guerre et qui ont souvent de ce fait connu une période d'expansion au cours de la guerre (secteur automobile, industries chimiques...). La seconde catégorie d'industries est constituée par l'ensemble de celles qui n'étant pas utilisables à la production de matériel de guerre n'ont produit au cours de cette période qu'un très faible volume de biens de consommation et ont ainsi enregistré une contraction certaine.

En ce qui concerne la contraction de la consommation des biens industriels, on peut grossièrement admettre qu'il y a eu une

certaine homogénéité. La demande différée ne variera qu'en fonction du taux de croissance de tendance. La période de rattrapage dépendra essentiellement du volume de l'offre. Or, le volume de l'offre sera très différent selon les catégories d'industries que nous avons ci-dessus définies. En effet, la capacité de production et les difficultés d'adaptation aux circonstances d'après-guerre sont profondément différents pour l'une ou l'autre catégorie d'industries.

Pour la première catégorie d'industries, celles ayant été utilisées à la production de matériel de guerre, les seuls problèmes qui surgissent à la fin de la guerre sont des problèmes de reconversion de la capacité de production. Beaucoup d'entre elles sont de dimension supérieure puisqu'elles ont dû réaliser des investissements de capacité afin d'assurer une production suffisante. La question se pose de savoir si le capital utilisé à la production de matériel de guerre ne devient pas brutalement obsolescent à la fin de la guerre. Sauf spécialisation très poussée, il n'en est pas ainsi et les problèmes de reconversion à l'intérieur d'une industrie ne sont pas insurmontables ; l'utilisation du capital existant est presque toujours possible. On peut trouver une preuve de la relative souplesse et abondance de l'offre de ces industries dans l'exemple offert par l'industrie automobile et les industries chimiques.

Les difficultés sont de nature et d'importance différentes lorsque l'on considère la seconde catégorie d'industries. Ces industries n'ont pas accru leur capacité de production pendant la guerre, elles ont au contraire connu toutes les difficultés financières résultant d'une contraction majeure d'activité. Il s'ensuit que leur potentiel et leur capacité de financement sont fortement amoindris à la fin des hostilités. Ces difficultés financières ont des répercussions et des prolongements durables. Ces industries ne peuvent rapidement augmenter leur capacité de production en réalisant les investissements nécessaires, de plus, le manque de liquidités les contraint à ne pas accorder des salaires aussi ou plus élevés que dans les autres secteurs. Comme la guerre a entraîné une différenciation des salaires jouant en faveur des industries de la première catégorie et portant un accroissement du volume de la main-d'œuvre au détriment des industries de la seconde catégorie, celles-ci souffriront donc d'une pénurie relative de main-d'œuvre qui accentue encore la rigidité de l'offre des produits qu'elles fabriquent.

Même si la main-d'œuvre était abondante et si les matières premières arrivaient à profusion sur le marché, il serait douteux que la production industrielle puisse augmenter plus rapidement. Il existe en effet une limite rigoureuse à l'accroissement de la production tenant au fait que le capital de production existant est pleinement employé et que l'expansion de la production de biens de consommation est soumise au préalable de l'accroissement de capacité.

Quels sont les besoins d'investissement après guerre ? Sont-ils assez pressants pour restreindre plus longtemps encore une consommation que la guerre a exacerbée ? Comment mesurer l'effort accompli par les pays belligérants en ce domaine ?

§ 2 : Les besoins en investissements

On ne peut définir l'investissement sans faire appel à la notion de plan. Le système économique est à la fois producteur et consommateur. En tant que producteur ou consommateur, il peut réaliser un investissement dont la signification ou l'importance dépendront du plan qu'il sert. Nous parlerons d'investissement lorsque l'opération réalisée a pour but soit d'accroître, soit de maintenir intacte la capacité de production de l'entreprise, du secteur ou de l'économie dans lequel cet investissement est réalisé.

Il est théoriquement possible de définir l'investissement autonome et linvestissement induit. Cette distinction est chère à Hicks. Lorsque l'on abandonne le domaine de la théorie pour celui de la mesure, les difficultés deviennent telles que la distinction devient illusoire ; il est en effet impossible de déterminer le montant des investissements relevant d'une décision autonome et celui des investissements induits par l'évolution du revenu national.

De même, il est théoriquement possible de définir les investissements qui sont imputables aux effets de rattrapage et ceux qui sont dûs soit au jeu de l'accélérateur, soit à des décisions autonomes fondées sur une prévision à plus ou moins long terme. Cette distinction théorique est difficilement mesurable pour deux raisons au moins. La première tient au fait que les décisions d'investir sont trop complexes pour que l'on puisse faire la part de ce qui revient aux effets de rattrapage ou à l'accélérateur. La seconde raison est d'ordre statistique, les données que l'on possède en ce domaine sont insuffisantes pour que l'on puisse mesurer les éléments constitutifs de cette distinction.

On peut toutefois admettre que les investissements différés ont dans l'immédiat après guerre un caractère autonome. Si nous ne pouvons mesurer la part des investissements autonomes (différés) et induits, il n'est pourtant pas impossible d'étudier les facteurs qui font que les uns et les autres sont particulièrement nécessaires.

L'intensité des besoins en investissements induits est imputable aux conditions exceptionnelles d'après-guerre. Toutes les hypothèses du principe d'accélération sont réunies. La demande est très élevée et l'économie est dans son ensemble en situation de plein emploi. Situation de plein emploi d'autant plus rapidement atteinte que les investissements différés sont élevés. Quels sont

les facteurs déterminant l'intensité des besoins en investissements différés ? Ces facteurs sont au nombre de trois :

Insuffisance des investissements de guerre

Diminution du capital national

Dépréciation accélérée du capital.

A) *Insuffisance des investissements de guerre :*

Quatre raisons concordent pour rendre insuffisants les investissements de guerre.

1. La *motivation* habituelle qui conduit le sujet économique à réaliser un investissement est le plus souvent la recherche d'un profit ou d'une sécurité accrus. Il est douteux qu'en une période de grands bouleversements, les entrepreneurs soient incités à pratiquer un investissement qui reste malgré tout un pari.

De plus, nous avons souligné la pénurie généralisée de main-d'œuvre et de matières premières ; dans ces conditions, il apparaît incertain que soient réalisés des investissements nets ayant pour but d'accroître la capacité de production de l'entreprise considérée, alors que tous les autres facteurs de production interdisent une augmentation du volume de production. On peut à la rigueur admettre que les entrepreneurs pratiquent quelques investissements de productivité.

Ce raisonnement est sans réserve valable pour les secteurs de l'économie qui sont en contraction pendant la guerre ; il doit être assoupli pour ceux qui sont en expansion.

2. *Les agents réalisant* des investissements en temps de guerre sont peu nombreux et particuliers. Il faut ici distinguer entre ce qu'il est accoutumé de qualifier d'investissements publics et investissements privés.

Deux raisons différentes conduisent le secteur public à réaliser des investissements pendant la guerre. Tout d'abord, les critères de rentabilité et d'amortissement sont différents dans ce secteur de ce qu'ils sont dans le secteur privé. La recherche du profit n'est pas déterminante, l'intérêt général est le plus souvent pris en considération.

Ensuite, en temps de guerre, ce sont les industries d'armement qui connaissent la plus forte expansion, dans tous les pays les industries fabriquant du matériel militaire relèvent économiquement du secteur public puisque c'est l'Etat qui passe commande et souvent alloue les facteurs de production. De plus, les nécessités du moment entraînent une intervention accrue et directe du secteur public en matière d'investissement.

Il serait pourtant erroné de penser qu'aucun investissement ne soit réalisé par et dans le secteur privé. Le secteur public ne peut seul assurer la totalité de la production de guerre. Nous avons constaté que seules les grandes entreprises dans les secteurs

intéressés bénéficiaient de l'impulsion de guerre. Tout laisse penser que seules ces grandes entreprises investissent, l'équipement nouveau qu'elles sont amenées à constituer est immédiatement spécialisé dans la production de guerre, puisque c'est la demande énorme de tels produits qui motive l'investissement.

Les petites entreprises des secteurs intéressés par la production de guerre, dans la mesure où elles ne bénéficiaient que très partiellement de l'impulsion accordée au secteur auquel elles appartiennent, n'auront pas tendance à accroître leur capacité de production.

Jusqu'à présent nous avons analysé deux facteurs limitatifs qui sont principalement dépendants du comportement des sujets économiques qui réalisent ou sont susceptibles de réaliser des investissements. Nous allons maintenant étudier le troisième facteur limitatif et qui tient non plus à la volonté des investissements mais à la capacité globale d'investissements durant la guerre.

3. *La capacité d'investir* doit être ici considérée du point de vue global et en termes réels. Il faut raisonner en termes globaux puisque l'économie nationale est dans sa totalité soumise aux conditions particulières créées par la guerre. De plus, le fait que les besoins militaires soient exorbitants et que le niveau de consommation atteint soit dans de nombreux secteurs le niveau incompressible, crée entre chaque secteur, entre chaque industrie, voire entre chaque entreprise, un lien d'interdépendance tel que l'investissement effectué dans une entreprise l'est au détriment d'une autre entreprise du même secteur ou d'un secteur différent.

La capacité d'investir doit être analysée en termes réels. Il peut arriver en effet que certaines entreprises disposent des capitaux suffisants pour effectuer un investissement, qu'elles aient la volonté de le réaliser, mais que l'offre de capital ou de biens d'équipement étant insuffisante cet investissement potentiel ne soit pas réalisé. Les biens capitaux constituent une partie de la production nationale, lorsque la quasi-totalité de cette production est employée à satisfaire les besoins de consommation et la demande de biens militaires, il ne reste presque rien à consacrer aux investissements.

Les investissements effectués sont ceux qui sont jugés indispensables à la poursuite de l'effort de guerre, leur caractère même définit les secteurs dans lesquels ils seront réalisés.

4. *Les secteurs* où sont effectués les investissements sont uniquement ceux qui bénéficient directement de l'impulsion de guerre. Or, nous avons remarqué qu'il est exceptionnel qu'un secteur produisant des biens de consommation appartiennent à cet ensemble en expansion. On est donc amené à penser que les industries fabriquant des produits de consommation ont rarement investi pendant la guerre. Dans ces industries au moins, les besoins

d'investissements seront particulièrement intenses à la fin de la guerre.

Le fait que les investissements réalisés pendant la guerre le soient dans des secteurs qui produisent le plus souvent des biens d'équipement et non de consommation a pour conséquence d'amplifier l'urgence des investissements après guerre et d'allonger ainsi la période de rattrapage si l'on suppose l'immobilité du capital.

En simplifiant et en schématisant le phénomène d'accélération, nous pouvons admettre qu'il se développe de la manière suivante. Le volume accru de la demande de biens de consommation étant supérieur à l'offre obtenue par le plein emploi de la capacité totale de production, il est nécessaire d'accroître celle-ci, et pour ce faire, de pratiquer un investissement de capacité. Ceci provoque une augmentation de la demande de biens d'équipement propres à ces secteurs. C'est ce que nous appellerons la phase un.

Dans une phase deux, l'accroissement de la demande de biens d'équipement destinés au secteur produisant des biens de consommation va provoquer dans le secteur fabriquant des biens d'équipement un investissement induit si ce secteur est en situation de plein emploi.

Il n'est pas impossible d'imaginer et d'admettre que le secteur produisant des biens d'équipement destinés aux industries de biens de consommation dépend quant à lui d'un troisième secteur lui fournissant ses propres biens d'équipement. On peut ainsi remonter la chaîne de production d'aval en amont. L'accroissement initial de demande se situe en aval et se répercute en s'amplifiant si le coefficient de capital augmente au fur et à mesure que l'on remonte la chaîne de production.

Il reste que l'accroissement de capacité du secteur situé en aval dépend de la production du secteur situé en amont. Si les investissements réalisés pendant la guerre l'avaient été en aval, l'accroissement de production de biens de consommation aurait pu être plus rapide. Ils l'ont été en amont, par conséquent l'accroissement de capacité des secteurs en aval est différé jusqu'à ce que soit réalisé l'équipement suffisant de tous les secteurs situés en amont.

B) *Diminution du capital national :*

Il est difficile de faire de la diminution du capital national un élément constitutif de la demande différée, elle constitue toutefois un facteur d'intensification des besoins d'investissement autonome.

La diminution du capital national est due à la fois à une consommation de capital et aux destructions.

1. *La consommation de capital* porte sur le capital intérieur et sur le capital extérieur du pays considéré. Le désinvestissement national a été souvent mesuré, mais en définitive nous ignorons

quels sont les biens capitaux qui ont été consommés et dans quelle mesure cette consommation de capital diminue la capacité de production nationale. Il est par conséquent impossible de connaître l'importance relative de la consommation de capital, toutefois le fait qu'il y ait eu consommation nous laisse penser que les biens capitaux concernés ne sont pas, sauf les liquidations à l'étranger, des biens de production, nous pensons qu'il s'agit davantage de capital de jouissance ou de bien-être.

Les difficultés que nous avons rencontrées pour apprécier l'importance de la consommation de capital sont moindres lorsque l'on analyse les destructions supportées du fait de la guerre par les différents pays belligérants.

2. *Les destructions* entraînées par la guerre portent essentiellement sur des biens capitaux. Nous devons distinguer entre les immeubles d'habitation et les usines et le matériel de production ayant fait l'objet des destructions. Les premiers ne déterminent pas la capacité de production nationale, aussi ne devons-nous considérer que les seconds.

Il est évident que les destructions stratégiques visant essentiellement à diminuer, voire à paralyser l'appareil de production adverse, revêtent en l'occurence et *a posteriori* une particulière importance.

Pour les pays belligérants ayant eu à supporter des destructions quelles qu'elles soient mais surtout des destructions stratégiques, il est possible (théoriquement) de mesurer la diminution de la capacité de production ainsi entraînée. Il suffit pour ce faire d'inventorier le nombre d'usines et de machines ayant été détruites et de rapporter ce nombre au nombre total de machines et d'usines existantes avant guerre.

Les destructions entraînées par la guerre ont pour conséquence d'amplifier les besoins d'investissements. La nature même des destructions (de combat ou stratégiques) a des répercussions sur la nature et l'intensité des besoins d'investissements. Il n'est pas indifférent que les biens ayant fait l'objet des destructions soient, à valeur monétaire égale, des immeubles d'habitation ou des usines. Dans le premier cas, la capacité de production nationale n'est pas diminuée, dans le second cas elle l'est et les effets de rattrapage sont de nature différente. Lorsque dans un pays les biens détruits en grandes quantités sont à la fois des immeubles à usage d'habitation et des biens de production ou des usines, les investissements après guerre seront fonction de l'importance relative de ces destructions. Il est à la limite possible de penser que les investissements de production doivent être effectués les premiers dans la mesure où leur existence antérieure est la condition matérielle de réalisation des investissements de jouissance.

Les besoins d'investissement sont en ce cas déterminés par la disparition matérielle des biens capitaux qui existaient à l'ouver-

ture des hostilités. Il n'est pas indispensable que les biens aient disparu ou soient totalement détruits pour qu'il soit impossible de les utiliser. Il suffit qu'ils soient usés ou inadaptés au processus de production actuellement utilisé.

C) *Dépréciation accélérée du capital* (6) :

« La dépréciation est la baisse de la valeur du capital dans le temps... que cette baisse ait été provoquée par l'usure imputable à tout processus de production ou par l'arrivée d'une catastrophe semblable à une inondation ou à un tremblement de terre » (7) ou à une guerre.

La guerre accélère la dépréciation physique et fonctionnelle du matériel de production des diverses industries. Nous allons étudier les facteurs de détérioration qui sont imputables à la guerre.

1. *La dépréciation physique* (8) peut se définir comme le vieillissement naturel, absolu et objectif du capital considéré. Naturel parce que la longévité d'un bien est différente selon la nature du bien considéré, une automobile a une durée d'utilisation différente de celle d'un haut-fourneau par exemple. Vieillissement absolu parce qu'il n'est pas confronté à la durée d'un plan établi par l'entrepreneur qui utilise le bien considéré, il est indépendant de la durée du plan au service duquel il est. Vieillissement objectif parce que pour le mesurer n'est pas prise en considération la complémentarité qui est le fondement constitutif de tout capital, c'est-à-dire que l'on considère le bien pour lui-même, sans tenir compte du fait que ce bien n'est qu'un élément d'un tout dont l'évolution peut ou non accélérer le vieillissement.

On sait que l'usure résultant d'une utilisation excessive augmente de façon exponentielle lorsque le temps d'utilisation tend au plein emploi. En temps de guerre le capital est rare. Tout laisse penser que le matériel de production en service est utilisé au maximum.

Tous les secteurs de l'économie ne fonctionnent pas avec la même intensité au cours de la guerre, nous savons que certains connaissent une période de contraction. Ce fait conduirait à penser que dans ces secteurs au moins le capital installé n'est pas frappé d'une dépréciation physique accélérée puisqu'il n'est pas utilisé dans un processus de production. Le conditionnel est justifié dans la mesure où n'est pas vérifiée la proposition selon laquelle l'inactivité est un gage d'absence d'usure. De plus, dans tous les secteurs de l'économie, l'entretien indispensable au ralentissement de la détérioration physique est fortement négligé. Les raisons d'une telle négligence sont à la fois d'ordre psychologique et économique.

(6) Sur ce point, cf. l'ouvrage d'A. Cotta, *La dépréciation du capital et le suje économique.*

(7) A. Cotta, *op. cit.*, p. 37.

(8) A. Cotta, *La détérioration physique*, op. cit., p. 45 et suivantes.

elles tiennent au laisser-aller qu'entraîne la guerre et à la pénurie de main-d'œuvre et de matériel nécessaires.

Le vieillissement physique prématuré que provoque directement ou indirectement la guerre s'accompagne souvent d'une dépréciation fonctionnelle du capital.

2. *La dépréciation fonctionnelle* peut être définie comme l'obsolescence progressive du matériel utilisé, c'est-à-dire que le vieillissement du matériel n'est plus considéré en lui-même mais par rapport aux autres machines dont l'ensemble constitue le capital de l'entreprise. Il peut ainsi se faire qu'un matériel physiquement neuf soit fonctionnellement déprécié parce que son utilisation relève de techniques de production largement dépassées.

La dépréciation fonctionnelle dépend du nombre des innovations qui sont réalisées et de l'importance des investissements effectués.

Schumpeter a pu parler des effets destructeurs des innovations. Lorsque dans un secteur est réalisée une innovation majeure (technique), ceci a pour conséquence de rendre obsolescent tout ou partie du capital de ce secteur, voire d'autres secteurs qui sont en relation avec celui-ci.

La guerre entraîne-t-elle des innovations techniques suffisamment nombreuses pour rendre obsolescent une partie importante du capital national ? Il est difficile de répondre avec précision à cette question sans avoir au préalable étudié les techniques de production en temps de guerre. Les quelques indications globales que nous possédons (9) permettent de penser que, au moins dans les secteurs de production de guerre, des innovations techniques importantes ont été effectuées au cours des deux guerres. Par conséquent, on peut admettre que la guerre a accentué la dépréciation fonctionnelle du capital national.

Pourtant, même si aucune innovation n'était réalisée, la dépréciation fonctionnelle n'en serait pas moins importante. Le capital d'une entreprise est un tout hétérogène dans sa composition et homogène dans son fonctionnement. Lorsque dans une entreprise une partie importante du capital est renouvelée, le capital restant a toutes chances d'être fonctionnellement déprécié. Il est en effet difficile d'utiliser au mieux un capital constitué pour 50 % de matériel neuf et pour 50 % de matériel usagé. Le remplacement est en lui-même innovateur, or nous avons soutenu que la dépréciation physique étant particulièrement intense, les investissements de remplacement seront importants. Il s'ensuit que le capital encore employé sera fonctionnellement déprécié et devra rapidement être remplacé.

La guerre accentue la dépréciation physique et la dépréciation fonctionnelle du capital de production. Cette dépréciation accélérée a pour conséquence d'amplifier les besoins d'investissement.

Tout concorde à ce que les besoins en investissements soient particulièrement intenses après guerre. Comment les pays belligérants ont-ils résolu le problème épineux des investissements après guerre ? Comment mesurer leur effort en ce domaine ? Quels furent les investissements réalisés ?

§ 3 : Les investissements réalisés

La détermination de la fin de la période de rattrapage soulève de nombreuses difficultés et mérite autant de précautions. Il est en effet insoutenable et injustifié de fixer arbitrairement la fin de l'effort de rattrapage si l'on s'efforce de mesurer objectivement la durée des effets différés. La durée de la période de rattrapage dépend de l'effort de production et comme nous sommes en situation de plein emploi du matériel, de l'effort d'investissement. Quel est le critère permettant d'apprécier cet effort et de fixer le moment à partir duquel il est possible d'admettre qu'il cesse ?

A) *Mesure de l'effort d'investissement :*

1. *Critique de deux critères possibles.* On pourrait admettre que la période de rattrapage des investissements est terminée lorsque les investissements d'après-guerre ont atteint le volume d'avant-guerre ou bien lorsqu'ils ont atteint le volume obtenu par extrapolation. Ni l'un ni l'autre de ces critères ne nous semble suffisant.

— Le premier critère souffre du vice propre à tous les critères statiques, c'est-à-dire d'être particulier. De plus, tout laisse penser que le volume des investissements d'après-guerre peut être très rapidement équivalent au volume d'avant-guerre sans que pour cela soit satisfaite la demande différée ni simplement restaurée la capacité de production.

— Le second critère ne souffre pas du vice propre au premier : être statique, il n'en est toutefois pas plus satisfaisant pour autant. En effet, le niveau obtenu par extrapolation détermine un volume de référence, mais un volume propre à un moment, à une année donnée. Or, en matière d'investissement, ce qui est primordial ce n'est pas le volume des investissements réalisé au cours d'une année, même si cette année est un point d'aboutissement, c'est la quantité cumulée des investissements effectués au cours d'une période ou de plusieurs périodes.

Sans nous cacher les faiblesses et les limites d'un critère purement quantitatif, on pourrait, à la rigueur, admettre que la période de rattrapage est terminée lorsque le volume cumulé des investissements réalisés pendant la guerre et après la fin des hostilités est égal au volume des investissements qui auraient été effectués s'il n'y avait pas eu la guerre.

(9) Cf. sur ce point chapitre I : « Effet de production ».

Ainsi les deux critères qu'il serait possible de choisir n'apparaissent pas suffisamment significatifs pour que nous les utilisions. Nous sommes conduits à choisir un autre critère qui, sans être absolument à l'abri de toute critique, permet cependant de se faire une idée de l'effort accompli par les pays belligérants en matière d'investissements.

2. *Le critère choisi* doit nous permettre et de mesurer l'effort accompli par les pays belligérants et de déterminer la fin de la période de rattrapage.

Nous adoptons le pourcentage du revenu national brut que représentent les investissements comme critère de référence.

Nous considérerons que la période de rattrapage est terminée lorsque le pourcentage du revenu national brut consacré aux investissements a atteint le niveau d'avant-guerre ou celui que l'on obtient par extrapolation à partir de l'évolution de la décennie précédant la déclaration de guerre. Si le pourcentage du revenu national brut était en moyenne de 15 % avant guerre (par exemple) nous admettrons qu'aussi longtemps que ce pourcentage est supérieur à 15 % après guerre dure la période de rattrapage.

La validité de ce critère repose entièrement sur la validité de l'hypothèse en vertu de laquelle le pourcentage que représentent les investissements est relativement stable en longue période. A l'appui de cette hypothèse il faut prendre en considération les résultats obtenus par KUZNETS (10) qui estime que, de 1869 à 1888, le pourcentage était de 13,0 %, de 1909 à 1928, il s'élevait à 11,0 %. Sans vouloir généraliser à d'autres pays un mouvement de déclin du pourcentage que représentent les investissements par rapport au revenu national brut, mouvement qui est peut-être particulier aux Etats-Unis, les lenteurs des changements enregistrés ne nous interdisent pas de supposer qu'il existe une certaine stabilité à moyen terme sinon à long terme.

On peut admettre que l'effort d'investissement accompli par les pays belligérants pendant ou après la guerre est assuré par l'écart entre deux pourcentages, le pourcentage de référence et le pourcentage effectivement réalisé.

Lorsque nous avons tenté de mesurer la durée de la période de rattrapage, nous avons constaté qu'elle dépendait de l'écart existant entre la propension à épargner avant guerre s, et celle d'après guerre s'. Plus s' est supérieur à s, plus sera brève la période de rattrapage. Nous fondant sur l'égalité $I = S$ nous sommes conduits à conclure que les investissements doivent être très élevés pour que la période de rattrapage ne dure pas indéfiniment.

B) *L'effort d'investissement :*

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner qu'il est impossible de mesurer ce qui revient aux effets d'accélération et à la demande

(10) S. KUZNETS, *Capital in the American economy*, N.B.E.R., 1961, pp. 396-397.

différée. Nous sommes par conséquent contraints de procéder à une analyse globale, toutefois si l'on compare les investissements réalisés dans les pays belligérants et dans des pays non belligérants, il est possible d'apprécier les effets imputables à la guerre

Nous utiliserons pour mesurer l'effort d'investissement effectivement accompli le critère que nous avons défini, c'est dire que l'analyse ne peut être menée qu'en termes globaux. Le manque de données statistiques nous contraint à limiter l'analyse à la seconde guerre mondiale.

1. *Dans les pays belligérants*

Le pourcentage du produit national brut consacré à la formation de capital domestique a varié de la manière suivante :

	1938	1947-1952	Accroissement
Etats-Unis	11,3	17,9	+ 6,6
Royaume-Uni ...	10,4	13,3	+ 2,9
France	9,8 (1930)	18,6	+ 8,8
Allemagne	19,2	23,2	+ 4,0

Source : N. B. E. R., *Capital formation and economic growth*, t. 1, p. 60.

Pour rendre plus vigoureuses les conclusions que ce tableau peut inspirer, faisons l'hypothèse que le pourcentage choisi pour l'année 1938 soit en fait le plus faible de l'entre-deux-guerres.

Dans tous les pays belligérants, le pourcentage du revenu national brut consacré aux investissements est pour la période 1947-1952 nettement supérieur à ce qu'il était en 1938. Cet écart traduit d'autant mieux l'effort accompli par les pays belligérants que les pourcentages d'après-guerre représentent la moyenne des cinq années 1947-1952, c'est-à-dire une période dont la durée est assez proche de celle de la période de rattrapage. L'écart moyen est de 5,5 %, rien n'interdit de penser que cet écart pourrait être supérieur si l'on avait pu prendre en considération la moyenne des pourcentages des cinq années précédant la déclaration de guerre.

Nous avons admis que le pourcentage de 1938 était le plus faible d'avant-guerre, par conséquent nous sommes conduits à penser que l'écart enregistré est excessif. Toutefois, nous souvenant des conclusions tirées par Kuznets (11) et relatives à la stabilité du pourcentage du revenu national brut consacré aux investissements, on peut sans risque d'erreur grave supposer que la moyenne pour les cinq années précédant la déclaration de guerre n'est pas très éloignée du pourcentage pris en considération. Ceci nous permet de conclure que de 1947 à 1952 dans les pays belligérants, 4 à 5 % supplémentaires du revenu national brut ont été consacrés à la formation de capital.

(11) S. Kuznets, *op. cit.*, pp. 396-397.

La question se pose de savoir si cet accroissement est particulier aux pays belligérants ou s'il est simplement l'expression d'un mouvement plus général propre à tous les pays développés.

2. *Dans les pays non belligérants*

La comparaison ne peut être significative que dans la mesure où tous les termes de référence sont semblables ; nous conserverons donc les mêmes périodes (1938, 1947-1952). Notre raisonnement se développera en deux étapes, la première sera consacrée à la comparaison des pourcentages des années 1938 et pour l'après-guerre. La seconde étape aura pour but de confronter les résultats propres aux pays belligérants et non belligérants.

— En cette première étape nous prendrons en considération l'évolution des investissements au Canada, en Italie et en Suède. Il est certain qu'il peut paraître arbitraire ou exagéré de considérer ces trois pays non belligérants. Toutefois, s'il n'y a pas une différence de nature entre ces pays et la France ou le Royaume-Uni, il existe une différence de degré quant à leur belligérance respective. La Suède pas plus que le Canada n'ont mobilisé l'essentiel de l'économie au service de la production de matériel de guerre. Cette différence de degré justifie notre distinction et partant, la comparaison que nous nous proposons de faire.

Comme pour les pays belligérants, nous ferons l'hypothèse que le pourcentage de 1938 est le plus faible d'avant-guerre. Ceci étant, les pourcentages du revenu national brut consacrés aux investissements ont été les suivants :

	1938	1947-1952	Accroissement
Canada	14,9	22,5	+ 7,6
Italie	18,9	20,5	+ 1,6
Suède	18,8	19,6	+ 0,8

Source : Id., p. 407.

Il faut remarquer que le Canada n'a pas atteint le niveau de développement (apprécié en termes d'équipement et non du revenu réel par tête) des pays belligérants. Un pays en voie d'équipement consacre aux investissements une part de plus en plus importante de son revenu national, jusqu'à ce qu'il ait atteint un niveau d'équipement suffisant. Ceci explique sans doute l'accroissement important du pourcentage des investissements. Malgré cette augmentation massive, la moyenne, pour les trois pays considérés, des pourcentages du revenu national brut consacré aux investissements est supérieure de 3,3 % pour la période 1947-1952 par rapport à ce qu'elle était avant guerre.

Comme nous avons fait l'hypothèse que le pourcentage de 1938 était le plus faible d'avant-guerre, l'écart que nous avons ainsi obtenu a toutes chances d'être excessif.

— Le propos de cette seconde étape est de comparer les résultats respectifs des pays belligérants et des pays non belligérants. Nous constatons que la part *accrue* du revenu national consacrée aux investissements est, dans les pays belligérants, supérieure de 8 % à ce qu'elle est dans les pays non belligérants (5,5 % moins 3,3 %). Ce pourcentage est le résultat de la comparaison des écarts résultant des acroissements relatifs des pourcentages dans les pays belligérants et non belligérants.

Tout permet de penser que de 1947 à 1952 les pays belligérants ont consacré 2 % supplémentaires de leur revenu national brut aux investissements, on peut admettre que ce pourcentage mesure l'intensité de l'effort de rattrapage.

Ce chiffre représente en fait un minimum. Tout d'abord nous avons raisonné de façon telle qu'il le soit, c'est-à-dire que les 5,5 % supplémentaires pour les pays belligérants sont un minimum, et pour les pays non belligérants les 3,3 % d'augmentation sont un maximum. Ensuite, la période prise en considération (1947-1952) n'est peut-être que le début de la période de rattrapage, début au cours duquel les investissements sont particulièrement difficiles puisque les besoins de consommation sont encore excessivement pressants et que le revenu national brut est dans tous les pays belligérants, sauf aux U.S.A., encore insuffisant pour satisfaire les besoins de consommation et d'investissement.

Il faut souligner le pourcentage très élevé de la France pour la période 1947-1952 (18,6 %). Ceci confirme la conclusion que nous avons précédemment établie, à savoir que dans un pays belligérant où les destructions furent très importantes et ont entraîné une diminution sensible de la capacité de production, l'effort d'investissement est plus intense que dans les pays non envahis.

CONCLUSION DE LA SECTION II

La période de rattrapage est une période de croissance en situation de plein emploi se caractérisant par une pression de la demande même lorsque les prix augmentent. Il existe en effet une demande différée particulièrement intense.

La particularité de cette période réside dans la tension extrême sinon dans l'incompatibilité existant entre la cause profonde de la croissance et le facteur qui en fait toute l'intensité. C'est la demande qui est la cause profonde du mouvement de rattrapage. Le montant des investissements détermine l'intensité de la croissance et partant, de la durée de la période de rattrapage. Or l'immédiat après guerre est marqué par le plein emploi de tout

le matériel de production. Les besoins en investissements ont un double caractère autonomes (différés) et induits (accélération). Ils sont particulièrement intenses.

La difficulté essentielle réside dans le partage de la production entre consommation et investissements. La manière dont est surmontée cette difficulté explique le début de ce que les britanniques appellent le « catching up », l'inflation d'après-guerre et les différences de durée des périodes de rattrapage.

— *Le début de « catching up ».*

Il existe une différence fondamentale entre les pays ayant supporté des destructions et ceux qui ne furent pas envahis. Dans les deux catégories de pays la demande différée est particulièrement pressante. Le début de la période de rattrapage de la consommation est plus rapide dans les pays non envahis. En effet, on peut admettre que la capacité de production de biens de consommation est à la fin de la guerre sensiblement ce qu'elle était avant guerre. L'effet d'accélération ne commence à jouer qu'à partir du moment où cette capacité est pleinement utilisée. A la fin de la guerre elle est partiellement sous-employée, par conséquent, dès que les conditions le permettent, il est possible d'accroître presque instantanément la production de biens de consommation. Cet accroissement est mesuré par le passage d'une situation de capacité excédentaire à une situation de plein emploi.

Il en est tout différemment dans les pays qui ont enregistré des destructions. La période de rattrapage ne se caractérise pas par une augmentation immédiate et importante de la consommation mais par une augmentation des investissements. En effet, la capacité de production globale, y compris celle de biens de consommation, a été restreinte du fait des destructions subies par le pays.

Même si la capacité de production de biens de consommation n'est pas totalement utilisée à la fin de la guerre, la marge de sous-emploi est très faible. De ce fait, l'accroissement de production est limité et le plein emploi est très rapidement atteint. Pour que l'augmentation de production nécessaire à la satisfaction de la demande différée soit réalisable, il faut que soit au minimum reconstituée la capacité de production non seulement des industries fournissant des biens de consommation mais de celles qui leur fournissent leurs biens d'équipement. Ceci implique des investissements massifs et par conséquent que soit encore différée la satisfaction des besoins de consommation. Le prolongement des restrictions imposées en Grande-Bretagne et ressenties en France après la fin de la seconde guerre mondiale n'a pas d'autre explication.

Moins encore que les restrictions de guerre, les restrictions d'après-guerre ne sont supportées avec enthousiasme par les consommateurs. L'ajustement entre l'offre et la demande se réalise grâce à l'inflation.

— *L'inflation* après guerre mesure la pression de la demande sur une offre dont le volume reste insuffisant pour satisfaire les besoins des consommateurs. L'inflation sera d'autant plus intense que le plein emploi sera rapidement atteint et la demande toujours insatisfaite. Il semble d'ailleurs que nous soyions en présence d'un mouvement que certains n'hésiteraient pas à qualifier de cumulatif. En effet, l'inflation trouve son origine dans une demande insatisfaite mais elle entraîne par la suite une augmentation de la demande.

Si l'inflation explique comment se réalise l'ajustement entre une offre limitée et une demande exacerbée, elle ne nous renseigne pas à prime abord sur le fait de savoir pourquoi et comment il y a augmentation de l'épargne (de l'investissement) plus ou moins rapide selon les époques.

— *Les différences de durée des périodes de rattrapage* pour un même pays et après les deux guerres mesurent indépendamment de l'intensité de la contraction les différences relatives des propensions à épargner (12) avant et après guerre.

Ainsi la période de rattrapage après la première guerre mondiale fut en France beaucoup plus longue qu'après la seconde. La raison essentielle tient au fait que l'épargne réelle dégagée et investie après 1945 fut beaucoup plus importante qu'après 1918. Deux facteurs expliquent cet écart.

Tout d'abord le taux d'inflation fut moins important après 1918 qu'après 1945. Or, si la hausse des prix est plus rapide que l'augmentation de la production et des salaires, il y a corrélativement détérioration du pouvoir d'achat et apparition d'une épargne réelle qui peut être investie.

Ensuite, le rôle tenu et joué par l'Etat fut, nous l'avons noté, beaucoup plus important après 1945 qu'après 1918. Les investissements publics représentent après la seconde guerre mondiale une large part des investissements totaux, au lendemain de la grande guerre ils étaient l'exception.

La thèse du rattrapage fondée sur le principe de réaction peut être analytiquement justifiée. Elle fait alors apparaître le rôle déterminant joué par la demande en tant que facteur moteur du mouvement de rattrapage et celui tenu par l'épargne (l'investissement) en tant que facteur déterminant de l'intensié de la croissance et partant, de la durée de la période de rattrapage.

Cette justification analytique de la thèse du rattrapage suffit-elle à lui procurer toute la force explicative dont certains voudraient la doter et à la mettre à l'abri de toute critique ?

---

(12) Le terme propension est ici ambigu. Il suggère un comportement spontané des consommateurs. On le mesure en comparant deux quantités globales sans prendre en considération le fait de savoir comment elles ont été obtenues. En fait, l'épargne dégagée au cours et après la guerre est beaucoup plus l'expression d'une contrainte que d'un comportement spontané.

SECTION III. — JUGEMENT CRITIQUE

La thèse du rattrapage est séduisante ; elle permet de qualifier et d'expliquer convenablement semble-t-il l'évolution et les modifications enregistrées après guerre. Elle est tellement pratique que beaucoup cèdent à la tentation d'en faire l'explication unique et fondamentale de tous les phénomènes. Cette généralisation n'est-elle pas trop hâtive ? Le principe de compensation ne s'applique-t-il pas à un domaine particulier ? Cette explication n'est-elle jamais insuffisante ? N'est-elle jamais en contradiction avec les faits ? Il semble indispensable de répondre à cette série de questions pour juger pleinement de la thèse du rattrapage.

Sous-section I : Validité de la thèse du rattrapage en matière de consommation

Le principe de compensation qui sert de fondement à toute la thèse du rattrapage est le plus souvent étudié à propos de l'évolution de la consommation. Le raisonnement se réduit à la proposition suivante : la consommation ayant été réduite pendant la guerre augmentera après guerre jusqu'à ce que soient compensés les effets de restriction ; il existe un lien de causalité et de proportionnalité entre effets de rattrapage et effets de restriction.

Nous avons remarqué que les effets de restriction n'étaient pas uniformes pour tous les biens de consommation (13). La diversification des restrictions est en temps de guerre fonction des besoins des industries d'armement et de la nature des produits consommés. Les restrictions sont d'autant plus intenses que la durée d'utilisation du produit considéré est longue.

Pour que la thèse du rattrapage soit pleinement valable, il faut qu'à la diversification des effets de restriction corresponde une diversification du même ordre des effets de rattrapage.

En fait deux questions se posent ici. Tout d'abord quelles sont les relations existant entre effets de rattrapage et effets de restriction ? Ensuite quelle est la relation, l'intensité du rattrapage et la nature des biens consommés ?

Répondre à ces questions nous conduit à étudier l'évolution de la consommation des biens non durables, des biens durables et des services.

§ 1 : Consommation de biens non durables

Nous étudierons l'évolution de la consommation de biens non durables, essentiellement des produits alimentaires, en France

(13) Cf. 1re partie, chapitre : « Effets de restriction ».

et aux Etats-Unis. Ce choix est justifié par le fait que la consommation n'a cessé d'augmenter aux Etats-Unis (moins rapidement que le permettait l'augmentation du revenu) alors qu'en France elle n'a cessé de diminuer au point d'entraîner une détérioration sensible du niveau de vie. Les différences dans les évolutions de la consommation dans ces deux pays nous renseigneront sur les relations pouvant exister entre effets de restriction et effets de rattrapage, entre autres sur les intensités relatives de ces deux effets (14).

A) *En France :*

Pour établir un lien de comparaison entre effets de restriction et effets de rattrapage, il est indispensable de garder présents à l'esprit les traits caractéristiques de la restriction de consommation.

Distinguons deux catégories de produits alimentaires. La première catégorie est composée de produits riches en calories et vitamines et dont le prix est (en termes relatifs) souvent élevé (le froment, la viande, le sucre...). La seconde catégorie comprend des denrées alimentaires ayant de médiocres qualités diététiques et dont le prix est moins élevé. Sans nous cacher ce que cette distinction a d'arbitraire et d'ambigu, nous l'adopterons et parlerons de produits riches et de produits pauvres.

Les restrictions furent marquées par une diminution de consommation des produits riches plus intense que celle des denrées plus ordinaires. Il y eut même substitution de produits ayant une faible valeur nutritive à des produits riches.

En ce qui concerne l'intensité de la contraction, il faut se rappeler qu'elle fut surtout importante au cours des premières années et se stabilisa par la suite. A quelques variantes près, l'évolution fut la même au cours des deux guerres.

Quel fut le mouvement de la consommation au lendemain des deux guerres ? Les mouvements de la consommation après guerre ont-ils été dans le même sens (diminution relative de la part des produits riches traditionnels dans la consommation totale) ou ont-ils été en sens inverse, y a-t-il eu un ajustement ? La réponse à ces questions est fort complexe.

L'évolution de la consommation n'est pas semblable depuis le début du siècle pour tous les produits considérés comme fortement nutritifs. En 1933, la consommation moyenne de viande par habitant et par an, était de 39 kilogrammes, de 40,9 en 1938. C'est en 1942 qu'elle fut la plus basse atteignant le chiffre de 15,5 kilogrammes alors qu'en 1882 elle était de 33 kilogrammes (15).

---

(14) Ce raisonnement est valable pour les autres biens. Nous ne le présenterons pas au début des autres paragraphes.

(15) D'après les chiffres de l'*Annuaire statistique rétrospectif*, 1951, p. 122.

Admettons (16) que du début du siècle à 1940 l'augmentation cumulée de la consommation de viande ait été de 20 %, de 35 kilogrammes à 42. Nous avons une augmentation annuelle moyenne de $(1 + i)^{40} = 1{,}2$ ce qui donne un taux de croissance annuelle de 0,004 %. En 1949, la consommation annuelle s'élevait à 44,8 kilogrammes, c'est dire qu'elle dépassait déjà de beaucoup ce qu'elle aurait été si l'évolution que nous avons décrite s'était poursuivie.

Le même phénomène caractérise le mouvement de la consommation de sucre (17) c'est-à-dire une très brutale augmentation des quantités consommées. Toutes les prévisions faites à partir de l'étude de l'évolution antérieure permettaient de définir des chiffres nettement inférieurs.

En ce qui concerne la consommation de froment, l'évolution est toute différente (18). De 1830 jusqu'en 1900, la consommation par habitant a augmenté de 77 %. A partir de 1900 se dessine un mouvement de contraction. En dix ans, la consommation par habitant a diminué de 4,5 % soit de 0,4 % par an. Ce mouvement se poursuit alors et les deux guerres mondiales ne l'ont pas particulièrement amplifié. Le froment a, semble-t-il, cessé d'être considéré comme une denrée riche dès le début du siècle.

La consommation moyenne de pommes de terre diminue lentement depuis 1900. Cette régression est moins continue que celle de la consommation de froment, elle n'en est pas moins certaine. Les deux guerres mondiales nont pas davantage amplifié ou accéléré ce mouvement de contraction.

La structure de la consommation se modifie à long terme puisque les évolutions de la consommation des divers produits est différente. On peut admettre qu'il existe une tendance de la consommation de chaque produit.

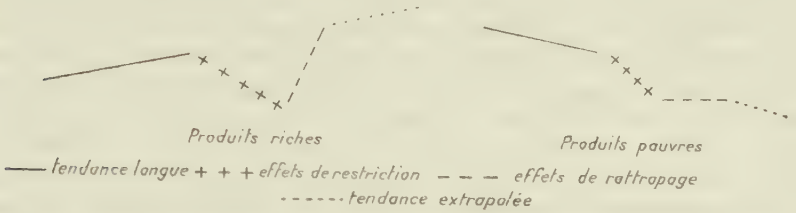
La contraction de la consommation des produits riches (viande, sucre) a été très violente. Les effets de rattrapage le furent tout autant. Si l'on rapproche cette évolution à court terme de la tendance longue, on remarque que les effets de contraction sont en sens inverse de la tendance alors que les effets de rattrapage agissent dans le même sens et que par conséquent leur intensité n'en est que plus grande.

La contraction de produits moins riches, y compris le froment, est moins intense ; les effets de rattrapage le sont également. Ce phénomène s'explique par le fait que la tendance longue agit dans le même sens que les effets de restriction, c'est-à-dire dans le sens de la diminution de la consommation des produits considérés. Par conséquent, les effets de rattrapage, dans la mesure où ils tendent à accroître la consommation des produits considérés, vont en sens inverse de la tendance longue. Puisque les effets de restriction

(16) *Ibid.*
(17) *Ibid.*
(18) *Ibid.*

furent peu intenses et dans le même sens que la tendance longue, les effets de rattrapage furent ou nuls ou peu intenses.

On peut schématiquement représenter l'évolution de la consommation des deux catégories de produits :



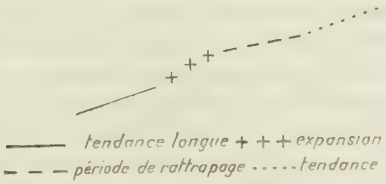
Rien n'interdit de penser que l'évolution de la consommation des produits non durables nouveaux a de nombreuses similitudes avec celle des produits riches traditionnels. Cette hypothèse admise donne un caractère de généralité aux conclusions précédemment établies, mais cette généralité concernant les produits est peut-être particulière à la France.

B) *Aux Etats-Unis :*

Nous n'étudierons pas l'évolution de la consommation dans ce pays au lendemain de la première guerre mondiale. La participation des Etats-Unis ne fut pas suffisamment intense pour modifier ou profondément perturber la consommation.

Sans distinguer les catégories de produits de consommation, remarquons que de 1930 à 1940 la consommation de produits non durables a augmenté de 40 % environ, soit un taux annuel de 3,4 %. De 1940 à 1945, elle s'est annuellement accrue de 3,7 % (19). C'est dire que l'augmentation de la consommation de produits non durables fut plus importante pendant la guerre qu'elle ne fut dans la décennie antérieure.

Les effets de rattrapage apparaissent en réalité comme des effets de rééquilibre de réajustement à la tendance. Le taux de croissance annuel pour la période 1946-1950 est de 2 % seulement. L'évolution de la consommation de biens non durables peut se présenter sous la forme :



(19) Calculs faits d'après les chiffres cités par S. Kuznets, *Capital in the American economy*, N.B.E.R., 1961, p. 570 (à prix constants 1929).

L'explication de cette évolution est relativement simple. La restriction des biens durables étant particulièrement intense, il y eut transfert de la demande vers les produits non durables. L'augmentation de cette consommation fut donc en partie induite et partant, légèrement artificielle. Dès que les conditions économiques furent redevenues normales, il y eut déflation, ce qui eut pour conséquence de rétablir pour la décennie 1940-1950 un taux de croissance annuel comparable à celui de la décennie 1930-1940.

Comme il s'agit de la consommation globale et que l'on n'a pas tenu compte du taux de croissance annuel de la population, il est impossible d'affirmer que la consommation par habitant a crû de 3,5 % par an. En prenant en considération les mouvements de la population, il semble que ce taux soit inférieur, ce qui est tout à fait compréhensible dans un pays développé où les premiers besoins satisfaits sont les besoins alimentaires.

Les mouvements de la consommation de produits non durables furent inverses aux Etats-Unis de ce qu'ils furent en France ; en d'autres termes il y eut, toutes proportions gardées, une expansion rapide aux Etats-Unis alors qu'il y avait contraction en France et une faible augmentation, quand en France les effets de rattrapage assuraient un taux de croissance relativement élevé.

En ce qui concerne les produits non durables il semble que l'on puisse admettre que le principe de compensation joue pleinement. L'évolution de la consommation en France et aux Etats-Unis conduit à cette conclusion. En est-il de même pour les produits durables ?

Nous adopterons le même plan qu'au paragraphe précédent.

§ 2 : Consommation de biens durables

A) *En France :*

Au cours des deux guerres (de la seconde surtout), la contraction de la consommation des biens durables fut particulièrement intense. Deux catégories de biens ont été principalement touchés par les restrictions, ce sont les textiles et le bâtiment.

En ce qui concerne la consommation de textiles, la reprise fut très lente surtout au lendemain de la première guerre mondiale. A partir de 1945, les effets de rattrapage en matière de consommation de textiles eurent la particularité de porter essentiellement sur les textiles artificiels. C'est dire que du seul point de vue quantitatif, les effets de rattrapage sont la réaction prévisible aux effets de restriction. En fait, les produits étant l'objet de la demande de rattrapage sont différents de ceux qui furent l'objet des restrictions. Le principe de compensation trouve une confirmation dans cette évolution. Le changement de produit consommé peut être imputé aux difficultés de production et d'approvisionnement en matières premières.

En ce qui concerne le bâtiment et l'ameublement, l'évolution fut beaucoup plus particulière. Nous sommes conduits à rigoureusement distinguer les deux après guerre.

De 1901 à 1914, le nombre total de maisons d'habitation a augmenté de 394 000 unités, soit une augmentation annuelle de plus de 28 000 unités. Si une telle progression s'était maintenue, le nombre de maisons d'habitation aurait dû être en 1918 supérieur de 140 000 unités. Ce chiffre représente arbitrairement et théoriquement bien entendu, l'intensité de la contraction ou la demande différée.

Le nombre d'immeubles d'habitation s'élevait à 9 515 000 en 1914, il aurait dû s'élever à 9 555 000 en 1918. Ce chiffre n'a pas été atteint avant 1935 ; est-ce à dire qu'à cette date la France était dotée du nombre d'habitations dont elle aurait dû disposer en 1918 ? Rien ne s'y oppose.

On est conduit à conclure qu'il n'y eut aucun effort de rattrapage. Cette conclusion suffit-elle à mettre en doute le principe de compensation ? Il semble que des raisons particulières expliquent cette absence de rattrapage et interdise de contester le principe de compensation.

La première de ces raisons tient au fait que les destructions ont considérablement augmenté la demande de maisons d'habitations. Etant donné que les besoins de remplacement étaient suffisants pour employer la quasi-totalité de la capacité de production du secteur considéré pendant de nombreuses années, l'expansion en est retardée d'autant. Considérons que 300 000 immeubles environ ont été détruits, si l'on admet qu'à la cadence d'avant-guerre, 28 000 immeubles seulement étaient annuellement construits, il fallait au minimum douze ans pour simplement reconstruire ce que la guerre avait détruit.

Par conséquent, à la fin de ces douze ans, le nombre d'immeubles bâtis aurait été égal à celui de 1914. Pour qu'il fut égal à celui qui aurait dû exister s'il n'y avait pas eu la guerre (pas de destructions) et si le taux d'expansion d'avant-guerre s'était maintenu, il aurait fallu que de 1920 à 1935, 50 000 immeubles environ fussent construits chaque année, soit une augmentation de 78,5 % du taux de production d'avant-guerre. Ceci n'ayant pas été réalisé, la France s'est condamnée à supporter un retard que nous évaluons à une quinzaine d'années environ.

Une seconde raison, peut-être plus déterminante que les destructions entraînées par la guerre, explique une telle lenteur et une telle faiblesse de la construction. Cette raison tient au blocage des loyers en 1924. Ces deux raisons et plus particulièrement la seconde expliquent les lenteurs de la construction. Elles sont assez déterminantes pour expliquer l'absence de rattrapage après la première guerre mondiale.

La période commençant en 1945 fut totalement différente. De 1930 à 1940, le nombre de maisons d'habitation a augmenté de 300 000 unités environ, soit 30 000 unités par an. La demande différée, pour les cinq années de guerre, s'élevait à 150 000 unités, soit approximativement le même nombre que pour la première guerre. Si l'on considère que 400 000 immeubles furent détruits au cours de la guerre, c'est environ 550 000 immeubles qui, en 1945, devaient être construits ou reconstruits.

Dressons le tableau de ce qui aurait dû être s'il n'y avait pas eu la guerre, sur la base de 30 000 immeubles supplémentaires par an.

1939	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
(réel)	(prévu)	(prévu)	(prévu)	(prévu)	(prévu)	(prévu)	(prévu)	(prévu)
9 778	9 920	9 950	9 980	10 010	10 040	10 070	10 100	10 130
	(réel)	(réel)	(réel)	(réel)	(réel)	(réel)	(réel)	(réel)
	9 684	9 695	9 730	9 759	9 834	9 925	10 063	10 191

Source : Annuaire statistique de la France, 1961, p. 165.

C'est-à-dire qu'en 1953, le nombre d'immeubles d'habitation était aussi élevé qu'il aurait pu l'être s'il n'y avait pas eu la guerre et si l'évolution de la décennie antérieure à la déclaration de guerre s'était maintenue. Il y eut donc reconstruction des immeubles détruits et satisfaction de la demande différée du fait de rattrapage.

Le rôle joué par l'Etat fut décisif. Les investissements publics furent particulièrement importants en ce domaine. De plus, les loyers ne furent pas bloqués, ce qui incita les propriétaires à faire construire.

Indépendamment du fait que les chiffres cités peuvent être contestables et contestés il est possible de formuler plusieurs réserves.

Tout d'abord, si le nombre de logements n'a cessé d'augmenter, le nombre de pièces par logement a diminué de façon presque continue de 1948 à 1953. Il est passé de 4,1 en moyenne pour 1948 à 3,5 pour 1953 (20). Les appartements sont devenus plus exigus.

Ensuite et enfin, il semblerait que la politique en la matière ait été essentiellement celle du nombre, de la quantité. On a construit le plus grand nombre possible d'immeubles sans toujours exiger le respect de toutes les normes garantissant la solidité sinon le confort et l'élégance. Se pose alors la question de savoir quelle sera la longévité de ces immeubles souvent construits à la hâte. Dans la mesure où cette longévité est relativement faible, le

(20) D'après les chiffres cités par S. Kuznets, *Capital in the american economy*, p. 570 (à prix 1929).

remplacement de bon nombre d'immeubles risque de soulever prématurément de graves difficultés.

Les effets de rattrapage portant sur les biens de consommation durables ont été en France différents selon les produits et après les deux guerres mondiales. La demande différée est d'autant plus intense qu'elle est amplifiée par des besoins de remplacement et de reconstruction.

Les Etats-Unis n'ayant subi aucune destruction, il est prévisible que les effets de rattrapage y soient différents.

B) *Aux Etats-Unis :*

Nous prendrons en considération la consommation des deux catégories de biens que les économistes américains désignent sous les termes de semi-durables et durables.

De 1930 à 1940 (21), la consommation de cet ensemble de biens a augmenté de 15,7 %, soit un taux de croissance annuel de 1,5 %. De 1940 à 1945, la consommation a augmenté de 15,4 %, soit un taux de croissance annuel de 2,9 %. Le taux de croissance de la période de guerre est presque le double de celui de la décennie antérieure. Il faut remarquer que cette hausse est uniquement le fait des produits semi-durables dont la consommation a très fortement augmenté, celle de produits durables diminuant de 13,5 % de 1940 à 1945.

Cette distorsion dans l'évolution respective de la consommation de biens semi-durables et de biens durables au cours de la guerre se prolonge en s'inversant pour la période 1946-1950. C'est-à-dire que la consommation de biens semi-durables qui avait fortement augmenté au cours de la guerre a décrû de 1946 à 1950. Le mouvement inverse s'est produit pour la consommation de biens durables : contraction pendant la guerre, essor dans l'après-guerre.

La consommation de biens durables a augmenté de 89 % de 1945 à 1950, soit un taux de croissance annuel de 13,6 % alors que pour la période 1930-1940, il n'avait été que de 1,5 %. Pour l'ensemble des biens durables et semi-durables, la consommation a augmenté de 28,8 % de 1945 à 1950, au taux annuel de 3,5 %.

En ce qui concerne les produits semi-durables, les mouvements de la consommation sont semblables à ceux de la consommation de produits non durables.

Ainsi, les effets de rattrapage ont été d'autant plus intenses que les restrictions l'ont été. Nous trouvons ici une confirmation supplémentaire au principe de compensation.

La consommation de biens matériels s'accompagne dans tous les pays développés d'une consommation de services immatériels. La question se pose de savoir si les effets de rattrapage en matière

(21) D'après les chiffres cités par S. KUZNETS, *op. cit.*

de consommation de biens matériels n'ont pas eu pour conséquence ou pour nécessité une stagnation, voire une contraction de la consommation de services.

§ 3 : Consommation de services

Les besoins immatériels sont ceux des besoins satisfaits. Ils sont logiquement moins pressants que les besoins en biens matériels. Il y a non seulement une hiérarchie des besoins mais une chronologie de leur satisfaction en rapport avec cette hiérarchie. Les besoins les plus pressants étant satisfaits en premier. Leur satisfaction est une condition préalable à celle des besoins secondaires. On pourrait définir une économie développée comme celle où sont simultanément satisfaits tous les besoins économiques. Or, les économies des pays belligérants ne sont peut-être pas dans l'immédiat après guerre suffisamment prospères pour permettre que soient simultanément et pleinement satisfaits tous les besoins matériels et immatériels dont la consommation fut restreinte au cours de la guerre. On peut *a priori* penser que les effets de rattrapage concernant les services seront soit moins intenses, soit différés, d'autant que les effets de restriction ne furent pas toujours très intenses. Ainsi la consommation de services après guerre semble dépendre à la fois de ses propres effets de restriction et des effets de rattrapage concernant les biens matériels, elle est par conséquent différente dans chaque pays.

A) *En France :*

Au cours de la première guerre mondiale la consommation de services a faiblement diminué, de 1939 à 1945 l'évolution fut différente puisque certains services comme le cinéma par exemple ont connu un essor particulier.

Il est difficile par manque de statistiques d'apprécier l'évolution de la consommation de services après les deux guerres mondiales. Toutefois, certains indices (évolution des recettes de la S.N.C.F. et nombre de fonctionnaires) permettent de penser que l'augmentation de la consommation de services fut plus lente que celle de biens durables. La comparaison des taux de croissance est impossible puisque nous ne pouvons calculer celui de la consommation de services.

Pour parvenir à des conclusions chiffrées et pouvant être généralisées, nous sommes contraints d'analyser uniquement la consommation de services aux Etats-Unis.

B) *Aux Etats-Unis* (22) :

Nous procéderons ici comme nous l'avons fait pour la consommation de biens non durables et de biens durables.

---

(22) D'après les chiffres cités par S. KUZNETS, *op. cit.*, p. 570.

De 1930 à 1940, la consommation de services a évolué de la façon suivante : contraction de 16,8 % jusqu'en 1935, augmentation de 22,2 % de 1935 à 1940. C'est-à-dire qu'il y eut pratiquement stagnation de la consommation de services au cours de la décennie 1930-1940. Pour tenter de restituer la tendance nous allons calculer le taux de croissance de cette consommation de 1920 à 1940 et mesurer la demande différée, s'il en existe une.

De 1920 à 1940 la consommation de services a augmenté de 47,4 %, soit un taux annuel de 1,9 %. De 1940 à 1945 cette augmentation a atteint le chiffre de 25,2 %, soit un taux annuel de 4,6 %. La période de guerre correspond à une reprise brutale de la consommation de services. Cette reprise devait se poursuivre après la fin des hostilités puisque de 1945 à 1950 l'accroissement de la consommation de services s'élève à 24,4 % au taux de croissance annuel de 4,47 %. Par conséquent le début de la guerre marque le début de la reprise de l'accroissement de la consommation de services. Il est impossible de dire si le maintien de cet essor après la fin de la guerre est ou non imputable à une demande différée que nous sommes dans l'incapacité de mesurer puisque la consommation au mours de la guerre fut plus élevée qu'au cours des vingt ans précédant l'ouverture des hostilités.

Par contre, l'évolution comparée des consommations de biens matériels et de services nous renseigne sur l'interdépendance liant ces deux catégories de consommations et sur les modifications de la structure de la consommation.

Pour ce faire, nous comparerons les taux de croissance et le sens des évolutions en distinguant les biens non durables et les biens durables.

Pour les produits matériels non durables le sens de l'évolution fut la même que pour les services, expansion pendant la guerre et maintien de cet essor après la fin des hostilités. Les taux de croissance sont différents, cette différence même est significative.

	Taux de croissance de tendance	Taux de croissance de guerre	Taux de croissance des 5 ans d'après-guerre
Produits non durables .	3,4 %	3,7 %	2 %
Services	1,9 %	4,6 %	4,47 %

Bien qu'ayant évolué dans le même sens au cours de la période sous étude, les rapports relatifs des deux catégories de consommations se sont profondément modifiés. On peut aller jusqu'à dire qu'il y a eu un renversement de tendance au profit de la consommation de services. En effet, le taux de croissance de la consommation de produits non durables pour les cinq ans postérieurs à la guerre

est inférieur non seulement au taux de la période de guerre mais aussi à ce que nous appelons le taux de tendance. C'est-à-dire que la période d'après-guerre apparaît comme une période de rajustement à la tendance.

Pour la consommation de services, les taux de croissance de la période de guerre et d'après-guerre sont supérieurs au taux de tendance et aux taux de croissance de consommation de produits non durables. Par conséquent la structure de la consommation se modifie au profit des services et cette modification s'intensifie dès le début de la guerre. La hausse des revenus explique en partie cette modification.

Les mouvements de la consommation de biens durables et de services furent différents au cours de la guerre et semblables après. Les taux de croissance d'après-guerre sont différents. La consommation de biens durables fut plus intense que celle des services dans l'immédiat après guerre parce qu'elle avait à satisfaire une demande différée importante.

La conjonction des mouvements de la consommation de biens non durables, de produits durables et de services entraîne une modification de la structure de la consommation qui traduit une amélioration du niveau de vie. En effet les besoins satisfaits par la consommation de biens durables et de services sont, toutes proportions gardées, relativement secondaires et ne sont satisfaits que dans la mesure où les besoins les plus élémentaires le sont.

Conclusion de la sous-section I

Trois points méritent d'être soulignés à l'issue de cette sous-section.

En premier lieu, les effets de rattrapage sont d'autant plus importants que les effets de restriction et de destruction ont été intenses. En effet, la comparaison de l'évolution de la consommation aux Etats-Unis (faibles restrictions, aucune destruction) et en France où la situation fut inverse, corrobore cette proposition. Il faut remarquer que les effets de restriction comme les effets de rattrapage dépendent indirectement de ce que nous avons appelé le taux de croissance de tendance.

En second lieu, les effets de rattrapage dépendent de la nature des biens consommés. Ils sont plus importants pour les biens durables que pour les biens non durables. La demande différée est à la fin de la guerre une simple demande de compensation de niveau pour les produits non durables. Elle est une demande de compensation et de remplacement pour les produits durables. Il s'ensuit que pour les biens non durables la demande différée est indépendante de la durée des restrictions ; pour les produits durables la demande différée s'amplifie avec la durée des restrictions.

En dernier lieu, la durée de la période de rattrapage dépend de la durée d'utilisation des biens considérés. Elle est plus courte pour les biens non durables que pour les produits durables. Ce phénomène associé au fait que les industries produisant des biens durables sont généralement plus capitalistiques et surtout plus motrices que celles fabriquant des biens non durables, ne manque pas d'avoir des conséquences particulièrement importantes en ce qui concerne l'évolution postérieure et la croissance de l'économie d'après-guerre.

Ces trois points concordent à confirmer la validité de la thèse de rattrapage en matière de consommation. L'effet de compensation joue pleinement. On peut même parler de rajustement de tendance.

Cette confirmation permet-elle de voir dans le principe de compensation l'explication de tous les phénomènes d'après-guerre, en particulier de l'accélération de la productivité après 1945 ?

Sous-section II : Insuffisance analytique de la thèse du rattrapage en matière de productivité

Les partisans de la thèse du rattrapage généralisé et systématique expliquent volontiers l'augmentation rapide de la productivité après guerre en se fondant sur le principe du rattrapage. A l'appui de leurs affirmations ils font remarquer que l'augmentation de la productivité est d'autant plus intense qu'il y eut diminution pendant la guerre. C'est ainsi que l'augmentation de la productivité fut beaucoup plus rapide en France et en Allemagne qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Par conséquent, à une diminution différente de la productivité pendant la guerre correspond une augmentation différente après guerre.

Se satisfaire d'une telle réponse, c'est renoncer à connaître les facteurs déterminant la productivité. La productivité globale d'une économie dépend de la qualité des facteurs de production qui sont utilisés dans la production nationale et de leur combinaison. Lorsque les travailleurs utilisent un matériel neuf et sont mieux qualifiés, tout laisse croire que la productivité globale des facteurs est plus élevée que s'il s'agissait d'ouvriers malhabiles employant un matériel désuet et usé. La seule qualité des facteurs de production n'est pas suffisante bien qu'elle soit nécessaire à assurer une productivité très élevée. Les combinaisons des facteurs de production sont plus ou moins efficaces, il peut se faire que des hommes de qualité ne soient pas à leur place ou (et) que le capital de production soit sous-employé. Les gaspillages sont aussi bien techniques qu'économiques. Par conséquent, l'amélioration de la productivité dépend à la fois d'une meilleure qualité des facteurs de production et d'une combinaison plus efficace de ces facteurs.

La question se pose de savoir comment et dans quelle mesure la guerre a influencé l'une et l'autre, autrement dit, quels sont les effets de la guerre sur la qualité des facteurs de production et sur les méthodes de production ; ce sera l'objet des deux et sur les méthodes de production.

§ 1 : Qualité des facteurs de production

Les répercussions de la guerre sur le travail et le capital de production d'une économie dépendent de l'effort immédiat de production et des destructions. Dans tous les pays belligérants, de profonds bouleversements se sont produits en ce qui concerne la qualification moyenne de la main-d'œuvre ainsi que la composition et l'état des moyens de production.

A) *La qualification de la main-d'œuvre est accrue :*

Il faut ici raisonner en termes globaux. Beaucoup de personnes occupant un emploi après la guerre ne l'auraient pas occupé s'il n'y avait eu la guerre, c'est le cas de nombreuses femmes.

La qualification moyenne globale est supérieure à ce qu'elle aurait été sans la guerre. En effet, on peut admettre qu'en temps de guerre les besoins particulièrement pressants de main-d'œuvre ont entraîné des promotions très rapides sinon totalement imprévues. Nombre d'ouvriers et de cadres ont appris ou ont eu l'occasion de pratiquer un certain nombre de techniques qu'ils auraient ignorées s'il n'y avait pas eu la guerre. La formation accélérée de la main-d'œuvre imposée par les événements a augmenté les connaissances et les aptitudes de l'ensemble des travailleurs.

De plus, le coût de formation de la main-d'œuvre supplémentaire employée après guerre a été supporté au cours de la guerre. Si l'on considère que la guerre est une période au cours de laquelle il est difficile de distinguer les dépenses spécifiquement de guerre de celles qui auraient été effectuées en des circonstances normales, on peut assimiler le coût de formation de la main-d'œuvre à une simple dépense de guerre. Au lendemain de la guerre, l'économie se trouve ainsi dotée d'une main-d'œuvre supplémentaire dont la formation pour la période présente ne lui incombe pas. C'est en quelque sorte semblable à une immigration d'adultes dont la formation a été supportée par leur pays d'origine.

Parce qu'il existe des effets de rémanence d'ordre quantitatif (augmentation du volume de la main-d'œuvre déjà employée) et qu'il y a eu anticipation de la formation de cette main-d'œuvre au cours de la guerre, il semble que la qualité du travail utilisable après guerre ait été amplifiée par l'effort accompli au cours des années de conflit.

B) *Le capital de production est plus productif :*

Tout dépend bien entendu du moment choisi pour apprécier ce capital. Au lendemain même de la guerre, alors que les ruines sont encore fumantes et une grande partie du matériel usé sinon inutilisable, la productivité du capital est évidemment très faible. Cette faiblesse même est à l'origine du mouvement d'accélération.

Quatre raisons complémentaires permettent de mieux comprendre ce phénomène.

— *En premier lieu*, dans l'immédiat après guerre ou pendant les années couvertes par la période de rattrapage des investissements se produit un remplacement massif du matériel de production. Ce remplacement avait été différé tout au long de la guerre. Par conséquent, le pourcentage de matériel neuf par rapport au matériel total en activité est brutalement amplifié, ce qui permet de penser que la productivité moyenne est supérieure.

— *En second lieu*, la proportion d'investissements nets par rapport aux investissements totaux est très nettement supérieure à la proportion d'avant-guerre. En effet, dans certains pays, les destructions ont été importantes et le matériel de production restant en activité est relativement faible. La distinction entre pays envahis et non envahis est ici encore lourde de conséquences.

— *En troisième lieu*, sans qu'il soit possible d'établir un lien de causalité entre la guerre et ce fait, il faut mettre en évidence l'accroissement de capital par travailleur. Chaque travailleur dispose d'une plus grande quantité de matériel.

— *En quatrième lieu*, et cette raison nous paraît primordiale et déterminante, la qualité fonctionnelle du capital nouveau est amplifiée du fait de sa nouveauté. Même lorsqu'il y a simplement remplacement unité pour unité de matériel, il y a progrès technique puisque le matériel nouveau bénéficie ou est doté de toutes les améliorations techniques qui ont été réalisées au cours de la période d'utilisation du matériel remplacé. Par conséquent, lorsque dans un pays les destructions ont été très importantes et le remplacement du capital longuement différé, au moment où sont réalisés les investissements de remplacement et de reconstitution se produit un intense mouvement de progrès technique. On peut admettre que les destructions variables selon les pays belligérants sont à l'origine (indirectement) des écarts entre les mouvements de la productivité après guerre. Parce que les destructions ont été en France et en Allemagne particulièrement intenses, la productivité augmenta dans ces deux pays à un taux beaucoup plus élevé qu'en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. L'âge moyen du matériel a brutalement diminué, surtout en France après 1945.

La thèse en vertu de laquelle le changement dans le « leadership » technologique est intervenu au lendemain de la seconde guerre mondiale a été soutenue et critiquée.

« Il est parfois allégué que la raison pour laquelle la production industrielle en Allemagne et au Japon a augmenté plus rapidement et a tendu à devenir moins onéreuse qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne tient au fait que les attaques aériennes durant la seconde guerre mondiale ont détruit un équipement obsolescent dans les deux premiers pays considérés. Ces destructions ont donné à ces « derniers arrivants » un avantage en leur ouvrant la voie de techniques plus modernes (23). »

Sans aller jusqu'à affirmer qu'il y a eu un renversement du leadership technique provoqué par les destructions de guerre au détriment des Etats-Unis et en faveur de certains pays envahis comme l'Allemagne, le Japon, voire la France, nous sommes amenés à fortement souligner les écarts existant entre les taux de croissance de la productivité dans ces pays et aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

Les auteurs de l'article cité critiquent cette proposition. « Si cet argument était valable, une forme efficace de l'aide économique américaine à l'étranger serait le bombardement systématique des villes de nos alliés économiquement développés en vue d'accélérer leur développement économique. »

L'ironie de l'argumentation cache mal l'inconsistance de la critique proposée et son ambiguïté. Les auteurs ne montrent pas que la proposition précitée n'est pas valable, ils ne peuvent le faire dans la mesure où ils seraient en contradiction flagrante avec toutes les données statistiques. Ils auraient pu, à la rigueur, contester le lien de causalité que l'on établit entre le taux de croissance élevé de la productivité et le fait qu'il y eut des destructions. Pour ce faire, ils auraient été dans l'obligation de montrer qu'un matériel de production entièrement ou presque entièrement neuf n'a pas une productivité nettement supérieure à un matériel dans son ensemble usagé. Une telle démonstration à l'échelle d'une économie nationale semble pour le moins hasardeuse.

De plus, la critique ainsi présentée souffre d'une ambiguïté fondamentale. Elle se situe à un niveau différent de celui de la proposition qu'elle conteste, celle-ci se situe au niveau de l'explication historique, elle porte un jugement d'existence explicatif. Les auteurs de l'article cité tendent implicitement à présenter cette explication d'un fait historique isolé comme un moyen possible de politique économique, ils passent imperceptiblement du jugement d'existence explicatif au jugement normatif de politique.

Il est hors de question de préconiser la destruction systématique et anticipée du matériel obsolescent ou en voie de l'être en vue d'accélérer le progrès technique et partant, le développement économique d'un pays considéré. Il n'empêche et il demeure que les écarts durables entre les taux de croissance de la productivité

(23) E. Armes et M. Rosenberg, *Changing technological leadership and economic growth*, E. J. mars 1963, p. 15.

dans les pays ayant subi de fortes destructions et ceux restés à l'abri des coups ennemis tiennent à la différence d'intensité des destructions et partant, au degré relatif de nouveauté des matériels de production respectifs.

La qualité des facteurs de production est accrue, l'ensemble de la main-d'œuvre est mieux qualifiée, le matériel ayant été ou massivement remplacé ou reconstitué est en parfait état de marche. Pour que l'accroissement de productivité soit maximum encore faut-il que les facteurs de production soient combinés au sein d'unités de production à fort rendement.

§ 2 : Méthodes de production

La guerre n'a pas eu seulement des effets sur la qualité des facteurs de production des pays belligérants, elle a modifié leur combinaison et la dimension des entreprises les utilisant. De plus, les progrès techniques immédiatement réalisés pendant la guerre ou en voie d'application donnent une impulsion particulière aux activités de production et de recherche. L'exploitation après guerre des découvertes faites pendant ou à propos de la guerre a des conséquences parfois profondes sur les méthodes et les techniques de production industrielles.

Quatre points méritent d'être soulignés, il s'agit de savoir quels sont les effets de la guerre sur :

A. — L'organisation des entreprises ;
B. — La dimension des entreprises ;
C. — Les innovations ;
D. — La recherche.

A) *L'organisation des entreprises :*

On a dit du capitalisme qu'il avait pour objet une production de masse. La guerre nécessite et instaure la production de masse. Ce type de production a un double aspect, d'une part la standardisation des produits fabriqués est poussée au plus haut point, d'autre part, et en fonction de cette standardisation, la production se fait en chaîne avec une grande diversification des étapes intermédiaires permettant souvent une automation poussée car il faut produire le plus rapidement possible et les coûts perdent de l'importance.

Le nombre de produits proposés aux consommateurs est fort restreint pendant la guerre ; il le reste encore après la fin des hostilités. La diversification des produits de consommation est le fait d'une économie d'opulence, c'est le luxe des consommateurs à niveau de vie élevé que de réclamer des produits différenciés. Dans l'immédiat après guerre, les consommateurs sont davantage préoccupés de satisfaire des besoins dont le caractère est l'urgence plutôt que de rechercher la singularité. La demande de produits

de consommation est donc une demande singulière et non une demande diversifiée, les entrepreneurs ne sont pas soucieux de trouver des débouchés mais d'assurer une production maximale.

La mise en place et l'installation de chaînes de production est facilitée par le fait qu'il y a remplacement massif du capital ou, lorsqu'il y a eu destruction, création de nouveaux ateliers. Les entrepreneurs sont en temps habituels souvent retenus d'installer une chaîne de production dans leurs usines dans la mesure où cette installation rend obsolescent une partie du capital et ce parce qu'il existe une complémentarité fonctionnelle et technique telle que l'utilisation d'une chaîne ou d'un procédé nouveau est impossible s'il n'y a pas rénovation totale de l'ensemble du matériel de production. Cet empêchement n'existe pas dans l'immédiat après guerre. En effet que soit ou non installée une nouvelle chaîne de production, le remplacement habituel ayant été différé, il est nécessaire de remplacer la plus grande partie du matériel. Autant alors adopter la meilleure technique de production.

Cette modernisation, cette taylorisation, est souvent rendue possible par le changement de dimension des entreprises.

B) *Le changement de dimension des entreprises :*

La notion d'économie interne d'échelle est trop connue pour que nous y insistions longuement. La guerre a favorisé l'augmentation de la taille moyenne des entreprises. Deux raisons concordent à accentuer ce phénomène.

En premier lieu, dans les secteurs en expansion, ce sont essentiellement les grandes entreprises qui ont bénéficié de l'impulsion de guerre (24), ce pour des raisons à la fois administratives et techniques. Ce changement dans la dimension relative des entreprises risque d'être d'autant plus durable, sinon définitif, qu'il s'exprime en termes de capacité de production.

En deuxième lieu, dans les secteurs en régression, tout permet de penser que les petites entreprises ont beaucoup plus de difficultés à s'adapter aux circonstances imposées par la guerre. Nombre d'entre elles sont contraintes de fermer leurs portes en raison de la pénurie de main-d'œuvre et de matières premières. A la fin de la guerre il leur est souvent impossible de reconquérir une place qui fut occupée par une firme de plus grande dimension.

Ainsi, dans les secteurs en expansion comme dans ceux qui furent en régression, toutes les conditions sont réalisées pour accroître le pouvoir relatif des entreprises de grande dimension.

La disparition d'un certain nombre de petites entreprises a pour conséquence première de permettre l'expansion des entreprises survivantes, les deux mouvements sont liés, ils sont amplifiés du fait de la guerre.

---

(24) Cf. 1re partie, chapitre II, section I, sous-section III, § 2.

L'amélioration de la productivité n'est pas seulement imputable à une meilleure organisation des entreprises et à des économies d'échelle dues à une augmentation de leur taille moyenne. Ces deux conditions ne sont pas suffisantes pour provoquer une mutation. Le nombre et la nature des innovations sont en l'occurence essentiels.

C) *Les innovations :*

Il faut distinguer deux types d'innovations, les innovations concernant les produits fabriqués et celles portant sur les techniques et les méthodes de production.

Au cours des guerres, de nombreuses innovations ont été réalisées en matière de produits de consommation. Le plus souvent, de telles innovations ont un caractère essentiellement temporaires et les produits nouveaux ne sont plus consommés à la fin des hostilités, c'est le cas de la saccharine par exemple.

Beaucoup plus importantes, surtout du point de vue du progrès technique, sont les innovations réalisées dans le domaine des méthodes et des techniques de production. L'amélioration de la productivité après guerre dépend du stock d'innovations réalisées et du stock d'innovations potentielles.

Les innovations réalisées au cours de la guerre le sont essentiellement (uniquement) dans les secteurs directement ou indirectement intéressés par la production de matériel de guerre. Les occasions et les nécessités d'innover sont d'autant plus nombreuses, variées et importantes que la production de matériel de guerre est volumineuse et diversifiée.

La seconde guerre mondiale a eu de ce point de vue des effets beaucoup plus intenses que la guerre 1914-1918. En effet, le perfectionnement technique de la fabrication d'armement léger n'est pas porteur d'innovations majeures. Par contre, la fabrication d'armement lourd et les efforts faits pour améliorer la précision des canons, la sécurité et la vitesse des avions, la puissance des chars et la rapidité et le tonnage des navires multiplient les occasions de réaliser des innovations majeures. De plus, le nombre de secteurs intéressés par la production d'armement lourd étant supérieur à celui des secteurs intéressés par la fabrication d'armement léger, la diffusion des innovations a toutes chances d'être plus importante.

---

(25) Inventaire des innovations réalisées au cours et au lendemain de la première guerre d'après Growth dans *Stagnation in European economy*, O.N.U., 1954, p. 21. Ce sont : fourneaux électriques pour les alliages, fours à chaux rotatifs, nouveaux procédés électro-chimiques, méthodes nouvelles de fixation du nitrogène, nouvelles méthodes de blanchissage de la laine brute, raffinage par cracking, hydrogénation du carbone, usines à roulement continu (dans l'acier), emploi du moteur diésel, tubes électroniques, nouvelles machines dans l'habillement, technique du froid, nouvelles méthodes de mise en conserve, emploi de matériau préfabriqué pour l'empaquetage... Cet inventaire n'est pas exhaustif.

L'accroissement de la productivité fut plus rapide au lendemain de 1945 qu'il ne l'avait été après 1918. Cette différence s'explique, en partie au moins, par le fait que les innovations réalisées de 1939 à 1945 sont à la fois plus nombreuses, plus variées et plus intenses que celles réalisées de 1914 à 1918 (25). La découverte et la mise en œuvre de l'énergie atomique sont un facteur amplificateur du progrès technique engendré par la seconde guerre mondiale ; aucune innovation d'une puissance comparable n'avait été réalisée au cours de la grande guerre.

Les circonstances de guerre ne permettent pas toujours de mettre en œuvre toutes les découvertes faites à propos de la production de matériel militaire. Il peut ainsi exister à la fin des hostilités un stock d'innovations potentielles qui pourront être mises en œuvre après la fin des hostilités. C'est le cas en particulier de l'utilisation du contrôle électronique dans certaines industries et du développement du radar en aviation.

Aussi importants que soient les stocks d'innovations après guerre, l'accroissement de la productivité n'est durable que si la recherche est dynamique et renouvelle les occasions de progrès.

D) *La Recherche :*

Jusqu'à une époque récente, le Savoir ne trouvait pas sa place dans la liste des facteurs ou des mécanismes de croissance. Cet oubli et cette absence injustifiée sont aujourd'hui réparés. A l'heure actuelle, parmi les facteurs de croissance, le Savoir tient une place de choix ; certains auteurs vont jusqu'à en faire le facteur déterminant de la croissance, le facteur qui permet d'expliquer tout ce que l'on n'a pu jusqu'alors expliquer.

Le domaine où le Savoir trouve un champ d'application de qualité est celui de la recherche. On distingue traditionnellement la recherche appliquée et la recherche fondamentale. La question se pose de savoir quelles peuvent être les répercussions de la guerre sur l'une et l'autre.

— *La recherche appliquée* a connu au lendemain des deux guerres un essor particulier. On peut penser que cet essor est imputable à l'exploitation des innovations potentielles. Dans la mesure où l'on admet que le nombre de brevets d'invention traduit approximativement l'intensité de la recherche appliquée, le tableau suivant est en lui-même éloquent.

Nombre annuel moyen de brevets d'invention délivrés en France

1900-1909	1920-1929	1930-1939	1946-1955
11 450	18 820	19 500	20 590

Source : D'après les chiffres de *l'Annuaire statistique de la France*, 1961, p. 119.

Le nombre moyen de brevets d'invention annuellement délivrés au cours de la décennie postérieure à la première guerre mondiale est de 64 % supérieur à celui de la décennie 1900-1909. Pour la période 1946-1955, l'écart est de + 17 %, ce qui reste remarquable étant donné le nombre déjà élevé de brevets délivrés au cours de la période 1930-1939.

Malgré le caractère grossier sinon imprécis de cet indicateur, nous sommes conduits à admettre que l'exploitation et la mise en œuvre des possibilités et des découvertes faites pendant la guerre donnent un essor exceptionnel à la recherche appliquée au cours des périodes d'immédiat après guerre.

— *La recherche pure ou fondamentale* reste le plus souvent le fait de l'Etat ; c'est la raison pour laquelle on la confond souvent avec la recherche publique. Il est difficile d'apprécier exactement les effets de la guerre sur le volume et la direction de la recherche fondamentale.

Même si l'on admet que la recherche fondamentale n'a pas de répercussions majeures sur l'évolution à court terme de la productivité, il faut pourtant remarquer qu'une découverte comme celle de l'énergie atomique a des effets exceptionnels sur le progrès technique. On peut regretter que l'axe de recherche suivi pendant la guerre soit particulier et limité ; il reste que toute découverte fondamentale quel que soit son objet ou son domaine est porteuse de progrès.

Parce que la thèse du rattrapage ne fournit pas les raisons profondes de l'augmentation plus ou moins rapide de la productivité, elle est analytiquement insuffisante. L'évolution de la productivité s'explique beaucoup plus par des facteurs particuliers que par un effort de rattrapage.

Malgré cette insuffisance analytique, la thèse du rattrapage n'est pas en contradiction avec les faits puisque il y a correspondance entre les mouvements de la productivité pendant et après la guerre. A une forte diminution au cours de la guerre correspond une forte augmentation après guerre. Cette concordance des faits et des conclusions suggérées par la thèse de rattrapage justifie sans doute la légèreté avec laquelle cette thèse est proposée et utilisée comme explication des mouvements de la productivité. Une telle justification disparaît lorsque les faits contredisent les conclusions découlant de l'application de la thèse du rattrapage. Ces contradictions existent-elles ?

Sous-section III : Les contradictions au principe de réaction

Le principe de réaction ou de compensation, fondement de la thèse du rattrapage, veut qu'à toute action appliquée à l'ensemble que constitue l'économie nationale corresponde une réaction

compensatoire. L'accélération de la croissance après guerre est ainsi expliquée. Le phénomène de rattrapage trouve dans les faits autant de justifications que dans l'analyse.

N'y a-t-il pas des faits dont l'existence même contredit la validité du principe de réaction que l'analyse soit globale ou sectoralisée et systématique ?

§ 1 : Contradictions à la thèse du rattrapage global

La période de rattrapage se caractérise par une croissance rapide en situation de plein emploi. La demande différée est la cause profonde de ce mouvement de croissance. On admet implicitement que ce phénomène est particulier aux pays belligérants et que le rattrapage cesse lorsqu'ont été rétablies les conditions qui auraient dû prévaloir s'il n'y avait pas eu la guerre. C'est dans la guerre que les effets de rattrapage trouvent leur origine. C'est lorsque la situation de référence est atteinte qu'ils cessent. Que se passe-t-il dans les pays non belligérants ? Que se passe-t-il après la période de rattrapage ?

A) *La croissance de certains pays non belligérants :*

La période de rattrapage est particulière aux pays belligérants. Elle se caractérise par un taux de croissance du revenu national plus élevé que le taux de croissance de la période d'avant-guerre. Cet écart entre les taux de croissance est expliqué par l'effort de rattrapage accompli par les pays considérés.

Certains pays non belligérants comme la Norvège ont connu après la seconde guerre mondiale une période de croissance particulièrement intense. Le taux de croissance d'après-guerre est nettement supérieur au taux de croissance d'avant-guerre. Il est impossible d'expliquer cette accélération de la croissance par un effort de rattrapage puisqu'il n'y a pas eu de restrictions importantes et que de ce fait la demande différée est pratiquement nulle. La thèse du rattrapage est partiellement en contradiction avec la réalité. Il peut y avoir accélération de la croissance indépendamment de tout effet de rattrapage. Cette conclusion est à la fois trop hâtive et trop exclusive.

Elle est trop hâtive car aucun auteur n'oserait soutenir la thèse en vertu de laquelle toute accélération de la croissance est uniquement imputable à un effort de rattrapage. Rien n'interdit de penser que la croissance peut être plus rapide indépendamment de tout effet de rattrapage.

Cette conclusion est surtout trop exclusive. On ne peut supposer que la croissance d'une économie nationale se déroule en vase clos. La théorie admet que les relations internationales peuvent répercuter les fluctuations. La croissance accélérée dans un certain nombre de pays (les belligérants) exerce incontestablement

des effets d'entraînement sur la croissance d'autres pays (non belligérants). Ce n'est que la répercussion internationale de l'effet de rattrapage.

Si la contradiction externe n'est pas décisive et admet quelques réserves, l'évolution économique au cours de la période postérieure à la période de rattrapage ne contredit-elle pas la thèse du rattrapage ?

B) *La fin de la période de rattrapage :*

Nous avons tenté de déterminer objectivement une situation de référence. Lorsque cette situation est atteinte, la période de rattrapage est terminée. La logique voudrait que lorsque la période de rattrapage est terminée, l'évolution de la période à venir ait quelque ressemblance avec celle de la période d'avant-guerre ayant servi à l'extrapolation.

Dans le cas de la France, nous avons admis que la période de rattrapage après la seconde guerre mondiale prenait fin aux environs de 1955. De 1945 à 1955, le taux de croissance avait été très élevé. Nous remarquerons qu'il n'y a pas eu ralentissement de la croissance après 1955. Comment expliquer ce phénomène ? L'effort de rattrapage a cessé et la croissance reste toujours aussi rapide. A quoi attribuer la poursuite de cette évolution favorable ? Y a-t-il changement brutal et définitif de la nature de l'effort de production ? Jusqu'en 1955, c'est un effort de rattrapage, après 1955, comment qualifier cet effort ? Est-on en droit de prétendre que l'effort de rattrapage cesse lorsqu'est atteinte la situation de référence objectivement déterminée ?

Répondre à cette série de questions est pratiquement impossible. Ceci conduit à formuler des réserves non sur le pouvoir d'explication de la thèse du rattrapage mais sur les manières et les possibilités de déterminer la fin de la période de rattrapage. Si l'on admet, et il est difficile de faire autrement, qu'il existe des facteurs de croissance expliquant l'évolution de la période postérieure à la période de rattrapage, comment ne pas supposer qu'ils n'interviennent pas au cours de cette même période de rattrapage ? Que devient alors la thèse du rattrapage ? L'effort de rattrapage détermine le taux de croissance élevé de la période d'après-guerre, comment expliquer que ce taux reste aussi élevé lorsque tout laisse penser que l'effort de rattrapage a cessé ? On ne peut quand même pas prétendre qu'il y a réaction à la période de rattrapage puisqu'il y a eu croissance. Si la période postérieure à la période de rattrapage ne contredit pas totalement la thèse du rattrapage, elle conduit à formuler un grand nombre de questions qui sont autant de réserves.

Les réserves ne deviennent-elles pas des contradictions lorsque l'on passe d'une analyse globale à une analyse sectoralisée et systématique ?

§ 2 : Contradictions à la thèse du rattrapage systématique

La thèse du rattrapage systématique soutient que la période d'immédiat après guerre est caractérisée par un effort de compensation généralisée. Il y aurait un réajustement général, c'est-à-dire que les modifications de structure qui se sont produites au cours de la guerre sont compensées au cours de la période de rattrapage. Pour qu'il en soit ainsi et si nous pratiquons une analyse sectorielle, il faut que les secteurs ayant connu au cours de la guerre une expansion exceptionnelle comparativement à l'ensemble des autres secteurs enregistrent au cours de la période de rattrapage une régression relative et compensatoire. Dans ces conditions, il est possible d'accepter la thèse du rattrapage systématique. En est-il ainsi ? N'y a-t-il pas modification des structures ?

A) *Certains secteurs en expansion pendant la guerre,* par exemple les industries chimiques et automobiles au cours de la guerre 1914-1918, connaissent après guerre une activité suffisamment élevée pour provoquer la réalisation d'investissements parfois importants. Il faut remarquer que les secteurs dont l'expansion rapide se maintient après la fin des hostilités sont, sauf exception, des secteurs fabriquant des biens de consommation durable nouveaux. Ce sont des secteurs qui sont dans la première phase de leur développement. On peut admettre que la guerre a avancé ou favorisé leur essor. En ce qui concerne ces secteurs, les effets de rattrapage sont également des effets amplificateurs ou accélérateurs de croissance.

Pour que la guerre apparaisse réellement comme un facteur de brusque transformation, de modification de structure, il ne suffit pas que la période d'après-guerre permette la continuation d'une expansion sectorielle commencée au cours de la guerre ; encore faut-il que les secteurs ayant été en contraction pendant les hostilités ne puissent, lorsque celles-ci ont cessé, se développer rapidement et continuent, pour certains, à régresser.

B) *Certains secteurs ayant connu une période de contraction* au cours de la guerre, les industries textiles par exemple, n'ont pas après la fin des hostilités une expansion telle que l'on puisse penser qu'elle compense la régression provoquée par la guerre. En ce qui concerne ces secteurs, la guerre a accéléré non pas leur contraction absolue mais leur régression relative par rapport à d'autres secteurs en voie d'expansion.

Il n'est pas question de soutenir la thèse selon laquelle tous les secteurs ayant enregistré une contraction au cours de la guerre, rencontrent après la fin des hostilités des difficultés telles qu'il leur est difficile de compenser le retard de croissance qu'ils ont subi du fait de la guerre par rapport à d'autres secteurs qui ont bénéficié de l'impulsion de guerre. Nous pensons toutefois que, sauf cas particulier, ces secteurs souffrent au départ d'un handicap

certain, handicap qui risque fort de rendre plus difficile leur expansion, dans ses premiers moments tout au moins.

Il n'est pas possible non plus d'affirmer que les secteurs en expansion en temps de guerre continuent à s'accroître après l'armistice. Pourtant, dans les premiers mois de l'après-guerre, ils bénéficient encore de l'avantage que constitue pour eux le fait que leur capacité de production ait été accrue au cours de la guerre. Les écarts, les inharmonies peut-être provoquées par la guerre, seront d'autant plus durables que les investissements réalisés après guerre ne jouent pas comme des mécanismes compensateurs ou de rajustement mais comme des mécanismes d'amplification.

Les effets de distorsion entraînés par la guerre se prolongent souvent par des effets de « mutation » surtout lorsqu'ils se sont exercés au profit de certains secteurs produisant des biens de consommation.

Ainsi nous ne sommes pas éloignés de penser qu'il y a une modification de la structure de l'appareil de production de l'ensemble des industries fabriquant des biens de consommation. Cette modification se réalise au profit des industries de consommation ayant fabriqué du matériel de guerre au détriment de celles ayant enregistré une contraction majeure au cours de la même période. L'ampleur des changements que nous supposons varie selon que les industries ayant enregistré une contraction pendant la guerre éprouvent dans l'immédiat après guerre des difficultés assez nombreuses et importantes pour leur interdire d'augmenter leur production et accroître leur capacité. La stagnation de ces industries les voue à une très lente disparition dans une économie où les exigences de la demande sont pressantes, car si l'offre ne peut satisfaire les besoins de la demande, celle-ci se tournera vers d'autres secteurs dont l'offre est moins rigide.

S'il y a modification de certaines structures des économies des pays belligérants, c'est que les distorsions sectorielles qui se sont produites au cours de la guerre n'ont pas été compensées au cours de la période de rattrapage. Ce fait est une contradiction flagrante à la thèse du rattrapage systématique. Il constitue une critique supplémentaire aux thèses trop mécanicistes.

CONCLUSION DU CHAPITRE II

L'analyse de la thèse du rattrapage indépendamment des réserves que l'on peut formuler quant à sa validité lorsqu'elle est généralisée et systématisée conduit à admettre la réaction aux effets de restriction et permet de tirer des enseignements d'ordre historique ou polémographe et d'ordre théorique.

I. — *Réaction aux effets de restriction.* Que ce soit dans le domaine des investissements ou de la consommation, les restric-

tions du temps de guerre provoquent par réaction un effet de rattrapage. Cette réaction n'a pas les qualités qui particularisent les réactions étudiées en physique, elle n'est ni symétrique ni compensatoire.

L'intensité des effets de rattrapage est différente de l'intensité des effets de restriction parce que la demande après guerre a des caractéristiques qui lui sont propres et que les besoins en investissements et l'offre de capital réel sont définitivement modifiés par la guerre.

De plus, les effets de rattrapage ne portent pas sur tous les produits dont la consommation fut restreinte, ils ne concernent pas tous les secteurs dans lesquels les investissements furent suspendus pendant la guerre. Il s'ensuit par conséquent que les effets de distorsion provoqués par la guerre deviennent des effets de modification dans la mesure où ils se prolongent, se maintiennent ou s'amplifient après-guerre. Ceci revient à dire que si globalement les effets de rattrapage sont ainsi des effets compensateurs, ils peuvent être, dans le cadre d'une analyse sectorale, des effets amplificateurs.

II. — *Enseignements polémographes.*

Malgré les différences, l'asymétrie existant entre effets de restriction et effets de rattrapage, il reste que l'intensité des effets différés d'une guerre est en étroite relation avec l'intensité des effets immédiats.

La seconde guerre mondiale a entraîné un effort de production et des destructions beaucoup plus intenses que ceux provoqués par la guerre 1914-1918. L'effet de mutation après 1945 est, dans tous les domaines et dans tous les pays beaucoup plus profond qu'après 1918. L'intensité différente des effets immédiats change la nature des effets différés.

Aussi paradoxal et regrettable que cela puisse paraître, nous devons constater que les destructions ont des effets d'entraînement et d'accélération sur la productivité et partant, sur la croissance. Pour les pays non envahis l'effet de mutation est immédiat, pour les pays envahis cet effet est différé, il commence après la période de rattrapage, mais il est aussi plus intense et plus durable.

Il n'y a pas une guerre, il n'y a même pas un type de guerre. Les deux conflits mondiaux de 1914 et de 1939 sont tous les deux des guerres industrielles et totales, leurs effets définitifs sur la croissance furent de même sens mais d'une intensité totalement différente. Cette différence nous paraît tellement profonde qu'il nous semble possible, en exagérant à peine, d'affirmer que les effets de mutation imputables à la première guerre mondiale semblent dérisoires comparés à ceux qui ont suivi la seconde.

III. — *Enseignements théoriques.*

Ces enseignements sont de deux ordres ; tout d'abord les effets d'accélération de la croissance sont d'autant plus intenses que les effets de rattrapage l'ont été ; ensuite il existe une relation étroite entre l'évolution du revenu national et celle de la productivité.

Un des objectifs principaux de toutes les politiques économiques est d'assurer une croissance « stabilisée », c'est-à-dire sans crise ni contraction majeures. Or la question se pose, semble-t-il, de savoir si la stabilité n'est pas obtenue au détriment de la rapidité de la croissance. En effet, il est sinon significatif du moins caractéristique, de constater que les conséquences les plus profondes et les plus durables exercées par la guerre sur la croissance des pays belligérants l'ont été dans ceux qui ont connu une période de rattrapage. Qui dit période de rattrapage admet implicitement contraction antérieure. L'effort de rattrapage apparaît comme un facteur d'oxygénation, de rajeunissement et de relance de la croissance. L'économie puise des forces nouvelles et assainies dans l'effort de rattrapage qu'elle est contrainte d'entreprendre.

Il serait sans doute hâtif et erroné de préconiser la contraction comme moyen de relance ou d'accélération de la croissance. En effet, la contraction de guerre est spécifique dans ses causes et ses manifestations. La preuve devrait être apportée qu'une crise ou une contraction ayant des origines totalement différentes de celles ayant entraîné la contraction de guerre aurait des effets similaires du point de vue de la croissance. A défaut d'une telle preuve, nous sommes conduits à conclure à la spécificité des effets entraînés par la guerre.

Les mouvements du revenu national et de la productivité apparaissent comme étant étroitement liés. C'est dans les pays où le revenu national a crû le plus rapidement que la productivité a augmenté le plus intensément. La croissance n'est pas un phénomène simple, ce n'est pas l'augmentation banale soit du revenu global, soit du revenu par tête. La croissance paraît être un phénomène composite, il y a accroissement du volume de la production et progrès technique. Il semble même que le progrès technique soit une condition sinon la condition d'une croissance rapide et durable. Le progrès technique dépendant du savoir de l'homme, on comprend toute l'importance que l'on doit attacher à l'acquisition, la diffusion et l'accroissement de ce savoir.

CHAPITRE III

EFFET DE STABILISATION

Par souci de clarté d'exposition ou par conviction théorique, de nombreux auteurs analysent séparément les deux phénomènes que sont la fluctuation et la croissance. Chaque phénomène est en lui-même très complexe et l'analyse économique n'a épuisé ni l'un ni l'autre. Les rapports entre la croissance et les fluctuations sont encore beaucoup plus complexes.

L'analyse totalement dissociative des fluctuations et de la croissance a été abandonnée depuis une trentaine d'années. Ce type d'analyse correspond à un stade de développement de la science économique. L'analyse unitaire des fluctuations et de la croissance soulève encore de nombreux problèmes. Si la majorité des auteurs est d'accord pour souligner l'interdépendance et l'étroite corrélation existant entre les deux phénomènes, les avis sont beaucoup plus partagés sur le fait de savoir quelle est la nature des relations d'interdépendance, en d'autres termes la croissance est-elle la résultante des fluctuations ou inversement les fluctuations ne sont-elles qu'un accident, un sous-produit de la croissance ?

Prétendre que la croissance est la résultante d'un ensemble de fluctuations suppose implicitement que les périodes d'expansion sont à la fois plus durables et (ou) plus intenses que les périodes de contraction. En ce cas, expliquer la croissance se réduit à expliquer les différences entre les fluctuations à la hausse et les fluctuations à la baisse. Même si elle peut paraître séduisante, une telle explication n'en reste pas moins incomplète sinon erronée. Incomplète dans la mesure où elle laisse dans l'ombre les traits caractéristiques de la croissance. Erronée parce qu'elle attribue à la croissance une origine et des causes qui ne sont pas les siennes. Les facteurs de croissance sont profondément différents de ceux qui font l'expansion brève.

La seule analyse qui semble justifiée est celle considérant la fluctuation comme un sous-produit ou un accident de la croissance. La croissance est un mouvement complexe de plusieurs ensembles, de plusieurs agrégats. Chaque ensemble conserve une certaine

autonomie d'évolution, il se crée ainsi des points de friction, des désajustements ou des blocages qui font la crise ou la dépression. Le mouvement long étant indépendant de la fluctuation courte, il devient possible de préconiser une politique économique ayant pour but de stabiliser la croissance.

*
**

Que faut-il entendre par « stabilité » (1) ? Le moins que l'on puisse dire est que ce concept est ambigu et que son contenu prête à confusion sinon à contestation. La première erreur à ne pas commettre est de confondre stabilité et constance. On dirait d'une économie qu'elle est constante dans la mesure où elle perpétuerait un état donné de période en période. Cet état dépendrait essentiellement de la période envisagée, le choix d'une telle période reste arbitraire, on ne peut souhaiter que la constance d'une période heureuse, mais laquelle choisir ? Le concept de stabilité est plus riche et plus complexe.

Il est impossible de dire d'une économie qu'elle est stable ; cela ne signifie rien si l'on ne précise quel est l'indicateur choisi pour formuler ce diagnostic. C'est en fait l'activité économique qui est stable. Trois aspects de cette activité sont particulièrement importants, ce sont la production, l'emploi et les prix. On est conduit à penser qu'une économie est stable lorsqu'il n'y a pas de contraction majeure du volume de la production et de l'emploi et lorsque la hausse des prix n'est pas exceptionnellement inflationniste. Comme nous sommes dans l'incapacité de préciser à partir de quel taux la hausse des prix devient source d'instabilité, nous limiterons les critères de stabilité à la non contraction du volume de la production et de l'emploi.

La croissance d'une économie au cours d'une période a été stable lorsqu'elle s'est réalisée non pas à un taux constant mais sans contraction majeure, même temporaire, du volume de la production et de l'emploi, que ces contractions soient ou non simultanées. Il s'agit uniquement d'un diagnostic et non d'une prescription. Il est évident que l'on peut *a posteriori* constater la stabilité de la croissance en constatant la stabilité de la production et de l'emploi ; il serait pour le moins superficiel de préconiser simplement la non-contraction de la production et de l'emploi pour assurer une croissance stable. La stabilité est sans doute le fruit de l'harmonie, ceci dépasse les limites de notre étude, et nous nous bornerons à constater le phénomène sans prendre parti sur le fait de savoir si la croissance fut ou non harmonieuse.

(1) Cf. sur ce point, N. Kaldor, *Essays on economic stability and growth*, G. Duckworth, Londres, 1960.

Bert Hickman, *Growth and stability in postwar economy*, Brookings Institution, Washington, 1960.

Si nous admettons que la stabilité est l'absence de contraction majeure, nous sommes fondés à penser qu'il y a stabilisation lorsque les contractions sont moindres et partant, les expansions plus importantes. Trois critères doivent être combinés, ce sont le nombre, l'intensité et la durée. Il y aura eu stabilisation de la croissance lorsqu'au cours de la période sous étude les dépressions auront été moins nombreuses, moins intenses et moins longues que les dépressions de la période antérieure et inversement pour les expansions.

Pour admettre qu'il y a effet de stabilisation il faut tout d'abord réfuter, sinon totalement, en partie du moins, les thèses selon lesquelles la guerre provoquant des périodes de baisse est un facteur d'instabilité. Sans nier l'existence des périodes de dépression qui ont suivi les années de guerre, doit-on pour autant affirmer qu'il n'y a pas eu stabilisation et que la guerre n'est pas indirectement et pour partie à l'origine de cette stabilisation ?

SECTION I. — LA GUERRE, FACTEUR D'INSTABILITE

La plupart des auteurs ayant incidemment analysé les effets différés des guerres ont arbitrairement choisi de n'en retenir que les effets dépressifs. Ils sont logiquement amenés à considérer la guerre comme un facteur d'instabilité important. Il est possible de distinguer deux groupes d'auteurs. Le premier groupe est constitué par ceux pour qui la guerre a essentiellement des effets dépressifs et crée toutes les conditions favorables à l'apparition d'une dépression profonde. Le second groupe est constitué par les auteurs qui font de la guerre la cause de la baisse de longue durée. De telles analyses sont critiquables dans la mesure où elles sont à la fois partielles et contingentes.

Sous-section I : Effets dépressifs de la guerre

Les auteurs soutenant cette thèse ne font pas de la guerre une cause directe des mouvements de baisse ou de dépression. Ces auteurs mettent en lumière ce qu'ils considèrent comme les causes déterminantes des mouvements de baisse. Ils proposent une explication générale de l'apparition des mouvements de baisse dûs à des causes particulières, explication valable pour toutes les crises quelles qu'elles soient, indépendamment du fait de savoir si les crises sont considérées comme antérieures ou postérieures à une guerre. Ils insistent toutefois sur le fait que les guerres créent toutes les conditions favorables à l'apparition de ces causes. La guerre ne provoque pas directement et obligatoirement la crise, mais elle favorise considérablement son apparition en rendant le milieu économique particulièrement instable et porteur de germes de dépression.

Nous ne prétendons pas exposer toutes les thèses qui analysent les causes de fluctuation et traitent incidemment de la guerre. Nous ne prétendons pas davantage résumer correctement et pleinement les trois thèses que nous avons choisies de citer. Tout résumé est trop grossier et schématique pour ne pas prêter le flanc à une critique justifiée. Nous nous bornerons à exposer rapidement ce que certains auteurs considèrent comme la ou les causes fondamentales des crises et à indiquer de quelle manière ils montrent que la guerre amplifie les crises ou crée les conditions les plus favorables à leur apparition.

Trois auteurs ont parmi tant d'autres plus particulièrement abordé ces questions, ce sont MM. C. Rist, J. Lescure et A. Barrère. Ce sont leurs thèses que nous allons exposer.

§ 1 : La thèse de C. Rist (2)

L'auteur est très attaché à l'étalon-or et tente de montrer les relations existant entre les mouvements de la production d'or et les périodes de hausse ou de baisse des prix, d'expansion ou de dépression. Il montre ensuite de quelle manière par l'intermédiaire du cours forcé la guerre a des effets différés dépressifs.

A) *Production d'or, expansion et dépression :*

Schématiquement et grossièrement, le raisonnement de C. Rist peut se résumer dans la séquence suivante : les mouvements de la production ou du stock d'or détenu par un pays entraînent des variations de prix, ces variations de prix exercent à leur tour soit des effets d'expansion, soit des effets de dépression.

L'auteur (3) montre qu'une augmentation de la production d'or entraîne une hausse des prix. Il parvient à la conclusion que lorsque l'accroissement de la production d'or est moins intense que celle des biens, il se produit une baisse des prix dans l'économie considérée (4). Cette baisse des prix a des effets dépressifs « car la baisse des prix décourage les producteurs », de plus « on voit dans le public se dessiner une tendance à garder plus longtemps ses revenus en réserve pour profiter de la hausse du pouvoir d'acquisition de la monnaie » (5), les consommateurs spéculent à la baisse.

Sans aller jusqu'à affirmer qu'il y a crise, l'auteur souligne le caractère dépressif d'une baisse des prix, la rapidité et l'intensité des baisses de prix augmentent leur caractère dépressif.

Ceci est l'explication générale de l'apparition des périodes de dépression. L'auteur montre par la suite comment les guerres et

(2) C. Rist, *Mécanismes économiques élémentaires*, Recueil Sirey, Paris, 1945, p. 212 et suivantes.
(3) C. Rist, *op. cit.*, p. 220.
(4) C. Rist, *op. cit.*, p. 222.
(5) *Ibid.*

leurs séquelles monétaires ont pour conséquence de provoquer à terme une baisse intense des prix et partant, une dépression.

B) *Guerres, baisse des prix et dépression* (6) :

L'auteur souligne tout d'abord l'opposition fondamentale existant entre léconomie de guerre et l'économie de paix. Puis il montre que la hausse des prix est particulièrement intense pendant la guerre. Cette hausse est due « à une création artificielle du pouvoir d'achat » et à une raréfaction des produits.

La création artificielle du pouvoir d'achat est le fait des dépenses de guerre ou de l'émission de monnaie, c'est l'inflation de guerre (au sens non défini par l'auteur). La hausse des prix est d'autant plus importante que l'essentiel de la production est destiné aux armées et qu'il y a raréfaction soit par prélèvement, soit par diminution de la production des biens de consommation, ainsi « la hausse des prix a pu atteindre dans certains cas des proportions gigantesques » (7). Cette hausse inhabituelle et exagérée des prix rendra plus intense la baisse d'après-guerre.

La baisse des prix est d'autant plus rapide et profonde que non seulement le niveau atteint pendant la guerre est particulièrement élevé, mais que l'arrêt de l'émission de monnaie est brutal dès la fin des hostilités. « Les phénomènes de hausse ou de baisse des prix ont des inconvénients relativement faibles, lorsqu'ils se poursuivent progressivement et sans trop de brusquerie... Par contre, quand ces mouvements se produisent avec une rapidité trop grande, l'économie s'y adapte plus difficillement » (8).

L'auteur montre ensuite que les « déceptions d'après-guerre », les dépressions qui ont suivi la guerre de 1914-1918 sont le fait d'une baisse rapide et inévitable des prix.

Si l'on poursuit en le schématisant le raisonnement de l'auteur, on est amené à conclure que la guerre a des effets dépressifs et que les crises d'après-guerre ont toutes chances d'être plus graves que celles qui perturbent habituellement la vie économique du fait de l'ampleur et de la rapidité des mouvements de prix pendant et après tout conflit. La guerre apparaît ainsi comme un incontestable facteur d'instabilité.

Pour des raisons différentes et d'une manière plus systématique, M. J. Lescure souligne les effets dépressifs des guerres.

§ 2 : La thèse de J. Lescure (9)

Le premier ouvrage de M. J. Lescure est un ouvrage de diagnostic et de politique économique. L'auteur se propose de

(6) C. Rist, *op. cit.*, p. 361.
(7) C. Rist, *op. cit.*, p. 362.
(8) C. Rist, *op. cit.*, p. 363.
(9) J. Lescure, *Guerres et crises économiques face au chomage*, Librairie du Droit et de la Jurisprudence, Paris, 1944. Principes d'économie rationnelle, Paris, 1947.

trouver une explication aux crises qui ont secoué le monde au lendemain de 1914 et ainsi « de dépasser les platitudes, les lieux communs consacrés dans ces dernières années à une prétendue crise du capitalisme ».

A la lecture, cet objectif premier apparaît comme étant secondaire, M. J. Lescure s'efforce surtout de faire l'inventaire des moyens permettant de résoudre et de mieux surmonter les difficultés qui ne manqueront pas de surgir au lendemain de 1945. « Comment réparer, adapter, corriger, reconstruire, comment parer au chômage possible ou probable en cas de déséquilibre entre l'offre et la demande des produits et des services ? Voilà le problème. On ne le résoudra, notamment, que par le plus large recours au crédit » (10).

Comme C. Rist, M. J. Lescure propose une explication fondamentale des déséquilibres, il montre ensuite comment et combien la guerre est un facteur de déséquilibre.

A) *Explication fondamentale des déséquilibres :*

« L'équilibre économique peut être défini par une vue très générale, l'accord entre l'offre et la demande des produits et des services (11). » L'auteur distingue deux grands secteurs, celui des biens de consommation et celui des biens de production.

L'auteur rejette la notion walrasienne d'équilibre statique, il ne définit toutefois pas ce qu'il entend par équilibre dynamique. « Les fluctuations économiques peuvent avoir leur origine dans l'un ou l'autre secteur » (12). C'est-à-dire qu'il y a dans l'un ou l'autre secteur ou dans les deux à la fois déséquilibre entre l'offre et la demande.

Dans le secteur des biens de consommation le déséquilibre entre l'offre et la demande se rencontre surtout dans l'agriculture.

Dans le secteur des biens de production, la fluctuation résulte d'un « ralentissement du dynamisme économique », d'une diminution de l'incitation que constitue le profit. Ce ralentissement est imputable à une baisse de la demande qui entraîne « un ralentissement dans la création de nouvelles entreprises, dans la transformation de l'épargne en moyens de production et de transports » (13).

On peut s'étonner que l'auteur n'envisage pas l'existence ou la possibilité d'un déséquilibre entre les deux secteurs ; il reste que le désajustement entre l'offre et la demande est à l'origine de la fluctuation. Quel est le rôle joué par la guerre en matière de fluctuations ?

(10) J. Lescure, *op. cit.*, pp. 4-5.
(11) J. Lescure, *op. cit.*, p. 1.
(12) J. Lescure, *op. cit.*, p. 10.
(13) J. Lescure, *op. cit.*, p. 20.

B) *La guerre, facteur de déséquilibre :*

La guerre n'est pas en elle-même une cause nouvelle, particulière et spécifique de fluctuation. L'auteur distingue plusieurs phases dans l'économie de guerre et d'après-guerre, phases qui vont conduire à la dépression. En un premier temps, il y a désajustement entre l'offre et la demande au cours des années de guerre. Les commandes de l'Etat sont massives et sont supportées par le crédit. De telles commandes assurent une période de prospérité, période assez artificielle.

« La conjoncture de retour à la paix et de la paix ne sera-t-elle pas une conjoncture de lourde et difficile dépression ? (14). » En effet, l'Etat arrête brutalement ses commandes ce qui a pour conséquence immédiate de diminuer considérablement la demande. Il faut toutefois distinguer entre les pays ayant subi des destructions et ceux n'en ayant supporté aucune.

Dans les pays ayant subi des destructions, les demandes de reconstruction et de rééquipement prennent en quelque sorte le relais des commandes de l'Etat, c'est dire que le désajustement provoqué par la baisse durable de la demande est différé jusqu'à ce que soit terminée la période de reconstruction et de rééquipement. A l'issue de cette période, la demande baisse brutalement et la dépression apparaît.

Dans les pays n'ayant supporté aucune destruction, la dépression a toutes chances d'apparaître au lendemain même de l'armistice puisque l'arrêt des commandes de l'Etat n'est pas compensé par une demande de reconstruction ou de rééquipement. La « soudure de la guerre à la paix » se fait brutalement, sans période de transition, dans la mesure où l'on peut considérer la période de reconstruction comme assurant une transition entre l'économie de guerre et l'économie de paix. Que le retour à la paix se réalise ou non avec « une conjoncture de réparations », il se produit un déséquilibre entre l'offre et la demande, déséquilibre qui est à l'origine d'une dépression.

Ainsi, la guerre ayant entraîné une modification des structures, cette modification provoque un désajustement entre l'offre et la demande, d'où la dépression. Le désajustement est d'autant plus profond que l'offre s'est accrue au cours de la guerre et de la période de reconstruction et que la demande baisse brutalement.

Il ne semble pas que M. Lescure voit dans la guerre un chaînon supplémentaire au développement de la fluctuation ; ce n'est pas la guerre en tant que telle qui crée à terme la dépression. La dépression résulte du déséquilibre entre l'offre et la demande. Ce déséquilibre peut être directement ou indirectement provoqué par la guerre, c'est en cela que la guerre est un facteur d'instabilité.

(14) J. Lescure, *op. cit.*, p. 27.

§ 3 : La thèse de A. Barrère (15)

Parmi les auteurs analysant les crises d'après-guerre, M. A. Barrère occupe une place à part. Il est un des rares, sinon le seul, à tenter de montrer la spécificité de la crise de l'immédiat après guerre et les conséquences lointaines que la guerre a sur les fluctuations.

L'auteur est conduit à distinguer ce qu'il appelle la crise de reconversion des autres crises conjoncturelles. La crise de reconversion est « la crise qui se produit à l'occasion de la transformation de l'économie de guerre en économie de paix » (16). Il montre « l'insuffisance de la théorie du cycle conjoncturel pour expliquer la crise de reconversion ». M. A. Barrère souligne que la crise de reconversion n'est pas forcément une crise de l'économie industrielle ; elle reste toutefois beaucoup plus ample dans ce type d'économie qu'en économie agricole par exemple.

L'auteur ne manque pas d'affirmer l'existence de « relations évidentes entre la crise de reconversion et les autres crises conjoncturelles ».

A) *Spécificité du cycle de reconversion :*

La spécificité du cycle de reconversion tient à la fois au cadre dans lequel il se déroule et aux facteurs de déséquilibre qui émergent dans une économie de reconversion.

La guerre modifie profondément la structure du système économique. Nous pouvons résumer les modifications inventoriées par l'auteur (17) :

1. rigidité croissante de l'économie ;
2. intervention de l'Etat et extension du secteur public ;
3. utilisation excessive du capital national ;
4. au fait que la satisfaction des besoins et la réalisation de l'équilibre échappent au mécanisme des prix.

De plus, un certain nombre de facteurs de déséquilibre existent dans l'économie de reconversion. Ce sont des facteurs structurels et des facteurs conjoncturels (18).

Les facteurs structurels (19) tiennent à la liquidation de l'économie de guerre et aux destructions entraînées par tout conflit. A ces facteurs structurels de déséquilibre s'en ajoutent d'autres qui tiennent à la conjoncture particulière caractérisant la période de reconversion.

---

(15) A. Barrère, *Les crises de reconversion et la politique économique d'après guerre* Librairie Marcel Rivière et C^e^, Paris, 1947.

(16) A. Barrère, *op. cit.*, p. 15.

(17) A. Barrère, *op. cit.*, p. 33.

(18) A. Barrère, *op. cit.*, p. 35.

(19) A. Barrère, *op. cit.*, pp. 36-38.

Les facteurs conjoncturels passent par la demande et les troubles du crédit. La demande de la période de reconversion porte essentiellement sur les biens de consommation durable dont les restrictions furent intenses. Cette demande d'allure « cataclysmique » accroît d'autant plus les risques de déséquilibre « que malgré l'accroissement de la capacité de production, le rythme de fabrication des biens ne peut suivre le rythme d'accroissement de la demande » (20).

De plus, « la reconversion amène l'arrêt des investissements d'Etat » (21). L'investissement privé répondant à l'incitation à investir est variable, ce qui a pour effet d'augmenter les risques de déséquilibre.

Risques qui sont accrus par l'existence d'importantes liquidités et par une exagération du crédit.

Le cadre et les facteurs de déséquilibre de la période de reconversion font la spécificité du cycle, les caractères de ce cycle l'accentuent encore. Cette spécificité marque les différences qui existent entre les crises de reconversion et les crises classiques ; en effet, « à la différence des crises classiques, ce n'est pas le secteur des biens de production, mais celui des biens de consommation qui renferme l'origine de la rupture » (23). Cette différence sera à l'origine du prolongement de la dépression après la période de reconversion. Ceci nous conduit à étudier de quelle manière l'auteur a traité et envisagé les rapports entre le cycle de reconversion et les cycles conjoncturels.

B) *Rapports entre crises de reconversion et crises cycliques :*

Il s'agit ici de savoir s'il n'existe pas un lien entre les deux catégories de crises. Dans la mesure où l'auteur répond par l'affirmative à cette question, nous sommes conduits à penser qu'il ne limite pas les effets dépressifs d'une guerre à la seule crise de reconversion et qu'il admet leur prolongement modifié.

M. A. Barrère admet qu'il existe un lien entre les deux catégories de crise. Ce lien s'exerce par l'intermédiaire de deux phénomènes, « la rupture entre les niveaux de production et de consommation, le caractère saccadé de la demande de consommation » (23).

Au début du cycle de reconversion, la demande de biens de consommation est particulièrement forte puisqu'elle est amplifiée du fait de l'existence d'une demande différée. La capacité de production de biens de consommation est insuffisante pour assurer la satisfaction d'une telle demande. Par conséquent, le secteur de biens de consommation accroît sa capacité de production. Mais

(20) A. Barrère, *op. cit.*, pp. 36-38.
(21) A. Barrère, *op. cit.*, p. 42.
(22) A. Barrère, *op. cit.*, p. 52.
(23) A. Barrère, *op. cit.*, p. 115.

la demande de la période de reconversion est essentiellement temporaire ; une fois épuisés les besoins de rattrapage elle tombe à un niveau inférieur. Par contre, la capacité de production créée en vue de satisfaire cette demande temporaire est beaucoup plus durable. Il s'ensuit qu'à la fin de la période de reconversion, lorsque la demande a perdu son dynamisme, la capacité de production est excessive pour la demande existante. Ce déséquilibre est à l'origine d'une dépression.

Cette dépression sera d'autant plus profonde que la consommation est saccadée. On peut résumer l'argumentation de l'auteur de la manière suivante. La consommation de biens durables est la plus restreinte pendant la guerre. Il s'ensuit qu'au cours de la période de reconversion, la demande et la consommation de biens durables est particulièrement intense. Il y a « mise en service en bloc d'une grande quantité de biens de consommation » (24). Par conséquent, « au lieu d'assister à un renouvellement régulier des biens utilisés par le public, on aura un renouvellement saccadé, d'époque en époque, de palier en palier » (25). Le cycle suivant sera ainsi privé de la demande de renouvellement de biens de production et de biens de consommation ce qui aura pour conséquence d'amplifier la dépression.

L'auteur montre de cette façon que la guerre a indirectement des effets dépressifs dont les manifestations apparaissent après la période de reconversion, mais n'en sont pas totalement indépendantes. Certaines dépressions autres que les crises de reconversion étant indirectement et en partie imputables à la guerre, celle-ci apparaît comme un facteur d'instabilité important.

Conclusion de la sous-section I

Sans faire de la guerre la cause unique et spécifique des crises d'après-guerre, hormis de la crise de reconversion en ce qui concerne M. A. Barrère, les auteurs dont nous avons résumé les analyses montrent que tout conflit armé, surtout au XX^e^ siècle, a, à terme, des effets dépressifs parfois très violents. Les trois auteurs cités admettent que les crises d'après-guerre ne sont pas uniquement le fruit des guerres, mais explicitement ou implicitement ils montrent qu'elles n'auraient pas été aussi intenses si elles n'avaient été précédées par la guerre. Ils font par conséquent de la guerre non seulement un facteur d'instabilité mais aussi un facteur amplificateur de dépression.

D'autres auteurs n'hésitent pas à faire de la guerre, non plus un facteur d'instabilité, mais la cause de la baisse de longue durée.

(24) A. Barrère, *op. cit.*, p. 118.
(25) *Ibid.*

Sous-section II : La guerre, cause de la baisse longue (26)

Les auteurs dont nous avons résumé les thèses proposent une explication des fluctuations, des dépressions, explication qui se veut générale et indépendante de la guerre. Ceux dont nous allons exposer les thèses considèrent la guerre comme génératrice de crise. La guerre n'est plus dans ce cas un facteur d'amplification de la baisse qui aurait pu se produire indépendamment de tout conflit, elle devient facteur de genèse de la baisse. Il semble ainsi que la baisse doive suivre inexorablement toute guerre.

Les attitudes varient selon les auteurs ; pour certains, la guerre n'est pas la cause unique de la dépression, d'autres au contraire font de ce phénomène la cause unique de la dépression.

§ 1 : La guerre, cause adjuvante de la baisse

Cette thèse est soutenue par Bernstein (27). L'auteur admet que des facteurs autres que la guerre sont à l'origine des mouvements de longue durée, ce sont la production, les innovations et l'investissement. Sans analyser ces facteurs, Bernstein souligne que la hausse crée toutes les conditions favorables à l'apparition des guerres. Ce n'est pas la guerre qui provoque la hausse, au contraire la hausse engendre la guerre. Les guerres apparaissent ainsi comme le point, la phase terminale des périodes de hausse ; elles accélèrent et intensifient les mouvements des prix. L'auteur n'est pas loin de penser, semble-t-il, que la guerre constitue le point de retournement haut de la fluctuation longue. Si la guerre n'est pas la cause unique de la baisse, elle est un élément primordial de l'ensemble des causes qui provoquent la dépression longue. Quel est le rôle joué par la guerre ? Pour l'étudier, Bernstein distingue les effets immédiats des effets différés.

Son analyse des effets immédiats est trop rapide pour apporter des enseignements fondamentaux ; de plus, cette analyse a pour but essentiel de montrer que les guerres entraînent des bouleversements économiques profonds.

L'étude des effets différés est plus approfondie. L'auteur distingue les effets à court terme et les effets à long terme.

A) *Effets à court terme :*

A court terme, les effets différés ne sont pas tous dépressifs. Si au lendemain même de la guerre se produit une légère récession

(26) Von Ciriacy Wantrup, *Agrarkrisen und Stockungsspannen zur Frage der langenwele in der wirtschaftlichen Entwicklung*, Berlin, P. Parey, 1936.

(27) Bernstein, « War and the Pattern of business cycles », *A.E.R.*, vol. 30, sept 1940, n° 3, pp. 524-535.

imputable aux difficultés de reconversion et à l'arrêt de la production de guerre, cette récession est de courte durée, la demande différée de biens de consommation relance l'économie. Le phénomène d'accélération a pour conséquence d'augmenter la demande de biens de production. Cette demande est amplifiée par les besoins de reconstruction et de remplacement du matériel usagé.

Il ne semble donc pas que par ses effets différés, la guerre soit à court terme la cause directe d'une dépression, même si l'on considère qu'un conflit armé entraîne des difficultés de reconversion parfois durables.

Qu'en est-il des effets à long terme ?

B) *Effets à long terme :*

Bernstein estime que les effets à long terme des guerres dépendent principalement de la politique monétaire suivie par les pays belligérants.

La guerre entraîne généralement la liquidation des encaisses extérieures. Cette liquidation et la hausse des prix entraînent la dépréciation de la valeur de la monnaie sur les marchés des changes extérieurs. Deux possibilités s'offrent aux pays dont la monnaies est dépréciée, ou par une dévaluation adéquate, ramener la valeur officielle de la monnaie à celle atteinte sur le marché des changes extérieurs, ou se refuser à dévaluer et maintenir arbitrairement un écart entre la valeur officielle et la valeur réelle de la monnaie.

Le choix de la dévaluation est exceptionnel. La France a osé après 1918 dévaluer sa monnaie, ce qui lui a assuré, affirme l'auteur, une prospérité relativement durable. Par contre, l'Angleterre et de nombreux autres pays européens n'ont pas dévalué leur monnaie et se sont efforcés de lui conserver sa valeur d'avant-guerre. Cette politique a eu pour conséquence d'entraîner une sévère déflation d'autant plus que le taux d'intérêt reste élevé. Ce fait rend difficile le rajustement d'après-guerre puisque de nombreux investissements ne sont pas rentables.

Bernstein considère que la surévaluation de la monnaie n'est pas à elle seule suffisante pour provoquer une dépression sévère et durable. La guerre est la cause adjuvante de la dépression, elle rend en effet plus intense la surévaluation de la monnaie. La hausse des prix est très rapide et très élevée dans les pays belligérants, surtout les distorsions de prix sont particulièrement profondes entre pays belligérants et non belligérants. De plus, les difficultés économiques d'après-guerre s'ajoutent aux effets déflationnistes dûs à la surévaluation de la monnaie. Cet ensemble de phénomènes entraîne finalement une dépression durable.

§ 2 : La guerre cause unique de la baisse

Les thèses que nous avons jusqu'à présent étudiées ne font pas de la guerre l'élément générateur et le facteur moteur unique de la baisse, qu'elle soit de courte durée ou à long terme. Nombre d'auteurs cherchant une cause unique aux mouvements de longue durée ont cru trouver dans la guerre l'origine de ces mouvements. Pour eux existe une relation causale directe entre la guerre et la baisse de longue durée. Le canal de cette causalité est différent selon les auteurs, la thèse soutenue reste sensiblement la même, elle affirme que la guerre est génératrice de la baisse longue.

A la veille de la seconde guerre mondiale, cette thèse fut soutenue aux Etats-Unis par deux auteurs : A. Rose et Dickinson (28) dont l'argumentation différente est au service d'un même propos. La brièveté de leurs démonstrations ne permet pas de réintégrer la guerre en tant que cause des mouvements longs de baisse dans une explication générale de la fluctuation longue. Nous ne savons pas si les auteurs considèrent la guerre comme la cause unique de tous les mouvements de baisse, ou comme la cause unique d'un mouvement de baisse particulier. La réponse apportée par A. Hansen semble sur ce point plus complète (29).

A) *La thèse américaine :* S. Dickinson *et* A. Rose *:*

Si les discussions et les « tables rondes » concernant les conséquences de la guerre pour les Etats-Unis furent faites *a posteriori* pour la première guerre mondiale, elles eurent en ce qui concerne la guerre de 1939 un caractère prévisionnel incontestable. Dès 1939, dans le cadre de l'association économique américaine, un certain nombre de conférences furent faites sur les conséquences éventuelles que pourrait avoir la guerre sur l'évolution de l'économie américaine.

Il serait intéressant de confronter ces prévisions à la réalité effectivement enregistrée depuis 1945. Nous le ferons indirectement et implicitement dans la section suivante. Toute prévision qui n'est ou ne veut pas être une simple prophétie qui nécessite une foi aveugle assez incompatible avec la science est le résultat d'une démonstration. On ne prévoit qu'après avoir raisonné. Nous nous proposons de résumer les prévisions souvent implicites que les auteurs cités ont fait et le raisonnement qui les a supportées.

---

(28) G. Dickinson, « An After Cost of the world war to the United States », *A.E.R.*, vol. XXX, n° 1, mars 1940, supplément, pp. 326-339.

A. Rose, « Wars, innovations and long cycles », *A.E.R.*, vol. XXXI, mars 1940, p. 326.

(29) A. H. Hansen, *Economic stabilization in an unbalanced world*, Harcourt Brace and Co,, New York, 1932.

1. *La thèse de G. Dickinson*

L'auteur se propose d'étudier les effets entraînés par une guerre. On peut schématiquement résumer son objectif aux deux propositions suivantes :

i) la guerre entraîne-t-elle simplement une hausse des prix ou favorise-t-elle la croissance ? ;

ii) si elle a des effets expansifs, la guerre entraîne-t-elle une croissance supérieure à celle d'avant-guerre ?

L'auteur souligne immédiatement que les effets et les difficultés entraînés par une guerre ne se limitent pas à la seule hausse des prix.

Se fondant ensuite sur cinq études statistiques (30) Dickinson montre qu'il existe des mouvements longs avec alternance de périodes d'expansion et de dépression. L'auteur affirme trouver dans ces études un support suffisant pour voir dans « le déficit de la production depuis 1918 un coût différé de la guerre mondiale » (31).

Après avoir souligné qu'une preuve absolue de la relation de cause à effet entre guerre et dépression est impossible, l'auteur propose un certain nombre de présomptions. Parmi les facteurs explicatifs retenus par Dickinson, il semble que le rôle joué par l'Etat occupe une place particulière.

La guerre accroît le rôle de l'Etat et de ce fait crée de multiples rigidités dans de nombreux secteurs. « Une fonction de toute dépression majeure dans la phase de baisse du cycle est de rendre le système économique plus souple (flexible) » (32). La dépression sera d'autant plus longue et profonde que le rôle de l'Etat aura été important et la guerre violente.

Dickinson laisse ainsi implicitement prévoir une violente dépression après la fin de la seconde guerre mondiale étant donné que l'Etat sera appelé à prendre en main toute l'activité économique et que la guerre sera particulièrement intense. Il faut bien constater qu'une telle prévision ne s'est heureusement pas réalisée et que les rigidités créées par la guerre 1939-1945 se sont dissoutes dans l'expansion et non dans une dépression majeure.

2. *La thèse de A. Rose*

L'auteur voit dans la guerre une « innovation » de type schumpétérien. Lorsque les innovations ont été largement réalisées au cours d'une période d'essor, la guerre apparaît comme le relais qui amplifie et prolonge la période d'essor. La demande de guerre et de reconstruction épuise les « potentialités » économiques. La

(30) G. Dickinson, *op. cit.*, p. 330.
(31) G. Dickinson, *op. cit.*, p. 331.
(32) G. Dickinson, *op. cit.*, p. 334.

satisfaction de cette demande extraordinaire est à l'origine des dépressions qui caractérisent la baisse de longue durée.

Il semble que la guerre soit la cause de la baisse de longue durée parce qu'elle a des effets immédiats qui prolongent et amplifient une période d'essor et prive la période suivante d'une demande puissante.

B) *La thèse de A. H. Hansen :*

Comme la majorité des auteurs, A. Hansen souligne le fait que la guerre survient la plupart du temps à la fin d'une période d'expansion. Il n'est pas éloigné d'ailleurs d'établir, implicitement et sans l'analyser une relation causale entre la hausse longue et la guerre : « Ainsi, le point haut du mouvement long tend à produire les guerres » (33).

Les guerres concordant avec la fin de la période longue, il est logique de se poser la question de savoir si ce n'est pas la guerre qui est la cause du renversement de tendance. L'auteur répond par l'affirmative en soulignant que c'est par l'intermédiaire des facteurs monétaires que les grandes guerres provoquent le renversement des mouvements longs.

En effet, lorsque la guerre est longue et violente, les pays belligérants sont amenés à abandonner l'étalon-or. Le cours forcé du papier-monnaie et l'accumulation de l'or dans les pays neutres a des conséquences profondes. Dans les pays belligérants, les prix vont augmenter rapidement et dans des proportions exorbitantes ; dans les pays neutres, les prix vont baisser.

Après la guerre, les prix des pays belligérants sont de nouveau appréciés par rapport au stock d'or mondial ; pour ce faire, ils doivent baisser. La baisse des prix déclenche le processus de dépression.

Parce que seules les guerres majeures nécessitent l'abandon de l'étalon-or et entraînent une hausse des prix aussi intense que factice et que le rétablissement de l'étalon-or au lendemain des guerres nécessite une baisse profonde des prix, la guerre est, selon A. H. Hansen, la cause du renversement de tendance, la cause unique de la baisse de longue durée.

Conclusion de la sous-section II

Les auteurs faisant de la guerre un facteur d'instabilité considèrent que les dépressions ou les crises d'après-guerre auraient pu se produire même s'il n'y avait eu aucun conflit ; ils prétendent simplement que la guerre a favorisé leur apparition ou amplifié leur intensité. Le groupe d'auteurs dont nous venons de résumer les thèses soutiennent, implicitement au moins, que sans la guerre,

(33) A. H. Hansen, *op. cit.*, p. 98.

aucune crise ou dépression majeure ne se serait produite. La guerre est l'élément moteur de la crise. Ces auteurs estiment qu'un certain nombre de dépressions sont le fruit de la guerre ; ils n'offrent pas pour celles-ci d'autre explication.

Sans toujours l'affirmer très explicitement, tous ces auteurs tendent à montrer que la guerre provoque ou favorise des dépressions majeures. Ils conduisent ainsi leurs lecteurs à penser que la guerre ayant soit engendré des crises qui, sans elle, n'auraient pas eu lieu, soit amplifié d'éventuelles dépressions, est un facteur déstabilisateur, ce qui permet d'accrocher un argument supplémentaire à la panoplie des effets désastreux des guerres.

Leurs démonstrations sont-elles totalement et définitivement convaincantes ?

Sous-section III : Critique de ces thèses

Il ne s'agit pas ici de nier la matérialité des dépressions, des crises ou des simples récessions qui ont suivi les guerres. Nous ne contestons même pas les relations d'interdépendance entre les fluctuations et les guerres, bien que les voies de ces relations soient encore assez obscures semble-t-il. Nous ne nous proposons pas de critiquer les explications fournies par les différents auteurs pour déterminer les causes et les mécanismes des crises. Cette critique interne dépasse les limites de notre sujet et de notre capacité.

Nous critiquerons la proposition en vertu de laquelle la guerre est un facteur d'instabilité et rend les économies des pays belligérants plus instables. Nous ne prétendons pas affirmer ici que les économies considérées ont été plus stables, mais simplement montrer que les thèses qui nous sont proposées ne sont pas pleinement convaincantes. Elles ne répondent pas à toutes les questions que l'on peut se poser et ne considèrent qu'un seul aspect des effets des guerres. De plus, elles sont liées à une époque particulières et à une conception déterminée de la vie économique. Nous consacrerons deux paragraphes à cette étude : le caractère partiel et le caractère contingent.

§ 1 : Caractère partiel

Les thèses faisant de la guerre un facteur d'instabilité sont doublement partielles. Elles tendent en effet à montrer que la guerre accentue, exagère les dépressions ; encore faudrait-il qu'elles prouvent que les dépressions d'après-guerre sont plus importantes que celles d'avant-guerre. De plus, elles ne retiennent qu'un seul aspect des effets différés des guerres.

A) *Absence de comparaison avec les fluctuations d'avant-guerre :*

On a dit des Américains qu'ils avaient été traumatisés par la crise de 1929 ; on pourrait, semble-t-il, dire des économistes qui ont écrit au cours de l'entre-deux-guerres, qu'ils ont été traumatisés par la première guerre mondiale. Tous et chacun analysent et étudient les crises comme si celles-ci n'étaient apparues, n'avaient existé qu'après 1918. Ceux qui font une analyse plus généralisée des fluctuations d'après-guerre et étudient les dépressions qui ont suivi un certain nombre de conflits, limitent leurs analyses et bornent leurs études aux seules dépressions survenant au lendemain des guerres.

On ne peut correctement et réellement apprécier les effets d'une guerre sur les dépressions qui ont suivi qu'en comparant ces dépressions à celles d'avant-guerre. Le raisonnement devrait se développer en deux étapes. La première étape aurait pour objet de préciser les relations existant entre les guerres et les crises d'après-guerre, c'est cette étape qui a été parcourue par tous les auteurs. Elle est insuffisante. La seconde étape du raisonnement aurait pour objet de comparer les dépressions d'après-guerre, que l'on peut supposer être le fruit d'un conflit armé antérieur, et celles s'étant produites avant guerre. Cette comparaison aurait pour but de préciser les morphologies respectives des crises d'avant et d'après-guerre, elle permettrait de mesurer leur intensité et leur durée respectives. Dans la mesure où une telle comparaison ferait apparaître des différences dans la morphologie, les modalités, les mécanismes, le nombre, l'intensité et la durée des dépressions d'avant et d'après-guerre, et dans cette mesure seulement, il serait possible d'apprécier ce que la guerre change aux dépressions, et ce, quel que soit le sens des écarts enregistrés.

B) *Absence d'analyse des effets expansifs :*

Même si un tel raisonnement était suivi, il ne serait pas suffisant pour irrémédiablement démontrer les effets déstabilisateurs des guerres. Il peut en effet se faire que les dépressions d'après-guerre soient plus intenses que celles d'avant-guerre et que cette amplification soit imputable à la guerre. Il reste que les effets définitifs sur la croissance d'une période de dépression aussi intense soit-elle dépendent aussi des expansions encadrant cette crise. Dans une économie stagnante une dépression d'une intensité donnée a pour effet de diminuer définitivement le volume de la production industrielle, l'économie se situe à un niveau inférieur et le niveau antérieur ne sera que très difficilement rétabli. Dans une économie où l'expansion est rapide une dépression de même intensité aura des effets beaucoup moins durables.

Il semble donc arbitraire de ne prendre en considération que les seuls effets dépressifs des guerres. Pour une période considérée, une décennie par exemple, il est indispensable d'analyser non

seulement les dépressions mais aussi les expansions s'étant produites au cours de cette période. La signification et les conséquences de deux dépressions de même intensité sont très différentes dans les deux situations suivantes.

On peut imaginer que la situation (I) est celle d'avant-guerre et la situation (II) celle d'après-guerre. La dépression aura dans les deux cas une importance relative très différente. Il apparaît ainsi indispensable de localiser la dépression.

La quasi-totalité des auteurs ne prend en considération que les effets dépressifs des guerres. Deux cas sont possibles, ou ils supposent que les guerres n'ont que des effets dépressifs, ou bien ils considèrent comme inutile l'analyse des effets expansifs. Ces deux cas sont insoutenables.

Admettre que les guerres n'ont que des effets dépressifs relève de l'incohérence logique. Il semble pour le moins curieux de supposer que pendant une période considérée les phases d'expansion sont indépendantes de la guerre et que pour la même période les phases de dépression sont essentiellement imputables à la guerre. Le fractionnement d'une période en sous-périodes ressemble dans de telles conditions à une dissection relativement fantaisiste. C'est faire abstraction de l'unité du phénomène économique et supposer l'intermittence et la discontinuité des effets d'une guerre. Les effets cessent lorsqu'apparaît l'expansion ; ils réapparaissent avec la dépression. On a l'impression que la guerre joue en l'occurence le rôle tenu par le baudet de La Fontaine sur lequel tout le monde fait haro. Il faut remarquer qu'une telle attitude est trop paradoxale pour être sérieusement adoptée.

Par contre, et c'est l'attitude des auteurs dont nous avons résumé les thèses, beaucoup analysent les effets dépressifs des guerres sans prendre en considération leur effets expansifs. Cet oubli volontaire ou non, conscient ou inconscient, reste arbitraire et conduit à présenter des conclusions qui ne peuvent être que partielles. Les dépressions sont prélevées et sont analysées pour elles-mêmes, comme si les expansions étaient sans importance. Avant de prétendre que la guerre est un facteur d'instabilité, voire la cause de la baisse longue, il faut pourtant répondre à la question de savoir si les effets expansifs sont moins intenses que les effets dépressifs ou inversement.

Indépendamment du fait que de telles thèses sont partielles, elles n'ont pas vocation de généralité car elles sont contingentes.

§ 2 : Caractère contingent

Les thèses qui tendent à mettre en évidence les effets dépressifs des guerres et veulent avoir, parfois, un caractère prévisionnel sinon général, souffrent d'une double contingence. Elles sont contingentes dans leur objet et dans leurs mécanismes inexplicatifs.

A) *Contingence de l'objet :*

Les dépressions dont l'analyse supporte et suggère les conclusions relatives aux effets dépressifs des guerres sont particulières et ne sauraient être généralisables.

On peut admettre que l'objet de cette analyse est doublement contingent, les crises étudiées sont spécifiques dans leur nature et elles sont le moment d'une évolution dont une des caractéristiques essentielles est de provoquer des modifications profondes.

Il faut admettre ou démontrer la similitude des dépressions d'après-guerre pour envisager une généralisation de la thèse de l'instabilité. Or, il semble que les dépressions d'après-guerre sont spécifiques ; deux raisons conduisent à le penser. Tout d'abord la répétition de crises semblables n'a pas été démontrée. On peut tout juste admettre une similitude de fréquence, les causes et les conséquences profondes restent fort différentes. Il faut ensuite remarquer que dans la mesure où l'on admet une relation d'interdépendance entre guerre et dépression, l'on doive souligner la particularité de chaque dépression d'après-guerre.

En effet, les guerres sont différentes dans leur intensité, ce qui a pour conséquence de créer des conditions différentes après guerre. Tout laisse penser que les dépressions pouvant apparaître seront dissemblables.

Indépendamment du fait que les guerres sont d'intensité différente, le niveau de développement des économies, l'état économique des pays belligérants n'est pas en 1946, ce qu'il était en 1920. Par conséquent, les causes étant différentes, les conditions et le milieu ayant évolué, les dépressions au lendemain de chaque guerre sont dissemblables. Mais, ce qui est le plus important, il n'est pas interdit de penser que l'évolution soit telle qu'une guerre n'entraîne plus de dépression majeure.

Non seulement les conditions et les causes de telles dépressions changent de période, mais encore les mécanismes d'explication sont essentiellement contingents, ce qui interdit toute prévision.

B) *Contingence des mécanismes explicatifs :*

Les explications fournies par la majorité des auteurs sont liées au monde étudié. En schématisant, il est possible de dire que cette explication est doublement contingente, elle est essentiellement monétaire et d'inspiration libérale.

En premier lieu, le caractère monétaire des thèses de l'instabilité les rend très contingentes. L'évolution très rapide des prix est la clé de voûte de la plupart des raisonnements que nous avons résumés. Sans entrer dans une discussion théorique inépuisable, se pose toutefois la question de savoir si la baisse des prix est le facteur moteur de la dépression ou simplement son expression. De plus, dans un monde où l'étalon-or joue un rôle symbolique sur le plan intérieur au moins, il est douteux que la hausse ou la baisse des prix soit à l'origine de fluctuations majeures.

En second lieu, les auteurs ayant tenté de s'affranchir des explications monétaires comme ceux qui les ont utilisées font de l'intervention de l'Etat au cours de la guerre une des causes, sinon la cause majeure de la dépression d'après-guerre ; c'est en cela qu'ils sont d'inspiration libérale. Il est évident que lorsque la vie économique se déroulait sans l'intervention quotidienne et profonde de l'Etat, la guerre et la centralisation qu'elle impose perturbe parfois profondément la vie économique. La preuve reste à faire que la dépression d'après-guerre soit imputable au rétablissement d'une économie libérale. Cette preuve est plus facilement apportée pour le début du siècle où l'Etat limitait son action à quelques interventions isolées. Au fur et à mesure que cette intervention devient de plus en plus systématique, la question se pose de savoir si une dépression se produira et dans ce cas comment expliquer son apparition.

Conclusion de la sous-section III

Nous ne prétendons pas que les thèses soutenant que la guerre est un facteur d'instabilité ou la cause d'une dépression majeure sont fausses, elles nous paraissent simplement peu convaincantes. En effet, aucune d'entre elles n'apporte pleinement la preuve de la proposition de départ. Toutes sont partielles et ne prennent en considération que les seules dépressions d'après-guerre sans analyser celles d'avant-guerre ; elles n'étudient pas davantage les périodes d'expansion ayant précédé ou suivi ces dépressions. Pour ces raisons, il est impossible d'admettre que la guerre soit un facteur d'instabilité et amplifie ou provoque les dépressions.

Chaque auteur propose une explication qu'il souhaite, implicitement au moins, fondamentale ou définitive. En ce qui concerne G. Dickinson et A. Rose, leurs démonstrations se voulaient prévisionnelles. Aucune des thèses que nous avons résumées ne fournit une explication définitive ou généralisable, toutes sont contingentes. Elles expliquent une dépression particulière, voire une série de dépressions, à l'aide de facteurs et de mécanismes qui perdent leur pouvoir explicatif lorsque les conditions économiques se modifient. La contingence de ces thèses leur fait perdre une grande partie de leur vigueur.

Conclusion de la section I

Quelles que soient la forme adoptée et les raisons invoquées, un grand nombre d'auteurs considèrent que la guerre amplifie ou provoque les dépressions. Les guerres se produisant à la fin d'une période d'expansion apparaissent comme le point de renversement haut du mouvement long à la hausse.

Il est remarquable de constater qu'aucun auteur n'a analysé les effets de la guerre sur la croissance. Tous étudient la fluctuation comme si celle-ci était un phénomène autonome et indépendant. Or, la crise n'est que le moment particulier, que le sous-produit de la croissance et il semble difficile d'en fournir une explication valable sans faire appel une seule fois aux mécanismes de la croissance et sans la situer dans le temps.

Nous nous sommes efforcés de montrer que les thèses faisant de la guerre un facteur d'instabilité ou la cause de la dépression ne sont pas pleinement et définitivement démonstratives. Leur imperfection surtout tient à leur caractère partiel. La question se pose de savoir si la disparition de ce caractère partiel renforce les conclusions auxquelles sont parvenues un certain nombre d'auteurs ou conduit à en formuler de nouvelles. L'analyse des dépressions s'étant produites après 1945 souligne le caractère contingent des conclusions et des explications tirées et fournies à propos de l'étude des dépressions postérieures aux grandes guerres autres que celle de 1939-1945.

SECTION II. — LA GUERRE, FACTEUR DE STABILISATION

Il était indispensable de montrer que les thèses faisant de la guerre un facteur d'instabilité n'étaient ni définitivement ni totalement démonstratives pour pouvoir poser la question de savoir si la guerre n'est pas au contraire un facteur de stabilisation.

Pour faire de cette proposition une conclusion, nous devons rappeler ce que nous entendons par stabilisation, puis montrer qu'il y a eu effectivement stabilisation et tenter enfin de faire apparaître les stabilisateurs et leurs relations avec la guerre.

Nous admettrons qu'il y a eu stabilisation si le nombre, l'intensité et la durée des dépressions d'après-guerre sont moindres que ceux des dépressions d'avant-guerre et si, sans qu'il y ait pour autant corrélation, l'intensité et la durée des expansions sont après guerre supérieures à celles d'avant-guerre.

A partir de cette définition il est possible d'étudier les fluctuations qui ont suivi la première et la seconde guerres mondiales et de répondre à la question de savoir s'il y a eu ou non stabilisation ; ce sera l'objet de la sous-section I : Les fluctuations d'après-guerre.

Nous ne serons pas pour autant en droit d'affirmer que la guerre est un facteur de stabilisation bien que la condition d'antécédence soit remplie. Pour ce faire, nous devrons tenter de savoir quels sont les stabilisateurs et leurs relations avec la guerre ; ce sera l'objet de la sous-section II : Les stabilisateurs.

Sous-section I : Les fluctuations d'après-guerre

En analysant les effets de rattrapage et surtout les caractéristiques des économies après guerre, nous avons été conduits à souligner les différences marquant les deux après-guerre. Ces différences tiennent essentiellement à l'intensité et la durée de la croissance. Il n'est pas sans intérêt de savoir s'il existe des écarts dans le même sens en ce qui concerne l'effet de stabilisation, à savoir que la seconde guerre mondiale a eu des conséquences beaucoup plus profondes. Les deux paragraphes suivants seront consacrés à l'étude des fluctuations après les deux guerres mondiales dans le but de savoir s'il y a eu stabilisation et si la guerre de 1939-1945 a eu en ce domaine plus d'influence.

Nous avons choisi d'analyser les fluctuations aux Etats-Unis. Deux séries de raisons justifient ce choix. La première tient au fait qu'un certain nombre d'auteurs américains ont systématiquement analysé toutes les fluctuations de l'économie américaine, ce qui permet d'avoir des renseignements précieux. La seconde série de raisons est d'ordre théorique. L'économie américaine est considérée comme étant la plus instable des économies capitalistes et industrielles ; on peut supposer que s'il y a stabilisation aux Etats-Unis, il existe de grandes chances pour qu'il y ait stabilisation dans d'autres pays.

§ 1 : Les fluctuations après la première guerre (34)

A) *Les expansions :*

Nous éliminons l'expansion de guerre. Il est en effet impossible d'analyser l'effet de stabilisation qui est essentiellement différé, postérieur à la guerre, en prenant en considération un effet immédiat. De plus, l'expansion de guerre est artificielle et temporaire et certains vont jusqu'à dire que du seul point de vue quantitatif elle n'a que peu de conséquences définitives et profondes.

Sans nous cacher que ce choix est arbitraire et de ce fait critiquable, nous limiterons la comparaison aux décennies antérieure et postérieure à la guerre. La justification de ce choix est à la fois d'ordre méthodologique et d'ordre logique. Justification

(34) Nous baserons l'essentiel de notre analyse sur les données fournies par F. Burns et W. Mitchell, *Measuring business cycles*, cité par B. Hickman, *Growth and stability of the post war economy*, pp. 24-25. Ces données présentent l'avantage d'être homogènes et de permettre ainsi des comparaisons valables.

d'ordre méthodologique qui veut que la comparaison de deux phénomènes ou de deux ensembles de faits perde presque toute signification lorsque les phénomènes comparés sont séparés par vingt ou trente ans. Justification d'ordre logique, à moins de faire de la guerre la cause unique des mouvements longs, il est à la limite indispensable de fixer la fin des effets différés de la guerre, nous choisissons une décennie.

Le tableau suivant résume le nombre, la durée et l'amplitude des expansions des décennies antérieure et postérieure à la première guerre mondiale.

La décennie précédant la déclaration de guerre fut marquée par trois périodes d'expansion dont la durée moyenne est d'un peu plus de 24 mois et l'amplitude moyenne de 20 %.

Quatre expansions de 20 mois en moyenne et d'une amplitude moyenne s'élevant à 22,3 % ont caractérisé la décennie d'après-guerre.

Expansions				Durée (mois)	Amplitude (pourcentage)
Début		Fin			
Décembre	1900	Septembre	1902	21	14,2
Août	1904	Mai	1907	33	20,2
Juin	1908	Janvier	1910	19	25,6
Mars	1919	Janvier	1920	10	17,9
Juillet	1921	Mai	1923	22	38,0
Juillet	1924	Octobre	1926	27	17,8
Novembre	1927	Août	1929	21	16,7

Source : B. HICKMAN, *op. cit.* (*supra*), p. 24.

Il n'est pas ici difficile de conclure quant aux effets de la guerre. Le nombre total de mois d'expansion est inférieur en ce qui concerne la décennie d'avant-guerre (73 mois contre 80), et l'amplitude moyenne est également inférieure. Le nombre, l'amplitude et la durée des dépressions sont-ils aussi significatifs ?

B) *Les contractions :*

Nous ne prendrons pas en considération les contractions ayant précédé les deux premières expansions pour les décennies considérées, c'est-à-dire que pour la période d'avant-guerre, la première contraction envisagée sera celle commençant en septembre 1902, pour la période d'après-guerre celle commençant en janvier 1920.

L'amplitude moyenne des deux contractions d'avant-guerre est de 22 %. Pour les trois contractions d'après-guerre, l'amplitude moyenne sélève à un peu moins de 22 %. Les contractions avant

Contractions Début	Fin	Durée (mois)	Amplitude (pourcentage)
Septembre 1902	Août 1904	23	14,4
Mai 1907	Juin 1908	13	29,5
Janvier 1920	Juillet 1921	18	34,7
Mai 1923	Juillet 1924	14	21,8
Octobre 1926	Novembre 1927	13	9,3

Source : B. Hickman, *op. cit.* (*supra*), p. 25.

et après guerre ont sensiblement la même amplitude ; leur durée est différente. Les contractions de la période antérieure à 1910 sont plus longues (18 mois) que celles d'après-guerre (15 mois).

Est-on pour autant en droit d'affirmer qu'il y a eu stabilisation (durée inférieure) ou déstabilisation (nombre plus élevé) ? Pour tenter une réponse, il faut comparer les deux ensembles « expansion » et « contraction ».

C) *Comparaison des deux ensembles :*

Cette comparaison a pour but d'apprécier la stabilité ou l'instabilité des deux périodes considérées. La conclusion est d'autant plus difficile à élaborer que les résultats fournis par les comparaisons sont hétérogènes et qu'il n'existe pas un critère unique de comparaison.

— Le nombre de contractions enregistrées au cours de la décennie d'après-guerre est supérieur au nombre de celles enregistrées pour une même période de même durée avant guerre. Ceci conduirait à conclure à l'instabilité plus grande de l'économie après guerre. Toutefois le nombre d'expansions d'après-guerre étant supérieur à celui d'avant-guerre permet de formuler une conclusion opposée. Par conséquent, la question se pose de savoir comment sinon concilier les deux conclusions, du moins surmonter le paradoxe que leur opposition constitue. Il faut pour ce faire utiliser un autre critère, celui de la durée.

— On peut considérer soit la durée moyenne des contractions et des expansions, soit la durée totale. Lorsqu'est utilisée la durée moyenne, il devient nécessaire de tenir compte du nombre, la durée totale n'impose pas une telle obligation. En fait, les conclusions obtenues ne diffèrent pas profondément que l'on utilise l'une ou l'autre durée. En ce qui nous concerne et parce que le nombre de contractions et d'expansions avant et après guerre est très peu différent (une unité), nous utiliserons la durée totale.

Avant comme après guerre, la durée totale des périodes d'expansion est supérieure à celle des périodes de contraction. La

différence de ces deux durées totales est particulièrement significative. Si nous acceptons de ne raisonner que sur la durée, il s'agit de savoir si la durée totale d'expansion est ou non supérieure à la durée totale de contraction.

Pour la période 1900-1910, les expansions ont duré 73 mois, les contractions ont duré 36 mois, soit une durée d'expansion effective de 37 mois (73 — 36 = 37). Pour la période postérieure au premier conflit mondial la durée d'expansion effective s'élève à 80 — 45 = 35 mois. Nous sommes amenés à conclure que l'économie d'après-guerre est légèrement plus instable que celle d'avant-guerre.

— Cette conclusion est-elle pleinement convaincante et définitive ? Elle peut l'être ou le devenir si les périodes d'expansion compensent les périodes de contraction non seulement quant à la durée mais aussi quant à l'amplitude.

Par conséquent, la comparaison des amplitudes d'expansion ou de contraction, le rapport amplitude moyenne des expansions/ amplitude moyenne des contractions indique dans quelle mesure les périodes d'expansion sont, du point de vue de l'intensité, moins simplement ou plus que compensatoires. Lorsque ce rapport est inférieur à 1 cela signifie que l'amplitude moyenne des expansions étant inférieure à l'amplitude moyenne des contractions, les périodes d'expansion n'ont pas eu des effets compensatoires suffisants pour rétablir, à durée égale, une situation détériorée par la dépresison.

En ce qui concerne la période d'avant-guerre, ce rapport est le suivant :

$$\frac{\text{amplitude moyenne des expansions}}{\text{amplitude moyenne des contractions}} = \frac{20\ \%}{22\ \%} = 0{,}91$$

Pour la période d'après-guerre, le rapport devient :

$$\frac{\text{amplitude moyenne des expansions}}{\text{amplitude moyenne des contractions}} = \frac{22{,}3\ \%}{22\ \%} = 1{,}01$$

La conclusion est évidente ; il y a eu, si l'on accepte ce critère, stabilisation. Cette conclusion étant opposée à celle que nous avons obtenue en utilisant le critère de la durée, ne peut-on pas tenter de combiner les deux critères ? Cela semble possible en utilisant un indice que nous appellerons *indice de stabilité* et que nous définissons comme suit :

$$\text{indice de stabilité} = \frac{\text{durée totale des expansions}}{\text{durée totale des contractions}} \times \frac{\text{amplitude moyenne des expansions}}{\text{amplitude moyenne des contractions}}$$

Lorsque cet indice sera supérieur à 1, nous dirons qu'il y a stabilité, la stabilité étant d'autant plus grande que l'indice est élevé. Il y aura instabilité dès l'instant où, pour une période considérée, cet indice est inférieur à 1.

Qu'en est-il des deux périodes que nous avons choisies d'étudier ? Pour la décennie d'avant-guerre l'indice de stabilité est le suivant :

$$\text{indice de stabilité } (i_1) = \frac{36}{73} \times \frac{22}{20} = 1{,}84$$

En ce qui concerne la période d'après-guerre, l'indice de stabilité est le suivant :

$$\text{indice de stabilité } (i_2) = \frac{80}{45} \times \frac{22{,}3}{22} = 1{,}80$$

La comparaison de i_1 et i_2 conduit à conclure que la stabilité après guerre est très légèrement inférieure à ce quelle était avant guerre. On peut admettre qu'il y a eu déstabilisation bien que celle-ci apparaisse dérisoire ; on ne peut pas prétendre, cet indice étant supérieur à 1, qu'il y a instabilité. De plus, si nous prenons en considération l'expansion et la contraction de l'immédiat avant et après guerre, nous obtenons les indices suivants (35) :

$$i_1 = \frac{85}{83} \times \frac{18{,}9}{22{,}2} = 0{,}87$$

$$i_2 = \frac{124}{52} \times \frac{23{,}4}{22} = 2{,}52$$

Il est, dans ces conditions, très difficile de prétendre que la guerre soit un facteur déstabilisateur. On peut, à l'extrême rigueur, admettre que la stabilité n'est pas, après guerre, supérieure à ce qu'elle était avant guerre.

On ne manquera pas de nous reprocher de ne pas avoir tenu compte de la crise de 1929 et d'avoir, de ce fait, accru les chances de stabilité. Nous avons choisi d'étudier une décennie parce qu'il nous semble sage de penser que les effets d'une guerre, quels qu'ils soient et quelle que soit cette guerre, ne durent pas plus d'une dizaine d'années à moins de faire de la guerre la seule cause des mouvements longs et courts. De plus, il est tout aussi arbitraire d'attribuer l'origine de la crise de 1929 à la guerre de 1914-1918 que de contester, voire de refuser, cette attribution en affirmant la spécificité de cette crise. D'ailleurs si nous devions considérer cette crise, pourquoi ne pas tenir compte ensuite de l'expansion qui

(35) En utilisant les données fournies par HICKMAN, *op. cit., supra*, pp. 24-25.

a duré de mars 1933 à mai 1937 et qui apparaît comme le prolongement naturel de cette période ; il n'y aurait alors aucune raison de s'arrêter et les périodes sous comparaison seraient totalement différentes quant à leur durée.

L'étude que nous venons de faire des expansions et des contractions des décennies antérieures et postérieures à la première guerre mondiale nous autorise à rejeter les thèses faisant de cette guerre un facteur d'instabilité ; sans pouvoir affirmer qu'elle fut un facteur de stabilisation, nous pouvons admettre la thèse de la neutralité.

Qu'en est-il de la seconde guerre mondiale dont nous avons remarqué que les effets de mutation étaient plus intenses ? La question se pose de savoir si à l'issue de l'étude des fluctuations postérieures à 1945, il sera possible d'abandonner la thèse de la neutralité pour celle de la stabilisation.

§ 2 : Les fluctuations après la seconde guerre

Bon nombre d'économistes dont des Américains avaient laissé prévoir une crise grave du moins de nombreuses et importantes difficultés économiques résultant de l'effort et des distorsions provoquées par la guerre 1939-1945.

En 1952, sous l'égide de l'Association Economique Internationale se tenait une conférence traitant du sujet : « Le cycle économique dans le monde d'après-guerre » (36). W. FELLNER analysant les tendances économiques aux Etats-Unis, constatait que la résultante de ces tendances était une force expansive. Ecrivant en 1952, l'auteur faisait remarquer que (37) : « prise comme un tout, cette période (1945-1952) était une période de rajustement de la guerre chaude à une condition de guerre froide (avec des conflits localisés), plutôt que de la guerre à la paix au sens habituel du terme ». Implicitement, W. FELLNER attribue, en partie au moins, la stabilité dans l'expansion aux conditions particulières que constitue une économie de guerre froide. En 1952, la question se posait donc de savoir si cette évolution se maintiendrait dans les années à venir et lorsque disparaîtraient les tensions de la guerre froide, c'est-à-dire lorsque seraient rétablies les conditions économiques de la paix « au sens habituel du terme ».

Pour répondre à cette question et à celle de savoir s'il y eut ou non stabilisation, nous étudierons comme dans le paragraphe précédent les expansions et les contractions postérieures à 1945.

A) *Les expansions :*

La période 1939-1945 fut pour l'économie américaine une période de prospérité. En fait, l'expansion 1939-1945 fut la plus

(36) *The business cycle in the post war world*, édité par E. Lundberg, Mcmillan and Coltd, Londres, 1955.

(37) In *op. cit.*, p. 11.

longue de toute l'histoire économique américaine, elle a duré 80 mois alors que l'expansion suivant la crise de 1929 n'avait duré que 50 mois. De plus, l'amplitude de l'expansion de guerre fut également la plus élevée. Il est incontestable que cette expansion est partiellement artificielle, ce caractère joint à l'intensité de l'essor laisse penser que l'expansion d'après-guerre ne sera pas aussi intense que si elle était supportée par un effort de rattrapage.

Il est ici impossible de comparer les expansions postérieures à 1945 à celles de la décennie antérieure à la déclaration de guerre. Cette période est en effet très profondément marquée par la crise de 1929 et par la reprise qui s'en est suivie. La comparaison n'a de signification que dans la mesure où l'on tente d'apprécier les effets de la guerre par rapport à une tendance qu'il est possible de supposer durable, expression de l'état naturel et habituel de l'économie. Si la décennie précédant la première guerre mondiale pouvait apparaître comme une période de référence valable quant à la stabilité, il en est autrement de celle antérieure à 1939. La caractéristique de cette période est justement d'être inhabituelle. Il serait curieux pour ne pas dire aberrant d'apprécier les éventuels effets de stabilisation de la guerre en nous référant à un moment extraordinaire (au sens littéral du terme) de l'histoire économique. Par conséquent, nous comparerons les expansions d'après-guerre à la moyenne des expansions de temps de paix depuis 1854.

Seules la durée et l'amplitude serviront de terme de comparaison. La durée moyenne de toutes les expansions avant 1945 est de 29 mois. Ce chiffre n'est pas absolument significatif car dans le calcul de cette moyenne ont été prises en considération les deux expansions de guerre dont la durée est respectivement de 44 et 80 mois. La durée moyenne de toutes les expansions de paix de 1854 à 1945 est de 24 mois.

Ls trois expansions d'après-guerre ont respectivement duré :

octobre 1945 - novembre 1948 37 mois
octobre 1949 - juillet 1953 45 mois
août 1954 - juillet 1957 35 mois

ce qui représente une durée moyenne de 39 mois.

La comparaiosn des deux moyennes — 24 mois et 39 mois — impose de conclure à une stabilisation profonde de l'économie américaine puisque les périodes d'expansion d'après-guerre sont 60 % plus longues que la moyenne des périodes d'expansion de temps de paix.

En utilisant l'amplitude comme critère de comparaison, la conclusion est légèrement différente. L'amplitude moyenne de toutes les expansions de paix de 1854 à 1945 est de 22 %. L'amplitude moyenne des trois expansions d'après-guerre est de 17,5 %. L'écart entre ces deux taux moyens d'expansion conduit à conclure à une

stabilité inférieure de la décennie postérieure à 1945 comparativement à la stabilité moyenne de 1854 à 1945 puisque l'amplitude moyenne de cette période est de 25 % inférieure à l'amplitude de « tendance ».

L'emploi exclusif de l'un ou l'autre critère conduit à proposer des conclusions contradictoires. Cette contradiction n'est qu'apparente sinon injustifiée car il serait aberrant d'utiliser exclusivement l'un ou l'autre critère à moins de vouloir soutenir une thèse particulière sans aucune rigueur scientifique. Il faut combiner ces deux critères pour parvenir à la première étape de notre conclusion.

Cette combinaison permet d'affirmer qu'il y a eu stabilisation, car ce que les expansions ont perdu en amplitude (25 %), elles l'ont gagné en durée (60 %). L'accroissement de durée étant très nettement supérieur à la diminution d'amplitude, nous sommes fondés à conclure à la stabilisation de l'économie après 1945. Cette proposition ne constitue que le premier élément de notre démonstration. Il ne suffit pas de considérer les seules expansions comme critère de stabilisation, il pourrait se faire que les périodes d'expansion soient particulièrement longues et intenses parce qu'elles font suite à des contractions longues et intenses, ce qui, en fait, serait l'expression d'une instabilité accrue.

B) *Les contractions :*

Pour ne pas encourir le reproche de forcer notre démonstration, nous ne prendrons pas en considération la crise de 1929 dont la durée et l'amplitude sont telles qu'elles font de la décennie antérieure à la seconde guerre mondiale une période d'instabilité. De plus, pour conserver au raisonnement une continuité et une homogénéité indispensables, nous sommes amenés à comparer les contractions postérieures à 1948 à l'ensemble des contractions de 1854 à 1948 et pour que cette comparaison soit pleinement démonstrative nous ne retiendrons que les contractions mineures (38). Comme pour les expansions, nous raisonnerons sur la durée et l'amplitude.

La durée moyenne de toutes les contractions mineures avant 1948 est de 16 mois, pour l'ensemble des contractions la durée est de 21 mois. Les trois contractions postérieures à 1948 ont duré :

novembre	1948	- octobre	1945	11 mois
juillet	1953	- août	1954	13 mois
juillet	1957	- avril	1958	9 mois

soit une durée moyenne de 11 mois. C'est-à-dire que les contractions d'après-guerre ont duré 31 % moins longtemps que la moyenne de toutes les contractions *mineures* de 1854 à 1948. La comparaison des durées moyennes permet d'affirmer qu'il y a eu

(38) Cf. sur ce point B. Hickman, *op. cit.*, p. 25.

stabilisation puisque les contractions d'après-guerre sont nettement moins longues.

Nous étions parvenus à la même conclusion en étudiant la durée comparative des expansions d'après-guerre. Cette conclusion était contredite lorsque nous avions comparé les intensités. La question se pose ici de savoir si nous allons rencontrer la même contraction en comparant les intensités moyennes des contractions postérieures à 1948 et de celles enregistrées de 1854 à 1948.

L'amplitude moyenne de toutes les contractions mineures avant 1948 est de 17,7 %. Celle des contractions postérieures à 1948 est de 18 %. Sans pouvoir aller jusqu'à dire qu'il y a eu stabilisation, l'écart entre les deux amplitudes moyennes étant trop faible, il est permis de souligner que la guerre n'a pas accru l'amplitude des contractions.

Comme pour les expansions, l'utilisation exclusive de l'un ou l'autre terme de comparaison est insuffisante. La combinaison des deux critères conduit à conclure à l'effet de stabilisation. Les contractions enregistrées au cours de la décennie d'après-guerre sont moins longues et d'une amplitude très légèrement supérieure à celle de toutes les contractions mineures de 1854 à 1948. Le fait d'avoir raisonné sur les contractions mineures renforce cette conclusion.

La concordance des deux éléments de notre conclusion, expansions plus importantes et contractions moindres, permet d'affirmer qu'il y a eu stabilisation de l'économie après 1945. Cette proposition prend une dimension supérieure en combinant les deux éléments constitutifs de la fluctuation.

C) *Indice de stabilisation :*

Comme dans le paragraphe précédent, nous allons calculer un indice de stabilité pour les deux périodes sous étude, indice qui combinera la durée et l'amplitude des expansions et des contractions. L'indice i_1 sera un indice de référence ou de tendance calculé à partir des durée et intensité moyennes des expansions de temps de paix et des contractions mineures de la période 1854-1945. L'indice i_2 concernera la décennie 1948-1958.

$$i_1 = \frac{24}{16} \times \frac{22}{17,7} = 1,86$$

$$i_2 = \frac{39}{11} \cdot \frac{17,5}{18,6} = 3,44$$

La comparaison de ces deux indices permet de conclure qu'il y a eu stabilisation profonde de l'économie, comparativement à ce que fut l'évolution de 1854 à 1945 et indépendamment des effets expansifs de la première guerre mondiale. Sans nous cacher tout

ce qu'ont d'artificiel les indices utilisés, cet essai de mesure permet toutefois d'apprécier l'effet de stabilisation et nous ne sommes pas éloignés de prétendre qu'après 1948 l'économie fut presque deux fois plus stable qu'elle ne le fut en moyenne de 1854 à 1945.

Conclusion de la sous-section I

Ce n'est pas être belliciste que d'affirmer que les économies ont été plus stables après les deux guerres mondiales. Il est possible de formuler quelques réserves en ce qui concerne la décennie postérieure à la première guerre mondiale. La stabilisation de l'économie est incontestable depuis 1945. En 1952, les Economistes réunis à Oxford sous l'égide de l'Association Economique Internationale pouvaient se poser la question de savoir si la remarquable stabilité de la période 1945-1952 n'était pas imputable au fait que les économies des pays belligérants, principalement des Etats-Unis, n'étaient encore que des économies de guerre froide et non de paix totale. La proximité de la guerre de Corée incitait à le croire. Depuis lors, et malgré le rétablissement quasi-complet d'une économie de paix, cette stabilité s'est maintenue.

Le phénomène de stabilisation différent au lendemain des deux guerres n'est pas une preuve décisive de l'influence de la guerre sur la stabilité des économies. De quelle manière, par quels mécanismes s'exerce cette influence ; en d'autres termes quels sont les stabilisateurs et leurs relations avec la guerre ?

Sous-section II : Les stabilisateurs

Il existe un certain nombre de raisons et de causes à la stabilité ou à l'instabilité d'une économie. En faire l'inventaire et en déterminer l'importance et l'efficacité mériterait un ouvrage. La question se posant ici est de savoir de quelle manière et dans quelle mesure les guerres ont pu modifier l'efficacité des stabilisateurs existants et permettre l'apparition de nouveaux facteurs de stabilité ; le rôle et l'efficacité de ces stabilisateurs sont-ils essentiellement temporaires, ces stabilisateurs ont-ils un prolongement indépendant des conditions créées par la guerre tel que l'on puisse supposer que l'économie a des chances d'être définitivement plus stable ?

Trois facteurs jouent en l'occurence un rôle particulier, voire stratégique, et leur effet stabilisateur fut directement ou indirectement accru par la guerre. Ce sont : la prévision économique ; l'intervention de l'Etat ; la construction.

§ 1 : La prévision économique

La prévision économique permet sinon de juguler totalement les récessions du moins d'en amoindrir l'amplitude. Ce phénomène

est essentiellement postérieur à 1945 et l'influence de la première guerre mondiale fut en ce domaine négligeable.

La prévision s'est développée grâce aux progrès de la comptabilité nationale et à ceux de l'analyse économique. La question se pose de savoir de quelle manière la guerre a favorisé l'une et l'autre.

A) *La comptabilité nationale :*

Si de nombreux efforts pour évaluer le revenu national des pays les plus développés avaient été entrepris bien avant que n'éclatât la seconde guerre mondiale, ils étaient restés jusqu'alors isolés et partiels. Ce n'est qu'à partir de 1939 que la comptabilité nationale fut organisée et systématisée.

Les nécessités de la guerre, les difficultés et les besoins d'après-guerre ont amené un raffinement des analyses comptables. La détermination du montant du revenu national ou du produit national en tant qu'agrégat global cesse d'être l'objectif quasi-exclusif de la comptabilité nationale. Les comptables s'efforcent désormais de rattacher entre eux les différents agrégats significatifs, d'établir le réseau de transactions reliant les différents secteurs économiques. En 1941, W. Leontief publie « The Structure of american Economy » dont le tableau d'input-output sera utilisé pour déterminer un modèle de structure et pour prévoir les conséquences d'une modification introduite dans le système.

En Grande-Bretagne, R. Stone a joué un rôle de pionnier. En France, un décret du 31 mars 1950 nomme un comité d'experts chargés d'établir les comptes économiques de la nation. En 1947, le Bureau de Statistique de l'O.N.U., en vue de faciliter les comparaisons internationales, publie un rapport sur « La mesure du revenu national et établissement d'une comptabilité nationale ».

Les besoins très pressants et précis de l'économie de guerre et d'après-guerre ont soulevé un nombre important de problèmes dont la solution ne pouvait être trouvée que grâce à la comptabilité et était de ce fait enrichissante.

La comptabilité nationale permet d'avoir une meilleure connaissance des économies lorsqu'elle est rétrospective, en devenant prospective, elle permet sinon d'éviter les désajustements majeurs, du moins d'en prévoir quelques-uns.

Il n'y a pas de progrès de la mesure sans progrès de l'analyse, l'un supportant l'autre.

B) *Progrès de l'analyse :*

L'analyse fut pendant la guerre et dans l'immédiat après guerre essentiellement macro-économique. Les préoccupations de l'heure étaient principalement collectives, les mécanismes d'ajustement et d'interaction entre divers agrégats et divers secteurs furent plus étudiés et mieux connus.

Parce que de nombreux problèmes étaient nouveaux et que leur solution réclamait une analyse préalable, la somme des connaissances fut accrue. A ce propos, l'analyse structurelle a fait grâce à la comptabilité nationale et aux tableaux d'input-output, des progrès sensibles.

Mais surtout fut admise l'idée que la croissance n'est pas un phénomène naturel dont l'évolution est indépendante de la volonté humaine, mais un phénomène organisé et voulu dont l'intensité dépend largement du dynamisme de l'ambition et de l'effort collectifs.

Ce dynamisme, cette ambition et cet effort collectifs s'expriment et s'exercent par l'intervention de l'Etat dans la vie économique.

§ 2 : L'intervention de l'Etat

Jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, la majorité des économistes occidentaux concevaient l'intervention de l'Etat d'une manière relativement étroite. L'Etat devait faire respecter les « règles du jeu » ; il devait également intervenir pour relancer l'activité économique en cas de dépression. Même lorsque les économistes étaient convaincus de l'utilité et de l'efficacité de l'action publique, la concrétisation de telles théories restait très lente sinon très difficile. En effet, l'opinion publique et ce que l'on a coutume d'appeler le secteur privé accueillaient avec beaucoup de réserve et refusaient parfois l'intervention publique lorsqu'elle dépassait les limites traditionnellement imposées.

Le raisonnement de l'homme de la rue se ramenait à quelques propositions dont la simplicité était un gage de bon sens sinon de véracité. Pourquoi l'Etat interviendrait-il lorsque l'économie est en pleine expansion ? Son intervention n'est justifiée qu'en période de crise et pour remédier à des injustices sociales trop flagrantes et insupportables. Le secteur privé, quant à lui, avait une opinion définitivement arrêtée selon laquelle l'action publique ne pouvait avoir que des conséquences néfastes en provoquant de profondes perturbations dans la vie économique et en créant des rigidités supplémentaires.

On a souvent parlé, à propos des pays sous-développés, de structures mentales, voire de rigidités mentales. Il semble bien que nous soyions en présence d'une de ces rigidités lorsque l'on aborde la question de l'intervention de l'Etat. Pour briser cette rigidité et imposer l'action publique il fallait un événement majeur aux conséquences économiques profondes et durables ; ce furent les deux guerres mondiales. *L'intervention de l'Etat fut un fait acquis avant d'être un fait souhaité.* L'acquisition de ce fait s'est réalisée au cours des deux guerres mondiales et des périodes d'après-guerre. En effet, au cours de ces périodes, la quasi totalité de l'économie est sous la direction de l'Etat parce que les conditions

sont exceptionnelles et imposent une centralisation très poussée de toute l'activité nationale.

Le retour à la paix n'a pas pour conséquence de rétablir les conditions économiques qui prévalaient avant guerre. Un certain nombre d'habitudes sont acquises et ce qu'il aurait été impossible de faire accepter en temps normal ayant été réalisé pendant la guerre demeure un fait acquis dans les esprits et dans la réalité.

De quelle manière l'intervention de l'Etat s'est-elle manifestée au lendemain des guerres et dans quelle mesure est-il possible de considérer cette intervention comme un facteur de stabilisation ? La réponse à cette question se déroulera en deux étapes, la première sera consacrée à l'évolution de la part des dépenses publiques dans le revenu national, la seconde à la planification.

A) *Revenu national et dépenses publiques :*

C'est un fait connu et admis de tous que la part des dépenses gouvernementales dans le revenu national des pays occidentaux a augmenté dans de larges proportions depuis le début du siècle. Ce fait reste d'ordre historique, il n'apporte pas la preuve que les dépenses publiques sont ou peuvent être un facteur de stabilisation.

L'argument essentiel plaidant en faveur de la thèse de la stabilisation tient dans l'autonomie des dépenses gouvernementales. Cette autonomie des dépenses publiques permet de les utiliser comme facteur anti-cyclique et de lutter contre l'instabilité des dépenses privées. De plus, en intervenant sur la distribution du revenu national par l'impôt et les transferts, l'Etat a un moyen supplémentaire d'intervention et de stabilisation de la demande privée.

Il serait pourtant erroné de faire des dépenses publiques une panacée universelle. On ne peut qu'adopter la conclusion de B. Hickman : « Parce que la part du secteur public dans le revenu national a beaucoup augmenté, les variations autonomes des impôts et des dépenses (gouvernementales) fournissent de nos jours des outils puissants pour une stabilisation économique, s'ils sont correctement utilisés ».

Pour être correcte, l'utilisation de ces outils ne doit pas être improvisée et accidentelle, elle doit au contraire être au service d'une politique définie et ayant un minimum de continuité et d'homogénéité. Une telle politique s'exprime dans un plan.

B) *La planification :*

Il est des mots ayant une résonance particulière parce qu'ils sont à la mode, la planification est de ceux-là. Les mérites (et les inconvénients) d'un plan qu'il soit volontariste ou simplement indicatif ont été trop décrits, analysés et exposés pour faire ici l'objet d'un commentaire qui ne serait qu'un résumé incomplet et maladroit.

La seconde guerre mondiale a montré que l'activité économique n'était pas « un phénomène » anarchique et désordonné. Elle a souligné la nécessité des ajustements non spontanés entre divers secteurs et a prouvé que l'évolution économique pouvait être le fait et l'expression d'une volonté collective. L'économie de guerre est en fait une économie planifiée dont l'objectif est la satisfaction immédiate et massive des besoins militaires. Dans la mesure où après guerre existent des préférences nationales suffisamment vigoureuses pour affirmer et déterminer un objectif commun, le plan devient possible sinon souhaité et d'autant plus facilement applicable que l'économie est « rôdée » par plusieurs années de guerre. Il est à ce propos curieux de constater que bon nombre d'économistes expliquant les contractions d'après-guerre par une intervention exagérée de l'Etat préconisent implicitement la poursuite de cette intervention. C'est non seulement la centralisation publique pendant la guerre qui est la cause de la crise mais aussi sa disparition brutale après guerre, *a contrario* cela signifie que si l'intervention publique était maintenue, l'activité économique organisée, la contraction d'après-guerre n'aurait pas lieu ou serait moindre. De plus, les premières tentatives de planification furent effectuées pendant la guerre et les renseignements qu'elles apportèrent furent précieux aux autorités et aux experts chargés de préparer les premières étapes sinon d'une planification même indicative du moins l'intervention régulatrice de l'Etat à court et à long terme.

Les deux facteurs de stabilisation jusqu'à maintenant analysés concernent davantage le cadre de l'activité économique que cette activité elle-même. Bien que leur efficacité ou leur importance ait été accrue du fait de la guerre, ils restent des facteurs exogènes. La guerre a eu directement un effet stabilisateur sur l'activité économique par l'intermédiaire des constructions.

§ 3 : Les constructions

Nous avons souligné que dans tous les pays belligérants, y compris les Etats-Unis, les constructions avaient été pratiquement nulles au cours des deux guerres mondiales. Il s'agit de savoir dans quelle mesure la demande différée et les besoins de reconstruction dans les pays dévastés peuvent avoir des effets stabilisateurs. La réponse à cette question soulève deux difficulés, la première de savoir quels sont les effets stabilisateurs de la construction, la seconde d'apprécier l'importance des constructions dans les économies d'après-guerre.

A) *Effet stabilisateur des constructions :*

Les raisons des effets contra-cycliques des constructions résidentielles ne sont pas difficiles à mettre en lumière, elles sont au nombre de trois.

Tout d'abord, un certain nombre de conditions font que la demande de maisons d'habitation est largement indépendante des fluctuations mensuelles et même annuelles du revenu national. La décision de construire relève du long terme. De plus, une fois entreprise la construction d'un immeuble, il est exceptionnel qu'elle soit interrompue, ce qui assure, en cas de dépression, un minimum d'activité qui durera ce que dure la construction d'un immeuble.

Ensuite, l'effet de la demande de construction ne se limite pas au seul volume de cette demande. La construction d'un immeuble d'habitation réclame un certain nombre de services complémentaires, ne serait-ce que la demande de mobilier, de gaz, d'électricité... Cette demande induite et complémentaire prolonge et amplifie l'effet stabilisateur de la construction.

Enfin, les constructions d'immeubles d'habitation représentent une large proportion des investissements totaux, de l'ordre de 30 % en moyenne. Par conséquent, l'effet stabilisateur des constructions sera d'autant plus élevé que la part des investissements représentée par la construction de maisons d'habitation est grande.

L'effet stabilisateur reste hypothétique et théorique dans la mesure où les constructions ne sont ni nombreuses ni importantes. La période d'après-guerre est-elle favorable à un « boom » du bâtiment ?

B) *Les constructions après guerre :*

La guerre a pour effet immédiat de contracter la construction d'immeubles d'habitation ; au retard ainsi accumulé viennent s'ajouter dans les pays dévastés les besoins de reconstruction qui sont parfois très élevés. Il s'ensuit que la demande d'immeubles d'habitation est particulièrement importante après guerre.

Cette demande ne reste pas potentielle ; les gouvernements des pays belligérants prennent souvent des mesures favorisant la construction, en particulier au lendemain de 1945.

La question se pose de savoir si les effets stabilisateurs ont ou non l'occasion de jouer après guerre. En effet, la période de rattrapage se caractérise par un dynamisme vigoureux de la demande de biens de consommation à laquelle s'ajoute les besoins de construction. Par conséquent, pour que l'effet stabilisateur du bâtiment joue, il faut que les constructions d'immeubles d'habitation continuent après qu'ait été satisfaite la demande différée de biens de consommation. Plusieurs raisons permettent de penser qu'il en est ainsi.

Tout d'abord, la période de rattrapage en ce qui concerne la consommation de biens non durables est beaucoup plus courte que celle concernant les biens durables. De plus, dans une économie en voie de reconversion, la capacité de construction est insuffisante pour rapidement satisfaire une demande importante, ce qui a pour conséquence de différer le remplacement ou la restauration

d'un certain nombre d'imeubles. L'essor du bâtiment apparaît donc durable, il peut l'être d'autant plus qu'aux besoins déjà existants peuvent venir s'en ajouter d'autres provoqués par la pression démographique.

Deux points méritent ici d'être soulignés, la différence existante entre les deux-après-guerre et celle existante entre pays dévastés et non envahis.

Aux Etats-Unis et à un moindre degré dans les autres pays belligérants, la première guerre mondiale n'a pas créé les besoins massifs qui furent entraînés par la guerre 1939-1945. De plus, les pressions démographiques étaient beaucoup moins vigoureuses. Que ce soit aux Etats-Unis ou en France, la construction d'immeubles d'habitation fut beaucoup moins dynamique au lendemain de 1918 qu'elle ne le fut après 1945. Ceci explique en partie que la stabilisation fut moindre.

Dans les pays dévastés, les besoins de reconstruction s'ajoutent à ceux de la demande différée ; dans les pays non envahis, seuls existent les besoins différés. La différence de volume des demandes d'immeubles d'habitation dans les divers pays conduit à penser que les effets stabilisateurs de la construction seront plus durables et plus profonds dans les pays dévastés que dans ceux qui ne furent pas envahis.

Conclusion de la section II

Les deux guerres mondiales apparaissent profondément différentes lorsque l'on analyse la stabilité ou l'instabilité des périodes qui ont suivi les armistices. Si on ne peut affirmer la plus grande stabilité de la décennie postérieure à la première guerre mondiale, il est incontestable que la stabilisation des économies après 1945 fut particulièrement intense.

Les facteurs de stabilisation que nous avons choisi d'analyser n'expliquent pas totalement ce phénomène. Leur étude montre toutefois que la guerre a profondément modifié le cadre de l'activité économique. C'est la guerre qui a permis pour ne pas dire introduit l'intervention de l'Etat, la différence d'attitude au lendemain des deux guerres est à cet égard significative et explique en partie, faiblement peut-être, les différences en ce qui concerne la stabilité.

La guerre de 1914 avait vu et nécessité une intervention massive de l'Etat dans l'activité économique nationale. Une fois signé l'armistice et rétablies des conditions diplomatiques et juridiques de temps de paix, l'orthodoxie économique a voulu que soient restaurées les conditions qui prévalaient en 1914, celles préconisées par le libéralisme. Cette politique a eu pour conséquence de restreindre le champ d'application de l'action publique et de laisser à des mécanismes économiques que l'on supposait automatiques, spontanés et suffisants le soin de résoudre les problèmes posés par la reconversion et les difficultés d'après-guerre. Or, de

tels problèmes et de telles difficultés sont spécifiques. On comprend mal que soit admise, voire préconisée, l'intervention de l'Etat pour résoudre les problèmes de l'économie de guerre parce qu'ils sont particuliers et que partant, les mécanismes habituels sont insuffisants, et que l'on refuse la même intervention pour résoudre les problèmes d'après-guerre qui sont tout aussi particuliers. Cette discontinuité, pour ne pas écrire cette incohérence de comportement sans être la cause des fluctuations postérieures à 1918 n'en a pas moins favorisé leur apparition.

De ce point de vue, la continuité de l'intervention publique au cours et au lendemain de la seconde guerre mondiale n'est sans aucun doute pas étrangère à la stabilité remarquable de l'économie après 1945. Le rôle joué par la construction d'immeubles d'habitation est très différent après les deux guerres. Ce que l'on nomme le « boom » du bâtiment fut moins intense et moins durable après 1918 qu'il ne le fut après 1945. La fixation des loyers en 1924 n'est pas étrangère aux lenteurs de la construction. Par contre, les investissements publics et la liberté des loyers soutenus par une pression démographique vigoureuse ont assuré à la construction une expansion intense et durable après 1945.

CONCLUSION DU CHAPITRE III

C'est être bien pensant que de montrer les conséquences fâcheuses de la guerre ; ce n'est plus être scientifique de faire ou de vouloir faire de la guerre un facteur d'instabilité en utilisant une démonstration à la fois partielle et contingente. La matérialité des faits ne saurait être contestée. Lorsque l'on raisonne en termes généraux et que l'on prétend faire de la guerre un facteur d'instabilité pour une période considérée, il est impossible de faire prévaloir un moment particulier de cette période sans l'analyser dans sa totalité. Or, les auteurs partisans de la thèse de l'instabilité limitent leurs analyses aux seules dépressions. Leur étude reste donc partielle et ne saurait être de ce fait totalement démonstrative indépendamment de la qualité de leur démonstration qui fait appel à des arguments parfois spécieux.

Les liens de causalité ou de dépendance entre les guerres et les dépressions d'après-guerre sont souvent mal établis et presque toujours monétaires.

Lorsque l'analyse cesse d'être partielle et monétaire, les conclusions sont sinon fondamentalement opposées du moins beaucoup moins catégoriques et exclusives. Moins catégoriques, car il est difficile d'affirmer sans réserve que la guerre est un facteur d'instabilité. Moins exclusives, car même s'il est admis que la guerre est directement à l'origine d'une crise, il est nécessaire de reconnaître qu'elle est à l'origine d'une expansion. Une raison

supplémentaire conduit à rendre moins catégoriques et moins intransigeantes les opinions en la matière. Si les fluctuations enregistrées après 1918 peuvent être une justification historique (et conditionnelle) de la thèse de l'instabilité, il serait vain de chercher après 1945 des faits susceptibles de confirmer une opinion encore répandue mais que l'analyse vide d'une partie de son contenu.

— La théorie suggère l'existence d'un certain nombre de facteurs qui ont pour effet de stabiliser automatiquement ou indirectement l'économie. Au premier rang de ces stabilisateurs, il faut citer l'intervention étatique, sous la forme d'investissements publics et par le biais de la planification et la construction. La mise en œuvre et le rôle de ces stabilisateurs furent beaucoup plus importants après la seconde guerre mondiale. Cela explique sans doute la plus grande stabilité des économies après 1945 comparativement à ce qui avait été enregistré après 1918.

Quand on sait que ces facteurs stabilisateurs trouvent leur origine directement ou indirectement dans la guerre, nous sommes logiquement conduits à conclure que la guerre engendre des effets de stabilisation.

Les effets de stabilisation sont étroitement liés aux effets de destruction. Plus les destructions on été importantes, plus l'effort de reconstruction sera long. L économie sera ainsi assurée d'une activité importante et durable. Indépendamment du fait que du point de vue normatif il serait pour le moins monstrueux de préconiser les destructions comme moyen de stabilisation d'une économie (39), pour que l'effet de destruction soit à terme un effet de stabilisation, encore faut-il que l'effort de reconstruction soit entrepris. Or une économie ayant enregistré de très importantes destructions n'est pas toujours capable d'entreprendre et surtout de soutenir un violent effort de reconstruction, effort qui peut être sinon entravé du moins ralenti et parfois stoppé par des mesures publiques maladroites ou dont l'intensité ne peut être supportée par une population prématurément vieillie.

— La période postérieure à la seconde guerre mondiale est marquée par une expansion rapide et durable. Cette expansion est beaucoup plus intense que celle enregistrée après la première guerre mondiale. Or, nous avons constaté que la stabilité des économies après 1945 est supérieure à ce qu'elle fut après 1918. Nous sommes fondés à conclure qu'une croissance rapide s'accompagne d'une stabilité plus grande. Cette conclusion est renforcée par le fait que les périodes d'après-guerre sont caractérisées par rapport à l'avant-guerre par une croissance et une stabilité plus importantes.

(39) On peut, à la rigueur, préconiser le remplacement accéléré des immeubles d'habitation inconfortables et insalubres. Cela dépasse le cadre de cette thèse.

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE

Les guerres ont des effets différés et la signature des armistices en marquant la fin des hostilités ouvre le début d'une période que l'on convient d'appeler de rattrapage.

Le terme cache mal une ambiguïté due à la complexité des situations d'après-guerre. Il est difficile de faire la part entre ce qui est imputable à la guerre et ce qui est le fait de difficultés particulières. On peut malgré tout souligner les traits caractéristiques des périodes d'après-guerre.

Le plein emploi est comme au cours des hostilités le trait marquant des économies d'après-guerre. Cette situation a pour conséquence, étant donné l'existence d'une demande différée importante, de déterminer une croissance durable au cours de laquelle l'inflation est souvent intense.

L'évolution des économes d'après-guerre conduit sinon au dépassement de l'analyse traditionnelle de la croissance, du moins à un approfondissement. On admet généralement qu'une croissance rapide avec inflation et plein emploi conduit à brève échéance à la récession sinon à la crise. A l'heure actuelle, il n'est pas rare de lire et d'entendre qu'il est indispensable de freiner la croissance et de juguler l'inflation sous peine de risquer la crise. Il est incontestable qu'une telle politique est « raisonnable ». Il est toutefois troublant de remarquer que les périodes d'après-guerre se caractérisent par une croissance rapide, le plein emploi, l'inflation et une stabilisation de l'économie. Les liens d'interdépendance existant entre ces différents phénomènes ne sauraient être niés. Cette constatation est d'autant plus remarquable que les périodes de croissance d'avant-guerre se caractérisent généralement par une croissance moins rapide, un sous-emploi relatif, une inflation moins importante et une moins grande stabilité. On parvient ainsi à formuler deux conclusions majeures.

— Tout d'abord, le plein emploi n'est pas un obstacle à une croissance rapide. Nombre d'auteurs font du plein emploi des hommes et des capitaux la limite supérieure de la période d'expansion et soutiennent que lorsque cette situation est atteinte, la croissance est beaucoup moins rapide. Nous avons remarqué que la période de rattrapage est une période de plein emploi au cours de laquelle l'effet d'accélération joue totalement. Le taux de croissance caractérisant cette période est le plus élevé jamais atteint par la plupart des économies des pays belligérants. Nous sommes fondés à conclure que la croissance en situation de plein emploi peut être plus rapide que la croissance en situation de sous-emploi.

— Ensuite, une croissance rapide de plein emploi ne conduit pas forcément à la crise. Il est indéniable que l'inflation joue en

l'occurrence un rôle déterminant. Les périodes d'après-guerre apparaissent comme plus stables que celles d'avant-guerre. L'inflation est à la fois un mode d ajustement et un stimulant de la croissance. La dépression ne résulte pas automatiquement de ce processus qui autant que tout autre mérite le qualificatif de cumulatif.

Peut-on affirmer que toute période de croissance en plein emploi avec un taux d inflation élevé ne sera pas suivie d'une crise grave ? Une telle affirmation serait hâtive et ne tiendrait pas compte des particularités caractérisant la période de rattrapage. La croissance est durable et la dépression minime parce qu'il existe une demande différée importante qui est la cause profonde de ce mouvement de croissance. Aussi longtemps que cette demande différée n'est pas satisfaite, les accidents de croissance ne sont pas des crises mais des distorsions entre secteurs. Ces distorsions et la pression de la demande sont le plus souvent résolues par l'inflation. La croissance n'est pas forcément une croissance équilibrée, elle n'en reste pas moins une croissance rapide. Pourquoi est-elle une croissance durable ?

La croissance est durable parce qu'elle n'est pas assez rapide. En situation de plein emploi, l'offre réelle se confond avec l'offre potentielle. Cette offre reste longtemps insuffisante pour satisfaire une demande particulièrement intense. Il faut remarquer qu'il n est pas indifférent du point de vue de la durée de la période de croissance que la demande différée soit essentiellement une demande de biens de consommation durables. En effet, les industries fabriquant ces biens sont en situation de plein emploi et l'augmentation de leur production est soumise à un accroissement de capacité. L'effet d'accélération va se répercuter d'aval en amont ce qui retarde l'augmentation de la production des biens de consommation considérés. De plus la demande sera d'autant plus durable qu'il n'y a pas saturation rapide des besoins.

Cela explique en partie au moins les différences enregistrées dans les évolutions économiques au lendemain des deux guerres et dans les divers pays belligérants.

La demande différée en biens de consommation durable était moins importante après la première guerre mondiale qu'après 1945. Les biens existant avant 1914 étaient moins variés que ceux existant avant 1940 et par conséquent, la demande portait sur un plus petit nombre de produits. Les restrictions furent moins importantes de 1914 à 1918, ce qui eut pour effet de ne pas créer une demande différée particulièrement intense. Nous avons remarqué que le taux de croissance pour la période de rattrapage postérieure à 1918 était moins élevé que celui caractérisant la période postérieure à 1945. Il existe, semble-t-il, une relation étroite entre l'intensité de la croissance et l'importance de la demande différée de biens durables. Cette relation est confirmée par les différences entre les taux de croissance aux Etats-Unis et en France après 1945.

La France bénéficie depuis 1946 d'un taux de croissance supérieur à celui des Etats-Unis. Tout laisse penser que la demande différée de biens de consommation durables était beaucoup plus élevée en France qu'aux Etats-Unis où la consommation avait continué à croître au cours de la guerre. C'est vraisemblablement parce que la demande différée était moins intense aux Etats-Unis que le taux de croissance fut moins élevé.

L'analyse des effets différés confirme les relations que l'on a l'habitude d'établir entre plein emploi et inflation d'une part, et croissance et stabilité d'autre part. Elle infirme les oppositions traditionnellement faites entre croissance rapide et plein emploi, inflation et stabilité.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre époque vit dans la hantise d'une nouvelle guerre. Cette hantise est due à la crainte de voir le monde à tout jamais détruit. Au cas où il s'agirait d'un conflit limité laissant à l'humanité une chance de survivre, l'économiste est-il en mesure de prévoir quels pourraient être les effets économiques de ce conflit ? Une telle prévision pour ne pas être une prophétie ne pourrait être fondée que sur la connaissance des effets définitifs entraînés par les deux guerres mondiales et sur l'hypothèse selon laquelle la guerre est inéluctable dans ses conséquences.

I. *La guerre et les fluctuations*

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que la croissance fut au centre des préoccupations analytiques des économistes. Jusqu'alors les fluctuations étaient demeurées un sujet de prédilection. Les auteurs soucieux d'expliquer les phénomènes historiques ne manquaient pas d'établir une relation étroite entre les guerres et les fluctuations.

Leurs analyses portaient essentiellement sur le fait de savoir dans quelle mesure les fluctuations peuvent déterminer une guerre et inversement comment les guerres peuvent ou non déterminer les fluctuations.

A) *Les fluctuations déterminent les guerres :*

Beaucoup d'auteurs ont été frappés par la périodicité des fluctuations et des guerres. Ils ont été conduits à poser la question de savoir si la périodicité des guerres ne concordait pas avec celle des fluctuations. A quel moment de la fluctuation les guerres éclatent-elles ? La simple relation temporelle est apparue suffisante pour que la guerre soit considérée par certains comme le fruit de la fluctuation.

— *Le moment des guerres.* Les économistes analysant les fluctuations ont coutume de distinguer le point de retournement haut et le point de retournement bas, le moment où cesse l'expansion et celui où s'achève la dépression. Les déclarations de guerre concordent-elles avec l'un ou l'autre ou se situent-elles à un moment quelconque de la fluctuation ?

La thèse selon laquelle la déclaration de guerre concorde avec le point de retournement haut trouve une confirmation historique

dans l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917, voire de la France en 1914. La décennie précédant la première guerre mondiale fut une période d'expansion relativement rapide. Cette justification historique ne suffit pas pour ériger au rang de loi cette concordance temporelle. Toutes les guerres n'éclatent pas à la fin d'une période de rapide expansion.

On a soutenu qu'une guerre pouvait marquer la fin d'une longue dépression. A l'appui de cette proposition, il faut remarquer que la guerre de 1939 a éclaté à un moment où la croissance des pays belligérants connaissait un ralentissement inquiétant. La guerre de 1939 marque pour les Etats-Unis le début d'une période d'essor rapide. Cette date peut être considérée comme un point de retournement bas.

Que penser d'une thèse qui admet à la fois que les guerres peuvent éclater à l'un ou l'autre moment particulier de la fluctuation ? Il est impossible de soutenir exclusivement l'une ou l'autre thèse sans risquer de trouver dans les faits une contradiction flagrante. Il faut par conséquent admettre conjointement les deux possibilités. Ce n'est plus de l'analyse mais de la description historique. On doit refuser le titre de loi à une fausse périodicité. Nul ne peut affirmer que les guerres éclatent toujours à la fin d'une période d'expansion ou d'une période de récession. C'est une fois de plus souligner le caractère contingent de toutes les explications historiques.

Certains auteurs ne limitent pas leurs analyses à déterminer la périodicité des guerres et à situer la déclaration de guerre par rapport aux fluctuations. Admettant implicitement ou explicitement que les guerres éclatent à un moment particulier de la fluctuation, ils sont logiquement conduits à tenter d'expliquer pourquoi et à chercher dans les fluctuations les causes des guerres.

— *Les fluctuations sont à l'origine de la guerre.* La question peut être posée sous une autre forme : la guerre est-elle inéluctable dans ses causes, existe-t-il des causes économiques ? Le sujet est inépuisable.

Il est sociologique, politique, économique et philosophique. Chaque discipline tend à faire, consciemment ou non, des explications qu'elle apporte les explications déterminantes.

L'économiste se pose quant à lui deux questions au moins :

— existe-t-il des causes économiques à la guerre ? ;

— dans l'affirmative, ces causes sont-elles déterminantes ?

Existe-t-il des causes économiques ? Deux attitudes opposées s'affrontent à ce sujet, « plusieurs auteurs considèrent la guerre comme une donnée purement historique et se refusent à en rechercher les « causes » (1), d'autres au contraire, et souvent d'inspi-

(1) G. IMBERT, *Les mouvements de longue durée Kondratieff*, p. 315 et suivantes.

ration marxiste, s'efforcent de trouver des causes d'ordre économique. Nombre d'entre eux ont tenté un rapprochement entre guerre et hausse de longue durée, voire entre guerre et cycles économiques.

Il n'est pas dans notre propos de faire une analyse approfondie des nombreuses thèses traitant de ce sujet. Toutes semblent reposer sur la même confusion, celle consistant à ne pas distinguer cause et condition.

Si la cause est « ce par quoi une chose arrive », la relation orientée liant deux phénomènes, peut-on affirmer que telle situation économique particulière soit la cause efficiente d'une guerre ? Le doute reste permis, d'autant qu'une même situation maintes fois répétée n'engendre qu'exceptionnellement une guerre et que les guerres éclatent dans des situations différentes.

Si les conditions sont « des circonstances extérieures dont dépendent les personnes et les choses » et qui créent un état favorable ou défavorable, rien ne s'oppose à penser que telle ou telle situation économique crée une « conjoncture » favorable à l'apparition d'une guerre.

De telles conditions peuvent-elles être assez déterminantes pour devenir des conditions d'existence ?

Les conditions économiques sont-elles déterminantes ? Il est possible de formuler la question sous une autre forme : telle situation économique rend-elle une guerre impossible sinon improbable, telle autre situation économique rassemble-t-elle toutes les conditions pour qu'une guerre soit possible ?

Nul ne peut affirmer qu'une profonde dépression soit une certitude de paix, pas plus qu'une expansion accélérée et continue rend probable une guerre ; elle peut la rendre possible, mais la différence mérite d'être soulignée.

Nous pensons qu'il n'est pas de cause essentiellement économique. Il est des conditions qui ne sont pas déterminantes dans l'apparition des guerres mais qui peuvent l'être quant à leur issue.

Sans nier qu'il existe des relations entre les fluctuations précédant les guerres et les guerres elles-mêmes, leur apparition et l'effort de production qui doit être fourni au cours des hostilités, il semble impossible de conclure à une généralité du phénomène, voire à une causalité faisant des mouvements économiques le facteur déterminant des guerres.

Le même doute peut-il être affiché relativement aux relations existant entre les guerres et les fluctuations d'après-guerre ?

B) *Les guerres déterminent les fluctuations :*

Toute guerre entraîne, lorsque cessent les hostilités, des difficultés de reconversion amplifiées par les nécessités de la recons-

truction et une demande différée exacerbée. Les auteurs n'ayant pas limité leurs études aux seules crises de reconversion et refusant l'explication uniquement endogène des dépressions ont tenté d'apprécier et de qualifier les effets entraînés par une guerre sur les fluctuations des pays belligérants. Leurs conclusions font preuve d'une concordance réconfortante et rassurante quand on connaît les divergences profondes qui séparent les auteurs lorsqu'il s'agit d'expliquer un phénomène historique.

Quelles que soient les analyses et les points plus spécialement étudiés par certains auteurs, la conclusion demeure identique : la guerre est un facteur d'instabilité. Peut-on se satisfaire d'une conclusion aussi générale alors que ceux qui la proposent ne prennent souvent pas la précaution élémentaire de définir la stabilité ? Lorsque cette définition est tentée, elle est tellement limitative que la conclusion perd toute valeur démonstrative. En effet, affirmer que la guerre est un facteur d'instabilité ne peut procéder que d'une comparaison entre les fluctuations avant et après guerre, c'est-à-dire qu'il faut comparer les périodes d'expansion comme les périodes de dépression pour les périodes antérieure et postérieure au conflit. Faute de procéder à une telle comparaison et même lorsqu'ils établissent de façon relativement certaine un lien de causalité entre la guerre et les dépressions d'après-guerre, les auteurs ne sont aucunement fondés à conclure que la guerre est un facteur d'instabilité.

Au contraire, lorsqu'est pratiquée une telle comparaison, les conclusions deviennent tout autres. Sans nier que les guerres soient directement ou indirectement à l'origine de dépressions, nous sommes conduits à formuler les plus expresses réserves quant au fait d'affirmer que la guerre est un facteur d'instabilité. Il semble possible de proposer une conclusion légèrement différente en ce qui concerne la première guerre mondiale et radicalement opposée à propos de la seconde. S'il n'est pas établi de façon irréfutable que les guerres soient des facteurs de stabilisation, les faits laissent apparaître une plus grande stabilité au lendemain des deux guerres mondiales. Les guerres exercent des effets de stabilisation en favorisant et accélérant le rôle de l'Etat et en entraînant un effort de reconstruction souvent amplifié par une demande différée importante. On peut critiquer l'intervention publique, regretter les destructions, il n'en reste pas moins vrai que ces deux faits ont directement ou indirectement des effets stabilisateurs. L'explication d'un phénomène n'implique pas que l'on préconise une politique quelconque et que l'on porte un jugement de valeur favorable relatif aux causes de cette stabilité accrue.

La guerre peut éclater à tout moment de la fluctuation, elle n'est pas engendrée par elle. Les deux guerres mondiales ont eu des effets de stabilisation ; en ce domaine la guerre de 1939-1945 fut beaucoup plus importante. Les fluctuations ont cessé d'être la

préoccupation essentielle des économistes qui sont à l'heure actuelle soucieux d'expliquer et de maintenir la croissance.

II. — *La guerre et la croissance*

Les guerres exercent-elles des effets définitifs et spécifiques sur la croissance des pays belligérants ? Il convient de répondre par l'affirmative à cette double question. Les guerres ont exercé des effets définitifs, en amplifiant l'expansion des pays belligérants. Cette accélération s'est réalisée d'une façon particulière qui fait que la morphologie et les modalités de la croissance de guerre et d'après-guerre sont spécifiques.

A) *Effets définitifs sur la croissance :*

En limitant l'étude des effets de la guerre sur la croissance aux seuls effets immédiats, le caractère définitif de ces effets est évident. Cette limitation est trop arbitraire pour être retenue par l'économiste. Pourquoi faire concorder la fin d'une période économique avec la signature d'un armistice dont les conséquences directes sont essentiellement militaires et diplomatiques ?

A la fin d'un conflit les termes reconversion et reconstruction sont dans toutes les bouches et inscrits aux programmes de tous les gouvernements. Les prolongements économiques d'une guerre ne se limitent pourtant pas aux seuls effets de reconstruction et de reconversion.

Si les effets différés étaient uniquement des effets de rattrapage exclusivement compensateurs, il serait possible de soutenir que les guerres n'exercent aucun effet définitif. La situation économique antérieure à la déclaration de guerre serait rétablie et tout se passerait comme si les seules traces dramatiques et définitives de la guerre étaient celles inscrites sur les monuments aux morts.

— Du point de vue quantitatif, le taux de croissance après guerre est durablement supérieur au taux de croissance d'avant-guerre. On peut admettre qu'il y a un changement de dimension des économies des pays belligérants. Il est indispensable de souligner qu'après la seconde guerre mondiale le taux de croissance est resté supérieur au taux de croissance d'avant-guerre même après la fin de la période de rattrapage (1955 pour la France). C'est sans doute l'effet définitif le plus important. L'accélération de la croissance cache les modifications profondes qui se sont produites au sein des structures.

— Du point de vue structurel les distorsions sectorielles entraînées par la guerre ne sont pas totalement compensées après guerre. Elles se prolongent souvent et par conséquent s'amplifient au cours de la période de rattrapage. Il s'ensuit qu'un certain nombre de branches prennent au sein de l'économie une importance particulière et que l'on peut parler de mutation de structures.

Certaines branches en régression au cours des hostilités ne connaissent pas après guerre une période d'expansion compensatoire. De même certaines branches ayant connu une forte expansion pendant la guerre, une fois résolus les problèmes de reconversion, continuent à s'accroître après-guerre. Il n'y a pas rajustement mais au contraire distorsion cumulée. Les mouvements induits par la guerre et l'après-guerre ayant pour caractéristique d'être particulièrement intenses aussi bien lorsqu'il s'agit de régression que d'expansion cumulées, nous sommes fondés à conclure à la mutation.

La guerre et l'après-guerre accélérant et amplifiant l'expansion et la régression de certaines branches apparaissent comme des catalyseurs de mutation. Les branches bénéficiant de cette modification sont celles dont la production a pour but de satisfaire la demande de guerre et celle d'après-guerre qui est soit une demande différée autonome (biens de consommation) soit une demande induite de biens d'équipement.

Les branches dont la disparition ou la régression accélérée est entraînée par la guerre sont celles produisant un bien qui n'est pas directement ou indirectement nécessaire à la poursuite de la guerre et qui après la fin des hostilités n'est pas l'objet d'une demande différée ou induite importante.

— Les conditions déterminant la croissance sont définitivement différentes de celles prévalant avant guerre. L'organisation des entreprises et des branches, voire de l'économie nationale, est profondément modifiée par la guerre. La productivité augmente très rapidement après guerre.

Les guerres nécessitent et favorisent la production de masse. La dimension moyenne des entreprises est après guerre supérieure à ce qu'elle était avant guerre. La mécanisation et la standardisation sont particulièrement développées. Les industries profitent des reconversions et des reconstructions pour organiser leur production sur de nouvelles bases. La taylorisation est accentuée au cours et après la guerre. Dans l'agriculture, la mécanisation est développée, ce qui entraîne un accroissement de la productivité agricole.

L'accroissement de la productivité est une caractéristique des économies d'après-guerre. Cet accroissement est dû à l'état du capital de production qui est en grande partie rénové (reconstruction) et à l'exploitation des innovations réalisées au cours de la guerre et des innovations potentielles existant à la fin de la guerre (2). L'essor de la productivité après guerre est lié à l'importance des destructions et aux techniques de fabrication utilisées au cours de la guerre.

---

(2) Nous ne considérons que les innovations concernant les techniques de produciton et non celles portant sur les produits de consommation. Ces dernières sont très souvent temporaires (saccharine) et n'apparaissent pas comme majeures.

En amplifiant les taux de croissance, en modifiant profondément les structures, en transformant les types d'organisation et en provoquant un accroissement exceptionnel de la productivité et des innovations, la guerre exerce des effets définitifs sur la croissance des économies des pays belligérants. Pour être définitifs, ces effets en sont-ils pour autant spécifiques ? La guerre est-elle le seul phénomène entraînant une accélération de la croissance accompagnée d'une modification des structures et des types d'organisation ?

B) *Caractère spécifique des effets de la guerre sur la croissance :*

La guerre est le seul phénomène ayant des effets aussi particuliers sur la croissance. Cette particularité, cette spécialité tient essentiellement au fait que l'influence de la guerre sur la croissance se réalise en deux étapes distinctes mais étroitement dépendantes. La première étape correspond aux effets immédiats, la seconde aux effets différés. Les effets immédiats sont à la fois des effets de croissance et l'origine lointaine ou directe d'une croissance future par l'intermédiaire des effets différés.

La particularité de ce processus de croissance tient au fait qu'au cours de la guerre l'expansion est uniquement due aux commandes militaires. La consommation n'est pas la cause profonde du mouvement de croissance. Au contraire l'effort de guerre se mesure souvent par l'intensité des restrictions.

A la fin de la guerre la demande différée devient la cause de la croissance de la période de rattrapage. C'est la relation entre les effets immédiats et les effets différés qui fait la spécificité des effets de la guerre. Cette relation peut se résumer de la manière suivante : les destructions et les besoins militaires ont pour conséquence d'intensifier l'effort de production ; l'effort de production est limité aux branches fournissant des produits indispensables à la poursuite de la guerre ce qui a pour conséquence d'entraîner des restrictions de consommation et des distorsions sectorielles. Lorsque les hostilités ont cessé, les besoins de consommation différés (fonction des restrictions) et ceux de la reconstruction (fonction des destructions) déterminent l'intensité de la demande. La capacité de production est fonction de l'effort de production réalisé au cours de la guerre et de la localisation des investissements pendant les hostilités. Les effets immédiats déterminent les effets différés. Les relations entre les uns et les autres sont des relations de nature (effet de restriction — effet de rattrapage, effet de distorsion — effet de mutation de structure), et des relations d'intensité.

On peut imaginer qu'un cataclysme comme un tremblement de terre ait des effets de destruction aussi importants que ceux entraînés par une guerre. L'ensemble des conséquences entraînées par cette catastrophe restera limité aux seuls effets de destruction et à leurs prolongements. Ce n'est donc pas chaque effet considéré

isolément qui crée la spécificité des conséquences de la guerre sur la croissance puisque d'autres phénomènes peuvent entraîner un ou plusieurs effets induits par la guerre. Mais la guerre est le seul phénomène à combiner et à associer tous les effets que nous avons inventoriés et analysés.

Nous savons maintenant quels sont les effets de la guerre sur la croissance et ce qui en fait leur spécificité. Cette spécificité même permet-elle de conclure que la guerre est inéluctable dans ses conséquences ? Peut-on s'aventurer sinon à prévoir du moins à imaginer quels seraient les effets d'une guerre future ?

III. — *Les effets sont-ils inéluctables ?*

Quelles que soient les circonstances, quelles que soient les armes, la durée des hostilités et l'atrocité des combats, peut-on parler des effets de la guerre ou ne doit-on pas distinguer les effets des guerres ? Les effets des guerres sont inéluctables dans leur nature, ils ne le sont pas dans leur intensité.

A) *Inéluctables dans leur nature :*

Les armes employées et les politiques suivies furent différentes avant et au cours des deux guerres mondiales. Pour tous les pays belligérants, les deux guerres eurent des conséquences de nature identique. Les effets immédiats sont les mêmes pour la guerre de 1914-1918 et pour celle de 1939-1945 comme pour l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Destructions, production, restrictions et distorsions sont inexorablement engendrées par la guerre et rien ne peut éviter leur apparition et leurs conséquences. Au lendemain des deux guerres et dans tous les pays belligérants, les effets différés furent de nature semblables.

On pourrait penser que les politiques économiques ont pour conséquence de diversifier les effets des guerres. Il semble qu'une telle proposition soit erronée. Avant la seconde guerre mondiale, l'Allemagne avait pris la précaution de constituer des stocks d'armes et de munitions et d'organiser l'ensemble de son économie en vue de la guerre. Il est impossible de prétendre que les effets de production, de restriction et de distorsion n'ont pas marqué l'économie allemande.

Dans des régimes aussi opposés que ceux de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis où la politique économique comme l'organisation sont fondamentalement différentes, les effets de production, de restriction et de distorsion ont posé des problèmes aussi délicats aux dirigeants soviétiques qu'aux dirigeants américains. Les effets différés ne sont pas de nature différente. La politique économique peut de façon différente aborder les problèmes posés par la guerre. Quelles que soient les méthodes préconisées ou appliquées, les effets différés restent les mêmes.

En admettant et en souhaitant que cette hypothèse soit purement gratuite, qu'une guerre future soit un conflit limité, c'est-à-dire que ne soient pas utilisées les armes nucléaires dont les stocks sont importants, et la puissance déterminante, tout laisse penser que les effets entraînés par un tel conflit seraient de même nature que ceux engendrés par les deux guerres mondiales.

Les auteurs se limitant à inventorier et à identifier les conséquences entraînées par des conflits armés et généralisés pourraient conclure aux effets inéluctables de la guerre.

En approfondissant l'analyse et en s'efforçant de mesurer l'intensité de ces effets, la conclusion reste-t-elle la même ?

B) *Variables dans leur intensité :*

La guerre n'est pas un phénomène dont l'intensité des conséquences est prédéterminée, quelles que soient les armes et la politique suivie par les pays belligérants. La guerre est portée par l'Histoire, les effets entraînés par chaque guerre sont d'intensité différente. Nous avons souvent souligné la différence d'intensité des conséquences entraînées par la première et la seconde guerre mondiales.

Nous ne pensons pas que cette différence soit due à la politique économique ou au degré de préparation. Le facteur déterminant et engendrant la différence est l'armement.

L'armement détermine l'importance des destructions. Les destructions stratégiques généralisées sont dues au développement de l'aviation et au perfectionnement des armes lourdes.

L'effort de production, et partant, les effets de restriction et de distorsion, est fonction des besoins en armes et en munitions. Les conséquences dans l'industrie sont totalement différentes lorsqu'il s'agit de produire en masse uniquement des armes légères et lorsqu'il faut équiper une armée en armes lourdes et en engins perfectionnés. Les conséquences ne sont pas uniquement quantitatives. Les innovations qui peuvent être réalisées à propos de la fabrication d'armes lourdes et compliquées sont plus nombreuses et plus importantes que celles réalisées à propos de la fabrication d'armes légères et relativement peu compliquées.

L'armement entraîne directement et indirectement des effets dont l'intensité est étroitement liée à son degré de perfectionnement. Il est facile de prévoir quels effets entraînerait une guerre nucléaire sur la croissance des pays qui se laisseraient aller à cette extrémité : ils disparaîtraient. Leur survie est liée à la limitation de l'emploi des armes nucléaires. On se demande alors quels arguments autres que la terreur des répressions pourraient empêcher un pays doté d'armes nucléaires de ne pas s'en servir au cours d'un éventuel conflit.

ANNEXE

Tableau 1

Production de la Grande-Bretagne
1915 = 100 — 1939 = 100
(en tonnes)

	Explosifs		Carburants			Explosifs		Carburants	
1915	16 923	100	12 438	100	1939	21 255	100	23 938	100
1916	109 578	647	29 617	238	1940	74 206	350	30 513	127
1917	230 140	1 360	98 778	780	1941	112 558	530	58 525	256
1918	203 109	1 200	77 258	620	1942	190 562	905	112 442	470
					1943	220 717	1 004	89 222	373
					1944	206 648	975	61 668	258

Source : D'après les chiffres cités par Hornby, *op. cit.*, p. 109.

Tableau 2

Indices de la production allemande
Janvier-Février (1942 = 100)

	Armes (terre)	Munitions (terre)	Armes (air)	Munitions (air)	Bombes
1939 4e trimestre ...		186			41
1940 1er trimestre ...	86	195			40
2e » ...	101	268			146
3e » ...	97	299			179
4e » ...	101	185			124
1941 1er trimestre ...	127	178	75	72	122
2e » ...	144	142	91	78	117
3e » ...	132	94	101	100	106
4e » ...	90	86	117	89	100
1942 1er trimestre ...	109	117	114	100	103
2e » ...	148	267	167	109	120
3e » ...	156	419	135	160	148
4e » ...	179	534	221	142	150
1943 1er trimestre ...	195	632	284	176	93
2e » ...	254	646	307	152	106
3e » ...	287	639	364	105	112
4e » ...	337	722	426	148	126
1944 1er trimestre ...	348	825	376	153	124
2e » ...	402	838	583	162	102
3e » ...	439	914	722	162	93
4e » ...	470	849	676	150	38
1945 1er trimestre ...	276	465	279	140	12

Source : U.S. strategic bombing survey, p. 286.

TABLEAU 3

Indices production de munitions

Janvier-Février (1942 = 100)

Période	Munitions	Composants d'acier	Poudre	Explosifs
1939 4e trimestre .	74	65	47	38
1940 1er trimestre .	82	77	49	41
2e » .	125	107	67	88
3e » .	139	113	74	101
4e » .	102	107	67	82
1941 1er trimestre .	105	115	75	93
2e » .	106	119	92	107
3e » .	100	116	105	103
4e » .	95	114	112	111
1942 1er trimestre .	105	102	104	108
2e » .	147	135	118	138
3e » .	193	171	141	130
4e » .	220	183	155	148
1943 1er trimestre .	228	195	176	184
2e » .	235	171	202	187
3e » .	247	161	207	189
4e » .	278	192	216	202
1944 Janvier	281		223	214
Février	303	224	222	242
Mars	314		253	270
Avril	302		231	256
Mai	301	233	253	276
Juin	302		231	283
Juillet	319		216	274
Août	323	256	230	187
Septembre ...	335		227	157
Octobre	321		211	152
Novembre	307	224	177	144
Décembre	263		170	127
1945 Janvier	224		166	97
Février	191		113	67

Source : U.S. strategic bombing survey, p. 263.

TABLEAU 4

Production totale de munitions
(à prix constants)

Catégories de munitions	Valeur de la production (million R.M.)		Changements dans la production décembre 1943 à juillet 1944		Distribution en % de la production	
	déc. 1943	juil. 1944	Valeur (mill. R.M.)	%	déc. 1943	juil. 1944
Munitions totales .	2 065	2 995	930	45	100,0	100,0
Aviation	739	1 446	707	96	35,8	48,3
Munitions	653	719	664	11	31,6	24,0
Armes	196	278	92	49	9,0	9,3
Panzer	165	234	69	42	8,0	7,8
Navires	138	135	— 3	— 2	6,7	4,5
Véhicules à moteur	74	72	— 2	— 3	3,6	2,4
Half tracks	44	48	4	9	2,1	1,6
Poudre	66	63	— 3	— 5	3,2	2,1

Source : U.S. strategic bombing survey, p. 195.

TABLEAU 5

Production aéronautique britannique
(nombre et indices)

	Nombre	Indice		Nombre	Indice
1938	2 827	35	1942	23 672	296
1939	7 940	100	1943	22 263	280
1940	15 049	190	1944	26 461	332
1941	20 094				

Source : M. POSTAM, *British war production*, Longmans Green and Co., Londres, 1952, p. 485.

TABLEAU 6

Production allemande par types d'appareils

	Total	Chasseurs	Bombardiers	Transport	Entrainemt	Autres
1939	8 295	1 856	2 877	1 037	1 112	1 413
1940	10 826	3 106	3 997	763	1 328	1 632
1941	11 776	3 732	4 350	969	889	1 836
1942	15 556	5 213	6 339	1 265	1 170	1 369
1943	25 527	11 738	8 589	2 033	2 076	1 091
1944	39 807	28 926	6 468	1 002	3 063	348

Source : U.S. strategic bombing survey, p. 277.

TABLEAU 7

Production industrielle aux U. S. A.
1914 = 100 1947-1949 = 100

1re guerre				2e guerre			
1913	107	1917	132	1939	58	1943	127
1914	100	1918	127	1940	67	1944	125
1915	110	1919	119	1941	85	1945	107
1916	127			1942	106		

Sources : 1re guerre : G. H. MOORE, *Production of Industrial materials*, N.B.E.R., New York, mars 1944.
2e guerre : Congrès des U. S. A. : hearings before the joint economic committe, XXCVIe Congrès 1959.

TABLEAU 8

Production industrielle en Russie
1913 = 100

	Grande industrie	Petite industrie	Totalité
1913	100	100	100
1914	100,6	98,0	100
1915	110,5	78,4	102,7
1916	116,1	88,2	109,4
1917	74,8	78,4	75,7
1918	33,8	73,5	43,4
1919	14,9	49,0	23,1
1920	12,8	44,1	20,4

Source : D'après les chiffres de S. N. POCOPOVICG, *op. cit.*, p. 261.

TABLEAU 9

Industrie russe

	Nombre d'ouvriers dans grande industrie en	Rendement en rouble d'avant-guerre par ouvrier	Nombre de journées de travail dans l'année
1913	2 592	2 466	257,4
1914	2 660	2 417	244,8
1915	2 635	2 678	240,7
1916	2 929	2 542	257,8
1917	2 596	1 841	239,8
1918	2 011	1 074	219
1919	1 335	713	183
1920	1 223	669	228,3

Source : S. N. POCOPOVICZ, *op. cit.*, pp. 262 et 271.

TABLEAU 10

Production d'automobiles aux U. S. A.

1903	11 000	1911	210 000
1904	21 700	1912	378 000
1905	23 000	1913	485 000
1906	34 000	1914	569 054
1907	44 000	1915	892 000
1908	85 000	1916	1 716 708
1909	126 000	1917	1 878 778
1910	187 000	1918	936 746
			+ 168 270 camions

Source : M. BARUCK, *American industry in the war*, p. 389.

TABLEAU 11

Production de locomotives

Pour usage domestique

	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918 U.S. Rail road	1918 Other Ad domestic
Baldwin ...	1 276	1 162	1 564	464	239	744	518	570	99
American .	1 190	1 835	2 004	610	317	273	736	347	803
Lima	118	141	172	208	125	240	253	4	313
Total ...	2 583	3 138	3 740	1 282	681	1 957	1 507	921	1 217

Pour exportation

	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917 us mil.	1917 all oth.	1918 us mil.	1918 all oth.
Baldwin ...	174	218	226	136	451	551	830	874	596	763
American .	103	101	91	74	242	245	150	655	85	406
Lima	36	31	25	15	4	11		11		8
Total ...	313	350	342	225	697	807	980	1540	681	1177
							2487 + 1540		1602 + 2394	
Grand total	2 897	3 488	4 082	1 507	1 378	2 764	4 027		3 996	

Source : M. BARUCK, *American industry in the war*, p. 389.

TABLEAU 12

Force employée dans la production de machines-outils en Grande-Bretagne

	Hommes	Femmes	Total
1935			21 000
Juillet 1941	40 540	3 760	44 300
Janvier 1942	49 230	8 500	57 730
Septembre 1942	53 800	11 900	65 700
Mars 1943	54 800	13 800	68 600
Février 1944	50 000	11 000	61 000
Mai 1945	38 800	6 120	45 000

Source : HORNBY, *op. cit.*, p. 338.

TABLEAU 13

Nombre de machines-outils en Grande-Bretagne

	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Production	37 000	62 000	80 297	95 788	76 208	59 125
Indice	100	168	218	258	206	160
Fournitures américaines	8 364	33 111	32 044	24 023	20 514	8 416
Indice	100	388	382	287	245	100,2

Source : W. HORNBY, *Factories and plant*, p. 330.

BIBLIOGRAPHIE

Deux listes, A et B, ont été établies. La première est consacrée aux ouvrages traitant exclusivement de la guerre et des problèmes d'après-guerre. La seconde est réservée aux ouvrages d'histoire de la pensée et des faits économiques et aux ouvrages théoriques. Cette bibliographie n'est pas exhaustive. Elle se limite aux ouvrages que nous avons entièrement lus et utilisés dans cette thèse.

LISTE A. — Ouvrages et articles exclusivement consacrés à la guerre

ANGELL (N.) : *The world's higway*, G. H. Doran Company, New York, 1915.

ARON (R.) : *Paix et guerre entre les nations*, Calman-Levy, Paris, 1962.

APOSTOL (P. N.) : *Russian public finance during the war*, Carnegie endowment, New Haven, 1928.

BARRÈRE (A.). : *Les crises de reconversion*, Marcel Rivière, Paris, 1947.

BARUCH (B. M.) : *American industry in the war* (a report of the war industry board), Governement printing office, Washington, 1921.

BELLERBY (J. R.) : *Economic reconstruction*, A study of postwar problems, Macmillan and Co. Ltd, London, 1943.

BERGSON (A) et HEYMAN (H.) : *Soviet national income* 1940-1948, Columbia University press, New York, 1954.

BERNARD (J. R.) : *Le « system utility », institution caractéristique et fondamentale de l'économie britannique*, A. Colin, Paris, 1953.

BOGART (E. L.) : *Direct and indirect costs of the great war*, Oxford University press, New York, 1920.

BOUTHOUL (G.) : *Cent millions de morts*, Sagittaire

ID. : *Huit mille traités de paix.*

ID. : *La guerre*, Payot, Paris, 1951.

ID. : *Sauver la guerre*, B. Grasset, Paris, 1961.

BOWLEY (A. L.) : *Some economic consequences of the great war*, Thornton, Butterworth Ltd, London, 1930.

BURNHAM (J.) : *Total war.*, Boston, Meador Publishing Company, 1943.

CAMPAGNA (N.) : *Le perlubazion della guerra sul sistema economico*, Dott. Antonino Ginffre, Milano, 1953.

CHAPMAN (J.) : *Labour and capital after the war*, J. Murray, Londres, 1918.

CHILDS (W.) et STONE (W.) : *Towards a dynamic America*, The foreign policy Association, New York, 1941.

CLARK (J. M.) : *The cost of the world* Aar *to the amercian people*, Yale University press, New Haven, 1931.

Commission consultative des dommages et réparations : *Exploitation de la main-d'œuvre française par l'Allemagne.*

Dommages subis par les matériels et immeubles français, Paris, 1948.

CROWELL (B.) et WILSON (R. F.) : *How America went to war*, The giant hand, Yale University, New Haven, 1921.

DEARLE (N. B.) : *An economic chronicle of the great war*, Humphrey Milford, Oxford University press, London, 1929.

Défence (revue) : « National defense advisory commissions », n° 2 a New York, 1920.

DICKNISON (F. G.) : « An after cost of the world war to the United States », *A.E.R. papers and proceedings*, mars 1940, p. 326.

EZEKIEL *et coll.* : *Towards world prosperity*, Harper and brothers Publishers, New York, 1947.

FAUVEL (L.) : *Problèmes économiques de la guerre totale*, Recueil Sirey, Paris, 1940.

FONTAINE (A.) : *L'industrie française pendant la guerre. Carnegie Endowment*, P.U.F., Paris, 1925.

GALLIARD (O.) : *Histoire économique de la guerre* 1914-1918, M. Rivière, Paris, 1925.

GAUYOUSE (C.) : *L'effort de l'industrie française pendant la guerre*, Imprimerie L'Abeille, Montpellier, 1920.

HANCOCK et GOWING : *British war Economy*, H.M.S.O. Longmans Green and Co., London, 1949.

HARRIS (S. E.) : *The economics of America at war*, W. W. Norton and Co., New York, 1941.

HEINIG (K.) : *Le prix des guerres*, Gallimard, Paris, 1962.

HIRST (F. K.) : *The consequences of the war to Great-Britain. Carnegie Endowment*, Oxford University press, London, 1934.

HORNBY : *Factories and Plant*, H.M.S.O. Longmans Green and Co., London, 1958.

HUBERT (L.) : *L'effort brisé. La situation économique de l'Allemagne à la veille de la guerre*, Alcan, Paris, 1915.

HULTGREEN (T.) : « Railway traffic. Expansion and use of ressources in world war II », *N.B.E.R. occasional paper*, no. 16, New York, 1943.

HURSFIELD (J.) : *The control of raw materials*, H.M.S.O. Longmans Green and Co., London, 1953.

Institut international de finances publiques : Congrès de Lisbonne, 1952.

International Labour Office : British joint production machinery, *Studies and reports*, série A, n° 43, Montréal, 1944.

JÈZE (G.) : *Les dépenses de guerre de la France. Dotation Carnegie*, P.U.F., Paris, 1926.

KEYNES (J. M.) : *How to pay for the war*, London, 1921.
ID. : *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, 1922.

KHELLERSON (T.) : *Le bilan de la guerre*, Plon, Paris, 1921.

KHON (S.) et MEYENDORF : *The cost of the war to Russia. Carnegie endownent*, New Haven, Connecticut, 1932.

LESCURE (J.) : *Guerre et crises économiques*, Librairie du droit et de la jurisprudence, Paris, 1944.

LONG (C. D.) : « The labor force in wartime america », *N.B.E.R. occasional paper*, no. 14, New York, 1943.

LORWIN (L. L.) : *The consequences of the Second World war*, Random House, New York, 1941.

ELUNDBERG (editor) : *The business Cycle in postwar world*, Macmillan and Co. Ltd, London, 1955.

MARCH (L.) : *Mouvement des prix et des salaires pendant la guerre. Carnegie Endowment*, P.U.F., Paris, 1925.

MASSEL (B. F.) et WOLF (C.) : « Economic development and postwar recuperations », *Journal of industrial economics*, vol. XI, avril 1963.

MILLS (F. C.) : « Prices in a war economy », *N.B.E.R. occasional paper*, no. 12, New York, 1943.

MOORE (G. H.) : « Production of industrial materials in world war I and world war II », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 18, New York, mars 1944.

NATHAN (O.) : « Nazi war finance and banking », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 20, New York, 1943.

NEF (J.) : *La guerre et le progrès humain*, Alsatra, Paris, 1950.

NELSON (O. M.) : *Arsenal of democraty (the story of american war production)*, Harcourt Brace and Co., 1re édition, New York, 1946.

NOLDE (B. M.) : *Russia in the economic war. Carnegie Endowment*, Yale University press, New Haven, 1928.

Notes et études documentaires : nº 496 : Le financement de la guerre aux U. S. A., Paris, 1947 ; nº 1107 : Spoliations et restitutions, Paris, 1949.

PAIHLE (C.) : *Memorandum sur la situation industrielle après la guerre*, The Garton Foundation, Paris, 1917.

PIATIER (A.) : *L'économie de guerre*, Librairie du droit et de la jurisprudence, Paris, 1939.

POSTAM (M. M.) : *British war production*, Longmans Green and Co., London, 1952.

Revue d'Economic politique, 1947, p. 801 à 1695, « La France économique de 1939 à 1946.

RIDDLE (J. H.) : « British and american plans for international currency stabilization », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 16, New York, 1943.

SCHMIDT (C. H.) et YOUNG : « The effect of war on business financing manufacturing and trade », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 10, New York, 1943.

Secrétariat d'Etat à la marine : *le Potentiel des U. S. A.*, Paris, 1941.

SILBENER (E.) : *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques*, Sirey, Paris, 1957.

STANBACK (T.) : *Postwar cycles in manufacturers' inventories*, N.B.E.R., 1962.

VOZNESSENKI (N.) : *L'économie de guerre de l'U. R. S. S.*, 1941-1945, Librairie de Médicis, Paris, 1948.

WARE (C. F.) : *The consumer goes to war*, Fink and Wagnalls Co., New York, 1942.

WHITTLESEY (C. B.) : « The effect of war on currency and deposits », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 11, New York, 1943.
ID. : « Bank liquidity and the war », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 22, New York, 1945.

YOUNGMAN (A.) : « The federal reserve system in wartime », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 21, New York, 1945.

LISTE B. — Ouvrages généraux

Abramovitz (M.) *et coll.* : *The allocation of economic ressources*, Stanford University Press, 1961.

Baikow (A.) : *The development of the soviet economic system*, Cambridge University press, London, 1950.

Barre (R.) : *Economie politique*, Collection Themis, P.U.F., Paris, 1958.

Biacabe : *Les analyses contemporaines de l'inflation*, Sirey, Paris, 1962.

Biays (M.) : *Reconstruction française*, A. Colin, Paris, 1952.

Butler (W. F.) : « Trends in capital investment and capacity », *A.E.R.*, mai 1958.

Carter (C. F.) et Williams (B.) : *Investment and innovations*, Oxford University press, London, 1958.

Clark (C.) : *Les conditions du progrès économique*. Traduction A. Morin. Rambert, P.U.F., Paris, 1960.

Combe (P.) : *Niveau de vie et progrès technique en France depuis* 1860, P.U.F., Paris, 1953.

Cotta (A.) : *La dépréciation du capital et le sujet économique*, S.E.D.E.S., Paris, 1958.

Id. : « Un modèle intersectoriel de croissance », *Economie appliquée*, n° 1-2, 1962.

Deane (P.) et Cole (A.) : *British economic growth*, 1688-1959, Cambridge University press, 1962.

Demaria (G.) : « Les lois du développement par tête dans les économies contemporaines », *Giornale degli Economisti*, n° 3-4, mars-avril 1956.

Dobb (M.) : *Soviet economic development since* 1917, Routledege and Kegan Ltd, 3e édition, London, 1953.

Faulkner (H.) : *Economic history of the United States.*

Galbraith (J. K.) : *Le capitalisme américain*. Traduction M. Th. Genin. Librairie de Médicis, Paris, 1956.

Gordon (R.) : *Business fluctuations*, Harcourt and Brace Co., New York, 1961.

Hansen (A.) : *Economic stabilization in an unbalanced world*, Harcourt and Brace Co., New York, 1932.

Hickman (B.) : *Growth and stability in postwar economy*, Brookings Institution, Washington, 1960.

Hirschman (A. O.) : *The strategy of economic development*, Yale University press, New Haven, 1959.

Imbert (G.) : « Des mouvements de longue durée », *la Pensée universitaire*, Aix-en-Provence, 1959.

Jeanneney (J. M.) : *Forces et faiblesses de l'économie française*, A. Colin, Paris, 19??.

Kaldor (N.) : *Economic stability and growth*, Duckworth, London, 1960.

Kuznets (S.) (editor) : *Income and wealth*, série II, Bowes and Bowes, Cambridge, 1952.

Id. : *Capital in the american economy*, N.B.E.R., 1961.

LAMARTINE (F.) : *Forty years of foreign trade*, Allen and Unwin Ltd, London, 1959.

LEWIS (W. A.) : *The theory of economic growth*, Allen and Unwin, 2e édition, London, 1956.

LUNDBERG (E.) (editor) : *Income and wealth*, serie I, Bowes and Bowes, Cambridge, 1951.

MARCHAL (C.) et LECAILLON (J.) : *La répartition du revenu national*, Médicis, Paris, 1959.

MEIER (G.) et BALDWIN (R.) : *Economic development*, J. Wiley and Sons. Inc., New York, 1957.

MOORE (G. H.) : « Statistical indicators of cyclical revivals and recessions », *N.B.E.R. occasional paper*, nº 31, New York, 1951.

NEGREPONTI-DELIVANIS (M.) : *Influence du développement économique sur la répartition du revenu national*, S.E.D.E.S., Paris, 1960.

N.B.E.R. : *Capital formation and economic growth*, Princetno, 1955.
ID. : *Problems of capital formation*, Princeton, 1957.
ID. : *The rate and direction of inventive activity*, Princeton, 1962.

PERROUX (F.) : *La coexistence pacifique*, P.U.F., Paris, 1958.
ID. : « Matériaux pour une analyse de la croissance économique », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série D.

POCOPOVICZ (S. N.) : *Histoire économique de l'U. R. S. S.*. Traduction M. Body. Flammarion, Paris, 1952.

RIST (C.) : *Mécanismes économiques élémentaires*, Sirey, Paris, 1945.

ROBINSON (J.) : *An essay on marxian economics*, Mac Millan and Co., London, 1952.

ROSTOW (W.) : *The stages of economic growth*, Cambridge University press, 1960.

WILLIAMSON (H.) (editor) : *Growth of the american economy*, Prentice Hall. Inc., New York.

WRIGHT (C. W.) : *Economic history of the United States of America*, MacGaw-Hill Book CY, 2e édition, New York, Toronto, London, 1949.

YOUNGSON (A. J.) : *The british economy* 1920-1957, G. Allen and Unwin Ltd, London, 1960.

REVUES

American Economic Review : A.E.R.
Annuaires statistiques de la France.
Cahiers de l'I.S.E.A.
Economic Journal : E.J.
Economie appliquée : E.A.
Journal of political economy : J.P.E.
Publications de l'O.N.U.
Publications de l'O.E.C.E.
Publication du National bureau of economic research : N.B.E.R.
Revue d'économie politique : R.E.P.
Revue économique : R.E.P.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION ..... 1 à 6

PREMIÈRE PARTIE

LES EFFETS IMMÉDIATS 7

INTRODUCTION. — Spécificité et nature des effets immédiats .... 9 à 12

CHAPITRE 1. — Effet de destruction ..... 13 à 66

Section I : Evaluation monétaire 14

Sous-Section : Méthode directe 15

§ 1 : Après la première guerre 15

§ 2 : Après la seconde guerre 17

Sous-Section II : Méthode indirecte 20

§ 1 : Les dépenses de guerre 20

§ 2 : La dette publique 26

Sous-Section III : Critique de cette méthode 32

§ 1 : Critique interne 32

§ 2 : Critique externe 34

Conclusion Section I 37

Section II : Evaluation réelle 38

Sous-Section I : Les pertes en vies humaines 38

§ 1 : Signification théorique des pertes en vies humaines 38

§ 2 : Importance absolue des pertes en vies humaines 42

§ 3 : Importance relative des pertes en vies humaines 45

Sous-Section II : Les destructions 50

§ 1 : Typologie des destructions 50

§ 2 : Signification économique 53

§ 3 : Répartition géographique des destructions 54

Conclusion du chapitre I 56

CHAPITRE II. — Effet de production ..... 67 à 144

INTRODUCTION 67

Section I : La production de matériel de guerre 71

Sous-Section I : La production d'armement léger 71
§ 1 : La production en France 71
§ 2 : La production en Grande-Bretagne 72
§ 3 : La production en Allemagne 74
§ 4 : La production aux Etats-Unis 77

Sous-Section II : La production d'armement lourd 79
§ 1 : Les forces en présence 80
§ 2 : La cavalerie 81
§ 3 : Aviation 85
§ 4 : La marine 86

Sous-Section III : La formation de la production d'armement . 91
§ 1 : Les secteurs intéressés par la production d'armement .. 91
§ 2 : Les agents de la production d'armement 94
§ 3 : Les moyens de production 96
§ 4 : Méthodes de production et progrès technique 98

Conclusion de la Section I 101

Section II : La production industrielle globale 102

Sous-Section I : La production industrielle globale des pays non envahis 103
§ 1 : La production industrielle aux Etats-Unis 103
§ 2 : La production industrielle en Grande-Bretagne 105
§ 3 : La production industrielle en Allemagne 106

Sous-Section II : La production industrielle des pays envahis 107
§ 1 : La production française 108
§ 2 : La production industrielle en U.R.S.S. 110

Conclusion de la Section II 113

Section III : La production industrielle par secteur 114

Sous-Section I : Les secteurs en expansion 115
§ 1 : Les industries manufacturières 115
§ 2 : Les industries métallurgiques 119
§ 3 : Les industries énergétiques 123
§ 4 : Les industries chimiques 126

Sous-Section II : Les secteurs en régression 130
§ 1 : Les industries textiles 131
§ 2 : Les industries alimentaires 133
§ 3 : La construction 135
Conclusion de la Section III 138
Conclusion du chapitre II 139

CHAPITRE II. — Effet de restriction ..... 145 à 199
INTRODUCTION. — Nécessité des restrictions 145
Section I : La consommation de guerre 146
Sous-Section I : Restriction de la consommation 146
§ 1 : La consommation aux Etats-Unis 147
§ 2 : La consommation en Grande-Bretagne 149
§ 3 : La consommation en France 151
§ 4 : La consommation en U. R. S. S. 154
Sous-Section II : La production agricole 157
§ 1 : Modification de la composition de la production agricole 157
§ 2 : Transformation des méthodes de culture 169
Conclusion de la Section I 175
Section II : Les moyens de contrainte 176
Sous-Section I : Les moyens de contrainte directe 177
§ 1 : Le contenu d'une politique de rationnement 178
§ 2 : Les modalités de mise en œuvre 179
§ 3 : Conditions d'efficacité 182
Sous-Section II : Les moyens de contrainte indirecte 184
§ 1 : Fonction monétaire de l'inflation 185
§ 2 : Inflation nécessaire 188
§ 3 : Les causes 190
§ 4 : Les effets de l'inflation 193
§ 5 : Les mesures de contrôle 195
Conclusion du chapitre III 198

CHAPITRE IV. — Effet de distorsion ..... 200 à 257
Section I : Effet de distorsion et main-d'œuvre 202
Sous-Section I : Effets de distorsion globale 202
§ 1 : Les origines 203
§ 2 : Les solutions 207

Sous-Section II : Effets de distorsion sectorielle 218
§ 1 : Causes des distorsions sectorielles 219
§ 2 : Mécanisme d'allocation de la main-d'œuvre 227

Section II : Effets de distorsion et ressources naturelles 235

Sous-Section I : Effets de distorsion globale 236
§ 1 : Les causes 236
§ 2 : Le ravitaillement en matières premières 240

Sous-Section II : Effets de distorsion sectorielle 241
§ 1 : Les origines 249
§ 2 : L'affectation des matières premières 252

Conclusion du chapitre IV 257

Conclusion de la première partie 258

DEUXIÈME PARTIE

LES EFFETS DIFFÉRÉS ..... 267 à 425

Introduction 269

Chapitre I. — Caractéristiques des économies après guerre 273 à 322

Section I : Modification des indicateurs de croissance 273

Sous-Section I : Modification des dimensions des économies .. 274
§ 1 : Evolution du revenu national 275
§ 2 : Evolution de la production agricole 280
§ 3 : Evolution de la production industrielle 283
§ 4 : Modification de la composition du revenu national 286

Sous-Section II : Modification du bien-être individuel 288
§ 1 : L'évolution du revenu par tête 288
§ 2 : L'évolution du capital par tête 291

Sous-Section III : Evolution de la productivité 293
§ 1 : La productivité dans l'agriculture 293
§ 2 : La productivité dans l'industrie 296

Sous-Section IV : Modification de la répartition du revenu national 298
§ 1 : Répartition entre chaque catégorie de participants 299
§ 2 : Diminution de l'inégalité des revenus 302

Section II : Modification des types d'organisation 304

Sous-Section I : Le rôle de l'Etat 305

§ 1 : La guerre nécessite l'intervention de l'Etat 305

§ 2 : Mesures rémanentes 306

§ 3 : Les mesures nouvelles 307

Sous-Section II : Le rôle des syndicats 309

§ 1 : Les syndicats et les salaires après guerre 309

§ 2 : Le rôle des syndicats dans l'organisation de l'activité économique 311

Section III : Modifications des relations internationales 312

Sous-Section I : 1918, fin des hégémonies française, anglaise et allemande en Europe et dans le monde 312

§ 1 : Fin d'une hégémonie 312

§ 2 : La guerre, cause de ce déclin 315

Sous-Section II : 1945, fin de l'hégémonie européenne, renforcement de la domination américaine 316

§ 1 : Déclin de l'hégémonie européenne dans le monde 317

§ 2 : Renforcement de la domination américaine 318

Conclusion du chapitre I 320

CHAPITRE II. — La thèse du rattrapage ..... 323 à 383

Section I : Exposé de la thèse du rattrapage 323

Sous-Section I : Principe de compensation ou de réaction et rattrapage 324

§ 1 : La guerre crée des conditions insupportables 324

§ 2 : Rattrapage et rétablissement de conditions « normales » 326

§ 3 : L'hypothèse du rattrapage systématique 327

Sous-Section II : La fin de la période de rattrapage 329

§ 1 : Détermination d'une situation de référence 329

§ 2 : Essai de mesure d'une période de rattrapage 331

Section II : Justification analytique de la thèse de rattrapage .. 334

Sous-Section I : La demande, cause véritable du phénomène .. 335

§ 1 : Modification de la fonction de demande par rapport au revenu 335

§ 2 : Modification du comportement des consommateurs 337

Sous-Section II : L'offre détermine la durée de la période de rattrapage 339

§ 1 : Rigidité de la production dans l'immédiat après-guerre 340

§ 2 : Les besoins en investissements 344
§ 3 : Les investissements réalisés 351

Section III : Jugement critique 358

Sous-Section I : Validité de la thèse du rattrapage en matière de consommation 358
§ 1 : Consommation de biens non durables 358
§ 2 : Consommation de biens durables 362
§ 3 : Consommation de services 366

Sous-Section II : Insuffisance analytique de la thèse du rattrapage en matière de productivité 369
§ 1 : Qualité des facteurs de production 370
§ 2 : Méthodes de production 373

Sous-Section III : Les contradictions au principe de réaction . 377
§ 1 : Contradictions à la thèse du rattrapage global 378
§ 2 : Contradictions à la thèse du rattrapage systématique 380

Conclusion du chapitre II 381

Chapitre III. — Effet de stabilisation ..... 384 à 425

Section I : La guerre, facteur d'instabilité 386

Sous-Section I : Effets dépressifs de la guerre 386
§ 1 : La thèse de C. Rist 387
§ 2 : La thèse de J. Lescure 388
§ 3 : La thèse d'A. Barrère 391

Sous-Section II : La guerre, cause de la baisse longue 394
§ 1 : La guerre, cause adjuvante de la baisse 394
§ 2 : La guerre, cause unique de la baisse 396

Sous-Section III : Critique de ces thèses 397
§ 1 : Caractère partiel 397
§ 2 : Caractère contingent 402

Section II : La guerre, facteur de stabilisation 404

Sous-Section I : Les fluctuations d'après-guerre 405
§ 1 : Les fluctuations après la première guerre 405
§ 2 : Les fluctuations après la seconde guerre 410

Sous-Section II : Les stabilisateurs 414
§ 1 : La prévision économique 414
§ 2 : L'intervention de l'Etat 416
§ 3 : Les constructions 418

Conclusions du chapitre III 421

Conclusion de la seconde partie 423

Conclusion générale 426
I. La guerre et les fluctuations 426
II. La guerre et la croissance 430
III. Les effets sont-ils inéluctables ? 433

Annexe 435

Bibliographie 441

Table des matières 447

Imprimerie Jacques et Demontrond, Besançon.
Dépôt légal 2e trimestre 1967 : n° 7507.

COLLECTION

« OBSERVATION ÉCONOMIQUE »

publiée sous la direction de A. Piatier

VOLUMES PARUS :

II. MAGAUD (Charles). — *L'équilibre économique dans la Pensée Moderne* (208 p.).

III. BARRE (Raymond). — *La Période dans l'Analyse économique ; une approche à l'étude du temps* (256 p.).

IV. CONGARD (Roger-P.). — *La Demande et le Monopole* (384 p.).

V. GABILLARD (Jean). — *La fin de l'Inflation* (359 p.).

VI. DARTIGOLLES (Jean). — *La Tarification des Chemins de Fer et la Théorie économique* (240 p.).

VII. FRANÇOIS-CAREIL (Serge). — *Le Grand Magasin, baromètre de conjoncture* (211 p.).

VIII. PONSARD (Claude). — *Economie et Espace* (467 p.).

IX. MAILLET-CHASSAGNE (Monique). — *Influence de la nationalisation sur la gestion des entreprises publiques* (257 p., 36 tableaux).

X. CALVEZ (Jean-Yves). — *Revenu national en U.R.S.S. — Problèmes théoriques et description statistique* (267 p.).

XI. *La Recherche Economique. Aperçus sur quelques travaux récents* (Congrès de Luxembourg de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences) (336 p.).

XII. ANTIER (Daniel). — *L'Etude des Flux et des Stocks* (180 p.).

XIII. WRONSKY (Henri). — *La rémunération du travail et le niveau de vie dans l'agriculture kolkhosienne. Le Troudoden* (240 p.).

XIV. DUVAUX (Jacques). — *La Théorie de la maturité économique ou de la stagnation séculaire aux Etats-Unis* (240 p., 350 fig.).

XV. ADAM (Daniel). — *Les réactions du consommateur devant les prix. Contribution aux études de comportement* (137 p., 38 fig. et 30 graphiques).

XVI. BADOUIN (Robert). — *Agriculture et Equilibre économique* (268 p., 6 fig.).

XVII. BOURGUINAT (Henri). — *Espace économique et Intégration européenne. Essai de détermination de l'incidence du Marché Commun sur les inégalités régionales de développement* (343 p., nombreux tableaux et figures).

XVIII. COTTA (Alain). — *La Dépréciation du Capital et le sujet économique* (365 p., 37 fig.).

XIX. RUDLOFF (Marcel-Paul). — *L'Investissement et la Demande. Essai sur la théorie de l'investissement induit* (280 p.).

XX. JACOT (Simon-Pierre). — *Stratégie et Concurrence* (272 p.).

XXI. OBRADOVITCH (Mileta) — *Les récessions américaines d'après-guerre et leur impact sur le reste du monde* (371 p.).

XXII. LAULAN (Yves). — *Marché commun et conjoncture concertée (Essais sur le moyen d'action)* (281 p.).

XXIII. DE BRUNHOFF (Suzanne). — *Capitalisme financier public. Influence économique de l'Etat en France (1948-1958)* (212 p.).

XXIV. BRÉMAUD (Guy). — *Etude structurelle de la croissance en économie ouverte* (429 p).

Catalogue détaillé sur demande contenant également les ouvrages de la Collection « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ».

8025 Imprimé en France - 1967.